



**HAL**  
open science

# Une relation indécise : les ambitions internationales franco-chinoises à l'épreuve du Vietnam 1949-1979

Yunyi Li

► **To cite this version:**

Yunyi Li. Une relation indécise : les ambitions internationales franco-chinoises à l'épreuve du Vietnam 1949-1979. Histoire. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2019. Français. NNT : 2019PA01H015 . tel-02527967

**HAL Id: tel-02527967**

**<https://theses.hal.science/tel-02527967>**

Submitted on 1 Apr 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**UNIVERSITÉ PARIS I PANTHÉON-SORBONNE**

**Thèse pour obtenir le grade de docteur  
de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne,  
sous la direction de Pierre SINGARAVELOU**

**Discipline : histoire**

## **Une Relation indécise**

**Les ambitions internationales franco-chinoises à  
l'épreuve du Vietnam  
1949-1979**

**LI Yunyi**

**Décembre 2018**

### **Membres du Jury :**

**M. CESARI Laurent, professeur à l'Université d'Artois**

**M. JOURNOUD Pierre, professeur à l'Université Paul-Valéry Montpellier**

**M. SINGARAVELOU Pierre, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**

**M. TERTRAIS Hugues, professeur émérite à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**

**Mme XIAO Qi, maître de conférences à ECNU**

**Résumé :**

Pour rétablir « la grandeur » de la Chine, le problème vietnamien devint un enjeu important de « l'internationalisme chinois » à partir de 1950. Aider les forces communistes vietnamiennes à lutter contre les Américains s'accordait avec l'objectif révolutionnaire du PCC contre le système bipolaire. En Asie du Sud-est, l'idée de « la neutralisation » fut proposée par le général de Gaulle en raison des conflits indochinois à partir des années 1960. Pour apaiser les tensions asiatiques et casser la logique bipolaire, de Gaulle voulait reconnaître la Chine populaire. Cependant, après la reconnaissance mutuelle en 1964, la diversité des objectifs stratégiques et idéologiques mina les négociations sino-françaises concernant le Vietnam. Les relations politiques entre la Chine et la France se refroidirent. La Chine s'opposait fortement à la négociation américano-vietnamienne à Paris. Lorsque le problème vietnamien était devenu un enjeu pour la coopération avec les États-Unis, et en vue d'établir un front uni contre l'URSS depuis 1972, la Chine acceptait finalement une solution pacifique proposée par la France, et soutenait avec la France une bonne exécution des accords de Paris. Après la chute de Saïgon en 1975, la Chine encourageait la France à maintenir la bonne relation avec les forces communistes. Cependant, l'idéologie communiste vietnamienne mina les efforts franco-chinois. La relation entre la France et le Vietnam réunifié était modeste. La France ne pouvait pas jouer un rôle important dans le développement de la situation indochinoise. La France et la Chine n'avaient donc pas de divergence fondamentale dans la guerre sino-vietnamienne en 1979.

**Mots-Clés :** Relations entre la France, la Chine et le Vietnam; Guerre du Vietnam ; Neutralisation de l'Asie du Sud-est ; « Deux Zones Intermédiaires » ; « Trois Mondes » ; Guerre sino-vietnamienne

**An Indecisive Relationship: The Franco-Chinese International Ambitions Facing Vietnam**

**Institut Pierre Renouvin — CHAC**

**Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**

**17 rue de la Sorbonne**

**75005 Paris**

## Remerciements

J'adresse mes remerciements aux personnes qui m'ont aidé dans la réalisation de cette thèse.

En premier lieu, je remercie M. Pierre Singaravélou, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directeur du Centre d'histoire de l'Asie contemporaine (CHAC), et M. Hugues Tertrais, professeur émérite à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Ils m'ont guidé dans mon travail et m'ont beaucoup aidé lors de la rédaction de cette thèse. Sans eux, m'éclairant par leurs encouragements, leurs précieux conseils et leurs minutieuses révisions, je n'aurais sans doute pas pu terminer cette étude. Mes remerciements vont également à tous les professeurs et les camarades de l'Institut Pierre Renouvin et du département de l'histoire de l'Université normale de la Chine de l'Est (ECNU). Je voudrais aussi exprimer ma reconnaissance aux membres du jury qui me font l'honneur de siéger à la soutenance de ma thèse.

Mes remerciements s'adressent également à M. Cui Pi, professeur à l'ECNU, et à M. Yao Baihui, professeur à l'Université normale de la capitale, qui m'ont fourni des archives américaines et chinoises, et ont fourni de précieuses expériences pour mon étude.

Je remercie aussi M. Benjamin Drif, étudiant à l'ENS Cachan, M. Nessim Le Picard, étudiant à Sciences Po et M. Sacha Oval, étudiant à l'ENS Paris, qui m'ont aidé de réviser ma thèse.

J'exprime ma gratitude à l'ensemble des personnes de l'ENS Cachan et de l'ENS Paris rencontrées lors de mon séjour en France depuis 2013, M. Olivier Wiewiorka, professeur à l'ENS Cachan, M. Pierre Manenti, étudiant à l'ENS Cachan et M. Yoen Qian-Laurent, étudiant à l'ENS Paris, avec qui je me suis entretenu et dont j'ai reçu de précieux conseils sur les archives françaises et la vie quotidienne en France.

Je souhaite exprimer ma reconnaissance à Mme Duanmu Mei pour ses recommandations et ses visites sur mon lieu d'étude.

Je n'oublie pas mes parents pour leur contribution et leur soutien.

Enfin, j'adresse mes plus sincères remerciements à tous mes proches et amis, qui m'ont toujours soutenu et encouragé au cours de la réalisation de ma thèse.



# Sommaire

Introduction.....	3
Première partie : Les approches internationales et les relations sino-françaises d'une guerre à l'autre concernant le Vietnam 1949-1965.....	39
Chapitre 1 : L'origine de l'internationalisme du PCC et le changement de la stratégie vis-à-vis du Vietnam.....	42
1.1 Mao décida d'intervenir aux affaires vietnamiennes .....	42
1.2 Les décisions du président Mao face aux situations complexes intérieures et extérieures de la Chine .....	48
1.3 La décision du président Mao pour mettre fin à la guerre d'Indochine et l'influence de la conférence de Genève de 1954 pour la Chine .....	53
1.4 Une tendance radicale de la diplomatie chinoise depuis 1958 et son influence sur la stratégie chinoise vis-à-vis du Vietnam.....	61
Chapitre 2 : La relation entre le rétablissement de la relation franco-chinoise et le problème du Vietnam .....	73
2.1 La théorie des « deux zones intermédiaires » créée par le président Mao .....	73
2.2 La relation franco-chinoise selon la théorie des « deux zones intermédiaires » .....	76
2.3 L'approche internationale du général de Gaulle et la situation isolée française concernant la diplomatie vis-à-vis du Vietnam.....	85
2.4 Le rôle chinois dans le problème du Vietnam aux yeux des Français et l'objectif du général de Gaulle pour une reconnaissance mutuelle.....	91
Chapitre 3 : Les négociations franco-chinoises sur les propositions de paix du général de Gaulle concernant le Vietnam .....	99
3.1 La commencent de la recherche chinoise concernant les propositions gaullistes sur l'Asie du Sud-est .....	99
3.2 L'évaluation optimiste de Mao concernant la situation internationale du Vietnam et l'approbation chinoise vis-à-vis des propositions gaullistes .....	108
3.3 La position ambiguë de la Chine concernant les propositions gaullistes concernant le problème vietnamien.....	116
Chapitre 4 : L'opposition de la Chine aux propositions gaullistes sur le Vietnam.....	127
4.1 La divergence franco-américaine concernant l'attitude chinoise sur une conférence internationale.....	127
4.2 « Une conférence consacrée au Vietnam est impossible ».....	133
4.3 Les préoccupations du PCC à propos de la question vietnamienne et le rôle français dans la diplomatie discrète sino-américaine .....	143
4.4 Les Nord-Vietnamiens changent de position et rejettent les négociations .....	150
4.5 « L'explosion de la bombe atomique » pour la diplomatie sous l'influence du problème du Vietnam ?.....	159
Deuxième partie : Les divergences et la coopération sino-français sur « la guerre du Vietnam » des États-Unis 1965-1973 .....	175
Chapitre 5 : Le changement de la politique française relative au problème du Vietnam et la réaction de la Chine .....	178

5.1 La note confidentielle d'Étienne Manac'h et le rapprochement de la France avec la force communiste vietnamienne .....	178
5.2 La Chine et la France n'étaient pas favorables à « l'offensive de paix ».....	188
5.3 La visite du général de Gaulle au Cambodge, le discours de Phnom Penh et la réaction chinoise.....	199
5.4 Les relations sino-françaises au début de la Révolution culturelle .....	209
<b>Chapitre 6 : Les divergences entre la France et la Chine concernant la Conférence de Paris et la difficulté de la relation politique sino-française .....</b>	<b>219</b>
6.1 Les actions françaises en faveur de l'ouverture des négociations entre les Vietnamiens et les Américains.....	219
6.2 Le début de la négociation américano-vietnamienne à Paris .....	228
6.3 La position intransigeante chinoise concernant l'ouverture d'une négociation entre la RDVN et les États-Unis à Paris.....	234
<b>Chapitre 7 : La crise du Cambodge en 1970 et le rétablissement de la relation politique sino-française.....</b>	<b>243</b>
7.1 La relation spéciale entre le Cambodge, la Chine et la France entre 1954 et 1970 .....	243
7.2 La réaction sino-française sur le coup d'État au Cambodge .....	248
7.3 La divergence franco-chinoise sur la crise au Cambodge .....	257
7.4 Le recommencement des discussions franco-chinoises concernant les problèmes indochinois grâce à la crise du Cambodge.....	267
<b>Chapitre 8 : Les relations sino-françaises face à la fin de la guerre du Vietnam .....</b>	<b>279</b>
8.1 La situation extérieure de la Chine après 1969 et le changement de la stratégie diplomatique chinoise .....	279
8.2 Le rôle français dans un rapprochement entre la Chine et les États-Unis pour une solution politique concernant la guerre du Vietnam .....	285
8.3 Une coopération franco-chinoise pour la réussite de la Conférence de Paris ? .....	299
<b>Troisième partie : Les interactions sino-françaises dans le changement de la situation indochinoise 1973-1979 .....</b>	<b>317</b>
<b>Chapitre 9 : La Chine, la France et l'application des accords de Paris .....</b>	<b>320</b>
9.1 Le changement de la politique étrangère de la Chine et de la France après la guerre du Vietnam.....	320
9.2 Les positions sino-françaises dans le cadre de la conférence sur le Vietnam du 26 février à Paris.....	334
9.3 Les échanges de points de vue entre la Chine et la France à propos de l'exécution des accords de Paris.....	344
9.4 La relation sino-française face à l'effet domino dans la région indochinoise .....	355
<b>Chapitre 10 : La Chine et la France face à un Vietnam réunifié .....</b>	<b>367</b>
10.1 Une relation modeste entre la France et un Vietnam communiste .....	367
10.2 Une chance perdue pour la détente sino-vietnamienne après le décès du président Mao ? .....	381

10.3 L'aide du gouvernement français pour la négociation sino-vietnamienne concernant le problème frontalier .....	408
<b>Chapitre 11 : Les interactions sino-françaises dans le conflit sino-vietnamien .....</b>	<b>415</b>
11.1 Les interactions entre la France et la Chine face au bouleversement indochinois induit par les conflits vietnamo-cambodgiens.....	415
11.2 Les réactions sino-françaises vis-à-vis de la guerre entre le Vietnam et le Cambodge	434
11.3 La Chine et la France dans les débats de l'ONU sur les conflits en Asie du Sud-est...	443
<b>Conclusion .....</b>	<b>461</b>
<b>Archives et Documents : .....</b>	<b>483</b>
<b>Bibliographie : .....</b>	<b>507</b>
<b>Index.....</b>	<b>517</b>
<b>Annexe.....</b>	<b>521</b>



## **Sigles**

AMAE : Archives du Ministère des Affaires Étrangères (Courneuve)  
AMAEC : Archives du Ministère des Affaires Étrangères de la Chine (Pékin)  
AN : Archives Nationales (Pierrefitte-sur-Seine)  
APL : Armée Populaire de Libération de la Chine  
ASEAN: Association of Southeast Asia Nations (acronyme français: ANSEA)  
CEE : Communauté économique européenne  
CIC : Commission Internationale de Contrôle  
CSCE : Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe  
DDF : Documents Diplomatiques Français  
ECNU : East China Normal University  
FNL : Front national de libération du Sud-Vietnam  
FRUS: Foreign Relations of United States  
FUNK : Front Unifié National du Kampuchéa  
GRP : Gouvernement Révolutionnaire Provisoire  
GRUNK : Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchéa  
IHEDN : Institut des hautes études de défense nationale  
NSC : National Security Council  
ONU : Organisation des Nations Unies  
OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord  
OTASE : Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est  
PCC : Parti Communiste Chinois  
PCUS : Parti communiste de l'Union soviétique  
PTV : Parti des travailleurs du Vietnam  
RDVN : République Démocratique du Vietnam (du Nord) (Hanoi)  
RPC : République Populaire de Chine  
URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques



## Introduction

La Première Guerre d'Indochine et la Guerre du Vietnam (ou la Seconde Guerre d'Indochine) sont , avec la Guerre de Corée , les principaux conflits de la guerre froide en Asie. En outre, la guerre sino-vietnamienne (ou la Troisième Guerre d'Indochine) eut aussi une grande influence en Asie du Sud-est. À cause de l'importance des grandes puissances et des divergences idéologiques entre le monde occidental et les pays communistes, la plupart des historiens qui font des recherches sur l'histoire des guerres d'Indochine, s'intéressent principalement aux rôles de l'URSS, de la Chine populaire, des États-Unis, ou encore à la relation sino-française entre 1949 et 1979.

Concernant le rôle français dans les guerres d'Indochine, particulièrement dans la guerre du Vietnam, Charles G. Cogan a indiqué en 1995 dans *De Gaulle's Initiatives in China and Vietnam, 1963-1964*, une nouvelle piste d'interrogation : est-ce qu'il y a une relation entre le problème du Vietnam et l'établissement de relations franco-chinoises ? D'après les archives américaines, il a indiqué que l'agence intelligence américaine pensait que le général de Gaulle voulait négocier la neutralisation de l'Asie du Sud-est avec la Chine après la reconnaissance mutuelle. Il a également indiqué que le point commun entre Washington et Paris était : la stabilisation de l'Asie du Sud-est dépendait de la position de Pékin<sup>1</sup>.

En 2001, Fredrik Logevall a publié *Choosing War; The lost Chance for Peace and the Escalation of War in Vietnam*. En se fondant sur les archives franco-américaines, ce livre démontre un angle internationale sur la guerre du Vietnam. Logevall pensait que le

---

<sup>1</sup> Charles G. Cogan, *De Gaulle's Initiatives in China and Vietnam, 1963-1964*, French Politics and Society, 1995, Winter.

gouvernement américain devait examiner sérieusement l'idée de paix du Général, parce qu'il y avait aucune solution plausible en 1963 et 1964. Il a souligné que la Chine et le Nord-Vietnam soutenaient une conférence internationale proposée par de Gaulle le 23 juillet 1964 pour résoudre les problèmes indochinois. Il a donc conclu que la proposition gaulliste fut une opportunité de terminer la guerre du Vietnam en 1964, que les États-Unis ne surent pas saisir<sup>1</sup>.

En 2004, *The Search For Peace In Vietnam, 1964-1968*, compilé par Lloyd C. Gardner et Ted Gittinger, a proposé une série d'articles de recherche sur les problèmes de la guerre du Vietnam. Jusqu'alors, les chercheurs pouvaient facilement obtenir des archives américaines, comme celles rassemblées dans les volumes *Foreign Relations of United States* (FRUS). Concernant les archives françaises, *De Gaulle and the Vietnam War* écrit par Maurice Vaïsse, historien français, a présenté un catalogue de toutes les archives françaises décryptées et disponibles dans les Archives du Ministère des Affaires étrangères et les Archives Nationales françaises en 2004, ce qui offre des références importantes aux chercheurs. Charles G. Cogan a indiqué dans *The American Reaction to De Gaulle's Proposal for the Neutralization of (South) Vietnam* que les Américains souhaitaient le Général de clarifier son idée de la neutralisation de l'Asie du Sud-est, parce qu'ils voulaient savoir si « la neutralisation du Vietnam » faisait partie de cette vague proposition. Cogan pensait que la Chine insistait sur le retrait des troupes américaines de l'Asie du Sud-est lors des négociations sino-françaises sur la neutralisation, mais il n'y a pas de citation dans cette partie<sup>2</sup>. Certes, d'après les archives françaises, le Général n'a jamais proposé « la

---

<sup>1</sup> Fredrik Logevall, *Choosing War: The Lost Chance for Peace and the Escalation of War in Vietnam*, Berkeley, Los Angeles, London: University of California Press, 557 p.

<sup>2</sup> Sous la direction de Lloyd C. Gardner, Ted Gittinger, *The Search for Peace in Vietnam, 1964-1968*, Texas: Texas A&M University Press, 2004, pp.162-165, pp.144-161.

neutralisation du Vietnam ». Cette conception est seulement l'interprétation des Américains.

En 2009, Satoru Mori, chercheur japonais, a publié un livre concernant le rôle anglo-français dans la guerre du Vietnam. Dans *Wettonamu Sensou To Doumei Gaikou: Eifutu No Gaikou To Amerika No Sentaku 1964-1968* (La guerre du Vietnam et la diplomatie de l'Alliance: l'impact des initiatives de paix britanniques et françaises sur la politique américaine, 1964-1968), Satoru Mori a comparé la politique française avec la politique anglaise concernant la guerre du Vietnam. L'auteur pensait que l'objectif de la neutralisation de l'Asie du Sud-est proposée par le général de Gaulle était de maintenir une présence française dans la région vietnamienne. Cette politique gaulliste ne pouvait pas influencer la décision de la Maison blanche, parce qu'avant le discours de Phnom Penh de 1966, le général de Gaulle essayait secrètement de persuader les Américains de retirer leurs troupes du Sud-Vietnam, mais n'avait pas dévoilé publiquement sa proposition de paix<sup>1</sup>.

Yuko Tarikatra, chercheur japonais, a publié son article *Reexamining de Gaulle's Peace Initiative on the Vietnam War* en 2007. Dans cet article, Yuko Tarikatra a résumé les études américano-françaises sur ce sujet. Aux ses yeux, les chercheurs américains pensaient que la neutralisation de l'Asie du Sud-est proposée par le général de Gaulle était seulement une stratégie de montrer l'indépendance de la France vis-à-vis des États-Unis. En revanche, en se fondant sur les archives françaises, leurs homologues français pensaient que les propositions du Général était vraiment un bon choix pour résoudre le problème vietnamien par une méthode politique. Yuko Tarikatra pensait que la croyance du Général en le nationalisme du « tiers-monde » a permis à la France de jouer un rôle intermédiaire

---

<sup>1</sup> Satoru Mori, *Wettonamu Sensou To Doumei Gaikou: Eifutu No Gaikou To Amerika No Sentaku 1964-1968* (La guerre du Vietnam et la diplomatie de l'Alliance: l'impact des initiatives de paix britanniques et françaises sur la politique américaine, 1964-1968), Tokyo: Tokyo University Press, 2009.

important entre les deux Blocs pendant la guerre du Vietnam<sup>1</sup>. Par la suite, son article *U.S. Escalation in Vietnam and de Gaulle's Secret Research for Peace, 1964-1966* a été publié dans *Globalizing de Gaulle: International Perspectives on French Foreign Policies, 1958-1969* en 2010. L'auteur a utilisé des archives diplomatiques françaises pour raconter en détails l'histoire des propositions de paix gaullistes concernant le problème du Vietnam. Yuko Tarikatra conclut que le général de Gaulle était un politicien réaliste et voulait rétablir la « grandeur » de la France. Son idée de paix était cependant très idéaliste dans le système bipolaire de la guerre froide. C'est la raison pour laquelle sa proposition concernant le Vietnam fut un échec<sup>2</sup>.

En 2011, Pierre Journoud, chercheur français, a publié une monographie sur le rôle de la France pendant la guerre du Vietnam. Bien que le titre soit *De Gaulle et le Vietnam (1945-1969)*, l'auteur a utilisé des archives de plusieurs pays et des interviews d'anciens fonctionnaires du Nord-Vietnam afin de présenter une histoire de la guerre du Vietnam et des relations franco-vietnamiennes en adoptant un angle d'histoire internationale. Ce livre se fonde sur sa thèse *Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975--De la défiance dans la guerre à la coopération pour la paix* qui se concentre sur les efforts français pour la paix dans la région vietnamienne et sur les interactions franco-américaines pendant cette période. D'après l'étude de Pierre Journoud, on peut concevoir deux périodes dans l'attitude de Paris vis-à-vis de Hanoi et de Saïgon : la première, entre 1954 et 1963, marquée par des relations difficiles avec Hanoi, et un alignement récalcitrant sur les États-Unis et le Sud-Vietnam. La deuxième, parallèle à l'escalade de la guerre du Vietnam, dominée par le rapprochement volontariste opéré par le général de Gaulle avec

---

<sup>1</sup> Yuko Tarikatra, *Reexamining de Gaulle's Peace Initiative on the Vietnam War*, *Diplomatic History*, volume 31, Issue 5, November 2007.

<sup>2</sup> Sous la direction de Christian Nuenlist, Anna Locher, Garret Martin, *Globalizing de Gaulle: International Perspectives on French Foreign Policies, 1958-1969*, Lanham: Lexington Books, 2010, pp.155-180.

Hanoi et Pékin et sa promotion active d'une solution politique fondée sur le respect des accords de Genève de 1954. Dans le chapitre IV de son livre, il a assimilé la position chinoise à l'idée de paix proposée par le général de Gaulle sur le Vietnam, mais il n'a pas fait d'analyse concrète de la situation<sup>1</sup>.

Après la comparaison entre l'étude de Pierre Journoud et les études des deux historiens japonais, on s'aperçoit que concernant l'histoire de la proposition de paix gaulliste et les négociations franco-américaines sur le problème vietnamien, il n'y a pas de différence entre eux, parce qu'ils ont utilisé les mêmes documents français et américains. Pierre Journoud se concentre cependant davantage sur les relations franco-vietnamiennes. En outre, sa recherche se concentre sur une plus longue période par rapport aux études japonaises.

Côté chinois, dans *Zhan Hou Fa Guo Wai Jiao Shi, 1944-1992* (Une Histoire Diplomatique de la France, 1944-1992), publié en 1993, Zhang Xichang et Zhou Jianqin utilisent des mémoires et des discours du général de Gaulle et de Maurice Couve de Murville pour raconter l'histoire de la neutralisation de l'Asie du Sud-est<sup>2</sup>. Il s'agit là d'une exception : les autres chercheurs sur l'histoire française en Chine ne s'intéressent pas à ce sujet entre 1993 et 2004. En revanche, dans des monographies chinoises sur le rôle des États-Unis pendant la guerre du Vietnam, on s'aperçoit que des auteurs se sont brièvement intéressés réactions chinoises aux propositions gaullistes.

---

<sup>1</sup> Pierre Journoud, *De Gaulle et le Vietnam (1945-1969)*, Paris : Tallandier, 2011 ; *Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975*, thèse pour obtenir le grade de docteur de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Robert Frank, septembre 2007.

<sup>2</sup> Zhang Xichang et Zhou Jianqin, *Zhan Hou Fa Guo Wai Jiao Shi, 1944-1992* (Une Histoire Diplomatique de la France, 1944-1992), Pékin : World Affairs Press, 1993, pp.232-233.

En 2004, Guan Peifeng, étudiante de Master de l'Université de Wuhan, dans son mémoire *L'Évolution des politiques de la France concernant les problèmes de l'Indochine et l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la Chine 1949-1964*, a analysé les raisons pour lesquelles le général de Gaulle avait proposé la neutralisation indochinoise, et les réactions du gouvernement américain sur cette proposition. Elle pensait que le général de Gaulle voulait chercher une grande puissance qui soutienne son idée de paix. Quand sa proposition fut rejetée par le gouvernement américain, la France et la Chine ont finalement rétabli des relations diplomatiques en 1964. Bien que ce point de vue soit le plus nouveau en Chine, Guan Peifeng ne pouvait pas obtenir des documents français, mais seulement des archives anciennes qui avaient été utilisées par Zhang Xichang et Zhou Jianqin en 1993<sup>1</sup>.

Depuis 2015, Gong Tianhui, doctorante de Paris IV, se concentre sur les relations sino-françaises dans les problèmes indochinois entre 1954 et 1964. Sa thèse, *La question indochinoise entre la France et la République Populaire de Chine 1954-1964* se fonde sur les archives françaises en vue de présenter en détail comment le changement de la situation indochinoise et les différentes politiques des deux pays, comme par exemple, les interactions entre la France et la Chine au cours des conférences de Genève en 1954 et en 1962, influençaient leurs relations<sup>2</sup>.

En 2015, en se fondant sur les archives françaises, dans la thèse, *Une diplomatie réaliste dans le cadre de la Guerre froide – nouvelle recherche sur l'histoire des relations*

---

<sup>1</sup> Guan Peifeng, *L'Évolution des politiques de la France concernant les problèmes de l'Indochine et l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la Chine 1949-1964*, mémoire pour obtenir le grade de master de l'université de Wuhan, sous la direction de Hu Dekun, mai 2004.

<sup>2</sup> Gong Tianhui, *La question indochinoise entre la France et la République Populaire de Chine 1954-1964*, thèse pour obtenir le grade de docteur de l'université Paris IV, sous la direction de Dominique Barjot et de Olivier Forcade, depuis 2015.

*sino-françaises (1949-1969)*, Gao Jiayi pensait qu'il y avait une grande divergence entre la Chine et la France concernant le problème vietnamien après l'escalade du conflit en 1965<sup>1</sup>.

Concernant le rôle chinois dans les guerres d'Indochine, François Joyaux a publié sa thèse en 1979 sur *La Chine et le règlement du premier conflit d'Indochine (Genève 1954)*. Grâce à la déclassification des archives françaises concernant ce sujet, l'auteur a analysé les raisons pour lesquelles le PCC décida finalement de participer à la conférence de Genève et le rôle important de la Chine pendant cette conférence. L'auteur a essayé d'étudier le modèle diplomatique chinois dans les années 1950, malgré le manque de documents chinois<sup>2</sup>.

En 2000, *Zhong Guo Yu Yin Du Zhi Na Zhan Zhen* (La Chine populaire et les guerres d'Indochine) est publié à Hongkong. Ce livre est un recueil des articles des historiens chinois. Ils ont utilisé les documents publiés par le PCC, les archives soviétiques, les documents américains et des mémoires pour analyser le changement politique chinois concernant les deux guerres d'Indochine, et les relations sino-vietnamiennes pendant les guerres et le modèle diplomatique chinois pendant la période maoïste. Ce recueil est le livre chinois le plus classique publié sur les relations entre la Chine populaire et les guerres d'Indochine<sup>3</sup>.

Par ailleurs, en 2000, Zhai Qiang, historien chinois, a publié sa monographie intitulée *China and the Vietnam War 1950-1975*. En ce qui concerne les documents, la plupart des

---

<sup>1</sup> Gao Jiayi, *Une diplomatie réaliste dans le cadre de la Guerre froide – nouvelle recherche sur l'histoire des relations sino-françaises (1949-1969)*, thèse pour obtenir le grade de docteur de l'ENS Paris et l'ECNU, Sous la direction de Zhihua Shen et de Olivier Wieviorka, septembre 2015, pp.200-202.

<sup>2</sup> François Joyaux, *La Chine et le règlement du premier conflit d'Indochine (Genève 1954)*, Paris : Publications de la Sorbonne, 1979, 467 p.

<sup>3</sup> Shen Zhihua, Yang Kuisong, *Zhong Guo Yu Yin Du Zhi Na Zhan Zhen* (La Chine populaire et les guerres d'Indochine), Hongkong : Cosmosbooks, 2000, 342 p.

dossiers de ce livre sont les mêmes que ceux de *Zhong Guo Yu Yin Du Zhi Na Zhan Zhen*. L'auteur a cependant trouvé certains nouveaux documents chinois dans les archives des provinces de la Chine, par exemple dans les Archives de la Province de Fujian. Il a aussi utilisé les plus récentes archives américaines du moment pour analyser le rôle chinois dans la fin de la guerre du Vietnam. En outre, Zhai Qiang a aussi étudié le rôle chinois dans le problème laotien et la crise du Cambodge. Il pensait que les problèmes lao-cambodgiens faisaient partie de la guerre du Vietnam<sup>1</sup>.

En 2005, Ye Jiang a publié un article intitulé *Yue Nan He Ping Tan Pan Zhong De Zhong Guo Yin Su 1968-1973* (Le rôle chinois dans la conférence de Paris sur le Vietnam 1968-1973) dans *Len Zhan Yu Zhong Guo De Zhou Bian Guan Xi* (Les relations entre la Chine populaire et les pays voisins dans la guerre froide). L'auteur a utilisé les plus récentes archives américaines pour expliquer comment l'administration Nixon persuada la Chine populaire de l'aider à résoudre le problème du Vietnam par une méthode politique pendant les visites secrètes de Kissinger et la visite de Nixon en Chine<sup>2</sup>.

En 2012, Niu Jun, chercheur chinois, a publié son article : *Zhong Guo Yuan Yue Kang Fa Zheng Ce Zai Tan Tao* (Une nouvelle discussion concernant la politique chinoise dans la guerre d'Indochine 1950-1954). Il a utilisé les nouveaux dossiers publiés par le PCC pour montrer comment le PCC décida d'aider le Vietminh et les Vietnamiens à s'intégrer dans le Bloc socialiste<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Zhai Qiang, *China and the Vietnam Wars, 1950-1975*, Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 2000, 320 p.

<sup>2</sup> Sous la direction de Niu Dayong et Shen Zhihua, *Len Zhan Yu Zhong Guo De Zhou Bian Guan Xi* (Les relations entre la Chine et des pays voisins), Pékin : World Affaires Press, 2004, pp.652-672.

<sup>3</sup> Niu Jun, 1962 : *Zhong Guo Wai Jiao « Zuo Zhuan » De Qian Ye* (1962 : à la veille de la politique diplomatique de la Chine détour de « gauche »), *Historical Research*, 2003, No.3.

En fait, depuis l'ouverture des documents originaux du Ministère des Affaires étrangères de la Chine en 2004, beaucoup de chercheurs chinois s'intéressent à l'histoire des coopérations franco-chinoises pendant la conférence de Genève de 1954 et au processus de l'établissement des relations sino-françaises. À cause de la digitalisation, la publication des archives françaises et le niveau de français, des chercheurs chinois utilisent rarement des documents français pour étudier l'histoire de la guerre froide.

Concernant la guerre entre la Chine et le Vietnam en 1979, en 2006, plusieurs historiens célèbres qui étudient les relations sino-vietnamiennes expliquaient l'origine de cette guerre en se fondant sur les analyses du changement de la stratégie diplomatique chinoise, sur le conflit sino-vietnamien depuis la guerre du Vietnam, sur les relations entre la Chine et l'Asie du Sud-est et sur l'invasion vietnamienne au Cambodge dans *The Third Indochina War, Conflict between China, Vietnam and Cambodia, 1972-1979*, compilé par Odd Arne Westad et Sophie Quinn-Judge. Ce recueil d'études est le premier livre qui se concentre systématiquement sur ce sujet historique<sup>1</sup>.

Dans *Deng Xiaoping's Long War*, publiée en 2015, Zhang Xiaoming a utilisé plusieurs documentations militaires en vue de présenter les raisons pour lesquelles Deng Xiaoping voulait déclencher cette guerre. Il pensait que la guerre en 1979 consolidait le statut de Deng dans le PCC. Il présente également devant des lecteurs occidentaux l'idée que la guerre sino-vietnamienne a duré presque 10 ans<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Sous la direction d'Odd Arne Westad et Sophie Quinn-Judge, *The Third Indochina War, Conflict between China, Vietnam and Cambodia, 1972-1979*, Londres: Routledge, 2006, 252 p.

<sup>2</sup> Zhang Xiaoming, *Deng Xiaoping's Long War, The military Conflict between China and Vietnam, 1979-1991*, Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 2015, 296 p.

Après avoir passé en revue les études importantes précédemment citées, on s'aperçoit qu'il y a beaucoup de bons travaux sur le rôle français dans les guerres d'Indochine entre 1949 et 1975. En même temps, il y a plusieurs historiens qui ont fait des recherches sur le rôle chinois dans la guerre d'Indochine et dans la conférence de Genève de 1954. En tirant profit des documents publiés par le PCC et des archives américaines, les historiens ont étudié le changement de politique chinois concernant les guerres d'Indochine, et ont commencé à présenter la coopération sino-américaine dans la conférence de Paris sur le Vietnam. Cependant, il y a certains problèmes qui ne sont encore pas résolus, c'est la raison pour laquelle je voudrais approfondir les recherches de mon mémoire de Master 2.

Premièrement, il n'y a aucun chercheur qui s'intéresse à la relation sino-française concernant les deux guerres d'Indochine entre 1964 et 1979 à cause des problèmes de langue et des documents. La Chine populaire et la France étaient les deux représentants de « la force indépendante » pendant la guerre froide et intervenaient dans les affaires vietnamiennes. Les problèmes vietnamiens sont donc une bonne plate-forme pour chercher le développement de leurs relations sous l'influence du système bipolaire. J'ai pu rassembler les archives diplomatiques françaises et chinoises pour étudier ce sujet. D'après mon étude, entre 1964 et 1965, il y avait une coopération sino-française sur la guerre du Vietnam après l'établissement de relations entre la Chine populaire et la France. Le problème vietnamien joua un rôle important dans la reconnaissance de la Chine populaire par la France. La position chinoise concernant le problème de l'Indochine influençait également le développement des relations bilatérales. Je voudrais donc approfondir mon étude pour répondre aux interrogations suivantes : est-ce qu'il y a encore une coopération sino-française concernant le problème du Vietnam entre 1966 et 1973 ? Comment la guerre du Vietnam influence les relations politiques sino-françaises pendant cette période ? Est-

ce que la Chine populaire et la France jouèrent un rôle important dans la conférence de Paris sur le Vietnam ? Y a-t-il eu des changements dans les politiques sino-françaises entre 1973 et 1979 ? Quelle est la position française concernant la guerre sino-vietnamienne ? J'adopte donc un nouvel angle pour examiner la relation franco-chinoise et l'histoire des guerres de l'Indochine. On adopte également l'angle de l'histoire internationale pour raconter cette histoire aussi intéressante que complexe en vue de rechercher une nouvelle méthode pour expliquer le développement d'une relation internationale influencée par le conflit idéologique dans cette époque spéciale.

Deuxièmement, lorsque j'ai consulté les archives diplomatiques françaises, j'ai découvert qu'il y avait plusieurs entretiens franco-chinois concernant les affaires vietnamiennes. Grâce aux relations spéciales avec les pays de l'ancienne Indochine, les diplomates chinois et vietnamiens pouvaient prendre discussion directement avec les Français à Hanoi et en Chine. Ces notes et comptes-rendus des entretiens étaient donc précieux et importants pour étudier les positions chinoise et vietnamienne concernant la situation indochinoise entre 1970 et 1979, ce qui était ignoré de certains historiens. Depuis 2005, le PCC publie certaines nouvelles documentations relatives à cette période. On peut trouver plusieurs informations très utiles dans ces documentations. En 2014, l'Université normale de la Chine de l'Est (ECNU) a acheté *National Security Files of the United-States* et les plus récents documents américains concernant le problème chinois. On peut utiliser ces archives avec les dossiers français et chinois afin d'étudier l'influence de la détente sino-américaine concernant les relations sino-françaises et les politiques françaises vis-à-vis des problèmes en Indochine entre 1971 et 1979. En 2015, l'Université normale de la Chine de l'Est a également traduit les archives russes relatives à la relation sino-vietnamienne et à la relation sino-cambodgienne. Je pense donc que l'on peut tirer profit

des dossiers français, chinois, anglais et russes pour étudier les interactions sino-françaises sur les problèmes vietnamiens. On peut avoir de nouveaux éléments et voir un nouveau « panorama » de l'histoire de la guerre du Vietnam grâce aux nouvelles documentations internationales.

En fait, pour les Chinois, l'année 1840 fut le commencement du malheur. La Chine perdit alors sa « grandeur ». La culture occidentale annihilait graduellement la société traditionnelle chinoise. En même temps, les Chinois acceptaient de se référer au modèle occidental pour trouver une façon d'inverser la situation et de sortir la Chine de la faiblesse et de la pauvreté. La République populaire de Chine fut proclamée le 1<sup>er</sup> octobre 1949. Un nouveau chapitre de l'histoire chinoise commença alors. Mao Zedong, en tant que chef du Parti Communiste Chinois (PCC), ne pensait pas que l'établissement d'un régime communiste était la fin de la révolution. Il espérait lancer une série de révolutions plus approfondies pour transformer le monde subjectif et le monde objectif en Chine afin de rétablir « la grandeur » de la Chine.

La diplomatie était une base pour réaliser l'objectif révolutionnaire de la Chine populaire et propager les expériences révolutionnaires chinoises en Asie et dans « le tiers monde ». C'était une bonne façon de rétablir « la grandeur » chinoise aux yeux du PCC. Pendant la visite du président Mao à Moscou pour un nouveau traité entre la Chine populaire et l'Union soviétique en 1950, après les négociations avec Staline, le PCC commença à se charger des affaires révolutionnaires asiatiques. Aider le Vietminh à lutter contre la France devint un des devoirs internationaux au début des années 1950 en vue de présenter « l'internationalisme chinois ». La France devint donc le premier ennemi étranger de la Chine populaire sur le champ bataille.

Nous pouvons penser que les politiques intérieures et extérieures du PCC pendant la période du président Mao étaient le « pragmatisme révolutionnaire » qui incitait l'internationalisme chinois à lutter contre le système bipolaire de la guerre froide. La politique diplomatique de la Chine populaire sous la conduite du président Mao n'était qu'un instrument au service de « l'intérêt révolutionnaire » de l'État. Premièrement, la politique diplomatique chinoise montrait que le PCC essayait de subvertir l'ordre international afin d'assurer la sécurité de l'État et de propager « le modèle chinois » dans « le tiers monde ». Autrement dit, la diplomatie chinoise défiait les politiques américaines en Asie et tentait de dépasser les Soviétiques dans le Bloc socialiste. Après la rupture de l'alliance sino-soviétique, la Chine populaire commença à défier le système bipolaire de la guerre froide, en promouvant l'idéologie de l'anti-impérialisme et de l'antirévisionnisme d'après la théorie de la lutte des classes avec un front uni international. C'était une idée principale du président Mao à l'égard des affaires internationales. Deuxièmement, il y avait un lien étroit entre la politique intérieure et la diplomatie chinoise. D'une part, la situation intérieure influençait toujours la diplomatie. D'autre part, le PCC savait créer des tensions à l'extérieur, et en tirer profit pour atteindre ses objectifs de révolution intérieure. Ce lien influençait la politique diplomatique chinoise et conduirait également aux changements de la stratégie chinoise à cette époque. Troisièmement, « l'intérêt national » concordait souvent avec « l'intérêt révolutionnaire » de l'État et exigeait le rétablissement de « la grandeur » de la Chine ainsi que la construction d'une nouvelle société par une méthode révolutionnaire. La diplomatie était l'outil pour défendre et faire aboutir cet intérêt.

C'était le « pragmatisme révolutionnaire » qui mélangeait sécurité d'État, intérêt national et la révolution maoïste, et était une base de la stratégie chinoise vis-à-vis des

affaires internationales entre 1949 et 1976. Il reposait sur une interaction entre la situation intérieure et extérieure. Cependant, le statut de l'intérêt révolutionnaire était souvent plus haut que celui de l'intérêt d'État. Sous ce mécanisme, la diplomatie chinoise servait « l'intérêt révolutionnaire ». « Le pragmatisme révolutionnaire » du PCC avait des influences positives sur la diplomatie chinoise, comme par exemple l'établissement et la consolidation de l'alliance sino-soviétique et le rétablissement de la paix dans la région indochinoise par les conférences de Genève de 1954 et de 1962. Cependant, il avait également des influences négatives. Pour obtenir la supériorité dans le camp socialiste, le Grand Bond en avant avait conduit non seulement à la divergence sino-soviétique, mais aussi à une diplomatie « radicale ».

Après le décès du président Mao en 1976, le nouveau groupe à la tête du PCC, représentée par Deng Xiaoping, changeait graduellement la stratégie. Les éléments « révolutionnaires » dans « le pragmatisme révolutionnaire » étaient éliminés. En ce qui concerne la situation intérieure, le rétablissement de « la grandeur » de la Chine était symbolisé par le projet des « quatre modernisations ». Le mouvement révolutionnaire était remplacé par « le développement ». La base de l'internationalisme chinois fut changée. Certainement, l'internationalisme de la Chine à ce moment-là se traduisit par une coopération internationale contre l'URSS. L'internationalisme chinois devint la détente avec le Bloc occidental. La lutte contre les deux superpuissances devint la lutte contre « l'hégémonie soviétique » qui était une vraie menace sécuritaire aux yeux des dirigeants du PCC. L'aide chinoise pour le mouvement révolutionnaire mondiale était réduite à grande échelle. L'élan de la coopération économique et technique entre la Chine et le Bloc occidental devint une tendance importante de cette époque.

Dans ces circonstances, le PCC décida de résoudre séparément les problèmes indochinois depuis la conférence de Genève en 1954. Le problème laotien s'est lié à la sécurité d'État. La relation sino-cambodgienne devint un bon exemple de la politique de détente du PCC. Le problème vietnamien devint un enjeu important de l'internationalisme chinois. Sous la présidence de Mao, d'une part, aider le Nord-Vietnam à lutter contre l'intervention américaine et la prolongation de la guerre du Vietnam s'accordait avec l'objectif révolutionnaire important du PCC : l'anti-impérialisme américain. D'autre part, Pékin voulait l'appui de Hanoi dans le conflit sino-soviétique en vue de renforcer son statut de leader dans « le mouvement révolutionnaire mondial ». Cependant, depuis 1972, le problème vietnamien était devenu un pion pour les négociations avec les États-Unis en vue d'établir un front uni contre l'Union soviétique. Par la suite, ce problème était lié avec la lutte contre « l'hégémonie soviétique » lors de l'échec des séries des négociations concernant une détente avec le Vietnam entre 1976 et 1977. Les relations sino-vietnamiennes se détérioraient rapidement après l'établissement de l'alliance entre le Vietnam et l'URSS en 1978. La guerre sino-vietnamienne aux yeux des dirigeants chinois était une leçon pour Hanoi et un avertissement contre « l'expansionnisme soviétique en Asie ».

Concernant la politique chinoise vis-à-vis de la France, bien que la Chine populaire ait obtenu l'indépendance grâce à la chute de l'alliance sino-soviétique, la situation internationale était défavorable au PCC depuis 1960 à cause de sa politique diplomatique « révolutionnaire radicale ». La Chine populaire était isolée dans le camp socialiste et bloquée par les pays occidentaux. Pour changer cette situation et élargir « le front-uni international anti-américain », la théorie baptisée « les deux zones intermédiaires » fut mise au point par le président Mao. Selon cette théorie, la France, aux yeux du PCC, devait

devenir une alliée importante dans les affaires révolutionnaires, grâce au gaullisme, un autre représentant de « la force indépendante » sur la scène internationale.

Le général de Gaulle avait la même ambition que le président Mao. Il voulait également rétablir « la grandeur » de son pays sur le plan intérieur et extérieur. Le gaullisme joua un rôle important dans l'interaction entre l'Ouest et l'Est pendant la guerre froide. Il voulait établir une approche internationale différente de celui des États-Unis qui avait conduit à l'établissement de l'OTAN, et différent de l'internationalisme communiste. Le général de Gaulle pensait que tous les nationalismes avaient droit à l'existence et à l'indépendance pour casser la logique bipolaire, voulait apaiser les tensions qui existaient à cause de la guerre froide et rétablir la présence de la France dans ses anciennes colonies, comme par exemple, au Vietnam, en vue de maintenir son statut international. En effet, après la guerre d'Indochine, à cause du soutien de la Chine, Hanoi décida de réunifier le Vietnam par la force à partir de 1960, les États-Unis craignirent donc que les communistes ne contrôlent toute l'Asie du Sud-est et en 1961, le gouvernement américain se décida à intervenir dans la crise vietnamienne, ce qui provoqua le conflit du Vietnam et affaiblit l'influence de la France dans cette région. Ce fut une occasion pour le général de Gaulle d'intervenir dans les affaires vietnamiennes. « Mon désir, mon souhait, en un mot ma politique, c'est qu'à la fin du conflit la France retrouve au nord, comme au sud du Vietnam, une position privilégiée » a-t-il confié à Simon Quirielle, délégué général de la France à Hanoi. Lors de son entretien avec le président Kennedy en mai 1961, le Général pensait que les problèmes de l'Asie du Sud-est ne devaient pas être résolus par la force. La déclaration du 29 août 1963 du Général était la première prise de position publique de l'Élysée sur le Vietnam. Le Général proposa de résoudre le problème du Vietnam par une méthode politique afin d'élever le statut international de la France et de miner l'influence des États-Unis et de la

Chine dans cette région. L'idée de la neutralisation de l'Asie du Sud-est fut publiquement proposée par le général de Gaulle le 31 janvier 1964. Cette proposition provoqua donc des tensions dans la relation franco-américaine. Kennedy et Johnson ignorèrent les propositions du général de Gaulle et « l'expérience française » dans la guerre d'Algérie et la guerre d'Indochine. Le problème du Vietnam était dans l'impasse quand le gouvernement américain tenta d'appliquer une solution militaire, entraînant ainsi l'escalade du conflit.

Cependant, comme pour d'autres propositions gaullistes, le général de Gaulle ne pouvait pas trouver un pays occidental important qui soutienne son idée afin de créer une dynamique suffisamment forte pour influencer les décisions de la Maison Blanche. La France était également isolée sur le problème vietnamien dans le Bloc occidental par rapport de la situation chinoise dans le Bloc socialiste. C'était une raison importante pour laquelle le général de Gaulle décida de trouver des alliances en Extrême-Orient afin d'exécuter son « plan de paix ». C'était également une des raisons pour lesquelles le gouvernement français voulait établir les relations diplomatiques avec la Chine populaire.

La reconnaissance de la Chine populaire par la France était un événement important dans la guerre froide. La France devint le premier grand pays occidental à nouer des relations officielles à un niveau élevé avec la Chine populaire. L'initiative du général de Gaulle et du président Mao fut l'occasion d'une possible coopération entre les deux pays de « la force indépendante » dans la lutte contre le système bipolaire sous la direction de leurs approches internationales. Le problème du Vietnam devint donc une bonne plateforme pour cette coopération pour un front uni international entre les deux pays des différents Blocs. Pékin et Paris commencèrent rapidement à négocier l'ouverture d'une

conférence internationale pour le résoudre par une méthode politique. Cependant, ce genre de coopération entre « les forces indépendantes » était faible dans la circonstance de la guerre froide. Les objectifs de la Chine populaire et de la France étaient très différents. Il y avait donc plusieurs divergences pendant leurs négociations. Le Général voulait résoudre les problèmes indochinois ensemble par une conférence internationale. En revanche, la Chine souhaitait les résoudre séparément. Bien que la Chine ait soutenu une conférence sur le Laos ou sur le Cambodge, la position du PCC était ambiguë sur le problème vietnamien lors des négociations sino-françaises. À la suite de l'escalade de la guerre du Vietnam en février 1965, le gouvernement chinois rejeta finalement la proposition du général de Gaulle sur le Vietnam. En même temps, les relations politiques sino-françaises étaient apaisées, même si les rapports étaient maintenus dans les domaines culturels et économiques.

À la fin de l'administration du général de Gaulle, la Chine et la France sentaient ensemble la menace soviétique. De Gaulle voulait amorcer la détente avec la Chine et reprendre le dialogue politique avec les dirigeants chinois concernant des certaines affaires internationales, comme par exemple les problèmes indochinois et le rapprochement sino-américain. Pékin acceptait cette proposition. Bien que le coup d'État du Cambodge en 1970 réalisât finalement la détente de la relation politique bilatérale sino-française, la Chine soutenait encore la lutte militaire indochinoise contre l'intervention américaine, ce qui était à l'antipode de la politique de détente proposée par les successeurs du général de Gaulle jusqu'à la visite de Nixon en Chine en février 1972 à cause de son idéologie maoïste. Le rapprochement entre Pékin et Washington symbolisait le changement tactique du PCC vis-à-vis du système bipolaire, ce qui influençait l'attitude chinoise par rapport à la proposition française. La coopération indirecte sino-française favorisait le cessez-le-feu de la guerre du Vietnam au début de 1973.

En 1974, le président Mao renouvelait sa théorie internationaliste des « deux zones intermédiaires ». La théorie des « trois mondes » souligna l'importance de regroupement d'un nouveau front uni international contre les deux superpuissances. En revanche, la Chine et la France avaient une grande divergence concernant leurs positions à l'égard de l'URSS. Pompidou et Giscard d'Estaing voulaient aller plus loin par rapport de la politique du général de Gaulle en vue d'amorcer une détente globale Est-Ouest. La Chine croyait encore au bouleversement prochain du monde et à la possibilité du déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale. Pékin soutenait l'intégration européenne occidentale dirigée par le transnationalisme en vue d'isoler et de frapper l'hégémonie soviétique. L'approche internationale française, qui promouvait une détente avec un « ennemi dangereux » pour la paix mondiale, ne jouait donc pas un rôle important dans « le deuxième monde », mais la France était seulement aux yeux des Chinois un organisateur de ce mouvement de l'intégration européenne. La France et la Chine parvenaient finalement à un consensus lorsque Paris avouait que la politique de détente n'interdisait pas le recours à une défense indépendante contre la menace de l'URSS aux yeux des Chinois. En outre, à cause du conflit idéologique, les successeurs du Général ne pouvaient pas amorcer l'objectif du rétablissement d'une « position privilégiée » dans l'ancienne Indochine. Un Vietnam réunifié par la force communiste formait une alliance avec l'URSS. Le Laos était dirigé par le Vietnam. Le Cambodge sous le contrôle des Khmers Rouges rompait les relations diplomatiques avec les pays occidentaux. La France devenait finalement un « observateur » de la situation indochinoise, mais pas un « participant ». En revanche, la Chine reprenait sa position dominante dans cette région par la guerre avec le Vietnam.

Cette étude tente donc de présenter cette histoire des coopérations et des divergences entre les deux puissances qui ont prétendu incarner « une force indépendante » vis-à-vis des deux Blocs, chacune d'elles se fondant sur une approche internationale originale : la Chine populaire et la France face au problème du Vietnam pendant les guerres indochinoises entre 1964 et 1979. Je voudrais entreprendre mon étude en trois parties.

Dans la première période chronologique (1949-1965), je voudrais faire une synthèse de la guerre d'Indochine et de la crise de Laos en 1962 en vue d'expliquer l'origine du « pragmatisme révolutionnaire » du président Mao, et de l'internationalisme de Mao et de l'approche internationale du général de Gaulle. Je voudrais également présenter les raisons pour lesquelles la Chine et la France voulaient intervenir dans les affaires vietnamiennes, une possibilité de coopération sino-française concernant ce problème sous l'influence dans le cadre de la neutralisation de l'Asie du Sud-est proposée par le général de Gaulle, et l'échec des négociations entre Pékin et Paris qui conduisit au refroidissement des relations politiques mutuelles.

Dans la deuxième période chronologique (1965-1973), je voudrais me concentrer sur le changement des politiques diplomatiques sino-françaises pendant la guerre du Vietnam, et sur l'influence du discours de Phnom Penh du général de Gaulle. Je voudrais également rendre compte des initiatives gaullistes en faveur d'une détente avec la Chine et la reprise des dialogues politiques entre les hauts dirigeants chinois et français grâce à la crise du Cambodge en 1970. Je voudrais finalement étudier le rôle sino-français dans la fin de la guerre du Vietnam.

Dans la troisième période (1973-1979), j'étudierai l'influence de la normalisation des relations sino-américaines, l'impact de la politique chinoise antisoviétique sur la position des deux États sur l'exécution des accords de Paris et sur un Vietnam réunifié par la force communiste. Je voudrais analyser également la marginalisation politique de la France dans le problème vietnamien, et la détérioration de la relation sino-vietnamienne. Je voudrais finalement me concentrer sur les interactions entre la Chine et la France au moment de la guerre sino-vietnamienne.

En outre, dans cette histoire, je voudrais présenter le réseau social diplomatique de la Chine populaire et de la France. On peut considérer le président Mao Zedong (1949-1976) et Deng Xiaoping (1976-1979) comme les décideurs de la stratégie diplomatique, et considérer Zhou Enlai et les ministres des Affaires étrangères chinois comme les opérateurs des politiques. Côté français, on peut découvrir « la dictature » du général de Gaulle dans les décisions des politiques étrangères et les interactions entre le Quai d'Orsay, les conseillers du président et les présidents de la République pendant les mandats de Pompidou et de Giscard d'Estaing. On peut observer également les rôles des directeurs d'Asie du Quai, des délégués et des ambassadeurs de France dans l'élaboration des politiques. Par ailleurs, on peut comprendre l'influence des relations individuelles entre les dirigeants dans les interactions internationales en recherchant la diplomatie secrète lors de la guerre du Vietnam.

Concernant les documentations pour ma recherche, avec la fin de la guerre froide, les documents diplomatiques qui étaient secrets sont aujourd'hui graduellement décryptés et disponibles. Quant aux documents français, il y en a beaucoup d'originaux qui concernent la France et la Chine dans les archives du Quai d'Orsay (Courneuve) et dans les Archives

nationales(Pierrefitte-sur-Seine), qui ne sont pas utilisés par des historiens. Je peux donc présenter cette histoire en se en me fondant sur les fonds des archives diplomatiques et présidentielles. Il y a également *des Documents diplomatiques français* (DDF) et des mémoires personnels des principaux personnages français pour cette recherche.

Concernant les documents chinois, les quantités d'archives que l'on peut utiliser sont limitées. Dans les Archives du Ministère des Affaires étrangères de la Chine (Pékin), pour le sujet de l'interaction sino-française pendant la guerre du Vietnam après l'établissement de relations diplomatiques, on ne peut que consulter des documents originaux entre 1954 et 1965<sup>1</sup>. Cependant, il y a également des mémoires, des anthologies, des manuscrits et des chroniques de dirigeants chinois où l'on peut trouver plusieurs informations très utiles, comme par exemple, *Mao Zedong Nian Pu, 1949-1976* (La chronique de Mao Zedong, 1949-1976) publiée par le PCC en 2013, comme archives sélectionnées. On peut aussi consulter des articles de *Ren Min Ri Bao* (*Le Quotidien du Peuple*) ou certaines documentations publiées par le PCC entre 1949 et 1979 pour étudier le changement de la position chinoise concernant les problèmes vietnamiens. En outre, certains chercheurs du PCC ont utilisé les documents qui ne sont encore pas déclassifiés pour présenter l'histoire de la relation sino-vietnamienne dans leurs monographies ou leurs articles. On peut les utiliser comme sources secondaires.

Concernant les autres documents internationaux, on peut trouver facilement de nouvelles sources de l'Union Soviétique et des États-Unis au Centre d'histoire de la guerre froide de l'Université normale de la Chine de l'Est (Shanghai), ainsi que sur Internet avec

---

<sup>1</sup> Concernant les Archives du Ministère des Affaires étrangères de la Chine, les documents de la Direction générale, du Département des Affaires d'Europe, du Deuxième Département des Affaires d'Asie, qui j'ai consulté en 2012, ne sont plus accessibles au public depuis 2013.

comme par exemple les documents des *Foreign Relations of the United States* (FRUS) qui concernent la fin de la guerre du Vietnam, et qui sont disponibles depuis 2012. En 2015, l'Université normale de la Chine de l'Est a traduit et publié des documents soviétiques qui concernent les relations sino-vietnamiennes depuis 1960. En outre, j'ai également consulté les documents du Conseil de sécurité nationale concernant les actions secrètes pour la paix du Vietnam.

En outre, concernant l'étude sur les relations entre Hanoi et Pékin, j'adopte les archives publiées par les Américains et les Chinois, par exemple, *77 Conversations Between Chinese and Foreign Leaders on the Wars in Indochina, 1964-77*, publiée par Woodrow Wilson International Center for Scholars, et *E Luo Si Jie Mi Dang An Xuan Bian* (Les archives russes sélectionnées), publiée par Orient Publishing Center. Certes, j'ai également consulté les documents originaux relatives à ce sujet dans le Centre des archives diplomatiques de Courneuve et dans les Archives diplomatiques du Ministère des Affaires étrangères de la Chine populaire.

La nouveauté de cette recherche se base sur un nouvel angle de vue et de nouveaux documents historiques. À présent, il y a beaucoup de documents qui concernent les actions sino-françaises pendant les deux guerres d'Indochine. Je compte les trouver et les utiliser pour ma thèse.

## **La base de données des archives françaises pour la recherche**

### **Motivation**

En 2013, l'Université normale de la Chine de l'Est, commença à concevoir une base de données pour classer des archives internationales collectées par des étudiants histoires. Première étape, les étudiants collectionnent les archives diplomatiques en Chine, en France, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Ensuite, ils transcrivent les archives. Finalement, ils les envoient à l'ECNU et des programmeurs les saisissent dans la base de données. Cependant, concernant les travaux des étudiants, il n'est pas efficace d'utiliser Excel pour classer les archives. Bien que l'on puisse organiser des données numériques et textuelles dans des feuilles de calcul ou des classeurs, il n'est pas facile de chercher et de comparer visuellement les données. En outre, plusieurs étudiants espèrent utiliser ces archives pour leurs études. Il est donc nécessaire de concevoir une petite base de données.

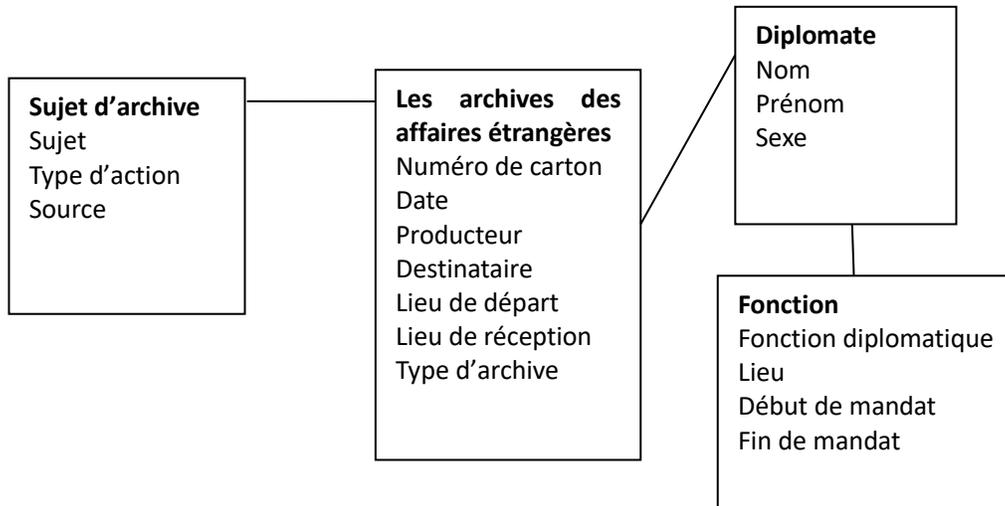
Pour la constitution d'une petite base de données pour la recherche et le classement des documents, utiliser Access est suffisant. Access nous permet de créer non seulement des bases de données, mais aussi des applications de base de données que nous pouvons utiliser dans un navigateur pour nous aider à gérer les documents collectionnés. Access nous offre de nombreux outils permettant de concevoir la base de données et de mettre à jour les enregistrements existants, notamment les tables, les formulaires, les requêtes et la fonction de recherche. C'est un avantage de ce logiciel. On peut donc concevoir rapidement une base de données.

## Conception de base de données pour mon étude

Les tables sont des objets essentiels dans une base de données, car ils conservent toutes les informations ou données. Concernant le sujet: les relations sino-françaises pendant la guerre du Vietnam, les documents originaux que j'ai collectés sont des archives diplomatiques françaises. Pour consulter facilement les archives, j'ai conçu quatre tables pour montrer toutes les informations des archives :

1. les archives des affaires étrangères
2. diplomate
3. fonction
4. sujet

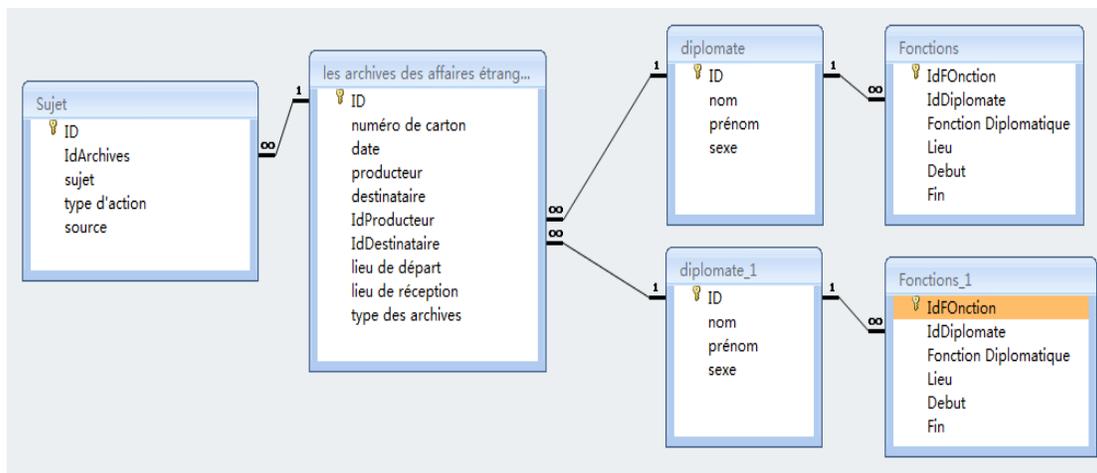
On peut examiner l'esquisse de la relation de chaque table dans la graphie au-dessous :



« Les archives des affaires étrangères » est une table pour présenter les informations basiques des archives. Il comprend « numéro de carton », « date », « producteur », «

destinataire », « lieu de départ », « lieu de réception » et « type d'archive ». Cette table est principale. La table « diplomate » stocke les noms et les prénoms des diplomates des archives. Pour faciliter la recherche, des départements du ministère des Affaires étrangères français sont aussi saisis dans cette table. La table « fonction » conserve les fonctions diplomatiques des diplomates et des départements du Quai d'Orsay qui sont indiquées dans les archives. Cette table peut aussi montrer la durée du mandat de chaque diplomate. La table « sujet » comprend le sujet de chaque document, le type d'action et la source. Cette table peut montrer clairement les opérations diplomatiques de chaque diplomate et les sources d'information qui étaient utilisées par le diplomate pour écrire le document.

Après avoir créé quatre tables pour chaque sujet de la base de données, il faut donner des moyens à Access de renvoyer ces informations en cas de besoin. Pour ce faire, j'ai inséré des champs communs dans les tables liées et défini des relations entre ces tables. On peut constater les relations entre les tables créées par Access selon l'esquisse dans le graphe ci-dessous :



Après avoir établi les relations entre les tables, on peut alors créer des requêtes et des formulaires qui affichent des informations issues de plusieurs tables à la fois.

J'ai conçu deux formulaires me basant sur les quatre tables. Les formulaires sont comme des vitrines des magasins, il est facile de voir ou de prendre les éléments que j'ai conçus. Comme les formulaires sont des objets à partir desquels je pourrais ajouter, modifier ou afficher les données stockées dans ma base de données, la conception du formulaire présente une importance particulière. On peut les voir dans deux graphies au-dessous :

les archives des affaires étrangères

numéro de carton: 119QQ/503

date: 1956/7/25

producteur: Robert Luc      destinataire: Muarice Couve de Murille

IdProducteur: 1 Luc

IdDestinataire: 4 de Murille

lieu de départ: SAN FRANCISCO

lieu de réception: WASHITON

type des archives: télégramme

Sujet:

ID: 111

IdArchives: 2

sujet: importance de la Chine nouvelle dans l'asie du sud-est

type d'action: analyse

source: les entretiens officiels

diplomate

ID: 8

no: Chambon

pr: Albert

se: homme

	IdFonction	IdDiploma	Fonction Diplomatique	Lieu	Debut	Fin
	11	8	délégué général de France à Hanoi	Vietnam	1959	1961
	*(新建)	8				

Ces interfaces me permettent d'afficher les informations détaillées des archives et de les présenter clairement.

J'ai aussi conçu certaines requêtes. La requête est un ensemble d'instructions que l'on peut utiliser pour manipuler des données. Exécuter la requête pour appliquer ces instructions est une façon facile pour obtenir des résultats renvoyés par Access. Avec la requête, on peut ensuite trier, regrouper ou filtrer les informations des archives. A titre d'exemple, j'ai conçu une requête baptisée « les entretiens ». Selon les instructions, Access regroupe les archives par « numéro de carton », « date », « sujet » et « source ». On peut constater donc le nombre d'entretiens officiels dans les documents et les sujets des entretiens. J'ai utilisé aussi SQL pour créer des requêtes plus efficaces et corriger plus facilement celles qui ne restituent pas les informations attendues.

### **Utilisation d'une base de données pour l'étude**

Le développement technique nous permet de passer par l'accumulation massive d'informations dans une base de données. L'utilité principale d'une base de données réside dans le stockage pour l'exploitation d'un ensemble d'informations. Cette capacité de stockage nous fournit la capacité de récupérer et d'exploiter l'information. De fait, la base de données peut non seulement nous aider à analyser des réseaux sociaux pour une

recherche sociologique, mais nous aide également à étudier l'histoire internationale pendant la guerre froide. Dans ce domaine, l'utilisation des archives est importante. Cependant, il y a beaucoup trop de documents déclassés. Après avoir consulté des documents originaux dans les Archives, les historiens doivent chercher une méthode qui permet de classer efficacement ces matériaux. Le travail de classement est important, parce que, après le classement, les historiens peuvent trouver efficacement les informations pour les analyser afin de finaliser des descriptions claires et des conclusions directes en matière d'étude de l'histoire de relation internationale pendant la guerre froide.

Concernant mon étude, afin de classer les archives françaises relatives aux relations sino-françaises pendant la guerre du Vietnam, j'utilise deux outils : Excel et Access. Mon travail de classement comporte donc deux parties : en premier lieu, Excel me permet de saisir les informations des documents dans mon ordinateur. C'est la première étape pour concevoir une base de données. Ensuite, j'utilise Access pour concevoir la base de données afin de la rendre utile à mon étude.

Il y a deux avantages offerts par la base de données vis-à-vis de ma recherche :

Cohérence : en faisant de la recherche, la cohérence et l'exactitude des informations sont importantes. En utilisant Access, chaque information d'archive n'étant enregistrée qu'une seule fois, dans une seule table, il n'y a pas de risque d'ambiguïté ou d'incohérence en classant les documents. A titre d'exemple, j'ai stocké le nom d'un diplomate une seule fois, dans la table « diplomate », plutôt qu'à plusieurs reprises dans une autre table qui contient des données relatives aux archives ou aux sujets. La base de données réduit donc le risque d'erreurs dans le travail de classement.

Efficacité : l'enregistrement des informations des archives dans une base de données permet d'utiliser efficacement les documents originaux. Premièrement, Access offre les tables plus compactes et claires. Lorsque j'ai saisi correctement les sujets séparés dans chaque table, la structure de ma base de données est plus simple à comprendre. Les quatre tables montrent clairement les différentes informations des archives. Ces tables sont favorables à un traitement des données plus rapide que les tables volumineuses d'Excel. Deuxièmement, concernant le système de classement des Archives du Ministère des Affaires étrangères, la chronologie de chaque carton est différente et en désordre. Pour mon sujet, j'ai dû consulter certains cartons de documents. Pour regrouper les archives afin de trouver les informations utiles, il est nécessaire d'établir des relations entre chaque document. Grâce aux relations entre chaque table séparée, chercher les informations devient plus facile. Je peux utiliser facilement les formulaires et les requêtes pour regrouper et tirer les informations des archives. A titre d'exemple, je cherche quels documents les Français utilisèrent pour analyser la situation et l'attitude chinoise concernant la relation sino-française. La Requête me permet de regrouper rapidement les dates de toutes les archives entre 1956 et 1965 dans différents cartons d'après la chronologie. Ensuite, je peux suivre les instructions pour montrer la source de chaque archive utilisée par des diplomates dans la Requête. Pour finir, j'utilise le formulaire « diplomate » de chercher les fonctions diplomatiques des producteurs. Après l'intégration des informations de la Requête et le Formulaire, je peux lire les archives choisies par Access. A la suite de la lecture, je tente de raconter et d'analyser cette histoire. Si je n'utilisais pas la base de données, le travail de la recherche deviendrait une procédure complexe et prendrait beaucoup de temps.

## **Les opérations diplomatiques françaises concernant la relation sino-française selon la base de données**

Selon la base de données que j'ai conçue, je découvre certains éléments intéressants concernant les opérations diplomatiques françaises relatives aux relations sino-françaises. Pour analyser la situation intérieure et extérieure d'un pays, la collection de renseignements est importante. D'après les renseignements, les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères peuvent analyser une situation et élaborer des rapports. En prenant une décision stratégique, les dirigeants du gouvernement se réfèrent aux suggestions du ministère des Affaires étrangères. Les rapports des affaires étrangères joueraient donc un rôle important.

Lorsque le Quai d'Orsay rencontre la Chine populaire, les Français ont des difficultés à connaître les Chinois. A cause de l'idéologie communiste, la Chine populaire était isolée et bloquée par le Bloc occidental. Il n'est pas facile d'analyser la situation intérieure et extérieure de la Chine. Il n'est pas non plus possible de savoir comment le gouvernement chinois prenait ses décisions diplomatiques. Les Français manquaient des « canaux » pour obtenir des informations précises sur la Chine populaire avant la reconnaissance mutuelle en 1964. Selon de la base de données que j'ai conçue, entre 1956 et 1963, le Consulat de France à Hongkong se chargeait de collecter des informations concernant la Chine populaire. Dans les archives relatives aux relations entre la Chine et le Sud-est asiatique, 90% des documents étaient élaborés en basant sur des journaux et des déclarations de dirigeants chinois en public. A titre d'exemple, *le Quotidien du Peuple*, journal officiel du Parti communiste chinois, contenait certaines informations importantes relatives à la position du gouvernement chinois. Cependant, il était difficile pour un étranger de distinguer quelles informations étaient vraies, quelles informations étaient seulement de la

propagande. Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères français confia que l'on ne pouvait pas croire les informations des journaux, parce que des nouvelles du gouvernement chinois étaient une chose, mais que les faits en étaient une autre<sup>1</sup>.

Bien que le Consulat à Hongkong ait eu l'occasion de contacter des diplomates étrangers qui prenaient contact avec les Chinois, c'est un canal indirect. A titre d'exemple, des fonctionnaires indiens confièrent leurs points de vue concernant la diplomatie chinoise aux Français en 1956. Cette information devint un des points d'appui pour analyser la position chinoise vis-à-vis de l'Asie de Sud et de Sud-est<sup>2</sup>. En outre, une autre institution diplomatique offrit des informations au Quai d'Orsay et au Consulat à Hongkong. Par exemple, la délégation générale de la France au Nord-Vietnam. C'est aussi une source indirecte. En l'année 1950, Hongkong était une fenêtre pour connaître la Chine populaire. Plusieurs sources de renseignements convergeaient vers cette petite île. Selon la base de données, en 1964, André Saint-Mleux, consul général de France à Hongkong élaborera quatre longs télégrammes relatifs aux politiques diplomatiques de la Chine populaire. Je pense qu'il devait utiliser non seulement des articles du « *Quotidien du Peuple* » et des déclarations du gouvernement chinois en public, mais aussi d'autres renseignements secrets. Cependant, il n'y a pas de citation dans ces télégrammes. C'est les raisons pour lesquelles Claude Chayet (chargé d'affaires de l'Ambassade de France en Chine) se plaignait que les informations venues de Pékin seraient moins nombreuses que celles venues de Hong Kong<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 1185/1199, le 19 février 1965, T83, Sous la direction du Ministre des Affaires étrangères *Documents Diplomatiques Français (DDF)*, 1965, Tome I, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien : Peter Lang, 2003, pp.203-204.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/503, Importance de la Chine nouvelle dans l'Asie du Sud-est, le 25 juillet 1956.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/527, Difficulté d'action de l'Ambassadeur, le 2 avril, 1964.

Le 27 janvier 1964, la Chine populaire et la France établèrent les relations diplomatiques. Les Français avaient donc l'occasion de prendre directement contact avec les fonctionnaires et les dirigeants chinois. Selon la base de données, on peut découvrir que 56% de documents étaient élaborés en se basant sur des entretiens officiels avec les Chinois entre 1964 et 1965. Autrement dit, les entretiens sino-français devinrent une des principales sources pour analyser la position du gouvernement chinois relative aux problèmes indo-chinois après la connaissance de la Chine populaire. Les journaux et les déclarations en public étaient aussi des sources importantes aux yeux des Français. Cependant, les diplomates français commencèrent à comparer les propos des chinois au cœur des entretiens avec les articles dans les journaux officiels afin de connaître la position et la situation chinoise. En principe, à ce moment-là, le Quai d'Orsay pourrait obtenir des renseignements de Pékin plus variés et plus précis que ceux de Hongkong, parce que les Français avaient l'Ambassade de France, en tant que canal diplomatique direct dans la capitale de la Chine populaire. En fait, selon la base de données, les Français de l'Ambassade en Chine se concentraient encore à la lecture des journaux chinois. Bien que les Français aient pu demander une réunion avec les Chinois pour échanger des opinions et sonder les positions chinoises sur les problèmes du Sud-est asiatique, d'après des télégrammes et des comptes-rendus relatifs aux entretiens franco-chinois, les Français ne pourraient pas connaître la position précise du gouvernement chinois jusqu'en mars 1965. Lorsque les déclarations et les journaux chinois montrèrent une position intransigeante du gouvernement chinois sur les questions vietnamiennes à cause de l'escalade de la guerre du Vietnam depuis février 1965, le Quai d'Orsay commença à s'apercevoir qu'il devait changer son jugement. Je vais présenter en détail cette histoire dans ma thèse.

En outre, selon la base de données, on peut découvrir qu'après la reconnaissance mutuelle sino-française, il n'y eut pas beaucoup de télégramme ou rapport du Consulat de France à Hongkong. Il semble que lors de l'établissement de l'Ambassade de France à Pékin, Hongkong perdit son rôle dans la collection des informations chinoises aux yeux des Français. L'Ambassade de France en Chine populaire et la Direction Asie-Océanie se chargèrent des affaires chinoises et indochinoises. Concernant la négociation sino-française sur le problème de l'Indochine, Etienne Manac'h, directeur de la direction Asie-Océanie jouait le rôle principal. En France, l'Ambassadeur chinois avait seulement trois entretiens avec le général de Gaulle et Maurice Couve de Murville pour discuter les problèmes indochinois. Le reste des négociations étaient organisées entre Etienne Manac'h et un conseiller de l'Ambassade de Chine. Le Directeur Asie-Océanie prenait aussi contact avec la délégation générale de Hanoi à Paris afin de parvenir à un consensus relatif à une résolution politique du problème vietnamien entre la France, la Chine et le Nord-Vietnam. On peut découvrir que les fonctionnaires chinois et français, qui participèrent aux négociations relatives au problème indochinois, n'étaient pas les officiers de rang supérieur. En revanche, à Pékin, Lucien Paye, l'Ambassadeur de France en Chine, avait souvent des entretiens avec les dirigeants du gouvernement chinois pour discuter le problème indochinois. Il eût par exemple des entretiens avec le président Mao, Liu Shaoqi (le vice-Président de la Chine populaire), Zhou Enlai (le Premier Ministre), et Chen Yi (le Ministre des Affaires étrangères).

En général, après la reconnaissance mutuelle, les Français et les Chinois pouvaient obtenir directement des informations sur la Chine et sur la France depuis Pékin et Paris. C'était un avantage. Cependant, les Français et les Chinois étaient habitués à interpréter ces informations d'après leur expérience et leur idéologie. Certes, il était difficile pour les

diplomatie française de bien comprendre les politiques chinoises pendant la période du président Mao. La reconnaissance réciproque entre les pays fut peut-être limitée dans cette perspective.



## **Première partie :**

### **Les approches internationales et les relations sino-françaises d'une guerre à l'autre concernant le Vietnam 1949-1965**



La République populaire de Chine fut proclamée le 1<sup>er</sup> octobre 1949. Mao Zedong, en tant que chef du PCC, espérait lancer une série de révolutions plus approfondies afin de rétablir « la grandeur » de la Chine. La diplomatie était une base pour réaliser cet objectif et propager les expériences révolutionnaires chinoises en Asie et dans « le tiers monde ». En 1950, après les négociations avec Staline, le PCC commença à se charger des affaires révolutionnaires asiatiques. Dans ces circonstances, le problème vietnamien devint un enjeu important de « l'internationalisme chinois ». Aider les forces communistes vietnamiennes à lutter contre les Américains, et la prolongation de la guerre du Vietnam s'accordait avec l'objectif révolutionnaire important du PCC contre le système bipolaire. En même temps, pour élargir « le front uni international anti-américain », la théorie baptisée « les deux zones intermédiaires » fut mise au point par le président Mao. Selon cette théorie, la France, un autre représentant de « la force indépendante » aux yeux du PCC, devait devenir une alliée importante dans les affaires révolutionnaires.

De Gaulle, en tant que président de la Cinquième République, avait la même ambition que Mao Zedong. Il voulait rétablir « la grandeur » de la France par une approche internationale différente de celui des États-Unis qui avait conduit à l'établissement de l'OTAN. Le général de Gaulle pensait que tous les nationalismes avaient droit à l'existence et à l'indépendance pour casser la logique bipolaire, voulait apaiser les tensions qui existaient à cause de la guerre froide et rétablir finalement l'influence de la France dans ses anciennes colonies, comme par exemple, au Vietnam. En Asie du Sud-est, l'idée de la neutralisation de l'Indochine fut proposée par le général de Gaulle en raison du conflit au Vietnam à partir de 1961. Grâce au rôle du PCC dans les affaires vietnamiennes, pour atteindre cet objectif, de Gaulle voulait reconnaître la Chine populaire.

Après la reconnaissance mutuelle le 27 janvier 1964, les deux pays commença rapidement des négociations sur les propositions de paix du Général en vue de limiter l'influence américaine dans la région vietnamienne. Il semble que ce soit une coopération sino-française afin de dépasser le système bipolaire. Cependant, à cause du conflit d'idéologie des deux blocs, la Chine refusa finalement les propositions gaullistes. En fait, de Gaulle voulait empêcher l'expansion communiste chinoise en Indochine. La Chine ne relâchait pas sa vigilance face au « complot français » qui minerait la révolution vietnamienne. Les relations sino-françaises devinrent rapidement modestes avec l'escalade de la guerre du Vietnam en février 1965.

## **Chapitre 1 : L'origine de l'internationalisme du PCC et le changement de la stratégie vis-à-vis du Vietnam**

### **1.1 Mao décida d'intervenir aux affaires vietnamiennes**

Pour les Chinois, l'année 1840 fut le commencement du malheur. L'ancien empire devint une société semi-coloniale à cause des interventions des pays occidentaux. Pendant les guerres entre la Chine et les pays étrangers, la Chine fut toujours vaincue entre 1840 et 1937. En 1895, elle fut même vaincue par le Japon qui était considéré comme « un pays petit et faible » dans l'idéologie (la culture) chinoise. La Chine perdit donc sa position du « Céleste-Empire » (Tian Chao)<sup>1</sup> et sa « grandeur ». Les pays occidentaux avaient un double effet en Chine : l'un destructeur, l'autre régénérateur. D'une part, la culture occidentale annihilait graduellement la société traditionnelle chinoise. D'une autre part, les intellectuels chinois acceptaient de faire référence au modèle occidental pour trouver une

---

<sup>1</sup> C'est une référence à la cour impériale chinoise par les délégués chinois ou par les « barbares » qui ont rendu hommage en Chine.

façon (un choix entre la réforme politique et la révolution) d'inverser la situation et sortir la Chine de la faiblesse et la pauvreté<sup>1</sup>. Le Parti Communiste Chinois (PCC), établi en 1921, améliorait la théorie de Léniniste pour l'adapter à la situation de la Chine. Grâce à la réussite de la réforme agraire dans « la région libérée » et la corruption du Kuo-Min-Tang (KMT), le PCC obtint le soutien des masses populaires.

En 1949, après la guerre civile (ou la guerre de libération 1946-1949), le PCC qui avait accède au pouvoir commença à réfléchir sur la transformation de la société chinoise et le rétablissement de la grandeur de la Chine. Mao Zedong, en tant que chef du parti, ne pensait pas que l'établissement d'un régime communiste était la fin de la révolution. Dans son message de félicitations de Nouvel An de 1949, le président Mao avait confirmé qu'il fallait mener la révolution jusqu'au bout. Autrement dit, il espérait lancer une révolution plus approfondie pour transformer le monde subjectif et le monde objectif en Chine après avoir vaincu le KMT afin de rétablir « la grandeur » de la Chine qui avait été détruite depuis 1840<sup>2</sup>. C'était une mission primordiale du PCC. Le 21 septembre 1949, Mao Zedong déclara dans la première session de la Conférence consultative politique du peuple chinois que le peuple chinois s'était levé en 1949 et que la Chine deviendrait une grande puissance mondiale<sup>3</sup>. Ensuite, la République de la Chine populaire (RPC) fut proclamée le 1<sup>er</sup> octobre 1949. Un nouveau chapitre de l'histoire chinoise commença alors.

D'après la théorie Marxiste et Léniniste, le capitalisme et la bourgeoisie étaient les ennemis pour le PCC. L'anti-impérialisme et l'anticolonialisme étaient un objectif majeur

---

<sup>1</sup> Sous la direction de Central Compilation & Translation Bureau, *Ma Ke Si En Ge Si Lun Zhong Guo* (Les articles de K.Marx et F.Engels concernés le problème de la Chine), Pékin : People's Publishing House, 1997, pp.2-143.

<sup>2</sup> *Xin Nian Xian Ci* (Message de félicitations de Nouvel An), *Ren Min Ri Bao* (*Le Quotidien du Peuple*), le 1<sup>er</sup> janvier 1949.

<sup>3</sup> La déclaration du président Mao dans la Conférence consultative politique du peuple chinois, le 21 septembre 1949, <http://cpc.people.com.cn/GB/64162/64165/70293/70314/4841107.html>

des affaires étrangères du gouvernement chinois. Les dirigeants du PCC pensaient que le modèle révolutionnaire chinois était un bon choix pour les autres pays qui voudraient lutter pour l'indépendance nationale. Ils voulaient donc que les peuples opprimés se liguèrent contre leur ennemi commun : l'impérialisme et le colonialisme. Le 9 octobre, le Bureau d'information des partis communistes et ouvriers commenta que la réussite de la révolution chinoise était un jalon historique et influencerait le destin des peuples orientaux. « Les peuples des colonies sont inspirés par la victoire de la révolution et la Chine populaire leur est un appui puissant »<sup>1</sup>. Le PCC fut très satisfait de cette déclaration. Le 16 novembre, Liu Shaoqi, vice-président du gouvernement central de RPC, indiqua, dans la cérémonie d'ouverture d'une conférence de la Fédération syndicale mondiale, que s'emparer du pouvoir par la force avait conduit à la victoire de la révolution des chinois et était une technique mise au point par le président Mao. « Les peuples des colonies et semi-colonies doivent utiliser cette technique afin d'obtenir leur indépendance et leur libération. C'est leur destin !.....Cette conférence stimulera le mouvement de libération nationale » confirma Liu<sup>2</sup>. Son discours eut une grande réaction dans toute la salle et beaucoup de délégations, même la délégation de l'URSS, se sont opposées au point de vue de Liu. Cependant, Staline soutint rapidement le discours et demanda à la délégation de l'URSS de transmettre l'approbation du gouvernement soviétique concernant le discours de Liu Shaoqi. *Le Pravda* publia le texte intégral du discours pour afficher la position soviétique<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> *Zhong Guo Ge Ming De Sheng Li Ying Xiang Dong Xi Fang Ren Min De Ming Yun* (La victoire de la Révolution de la Chine influence le destin des peuples occidentaux et orientaux), *le Quotidien du Peuple*, le 9 octobre, 1949.

<sup>2</sup> *Liu Shaoqi Zai Ya Zhou Ao Zhou Gong Hui Hui Yi Shang De Kai Mu Ci* (Allocution d'ouverture de Liu Shaoqi pour la conférence de la Fédération syndicale mondiale de l'Asie et l'Australie), *Le Quotidien du Peuple*, le 22 novembre 1949 ; CCCPC Party Literature Research Office, *Liu Shaoqi Nian Pu* (La chronique de Liu Shaoqi), 1946-1969, volume II, Pékin : Central Party Literature Press, 1996, p.232.

<sup>3</sup> Shen Zhihua, *Mao Zedong and the Eastern Information Bureau: The Transfer of Leadership in Asian Revolution*, *Journal of East China Normal University (Philosophy and Social Sciences)*, 2011, No.6.

Mao Zedong souhaitait également fonder un bureau d'information des partis communistes asiatiques afin que la Chine puisse diriger des mouvements communistes en Asie. En fait, le président Mao voulait transformer la RPC en un « grand quartier général » de la révolution en Asie pour rétablir la « grandeur » de la Chine par l'aide qu'elle apportait à des mouvements révolutionnaires. Staline rejetait le projet du président Mao depuis 1948, parce que Staline ne faisait pas confiance au président Mao et il pensait que Mao Zedong deviendrait le « Tito de l'Asie ». Cependant, le 27 juillet 1949, Staline indiqua à la délégation chinoise à Moscou que dans les mouvements internationaux de révolution, il devait y avoir une division du travail et une coordination des efforts et que le PCC, en tant que parti mûr, devait donc supporter la responsabilité internationaliste. Il confirma que le centre de la révolution était l'Asie après 1945 et que le PCC devait donc accomplir son devoir d'aide aux révolutions asiatiques, et maintenir les contacts avec les pays d'Asie du Sud-est<sup>1</sup>. D'une part, il semble que Staline ait laissé la Chine diriger des mouvements de révolution en Asie. D'une autre part, il semble que Staline ne se soit pas intéressé aux affaires révolutionnaires en Asie, les affaires coréennes mises à part. En conséquence, le président Mao devint le leader de la révolution asiatique.

Dans cette circonstance, concernant le problème de l'Indochine, en fait, lors que deux représentants du Vietminh à Pékin demandèrent l'aide chinoise, les dirigeants chinois étaient prudents et rendirent compte de ce problème au président Mao le 24 décembre 1949, qui était à Moscou pour une négociation avec Staline sur un nouvel traité d'amitié et d'alliance entre la Chine et l'Union Soviétique<sup>2</sup>. Mao Zedong était plein d'enthousiasme pour l'aide chinoise au Vietminh. Il demanda à Liu Shaoqi d'envoyer un télégramme au

---

<sup>1</sup> Ibid..

<sup>2</sup> Télégramme envoyé par Liu Shaoqi à Mao Zedong, le 24 décembre, 1949, Liu Shaoqi, *Jian Guo Yi Lai Liu Shaoqi Wen Gao* (Des manuscrits de Liu Shaoqi après l'établissement de la RPC), volume I, Pékin : Central Party Literature Press, 2005, pp.226-227.

Vietminh pour inviter une délégation vietnamienne à venir rapidement à Pékin<sup>1</sup>, mais aucun dirigeant chinois ne savait que le chef de la délégation était Ho Chi Minh à cause de la mauvaise communication ! Lorsque Ho Chi Minh commença sa « Longue Marche » vers Pékin, le 15 janvier 1950, le gouvernement de la République démocratique du Vietnam (RDV) déclara qu'il espérait établir des relations avec la RPC<sup>2</sup>. Depuis Moscou, le président Mao donna rapidement des instructions à Liu Shaoqi pour accepter la proposition de la RDV. Le 18 janvier 1950, la Chine populaire devint le premier pays qui reconnaît la RDV, ce qui symbolise le commencement de l'intervention chinoise au problème d'Indochine<sup>3</sup>.

Le ministère des Affaires étrangères chinois fut chargé de remettre une déclaration de la RDV, proposée par le Comité central du PCC, au gouvernement soviétique afin d'établir les relations diplomatiques avec l'URSS et les autres pays du Bloc socialiste<sup>4</sup>. Le 1<sup>er</sup> février 1950, Mao Zedong et Zhou Enlai (Ministre des Affaires étrangères chinois 1949-1958) envoyèrent un télégramme à Ho Chi Minh qui arriva à Pékin le 30 janvier, pour l'informer que l'URSS avait reconnu la RDV et que les autres pays du Bloc socialiste la reconnaîtraient également<sup>5</sup>. Le PCC faisait de son mieux pour intégrer la RDV dans le camp socialiste. En revanche, Staline ne voulait pas recevoir Ho Chi Minh lorsque le Vietminh demanda de l'aide soviétique en janvier 1950. Staline proposa que l'Ambassade

---

<sup>1</sup> Télégramme envoyé par Liu Shaoqi au Vietminh, le 24 décembre, 1949, Liu Shaoqi, *Jian Guo Yi Lai Liu Shaoqi Wen Gao*, volume I, op.cit., p.229.

<sup>2</sup> Des contacts par des télégrammes entre Zhou Enlai et le ministre des affaires étrangères de RDVN, CCCPC Party Literature Research Office, *Zhong Gong Zhong Yang Wen Jian Xuan Ji* (Le recueil des documents du Comité central du PCC), volume II, Pékin : People's Publishing House, 2013, pp.62-63.

<sup>3</sup> Ibid..

<sup>4</sup> Télégramme envoyé par le Comité central du PCC au Vietminh, *Zhong Gong Zhong Yang Wen Jian Xuan Ji*, volume 2, op.cit., pp.34-35 ; CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu* (La chronique de Mao Zedong), 1949-1976, volume II, Pékin : Central Party Literature Press, 2013, p.79.

<sup>5</sup> Télégramme envoyé par Mao Zedong et Chou Enlai à Liu Shaoqi, le 1<sup>er</sup> février 1950, Mao Zedong, *Jian Guo Yi lai Mao Zedong Wen Gao* (Des manuscrits de Mao Zedong après l'établissement de la RPC), volume I, Pékin : Central Party Literature Press, 1987, p.284.

de Chine populaire en Union soviétique représentait tous les intérêts de la RDV<sup>1</sup>. Mao persuada finalement Staline d'inviter Ho Chi Minh à visiter Moscou pour discuter ensemble du problème de l'Indochine<sup>2</sup>. Grâce aux efforts du président Mao, Ho Chi Minh prit finalement l'avion du gouvernement soviétique pour venir à Moscou le 6 février 1950<sup>3</sup>. A la suite de la signature du Pacte sino-soviétique, le 16 février 1950, Staline offrit un grand banquet à la délégation de la Chine populaire. Pendant le banquet, Staline loua hautement Ho Chi Minh pour son intelligence et son sens de l'humour, mais il répondit à Ho Chi Minh en termes ambigus concernant une assistance soviétique au Vietminh et refusa poliment de signer un pacte soviétique-vietnamien proposé par Ho Chi Minh<sup>4</sup>. Selon le président Mao, cependant, Staline refusa d'aider le Vietminh et d'envoyer des conseillers soviétiques au Vietnam<sup>5</sup>. Il semble que la Chine et l'Union Soviétique précisèrent ensemble leurs politiques sur le problème de l'Indochine pendant la visite du président Mao à Moscou. Le PCC serait responsable de l'assistance matérielle et enverrait des conseillers chinois au Vietnam. L'Union soviétique soutiendrait les actions chinoises et le moral du Vietminh<sup>6</sup>.

Luo Guibo, chef de la délégation chinoise au Vietnam, député par le Comité central du PCC le 26 février 1950<sup>7</sup>, indiqua au président Mao qu'à la suite des discussions avec Ho Chi Minh et Vo Nguyen Giap, il pensait qu'il fallait déclencher une bataille dans la région

---

<sup>1</sup> Shen Zhihua: *Mao Zedong and the Eastern Information Bureau: The Transfer of Leadership in Asian Revolution*, Journal of East China Normal University (Philosophy and Social Sciences), 2011, No.6.

<sup>2</sup> Zhong Guo Jun Shi Gu Wen Tuan Yuan Yue Kang Fa Shi Lu Bian Ji Zu, *Zhong Guo Jun Shi Gu Wen Tuan Yuan Yue Kang Fa Shi Lu*, (Les mémoires des conseillers militaires de la Chine pendant la guerre d'Indochine), Pékin : Zhong Gong Dan Shi Publishing House, 2002, p.191.

<sup>3</sup> Télégramme envoyé par Mao Zedong à Liu Shaoqi, le 3 février 1950, Liu Shaoqi, *Jian Guo Yi Lai Liu Shaoqi Wen Gao*, volume I, op.cit., p.426.

<sup>4</sup> Wu Xiuquan, *Zai Wai Jiao Bu Ba Nian De Gong Zuo Jing Li* (Mon travail dans le Ministère des Affaires étrangères de la Chine 1.1950-10.1958), Pékin : World Affairs Press, 1983, p.13 ; Zhong Guo Jun Shi Gu Wen Tuan Yuan Yue Kang Fa Shi Lu Bian Ji Zu, *Zhong Guo Jun Shi Gu Wen Tuan Yuan Yue Kang Fa Shi Lu*, op.cit., p.25.

<sup>5</sup> Zhong Guo Jun Shi Gu Wen Tuan Yuan Yue Kang Fa Shi Lu Bian Ji Zu, *Zhong Guo Jun Shi Gu Wen Tuan Yuan Yue Kang Fa Shi Lu*, op.cit., p.191.

<sup>6</sup> Ibid., p.24.

<sup>7</sup> Télégramme envoyé par le Comité central du PCC au Vietminh, le 25 décembre, *Zhong Gong Zhong Yang Wen Xian Xuan Ji*, volume I, op.cit., p.25.

de Cao Bang et Lao Cai pour anéantir les armes françaises près de la frontière sino-vietnamienne, afin de transporter les ravitaillements en vivres et en munitions au Vietnam. Luo pensait qu'il devait donc envoyer certains cadres de division, de régiment et de bataillon de l'Armée populaire de Libération au Vietnam en tant que conseillers militaires. Les dirigeants chinois décidèrent de dépenser sans compter pour satisfaire la demande du Vietminh après avoir reçu le télégramme de Luo. Le président Mao ajouta qu'aider le Vietminh était accomplir le devoir de l'internationalisme. L'objectif de la mission militaire était de défaire les colonialistes français<sup>1</sup>. En juin 1950, La politique baptisée « Aider le Vietnam contre la France » (Yuan Yue Kang Fa) fut finalement élaborée et la France devint le premier ennemi étranger de la Chine populaire. Cependant, à cause de la situation intérieure et de l'intervention chinoise dans les affaires coréennes, la Chine ne pouvait pas déployer directement les troupes chinoises au Vietnam et décida donc de mettre fin à la guerre d'Indochine pour une solution politique.

## **1.2 Les décisions du président Mao face aux situations complexes intérieures et extérieures de la Chine**

Le mouvement révolutionnaire intérieur de la Chine dirigée par le président Mao influença sa stratégie diplomatique. La réussite de la révolution contre KMT, selon la théorie révolutionnaire de « la nouvelle démocratie » mise au point par le président Mao, avait pour prochaine étape d'éliminer le capitalisme et de transformer le « nouveau démocratisme » en socialisme. Les dirigeants chinois comprenaient bien la théorie du développement économique du Marxisme et Léninisme. D'après de K. Marx, le socialisme ne pourrait être fondé que sur une société qui a une productivité haute. Selon l'expérience

---

<sup>1</sup> Zhong Guo Jun Shi Gu Wen Tuan Yuan Yue Kang Fa Shi Lu Bian Ji Zu, *Zhong Guo Jun Shi Gu Wen Tuan Yuan Yue Kang Fa Shi Lu*, op.cit., pp.27-30, p.191.

soviétique, il faut une période pour la reprise économique avant la mise en place de la propriété publique. Les dirigeants chinois pensaient donc qu'ils devaient collaborer avec les capitalistes après avoir accédé au pouvoir. Le président Mao décida de ne pas éliminer rapidement tous les éléments capitalistes dans chaque domaine et de protéger des entreprises privées et des artisanats privés pour la reprise économique et la stabilité de la société. La coopération avec les capitalistes était cependant une mesure temporaire. Plusieurs historiens et quelques anciens hauts dirigeants du PCC pensent que le PCC fut imprudent et impatient en poussant à la nationalisation et en développant une économie planifiée dès 1951<sup>1</sup>. Lorsque l'on réexamine pourtant l'idéologie du PCC, on peut réaliser peu importe la politique étrangère ou la politique intérieure, l'idéologie maoïste : anti-impérialisme et anticapitalisme étaient toujours les deux bannières rouges révolutionnaires tenues par le PCC. Il était certain que le PCC éliminerait le capitalisme après avoir établi la Chine populaire tôt ou tard, et continuerait la politique révolutionnaire pour défendre la légitimité de son pouvoir.

Concernant la situation intérieure, le PCC avait un dur travail pour la reprise économique et la reconstruction de l'ordre sociale après la guerre civile. Le gouvernement chinois avait commandé une grande quantité de provisions militaires pendant la guerre de Corée, ce qui stimulait la reprise économique et le développement de la bourgeoisie nationale en Chine. Cependant, à défaut de lois, des patrons avaient corrompu des fonctionnaires du PCC avec des présents coûteux afin de recevoir des commandes. Ils essayaient aussi de tromper les contrôleurs de qualité pour réduire les coûts de production. Ces problèmes ont retenu l'attention du gouvernement chinois. La corruption des fonctionnaires du PCC et les actions des patrons capitalistes provoquèrent donc la colère

---

<sup>1</sup> Yang Kuisong, *The Evolution of the Chinese Communist Party's Policy toward the Bourgeoisie before and after the Establishment of the People's Republic of China*, Modern Chinese History Studies, 2006, No.2.

du peuple. Le président Mao profita de la colère publique et commença rapidement un mouvement révolutionnaire fin 1951, baptisé comme « les campagnes des trois-anti et des cinq-anti » (San Fan Wu Fan) (contre la corruption ; contre le vol de propriété de l'État ; contre l'évasion fiscale ; contre la fraude sur les marchés publics ; contre l'État stationnaire). Le gouvernement chinois ne protégerait plus le secteur privé et les capitalistes chinois n'auraient pas un meilleur traitement que les capitalistes étrangers. Plusieurs capitalistes qui étaient fortement critiqués acceptaient la nationalisation de leurs usines, de leurs ateliers et de leurs magasins dès 1953. Le partenariat public-privé pour la gestion des entreprises proposées par le PCC réussit facilement en 1956<sup>1</sup>.

Suite à la frappe sur les capitalistes, le premier plan quinquennal déclenché en mai 1953 symbolisa le commencement de la première étape de transformation de la société dont l'objectif était la réalisation de l'industrialisation et de l'économie planifiée. D'après des expériences soviétiques, les dirigeants chinois décidèrent de commencer le monopole d'État de l'achat et de la commercialisation des produits agricoles en décembre 1953, afin d'accumuler du capital pour le développement de l'industrie lourde. Étant donné que les entreprises privées industrielles et commerciales de la Chine étaient toutes les industries légères, les capitalistes étaient donc obligés d'accepter la nationalisation à cause du monopole d'État de l'achat et de la commercialisation des produits agricoles. L'État voulait un contrôle des matières premières<sup>2</sup>. Entre 1953 et 1954, le PCC se concentrait donc sur le développement de l'économie planifiée et la transformation de la société, ce qui était une des raisons pour lesquelles la Chine populaire n'intervenait pas directement dans la guerre d'Indochine. En outre, le PCC espérait déclencher une bataille afin de recouvrer Taiwan occupé par KMT depuis 1949, et un grand nombre des troupes d'élite étaient disposé au

---

<sup>1</sup> Ibid..

<sup>2</sup> Sun Dairao, *The Background of the China's socialist transformation of industry in 1950s*, Journal of Ideological & Theoretical Education, 2004, No.2.

sud de la Chine pour préparer un débarquement. Même si Kim Il Sung demanda l'assistance de la Chine pour la réunification de Corée, le président Mao lui répondit que la libération de Taiwan était plus importante que le projet du général Kim<sup>1</sup>. Les affaires taïwanaises ne permirent donc pas à la Chine de concentrer ses efforts vers la guerre d'Indochine.

En même temps, la situation internationale était complexe vis-à-vis du PCC. D'une part, d'après des renseignements transmis par les Chinois en Europe, le PCC savait que la Quatrième République française espérait reconnaître la RPC<sup>2</sup>. Le gouvernement chinois pensait que la situation européenne était favorable à la Chine. A la suite de l'établissement de relations diplomatiques avec les pays de Nord de l'Europe, non seulement la France, mais aussi l'Angleterre se préparait à reconnaître la Chine populaire. Le PCC suggéra au Vietminh d'établir des relations diplomatiques sino-vietnamiennes avant que la France ne reconnaisse la Chine populaire afin de mettre en place une nouvelle situation favorable pour la RPC et la RDV<sup>3</sup>. En fait, cette politique montrait que le PCC manquait d'expérience diplomatique. L'Assemblée nationale suspendra le projet de reconnaissance de la Chine populaire suite à de l'établissement de la relation diplomatique entre la RPC et la RDV le 19 janvier 1950<sup>4</sup>. Aux yeux du PCC, cependant, la France et l'Angleterre n'étaient pas les forces réactionnaires principales. Le projet était seulement « suspendu », il y avait donc de l'espérance. Par conséquent, les dirigeants chinois étaient sages de se charger d'une

---

<sup>1</sup> Shen Zhihua, *Sino-Soviet Relations and the Origins of the Korean War: Stalin's Strategic Goals in the Far East*, Journal of Cold War Studies, 2000, vol.2.

<sup>2</sup> AMAEC, La situation intérieure de la France, 110-00148-35, p.141.

<sup>3</sup> Télégramme envoyé par le Comité central du PCC au Vietminh, le 25 décembre, *Zhong Gong Zhong Yang Wen Xian Xuan Ji*, volume II, op.cit., p.34-35.

<sup>4</sup> AMAEC, La situation intérieure de la France, 110-00148-35, p.141.

assistante au Vietminh, mais de refuser d'envoyer des troupes chinoises dans la guerre d'Indochine<sup>1</sup>.

D'autre part, en 1950, l'Union Soviétique ajourna des aides militaires à la Chine pour la libération de Taiwan. Staline dit au président Mao que le premier objectif révolutionnaire en Asie était la réunification de la Corée. En fait, le vrai but de Staline était d'obtenir Incheon et Busan, les deux ports libres de glace en Corée du Sud. Mao fut finalement obligé de consentir à la réunification de la Corée par la force sous la pression de Staline<sup>2</sup>. Lorsque les troupes de la Corée du Nord battaient en retraite à cause du débarquement d'Incheon déclenché par l'armée américaine le 15 septembre 1950, Staline demanda au président Mao d'aider rapidement la Corée du Nord. En fait, aucun haut dirigeant chinois n'était d'accord pour aider Kim Il Sung, sauf le président Mao. Son opinion l'avait finalement emporté. Alors que les troupes de l'ONU pénétraient au cœur du territoire nord-coréen, la Chine intervenait officieusement par l'intermédiaire de ses volontaires le 31 octobre 1951. En fait, pour le président Mao, il se devait d'accomplir ce devoir au nom de l'internationalisme pour gagner la confiance de Staline. L'alliance sino-soviétique fut vraiment consolidée lorsque le gouvernement chinois envoya des troupes en Corée. Staline offrit rapidement des armes avancées et du soutien aux Chinois. Le gouvernement soviétique permit rapidement le financement et les technologies pour le premier plan quinquennal Chinois<sup>3</sup>. La décision du président Mao était à double tranchant. D'une part, beaucoup de troupes chinoises étaient disposées en Corée et la guerre de Corée avait été trop coûteuse. En 1950, 60% des dépenses financières de l'État allaient aux dépenses militaires : selon une étude,

---

<sup>1</sup> Zhong Guo Jun Shi Gu Wen Tuan Li Shi Bian Xie Zu (La rédaction de l'histoire de la mission militaire chinoise), *Zhong Guo Jun Shi Gu Wen Tuan Yuan Yue Kang Fa Dou Zheng Shi Shi* (L'histoire de la mission militaire de la Chine dans la guerre d'Indochine), Pékin : PLA Pressing House, 1990, p.58.

<sup>2</sup> Shen Zhihua, *Sino-Soviet Relations and the Origins of the Korean War: Stalin's Strategic Goals in the Far East*, *Journal of Cold War Studies*, 2000, vol.2.

<sup>3</sup> Sheng Zhihua a en détail analysé ce problème dans sa monographie: *Mao, Stalin and the Korean War: Trilateral Communist Relations in the 1950s*, New York: Routledge, 2013.

de 1950 à 1953, la Chine a dépensé 10 millions dollars pour la guerre<sup>1</sup>. Le gouvernement chinois ne pouvait donc pas disperser ses efforts dans la région indochinoise. D'autre part, à cause de l'intervention chinoise en Corée, les États-Unis interférèrent dans le problème taïwanais. Le gouvernement américain pensait qu'il était nécessaire d'agir par la contrainte pour enrayer « la propagation du communisme » en Asie. Taiwan et le Japon devint les bases anti-communistes importantes. La région indochinoise devint en même temps de la frontière « du champ de bataille anti-communiste ». Le Parti Communiste Chinois perdit non seulement la chance de la réunification de la Chine, mais il courait le risque de déclencher une autre guerre avec les États-Unis. D'après certaines informations, le gouvernement chinois avait su que Washington soutenait la France pour reprendre ses privilèges dans la région indochinoise par la force. Pékin craignait que si la Chine continuait la guerre, les États-Unis se concentreraient sur l'Indochine après la guerre de Corée et enverraient des troupes dans cette région. La guerre d'Indochine deviendrait une autre « guerre de Corée », ce qui était très dangereux pour le développement de la Chine<sup>2</sup>. Ne pas envoyer les troupes en Indochine et terminer cette guerre avec une solution politique étaient donc un bon choix stratégique pour la Chine. En outre, un environnement pacifique était favorable pour le gouvernement chinois afin de développer l'industrie et d'améliorer la qualité de vie des masses à la suite de la longue période de la guerre (1937-1953).

### **1.3 La décision du président Mao pour mettre fin à la guerre d'Indochine et l'influence de la conférence de Genève de 1954 pour la Chine**

---

<sup>1</sup> Yao Xu, *Kang Mei Yuan Chao De Ying Ming Jue Ce* (La sage décision du PCC pendant la guerre de Corée), Zhong Gong Dang Shi Yan Jiu, 1980, No.5.

<sup>2</sup> Yang Kuisong, *Xin Zhong Guo Cong Yuan Yue Kang Fa Dao Zheng Qu Yin Du Zhi Na He Pin Zheng Ce De Yan Bian* (L'évolution de la politique chinoise pendant la guerre d'Indochine), Social Science in China, 2001, No.1.

Face aux situations complexes, le président Mao voulait amorcer ses buts révolutionnaires intérieures. Pendant l'entretien avec la délégation indienne fin 1953, Zhou Enlai proposa que les pays du monde se chargerait des affaires internationales en se fondant sur les principes suivants : le respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté ; la non-agression mutuelle, la non-interférence mutuelle dans les affaires intérieures ; l'égalité et les avantages mutuels ; la coexistence pacifique. Il définissait ainsi les Cinq Principes de la Coexistence pacifique, mais ces principes n'entraînèrent pas pour autant le PCC à abandonner son objectif révolutionnaire en politique étrangère. En revanche, ils symbolisèrent un rééquilibrage entre les objectifs politiques extérieurs et les objectifs politiques intérieurs du PCC. Pour démontrer la supériorité du socialisme et propager le modèle de la RPC, la construction économique et la transformation de la société chinoise étaient plus importantes aux yeux des dirigeants chinois à ce moment-là. Le 23 octobre 1954, Mao Zedong dit à Nehru qu'une nouvelle guerre bouleverserait le projet du PCC, parce que le gouvernement chinois avait déployé tous les efforts et tous les fonds pour réaliser les objectifs du premier plan quinquennal et réussir la reprise économique. Le président Mao conclut qu'il vaut mieux ne plus faire une guerre internationale et avoir une paix permanente<sup>1</sup>. Quant à l'impérialisme américain, le PCC continuait de lutter contre le plus important ennemi étranger, mais par une « méthode modérée ». Aux yeux du PCC, la réussite de la conférence de Genève pourrait créer un apaisement en Asie, dont le gouvernement chinois devait profiter pour établir « la paix collective » sur le continent asiatique<sup>2</sup>. « La paix collective » en Asie stimulerait la contradiction parmi les pays du Bloc occidental et ferait échouer complètement « les complots » des États-Unis, permettant à la Chine populaire de créer un front uni de paix international pour isoler et frapper

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume II, op.cit., pp.306-307.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu* (La chronique de Zhou Enlai), 1949-1976, volume I, Pékin : Central Party Literature Press, 1998, p.406.

l'impérialisme américain<sup>1</sup>. En outre, le PCC ne renonça pas à une méthode militaire pour la libération de Taiwan, mais, ce n'était qu'une affaire intérieure chinoise<sup>2</sup>.

Dans cette circonstance, avant la bataille de Dien Bien Phu, Mao Zedong dissuada des dirigeants militaires chinois d'encourager l'escalade de la guerre, même si la victoire militaire ne pourrait plus échapper à la Chine populaire et au Vietminh et qu'il y avait de bonnes chances pour conquérir Hanoi et le Laos. Il leur expliqua que ne pas nourrir les hostilités pourrait être une méthode pour faire pression pour afin d'ouvrir une négociation<sup>3</sup>. Pékin soutint la Conférence de Genève en 1954 et dissuada Ho Chi Minh d'unifier le Vietnam avec une méthode militaire même si le Vietminh avait l'avantage absolu dans cette région. Parallèlement, les dirigeants chinois devinrent plus prudents dans l'entraînement des troupes du Vietminh. A titre d'exemple, le 17 avril 1954, le président Mao décida de ne plus former l'artillerie vietnamienne en Chine et demanda d'envoyer le matériel d'entraînement au Vietnam le plus vite possible, lorsqu'il apprit qu'il était probable que la guerre prenne fin à la conférence de Genève<sup>4</sup>. Pendant la conférence, le gouvernement chinois encouragea le Vietminh à continuer la bataille de Dien Bien Phu et autres combats contre les Français dont les objectifs étaient seulement de réussir la négociation de paix selon l'expérience des entretiens d'armistice de la guerre de Corée<sup>5</sup>. Malgré la victoire de la bataille de Dien Bien Phu le 7 mai 1954, la situation à la conférence de Genève ne fut pas favorable pour la RPC et la RDV. Wei Guoqin, chef de la mission militaire chinoise au Vietnam dressa donc un nouveau plan de bataille pour agrandir la guerre dans le Delta du

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume I, op.cit., pp.395-396; CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume II, op.cit., pp.255-256.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume I, op.cit., p.406.

<sup>3</sup> L'échelle du combat de l'Armée populaire vietnamienne, télégramme envoyé par Mao Zedong, *Jian Guo Yi Lai Mao Zedong Wen Gao* (Des Manuscrits du Président Mao après 1949), volume IV, Pékin, Central Compilation & Translation Press, 1990, p.509.

<sup>4</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume I, op.cit., p.234.

<sup>5</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume I, op.cit., p.358.

fleuve Rouge en juillet 1954. Le président Mao accepta ce plan, mais il souligna que ce plan ne serait exécuté qu'en cas d'impasse de la négociation<sup>1</sup>. Le gouvernement chinois n'espérait pas plonger la guerre, la méthode militaire était donc une pression pour réaliser un accord de trêve. Heureusement, sous les efforts de la délégation chinoise et la concession du Vietminh, les accords de Genève, qui reconnaissent l'indépendance du Laos, du Cambodge et le partage temporaire du Vietnam en deux zones de regroupement militaire, furent signés le 24 juillet 1954. Après cette conférence internationale, la politique du PCC vis-à-vis de l'Indochine était de ne pas établir le lien entre les problèmes vietnamien, laotien et cambodgien en vue de maintenir une équilibre entre « l'intérêt révolutionnaire » et l'intérêt d'État.

La politique chinoise concernant le problème du Vietnam déboucha en fait sur un problème de contradiction entre l'idéologie du parti et la politique extérieure. D'une part, pour le camp socialiste, la libération de l'Indochine représente un objectif important. Selon la division du travail au sein du camp socialiste, la Chine devait aider le Vietminh à libérer cette région ; mais en choisissant une solution politique, le gouvernement chinois laissait le Vietminh perdre une bonne occasion de libérer le Vietnam, ce qui jouerait un rôle dans le conflit potentiel opposant les deux partis communistes. C'est pourquoi le 4 juin 1963, en recevant la délégation nord-vietnamienne, Mao Zedong s'excusa de ce choix<sup>2</sup>. D'autre part, ce choix était un essai pour excuser une « politique diplomatique pragmatique ». Dans le camp socialiste, la politique diplomatique est souvent conduite par l'idéologie et ne peut souvent pas servir l'intérêt national. Les Cinq Principes de la Coexistence pacifique de 1953 et la signature des accords de Genève marquent la transformation de la politique

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume II, op.cit., p.253.

<sup>2</sup> Yang Kuisong, *Xin Zhong Guo Cong Yuan Yue Kang Fa Dao Zheng Qu Yin Du Zhi Na He Pin Zheng Ce De Yan Bian* (L'évolution de la politique chinoise pendant la guerre d'Indochine), Social Science in China, 2001, No.1.

diplomatie chinoise qui se recentre sur l'intérêt national et essaye de créer un contexte international favorable à la reprise économique. Cependant, ce « intérêt national », était, pour le PCC, le rétablissement de « la grandeur » de la Chine par le biais de la révolution économique, sociale et politique.

Concernant les forces non-communistes en Indochine, la conférence de Genève en 1954 faisait progresser les connaissances du PCC sur la situation indochinoise. Au début de la conférence de Genève, le PCC ne voulait pas résoudre séparément les problèmes indochinois, parce qu'il considérait l'Indochine comme une région unifiée<sup>1</sup>. Cette position laissait la négociation dans l'impasse. La Chine a changé d'opinion au contact des délégations indochinoises. Zhou Enlai, chef de la délégation chinoise, s'est rendu compte que le Cambodge, le Laos et le Vietnam avaient des cultures, des peuples et des frontières différents. Dans son télégramme au Comité centrale du PCC, il indiqua que le gouvernement laotien et le Royaume du Cambodge étaient les deux régimes reconnus au niveau international. Zhou pensait que le problème indochinois devait être séparément<sup>2</sup>. Il semble que Zhou voulait appliquer les Cinq Principes de Coexistence pacifique aux affaires indochinoises. Après les négociations entre l'URSS, la Chine et le Vietminh le 11 juin et le 13 juin 1954, Hanoi décida finalement d'accepter la proposition chinoise et de respecter la souveraineté et l'indépendance des deux pays indochinois<sup>3</sup>. Grâce au fait que les actes du PCC étaient en conformité avec ses principes, le Laos et le Cambodge se rapprochèrent de la Chine populaire.

---

<sup>1</sup> Tao Wenzhu, *Zhong Mei Guan Xi Shi* (L'histoire des relations sino-américaines), volume II, 1949-1972, Shanghai: Shanghai People Publishing House, 1999, p.111.

<sup>2</sup> Sous la direction de Jing Chongji, *Zhou Enlai Zhuan*, (La biographie de Zhou Enlai), Pékin : Central Party Literature Press, 1998, pp.1126-1127.

<sup>3</sup> Télégramme de Zhou Enlai à Mao Zedong et Liu Shaoqi, le 14 juin 1954, Sous la direction des Archives du Ministère des Affaires étrangères de la Chine, *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Dang An Xuan Bian : 1954 Nian Ri Nei Wa Hui Yi*, (Les archives diplomatiques de la Chine populaire : la conférence de Genève de 1954), Pékin : World Affairs Press, 2006, pp.166-167.

La Chine essayait de maintenir la neutralité du Laos et soutenait la politique de neutralité du prince Sihanouk pour lutter contre l'intervention américaine. Le dialogue entre la Chine et le Cambodge pendant la conférence de Genève et la conférence de Bandung dissipa les défiances mutuelles. La Chine soutenait la lutte du peuple cambodgien pour l'indépendance et la liberté. Sihanouk dit à son entourage que les Chinois étaient les amis du Cambodge et ne voulaient pas intervenir dans les affaires intérieures cambodgiennes<sup>1</sup>. En 1956, la Chine commença de fournir une assistance économique au Cambodge<sup>2</sup>. Grâce à la position chinoise dans le conflit frontalier khmère-sud-vietnamien<sup>3</sup>, le Prince pensait que la Chine pourrait l'aider à résister à la pression américaine. Il décida donc finalement d'établir les relations diplomatiques avec la RPC. Le 17 juillet 1958, le gouvernement cambodgien reconnut la Chine populaire<sup>4</sup>. En 1960, le Traité d'amitié et de non-agression mutuelle était signé entre la RPC et le Royaume du Cambodge, ce qui symbolisait le renforcement de la coopération entre les deux pays. Le Cambodge devint donc un pont qui connectait la Chine au monde<sup>5</sup>.

La Chine touche au Laos, et en même temps, le Pathet Lao était affaibli. Le PCC ne voulait pas l'intervention américaine dans les affaires laotiennes, ce qui menacerait la

---

<sup>1</sup> Yang Minwei, Chen Yangyong, *Zhou Enlai Wai Jiao Feng Yun* (L'histoire diplomatique de Zhou Enlai), Pékin : Jie Fang Jun Wen Yi Publishing House, 1998, p.117.

La conversation entre Zhou Enlai et le représentant cambodgien Tep Phan (extrait), le 20 juin 1954, Sous la direction des Archives du Ministère des Affaires étrangères de la Chine, *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Dang An Xuan Bian : 1954 Nian Ri Nei Wa Hui Yi*, op.cit., pp.316-319.

<sup>2</sup> L'Académie chinoise des sciences sociales et Administration des Archives d'État, *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Jing Ji Dang An Zi Liao Xuan Bian*, 1953-1957, *Zong He Juan* ((Les documents économiques de la Chine populaire, 1953-1957, Archives générales), Pékin : Zhong Guo Wu Jia Press, 2000, pp.953-954.

<sup>3</sup> Sous la direction de Pei Jianzhang : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1949-1956, op.cit., p.50.

<sup>4</sup> Zhai Qiang, *Zhong Jian Te Shu Guan Xi De Xing Cheng (1954-1965)* (Les relations spéciales entre la Chine et le Cambodge), *Southeast Asia Affairs*, 2013, No.1.

<sup>5</sup> Ibid..

sécurité frontalière de la Chine. Pékin souhaitait également que le Pathet Lao puisse poursuivre sa lutte armée au cours de sa négociation avec le gouvernement laotien, afin de contribuer à un équilibre dynamique<sup>1</sup>. Le PCC soutenait donc l'administration de Souvanna Phouma, des centristes aux yeux des Chinois, et tentait d'établir un gouvernement de coalition laotien qui serait favorable à une situation stable. Les Chinois assuraient aux Laotiens que Pékin respecterait la souveraineté et l'indépendance du Laos au cours de la conférence de Genève de 1954, ce qui améliorerait la relation entre deux gouvernements<sup>2</sup>. Entre 1956 et 1957, le PCC invita Phouma, premier ministre du Royaume du Laos, à venir en Chine pour discuter du problème du Pathet Lao. Au cours de l'entretien entre le président Mao et Phouma le 21 août 1956, le président Mao lui assura que la Chine ne voulait pas renverser son administration et ne voulait pas soutenir le mouvement communiste au Laos<sup>3</sup>. Zhou dit à Phouma que la Chine pourrait fournir une aide économique au Laos<sup>4</sup>. La Chine commença en même temps une coopération avec le Nord-Vietnam et le Pologne afin d'amorcer un rapprochement entre le Pathet Lao et l'administration de Phouma en 1957<sup>5</sup>. Au cours de la conférence de Genève sur le Laos, la Chine persuada le Pathet Lao d'abandonner temporairement sa politique agressive en vue de soutenir la force de Phouma pour une solution politique d'après l'expérience de front uni<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Feng Yiming, *Between Revolution and Neutrality: Exploring China's Initial Policy toward Laos, with a focus on the preparatory stage of the Second Geneva Conference*, Cold War International History Studies, 2016, No.1.

<sup>2</sup> Entretien entre Zhou Enlai et Phoui Sanakinone, le 18 juillet 1954, Sous la direction des Archives du Ministère des Affaires étrangères de la Chine, *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Dang An Xuan Bian : 1954 Nian Ri Nei Wa Hui Yi*, op.cit., pp.332-335.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume I, op.cit., p.604.

<sup>4</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume I, op.cit., pp.613-614.

<sup>5</sup> Pan Yining, *China's Diplomatic Efforts for Neutrality of Laos (1954-1957)*, Southeast Asian Studies, 2014, No.2.

<sup>6</sup> Feng Yiming, *Between Revolution and Neutrality: Exploring China's Initial Policy toward Laos, with a focus on the preparatory stage of the Second Geneva Conference*, Cold War International History Studies, 2016, No.1.

Concernant les affaires révolutionnaires dans la région indochinoise, le président Mao espérait qu'elles n'influenceraient pas les mouvements révolutionnaires chinois, comme par exemple, le Grand Bond en avant. Pékin souhaitait que Hanoi puisse se concentrer sur sa transformation socialiste (le plan triennal, 1958-1960) et ne provoque pas de bouleversement dans la région. Le 15 avril 1959, il indiqua au nouvel Ambassadeur de la RDVN que le Nord-Vietnam était un bon voisin pour la Chine. « Grâce à vos bons travaux, nous pouvons avoir un environnement pacifique pour notre construction économique et industrielle » dit Mao Zedong<sup>1</sup>. Concernant la force communiste laotienne, aux yeux des Chinois, la révolution au Laos faisait partie de la révolution vietnamienne. Le PCC pensait que Hanoi contribuait de manière décisive à l'aide économique et militaire au Pathet Lao, ce qui pourrait éviter un conflit direct entre la Chine et les États-Unis dans cette région et fournir une base arrière solide à la lutte laotienne<sup>2</sup>. Le PCC accepta donc en silence une relation spéciale entre le Vietnam et le Laos. D'une part, le PCC pensait qu'il devait y avoir un lien hiérarchique dans les affaires révolutionnaires en Indochine. Autrement dit, la force communiste laotienne était dirigée par Hanoi, et le Nord-Vietnam était rattaché directement à la Chine. D'autre part, la connaissance de la Chine concernant la situation révolutionnaire laotienne était insuffisante. En revanche, le Pathet Lao était toujours sous la direction de Hanoi. Lors de la visite officielle des dirigeants du Pathet Lao en Chine, ils dirent aux Chinois que des conseillers nord-vietnamiens avaient apporté un concours substantiel à sa lutte armée et à la négociation en Genève. Les Chinois constataient que les Nord-Vietnamiens accompagnaient toujours les Laotiens au cours de la visite<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume IV, op.cit., p.21.

<sup>2</sup> Feng Yiming, *Between Revolution and Neutrality: Exploring China's Initial Policy toward Laos, with a focus on the preparatory stage of the Second Geneva Conference*, Cold War International History Studies, 2016, vol.1.

<sup>3</sup> AMAEC, La visite de Souphanouvong à Pékin, le 2 juillet 1961, 117-01032-01, p.68.

#### **1.4 Une tendance radicale de la diplomatie chinoise depuis 1958 et son influence sur la stratégie chinoise vis-à-vis du Vietnam**

Certains historiens pensent que le Grand Bond en avant (1958-1960) symbolisa le commencement d'une politique diplomatique révolutionnaire de la Chine. Ils affirment que le président Mao espérait utiliser la tension créée par la deuxième crise du détroit de Taiwan pour mobiliser les masses à participer à cette réforme révolutionnaire de la société chinoise en 1958<sup>1</sup>. En fait, lorsque le gouvernement chinois utilisait l'idéologie communiste et la théorie de la lutte des classes pour analyser les relations et les situations internationales pendant la période du président Mao, il n'avait pas de différence évidente entre l'objectif principal de la diplomatie avant et après 1958, mais seulement une différence entre la méthode « modérée » ou « radicale ». La politique diplomatique de la Chine populaire n'était qu'un instrument au service de « l'intérêt révolutionnaire » de l'État. Premièrement, la politique diplomatique chinoise montrait que le PCC essayait de constituer un défi contre l'ordre international afin d'assurer la sécurité de l'État et propager « le modèle chinois » dans « le tiers monde ». Autrement dit, la diplomatie chinoise défiait les politiques américaines en Asie et tentait de dépasser les Soviétiques dans le camp socialiste. Suite à la fin de l'alliance sino-soviétique, la Chine populaire commença à défier le système bipolaire de la guerre froide, en promouvant l'idéologie de l'anti-impérialisme et l'antirévisionnisme d'après la théorie de la lutte des classes avec un front uni international. Deuxièmement, il y avait un lien étroit entre la politique intérieure et la diplomatie chinoise. D'une part, la situation intérieure influençait toujours la diplomatie. D'autre part, le PCC savait créer ou tirer profit de la tension internationale pour des objectifs de la révolution intérieure. Troisièmement, « l'intérêt national » se concordait souvent avec

---

<sup>1</sup> Concernant ce sujet, on peut consulter Chen Jian, *Mao's China and the Cold War*; Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 2001, chap.7.

« l'intérêt révolutionnaire » de l'État et recherchait le rétablissement de « la grandeur » de la Chine ainsi que la construction d'une nouvelle société par une méthode révolutionnaire. La diplomatie était l'outil pour défendre et réaliser cet intérêt. C'était le « pragmatisme révolutionnaire » qui mélangeait sécurité d'État, intérêt national et la révolution maoïste.

Les années 1956 et 1957 étaient deux années de « bonne récolte » aux yeux du président Mao. Pour la situation intérieure, grâce à la situation internationale favorable et à la critique forte des capitalistes depuis 1951, le 15 janvier 1956, le PCC déclara qu'il a réalisé la transformation socialiste de la Chine. A la suite du mouvement de coopération agricole et de partenariat public-privé sur la gestion des entreprises, le PCC établit un système d'économie planifiée et posa les fondations de l'industrialisation. Le président Mao était très satisfait que le PCC puisse accomplir le premier plan quinquennal une année en avance. Cependant, le PCC s'y pris avec trop de précipitation concernant la transformation socialiste. A cause de certaines politiques inappropriées, depuis la seconde moitié de 1956, plusieurs paysans souhaitaient quitter les coopératives dans certaines régions agricoles. Il y avait également plusieurs grèves déclenchées par des ouvriers et des étudiants dans les grandes villes. Au début, le président Mao considéra que le style de travail des cadres communistes conduisait aux problèmes sociaux. Le PCC développa donc le Mouvement de Rectification afin que les partis et groupements démocratiques et les masses puissent présenter des points de vue et suggestions au PCC en avril 1957<sup>1</sup>. Mao Zedong avait en réalité sous-estimé les contradictions causées par le premier plan quinquennal. Les opinions antisocialistes apparurent dans tous les domaines, et certains propos menaçaient la légitimité communiste aux yeux du PCC. La liberté de parole fut étouffée à la suite du Mouvement anti-droitiste organisé par le gouvernement chinois en juin 1957. Le PCC

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., pp.69-70, pp. 156-157.

élimina « la menace potentielle » et consolida le pouvoir. Sans aucun doute, ce fut une victoire aux yeux du PCC. Ce fut une des raisons pour laquelle le PCC pût déclencher facilement le Grand Bond en avant en 1958.

Dans la politique extérieure, d'une part, le gouvernement chinois commença à améliorer les relations avec les pays asiatique et le Congrès national du Parti communiste chinois déclara que la tension de la situation mondiale s'atténuait et que le gouvernement chinois devait faire progresser une paix durable dans le monde<sup>1</sup>. Concernant les affaires révolutionnaires dans la région indochinoise, le président Mao espérait qu'elles n'influenceraient pas les mouvements révolutionnaires chinois. Peng Dehuai, ministre de la Défense, proposa que le gouvernement chinois rappelle les conseillers militaires et envoyer des agents techniques à la RDVN pour la construction et Mao Zedong l'accepta le 12 mars 1956<sup>2</sup>. La Chine aida également le Nord du Vietnam pour son développement économique et dirigea la transformation socialiste sur le modèle chinois. D'autre part, à cause du « rapport secret » lu par Khrouchtchev pendant le XX<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), la situation intérieure au camp socialiste était instable depuis mars 1956. Grâce au rôle crucial de médiateur de la Chine populaire dans le soulèvement de Poznań et à l'insurrection de Budapest, la position politique du PCC était devenue de plus en plus importante dans le camp socialiste<sup>3</sup>. Le PCC aida aussi le PCUS à organiser la Conférence mondiale des Partis communistes en 1957 afin de montrer que les pays du camp socialiste s'unissaient comme un seul homme. Pendant cette conférence, le président Mao fut la « coqueluche » des délégations des autres pays socialistes. Certains représentants proposèrent même que la Chine populaire devienne la

---

<sup>1</sup> Le rapport politique du Huitième Congrès national du Parti communiste chinois, le 27 septembre 1956, <http://cpc.people.com.cn/GB/64162/64168/64560/65452/4442002.html>

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume II, op.cit., p.545.

<sup>3</sup> Shen Zhihua, *The History of the People's Republic of China*, volume III, 1956-1957, Hong Kong: Research Center for Contemporary Chinese Culture, The Chinese University of Hong Kong, 2008, pp.382-422.

tête du camp socialiste<sup>1</sup>. Mao Zedong fut irrité par les propos de Khrouchtchev pendant la conférence. En effet, le secrétaire général de l'URSS avait déclaré que la production d'acier de l'Union soviétique surpasserait la production d'acier des États-Unis dans quinze ans. Le président Mao savait qu'il y avait un écart important de productivité entre la RPC et l'Union soviétique. Aux ses yeux, l'URSS restait donc le leader du Bloc socialiste. Le 18 novembre, il déclara que la production d'acier de la Chine surpasserait la production de l'acier du Royaume-Uni dans quinze ans<sup>2</sup>. En fait, l'objectif véritable de cette déclaration était de démontrer l'ambition du président Mao, c'est-à-dire qu'il voulait dépasser graduellement l'Union soviétique. Mao Zedong tenta donc de pratiquer une politique intérieure afin de montrer la supériorité maoïste dans le camp socialiste, ce qui fut le Grand Bond en avant.

Cependant, le Grand Bond en avant conduit à la divergence entre la Chine et l'URSS. Khrouchtchev critiqua publiquement le Grand Bond en avant et la diplomatie chinoise pendant la deuxième crise du détroit de Taiwan, ce qui provoqua la colère du président Mao. De côté chinois, le PCC n'était pas satisfait de la retraite de l'Armée rouge soviétique dans la Crise des missiles de Cuba et de la théorie de coexistence proposée par Khrouchtchev qui allait à l'encontre de l'idéologie chinoise d'alors. Mao Zedong pensait que c'était un capitulationnisme et l'origine du révisionnisme<sup>3</sup>. L'Alliance sino-soviétique montrait donc des signes de rupture en 1962. Dans le même temps, à la frontière sino-indienne, le conflit entre la Chine et l'Inde avait éclaté au début de l'année 1962. La situation se détériorait au Laos depuis 1960, et la menace de l'intervention militaire américaine croissait. Pour la Chine populaire, la situation extérieure se détériorait donc

---

<sup>1</sup> Ibid., pp.724-755.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p.250.

<sup>3</sup> Qian Xiangli, *The History of the People's Republic of China*, volume V, 1962-1965, Hong Kong: Research Center for Contemporary Chinese Culture, The Chinese University of Hong Kong, 2008, pp.332-342.

globalement depuis 1962. Sur le plan intérieur qu'importe « la commune populaire » ou la réalisation d'un rêve communiste, l'objectif du Grand Bond en avant était une idée impraticable. Le château de carte chinois s'effondra donc en 1962. Ayant confiance en l'exagération dans des chiffres de production agricole et industrielle exagérés et dans l'égalitarisme aveugle, le Grand Bond en avant plongea la Chine populaire dans une grave récession économique et dans une famine terrible. Tous ces changements intérieurs et extérieurs forcèrent le PCC à discuter et à examiner de nouveau les politiques du Grand Bond en avant.

Lors de la Conférence de « Sept Mille Personnes » en 1962, admettre la grave récession économique et changer le politique économique était les préoccupations principales du PCC. Mao fit son autocritique et se mit en retrait. Le Comité central du Parti sous la présidence formelle du Liao Shaoqi, Deng Xiaoping et Chen Yun, fit apparaître, en conséquence un environnement démocratique dans le PCC. Les ajustements de la politique n'étaient seulement pas limités à l'aspect économique. Concernant les affaires étrangères, au début de 1962, Wang Jiaxiang, chef du département de liaison internationale du Comité central du PCC, proposa dans un courrier au comité central du Parti que la diplomatie de la Chine populaire ne crée pas une tension sur le plan international, mais atténue au contraire les tensions autour la Chine. Il ne disconvenait pas du rôle important de la lutte dans les relations internationales, mais il indiquait que la Chine populaire et l'Union soviétique devait s'unir comme un seul homme afin de lutter contre l'impérialisme américain grâce à la théorie de « la coexistence pacifique » de Khrouchtchev. Wang s'opposa à la théorie selon laquelle la lutte armée était la seule voie praticable pour accéder au pouvoir et pensait que le gouvernement chinois devait donc déminer l'aide financière aux mouvements de libération nationale. « Nous devons entreprendre l'assistance

étrangère à mesure de nos capacités pour diminuer la pression économique »<sup>1</sup>. Ces suggestions frappèrent le fond des politiques diplomatiques maoïstes. En même temps, le PCC décida d'annuler certains projets industriels et de diminuer la population urbaine afin de réduire le déficit budgétaire et d'augmenter la main-d'œuvre dans les villages. Un courant du PCC proposait aussi d'utiliser une méthode capitaliste pour la reprise économique, comme la fixation de normes de production agricole sur la base de la famille paysanne et l'ouverture limitée du marché libre dans des villages. Ils attaquèrent également le Grand Bond en avant ce qui provoqua la colère de Mao Zedong. Mao voulait éliminer cette tendance<sup>2</sup>.

En fait, pendant la Conférence des « Sept Mille Personnes », Mao avait déclaré qu'il fallait faire attention au problème de la lutte des classes et choisir une position appropriée<sup>3</sup>, mais les dirigeants du PCC s'inquiétaient du développement de la Chine et ne pouvaient pas comprendre sa déclaration. Le 6 août 1962, pendant une conférence pour discuter de projet d'avenir, Mao Zedong changea l'agenda de la conférence et critiqua fortement l'opinion qui reniait le Grand Bond en avant. En septembre 1962, pendant la dixième Session plénière du Huitième Comité central du PCC, Mao Zedong affirma que les personnes qui avaient soutenu cette opinion étaient « des révisionnistes » et qu'il fallait recommencer à se concentrer sur la lutte des classes<sup>4</sup>. La dixième Session plénière du Huitième Comité central du PCC se détourna des politiques intérieures et extérieures à

---

<sup>1</sup> Zhu Liang, *Wu Si Wu Wei Zhui Qiu Zheng Li De Wang Jiangxiang* (Wang Jiexiang et Trois Coopérations et Une Diminution de l'Aide Internationale), Yan Huang Chun Qiu (L'Histoire contemporaine de la Chine), 2006, No.8.

<sup>2</sup> Niu Jun, *1962 : Zhong Guo Wai Jiao « Zuo Zhuan » De Qian Ye* (1962 : à la veille de la politique diplomatique de la Chine détour de « gauche »), Historical Research, 2003, No.3.  
Qian Xiangli, *The History of the People's Republic of China*, volume V, 1962-1965, op.cit., pp.167-179, pp.195-209.

<sup>3</sup> Discours de Mao Zedong à la conférence centrale de travail, le 30 janvier, 1962. <http://www.people.com.cn/GB/shizheng/8198/30446/30452/2195572.html>.

<sup>4</sup> Communiqué de la dixième Session plénière du Huitième Comité central du PCC, le 27 septembre 1962, <http://cpc.people.com.cn/GB/64162/64168/64560/65353/4442078.html>.

« Gauche » (on peut considérer la « Gauche » chinoise comme une tendance qui cherchait à poursuivre des buts révolutionnaires par la méthode radicale). Finalement, les suggestions de Wang Jiangxiang furent baptisées « Trois Coopérations et Une Diminution » (San He Yi Shao), c'est-à-dire, la coopération avec les États-Unis (l'impérialisme), la coopération avec l'URSS (le révisionnisme), la coopération avec l'Inde (la réaction) et la diminution de l'aide financière aux mouvements de libération nationale. La politique des « Trois Coopérations et Une Diminution » fut fortement critiquée par le Bureau des affaires étrangères du Conseil d'État, et Wang Jiaxiang fut démis de son emploi.

Dans le même temps, la situation changeait aussi au Nord-Vietnam. Le Parti des travailleurs du Vietnam (PTV) décida en 1959 de renforcer la lutte armée dans la région du Sud-Vietnam pour la libérer. Lorsque la deuxième crise du détroit de Taïwan attira l'attention des États-Unis en l'Asie de l'Est, le Nord-Vietnam développait son économie et sa force militaire avec l'aide chinoise. Il semble que Ho Chi Minh s'inquiéta du fait que la tension entre les États-Unis et la Chine provoquerait l'intervention américaine dans les affaires vietnamiennes. Le 8 septembre 1958, Ho Chi Minh demanda au président Mao dans son courrier si une guerre sino-américaine était probable. Le gouvernement du Nord-Vietnam devait-il se préparer au combat ? Mao Zedong lui répondra le 10 septembre que les États-Unis ne pourraient pas déclencher une grande guerre contre la Chine, et que la RDVN pouvait continuer ses travaux selon son plan<sup>1</sup>. A ce moment-là, le président Mao espérait que les affaires vietnamiennes n'influenceraient pas sur le Grand Bond en avant. Le 15 avril 1959, il indiqua au nouvel Ambassadeur de la RDVN que le Nord-Vietnam était un bon voisin pour la Chine. « Grace à vos bons travaux, nous pouvons avoir un environnement pacifique pour notre construction économique et industrielle » dit Mao

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., pp.444-445.

Zedong<sup>1</sup>. Autrement dit, Pékin souhaitait que Hanoi puisse se concentrer sur sa transformation socialiste (le plan triennal, 1958-1960) et ne provoque pas de bouleversement dans la région. En revanche, en janvier 1959, pendant la cinquième session plénière du Comité central du PTV, Ho Chi Minh déclara qu'il fallait libérer le Sud-Vietnam du contrôle de l'impérialisme, et réaliser une révolution démocratique nationale par la force. PTV décida de faire des préparatifs pour déclencher des soulèvements afin de renverser le gouvernement de Ngo Dinh Diem. Depuis le mai 1959, la RDVN commença à faire des recherches sur le transport des troupes et des approvisionnements au Sud. A la fin de 1959, 542 cadres militaires de l'Armée populaire vietnamienne arrivèrent au Sud-Vietnam pour aider les peuples du Sud à établir des forces et des bases révolutionnaires. Depuis 1960, à cause de plusieurs soulèvements dans le Sud-Vietnam, la situation vietnamienne se détériorait. En janvier 1961, la RDVN déclara que le Front national de libération du Sud-Vietnam (FNL) établi le 20 décembre 1960 était une partie de l'Armée populaire vietnamienne pour l'indépendance du Sud-Vietnam<sup>2</sup>. Pour contenir le communisme en Asie de Sud-est, les États-Unis commença d'envoyer la mission militaire pour soutenir les opérations anti-communistes du gouvernement de Saigon et déclencher « la guerre spéciale » dans le Sud-Vietnam depuis 1961.

La situation dans la région vietnamienne devint compliquée et instable vis-à-vis de la Chine populaire à ce moment-là. La Chine devait faire un choix entre le maintien de la paix en Indochine, ou l'aide aux mouvements de libération nationale contre l'intervention américaine dans la région. C'était cependant un choix très compliqué. D'une part, entre 1961 et 1965, l'intervention américaine dans la région vietnamienne n'était pas de grande

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume IV, op.cit., p.21.

<sup>2</sup> *Yue Nan Ren Ming Jun Li Shi* (L'Histoire de l'Armée populaire vietnamienne) (version chinoise), volume 1, Nannin: Kuangxi People's Publishing House, 1991, pp.43-44, p.46, p.59.

ampleur, c'est-à-dire qu'elle ne menaçait pas la sécurité de la frontière chinoise et la remise économique après le Grand Bond en avant. D'autre part, le choix de la politique à mener ne devait pas contredire la ligne de fond anti-impérialiste de Mao Zedong et le devoir international pour aider les mouvements de libération nationale<sup>1</sup>. C'est les raisons pour laquelle le gouvernement chinois soutint rapidement la décision du PTV et reconnut le FNL en décembre 1960. Pékin continua cependant à demander au Nord-Vietnam de limiter l'échelle de la lutte pour empêcher l'intervention militaire américaine et de ne pas renoncer à une solution politique en 1961<sup>2</sup>.

Dans ces circonstances, concernant la crise du Laos, la Chine soutenait donc une solution politique afin de stabiliser la frontière sino-laotienne. Le 15 janvier 1961, Zhou Enlai approuva la proposition du prince Sihanouk de convoquer une nouvelle conférence à Genève. Le 12 mai, la conférence de Genève sur Laos s'ouvrit. La délégation chinoise était dirigée par le maréchal Chen Yi, ministre des Affaires étrangères de la Chine. Bien que le Ministre chinois ait critiqué fortement la politique américaine en Asie du Sud-est au cours de la conférence, Chen Yi confia à Jean Chauvel, chef de la délégation française, que la Chine souhaitait discuter avec les Américains en vue de surmonter les difficultés pour aboutir à un résultat. Chen pensait qu'il y aura une compétition pacifique entre les trois forces politiques laotiennes après la signature des accords, mais la Chine ne voulait pas intervenir dans cette compétition<sup>3</sup>. Concernant le projet de paix, bien que la Chine et la France soutiennent Souvanna Phouma, il y avait deux divergences entre la Chine et la France. Premièrement, la Chine pensait que la solution ne devrait pas se fonder sur les articles des accords de Genève de 1954 à cause de l'évolution de la situation. Aux yeux des

---

<sup>1</sup> Niu Jun 1962: *Zhong Guo Wai Jiao « Zuo Zhuan » De Qian Ye*, Historical Research, 2003, No.3.

<sup>2</sup> Yang Kuisong, *Changes in Mao Zedong's Attitude toward the Indochina War, 1949-1973*, CWIHP Working Paper No.34, Wilson Center, February 2002.

<sup>3</sup> AMAE, 124QO/400, Entretien du 29 juin 1961 entre M. Chauvel et le Maréchal Chen Yi, ministre des A.E. de Chine, le 29 juin 1961.

Chinois, la guerre d'Indochine était une guerre internationale, en revanche, le conflit au Laos était une guerre civile. Deuxièmement, la Chine s'opposait à une commission internationale de contrôle très puissante qui pourrait mettre en cause la souveraineté du Laos. Aux yeux des Français, c'était une stratégie chinoise pour sauvegarder l'existence du Pathet Lao pour empêcher le gouvernement laotien de retourner à un neutralisme réel, et pour conserver des possibilités de la lutte militaire, comme par exemple les infiltrations du Nord-Vietnam vers le Sud, à travers le territoire laotien<sup>1</sup>. Les Français pensaient que la Chine voulait « un prochain gouvernement laotien pseudo-neutraliste, libre en fait de collaborer avec le bloc socialiste »<sup>2</sup>. Cette impression s'est confirmée d'après les archives diplomatiques chinoises qui étaient accessibles entre 2008 et 2013. Certains historiens chinois pensent que le PCC souhaitait réaliser un « neutralité révolutionnaire » au Laos. D'une part, à cause de la situation intérieure, le PCC souhaitait une solution politique pour éviter une guerre civile laotienne à grande échelle, qui pourrait menacer la sécurité d'État et provoquer un conflit direct avec les États-Unis. D'autre part, le PCC voulait encore promouvoir la révolution maoïste en Asie de Sud-est. La coopération avec Phouma était seulement une politique pour développer prudemment la force du Pathet Lao<sup>3</sup>. Le soutien des accords de Genève sur le Laos était donc une concession entre les diplomaties « modérée » et « radicale ». Cette position chinoise vis-à-vis du problème du Laos consolidait le rôle dominant du Nord-Vietnam dans la révolution laotienne.

---

<sup>1</sup> AMAE, 124QO/400, Entretien avec la délégation chinoise (M. Chauvel-Maréchal Chen Yi), Entretien du mardi – juin 1961 à 19h. à la résidence du Maréchal Chen Yi ; Entrevue du mercredi 7 juin 1961, M. Jacques Roux-M.Huan Hsiang (Chargé d'affaires à Londres) également présent Colonel Guillerkaz ; Télégramme à l'arrivée, le 7 juin 1961 ; Télégramme à l'arrivée, le 9 juin 1961 ; Note, Rencontres franco-chinoises en marge de la conférence de Genève sur le Laos, le 17 juin 1961 ; ; Télégramme à l'arrivée, le 26 juin 1961.

<sup>2</sup> AMAE, 124QO/400, Déclaration chinoise du 26 juin à la conférence de Genève sur le Laos, le 26 juin 1961.

<sup>3</sup> Niu Jun, 1962 : *Zhong Guo Wai Jiao « Zuo Zhuan » De Qian Ye*, Historical Research, 2003, No.3 ; Feng Yiming, *Between Revolution and Neutrality: Exploring China's Initial Policy toward Laos, with a focus on the preparatory stage of the Second Geneva Conference*, Cold War International History Studies, 2016, No.1.

Autrement dit, le changement de la politique chinoise concernant les problèmes indochinois fut un progrès graduel et compliqué. Après la dixième Session plénière du Huitième Comité central du PCC, avec le changement de l'idée du PTV, la politique diplomatique de la Chine devint radicale. Ce processus influença non seulement les politiques chinoises sur le problème du Vietnam, mais influença aussi les relations entre la Chine populaire, l'Union soviétique et les États-Unis. A cause des divergences avec l'URSS, la Chine populaire devint graduellement isolée dans le camp socialiste. Le PCC fut obligé de réfléchir à comment se tirer de cette situation difficile, afin de continuer la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme, ce qui influença les relations franco-chinoises et les réactions du gouvernement chinois face à l'idée de paix proposé par le général de Gaulle sur les problèmes indochinois.



## **Chapitre 2 : La relation entre le rétablissement de la relation franco-chinoise et le problème du Vietnam**

### **2.1 La théorie des « deux zones intermédiaires » créée par le président Mao**

Pendant l'entretien avec Anna Louise Strong du 6 août 1946, correspondante américaine, le président Mao évoqua la théorie de « zone intermédiaire » pour la première fois. Il dit à Anna Louise Strong qu'il y avait une vaste zone intermédiaire entre les États-Unis et l'Union soviétique, qui se composait des « pays capitalistes de l'Europe » et des pays semi-coloniaux ou coloniaux afro-asiatiques. « Si les États-Unis espéraient anéantir l'Union Soviétique, ils devraient anéantir d'abord cette zone intermédiaire » conclura Mao Zedong<sup>1</sup>. Le 24 août 1954 et le 17 novembre 1957, il indiqua deux fois cette théorie. Il pensait que le camp socialiste et le camp capitaliste se disputaient une zone intermédiaire et que la situation était favorable au Bloc socialiste pour obtenir l'appui des pays de la zone intermédiaire incluant la France<sup>2</sup>. Aux yeux du président Mao, à ce moment-là, la RPC et l'URSS étaient dans le même front uni contre l'impérialisme américain. Lorsque le PCC et le PCUS avaient des divergences sur certains problèmes extérieurs et intérieurs (par exemple, sur la flotte combinée sino-soviétique, sur le Grand Bond en avant et sur « la coexistence pacifique » avec les États-Unis depuis 1958), le président Mao pensait que le PCUS était devenu un « parti révisionniste » qui espérait coopérer avec les États-Unis pour réprimer les mouvements de libération nationale et l'internationalisme. C'était une raison pour laquelle la diplomatie révolutionnaire chinoise prit un tournant radical. Brejnev et Mao Zedong tentèrent de restaurer les relations sino-soviétiques après la chute de

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Wai Jiao Xuan Ji*, (Les documents diplomatiques de Mao Zedong), Pekin: Central Literature Publishing House and World Affairs Press, 1994, p.59.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume II, op.cit., pp.270-273, volume III, pp.248-250.

Khrouchtchev en 1964. Bien que les deux partis cessent la polémique mutuelle, leur conflit s'intensifia rapidement à cause des propos antimaoïstes du Maréchal Malinovski. Il semble que le PCC s'entêta à être en rupture avec l'Union soviétique, pour chercher l'indépendance et continuer la révolution demandée par le président Mao. Le premier novembre 1964, Zhou Enlai, premier ministre de la Chine populaire depuis 1958, indiqua que le PCC devait aider le PCUS à changer la ligne politique révisionniste de Khrouchtchev, mais que c'était une mission difficile. Il souligna qu'il devait aussi s'opposer à certaines politiques soviétiques<sup>1</sup>.

En s'adaptant aux nouvelles circonstances, le président Mao était obligé d'améliorer sa théorie. A la suite des divergences sino-soviétiques depuis 1958, il voulait éliminer l'URSS du front uni. Le 3 septembre 1963, il dit à la délégation du Parti communiste indonésien qu'il semblait que la Chine populaire soit isolée par l'administration de Khrouchtchev, mais que le PCC ne se sentait pas isolé, parce qu'il y avait « un front international unifié anti-américain » composé par « la zone intermédiaire ». Mao ajouta que cette zone incluait deux « A » (Asie-Afrique et Australie) et un « U » (Europe occidentale)<sup>2</sup>. Le 27 septembre 1963, pendant la conférence de travail du Comité central du PCC, Mao Zedong précisa que la zone intermédiaire devait maintenant être séparée en deux parties. Les pays de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine constituaient la première zone intermédiaire et les pays développés du camp capitaliste européen formaient la deuxième zone intermédiaire. « Le général de Gaulle est un représentant de la deuxième zone intermédiaire, par exemple, le marché commun franco-allemand proposé par la France...La contradiction maintenant entre la France et les États-Unis est plus forte qu'autrefois. C'est la lutte contre le contrôle américain. Khrouchtchev dit que le général de Gaulle et moi, nous étions dans le même

---

<sup>1</sup> Qian Xiangli, *The History of the People's Republic of China*, volume V, 1962-1965, op.cit., pp.366-371.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume V, op.cit., pp.256-257.

front uni, mais, je n'ai pas eu un entretien avec le général » indiqua le président Mao<sup>1</sup>. Mao Zedong appondit la théorie de « deux zones intermédiaires » au cours d'un entretien du 5 janvier 1964 avec un membre du Comité central du Parti communiste japonais et d'un entretien du 10 juillet 1964 avec le représentant du Parti socialiste japonais. Il indiqua que la Chine populaire s'opposait au system bipolaire mondiale qui était contrôlé par les États-Unis et l'Union soviétique. « Les pays d'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine constituent la première zone intermédiaire. L'Europe occidentale, Canada, Japon et Australie constituent la deuxième zone intermédiaire » précisa le président Mao. Il pensait qu'il y avait une contradiction dans le camp socialiste, qui était la lutte chinoise contre l'Union soviétique. Il y avait aussi une contradiction entre les impérialistes dans le Bloc occidental, qui était le conflit franco-américain. « A cause de la mauvaise méthode utilisée par le Parti communiste français, le général de Gaulle porte maintenant la bannière rouge contre l'impérialisme américain » dit Mao Zedong<sup>2</sup>.

Cette nouvelle théorie des relations internationales montre que, premièrement, Mao Zedong pensait que les États-Unis et l'Union soviétique étaient dans le même camp, et qu'ils espéraient contrôler le monde entier. Deuxièmement, aux yeux du président Mao, l'impérialisme américain était l'ennemi public numéro un dans le monde et la Chine populaire lutterait contre lui jusqu'au bout. Troisièmement, il considérait que la Chine populaire et l'Union Soviétique n'étaient pas dans le même front uni et le PCUS était devenu un parti révisionniste. Finalement, le peuple des deux zones intermédiaires était la force principale pour une frontière anti-impérialiste et antirévionniste, le PCC devait en

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Wen Ji* (La collection d'ouvrages littéraires de Mao Zedong), volume VIII, Pekin: People's Publishing House, 1999, pp.343-344; CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume V, op.cit., pp.262-264.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Wen Ji*, volume VIII, op.cit., pp.344-345; CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume V, op.cit., pp.301-302, pp.373-374.

profiter pour lutter contre l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique. Cette théorie présente clairement comment le PCC se chargerait des affaires étrangères dans une situation défavorable pour la Chine populaire. Le changement de la théorie de « zone intermédiaire » démontre que la diplomatie révolutionnaire du PCC ne pourrait pas être gênée par le système bipolaire de la guerre froide. D'une part, comme la France, le gouvernement chinois réalisa un « développement indépendant » et créa une nouvelle situation pour utiliser des mesures diplomatiques flexibles et accomplir l'objectif révolutionnaire. D'autre part, sans être lié par des valeurs d'alliance dans le système bipolaire, « l'indépendance » de la Chine poussait au développement d'une multi polarisation mondiale et agrandissait le risque de l'apparition de tensions internationales.

## **2.2 La relation franco-chinoise selon la théorie des « deux zones intermédiaires »**

Bien que la Quatrième République française ait suspendu le projet de reconnaissance de la RPC depuis 1950, le gouvernement français n'arrêta jamais les relations économiques et les échanges culturels avec la Chine. En 1955, le Quai d'Orsay établit le contact avec la Chine populaire à Genève par un canal non-officiel pour discuter de la réouverture d'un consulat à Pékin<sup>1</sup>. En 1956, huit délégations chinoises (119 personnes) visitèrent la France et trente-six délégations françaises (197 personnes) visitèrent la Chine. La délégation dirigée par Henri Rochereau était très importante. Le ministère des Affaires étrangères français souhaitait que cette délégation puisse stimuler la coopération économique entre la Chine et la France afin d'obtenir plus d'intérêts que les autres pays d'Europe occidentale<sup>2</sup>. Entre le 23 janvier et le 20 février 1956, Henri Rochereau visita la Chine et signa un contrat d'un montant égal à 3, 740,405 livre sterling<sup>3</sup>. Le Quai d'Orsay pensait que le

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/494, Note pour le Président, le 19 mars 1956.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/520, Note, le 30 janvier 1956.

<sup>3</sup> AMAEC, Les relations franco-chinoises depuis 1956, 110-00406-04, pp.46-49.

gouvernement chinois souhaitait d'impulser les échanges économiques afin de promouvoir graduellement le développement de la relation franco-chinoise. C'était une politique pragmatique qui était très favorable à une la reconnaissance mutuelle pour l'avenir<sup>1</sup>. En 1958, les échanges économiques entre la Chine populaire et la Cinquième République française atteignirent un degré supérieur. Grâce à la seconde visite d'Henri Rochereau, le volume d'exportation français vers la Chine atteint en effet 18,9 milliards de francs<sup>2</sup>. Cependant, les négociations pour l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Chine populaire étaient en point mort, à cause des divergences franco-chinoises sur les problèmes de Taiwan et de l'Algérie. Le ministère des Affaires étrangères française conclura que la reconnaissance de la RPC ne développerait pas davantage les échanges économiques entre la Chine et la France, parce que, dans la coopération commerciale, les pays qui avaient établi les relations diplomatiques avec la Chine, (par exemple, le Royaume-Uni, le Danemark et la Norvège) n'occupaient pas un position supérieure par rapport la France et la République fédérale d'Allemagne (RFA)<sup>3</sup>. Il semble donc que les éléments politiques jouèrent un rôle crucial dans l'établissement des relations diplomatique entre la France et la RPC.

En fait, le PCC suivait toujours avec attention le développement de la situation intérieure de la France et découvrit que le général de Gaulle était très différent de ses prédécesseurs. Le 5 septembre 1958, pendant la quinzième session de la Conférence des affaires d'État, le président Mao analysa la situation internationale. Il indiqua que le Bloc occidental dirigé par les États-Unis n'était pas solide. « Le général de Gaulle a réapparu sur la scène politique. Est-ce que c'est un événement favorable pour nous ou pas ? Le

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/520, Note, le 30 janvier 1956 ; AMAEC, Entretien entre M. Chen Yi et M. André Malraux, le 22 juillet 1965, 106-01268-04 ; 119QO/522, Note pour la Direction d'Europe, le 21 avril 1956.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/484, Note, l'avril 1961.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/520, Note pour le Ministre, le 2 juillet 1958.

peuple français sera opprimé par l'administration du général de Gaulle, mais, son retour est favorable pour la situation intérieure et extérieure française. D'une part, cet homme se brouille toujours avec les États-Unis et le Royaume-Uni, ce qui est favorable pour nous. D'autre part, le peuple français pourra y voir clair dans la nature des forces réactionnaires. Il est donc un bon enseignant » dit le président Mao<sup>1</sup>. L'Ambassade de Chine en Suisse se chargea de recueillir des renseignements des pays occidentaux pour faire des analyses périodiques. Le 24 septembre 1959, l'Ambassade de Chine en Suisse envoya son résumé de la situation de la France au ministère des Affaires étrangères de la Chine. « La nature de l'administration du général de Gaulle est fasciste. La politique d'indépendance de la France provoque une situation instable au sein du Bloc occidental » indiqua ce résumé. « Quant à la politique étrangère, le général de Gaulle lutte contre les États-Unis et le Royaume-Uni pour le rétablissement de la grandeur française. Cependant, à cause de cette politique, les contradictions entre la France, les États-Unis et le Royaume-Uni sont devenues plus intenses...la reconnaissance de la Chine populaire, ça veut dire une politique pour montrer l'indépendance de la diplomatie française » conclura le résumé<sup>2</sup>. « L'indépendance » de la France devint un élément important lorsque la Chine populaire considérait la reconnaissance mutuelle d'après la théorie de « zone intermédiaire », que nous allons expliciter.

Quant à la politique chinoise vis-à-vis de la France, lorsque le président Mao retourna à sa théorie de « zone intermédiaire » après l'établissement de la Cinquième République, le PCC commença à considérer la possibilité d'une coopération antiaméricaine entre la France et la Chine. Le 8 juin 1958, le Ministre des Affaires étrangères chinois demanda à l'Ambassade de Chine en Suisse de renforcer les recherches concernant le développement

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume II, op.cit., pp.435-436.

<sup>2</sup> AMAEC, La situation de la France après 1958, le 24 septembre 1959, 110-00490-01, pp.1-35.

de la lutte des classes intérieures en France, les positions du général de Gaulle sur les contradictions franco-américaines et l'attitude du gouvernement français envers le camp socialiste<sup>1</sup>. A la suite des divergences publiques sino-soviétiques depuis 1960, la France souhaitait évidemment augmenter la chance d'un contact franco-chinois afin de négocier une reconnaissance mutuelle. Le 25 juin 1960, concernant la nouvelle négociation secrète franco-chinoise en Suisse proposée par la France, Luo Guibo pensait que le général de Gaulle espérait profiter d'établissement de la relation diplomatique avec la RPC pour élever le statut international de la France et persuader le gouvernement chinois de réduire son aide au mouvement de libération nationale de l'Algérie. Bien que Luo ait indiqué que cette proposition était une « intrigue » pour semer la discorde entre la Chine et l'Algérie, il considérait que le gouvernement chinois pourrait organiser un entretien avec les Français pour demander à la France de contenir l'expansionnisme américain, afin d'aggraver les tensions franco-américaines. « Il faut laisser savoir que la Chine populaire soutiendra la lutte française contre les États-Unis, avec gouvernement français » conclura Luo Guibo<sup>2</sup>. Le maréchal Chen Yi, ministre des Affaires étrangères de la Chine entre 1958 et 1972, consentit à cette proposition et l'envoya directement à l'Ambassade de Chine en Suisse le 25 juin 1960. Chen Yi indiqua cependant dans le télégramme que la RPC n'arrêterait pas son soutien du mouvement de l'indépendance algérien<sup>3</sup>.

La position chinoise concernant la guerre d'Algérie était un obstacle important à la reconnaissance franco-chinoise. Le PCC n'espérait pas sacrifier son appui au mouvement de libération nationale algérien, un intérêt révolutionnaire important aux yeux du PCC,

---

<sup>1</sup> AMAEC, Télégramme du Ministre des Affaires étrangères à l'Ambassade de Chine en Suisse, le 8 juin 1958, 110-00436-07, p.43.

<sup>2</sup> AMAEC, Demander les instructions sur le problème d'un entretien franco-chinois, le 22 juin 1960, 110-00544-01, pp.25-27.

<sup>3</sup> AMAEC, Instructions envoyées par le ministère des Affaires étrangères à l'Ambassade de Chine en Suisse, le 25 juin 1960, 110-00544-01, pp.28-29.

pour l'établissement des relations diplomatiques avec un pays du camp capitaliste. La négociation franco-chinoise était donc dans l'impasse. Il semble que les Français ne pouvaient pas comprendre l'idéologie maoïste de la Chine populaire. Le Quai d'Orsay pensait qu'il fallait continuer de tenter pousser à l'amélioration des relations entre la France et la Chine populaire malgré la guerre d'Algérie<sup>1</sup>. Les Français faisaient de vains efforts. En même temps, les Chinois commencèrent à considérer la possibilité de la chute du général de Gaulle à cause des problèmes algériens. Les informations recueillies par l'Ambassade de Chine en Suisse montrèrent que la situation intérieure française était instable et que plusieurs grèves étaient organisées contre l'administration du général de Gaulle<sup>2</sup>. Selon des enseignements présentés par un marchand français, les Chinois pensaient que « les fascistes » français souhaitaient de remplacer le général de Gaulle et que le Général était un homme à deux visages, à titre d'exemple, la solution politique de la guerre d'Algérie qui était seulement une façade pour tromper le peuple français<sup>3</sup>. L'analyse de la situation française par l'Ambassade de Chine en Suisse était négative. Un résumé indiqua que la chute de l'administration du général de Gaulle réduirait les contradictions franco-américaines<sup>4</sup>. Il semble que ce soit une des raisons pour laquelle le ministère des Affaires étrangères chinois ne sondait plus les intentions françaises sur le problème antiaméricain jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie. Bien que les Chinois ne pensent que la politique du Général pour cette guerre était une manipulation afin de stabiliser son pouvoir<sup>5</sup>, la situation d'apaisement de l'Algérie était en place sous les efforts de l'administration du général de Gaulle. Après la signature des accords d'Evian du 18 mars 1962, le 3 juillet, le gouvernement français reconnâtra l'indépendance de l'Algérie. La

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/521, Note pour le Ministre, le 3 février 1961.

<sup>2</sup> AMAEC, La situation intérieure de la France, le 28 juillet 1960, 110-00545-04, pp.35-37.

<sup>3</sup> AMAEC, Les informations présentées par le marchand français, le 20 septembre 1960, 110-00545-03, pp.42-43.

<sup>4</sup> AMAEC, L'intrigue des fascistes français, le 5 décembre 1960, 110-00545-10, pp.54-58.

<sup>5</sup> AMAEC, Les nouvelles manipulations du général de Gaulle sur le problème algérien, le 5 décembre 1960, 110-00545-11, pp.59-64.

Chine populaire approuva la position française. Le ministère des Affaires étrangères chinois inscrira donc la seconde fois d'une question de la coopération antiaméricaine entre la Chine et la France à l'ordre du jour.

Le 15 juin 1962, le ministère des Affaires étrangères chinois fit une analyse qui proposa d'inviter certains dirigeants français de visiter la RPC. L'auteur de cette analyse pensait : « Premièrement, les contradictions franco-américaines deviennent un grand problème dans le camp capitaliste. Deuxièmement, l'administration du général de Gaulle tente toujours d'améliorer les relations franco-chinoises pour lutter contre le contrôle américain. Nous devons donc faire preuve d'initiative dans la négociation de la normalisation des relations diplomatiques entre la Chine et la France afin de stimuler davantage le conflit franco-américain ». Cette analyse proposa que le gouvernement chinois invite un des proches du général de Gaulle à visiter la Chine pour sonder l'attitude française et influencer la politique française. Cette personne pouvait être, par exemple, Edgar-Jean Faure, l'ancien Première Ministre. Chen Yi accepta cette proposition et décida de négocier ce sujet avec la délégation française pendant la conférence de Genève sur le problème laotien<sup>1</sup>. Parallèlement, le ministère des Affaires étrangères chinois demanda à l'Ambassade de Chine en Suisse de garder des contacts avec les fonctionnaires français et de collectionner des renseignements afin de connaître l'attitude française, et de faire de la recherche sur comment approfondir les contradictions franco-américaines<sup>2</sup>. Cependant, les négociations franco-chinoises piétinèrent pendant la conférence de Genève. Chen Yi évita « toute expression qui pourrait être interprétés comme une avance précise »<sup>3</sup>. Au début de 1963, la divergence entre la France et les États-Unis sur le problème de la force de frappe et la dispute entre le

---

<sup>1</sup> AMAEC, La proposition pour inviter Edgar-Jean Faure, le 15 juin 1962, 110-01982-16, pp.1-3.

<sup>2</sup> AMAEC, Télégramme envoyé par le ministère des Affaires étrangères à l'Ambassade de Chine en Suisse, le 22 juin 1962, 110-01123-01, p.5.

<sup>3</sup> AMAE, 124QO/400, Entretiens avec la délégation chinoise (M.Chauvel-Maréchal Chen Yi), Entretien du mardi 6 juin 1961 à 19h.

Royaume-Uni et la France sur le marché commun, aux yeux du PCC, étaient une autre bonne occasion pour chercher à nouer des relations avec les Français. Le ministère des Affaires étrangères chinois proposa que le Conseiller de l'Ambassade de Chine en Suisse reprenne le contact avec son homologue français et que les correspondants de l'Agence de Presse Xinhua devaient renforcer le dialogue et la concertation avec les hommes politiques français marqués à gauche afin de recueillir les informations et connaître la position française. Zhou Enlai autorisa la tentative<sup>1</sup>.

Dans le même temps, les relations entre la Chine populaire et l'Union soviétique se détérioraient. Plusieurs programmes industriels et militaires aidés par l'URSS furent suspendus. Khrouchtchev rappela tous les experts soviétiques en Chine. La chute de l'alliance sino-soviétique stimula non seulement la croissance des importations françaises en RPC<sup>2</sup>, mais accéléra également la marche de la normalisation des relations diplomatiques entre la Chine et la France. Le 21 janvier 1963, Chen Dingmin, un correspondant de l'Agence de Presse Xinhua, (il était en fait un fonctionnaire chargé de la mission étrangère spéciale pour prendre le contact avec les Français et recueillir les informations), envoya un long rapport au Ministre des Affaires étrangères chinois. Chen indiqua que selon les renseignements qu'il avait obtenus, les capitalistes français pourraient reconnaître la Chine populaire, si le gouvernement chinois prenait activement des mesures. Aux yeux de Chen, il y avait quatre bénéfices à tirer de l'établissement des relations diplomatiques avec la France. Premièrement, ce serait une victoire dans la lutte contre les États-Unis. Cet événement diplomatique pourrait approfondir les contradictions entre les pays du camp capitaliste. Deuxièmement, l'Italie, la Belgique et le Luxembourg, influencés par la reconnaissance franco-chinoise, pourraient établir à leur tour des relations

---

<sup>1</sup> AMAEC, La proposition du ministère des Affaires étrangères chinois vis-à-vis la France, le 6 février 1963, 110-01984-01, pp.1-3.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/485, Télégramme de Chauvel, le 16 janvier 1962.

diplomatiques avec la Chine, ce qui pourrait aider la Chine populaire à entrer dans l'Organisation des Nations unies (ONU) et permettre d'isoler les États-Unis. Troisièmement, à la suite de l'établissement des relations diplomatiques franco-chinoises, la RPC pourrait fonder une « base » à Paris pour collectionner des renseignements sur le Bloc occidental afin de développer la lutte internationale contre l'impérialisme. Quatrièmement, la Chine populaire pourrait établir également une « position-clé » à Paris pour promouvoir les mouvements de libération nationale dans certains pays de l'Afrique qui maintenaient des contacts étroits avec la France<sup>1</sup>. L'opinion de Chen Dingmin présentait non seulement la nécessité de la reconnaissance franco-chinoise, mais aussi le rôle d'avenir pour l'Ambassade de Chine en France : une base pour transmettre l'idéologie révolutionnaire du PCC. Après deux mois, en mars 1963, l'Ambassade de Chine en Suisse finit un rapport secret demandé par le ministère des Affaires étrangères chinois. Ce rapport se concentrait sur trois voies : 1. l'histoire des contradictions franco-américaines ; 2. l'attitude soviétique sur les conflits franco-américains ; 3. la proposition concernant la politique diplomatique vis-à-vis de la France. Il n'y avait pas de nouveaux éléments dans la première partie. Dans la deuxième partie, ce rapport critiqua fortement la politique soviétique. Selon ce rapport, « les révisionnistes soviétiques vont à l'encontre de la théorie marxiste. L'URSS prend une mauvaise position concernant les conflits franco-américains. Le gouvernement soviétique assiste les États-Unis afin d'entraver l'indépendance de la France. D'une part, l'URSS ne pense pas que les États-Unis soient l'ennemi numéro un du monde entier. D'autre part, l'URSS espère coopérer avec les États-Unis pour dominer le monde. Le gouvernement soviétique essaye en vain de résoudre des problèmes globaux par la coopération américano-soviétique ». De fait, « les révisionnistes soviétiques ne peuvent pas distinguer l'ami de l'ennemi. Ils collaborent avec l'ennemi principal, mais ils

---

<sup>1</sup> AMAEC, Lettre de Chen Dingmin à Chen Yi, le 21 janvier 1963, 110-01984-03, pp.8-15.

n'utilisent pas les contradictions franco-américaines. La politique soviétique est une grande erreur et n'est pas favorable pour le front uni contre l'impérialisme américaine » conclura le rapport<sup>1</sup>. Ce jugement montre que le PCC avait raison concernant sa politique vis-à-vis de la France aux yeux du PCC. Cette opinion démontre aussi la théorie des « deux zones intermédiaires » du président Mao.

Avant que Mao Zedong présente publiquement sa théorie, il semble que le PCC soit arrivé à une décision commune pour l'utiliser afin d'analyser la situation internationale et les relations franco-chinoises. « La situation internationale de la lutte des classes est très compliquée...La politique antiaméricaine de la France immobilise l'impérialisme américain. Nous pouvons profiter de cette situation pour frapper et isoler les États-Unis, ce qui fait partie de notre stratégie anti-impérialiste...La coopération franco-chinoise pour la lutte contre les États-Unis pourrait repousser indirectement le mouvement antirévissionniste afin de frapper l'Union soviétique... Il faut donc améliorer activement les relations franco-chinoises... Nous pouvons inviter les hommes politiques français à visiter la Chine » conclura la troisième partie du rapport<sup>2</sup>.

Il semble que ces deux propositions influencèrent la politique du gouvernement chinois relative à la France. Le 15 mars 1963, le ministère des Affaires étrangères chinois demanda à l'Ambassade de Chine en Suisse de commencer de choisir certains hommes politiques français et à sonder ses intentions. « Vous ne pouvez pas les forcer à visiter la Chine. S'ils veulent de leur propre chef visiter la Chine, nous les inviterons »<sup>3</sup>. Concernant la propagande, le 30 mai 1963, le Ministre des Affaires étrangères chinois proposa de

---

<sup>1</sup> AMAEC, Rapport de l'Ambassade de Chine en Suisse, le mars 1963, 110-01984-03, pp.23-37.

<sup>2</sup> Ibid..

<sup>3</sup> AMAEC, Télégramme du ministère des Affaires étrangères à l'Ambassade de Chine en Suisse, le 15 mars, 110-01984-01, pp.4-5.

souligner le rôle du général de Gaulle dans les contradictions franco-américaines et de ne pas mentionner le nom du Général en critiquant les politiques français. Il décida également d'arrêter de critiquer fortement dans la diplomatie française<sup>1</sup>. Le 20 août 1963, Edgar-Jean Faure, en tant qu'émissaire du général de Gaulle, montra son désir de visiter la Chine populaire à l'ambassadeur de Chine en Suisse<sup>2</sup>. Le gouvernement chinois demanda donc rapidement au ministère des Affaires étrangères chinois de l'inviter officiellement et de dresser un programme complet<sup>3</sup>. Le 21 octobre 1963, Faure et sa femme arrivèrent en Chine, ce qui marqua le début du procès de reconnaissance mutuelle. A la suite des séries de négociations durant trois mois, la PRC et la France établirent les relations diplomatiques le 27 janvier 1964. Aux yeux du PCC, ce grand événement était un triomphe diplomatique guidé par la théorie des « deux zones intermédiaires ». Cependant, les divergences franco-chinoises sur le problème vietnamien résulteraient également de la théorie des « deux zones intermédiaires ».

### **2.3 L'approche internationale du général de Gaulle et la situation isolée française concernant la diplomatie vis-à-vis du Vietnam**

« D'après l'adage, il est difficile de gagner autour d'une table ce qu'on n'a pu gagner sur le champ de bataille » confia le président Kennedy<sup>4</sup>, quand il fut reçu par le général de Gaulle en mai 1961 à Paris. Le Général proposait son idée de paix pour la guerre du Vietnam au cours de cet entretien. Aux ses yeux, la neutralisation de l'Asie du Sud-est serait la seule politique favorable pour l'Occident en vue de maintenir leur présence

---

<sup>1</sup> AMAEC, Proportion du ministère des Affaires étrangères, le 30 mai, 110-01189-03, pp.51-52.

<sup>2</sup> AMAEC, Télégramme de l'Ambassade de Chine en Suisse au ministère des Affaires étrangères, le 24 août 1963, 110-01982-16, pp.9-11.

<sup>3</sup> AMAEC, Télégramme du ministère des Affaires étrangères à l'Ambassade de Chine en Suisse, le 29 août 1963, 110-01982-01.

<sup>4</sup> Comptes Rendu des entretiens de Gaulle-Kennedy (31 mai-2 juin), CR256, *DDF*, 1961, Tome I, Paris : Imprimerie Nationale, 1997, pp.669-681.

économique et culturelle, ce qui pourrait empêcher l'expansion communiste, mais la réaction du président des États-Unis fut négative. Les États-Unis craignaient un « effet domino » en Asie du Sud-est : si le communisme contrôlait la région du Vietnam, il contrôlerait le Laos, puis le Cambodge, ensuite la Thaïlande et finalement toute la région. Ce serait une situation que les États-Unis ne pourraient pas accepter. Face aux attaques militaires du Viêt-Cong et du Nord-Vietnam, cette hypothèse guida la politique du gouvernement américain jusqu'en 1968. Kennedy et Johnson ignorèrent le projet du général de Gaulle et « l'expérience française » de la guerre d'Algérie et de la guerre d'Indochine. Le problème du Vietnam était dans l'impasse quand le gouvernement américain tenta d'appliquer la solution militaire et entraîna l'escalade du conflit.

En tant qu'ancienne colonie française, la région indochinoise maintenait encore des contacts politiques et économiques avec le gouvernement français après la conférence de Genève de 1954. Au Laos et en Cambodge, Pierre Mendès France, président du Conseil, souhaitait « conserver une présence française ». La France maintenait 5,000 soldats au Laos. Au Sud-Vietnam, il y avait beaucoup de collègues français, d'hôpitaux français et de plantations. Cependant, l'inaptitude de la France incita les États-Unis à l'y remplacer dans cette région. Le maintien d'une présence de la France excédait les capacités du gouvernement français à ce moment-là, à cause de la stratégie et du problème financier<sup>1</sup>. La région indochinoise avait quitté le contrôle français, mais était tombée dans l'orbite des États-Unis et de la Chine populaire.

Après l'établissement de la Cinquième République, quant au général de Gaulle, son idée de paix relatif au problème du Vietnam était une initiative judicieuse pour rétablir

---

<sup>1</sup> Laurent Cesari, *Les Grandes Puissances et le Laos, 1954-1964*, Arras : Artois Presses Université, 2007, pp.20-23.

l'influence française dans la région indochinoise et « la grandeur » de la France. En fait, en avril 1960, le Général commença à s'intéresser à l'Indochine. Il décida de prendre le monopole de l'instruction de l'armée laotienne<sup>1</sup>. Il souhaitait également maintenir une influence française en Indochine. Dans cette circonstance, la France soutenait donc la conférence de Genève sur le Laos. La France soutenait un cabinet provisoire tripartite dirigé par Phouma. Paris essayait de réaliser la neutralisation du Laos contrôlée par la communauté internationale. L'effort du gouvernement français facilitait finalement la signature des accords<sup>2</sup>. Depuis 1962, la France fournissait le Laos d'une aide économique, culturelle et militaire (huit millions de dollars par an)<sup>3</sup>. Concernant le Vietnam, le général du Gaulle confia à Simon Quirielle, délégué général de la France à Hanoi : « Mon désir, mon souhait, en un mot ma politique, c'est qu'à la fin du conflit, la France retrouve au nord, comme au sud du Vietnam, une position privilégiée »<sup>4</sup>. Alors que la situation vietnamienne se détériorait depuis 1960 à cause de la politique radicale du Nord-Vietnam, Nord et Sud Vietnam confondus souhaitaient l'intervention française dans les affaires vietnamiennes. Le 27 mars 1961, Pham Van Dong, premier ministre du Nord-Vietnam, dit au délégué général de la France à Hanoi que la France était appelée à jouer un rôle important dans le Sud-est asiatique. « Si la France se refuse à jouer ce rôle, la RDV aura beaucoup à y perdre ; quant à la France, elle aura tout perdu » conclura Pham Van Dong<sup>5</sup>. Le 1<sup>er</sup> juin, il indiqua aussi aux Français que le gouvernement français devait réaliser que la réunification du Vietnam serait réglée tôt ou tard, certainement plus vite que la France ne le pensait. « N'oubliez pas que vous avez au Sud-Vietnam des intérêts économiques et financiers considérables » dit le Premier ministre du Nord-Vietnam<sup>6</sup>. Concernant le Sud-

---

<sup>1</sup> Ibid., p.128.

<sup>2</sup> Ibid., pp.221-226.

<sup>3</sup> Ibid., p.287.

<sup>4</sup> Note pour la direction d'Asie, 18 décembre 1967, N319, *DDF*, 1967, Tome II, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2008, pp. 811-812.

<sup>5</sup> Télégramme, n° 47/53, le 22 janvier 1961, T34, *DDF*, 1961 Tome I, op. cit., pp.87-88.

<sup>6</sup> Télégramme, n° 209, le 3 juin 1961, T266, *DDF*, 1961 Tome I, op. cit., pp.710-711.

Vietnam, le 24 juin 1961, pendant l'entretien entre Michel Debré, premier ministre français et Ngo Dinh Nhu (frère cadet et conseiller de Ngo Dinh Diem, président du Sud-Vietnam), Nhu manifesta la crainte que la France ne se désintéresse progressivement de son pays. Il pensait que le Vietnam s'était toujours attaché à entretenir des rapports étroits avec la France et que l'héritage culturel français faisait partie intégrante du patrimoine vietnamien. « La politique de Washington n'a jamais eu pour but de détacher le Vietnam de la France » souligna Nhu<sup>1</sup>. Les positions vietnamiennes stimulèrent l'intervention politique française dans la guerre du Vietnam. L'intervention de la France dans le problème vietnamien devint une étape principale pour le retour français dans les affaires de l'Asie-Pacifique.

« Les graves événements qui se déroulent au Vietnam sont suivis à Paris avec attention et avec émotion...D'autre part, la connaissance qu'elle a de la valeur de ce peuple lui fait discerner quel rôle il serait capable de jouer dans la situation actuelle de l'Asie, pour son propre progrès et au bénéfice de la compréhension internationale, dès lors qu'il pourrait déployer son activité dans l'indépendance vis-à-vis de l'extérieur, la paix et l'unité intérieures, la concorde avec ses voisins. Aujourd'hui plus que jamais c'est que la France souhaite au Vietnam tout entier. Il appartient naturellement à son peuple, et à lui seul, de choisir les moyens d'y parvenir, mais tout effort national qui serait entrepris au Vietnam à cette fin trouverait la France prête, dans la mesure de ses propres possibilités, à organiser avec ce pays une cordiale coopération »<sup>2</sup>. Cette déclaration du Général au cours du conseil des ministres du 29 août 1963 était la première prise de position publique de l'Élysée sur le Vietnam. Par la suite, le 31 janvier 1964, la neutralisation de l'Asie du Sud-est fut publiquement proposée par le Général au cours de la conférence de presse. D'après lui, la neutralisation serait la meilleure option, au moins, pour le Sud-Vietnam, le Cambodge et

---

<sup>1</sup> Entretien Debré-Ngo Dinh Nhu, le 24 juin 1961, CR303, *DDF*, 1961 Tome I, op. cit., p.938.

<sup>2</sup> La déclaration du général de Gaulle, le 31 août 1963, *Le Monde*.

le Laos<sup>1</sup>. Le 23 juillet 1964, le Général proposa publiquement une conférence internationale sur les problèmes indochinois. Dans la conception du gouvernement français, les pays principaux intéressés par les affaires indochinoises devaient organiser une conférence internationale. Les nouveaux accords de la conférence mettraient fin aux interventions étrangères en Indochine pour rétablir la paix et établir une région neutre<sup>2</sup>. Aux yeux du général de Gaulle, la neutralisation négociée par une conférence internationale, comme la conférence de Genève de 1954 et de 1962, serait favorable pour le rétablissement de paix au Vietnam, le rétablissement de la neutralité du Laos et la consolidation de la neutralité du Cambodge. Finalement, une région neutre indochinoise sous le contrôle international apaiserait les tensions en Asie du Sud-est<sup>3</sup>. D'une part, si le plan de paix du général de Gaulle était réalisé, l'influence des États-Unis serait réduite. La France, à l'initiative de la conférence, pourrait en profiter pour retrouver en Indochine « une position privilégiée ». D'autre part, la France servirait de « médiateur » entre l'Ouest et l'Est pendant les négociations, ce qui montrerait que la France peut encore jouer un rôle important dans les affaires internationales. L'organisation et la participation à la conférence serait donc favorable à la construction de l'image de la France comme une « grande puissance ». Certes, le général de Gaulle souhaitait maintenir une influence occidentale pour abstenir le communisme en Indochine. C'était un point commun entre la France et les États-Unis. La neutralisation n'impliquerait pas nécessairement la réunification du

---

<sup>1</sup> Sous la direction de Pierre Journoud, *L'évolution de débat stratégique en Asie du Sud-Est depuis 1945*, Études de l'IRSM, 2012-N°4, p.38.

<sup>2</sup> Conférence de presse du 23 juillet 1964, <https://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00095/confere-nc-de-presse-du-23-juillet-1964.html>.

<sup>3</sup> Télégramme, n° 362 /370, le 15 janvier 1964, T25, *DDF*, 1964, Tome I, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien : Peter Lang, 2002, pp.44-47 ; Note de la direction d'Asie-Océanie CLV, Nouveau message du prince Sihanouk au sujet d'une conférence sur la neutralité des pays d'Indochine, le 23 avril 1964, N190, pp.436-438 ; Lettre du général de Gaulle au Prince Sihanouk, le 5 mai 1964, pp.474.

Vietnam. En outre, Saïgon devait être un régime non-communiste sous la garantie internationale<sup>1</sup>.

On peut penser que l'origine du gaullisme dans le Bloc occidental était une résistance contre l'approche internationale dirigé par les États-Unis. Après la seconde guerre mondiale, face à la menace soi-disant du Bloc communiste, les conflits entre les pays occidentaux ont été réconciliés et la coopération internationale est devenue nécessaire. C'est l'approche internationale du Bloc occidental. Depuis le plan Marshall soutenu par les États-Unis, le résultat de la coopération a été l'unification du commerce, de l'idéologie et de la stratégie. Cependant, avec la reprise de l'économie, Certains pays occidentaux, comme par exemple, la France, ont commencé à chercher l'autonomie des États-Unis. Le général de Gaulle voulait exécuter une politique diplomatique indépendante vis-à-vis des États-Unis en vue d'amorcer une détente entre l'Est et l'Ouest. Le gaullisme devint donc une approche internationale de « la force indépendante » en vue de lutter contre le système bipolaire. Certainement, l'objectif du Général était de rétablir « la grandeur » de la France dans les affaires internationales. De fait, les problèmes indochinois devinrent un enjeu important de la politique asiatique du gouvernement français. Cependant, les capacités françaises n'étaient pas à la hauteur des désirs du général de Gaulle. Dans le système bipolaire, les résultats de la politique d'indépendance française contre le contrôle américain étaient souvent mauvais. Bien que le général de Gaulle ait pensé la France comme « le centre de l'Europe », la France se trouvait en fait relativement isolée en Europe dans sa proposition de résoudre le problème vietnamien par une solution politique. Il y avait une divergence entre les pays d'Europe occidentale et la France à cause d'intérêts divergents en Asie du Sud-est, et d'impératifs de sécurité nationale. Concernant la menace soviétique,

---

<sup>1</sup> Laurent Cesari, *Les Grandes Puissances et le Laos, 1954-1964*, op.cit., p.279.

les Allemands, les Italiens et les Belges étaient obligés d'afficher en public un soutien prudent aux États-Unis. Quant au gouvernement britannique, il avait besoin du soutien américain dans le problème malaisien. Londres avait donc choisi d'apporter sa caution à la position américaine au Vietnam. Le général de Gaulle ne pouvait donc pas trouver un pays important qui soutienne son idée de paix, afin de créer une dynamique suffisamment forte pour influencer les décisions de la Maison Blanche<sup>1</sup>.

Ça semblait être une des raisons pour laquelle le général de Gaulle décida de trouver des alliances en Extrême Orient pour exécuter son idée de paix. La Chine populaire et l'Union soviétique, les deux principaux pays intéressés par le problème du Vietnam, étaient naturellement des pays que le gouvernement français voulait essayer de convaincre de soutenir ces propositions. D'une part, la France tenta donc d'améliorer sa relation avec l'Union soviétique pour diminuer la tension internationale qui existait à cause de la guerre froide et pouvoir avoir une discussion avec l'Union soviétique sur le problème vietnamien. D'autre part, la France voulait rompre les relations diplomatiques avec Taiwan et reconnaître la RPC.

#### **2.4 Le rôle chinois dans le problème du Vietnam aux yeux des Français et l'objectif du général de Gaulle pour une reconnaissance mutuelle**

Dans le Sud-est asiatique, et particulièrement au Vietnam, c'était un fait que l'existence de la Chine populaire ne pouvait être ignorée. La Chine était même un acteur déterminant pour le problème indochinois pendant la guerre froide. La Quatrième République s'était aperçue que la RPC avait un rôle très important dans la guerre d'Indochine. Le

---

<sup>1</sup> Pierre Journoud, *De Gaulle et le Vietnam (1945-1969)*, Paris : Tallandier, 2011, pp.180-181.

gouvernement du PCC soutenait fortement la lutte du Vietminh contre la France. Il servait aussi de médiateur entre les deux pays belligérants pendant la Conférence de Genève et finalement a contribué à faire réussir la signature des accords de Genève sur l'Indochine en 1954. D'après les archives des affaires étrangères françaises dans ma base de données, nous pouvons découvrir que le Quai d'Orsay faisait toujours attention au développement de la situation dans la région indochinoise depuis 1954. Grace à la politique extérieure « modérée » de la Chine populaire, les pays d'Asie Sud-est avaient le sentiment d'être engagés dans une sorte de course pacifique avec la Chine sur le plan du développement politique, économique et social. Le lien économique entre l'Asie du Sud-est et la Chine populaire était renforcé par les colonies chinoises dans cette région. Les pays du Sud-est asiatique étaient tous impressionnés par la puissance du régime communiste<sup>1</sup>. En mars 1959, le Quai d'Orsay pensait que concernant les affaires indochinoises, l'objectif majeur de la politique du PCC restait de disloquer la chaîne des bases américaines de l'Océan Pacifique et d'obtenir le départ des forces américaines d'Extrême-Orient, ce qui pouvait expliquer l'attitude de la Chine vis-à-vis du Vietnam. Le Quai d'Orsay indiqua que la Chine populaire s'était trouvée renforcée dans la péninsule indochinoise en accroissant considérablement son aide au Nord-Vietnam depuis 1959, en installant une représentation diplomatique à Phnom-Penh et en conjuguant ses efforts avec ceux d'Hanoi pour exercer une forte pression sur le Royaume du Laos<sup>2</sup>. Aux yeux des Français, les dirigeants chinois espéraient maintenir l'équilibre des forces dans la péninsule indochinoise afin de former une zone pacifique pour leur second plan quinquennal (le Grand Bond en avant)<sup>3</sup>. La Chine populaire montra un certain esprit de conciliation, comme si elle voulait éviter tout sujet de tension en matière de politique étrangère, sauf vis-à-vis des États-Unis<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/503, Importance de la Chine nouvelle dans l'Asie du Sud-est, le 25 juillet 1956.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/503, La politique extérieure de la Chine populaire, le mars 1959.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/503, La politique extérieure du PCC, le 27 avril 1959.

<sup>4</sup> AMAE, 119QO/503, La Chine et la détente, le 12 février 1960.

Il y avait donc trois aspects de la politique diplomatique de la Chine populaire concernant la région indochinoise aux yeux des Français. Premièrement, le Cambodge, le Nord-Vietnam et les neutralistes du Laos devinrent un enjeu important du PCC dans cette région et dans des affaires du Bloc socialiste. L'influence de la RPC s'accroissait rapidement dans les affaires indochinoises<sup>1</sup>. Deuxièmement, les Cinq Principes de la Coexistence pacifique du PCC montrèrent la politique extérieure « modère » de la RPC. La Chine populaire soutenait toujours les accords de Genève de 1954 et de 1962 pour la paix d'Indochine et la réunification pacifique du Vietnam, mais la présence des États-Unis menaçait la paix de cette région aux yeux du PCC. Le 10 mai 1963, pendant la réception offerte par le président Ho Chi Minh pour la délégation chinoise, Liu Shaoqi indiqua que la Chine populaire soutenait toujours la lutte légitime et patriotique du peuple vietnamien et la lutte sacrée pour la réunification pacifique du Vietnam. Liu ajouta que le gouvernement chinois dénonçait les opérations américaines qui sabotaient les accords de Genève de 1954 et empêchaient la réunification pacifique du Vietnam<sup>2</sup>. En outre, aux yeux des Chinois, la transformation du Sud-Vietnam en une base militaire par les États-Unis était une vraie agression de l'Asie du Sud-est<sup>3</sup>. Il y avait donc la possibilité d'un conflit sino-américain en Asie du Sud-est. Troisièmement, l'objectif majeur des Chinois, au service duquel s'exerçait leur politique extérieure, était avant tout nationale. D'un point de vue nationaliste, ils apparaissaient légitimes et sains : édification économique, retour de la Chine à sa place et à son rôle dans le monde, affirmation d'un « leadership » à la mesure de ses capacités<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/504, Politique de la Chine populaire en Asie, le 18 mars 1961 ; Données de la politique extérieure chinoise, le 6 janvier 1964.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/586, Discours du Président Liu Shao-Chi lors de la réception offerte par le Président Ho Chi Minh, le 10 mai 1963

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/504, Discours de Li Fu-Chun au congrès du Parti Lao Dong de la RDVN, le 10 octobre 1960 ; Télégramme de l'Ambassade de France en Japon, le 7 avril, 1963.

<sup>4</sup> AMAE, 119QO/504, n°10/AS(b), Données de la politique extérieure chinoise, le 11 février 1964.

Lorsque le général de Gaulle envisageait la relation entre la RPC et les affaires vietnamiennes, il voyait l'essence de la guerre comme un conflit entre la Chine et les États-Unis. Les États-Unis ne pouvaient pas gagner la guerre, mais le Nord-Vietnam, aidé par la Chine, ne pouvait pas non plus espérer une franche victoire. Quant à la Chine, elle ne voulait pas prolonger le conflit et avait besoin d'une longue période de calme pour pouvoir se concentrer sur son développement. « La présence, ou l'influence prédominante soit de la Chine, soit des États-Unis, étant inacceptable pour l'autre partie, la seule hypothèse valable est celle de la neutralité » et la Chine « pourra entrer en rapports normaux avec les États-Unis »<sup>1</sup>. Deuxièmement, la position du gouvernement chinois, selon les informations obtenues par le Quai d'Orsay, montra la possibilité d'une coopération franco-chinoise pour le problème vietnamien. Le gouvernement chinois soutenait publiquement le retour aux accords de Genève de 1954 pour apaiser les tensions au Vietnam<sup>2</sup>. Aux yeux du général de Gaulle, il fallait résoudre le problème vietnamien à partir des accords de Genève de 1954. Il y avait donc une analogie entre les positions chinoises et françaises, ce qui serait favorable aux négociations franco-chinoises<sup>3</sup>. Troisièmement, grâce à la position dominante de Pékin vis-à-vis d'Hanoi à ce moment-là, si la France pouvait prendre le contact avec la RPC, la France pourrait avoir un impact sur le Nord-Vietnam grâce à l'influence de la Chine. Ensuite, si l'URSS, la RPC et le Nord-Vietnam acceptaient l'idée gaulliste, les États-Unis seraient obligés de participer à cette négociation sous la pression communiste. En même temps, l'ingérence des États-Unis pourrait être éliminée après la guerre. Finalement, de Gaulle ne souhaitait pas voir l'influence chinoise revenir dans cette

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/527, Instructions pour Monsieur Paye, le 11 mai 1964, p.7.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/504, Télégramme, n° 443/AS, Discours de Li Fu-ch'un au Congrès du Parti Lao Dong de la RDVN et controverse doctrinale sino-soviétique, le 10 octobre 1960 ; n°10/AS(b), Données de la politique extérieure chinoise, le 11 février 1964.

<sup>3</sup> Comptes rendus des entretiens de Gaulle-Kennedy (31 mai-2 juin), CR256, DDF, 1961, Tome I, op.cit., pp. 669-681 ; AMAE, 119QO/527, Points essentiels traités lors de l'audience du général de Gaulle accordée à l'Ambassadeur de Chine, M. Huang Chen, à l'Élysée, le 19 juin 1964.

région d'autant plus que la Chine était devenue une puissance communiste. Le Général souligna devant ses alliés occidentaux que la reconnaissance d'un pays communiste n'était donc pas l'approbation de son régime politique<sup>1</sup>. Il pensait que si la France établissait des relations diplomatiques avec la Chine populaire, elle pourrait empêcher la Chine d'intervenir directement ou indirectement dans des affaires vietnamiennes et éviter au Vietnam une emprise à la fois communiste et chinoise. Autrement dit, c'était une opération diplomatique pour « défendre » et « préserver » l'indépendance du Vietnam<sup>2</sup>.

La chute de l'alliance sino-soviétique présentait à la fois une opportunité pour la reconnaissance mutuelle aux yeux du général de Gaulle. Depuis 1960, le dispute entre Moscou et Pékin conduirait finalement à la chute de cette alliance importante dans le Bloc socialiste. Après cet événement, la normalisation des relations franco-chinoises était amorcée. L'image d'une Chine se « réorientant » par rapport au reste du monde, à la suite de sa rupture avec l'URSS, était plus vraie encore dans le domaine diplomatique. Cette rupture entrava sérieusement l'indépendance et la liberté de manœuvre de la Chine<sup>3</sup>. Aux yeux du Quai, le camp socialiste ayant un seul centre à Moscou, se trouva scindé en deux à cause du avec le différend russo-chinois. La Chine devint du fait de sa rupture avec la Russie réellement indépendante et, par conséquent, un facteur important de la politique internationale. Il n'était avantage pour la France de laisser les Chinois repliés sur eux-mêmes, sans aucun contact avec le monde extérieur<sup>4</sup>. « L'indépendance » de la Chine signifia l'apparition d'un « system bipolaire » dans le camp socialiste. Avant les divergences entre la Chine populaire et l'Union soviétique, le gouvernement français pensait qu'il n'était pas nécessaire de discuter les affaires internationales avec la Chine

---

<sup>1</sup> Document 4, Circular Telegram from the Department of State to the Embassy in France, January 18, 1964, *FRUS*, 1964-1968, Volume XXX, China, pp. 6-8.

<sup>2</sup> Télégramme, n° 149/150, le 25 janvier 1964, T47, *DDF*, 1964, Tome I, op.cit., pp. 106-108.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/504, Données de la politique extérieure chinoise, le 6 janvier 1964.

<sup>4</sup> Télégramme, n° 91/97, le 26 janvier 1964, T47, *DDF*, 1964, Tome I, op.cit., pp.106-108.

populaire, parce que l'URSS avait un ascendant sur la Chine et avait toujours le dernier mot. Par la suite, l'administration du général de Gaulle pensait qu'il fallait négocier directement avec la Chine populaire. La reconnaissance mutuelle entre la France et la Chine pourrait établir un « canal » important pour discuter des problèmes asiatiques, particulièrement des problèmes de l'Asie de Sud-est avec la Chine. Le rétablissement des relations diplomatiques sino-français, aux yeux du gouvernement français, pourrait maintenir la foi les accords de Genève de 1954<sup>1</sup>. Nous pouvons conclure que d'une part, le problème indochinois est une des raisons essentielles pour le rétablissement des relations diplomatiques franco-chinoises.

Dans les années 1960, la Chine populaire était une « force indépendante » dans le camp socialiste. De son côté, la France montrait un caractère indépendant face à l'influence américaine. Les deux pays étaient également isolés dans leurs Blocs respectifs. L'analogie de leurs situations aida à la reconnaissance mutuelle. C'était vraiment une opportunité naturelle de la marche de l'histoire. Cependant, le processus n'allait pas de soi. Il y avait des opinions divergentes très grandes sur le problème algérien entre la France et la Chine. De fait, à partir de juillet 1962, après avoir reconnu l'indépendance de l'Algérie, la France poussait finalement à négocier avec la Chine populaire la reconnaissance mutuelle. Lorsque Edgar Faure envoyé par le général de Gaulle, il semble que le président de la Cinquième République lui demanda de sonder l'attitude chinois sur les problèmes indochinois. Lors de l'entretien entre le président Mao et Faure le 2 novembre 1963, après la discussion sur la situation du Sud-Vietnam, Faure indiqua au président Mao que si la France pouvait établir les relations diplomatiques avec la Chine populaire, la coopération sino-française jouerait un rôle important dans les affaires internationales. Bien que la

---

<sup>1</sup> Document 4, Circular Telegram from the Department of State to the Embassy in France, 18 January 1964, *FRUS, 1964-1968*, Volume 30, China, pp.6-8.

France n'ait plus d'intérêt colonial en Asie, dit Faure, elle connaissait bien les problèmes asiatiques et avait une influence culturelle sur l'Indochine. « Le gouvernement français espérait la paix de la région indochinoise » conclura Faure. Cependant, l'attitude de Mao Zedong fut ambiguë. Il ne donna aucun commentaire à propos de Faure. Il dit seulement que les États-Unis bloquaient le siège autour la Chine par leurs alliances, comme par exemple, avec le Thaïlande et le Sud-Vietnam<sup>1</sup>. Le 27 janvier 1964, le Communiqué conjoint franco-chinois marqua l'établissement de relations diplomatiques entre la Cinquième République française et la République populaire de Chine. Les opérations diplomatiques françaises vis-à-vis de la RPC sur le problème du Vietnam commencèrent rapidement.

---

<sup>1</sup> AMAEC, L'entretien parmi Mao Zedong, Faure et sa femme, le 2 novembre 1963, 110-01982-14, pp.20-29.



## **Chapitre 3 : Les négociations franco-chinoises sur les propositions de paix du général de Gaulle concernant le Vietnam**

### **3.1 La commencent de la recherche chinoise concernant les propositions gaullistes sur l'Asie du Sud-est**

Le 31 janvier 1964, quatre jours après l'établissement des relations diplomatiques franco-chinoises, pendant une conférence de presse, le général de Gaulle exprima ouvertement le rôle important de la RPC sur des affaires asiatiques : « Il n'y a effectivement, en Asie, aucune réalité politique concernant, notamment, le Cambodge, le Laos, le Vietnam, ou bien l'Inde, le Pakistan, l'Afghanistan, la Birmanie, la Corée, ou bien la Russie soviétique, ou bien le Japon etc., qui n'intéresse ou ne touche la Chine. Il n'y a, en particulier, ni guerre, ni paix, imaginables sur ce continent sans qu'elle y soit impliquée. C'est ainsi que serait absolument inconcevable en dehors d'elle un accord éventuel de neutralité relatif aux États du Sud-est asiatique... »<sup>1</sup>. Cette conférence de presse transmet clairement un signal à la Chine populaire pour mener une coopération franco-chinoise sur les problèmes indochinois. Le Général espérait que la France devait pouvoir entendre directement la Chine et aussi s'en faire écouter<sup>2</sup>. Le discours du Général est apparu comme une « attaque surprise » vis-à-vis de la Chine, le PCC ne se préparait pas à répondre rapidement et clairement à la France. Selon les archives chinoises, nous pouvons découvrir que le gouvernement chinois n'avait pas inscrit les questions indochinoises à l'ordre du jour pendant les négociations à enlever avec la France. Aux yeux des Chinois, les questions relatives aux échanges techniques, à l'entrée à l'ONU et aux pays africains étaient plus

---

<sup>1</sup> Charles de Gaulle, Discours pendant la conférence de presse tenue au Palais de l'Élysée : le 31 janvier 1964, <http://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00382/conference-de-presse-du-31-janvier-1964.html>

<sup>2</sup> Ibid..

importantes que les affaires vietnamiennes<sup>1</sup>. Le 3 février 1964, le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine donna des instructions à chaque ambassade et consulat. Il indiquait que les ambassadeurs et les diplomates ne devaient pas faire de critique sur le discours du général de Gaulle. « Si quelqu'un demande une question sur la neutralisation, il faut ne faire aucun commentaire et changer rapidement le sujet »<sup>2</sup>. Face aux propositions concernant une solution politique du problème vietnamien du général de Gaulle, la Chine avait besoin de réfléchir. Avant de prendre contact avec des personnels diplomatiques français pour entamer la discussion, le ministère des Affaires étrangères de la RPC était obligé de collecter des informations et de trouver une réponse à la proposition française.

Les archives du ministère des Affaires étrangères de la RPC montrent que les Chinois ont utilisé des commentaires sur l'actualité publiés dans des journaux pour construire une première image de la neutralisation proposée par le Général. En février 1964, beaucoup de commentaires publiés dans des journaux étrangers avaient été transmis en Chine et étaient devenus des références internes pour étudier les propositions gaullistes. Une référence interne, rédigée le 26 février 1964 à partir des critiques des *Nouvelles Quotidiennes*, un journal japonais connu, affirmait que « la nouvelle politique en Asie » du général de Gaulle se concentrait sur l'établissement des relations diplomatiques franco-chinoises. Établir une région neutre, composée du Sud-Vietnam, du Laos et du Cambodge, pour éliminer l'influence de la RPC, obliger les États-Unis à se retirer de la région d'Indochine, reprendre des privilèges français et obtenir la réunification du Vietnam, tel était le but du Général<sup>3</sup>. Selon *le Chûôkôron*, une revue littéraire japonaise, le rédacteur concluait que des

---

<sup>1</sup> AMAEC, Lettre de Chen Dingmin à Chen Yi, le 21 janvier 1963, 110-01984-03, pp.8-15.

<sup>2</sup> AMAEC, Comment faire connaître votre position sur le discours du général de Gaulle dans la conférence de presse, 110-02007-05, p.57, 4 février, 1964.

<sup>3</sup> AMAEC, Les références internes : le projet gaulliste sur des problèmes d'Indochine, 110-01222-05, pp.176-177.

circonstances historiques de la neutralisation de l'Asie du Sud-est étaient la tendance forte du neutralisme et du nationalisme dans « le tiers monde ». Le général de Gaulle profitait de cette tendance pour établir la neutralité de l'Indochine pour stabiliser la neutralité du Laos, par la suite, établir la neutralité du Cambodge, et finalement établir celle du Vietnam, ce qui exercerait une influence sur la Chine et construirait une zone neutre pour empêcher l'expansionnisme communiste<sup>1</sup>. S'appuyant sur *le Yomiuri*, un journal japonais connu, le rédacteur pensait que de Gaulle envisageait un « projet » de réunification du Vietnam débutant par une trêve, puis par une liberté de mouvement entre le nord et le sud, enfin par la réunification, basée sur des accords de Genève de 1954. Le rédacteur pensait qu'il s'agissait seulement d'une première étape ; en fait, établir une zone neutre sans influence communiste en l'Indochine était le final but du Général<sup>2</sup>. Il était nécessaire d'utiliser les informations des médias pour connaître les propositions du général de Gaulle à une époque où la Chine se trouvait dans une situation d'isolement diplomatique, mais ce n'était pas suffisant. En mars, les diplomates chinois en France qui se chargeait de la préparation de l'arrivée de l'Ambassade de Chine pensaient que le rétablissement des relations diplomatiques avec la Chine populaire renforçait la politique gaulliste vis-à-vis des problèmes indochinois<sup>3</sup>.

Pour faire répondre aux actions diplomatiques françaises dont le but était d'entendre directement la Chine, il fallait obtenir directement des informations pour analyser l'intention du général de Gaulle. Le PCC, tout comme auparavant, ne comptait pas répondre à la France. C'est la raison pour laquelle *Des principes de travail et des tâches d'Ambassade de la RPC en France*, élaboré par le Département des Affaires d'Europe du ministère des Affaires étrangères chinois, indiquait au personnel diplomatique qu'il fallait

---

<sup>1</sup> Ibid., pp.178-180.

<sup>2</sup> Ibid., p.180.

<sup>3</sup> AMAEC, La situation extérieure de la France, 1<sup>er</sup> mars 1964, 117-01140-05, p. 7.

ne pas faire connaître sa position claire et nette sur les propositions du général de Gaulle, mais on pouvait espérer que le gouvernement français respectait les accords de la Conférence de Genève en 1954 et 1962 en traitant des affaires de l'Asie du Sud-est. *Des principes de travail et des tâches d'Ambassade de la RPC en France* indiquait également : « Il faut travailler en parfaite collaboration et mener des recherches sur des politiques diplomatiques françaises qui se concentrent sur le problème chinois et sur le problème de l'Asie du Sud-est »<sup>1</sup>. Le 7 juin 1964, Huang Zhen, ambassadeur de la RPC en France présenta ses lettres de créance au général de Gaulle et Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères français.

Comme la Chine, le Quai d'Orsay donna également des instructions à l'Ambassadeur, Lucien Paye, « il faut, bien entendu, faire la part du vocabulaire, en notamment en ce qui concerne la distinction ou à ne pas faire entre l'expansion du communisme en Asie et celle de la Chine »<sup>2</sup>. Pour l'explication des propositions gaullistes, le ministère des Affaires étrangères français précisait qu' « une telle solution ne pourrait être élaborée que dans une conférence internationale convoquée à cet effet, comme la précédente conférence de Genève. Une préparation soignée serait indispensable. Les conversations que vous auriez l'occasion d'avoir à Pékin, pourraient commencer à orienter les choses dans cette direction »<sup>3</sup>. L'Ambassadeur de France réagit rapidement. Le 1<sup>er</sup> juin 1964, Paye rencontra Liu Shaoqi, président chinois et vice-président du Comité central du PCC. Pendant l'entretien, pour montrer le souci de parvenir à une neutralisation excluant toute intervention militaire étrangère dans la région d'Indochine, l'Ambassadeur de France se référa aux accords de Genève de 1954 et de 1962 et à la déclaration faite par le général de

---

<sup>1</sup> AMAEC, Des principes de travail d'Ambassade de la Chine en France (projet), le 30 mai 1964, 110-02002-02, pp. 18-25.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/527, Instructions pour Monsieur Paye, le 11 mai 1964, p.3.

<sup>3</sup> Ibid., p.9.

Gaule le 29 août 1963. Liu Shaoqi confirma ces accords et confirma aussi qu'il approuvait la politique française : le gouvernement chinois ne voulait pas limiter la neutralisation projetée par des pays indochinois. Liu Shaoqi indiqua qu'une conception également large empêcherait la réunion d'une nouvelle conférence et que le gouvernement chinois accepterait de limiter le débat au Laos<sup>1</sup>. Suite à cet entretien, Zhou Enlai, le 10 juin 1964, lorsqu'il évoqua l'Indochine avec l'Ambassadeur de France, prit beaucoup de temps pour préciser l'attitude chinoise sur la situation du Laos. Zhou souligna que les problèmes indochinois devaient être réglés séparément. Quant au Laos, pour la préparation de la conférence des quatorze, Zhou proposa de susciter une rencontre des représentants des trois tendances du Laos. Concernant le Cambodge, Zhou Enlai indiqua que la Chine soutenait la politique du Prince et sa demande de la réunion de la conférence internationale pour affermir la neutralité du Cambodge. Quant au Vietnam, Zhou Enlai se borna à indiquer qu'il fallait retirer les troupes américaines du Sud-Vietnam. Paye indiqua : « Au Vietnam, le gouvernement français estime que la neutralisation est le meilleur moyen de rétablir la paix, Cela implique l'abandon de tout concours militaire, d'où qu'il vient, y compris celui que le Vietnam du nord peut accorder au FNL, et l'application des accords de Genève de 1954». En outre, Paye souligna que Paris souhaitait la réunification et la neutralisation du Laos et du Cambodge<sup>2</sup>.

A Paris, lors de l'entretien entre le Premier Ministre français et l'Ambassadeur chinois le 16 juin 1964, Huang Zhen confia à Pompidou qu'aux yeux du gouvernement chinois, il n'y avait pas autre solution que la réunion des quatorze pays sur le problème laotien d'après des accords de Genève de 1962. Il pensait que seule cette conférence conduirait à une solution pacifique. Huang indiqua que le gouvernement chinois souhaitait un commun

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/527, Télégramme, n° 241/249, le 1<sup>er</sup> juin 1964.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/527, Document n° 95/AS, Entretien avec le président Chou En-laï, le 12 juin 1964.

effort avec la France pour favoriser la réunion de cette conférence internationale. Cependant, Pompidou indiqua que cette conférence ne pouvait pas se borner au Laos, et qu'il fallait revenir également à l'esprit des accords de Genève de 1954. Pompidou souligna que le gouvernement français souhaitait aider à la solution des problèmes indochinois. Il dit à Huang qu'il fallait cesser de faire le compte des responsabilités, lors que l'Ambassadeur chinois mentionna l'intervention américaine. Certes, d'après Pompidou, la conférence des quatorze devrait résoudre le problème laotien tout d'abord<sup>1</sup>.

Il semble que le général de Gaulle se soit hâté de connaître la réponse chinoise sur ses propositions. Lorsque Huang Zhen a remis les lettres de créances, le 6 juin 1964, le général de Gaulle demanda une réunion avec l'Ambassadeur de la RPC pour discuter du problème indochinois<sup>2</sup>. Le 19 juin 1964, à 17 heures, il alla exprès à la porte du bureau pour saluer l'arrivée de Huang Zhen<sup>3</sup>. Bien que le général de Gaulle n'ait pas connu personnellement le président Mao, Liu Shaoqi et Zhou Enlai, il déclara au début de l'entretien qu'il n'ignorait pas le rôle important de la RPC dans les affaires internationales, surtout au Vietnam, au Cambodge et au Laos où la Chine était particulièrement intéressée. Ensuite, le Général demanda à l'Ambassadeur de la RPC quelle était la politique chinoise face aux problèmes de ces trois pays. Suivant *Des principes de travail et des tâches d'Ambassade de la RPC en France*, Huang Zhen répondit succinctement. Il dit au Général que la RPC appliquait fidèlement les accords de Genève de 1954 et était persuadée que si tous les pays en faisaient autant, la réunification du Vietnam pourrait être assurée. Il ajouta que sachant que la France voulait la paix en Indochine, il espérait que la Chine et la France pourraient conjuguer leurs efforts pour qu'une conférence des quatorze ait lieu pour la réunification

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/527, Entretien de M. Georges Pompidou avec M. Huang Chen, Ambassadeur de Chine à l'Hôtel Matignon, le 16 juin 1964, à 16h30.

<sup>2</sup> AMAEC, La présentation des lettres de créances, le 6 juin 1964, 117-01139-03, pp.5-6.

<sup>3</sup> Yao Baihui, *Dai Gao Le Yi Sheng Mei Deng Dao Fang Hua*, (Le général de Gaulle n'a pas visité la Chine dans la vie), World News Journal, le 5 février 2008.

du Vietnam, la neutralité du Cambodge et l'indépendance du Laos. Après d'avoir écouté l'opinion de la Chine, il est naturel que le général de Gaulle fût satisfait, parce qu'il crut que la RPC soutenait ses propositions. Le Général indiqua à Huang Zhen qu'il fallait revenir aux accords de Genève de 1954 pour réexaminer l'ensemble du problème et rétablir la paix sur la base de la non-intervention. Il souligna que le rôle de la Chine était capital et on ne pouvait rien sans elle. Si la Chine voulait et proposait cette conférence, appuyée en ce sens par la France, « son action ne peut manquer d'avoir un grand retentissement » ajouta le Général. Il suggéra que si Huang Zhen était invité par le gouvernement chinois à prendre contact avec la France pour une action diplomatique en vue de la réunion d'une conférence des quatorze, si la Chine était disposée à agir dans ce sens d'une manière active, le gouvernement français serait prêt à entrer dans cette voie. Huang Zhen n'a pas répondu aux suggestions du Général, et n'a pas évoqué le problème du Vietnam, mais il a mentionné beaucoup de problèmes du Laos et espéré que la Chine et la France conjugueraient leurs efforts pour provoquer une réunion de la conférence qui serait profitable au rétablissement de la paix au Laos et en Indochine. En même temps, l'Ambassadeur chinois dénonça l'intervention militaire américaine. Il indiqua : « Si tous les pays participants se mettent d'accord, il sera possible que les États-Unis retirent leurs forces, mettent un terme à leur agression, et ainsi la paix sera assurée »<sup>1</sup>. Bien que le gouvernement chinois ait été favorable à la réunion de la conférence des quatorze, selon Huang Zhen, Pékin pensait qu'il fallait que cette conférence donne la priorité au problème du Laos, parce que le Laos avait une frontière commune avec la Chine. Le bouleversement de la situation au Laos aurait un impact sur la sécurité de la Chine, mais le soutien de la conférence des quatorze devait être, aux yeux du général de Gaulle, un signal actif.

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/527, Points essentiels traités lors de l'audience du général de Gaulle accordée à l'ambassadeur de Chine, M. Huang Chen, à l'Élysée, le 19 juin 1964 ; Le télégramme départ à Pékin, le 20 juin 1964.

Le 21 juillet 1964, Maurice Couve de Murville eut un entretien avec Huang Zhen. Le Ministre déclara qu'il avait lu le compte rendu de l'entretien entre le général de Gaulle et l'Ambassadeur de Chine. Après d'avoir défendu l'idée du gouvernement français sur le problème du Cambodge et du Laos, Maurice Couve de Murville évoqua le problème du Vietnam. Il expliqua que face à la gravité de la situation, il était nécessaire de réunir une conférence pour discuter des moyens de restaurer la paix et réaliser la neutralité du Vietnam. Le Ministre suggéra que la Chine devait négocier avec les États-Unis pour se faire mutuellement confiance. Suivant *Des principes de travail et des tâches d'Ambassade de la RPC en France*, Huang Zhen ne fit aucun commentaire sur ce sujet. Il pensait que malgré le désir de paix du gouvernement chinois, le gouvernement américain ne montrait pas bonne volonté pour mener une négociation, pouvant aboutir à l'évacuation de leurs troupes qui étaient les seules troupes étrangères au Sud-Vietnam. Aux yeux des Chinois, cette action violait les accords de Genève de 1954. Sur la question des responsabilités, « de telles polémiques n'ont pas d'intérêt...Ce qui importe actuellement est de voir ce que l'on peut faire. A ce sujet, il paraît vain de chercher à poser des conditions préliminaires » indiqua Couve de Murville. Ensuite il rappela à l'Ambassadeur de Chine qu'il était possible d'avoir une intervention du Nord-Vietnam. Huang Zhen lui répondit qu'il n'y aurait pas d'intervention nord-vietnamienne, parce que le Nord-Vietnam était un pays communiste. C'était une invention des États-Unis pour camoufler leur intervention<sup>1</sup>. Ensuite il demanda les propositions gaullistes au Ministre. Maurice Couve de Murville répondit : « De toutes manières, la conférence sur le Laos devrait être la première, car elle est la moins difficile à convoquer. La discussion se poursuivrait ensuite sur les autres pays », mais Huang Zhen garda le silence sur cette proposition et passa à d'autres questions<sup>2</sup>. Certes, d'après Huang

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/527, Compte rendu d'entretien de M. Couve de Murville avec l'ambassadeur de Chine, le 21 juillet 1964.

<sup>2</sup> Compte rendu, Entretien de M. Couve de Murville avec l'Ambassadeur de Chine, le 21 juillet 1964, CR33, DDF, 1964, Tome II, op.cit., pp.85-89.

Zhen, le gouvernement chinois souhaitait que le problème laotien pourrait être résolu dans l'avenir proche par une méthode politique. Au cours de l'entretien, Huang demanda plusieurs fois la position française sur la crise du Laos. Il souligna que Pékin était favorable à la réunion d'une conférence des trois parties laotiennes à Paris, à l'exclusion des deux co-présidents de la conférence de Genève et des observateurs de la C.I.C, qui pourrait permettre de régler certains problèmes intérieurs en vue de faciliter l'ouverture de la conférence des quatorze<sup>1</sup>.

Concernant les conditions préliminaires de la conférence des quatorze après les entretiens. La position du gouvernement chinois était ambiguë. Bien que le PCC ait pensé qu'il fallait que les États-Unis évacuent toutes les troupes du Sud-Vietnam, il ne souligna pas que le retrait devait être exécuté avant la réunion de la conférence. Certes, Paris pensait qu'il fallait convoquer la conférence sans conditions. Par ailleurs, l'Ambassadeur de Chine ne reconnut pas qu'il y avait une intervention du Nord-Vietnam dans la région du Sud-Vietnam, bien que le PCC ait soutenu la décision du Parti des travailleurs du Vietnam de renforcer la lutte armée dans la région du Sud-Vietnam pour la libérer en 1960<sup>2</sup>. Huang Zhen protégeait ainsi la face du camp socialiste, qui dirigé par la Chine représentait la justice. Selon cinq entretiens précédant les incidents du golfe du Tonkin, nous pouvons découvrir que dans des problèmes d'Indochine, le gouvernement chinois se concentrait sur le problème du Laos. Bien que la Chine ait soutenu la conférence des quatorze, le PCC souhaitait résoudre séparément les problèmes indochinois. Il espérait que cette conférence se bornerait au Laos. En revanche, le gouvernement français voulait résoudre les problèmes indochinois ensemble lors de la conférence des quatorze, ce qui était une divergence

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/527, Compte rendu d'entretien de M. Couve de Murville avec l'ambassadeur de Chine, le 21 juillet 1964.

<sup>2</sup> Yang Kuisong, *Changes in Mao Zedong's Attitude toward the Indochina War, 1949-1973*, CWIHP Working Paper No.34, Wilson Center, February 2002.

principale entre la Chine et la France. Pour le Vietnam, le gouvernement chinois se montrait discret quant aux propositions gaullistes, parce que Pékin ignorait si cette idée attaquerait « l'intérêt révolutionnaire » de la Chine et les positions du président Mao, et si la situation du Vietnam ne se détériorerait pas à cette époque. En juillet 1964, pendant la conférence des trois partis communistes (le PCC, le Parti des travailleurs du Vietnam et le Parti Communiste du Laos), Zhou Enlai indiqua donc qu'il fallait respecter des accords de Genève de 1954 et utiliser les contradictions franco-américaines sur les problèmes d'Indochine pour établir un Front uni international contre l'impérialisme américain. Dans le même temps, il fallait faire des préparatifs militaires pour faire face à l'escalade du conflit. Le Premier Ministre chinois pensait qu'il avait deux possibilités pour le développement de la situation militaire : soit des Américains se contenteraient de « la guerre spéciale », soit le gouvernement américain déciderait de déclencher une guerre locale. Zhou Enlai indiqua que si des forces américaines attaquaient le Nord-Vietnam, la Chine enverrait des troupes chinoises au nord pour aider le Parti des travailleurs du Vietnam<sup>1</sup>.

### **3.2 L'évaluation optimiste de Mao concernant la situation internationale du Vietnam et l'approbation chinoise vis-à-vis des propositions gaullistes**

En dépit de la divergence entre la Chine et la France, en dépit de la tension créée par les incidents du golfe du Tonkin les 2 et 4 août 1964, il semble que la situation ait évolué du mieux possible. La Chine soutenait les propositions gaullistes. Le 24 juillet, l'article du Quotidien du Peuple pensait que les propos du Général sur la situation indochinoise au

---

<sup>1</sup> Tong Xiaopeng, *Feng Yu Si Shi Nian* (Une mémoire du travail de Zhou Enlai), volume II, Pékin : Central Compilation & Translation Press, 1996, pp.220-221.

cours de la conférence de presse du 23 juillet porta aux États-Unis un coup plus dur<sup>1</sup>. Lors de l'entretien du 11 août entre Maurice Couve de Murville et Huang Zhen, après avoir critiqué la Chine de ne pas savoir où se plaçaient les responsabilités de la guerre et après avoir suggéré à la Chine de réunir la conférence des quatorze le plus tôt possible, le Ministre indiqua que le gouvernement français estimait que les questions indochinoises ne pouvait pas être discutée utilement dans le cadre des Nations unies, ne serait-ce que parce que la Chine, l'une des principales puissances intéressées, n'en faisait point partie. L'Ambassadeur de Chine marqua son accord sur tous ces points<sup>2</sup>. Dans la lettre au Ministre des Affaires étrangères du Nord-Vietnam, le maréchal Chen Yi indiqua : « Les accords de Genève de 1954 sont les seuls accords internationaux pour le règlement de toute la question indochinoise. Si ces accords sont écartés, certains pays intéressés seront exclus, et si l'on permet à l'ONU, contrôlée par les États-Unis, d'intervenir en Indochine, cela ne pourra en aucun cas conduire à un règlement pacifique de la question indochinoise, mais ne fera qu'aggraver davantage la situation en Indochine »<sup>3</sup>. En dépit de l'appui total accordé aux actions de Hanoi et des dispositions prises pour se défendre contre la menace des États-Unis, le maréchal Chen Yi déclara nettement à Lucien Paye que Pékin ne voulait pas la guerre et soutenait la réunion de la conférence des quatorze au sujet du Laos. Il espérait qu'un succès de la conférence permettrait de résoudre les problèmes d'Indochine et même de l'ensemble du Sud-est asiatique<sup>4</sup>.

Le 17 août 1964, Robert Morel-Francoz, ambassadeur de France en Birmanie, commença sa visite personnelle en Chine. Aux yeux des Chinois, il était gaulliste et soutenait

---

<sup>1</sup> *Dai Gao Le Tan Hua Da Tong Le Mei Guo Zheng Dong Le Xi De* (Les propos du général de Gaulle blessent les États-Unis et étonnent la République fédérale d'Allemagne), *le Quotidien du Peuple*, le 24 juillet 1964.

<sup>2</sup> Télégramme, n° 930/934, le 11 août 1964, T64, *DDF*, 1964, Tome II, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien : Peter Lang, 2002, p.151.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/527, Télégramme, n° 613, le 13 août 1964.

<sup>4</sup> D. n° 204/1/AS, D80, *DDF*, 1964, Tome II, op.cit., p.194.

les propositions du général de Gaulle. Il avait indiqué devant son homologue chinois que la France et la Chine étaient les deux plus grands pays en Europe et en Asie, ils devaient donc s'unir pour la lutte contre les deux superpuissances, et que les États-Unis devaient se retirer du Vietnam<sup>1</sup>. Lors de sa visite en Chine, Morel-Francoz dit aux personnes chinoises qui l'accompagnaient que le gouvernement français voulait ouvrir une nouvelle conférence de Genève plus vite possible en vue de forcer les États-Unis de se retirer. Il critiqua fortement l'intervention américaine au Vietnam et pensait que c'était une décision fautive de Washington. Il souligna que la paix de l'Asie du Sud-est devait se fonder sur la neutralisation. Les diplomates chinois approuvaient ses points de vue. Cependant, ils lui indiquèrent que la neutralisation et la paix de cette région dépendaient de la position américaine. L'Ambassadeur français était d'accord avec les Chinois, mais il estimait que les États-Unis ne voulaient pas mener une guerre plus large<sup>2</sup>.

Concernant la conférence des trois parties laotiennes à Paris, le 26 août, Chen Yi confia à Paye que cette réunion devrait grouper les représentants véritables des trois tendances : le Prince Souvanna Phouma, le Prince Souphanouvong et le général Phoumi. Le gouvernement chinois souhaitait qu'un accord général de cette réunion de Paris pourrait faciliter la constitution d'une délégation unique laotienne pour la conférence des quatorze. « La Chine est favorable à l'octroi d'une aide par la France » dit Chen Yi. Il souligna également : « La Chine soutiendrait la République démocratique du Vietnam, si les États-Unis l'attaquaient »<sup>3</sup>. La réunion de trois dirigeants laotiens s'est tenue à Paris le 27 août. Cependant, les États-Unis informèrent Phouma que Washington ne pourrait pas participer à la conférence de quatorze, si le prince Phouma renonçait aux conditions préalables. Sous

---

<sup>1</sup> AMAEC, L'Ambassadeur de France en Birmanie, le 2 juin 1964, 117-01191-01, pp.10-11.

<sup>2</sup> AMAEC, La visite de L'Ambassadeur de France en Birmanie en Chine, entre le 17 août et le 7 septembre 1964, 117-01191-01, pp.35-43.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/527, Télégramme, n°678/87, le 28 août 1964.

l'influence américaine, Phouma demanda Souphanouvong de retirer les troupes du Pathet Lao de la Plaine des Jarres. Il demanda également la C.I.C de vérifier ce départ. Souphanouvong les refusa le 16 septembre. La réunion de Paris fut donc terminée. Le 19 septembre, Phouma déclara que le Nord-Vietnam utilisait la zone Pathet Lao pour transporter des soldats, des vivres et des munitions au Sud-Vietnam. La situation vietnamienne se détériora<sup>1</sup>.

Grâce à l'exposition technique française à Pékin, Paye eut finalement l'occasion de voir le président Mao en septembre. En fait, Paye voulait toujours prendre une discussion avec le président Mao concernant les affaires internationales. Cependant, sa demande fut refusée le 29 juillet par le ministère des Affaires étrangères chinois sous prétexte des travaux occupés de Mao Zedong. Le ministère des Affaires étrangères pensait que si le président Mao recevait individuellement l'Ambassadeur de France, « les pays de gauche » seraient en majorité mécontents, parce que la France était un « pays impérialiste »<sup>2</sup>. Lors de l'entretien, après la discussion sur le développement des relations économiques et culturelles entre la France et la Chine, l'entretien porta tout naturellement sur les problèmes du Sud-est Asiatique. Mao Zedong a rendu hommage aux propositions du général de Gaulle et indiqué que la Chine populaire comme la France souhaitaient résoudre le problème vietnamien par une conférence internationale proposée par le général de Gaulle, mais, Mao Zedong indiqua également : « Il n'y aura pas de solution rapide à la crise indochinoise. Il faut attendre le jour où les États-Unis se verront obligés de se retirer, ce qu'ils ne veulent pas faire actuellement ». Il expliqua à Paye dans son langage révolutionnaire la relation entre destructions et créations, la conception traditionnelle du PCC : sans l'oppression impérialiste, il n'y aurait pas eu d'éveil du nationalisme et de la libération populaire. Il

---

<sup>1</sup> Laurent Cesari, *Les Grandes Puissances et le Laos, 1954-1964*, op.cit., pp. 327-328.

<sup>2</sup> AMAEC, La demande de l'ambassade de France pour voir le président Mao, le 29 juillet 1964, 117-01144-04, pp.16-17.

confirma : « Il faut combattre jusqu'à ce que les Américains ne veuillent plus combattre. Les États-Unis ne sont pas favorables à cette réunion »<sup>1</sup>. D'une part, d'après l'expérience de la révolution chinoise, s'emparer du pouvoir par la force militaire est la seule façon efficace de procéder. D'autre part, selon le « pragmatisme révolutionnaire », le président Mao analysait donc le problème vietnamien en se fondant sur une conception de la lutte des classes. Cet entretien affirma évidemment qu'il pensait que la réunion de la conférence des quatorze ou la solution politique était difficile à le résoudre lorsque les troupes américaines étaient encore dans la région indochinoise. A ses yeux, d'après l'expérience en 1954, pour une négociation avec les États-Unis, il fallait avoir une victoire militaire décisive. Certes, Hanoi devait également limiter l'échelle de la guerre du Vietnam. Quand Mao Zedong rencontra les délégations du Nord-Vietnam en 1964, il leur dit donc plusieurs fois : « Il faut envoyer plus de troupes dans le Sud-Vietnam. Pourquoi vous avez gagné la guerre d'Indochine ? Parce que vous avez anéanti la principale armée française en 1954 »<sup>2</sup>.

En fait, avant que la politique agressive de la RDVN vis-à-vis du Sud-Vietnam ait conduit à des tensions dans la région vietnamienne, le PCC avait eu une évaluation optimiste sur la situation, c'est-à-dire, l'intervention américaine serait limitée. Il semble que le PCC ne pense pas que les États-Unis auraient la capacité d'intervenir massivement dans les affaires révolutionnaires mondiales après la guerre de Corée. En outre, le PCC considéra que le gouvernement américain avait peur de la guerre. Le 18 novembre 1957, pendant un entretien entre Mao Zedong et la délégation du Parti communiste italien en Moscou, Mao dit que les communistes ne pouvaient pas avoir peur de l'intervention

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/527, Document n° 120, Entretien avec Mao Tsé-toung, le 13 septembre 1964 ; CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume V, op.cit., p.147. Selon le record chinois, le président Mao était d'accord et soutien fortement l'idée de paix proposée par le général de Gaulle sur les problèmes indochinois.

<sup>2</sup> Yang Kuisong, *Xin Zhong Guo Cong Yuan Yue Kang Fa Dao Zheng Que Yin Du Zhi Na He Pin Zheng Ce De Yan Bian (L'Evolution de la politique Chinoise pendant la guerre d'Indochine)*, Social Science in China, 2001, No.1.

américaine dans certaines régions, parce qu'elle ne pourrait pas durer longtemps<sup>1</sup>. Le 20 août 1958, pendant son entretien avec le prince Sihanouk, Mao indiqua que les États-Unis intervenaient dans les affaires taïwanaises, vietnamiennes et thaïlandaises. Il pensait que la Maison Blanche souhaitait de se charger de toutes les affaires internationales, mais les États-Unis n'en avaient pas les capacités<sup>2</sup>.

Bien que le PCC ne refuse pas la possibilité d'une guerre déclenchée par les États-Unis, l'échelle de la guerre serait petite aux yeux des Chinois<sup>3</sup>. Il semble que ce soit la raison pour laquelle le PCC continua de soutenir activement la lutte dirigée par Hanoi après le commencement de « la guerre spéciale » déclenchée par l'administration de Kennedy. Le PCC considéra que la situation de la lutte était favorable et le Nord-Vietnam faisait un très bon travail<sup>4</sup>. Le 5 octobre 1962, le président Mao dit à Vo Nguyen Giap : « L'impérialisme américain intervient dans les affaires européennes, asiatiques, africaines et latines américaines, comme dix doigts pressant sur dix puces. Finalement, il ne pourra rien prendre. Les Américains sont obligés de prendre en compte la guérilla dans le Sud-Vietnam, la force du Nord-Vietnam et de la Chine. Vous avez pris « un doigt » américain dans le Sud. La situation est favorable pour nous. Les États-Unis pensent que « la guerre spéciale » durerait cinq années ou dix années, mais je pense qu'ils seront fatigués à la fin. Il est impossible que le gouvernement américain intervienne dans cette guerre à grande échelle ou prolonge la guerre dans le Nord, parce qu'il n'en pas l'énergie ni la capacité. L'impérialisme américain ne pourra pas gagner cette guerre. La victoire est à nous »<sup>5</sup>. En même temps, le président Mao demanda aux vietnamiens de ne pas relâcher de ses vigilances. Il pensait qu'il y avait aussi le risque de l'escalade de la guerre contre le Nord-

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p.253.

<sup>2</sup> Ibid., p.416.

<sup>3</sup> Ibid..

<sup>4</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume V, op.cit., pp.39-40.

<sup>5</sup> Ibid., pp.163-164.

Vietnam, mais Mao Zedong assura que si les troupes américaines avaient attaqué la RDVN, la RPC aurait envoyé les volontaires chinois dans le Nord-Vietnam comme pendant la guerre de Corée<sup>1</sup>.

Après les incidents du golfe du Tonkin d'août 1964, le PCC élabora une déclaration pour dénoncer les opérations américaines. Lorsque le président Mao examina le manuscrit de cette déclaration, il dit à ses camarades que le gouvernement américain optait pour l'escalade militaire dans la guerre du Vietnam, la Chine devait donc se préparer au combat contre les Américains dans la région vietnamienne. Mao Zedong décida d'annuler son plan d'enquête sur la situation du Sud de la Chine et de discuter avec les dirigeants du PCC sur le problème indochinois<sup>2</sup>. Le Comité Centrale du PCC demanda à la municipalité de Pékin d'organiser une manifestation de millions de personnes pour montrer l'appui chinois en faveur de la lutte vietnamienne le 7 août 1964<sup>3</sup>. Cependant, les informations obtenues par le canal secret apaisèrent rapidement la tension dans le PCC. Les Chinois reprennent l'évaluation optimiste sur la situation du Vietnam<sup>4</sup>. Le gouvernement chinois repensa qu'il n'y aurait pas de conflit direct entre la Chine et les États-Unis dans la région vietnamienne, parce que le gouvernement américain limiterait l'échelle de la guerre dans le Sud-Vietnam et avant l'intervention américaine, le Nord-Vietnam aurait gagné la guerre. Le 13 août 1964, le président Mao dit à la délégation militaire du Nord-Vietnam : « Il semble que les États-Unis ne cherchent pas à déclencher la guerre contre nous. La Chine n'espère naturellement pas faire la guerre avec les Américains. Vous n'espérez aussi pas intensifier la guerre dans votre région. Vous devez donc limiter l'échelle de vos opérations militaires pendant dix ans ou quinze ans, mais, vous devez aussi vous préparer pour faire face à toutes

---

1 Ibid., p.367, p.378.

2 Ibid., p.382.

3 L'instruction du Comité central du PCC sur l'organisation d'une manifestation, *Zhong Gong Zhong Yang Wen Xian Xuan Ji*, volume XLVI, op.cit., pp.338-340.

4 CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume V, op.cit., p.385.

les éventualités »<sup>1</sup>. Le 5 octobre, le président Mao dit encore à Pham Van Dong : « Nous ne savons pas la guerre dura combien de temps, ce qui dépend essentiellement l'attitude américaine. Je pense que, maintenant, il n'est pas nécessaire de discuter si vous devez envoyer les troupes dans le sud. Il faut attendre l'occasion. Quand l'occasion sera favorable, il faudra envoyer vos troupes dans le sud. Le gouvernement américain n'a pas décidé d'attaquer le nord. Je pense que les États-Unis ne voudront pas s'engager dans un conflit contre nous ». Pham Van Dong répondit au président Mao que Hanoi espérait battre l'armée ennemie dans la sphère de « la guerre spéciale » et ne pas laisser la guerre s'étendre dans le nord. Mao Zedong approuva cette politique militaire du Nord-Vietnam et indiqua que les Nord-Vietnamiens devaient avoir une attitude prudente sur le problème de la lutte militaire. Il pensait que Hanoi ne devait pas engager beaucoup trop des troupes dans l'action à ce moment-là<sup>2</sup>. La Chine populaire souhaitait donc que la RDVN n'étende pas la guerre et utilise la théorie de guerre prolongée créée par Mao Zedong. Pour Mao, il fallait seulement utiliser la guérilla pour vaincre les ennemis. La guerre contre les Américains dans le Sud-Vietnam devait se poursuivre.

Dans ces circonstances, une conférence internationale proposée par la France n'était pas épuisée par le PCC, mais il fut difficile de persuader le gouvernement chinois de participer à une négociation immédiate pour la paix. Il semble que grâce au conflit franco-américain concernant le problème vietnamien, le PCC ait espéré profiter des propositions françaises, en faisant la simagrée de soutenir quelle conférence, comme un « chantage », à ce moment-là, de chercher à gagner du temps et d'empêcher l'intervention militaire

---

<sup>1</sup> Ibid., pp.385-386.

<sup>2</sup> Ibid., pp.414-145; Cold War International History Project, Working paper No.22, *77 Conversations between Chinese and Foreign Leaders on the Wars in Indochina, 1964-1977*, Washington, D.C.: Wilson Center, 1998, pp.72-73.

américaine à grande échelle afin que le Nord Vietnam puisse gagner la lutte contre les États-Unis, en les amenant progressivement à une défaite complète.

### **3.3 La position ambiguë de la Chine concernant les propositions gaullistes concernant le problème vietnamien**

A la fin de 1964, le ministère des Affaires étrangères français finit un rapport concernant la position chinoise sur les propositions gaullistes. Ce rapport soutenait que le gouvernement chinois prenait régulièrement position en faveur des propositions françaises, parce que Pékin n'a cessé en effet de proclamer que la seule politique possible dans cette zone du Sud-est asiatique était le respect des accords signés à Genève en 1954 et 1962<sup>1</sup>. Cette déduction était logique. On peut découvrir qu'en collectionnant les déclarations et les journaux chinois de l'année 1964, les Français pouvaient facilement la faire. Bien que dans les déclarations en public, le gouvernement chinois confirme que le peuple chinois ne resterait pas passif sans intervenir si les États-Unis étendaient leur « guerre d'agression » au Vietnam, la Chine populaire considéra encore que le moyen correct de résoudre les problèmes du Vietnam et de l'Indochine résidait dans une négociation pacifique et non dans l'usage de la menace et de la force. Aux yeux des Français, le gouvernement chinois devait penser encore qu'il convenait de respecter les accords de Genève de 1954 et de 1962 pour sauvegarder la paix en Indochine et que la question du Vietnam devait être réglée par les populations vietnamiennes elles-mêmes sur la base des accords de Genève. Le PCC soutenait encore cette position dans son message du 24 novembre 1964 adressé aux participants de la Conférence internationale de solidarité avec le peuple vietnamien. Selon les déclarations, les Chinois rejetèrent l'intervention des Nations unies dans les affaires

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/586, Négociations internationales sur l'Indochine : position de la Chine, le 5 décembre 1964.

vietnamiennes, car ils pensaient que cette organisation était utilisée par les États-Unis<sup>1</sup>. Le gouvernement chinois avait donc les mêmes positions que la France sur le problème du Vietnam. C'était vraiment une base pour la coopération aux yeux des Français. Le Quai d'Orsay pensait que la Chine ne manquait pas de réaffirmer cette position toutes les fois que des événements nouveaux replaçaient le Vietnam au premier plan de l'actualité et, en tout dernier lieu, à la suite des incidents du Golfe du Tonkin. Selon les entretiens avec les fonctionnaires chinois, les Chinois étaient fortement intéressés par les vues françaises sur « la neutralité du Vietnam » et souhaitaient que les conversations entre les deux pays soient élargies à des problèmes nouveaux, dont le Vietnam<sup>2</sup>. Cependant, Pékin confirma aussi que les Américains devaient retirer leur personnel militaire et leur matériel de guerre<sup>3</sup>. Cependant, le retrait des Américains du Sud du Vietnam était-il une condition préalable pour la conférence internationale proposée par le général de Gaulle aux yeux des Chinois ? La position chinoise sur cette question était encore ambiguë.

Le 8 janvier 1965, le maréchal Chen Yi reçut l'Ambassadeur de France. Le maréchal Chen Yi discuta de la situation du Sud-Vietnam avec lui<sup>4</sup>. « Le chef du mouvement national de Libération du Sud-Vietnam est nationaliste et non communiste. Quant à la tendance politique centriste, elle est incluse dans le FNL. A Saigon, on ne peut évidemment garantir pour l'avenir, la participation d'un parti neutraliste à la politique sud vietnamienne », dit le Maréchal. Paye lui expliqua que quand la paix serait revenue, l'organisation d'élections pourrait le garantir. Chen Yi déclara qu'il n'était pas opposé à cette idée, mais qu'il faudrait que les Américains se soient retirés du Sud-Vietnam. Il souligna également que la lutte

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/586, Des déclarations du gouvernement chinois des messages officiels chinois et des articles du « *Quotidien du Peuple* » sur l'affaire vietnamienne (6 juillet 1964-4 mars 1965), le 11 mars 1965.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/586, Négociations internationales sur l'Indochine : position de la Chine, le 5 décembre 1964.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/586, Des déclarations du gouvernement chinois des messages officiels chinois et des articles du « *Quotidien du Peuple* » sur l'affaire vietnamienne (6 juillet 1964-4 mars 1965), le 11 mars 1965.

<sup>4</sup> AMAE, 119QO/527, Télégramme, n° 118, le 9 janvier 1965.

dans les campagnes et l'instabilité du gouvernement de Saïgon pourrait pousser les États-Unis à se retirer ou participer à une conférence internationale<sup>1</sup>. « Est-ce que vous pensez que la retraite des troupes américaines du Sud-Vietnam est une condition préalable à la réunion de la conférence de Genève ? » demanda Paye. Chen Yi répondit : « Cela dépend. Si le gouvernement américain ne retire pas ses troupes, la Chine voudra toujours participer à la conférence à laquelle les États-Unis assistent également. Nous pouvons persuader les Américains de retirer leurs troupes pendant la conférence. Mais le gouvernement américain ne voudra pas partir. Je pense que l'on peut continuer à lutter contre lui, si les Américains ne veulent pas mettre un terme à la guerre »<sup>2</sup>. Paye pensait donc que le retrait des troupes américaines du Sud-Vietnam n'était pas une condition préalable aux yeux des Chinois d'après des propos de Chen Yi<sup>3</sup>. Il envoya ce point de vue au Quai d'Orsay.

En fait, la politique diplomatique chinoise concernant la proposition gaulliste manifeste un caractère double. D'une part, le gouvernement chinois déclara qu'il respectait les accords de Genève de 1954 et soutenait la réunion de la conférence des quatorze. D'autre part, il indiqua aux Français que le conflit dans la région vietnamienne ne pouvait manquer d'intéresser le gouvernement chinois en aggravant une situation devant laquelle les autorités chinoises ne pouvaient pas rester indifférentes<sup>4</sup>. La Chine aidait le Nord-Vietnam à lutter contre les États-Unis dans le sud, et en même temps se soustrait à la responsabilité et dénonçait l'agression de l'impérialisme américain. Il semble que, lors de l'entretien avec Paye, Chen Yi ait pensé que même si la Chine voulait participer à la conférence des quatorze, d'après l'essence de l'impérialisme et les expériences de la révolution chinoise,

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/527, Télégramme, n° 119/122, le 9 janvier 1965 ; AMAEC, Entretien entre M. Chen Yi, le Ministre des Affaires étrangères de la Chine, et M. Lucien Paye, l'Ambassadeur de France, le 8 janvier 1965, 106-01265-03.

<sup>2</sup> AMAEC, Entretien entre M. Chen Yi, le Ministre des Affaires étrangères de la Chine, et M. Lucien Paye, l'Ambassadeur de France, le 8 janvier 1965, 106-01265-03.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/527, Télégramme, n° 119/122, le 9 janvier 1965.

<sup>4</sup> AMAE, 148QO/143, Télégramme, n° 175/176, le 14 janvier 1965.

le gouvernement américain trouverait quelques prétextes pour ne pas partir et poursuivre l'agression.

Le 15 janvier 1965, Song Zhiguang, premier conseiller de l'Ambassade de la RPC, faisant fonction de chargé d'affaires pendant l'absence de l'Ambassadeur de Chine, a été reçu par Étienne Manac'h, directeur d'Asie-Océanie du ministère des Affaires étrangères français. Song Zhiguang demanda si la France voulait prendre l'initiative de jouer un rôle actif dans la région vietnamienne. Le Directeur lui a répondu que le gouvernement français préférait un règlement pacifique et négocié du problème vietnamien. Après avoir écouté ces propos, le Premier Conseiller lui dit que la France devait faire usage de son influence afin de persuader les États-Unis d'accepter la négociation<sup>1</sup>. Comme si Chen Yi disait à Paye pendant l'entretien du 8 janvier, « J'espère la France saura persuader le gouvernement américain de participer à la conférence, parce que la Chine ne peut pas influencer la politique des États-Unis, et les États-Unis ne peuvent pas influencer les décisions de la Chine » ajouta Song<sup>2</sup>. Ce n'est pas la réponse dont le Directeur d'Asie-Océanie a eu besoin. « La position française sur la question vietnamienne est bien connue puisqu'elle a fait l'objet de certaines déclarations publiques. De notre côté, nous voudrions connaître de manière plus précise la position de Pékin » indiqua le Directeur d'Asie-Océanie<sup>3</sup>, mais il n'a reçu aucune réponse précise.

Grâce à l'évaluation positive de la situation militaire, des dirigeantes du PTV pensèrent qu'il était prématuré de participer à une négociation avec les États-Unis, ce qui influença la politique chinoise. Dans un télégramme envoyé par le ministère des Affaires étrangères

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/143, n° 9/AS, Note pour le cabinet du ministre : l'entretien avec le chargé d'affaires de Chine, le 16 janvier 1965.

<sup>2</sup> Ibid..

<sup>3</sup> AMAE, 148QO/143, n° 9/AS, Note pour le cabinet du ministre : l'entretien avec le chargé d'affaires de Chine, le 16 janvier 1965.

chinois à l'Ambassade de Chine en France, le gouvernement chinois indiqua donc que si le personnel diplomatique français, par exemple Charles Lucet, directeur des Affaires politiques du Quai d'Orsay, posait des questions sur le problème de la conférence, le personnel de l'Ambassade de Chine ne devrait pas les répondre. Cependant les Chinois pourraient lui dire : « Il faut résoudre le problème selon les accords de Genève de 1954. Il n'y a pas de troupe et base militaire étrangère dans la région du Sud-Vietnam et les Vietnamiens résolvent les problèmes politiques par eux-mêmes ». Il indiqua également qu'il fallait connaître l'objectif véritable du gouvernement français concernant le problème du Vietnam<sup>1</sup>. Ce télégramme a été reçu le 24 janvier 1965.

En outre, pour empêcher l'intervention militaire américaine à grande échelle, le gouvernement chinois essayait encore de ne pas compliquer la situation. Concernant le problème des frontières entre le Cambodge et le Vietnam, Zhou Enlai n'a pas jugé opportun que le Nord-Vietnam soit le cosignataire du FNL dans un accord sur la frontière khmère-vietnamienne, parce que le Nord-Vietnam n'a, en effet, pas de frontière commune avec le Cambodge et sa participation à l'accord aurait pour conséquence de faire naître le doute quant à l'indépendance du FNL vis-à-vis du Nord-Vietnam<sup>2</sup>. D'une part, si le FNL, le Nord-Vietnam et le Cambodge signaient ensemble ce document, cela signifierait que le FNL avait déjà fait partie du Nord-Vietnam. Bien que, effectivement, le FNL soit dirigé par le Parti des travailleurs du Vietnam, le PCC pensait que cela n'était pas à ce moment-là favorable, car le gouvernement américain penserait qu'il y avait l'intervention du Nord-Vietnam dans le sud. D'autre part, si l'on signait un accord à trois, cela aurait pu faire douter le gouvernement français quant à l'idée de réunification sur la base des accords de

---

<sup>1</sup> AMAEC, Comment faire des discussions sur le problème du Vietnam avec des français, le 24 janvier 1965, 106-01314-01, pp. 1-2.

<sup>2</sup> AMAE, 148QO/143, Note, n° 30, opinions de M. Chou En-laï sur la neutralité khmère et sur un aspect du problème vietnamien, le 23 janvier 1965.

Genève de 1954. En outre, si on signait ensemble un seul document, la population du Vietnam douterait du FNL dont la position serait affaiblie dans la lutte<sup>1</sup>. Zhou souligna également que les paroles du prince Sihanouk – « la réunification au Vietnam se ferait avec Ho Chi Minh » - compromettraient les chances futures, c'est-à-dire qu'elles fourniraient un prétexte à Washington pour étendre la guerre.<sup>2</sup>

La position chinoise concernant les propositions du général de Gaulle était donc ambiguë devant les Français, mais il semble que le Général n'ait pas voulu abandonner la chance de persuader la Chine. C'est la raison pour laquelle le ministère des Affaires étrangères français élaborait un schéma de questions. Dans ce schéma de questions qui a été élaboré le 25 janvier avant l'entretien avec le Premier Conseiller de l'Ambassade de la Chine populaire, le Quai d'Orsay pensait que le gouvernement chinois et le gouvernement français étaient d'accord en principe sur les accords de Genève de 1954, mais il y avait cinq questions sur lesquelles le gouvernement Chinois n'avait pas eu d'attitudes précises. Premièrement, le gouvernement chinois était-il bien d'accord avec la neutralité du Vietnam ? Deuxièmement, le gouvernement français pensait qu'il ne pourrait pas y avoir de neutralité sans indépendance, comme pour le problème du Cambodge. Le gouvernement chinois était-il favorable à l'indépendance du Sud-Vietnam d'une manière véritablement démocratique ? Troisièmement, le gouvernement français pensait que le problème de la neutralité ne pourrait pas être résolu si les ingérences militaires et politiques des pays étrangers ne cessaient pas. Bien que des Chinois aient affirmé : « Les Américains doivent partir et les Sud-Vietnamiens décideront librement de leur destin », le gouvernement chinois était-il vraiment d'accord sur ce point ? Quatrièmement, la Chine était-elle disposée à s'associer à un système international de garantie de la neutralité et de l'indépendance du

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/143, Déclaration du prince Sihanouk devant le congrès du Sangkum, le 27 décembre 1964.

<sup>2</sup> AMAE, 148QO/143, Note, n° 30, opinions de M. Chou En-laï sur la neutralité khmère et sur un aspect du problème vietnamien, le 23 janvier 1965.

Sud-Vietnam ? Si oui, était-elle prête à le déclarer officiellement ? Cinquièmement, le gouvernement français pensait qu'il fallait trouver un autre système de contrôle international. Les Chinois seraient-ils disposés à coopérer à la recherche et au soutien d'un tel instrument de contrôle<sup>1</sup> ? Cependant, ce fut une étape tardive, parce que l'Ambassade de la Chine avait reçu les instructions du gouvernement chinois le 24 janvier 1965.

Le 25 janvier 1965, comme le planning, Lucet a reçu Song Zhiguang, en présence de Manac'h et Jean Brethes, chef du Service Cambodge-Laos-Vietnam. D'après le schéma des questions, le Directeur d'Asie-Océanie confirma que la France était en faveur du principe de la neutralité du Sud-Vietnam qui devait s'accompagner de garanties et un contrôle international, le Vietnam devait donc être indépendant et il ne devait pas y avoir des ingérences étrangères. Le seul moyen d'arriver à ceci était de réunir une conférence. Ensuite, il demanda la position chinoise. D'après le télégramme du 24 janvier, d'abord, Song dénonça l'intervention américaine. Song leur dit que le gouvernement américain était responsable de l'aggravation de la situation. Par la suite, il demanda que comment mettre les propositions gaullistes à l'exécution. Quels étaient les moyens français d'influencer le gouvernement américain pour les amener à respecter les accords de Genève ? Le Premier Conseiller expliqua que le gouvernement chinois n'avait aucun moyen pour cela. Naturellement, ce ne fut pas la réponse que les Français voulaient, Lucet demanda donc une fois de plus que les Chinois étaient-ils disposés à admettre l'existence d'un Sud-Vietnam neutre et indépendant ? Cependant, Song ne l'a pas répondu, il voulait connaître la vraie intention française. Il demanda que comment le gouvernement français pensait que la neutralité du Sud-Vietnam pourrait se réaliser. « Il faudrait pour cela une négociation internationale au moyen d'une conférence » dit le Directeur d'Asie-Océanie. « Si les États-

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/143, Schéma des questions à poser au Conseiller de l'ambassade de Chine, le 25 janvier 1965.

Unis sont d'accord pour une telle conférence ? » demanda le Premier Conseiller<sup>1</sup>. Ce fut une question embarrassante, parce que jusqu'à ce moment-là, le gouvernement américain n'acceptait encore pas les propositions gaullistes, parce que Washington indiqua qu'il y avait une intervention du Nord-Vietnam qui était aidée par la Chine. Lors de l'entretien avec l'Ambassadeur de France le 20 juillet 1964, le gouvernement américain souligna encore qu'il fallait que le camp socialiste se soit d'abord retiré<sup>2</sup>. Song reconfirma donc que le gouvernement américain ne voulait pas une telle conférence. Ce qu'il voulait, c'était étendre la guerre. Pour les propositions gaullistes, le Premier Conseiller pensait que le problème du contrôle et le problème de la garantie étaient les deux affaires pour le futur. « Or, dans l'immédiat, nous sommes en présence d'une situation très dangereuse et il importe en premier lieu d'arrêter l'aggravation de cette situation » dit Song. Mais les Français n'étaient pas favorables à ce point de vue chinois, « c'est une raison de plus pour réunir d'urgence une conférence. Nous savons bien que ce n'est pas un remède magique. Mais cela permettra tout au moins de stopper cette aggravation » rétorqua Lucet. Le Directeur d'Asie-Océanie remarqua qu'il y avait une autre ingérence étrangère, par exemple, celle du Nord-Vietnam, il fallait donc étudier l'affaire dans l'ensemble. « Notre vue des choses est un peu différente, l'intervention américaine est le problème majeur » répondit Song<sup>3</sup>. A ce moment-là, la circonstance de l'entretien était très embrouillée. Lucet conclut rapidement qu'il convenait d'attendre le retour de l'Ambassadeur de Chine pour continuer à faire ce problème avec Couve de Murville. Le sujet de l'entretien était obligé d'être changé. Manac'h demanda au Premier Conseiller des informations des conversations sino-américaines de Varsovie. « Avec les Américains, nous n'avons pas de langage

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/165, Compte rendu de l'entretien du 25 janvier 1965 entre M. Sung Chih-Kuang et MM. Lucet, Manac'h et Brethes au sujet du Vietnam, le 26 janvier 1965.

<sup>2</sup> Télégramme, n° 4663/4669, le 20 juillet 1964, T31, DDF, 1964, op.cit., pp.78-80.

<sup>3</sup> AMAE, 148QO/165, Compte rendu de l'entretien du 25 janvier 1965 entre M. Sung Chih-Kuang et MM. Lucet, Manac'h et Brethes au sujet du Vietnam, le 26 janvier 1965.

commun, le gouvernement chinois n'espère rien tirer de positif de ces conversations » ajouta Song et il termina l'entretien<sup>1</sup>.

Le gouvernement français ne reçut aucune position précise de la Chine dans l'entretien du 25 janvier 1965. En revanche, les Chinois ont connu les positions françaises pour analyser l'objectif du général de Gaulle. Le 1<sup>er</sup> février 1965, le premier rapport de l'Ambassade de Chine était envoyé au ministère des Affaires étrangères chinois. Dans ce rapport, l'Ambassade de Chine pensait que le gouvernement français voulait intervenir dans les affaires vietnamiennes, mais, à ce moment-là, le général de Gaulle ne proposa pas un projet clair qui contient seulement la réunion d'une conférence des quatorze, la neutralité et l'indépendance du Vietnam avec une garantie internationale et sans ingérences étrangères. L'Ambassade de Chine conclut que « le projet gaulliste » fut un planning pour réprimer la force révolutionnaire du Sud-Vietnam, limiter l'impact chinois, et contraindre finalement la Chine, le Nord-Vietnam et le FNL du Sud-Vietnam à faire un compromis afin de participer à une négociation avec les États-Unis. Selon les informations, l'Ambassade de Chine connut que le gouvernement français étendit les actions diplomatiques pour persuader les États-Unis à accepter « le projet gaulliste ». Il conclut donc que le Ministre des Affaires étrangères français proposerait publiquement une réunion de la conférence des quatorze et jouerait un rôle positif dans le problème du Vietnam<sup>2</sup>. Certainement, « le projet gaulliste » dans le rapport chinois n'est pas « un vrai projet ». En fait, il n'existait pas de projet réellement concret de la France pour résoudre le problème vietnamien, seulement certaines propositions générales. Entre 1963 et 1964, il y eut plusieurs entretiens entre la France et les États-Unis concernant le problème vietnamien. Les Français soulignaient devant les Américains qu'ils espéraient un Vietnam réuni, indépendant en neutre. Le

---

<sup>1</sup> Ibid..

<sup>2</sup> AMAEC, Quelques actions diplomatiques de la France sur le problème du Vietnam, le 1<sup>er</sup> février 1965, 106-01314-01, pp. 23-24.

gouvernement français pensait que l'ingérence militaire ne pourrait pas résoudre le problème, mais qu'une conférence internationale comme la conférence de Genève de 1954 ou la conférence sur Laos de 1962 serait une bonne formule pour aboutir à une solution politique. Les Français dirent aux Américains que la neutralité du Sud-Vietnam avec une garantie internationale pourrait éliminer l'intervention communiste. En fait, au regard des télégrammes entre le Quai d'Orsay et l'Ambassade de France, le gouvernement français pensait qu'un Vietnam neutre pourrait aussi mettre un terme à l'intervention américaine. La réunification du Vietnam devrait se fonder sur un Sud-Vietnam neutre. Cependant, le gouvernement américain pensait que les propositions françaises, par exemple celles de « la neutralisation du Sud-Vietnam » et de « la réunion d'une conférence internationale », étaient ambiguës<sup>1</sup>. Ces propositions provoquèrent un conflit franco-américain et minèrent les efforts anti-communistes des États-Unis dans la région vietnamienne. Pendant l'entretien entre le président Johnson et Couve de Murville, le 19 février 1965, le président américain insista pour que le général de Gaulle ne présente pas de projet concert, mais seulement des propositions générales<sup>2</sup>. Dans les archives diplomatiques françaises, on ne peut pas trouver de document présentant un projet concret du général de Gaulle pour résoudre les problèmes indochinois. On peut cependant trouver une instruction élaborée par le Quai d'Orsay pour Paye, le 11 mai 1964. Il y avait une analyse détaillée sur la situation indochinoise. Concernant le problème vietnamien, le Quai d'Orsay indiquait que l'influence communiste et américaine devait d'abord être éliminée au Sud-Vietnam. De plus, à Saïgon devrait être créé un gouvernement national, ni communiste, ni pro-

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 5027/5026, le 30 août 1963, T76, *DDF*, 1963, Tome II, op.cit., p.214 ; Compte rendu de l'entretien entre le président des États-Unis et M. Couve de Murville, Washington, 7 octobre 1963, 16 H 30, CR129, *DDF*, 1963, Tome II, op.cit., pp.359-360 ; Télégramme, n° 362/370, le 15 janvier, T25, *DDF*, 1964, Tome I, op.cit., pp.44-47 ; Télégramme, n° 2917/2920, le 2 février 1964, T67, *DDF*, 1964, Tome I, op.cit., pp.146-147 ; Télégramme, n° 12525/12542, le 6 juin 1964, *DDF*, 1964, Tome I, T245, op.cit., pp.569-572 ; Télégramme, n° 4663/4669, le 20 juillet 1964, T31, *DDF*, 1964, Tome II, op.cit., pp.78-80.

<sup>2</sup> Document 144, Memorandum of Conversation, February 19, 1965, *FRUS*, 1964-1968, Volume II, Vietnam, 1965, pp.331-336.

américain, c'est-à-dire, la création d'un Vietnam neutre. « Ces sont les grandes lignes de la solution de neutralité que la France préconise » dit cette instruction. Le Quai d'Orsay pensait que cette solution ne pourrait être élaborée que dans une conférence internationale, comme la précédente conférence de Genève et qu'une préparation soignée serait indispensable<sup>1</sup>. On peut également trouver un télégramme envoyé par l'Ambassade de France aux États-Unis au Quai d'Orsay le 20 juillet 1964. Les Français pensaient que la Chine et les États-Unis devaient se retirer de cette région et laisser les populations choisir leur destin. « L'application d'une telle politique présupposait l'adoption de la méthode de neutralisation » dit le télégramme<sup>2</sup>. On peut conclure que le gouvernement français avait un « projet de paix » pour le Vietnam, mais ce n'était pas un projet concret. En fait, c'est un projet qui avait une grande ligne directrice : réaliser la neutralité du Sud-Vietnam par une conférence internationale afin de rétablir la paix et l'influence française dans cette région.

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/527, Instructions pour Monsieur Paye, le 11 mai 1964.

<sup>2</sup> Télégramme, n° 4663/4669, T31, le 20 juillet 1964, *DDF*, 1964, Tome II, op.cit., pp.78-80.

## **Chapitre 4 : L'opposition de la Chine aux propositions gaullistes sur le Vietnam**

### **4.1 La divergence franco-américaine concernant l'attitude chinoise sur une conférence internationale**

Le gouvernement français continuait à tenter de connaître la position chinoise précise et de dissiper les préoccupations de Pékin, parce que la position du PCC était un enjeu important pour convaincre Washington d'accepter une conférence internationale pour résoudre le problème vietnamien. Le 3 février 1965, Manac'h eut un nouvel entretien avec Song Zhiguang. Le Directeur de l'Asie au Quai d'Orsay a ouvert l'entretien en déclarant au Premier Conseiller de l'Ambassade de Chine que le gouvernement français n'estimait pas, d'après les informations dont il disposait et les analyses françaises, que les États-Unis cherchaient réellement à donner une extension géographique au conflit du Sud-Vietnam. Manac'h cita, non pour preuve mais comme indication, le passage suivant de la déclaration de William Bundy du 23 janvier. Avec la déclaration du Conseiller des affaires étrangères de l'administration de Johnson à l'appui, il souligna qu'il y avait seulement deux choix pour les États-Unis au Vietnam ; Soit le retrait, soit la poursuite de l'escalade vers la guerre, il fallait néanmoins, aux yeux des Américains, éviter un effondrement du moral des Sud-Vietnamiens et de la volonté de continuer la lutte contre le communisme. Les paroles de William Bundy concernant les intentions américaines au Vietnam étaient donc ambiguës. Song répondit donc : « Il nous est difficile d'estimer, sur la foi de cette déclaration, que les États-Unis sont disposés à négocier ». Manac'h ne montra cependant pas d'autre information qui conduisait à sa conclusion. Le Premier Conseiller précisa une fois de plus que le gouvernement chinois n'avait pas de langage commun avec les États-Unis, si la Chine avait des idées nouvelles, elle ne manquerait pas de prendre contact avec la France.

Ensuite, le Directeur choisit de faire porter la conversation sur la prochaine mission d'Alexis Kossyguine, président du conseil des ministres de l'URSS, à Hanoi et le rôle de l'URSS dans les affaires vietnamiennes, mais Song répondit avec netteté qu'il ne pensait pas que l'Union Soviétique puisse jouer un rôle important dans cette région<sup>1</sup>.

Les Français soulignèrent plusieurs fois devant les Chinois que les Américains ne cherchaient pas une extension du conflit au Vietnam, mais les Français n'expliquaient pas les raisons pour lesquelles ils tiraient ces conclusions. Bien que les Français n'aient pas montré pas de preuves concernant l'attitude américaine, les Chinois pensaient que les Américains voudraient peut-être ouvrir une négociation d'après les informations françaises<sup>2</sup>. Le gouvernement chinois devait confirmer son analyse de la situation, c'est-à-dire, l'impossibilité de l'ingérence américaine à grande échelle, et le planning de la réunification par la force pourrait continuer à être exécuté comme prévu. En fait, la France fut un seul pays où la Chine pourrait obtenir directement des renseignements relatifs à « l'impérialisme américain » dans le cœur du Bloc occidental à ce moment-là<sup>3</sup>. La Chine pouvait retarder son accord précis à une conférence internationale et continuer à profiter du conflit franco-américain. En même temps, selon l'entretien entre Manac'h et Song Zhiguang, l'Ambassade de Chine considérait que la France se hâtait de jouer un rôle important dans le problème du Vietnam, et s'inquiétait que le gouvernement américain négocie seulement avec l'URSS et la néglige. C'était la raison pour laquelle Manac'h avait demandé les avis de Song concernant la mission de Kossyguine à Hanoi<sup>4</sup>. Les Chinois

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/165, Note, n° 35/AS, Entretien avec le premier conseiller de l'Ambassade de Chine (Vietnam), le 4 février 1965 ; AMAEC, Quelques actions diplomatiques de la France sur le problème du Vietnam, le 4 février, 1965, 106-01314-01, pp. 25-26.

<sup>2</sup> AMAEC, Quelques actions diplomatiques de la France sur le problème du Vietnam, le 1<sup>er</sup> février, 1965, 106-01314-01, p. 25.

<sup>3</sup> AMAEC, La lettre de Chen Dingmin à Chen Yi, le 21 janvier 1963, 110-01984-03, pp.8-15.

<sup>4</sup> AMAEC, Quelques actions diplomatiques de la France sur le problème du Vietnam, le 4 février, 1965, 106-01314-01, pp. 25-26.

pensaient que le général de Gaulle n'avait pas un « projet » concret concernant le problème vietnamien, seulement quelques idées, par exemple, « la neutralisation » et « l'indépendance », mais que la France devrait proposer publiquement un « projet de paix » pour le Vietnam dans un avenir proche<sup>1</sup>.

Maurice Couve de Murville devait se soucier de sa mission aux États-Unis le 19 février 1965. D'après le planning, le principal sujet fut les positions chinoises et nord-vietnamiennes relatives à la conférence internationale proposée par la France. Cependant, jusqu'à ce moment-là, le Quai d'Orsay ne connaissait pas encore la position précise de la Chine. En revanche, la situation du Vietnam s'était aggravée. Le 7 février 1965, le gouvernement américain décida de bombarder Quang Binh, une province du Nord-Vietnam, pour se venger d'une attaque de Viêt-Cong sur une base aérienne américaine au Sud-Vietnam. C'était la première fois que les forces américaines avaient attaqué le nord. Quand l'Ambassadeur de la RPC revint en France, Maurice Couve de Murville se hâta de demander un entretien avec lui.

Pendant la conversation du 13 février 1965, le Ministre des Affaires étrangères français indiqua que, face à l'aggravation de la situation, le problème était d'abord d'empêcher les opérations qui s'étendaient au nord, et en second lieu, d'arrêter la guerre. Afin que s'arrêtent les opérations et que disparaissent les risques auxquels il fallait faire face, il pensait qu'il fallait ouvrir une conférence sans conditions préalables, dont la première tâche serait l'établissement d'un cessez-le-feu. Au contraire, Huang Zhen considérait qu'arrêter la guerre était l'affaire des États-Unis, puisque c'était eux qui avaient commencé à étendre le conflit. « La Chine était depuis longtemps disposée à participer à une telle conférence »

---

<sup>1</sup> Ibid., p.25.

dit Huang, mais il indiqua qu'en vertu des accords de Genève de 1954, il fallait que le gouvernement américain arrête les opérations et retire ses personnels militaires et que la question se résoudrait ensuite d'elle-même<sup>1</sup>. Le Ministre français ajouta donc que la réunion d'une conférence sans conditions préalables donnerait une solution aux problèmes vietnamiens par un retour aux accords de 1954, lesquels constituaient la seule base possible de négociations. Cependant, l'Ambassadeur de la RPC ne répondit pas à cette proposition. Il dit seulement qu'il fallait procéder à des négociations sur la base des accords de Genève, et que le gouvernement chinois soutenait toujours le retour aux accords de 1954 pour résoudre le problème du Vietnam par les Vietnamiens eux-mêmes et se verrait obligé de prendre les mesures comme il était indiqué.<sup>2</sup> Le même jour, le gouvernement américain décida d'étendre l'opération « Rolling Thunder » qui fut une campagne de bombardements aériens intensifs qui visait principalement des cibles stratégiques comme les industries et les infrastructures portuaires du Nord-Vietnam. Cette opération symbolisa le commencement de « la guerre américaine ».

« De cette conversation, il est difficile de lui attribuer une valeur trop formelle » répondit Maurice Couve de Murville, à la demande de George Ball, sous-secrétaire d'État des États-Unis lorsqu'ils parlèrent à la Maison Blanche le 19 février 1965 de l'entretien du 13 février à Paris. Cependant, le Ministre ajouta qu'il paraissait résulter que les Chinois étaient d'accord pour parvenir à une solution politique en réaffirmant les principes de 1954, et aussi pour la réunion d'une conférence sans conditions préalables<sup>3</sup>. D'après les

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/143, Télégramme, n° 523/30, le 16 février 1965 ; AMAEC, Entretien entre M. Maurice Couve de Murville, le Ministre des Affaires étrangères de la France, et M. Huang Zhen, l'Ambassadeur de Chine, le 13 février, 1965, 106-01314-01, pp. 27-29.

<sup>2</sup> AMAE, 148QO/143, Télégramme, n° 523/30, le 16 février 1965 ; AMAEC, Entretien entre M. Maurice Couve de Murville, le Ministre des Affaires étrangères de la France, et M. Huang Zhen, l'Ambassadeur de Chine, le 13 février 1965, 106-01314-01, pp. 27-29.

<sup>3</sup> Télégramme, n° 1185/1199, le 19 février 1965, T83, *DDF*, 1965, Tome I, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien : Peter Lang, 2003, p.204.

informations françaises, Maurice Couve de Murville considéra qu'il en allait de même pour le Nord-Vietnam, mais Hanoi était plus impatient que Pékin<sup>1</sup>. Le président Johnson indiqua que les informations américaines différaient beaucoup de celles provenant du côté français. Ensuite, il donna la lecture d'un rapport des services de renseignements au Ministre. D'après ce texte, la Chine et le Nord-Vietnam n'accepteraient de parler qu'après le retrait préalable et complet des forces américaines et décidèrent à continuer les combats jusqu'au départ des troupes américaines et l'établissement d'un régime communiste dans le sud<sup>2</sup>. « Nous pensons toujours qu'une négociation est utile, mais il faut que les autres acceptent aussi cet avis » commenta Johnson<sup>3</sup>. Le Président pensa qu'il devait tenir compte de l'agressivité du Nord-Vietnam, la réaction américaine ne pouvait donc être que de poursuivre et riposter. George Bundy, conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, demanda alors si la position des Chinois était que les Américains devaient se retirer du Vietnam avant toutes négociations. Maurice Couve de Murville répondit qu'il ne le croyait pas. Ce dont les Chinois parlaient, c'était du retour aux principes de Genève de 1954. Le retrait américain serait une conséquence et ne serait pas une condition. Le Ministre confirma qu'il faudrait chercher à commencer par l'établissement d'un cessez-le-feu. Alors seulement une vie politique pourrait reprendre au Sud-Vietnam. Ceci n'impliquerait pas un retrait préalable des forces américaines. Cependant, le président Johnson douta encore des idées françaises, il pensait que la réunion d'une conférence ne ferait qu'exciter l'appétit des communistes. « Si le Vietnam tombe aux mains des communistes, ce serait ensuite le tour du Laos, de la Thaïlande, de la Birmane, de la Malaisie, etc. Nous n'accepterons pas

---

<sup>1</sup> Document 144, Memorandum of Conversation, February 19, 1965, *FRUS*, 1964–1968, Volume II, Vietnam, 1965, pp.331-336.

<sup>2</sup> Télégramme, n° 1185/1199, le 19 février 1965, T83, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., p.204.

<sup>3</sup> Document 144, Memorandum of Conversation, February 19, 1965, *FRUS*, 1964–1968, Volume II, Vietnam, 1965, pp.331-336.

un nouveau Munich » ajouta le Président<sup>1</sup>. Cet entretien franco-américain fut encore infructueux. Aux yeux des Français, les Américains pensaient : « Une conférence, si elle se réunissait, n'ait qu'une durée éphémère et l'on se retrouverait rapidement dans une situation encore plus embarrassante »<sup>2</sup>.

Cette conversation entre le Ministre des Affaires étrangères de la France, le président des États-Unis et les fonctionnaires du gouvernement américain eut un grand point de doute qui était présenté dans le jugement français sur l'attitude chinoise. Maurice Couve de Murville indiqua deux fois que le gouvernement chinois avait accepté une conférence internationale pour participer à une négociation avec les États-Unis, bien que des troupes américaines soient encore dans le Sud du Vietnam. Cependant, d'après les entretiens franco-chinois, les fonctionnaires chinois montrèrent que leurs positions sur une conférence internationale sans conditions préalables étaient ambiguës. Maurice Couve de Murville dit qu'il avait fait un résumé selon sa propre compréhension de son entretien avec l'Ambassadeur de Chine du 13 février, et avait demandé si l'Ambassadeur s'est opposé à toute partie de celui-ci, ce à quoi l'Ambassadeur avait répondu par la négative<sup>3</sup>. Évidemment, ce résumé n'est pas le télégramme n° 523/30, le 16 février 1965, parce que Huang Zhen n'y révéla pas son consentement dans ce télégramme. Il y a un autre document intitulé *le Compte-rendu de l'audience accordée par le Ministre à l'Ambassadeur de Chine, M. Huang Chen, 13 février 1965*. Mais le contenu du compte-rendu est même que le télégramme n° 523/30<sup>4</sup>. Comment le Ministre des Affaires étrangères français en arriva-t-

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 1185/1199, le 19 février 1965, T83, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., pp.205-207; Document 144, Memorandum of Conversation, February 19, 1965, *FRUS*, 1964–1968, Volume II, Vietnam, 1965, pp.331-336.

<sup>2</sup> AMAE, 148QO/162, Télégramme circulaire, n°43, le 25 février 1965.

<sup>3</sup> Documents 144, Memorandum of Conversation, February 19, 1965, *FRUS*, 1964–1968, Volume II Vietnam, 1965, pp.331-336.

<sup>4</sup> AMAE, 119QO/529, *Compte-rendu de l'audience accordée par le Ministre à l'Ambassadeur de Chine, M. Huang Chen, le 13 février 1965, à 16h30*.

il à cette conclusion ? Le Quai d'Orsay altéra-t-il la position chinoise pour persuader le gouvernement américain de participer à une négociation avec la Chine en vue de jouer un rôle médiateur et rebâtir le statut de grande puissance de la France ? Le Quai d'Orsay pensait-il que la Chine acceptait une négociation sans conditions préalables parce que les dirigeants chinois mentionnaient plusieurs fois le retour aux accords de Genève de 1954 ? En effet, le retrait des troupes étrangères fut exécuté après la signature des accords, c'est-à-dire à la fin de la conférence en 1954. Aux des Français, lors du temps des conversations ,« les troupes américaines demeureraient, du moins en partie sur place », et les accords de Genève de 1954 assureraient l'évacuation de toutes les forces étrangères. le PCC pourrait accepter une négociation dans cette condition<sup>1</sup>. En effet, selon un télégramme élaboré par le Quai d'Orsay à envoyer à Paye le 27 février (finalement non envoyé), il croyait que la Chine voulait réunir une nouvelle conférence de Genève, qui devait être le prélude au départ des forces américaines, et que ce départ ne devait pas être entendu comme un préalable<sup>2</sup>.

#### **4.2 « Une conférence consacrée au Vietnam est impossible »<sup>3</sup>**

Entre février et mars 1965, le gouvernement américain décida de bombarder le Nord-Vietnam. Washington décida également d'envoyer de nombreuses troupes américaines dans la région du Sud-Vietnam pour aider les soldats vietnamiens contre le Viêt-Cong. L'escalade du conflit fut inattendue pour le gouvernement de la Chine populaire. Mao et les dirigeants du PCC étaient obligés de revoir leur politique vis-à-vis des Américains, afin d'établir la nouvelle politique diplomatique de la Chine.

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/162, Télégramme circulaire, n°43, le 25 février 1965.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/143, Télégramme à Pékin, projet, non envoyé, le 27 février 1965.

<sup>3</sup> AMAEC, 106-01266-07, Entretien entre M. Zhou Enlai et M. Lucien Paye, le 17 mars 1965.

Après le commencement de l'opération « Rolling Thunder », la position de la Chine était devenue intransigeante. Le 9 février, la déclaration du gouvernement chinois laissait entendre que l'agression américaine contre le Nord du Vietnam équivalait à une agression contre la Chine<sup>1</sup>. Le 10 février, le PCC organisa une manifestation de 1.5 million personnes sur la place de Tian An Men pour dénoncer l'escalade de la guerre du Vietnam et appuyer la lutte vietnamienne contre l'intervention américaine. Tous les dirigeants chinois importants, inclus le président Mao, participèrent à la manifestation pour montrer la position intransigeante de la Chine avant les opérations américaines<sup>2</sup>. Le 13 février, le Comité central du PCC envoya un télégramme à Léonid Brejnev, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'URSS. Dans ce télégramme, le PCC indiqua que la Chine et l'Union soviétique devaient s'unir comme un seul homme contre l'impérialisme américain et aider ensemble les Vietnamiens de lutter contre « les agresseurs américains »<sup>3</sup>. Il semble que la Chine populaire pense que cette fois était différente des incidents du golfe du Tonkin d'août 1964. L'administration de Johnson interviendrait sérieusement dans les affaires vietnamiennes par la force à grande échelle.

Au cours de la visite du Ministre des Affaires étrangères français aux États-Unis, le 23 février, le Premier Conseiller de l'Ambassade de Chine a été reçu, sur sa demande, par Manac'h. La question du Vietnam ayant été évoquée à la fin de l'entretien. Song a connu la visite de Maurice Couve de Murville aux États-Unis duquel il s'attendait à recevoir quelques informations sur le résultat, mais il déclara nettement que les conditions n'étaient pas réunies pour l'ouverture de pourparlers, parce que le gouvernement américain ne voulait pas négocier. Le Premier Conseiller indiqua que les Américains voulaient

---

<sup>1</sup> Sous la direction de Wang Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi, 1957-1969* (L'histoire diplomatique de la Chine populaire, 1957-1969), Pékin : World Affairs Press, 1998, p.36.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu, 1949-1976*, volume V, op.cit., pp.477-478.

<sup>3</sup> Ibid., pp.478-479.

seulement modifier la position dans laquelle ils se trouvaient au Vietnam par l'intimidation, sous la forme notamment de bombardements du territoire du Nord-Vietnam<sup>1</sup>. Évidemment, la position du gouvernement chinois est devenue intransigeante vers une conférence internationale, parce que selon le planning élaboré en juillet 1964, suite à la menace militaire, le PCC pensa qu'une négociation était devenue inutile<sup>2</sup>. Cependant, le gouvernement français ne voulait pas abandonner la dernière lueur d'espoir, il souhaitait connaître la position chinoise de façon détaillée.

Le ministère des Affaires étrangères français élaborait un plan dans le but de poursuivre le travail de persuasion vis-à-vis de la Chine afin qu'elle participe à une négociation avec les États-Unis. Le nouveau plan considérait que l'aggravation du conflit au Vietnam a mis en péril l'équilibre du monde, mais que cet équilibre pourrait être recréé et se maintenir par un accord entre la Chine et les États-Unis. Bien que le gouvernement français ait pensé qu'il n'y eut pas de possibilité de conversation directe entre Washington et Pékin, le nouveau projet indiqua qu'il fallait dire à la Chine que la France a très bien compris pourquoi l'augmentation des tensions amène précisément la Chine et le Nord-Vietnam, donc le gouvernement français continuerait à proposer la réunion immédiate d'une conférence internationale. Cependant, le schéma considérait qu'il fallait convaincre la Chine que le gouvernement français n'agit nullement en médiateur, mais simplement selon ses convictions et de manière rigoureusement indépendante<sup>3</sup>.

En considérant la demande du résultat des entretiens entre Maurice Couve de Murville, Rusk et le président Johnson, le 18 et le 19 février 1965 par Song Zhiguang, le schéma

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/143, Note, n° 40/AS, Conversation avec le conseiller de l'Ambassade de Chine sur le Vietnam, le 24 février 1965.

<sup>2</sup> Tong Xiaopeng, *Feng Yu Si Shi Nian*, volume II, op.cit., pp.220-221.

<sup>3</sup> AMAE, 148QO/143, Schéma proposé pour une conversation avec l'Ambassade de Chine (projet), le 26 février 1965.

prévoyait que la Chine populaire soit mise au courant que le Ministre rappela à ses interlocuteurs que la Chine populaire et le Nord-Vietnam avaient tout intérêt à régler le problème au moyen de pourparlers et non par les armes. Il fallait aussi indiquer aux Chinois que le gouvernement américain ne souhaitait pas jouer le rôle d'agresseur et qu'il ne repoussait pas « a priori » une solution politique. Les États-Unis « seraient prêts à rappeler leurs troupes si on pouvait lui démontrer que, dans les circonstances actuelles, des négociations aboutiraient à l'indépendance et à la neutralité du Sud-Vietnam, mais les Américains sont convaincus, au contraire, que ses adversaires veulent continuer et étendre les opérations ». Le plan considéra donc qu'il fallait indiquer à la Chine que la France continuerait à penser que le nœud du problème consistait à trouver un moyen de dissiper la méfiance des Américains<sup>1</sup>.

L'Ambassadeur de France a constaté le changement de l'attitude chinoise sur le problème vietnamien. « La position chinoise a été récemment précisée en plusieurs occasions » écrivit l'Ambassadeur de France dans le télégramme du 2 mars, « le maréchal Chen Yi a indiqué que seul un retrait des troupes américaines pourrait permettre d'assurer la paix en laissant les peuples d'Indochine régler eux-mêmes leurs problèmes dans leur déclarations à la fête nationale du Népal...Zhou Enlai, sans mentionner l'éventualité d'une négociation, affirme que, sans le retrait des « agresseurs américains », tout accord international tendant à résoudre la question d'Indochine serait violé et foule aux pieds comme les accords de Genève de 1954 et 1962 ». Cependant, Paye pensait que les positions chinoises ne lui paraissaient pas introduire l'idée d'un préalable à une conférence, dont il n'était pas fait mention dans les commentaires les plus récents et ces phrases devaient s'interpréter dans le sens d'un règlement de paix qui impliquerait nécessairement le départ

---

<sup>1</sup> Ibid..

des troupes américaines. Il confirma donc que la position du gouvernement chinois ne faisait pas du retrait des troupes américaines un préalable à la négociation, mais considérait que tout règlement du problème vietnamien devait comporter le départ des Américains et s'engageait à ne pas accepter d'autre solution. A cause de l'absence du Ministre des Affaires étrangères de Chine, Paye pensa que la position chinoise soit précisée à nouveau après son retour à Pékin<sup>1</sup>.

Cependant, le ministère des Affaires étrangères français douta de l'évaluation de Paye. Depuis la reprise des bombardements américains au Nord-Vietnam, les Chinois ont été amenés à durcir leur position, ce qui contrariait profondément le Quai d'Orsay. Dans les déclarations du gouvernement chinois le 9 février et le 13 février, il n'y avait aucune allusion à la réunion d'une conférence internationale pour résoudre le problème vietnamien. Pékin ne cessait de souligner la possibilité de l'intervention chinoise dans la guerre du Vietnam<sup>2</sup>. En outre, d'après l'analyse du Quai d'Orsay, le départ des Américains devint une condition préalable à toute conférence dans les déclarations en public et dans les articles du *Quotidien du Peuple*<sup>3</sup>. Bien que Maurice Couve de Murville pense que les informations publiques chinoises étaient seulement une propagande, le Quai d'Orsay considéra qu'il était difficile aux Chinois de ne pas adopter dans les déclarations publiques un tel langage intransigeant dans cette situation. Il considéra aussi qu'il était préférable pour la Chine de ne pas chercher à revenir sur un point qui ne pouvait guère, à ce moment-là, être éclairci. Le ministère des Affaires étrangères français répondit donc à Paye qu'il fallait se borner à écouter ce que le maréchal Chen Yi aurait lui dire, jusqu'à de nouvelles

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/143, Télégramme, n° 690/96, le 2 mars 1965.

<sup>2</sup> Sous la direction de Wang Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1957-1969, op.cit., p.36.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/586, Des déclarations du gouvernement chinois des messages officiels chinois et des articles du « *Quotidien du Peuple* » sur l'affaire vietnamienne (6 juillet 1964-4 mars 1965), le 11 mars 1965.

instructions. Parce que si l'Ambassadeur de France interrogeait le Maréchal, il ne manquerait pas de parler de « l'agression américaine » et de la nécessité d'y mettre fin et enfin souligner que les Sud-Vietnamiens devraient eux-mêmes choisir le régime de leur choix après le départ des troupes d'occupation. Il indiqua que ceci n'aidait pas à déceler les véritables intentions des Chinois et la France risquerait d'apparaître « comme posant des questions par mandat et au compte des Américains »<sup>1</sup>. Le contenu du télégramme fut très différent du schéma élaboré le 26 février 1965. Évidemment, le ministère des Affaires étrangères français s'apercevait que c'était inutile de répéter le point de vue français concernant une conférence internationale pour résoudre le problème vietnamien devant les Chinois dans ces circonstances. Le changement de la position chinoise a entraîné l'abandon de ce schéma par le Quai d'Orsay.

Le 8 mars 1965, l'embarquement des marines américaines s'aggrava la situation vietnamienne. *Le Quotidien du Peuple* publia plusieurs articles contre l'invasion de « l'impérialisme américain » au Vietnam. Entre février et la mi-mars de la même année, il y eut 368 articles (environ un tiers des articles du *Quotidien du Peuple*) concernant le problème du Vietnam. Le journal officiel du PCC cita plusieurs des reportages et des déclarations des journaux du Nord-Vietnam et de Corée du Nord, et cita également les déclarations des journaux de gauche des pays occidentaux pour montrer que les États-Unis étaient « l'ennemi numéro un » du monde à ce moment-là. La Chine soutiendrait la lutte du peuple vietnamien contre les Américains jusqu'à bout.

D'après les articles du *Quotidien du Peuple*, les Français jouaient un rôle de perturbateur dans le Bloc occidental en contredisant les mesures militaires américaines au

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/143, Télégramme du départ, n° 946/950, le 3 mars 1965.

Vietnam<sup>1</sup>. Bien qu'il n'ait pas de commentaire négatif lorsque *le Quotidien du Peuple* cita les idées françaises relatives à une conférence internationale pour résoudre le problème vietnamien, l'Ambassade de Chine envoya le 12 mars 1965 une déclaration du gouvernement chinois au gouvernement français. La déclaration dénonça les attaques américaines au Nord-Vietnam et indiqua que toutes les forces armées américaines devaient être retirées de la région vietnamienne, ce qui était la seule et unique voie politique qui pourrait apporter une solution politique à la question vietnamienne<sup>2</sup>. Cette déclaration montra la position intransigeante de la Chine d'une manière plus profonde et mit aussi en lumière le fait que la Chine a néanmoins évité récemment de mentionner l'hypothèse de telle réunion sans condition préalable.

Le maréchal Chen Yi est revenu de Shanghai à Pékin le 28 février, mais le ministère des Affaires étrangères chinois ne l'a pas dit à Paye<sup>3</sup>. On ne peut pas savoir les raisons pour lesquelles le Maréchal n'a pas reçu l'Ambassadeur de France. Peut-être que la visite du président du Pakistan a pris une grande partie de son temps<sup>4</sup>. Jusqu'au 17 mars, Paye a finalement été reçu par les hauts fonctionnaires du gouvernement chinois. La conversation entre le Premier Ministre et l'Ambassadeur de France a été consacrée à la situation dans le Sud-est Asiatique et particulièrement au Vietnam.

« Le gouvernement français pense qu'il faut trouver une façon pour résoudre le problème » dit Paye. « Si nous voulons trouver une façon, il faut d'abord expliquer

---

<sup>1</sup> *Yue Han Xun Kuo Da Zhan Zheng Yan Bu Zhu Zuo Zei Xin Xu Mei Bao Cheng Ren Hong Zha Yue Nan Shi Mei Guo Geng Jia Gu Li* (« Le voleur » craint toujours d'être appréhendé. Un journal américain souligne que le gouvernement américain est isolé à cause de l'escalade de la guerre du Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 5 mars 1965.

<sup>2</sup> AMAE, 148QO/143, La déclaration du gouvernement de la République populaire de Chine, le 12 mars 1965.

<sup>3</sup> Sous la direction de Liu Shufa, *Chen Yi Nian Pu* (La Chronologie de Chen Yi), volume II, Pékin :People's Publishing House, 1995, p.1087.

<sup>4</sup> *Ibid.*, pp.1087-1088.

clairement et nettement les principes principaux. Le gouvernement américain refuse d'entendre raison, mais il impose ses idées sophistiquées » répondit Zhou Enlai, « nous approuvons le projet gaulliste, mais les Américains pensent que le Sud-Vietnam est leur zone d'influence et ils provoquent les malheurs dans cette région ». Quand l'Ambassadeur de France voulait expliquer la position française, le Premier Ministre l'interrompit. « Le gouvernement chinois comprend bien la position française, mais, d'abord, je pense qu'il faut discuter des malheurs provoqués par les Américains. Vous avez parlé de la réunion de la conférence par trois fois, en revanche, les Américains ont déclenché la guerre et massacrent des peuples dans la région vietnamienne. Le gouvernement américain a envoyé ses marines dans le Sud-Vietnam. Depuis le mois de février 1965, l'Armée de l'Air américaine a commencé à bombarder le Nord-Vietnam. Dans ces conditions, comment le Nord-Vietnam peut accepter une négociation ? » demanda Zhou Enlai. Le Premier Ministre ajouta aussi que si le gouvernement américain n'acceptait pas la réunion de la conférence, la Chine populaire ne pourrait pas convaincre le Nord-Vietnam de participer à une négociation avec les États-Unis. En revanche, Zhou Enlai pensait que l'on pourrait ouvrir une conférence proposée par le prince Sihanouk pour faire reconnaître la neutralité du Cambodge et qu'on aurait quelque chance de savoir si le gouvernement américain désirait vraiment la paix<sup>1</sup>.

Après cet entretien, Paye élaborait trois longs télégrammes pour analyser la position chinoise. Il pensait qu'aux yeux de la Chine, une conférence consacrée au Vietnam était impossible car ce serait une négociation sous la menace des États-Unis, qui voudraient dominer le monde et ne reculeraient pas devant une extension de la guerre. Sur la conférence du problème cambodgien, l'Ambassadeur de France pensait que Zhou avait

---

<sup>1</sup> AMAEC, Entretien entre M. Zhou Enlai et M. Lucien Paye, le 17 mars 1965, 106-01266-07.

prévu un tel processus dans lequel il serait ensuite possible de songer, grâce à un tel test, à une conférence sur le Vietnam<sup>1</sup>, mais la possibilité ne se réalisa pas. Bien que la Chine ne soit pas hostile à une conférence, elle voyait uniquement dans cette dernière un moyen pour garantir la paix, l'intégrité territoriale et l'indépendance du Cambodge. Pour le Vietnam, des négociations ne pourraient avoir un sens que si la France obtenait des garanties de la part des États-Unis : la cessation des bombardements contre le Nord-Vietnam et le Laos, l'acceptation du retrait des forces armées américaines, la reconnaissance au Sud-Vietnam du droit à gérer ses propres affaires<sup>2</sup>. Tout cela étant très hypothétique. A ce moment-là, la France ne pouvait pas influencer sur la décision américaine. L'Ambassadeur de France conclut que quant aux perspectives d'une conférence, un durcissement s'était produit dans l'attitude chinoise au cours des deux derniers mois à la suite des bombardements américains<sup>3</sup>.

Le PCC doutait-il du rôle de la France dans les affaires vietnamiennes après l'escalade du conflit ? D'une part, la France ne pouvait pas donner à la Chine des enseignements précis concernant l'attitude américaine. L'aggravation de la situation au Vietnam montrait que la garantie française était sans effet. D'autre part, bien que grâce au général de Gaulle, la France ait représenté l'Europe et ait été indépendante et forte, le gouvernement français n'obtint même pas du gouvernement américain l'acceptation de sa proposition, c'est-à-dire, une conférence internationale. En fait, à cause de l'attitude ambiguë ou négative concernant les propositions françaises pendant les entretiens bilatéraux, les Chinois pensaient que les Français devaient considérer la Chine comme un « obstacle » contre une conférence internationale. « Une négociation sans condition préalable » et la neutralisation du Sud-

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/143, Télégramme à l'arrivée, n° 829/831, le 17 mars 1965.

<sup>2</sup> AMAE, 148QO/143, Télégramme à l'arrivée, n° 846/851, le 18 mars 1965.

<sup>3</sup> AMAE, 148QO/143, Télégramme à l'arrivée, n° 865/869, le 19 mars 1965.

Vietnam ; les conceptions françaises étaient une pression exercée par la France sur la Chine aux yeux des Chinois. Le gouvernement chinois pensait qu'il fallait résister à cette pression, parce que le sujet le plus important en Asie Sud-est était d'aider les Vietnamiens contre les Américains à tout prix<sup>1</sup>. Dans cette circonstance, la Chine a naturellement montré une attitude intransigeante face aux propositions françaises.

Aux yeux du Quai d'Orsay, avant les bombardements du Nord-Vietnam, il était possible que la Chine ait envisagé d'attendre avec patience le moment où les États-Unis auraient d'eux-mêmes vu dans une négociation la seule issue possible<sup>2</sup>. Cependant, face à la position intransigeante du gouvernement chinois, le ministère des Affaires étrangères français conclut finalement que la Chine se montrait opposée à une ouverture de pourparlers et estima la négociation impossible à cause des tentatives d'intimidation de la part du gouvernement américain. La seule solution était le retrait immédiat et inconditionnel des forces armées américaines<sup>3</sup>. En outre, les Français pensaient que la Chine voulait aussi profiter de l'escalade du conflit du Vietnam pour créer une tension internationale accrue afin de lutter contre la politique soviétique. Aux yeux des Français, si l'URSS acceptait une négociation avec les États-Unis, la Chine pourrait montrer aux peuples du « tiers monde » que l'Union soviétique trahissait des mouvements de libération nationale. Dans ce contexte, les Français pensaient que la Chine inciterait le Nord-Vietnam à refuser les négociations et pousserait le prince Sihanouk à durcir son attitude. L'ouverture

---

<sup>1</sup> Sous la direction de Wang Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi, 1957-1969*, op.cit., p. 381.

<sup>2</sup> AMAE, 148QO/143, Position de la Chine au sujet des problèmes du Vietnam et du Cambodge, le 18 mai 1965.

<sup>3</sup> AMAE, 148QO/143, Note : position de la Chine à l'égard des projets de négociation relatifs aux états de l'ancienne Indochine, le 23 mars 1965.

d'une négociation qui permettrait de résoudre ultérieurement le problème, restait pour le moment dans l'impasse aux yeux du gouvernement français<sup>1</sup>.

### **4.3 Les préoccupations du PCC à propos de la question vietnamienne et le rôle français dans la diplomatie discrète sino-américaine**

Le 22 mars 1965, le président Mao discutait avec ses camarades du problème du Vietnam. A la suite de l'analyse de la situation vietnamienne, Zhou Enlai proposa au président Mao d'envoyer au Nord Vietnam (dans le cas où ce dernier demandait de l'aide) des canons antiaériens et des radars. De même, un projet de construction de chemin de fer fut envisagé dans ce cadre. Zhou proposa également que, si les aéroports nord-vietnamiens étaient détruits par les américaines, les chasseurs nord-vietnamiens pourraient atterrir en Chine. Mao Zedong consentit le plan de Zhou Enlai. Il dit à ses camarades qu'il devait satisfaire les demandes de la RDVN, parce que le PCC avait organisé les manifestations et publiait plusieurs déclarations pour montrer que la RPC aiderait le Nord-Vietnam contre la menace américaine, à titre à l'exemple, l'attaque au Nord-Vietnam égalait à l'attaque de la Chine. « Nous ne pouvons pas manquer à nos paroles » conclura le président Mao. Il décida également de tenir une autre conférence au début d'avril pour discuter des préparatifs de guerre<sup>2</sup>. A la suite de la discussion avec Mao Zedong, Zhou Enlai prit rapidement l'avion pour aller à Kunming, une grande ville chinoise proche de la frontière sino-vietnamienne, afin de négocier avec le représentant de la RDVN à propos de l'aide chinoise<sup>3</sup>. L'éditorial du 25 mars 1965 du *Quotidien du Peuple* insista sur le fait que le peuple chinois satisferait toute demande d'aide matérielle et militaire du peuple sud-vietnamien. Cet éditorial

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/143, Note : position de la Chine au sujet des problèmes du Vietnam et du Cambodge, le 18 mai 1965.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume V, op.cit., p.487.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p.720.

indiqua aussi que le peuple chinois serait prêt à aller au Sud-Vietnam pour lutter avec le peuple sud-vietnamien contre les Américains<sup>1</sup>. A ce moment-là, Il semblait qu'une guerre entre la Chine populaire, le Nord-Vietnam et les États-Unis était inévitable.

Bien que le gouvernement chinois ait refusé les propositions gaullistes relatives à la réunion d'une conférence pour résoudre le problème du Vietnam, il n'a pas pu savoir si le gouvernement américain voudrait lancer une attaque sur le territoire chinois. Pendant mars et avril, le PCC organisa certaines conférences pour faire une recherche sur ce problème. Comme prévu, une conférence pour préparer la guerre fut convoquée le 12 avril 1965, Deng Xiaoping, Liu Shaoqi et Zhou Enlai ont respectivement fait des discours. Les propos tenus par Deng nous indiquent les questionnements du PCC à l'époque. Il pensait que l'Armée de l'Air américaine avait bombardé la région de douze kilomètres au sud de Hanoi, ensuite qu'elle pourrait attaquer Hanoi et Haiphong. Ensuite il était probable que l'Armée de l'Air américaine pourrait envahir l'espace aérien et territorial chinois et bombarder Yunnan. Bien que Deng et Liu aient indiqués que la Chine ne devrait pas avoir peur d'être impliquée dans une guerre à grande échelle, ils ont aussi indiqué qu'il fallait se soustraire à un conflit direct entre les États-Unis et la Chine. Zhou Enlai ajouta que la Chine devait lancer la contre-attaque après les attaques américaines et ne pas vaincre l'ennemi en le frappant le premier. Il indiqua que le gouvernement chinois ne pourrait pas proposer le slogan « Kang Mei Yuan Yue » (Résister à l'agression des États-Unis et Aider les peuples vietnamiens), parce que les Vietnamiennes devaient être « le premier rôle » dans le champ de bataille et que la Chine populaire les aiderait seulement, mais pas au point d'envoyer

---

<sup>1</sup> *Quan Shi Jie Ren Min Dong Yuan Qi Lai, Yuan Zhu Nan Yue Ren Min, Da Bai Mei Guo Qin Lue Zhe* (Il faut que les peuples du monde entier se mobilisent pour aider le peuple sud-vietnamien de vaincre les agresseurs américains), *Le Quotidien du Peuple*, le 25 mars 1965.

des troupes comme la guerre de Corée<sup>1</sup>. A la suite de la conférence, « les instructions du Comité central du PCC concernant les préparatifs de guerre » furent élaborées. Ce document indiqua qu'il fallait renforcer les préparatifs de guerre face à l'escalade militaire au Vietnam afin de parer à la possibilité de l'agression américaine en Chine. Mao Zedong le ratifia le 13 avril<sup>2</sup>.

Les décisions stratégiques du gouvernement chinois face à l'escalade du conflit au Vietnam s'organisèrent à différents niveaux. Premièrement, le PCC souhaitait que ses camarades vietnamiens puissent gagner le conflit et unifier la région vietnamienne. Deuxièmement, bien que la Chine ait voulu aider le Nord-Vietnam, elle voulut aussi éviter un conflit sino-américain direct<sup>3</sup>. D'une part, bien que le président Mao ajoute que le PCC et autres partis communistes ne devaient pas craindre la guerre avec les impérialistes américains, il semble que la mémoire de la guerre de Corée ait influencée la décision du PCC. Cette guerre était trop coûteuse et elle montra que les armements américains étaient plus avancés que ceux des Chinois. A titre d'exemple, Mao dit aux Vietnamiens : « Les troupes américaines étaient très fortes, parce que la puissance de tir de trois armées chinoises étaient égales à la puissance de tir d'une division américaine »<sup>4</sup>. Dans le plan du PCC, les Chinois auraient établi trois lignes de défense pour contrer une invasion américaine potentielle, cependant, le président Mao souhaitait encore que les États-Unis ne déclenchent pas une guerre avec la Chine<sup>5</sup>. Troisièmement, il semble que ce conflit pourrait miner les efforts du président Mao pour déclencher la Révolution culturelle. Depuis 1963,

---

<sup>1</sup> Chen Jian, *Yue Zhan Chu Qi Zhong Mei Zhi Jian Te Shu De Xin Xi Chuan Di*(Une filière de contact entre les États-Unis et la Chine pendant la guerre du Vietnam), Historical Review, 2004, No.1 ; CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976,volume III, op.cit., p.724.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976,volume V, op.cit., p.487.

<sup>3</sup> Chen Jian, *Yue Zhan Chu Qi Zhong Mei Zhi Jian Te Shu De Xin Xi Chuan Di*(Une filière de contact entre les États-Unis et la Chine pendant la guerre du Vietnam), Historical Review, 2004, No.1.

<sup>4</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976,volume V, op.cit., p.385.

<sup>5</sup> Ibid., p.491.

la situation politique dans le PCC devint graduellement instable. Les divergences concernant le développement de la Chine entre Mao Zedong et Liu Shaoqi devinrent une contradiction principale dans le PCC. Bien que Liu soutînt aussi la politique de lutte des classes, il pensait que la lutte des classes devait se développer à l'échelle locale, c'est-à-dire, dans des communes populaires ou dans des équipes de production afin d'éliminer les révisionnistes chinois. Il s'opposait donc certains moyens proposés par Mao Zedong. Cette position provoqua la colère du président Mao, parce que Mao Zedong pensait que le problème du révisionnisme apparaissait dans les cadres supérieurs du PCC. Il pensait donc que Liu était devenu un « révisionniste » et qu'il fallait donc l'éliminer. Un mouvement révolutionnaire des masses populaires était le seul moyen pour réaliser son plan<sup>1</sup>. Le président Mao n'espérait donc pas qu'une guerre mine son plan politique. Le gouvernement chinois décida donc de ne pas lutter directement contre les Américains, mais d'envoyer des aides militaires et des groupes consultatifs au Nord-Vietnam pour combattre indirectement l'ennemi afin de contrôler l'échelle de la guerre. Ces sont les raisons pour lesquelles Zhou Enlai dit à Paye que la Chine soutenait une conférence sur le problème du Cambodge pour voir si le gouvernement américain désirait vraiment la paix<sup>2</sup>. La Chine annonça, le 20 mars 1965, qu'elle donnait son plein accord à la proposition cambodgienne de réunir une conférence internationale destinée à garantir la neutralité du Cambodge<sup>3</sup>. Le gouvernement chinois ait tenté de transmettre un signal aux États-Unis pour essayer d'améliorer la situation.

Cependant, le prince Sihanouk espérait que la conférence n'allait pas se borner à garantir la neutralité du Cambodge. La France soutint la conférence des Peuples

---

<sup>1</sup> Qian Xiangli, *The History of the People's Republic of China*, volume V, 1962-1965, op.cit., pp.377-419; Bu Weihua, *The History of the People's Republic of China*, volume VI, 1966-1968, op.cit., pp.149-185.

<sup>2</sup> AMAEC, Entretien entre M. Zhou Enlai et M. Lucien Paye, 106-01266-07, le 17 mars 1965.

<sup>3</sup> AMAE, 148QO/143, Pékin et la réunion d'une conférence sur le Cambodge.

d'Indochine organisée par le Cambodge. Le gouvernement français envoya un représentant spécial à l'Ambassade de France au Cambodge afin d'aider le Prince. Les Français pensaient que cette conférence servirait à présenter les propositions gaullistes relatives au problème vietnamien, et ont aidé le Prince à préparer son allocution d'ouverture. Cette action diplomatique provoqua le mécontentement des Chinois<sup>1</sup>. La position chinoise était intransigeante vis-à-vis des propositions françaises sur le Vietnam. Les Chinois pensaient que la position du Prince était ambiguë en ce qui concerne la divergence franco-chinoise. Le télégramme envoyé le 25 février par Zhou Enlai au prince Sihanouk, à l'occasion de la conférence populaire indochinoise, se borna à réitérer l'exigence du retrait inconditionnel des États-Unis d'Indochine comme préalable à tout arrangement<sup>2</sup>. Le prince Sihanouk considéra finalement le texte élaboré par les Français comme un document non-officiel<sup>3</sup>.

Le 1<sup>er</sup> mars 1965, la conférence se termina par un échec aux yeux du Prince, dans la mesure où cette réunion n'aboutit pas à un résultat concret. Le Nord-Vietnam et le FNL manifestèrent de l'intransigeance pendant la conférence. Ils refusèrent de s'associer aux propositions khmères et françaises relatives à la nécessité d'une nouvelle conférence de Genève sur le Vietnam, et utilisèrent la conférence uniquement à des fins de propagande anti-américaine<sup>4</sup>. Autrement dit, les Vietnamiens se sont ralliés à la position chinoise. Aux yeux des Chinois et des Vietnamiens, cette conférence était une victoire sur l'impérialisme américain et permettait de miner « le complot français ». « Le peuple indochinois a encerclé l'impérialisme américain et devrait le convaincre » écrit Zhou Enlai dans sa lettre

---

<sup>1</sup> Chen Shuliang, *Hui Yi Jie Jue Lao Wo Wen Ti De Ri Nei Wa Hui Yi He Yin Du Zhi Na Ren Min Hui Yi* (La mémoire de la conférence de Genève de 1962 et la conférence des Peuples d'Indochine), *Foreign Affairs Review*, 1988, No.3.

<sup>2</sup> Situation au Vietnam, le 2 mars 1965, N100, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., pp.250-252.

<sup>3</sup> Chen Shuliang, *Hui Yi Jie Jue Lao Wo Wen Ti De Ri Nei Wa Hui Yi He Yin Du Zhi Na Ren Min Hui Yi* (La mémoire de la conférence de Genève de 1962 et la conférence des Peuples d'Indochine), *Foreign Affairs Review*, 1988, No.3.

<sup>4</sup> Télégramme, n° 308/317, T118, *DDF* 1965, Tome I, op.cit., p.290.

au Prince, le 13 mars 1965<sup>1</sup>. Le prince Sihanouk souhaitait réunir à nouveau une autre conférence pour résoudre les problèmes en Indochine, mais Zhou Enlai indiqua que la conférence proposée par Sihanouk devait se limiter à des discussions sur le problème du Cambodge. Le ministère des Affaires étrangères chinois mit en garde que si le sujet du Vietnam était abordé dans cette conférence, la Chine refuserait d'y participer<sup>2</sup>. Il semble que face à la pression chinoise, dans sa déclaration du 24 avril 1965, le Prince ait défini très clairement les trois conditions d'une conférence sur le Cambodge : s'inscrire dans le cadre des accords de Genève de 1954, porter uniquement sur le Cambodge et faire du FNL, le représentant du Sud-Vietnam. A défaut, une réunion serait dépassée et inutile<sup>3</sup>. Cependant, dans une nouvelle déclaration du Prince du 25 avril, il indiqua que ce projet de conférence était dépassé et inutile, parce qu'il n'y avait aucun « revirement » de sa part à propos de cette affaire et une conférence sur le Cambodge n'aurait aucun intérêt si elle devait se borner à garantir en termes généraux l'indépendance et la neutralité de son pays<sup>4</sup>. La conférence sur le problème du Cambodge a échoué.

Simultanément, le gouvernement chinois voulait demander à la France, au Pakistan et à l'Angleterre de transmettre les messages chinois à Washington afin d'éviter une guerre sino-américaine. Dans l'entretien entre Paye et Zhou Enlai le 17 mars 1965, Zhou avait demandé à la France d'exercer une influence sur les États-Unis afin de réussir la réunion au Cambodge de limiter l'échelle de conflit<sup>5</sup>. Le 2 avril, lors de la visite de Zhou Enlai au Pakistan, le Premier Ministre chinois demanda le président Muhammad Ayub Khan, qui

---

<sup>1</sup> Sous la direction de World Affairs Press, *Yin Du Zhi Na Wen Ti Wen Jia Hui Bian* (La collection des documents concernant l'Indochine), volume V, Pékin : World Affairs Press, 1965, pp.628-629.

<sup>2</sup> AMAEC, Entretien entre M. Zhou Enlai et M. Lucien Paye, 106-01266-07, le 17 mars 1965; AMAE, 148QO/143, Télégramme à l'arrivée, n° 829/831, le 17 mars 1965.

<sup>3</sup> Entretien avec le conseiller de l'ambassade de Chine, le 7 mai 1965, N217, DDF, 1965, Tome I, op.cit., p.572.

<sup>4</sup> Télégramme, n° 496/504, le 6 mai 1965, N210, DDF, 1965, Tome I, op.cit., pp.556-557.

<sup>5</sup> AMAEC, Entretien entre M. Zhou Enlai et M. Lucien Paye, 106-01266-07, le 17 mars 1965.

visiterait Washington vers la mi-avril, de dire au président Johnson que la Chine donnerait sa parole ; La Chine n'étendrait pas la guerre du Vietnam<sup>1</sup>. Cependant, pour cause de raisons inconnues, le gouvernement américain annula la visite du président du Pakistan aux États-Unis. Le projet du PCC s'est donc effondré. Les Américains ne laissaient pas entrevoir une position favorable concernant la conférence au Cambodge. Ils suscitaient une atmosphère d'angoisse au sein du PCC. Au début de juin 1965, le gouvernement chinois indiqua donc aux Anglais que si le gouvernement américain limitait la guerre au territoire vietnamien et n'attaquait pas le territoire chinois, la Chine n'interviendrait pas directement dans la guerre du Vietnam. Ce message a été reçu par Washington le 2 juin 1965 et suscita un grand intérêt dans l'administration Johnson<sup>2</sup>. Lorsque la visite d'André Malraux, le 22 juillet, Chen Yi a indiqué que si les États-Unis n'élargissaient pas le cadre des opérations, il ne serait pas nécessaire que la Chine participe au conflit, mais que le contraire ne pouvait être exclu. Il a insisté sur la volonté de paix du gouvernement chinois<sup>3</sup>. Jean Chauvel, considéré comme un représentant du gouvernement français, fut reçu par Zhou Enlai le 30 novembre 1965. Le Premier ministre chinois lui dit que si l'Amérique décidait d'attaquer la Chine, cette décision pourrait conduire à une grande guerre, et que la grande puissance se trouverait isolée. Si ses forces s'y risquaient, elles s'y perdraient au point que rien n'en ressortirait. Zhou Enlai conclut que la Chine évitait de provoquer Washington, et d'agrandir ainsi l'échelle de la guerre<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Entretien entre Zhou Enlai et Muhammad Ayub Khan, le 2 avril 1965, Sous la direction du ministère des Affaires étrangères de la Chine, *Zhou Enlai Wai Jiao Wen Xuan*, (La collection des documents de Zhou Enlai concernant les affaires étrangères), Pékin : Central Literature Publishing House, 1990, pp.440-443.

<sup>2</sup> Chen Jian, *Yue Zhan Chu Qi Zhong Mei Zhi Jian Te Shu De Xin Xi Chuan Di* (Une filière de contact entre les États-Unis et la Chine pendant la guerre du Vietnam), *Historical Review*, 2004, No.1.

<sup>3</sup> AMAE,119QO/530,Communication de Pékin, le 22 juillet 1965; AMAEC, Entretien entre M. Chen Yi et M. André Malraux, le 22 juillet 1965, 106-01268-04.

<sup>4</sup> AMAEC, Entretien entre M. Chou Enlai et Jean Chauvel, le 30 novembre 1965, 106-01270-05; AMAE, 119QO/531, Télégramme, n° 3367/3386, le 1<sup>er</sup> décembre 1965.

Comme la France était le seul pays du Bloc occidental à avoir établi des relations diplomatiques avec la Chine populaire, le PCC espérait que la France puisse expliquer aux États-Unis que la Chine ne cherchait pas à déclencher une guerre avec eux. Cependant, ils ne savaient pas qu'il existait une grande divergence entre la France et les États-Unis sur la position chinoise concernant le problème vietnamien. A cause du conflit franco-américain concernant le problème vietnamien, le gouvernement américain doutait des renseignements provenant des Français<sup>1</sup>. Cette fois-ci, les Français préférèrent le silence à la parole. Le rôle anglais fût plus important que le rôle français dans ces tractations diplomatiques avec les Chinois. En fait, lorsque la Chine était occupée à trouver des « intermédiaires » pour transmettre ses messages aux États-Unis, Washington commençait à réfléchir à des stratégies pour éviter une guerre avec la Chine populaire<sup>2</sup>. Finalement, la guerre du Vietnam ne devint pas une autre guerre de Corée.

#### **4.4 Les Nord-Vietnamiens changent de position et rejettent les négociations**

Il semble que le changement de la position du Nord-Vietnam le 18 mai 1965 améliora la situation diplomatique.

A la fin d'avril, l'Ambassadeur de l'URSS aux États-Unis indiqua que si Washington arrêta les bombardements, Moscou pourrait jouer un rôle de médiateur entre les États-Unis et le Nord-Vietnam afin de réaliser une négociation. A l'initiative du gouvernement de l'URSS, pour prendre contact avec Hanoi et explorer les possibilités de conférence, Washington proposa le projet « Mayflower » et décida de suspendre les bombardements

---

<sup>1</sup> Document 144, Memorandum of Conversation, February 19, 1965, *FRUS*, 1964–1968, Volume II, Vietnam, 1965, pp.331-336.

<sup>2</sup> Chen Jian, *Yue Zhan Chu Qi Zhong Mei Zhi Jian Te Shu De Xin Xi Chuan Di* (Une filière de contact entre les États-Unis et la Chine pendant la guerre du Vietnam), *Historical Review*, 2004, No.1.

depuis le 12 mai 1965, mais entre le 12 et le 18 mai. Le gouvernement du Nord-Vietnam et le gouvernement chinois pensaient que c'était un « complot » et un « chantage » du gouvernement américain pour se soustraire à la responsabilité de la guerre, et pour miner la volonté vietnamienne en préparant une nouvelle escalade des hostilités<sup>1</sup>. En fait, d'après les Chinois et les Vietnamiens, les États-Unis n'avaient pas arrêté les bombardements contre le Nord-Vietnam. D'après les Vietnamiens, entre le 12 et le 18 mai, les États-Unis avaient encore lancé une campagne aérienne au Nord-Vietnam. Le 14 mai 1965, les Américains ont effectué 186 sorties pour frapper des cibles vietnamiennes<sup>2</sup>. La propagande chinoise indiquait que la suspension des bombardements américains traduisait un fléchissement de leur volonté ; L'administration de Johnson était réduite à l'impuissance et le peuple vietnamien remporterait la victoire<sup>3</sup>.

Le 16 mai, Ho Chi Minh, qui était en train de faire une cure en Chine, demanda une entrevue avec le président Mao. D'après les archives chinoises, pendant ce long entretien,

---

<sup>1</sup> *Mei Guo Bi Xu Che Chu Nan Yue Fou Ze Jiu Bu Hui You He Ping* (Pour rétablir la paix, il faut que les États-Unis retirent leurs troupes du Sud-Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 15 mai 1965; *Yue Dong She Jie Lu Mei Guo Wan Nong Qi Pian Ba Xi* (L'Agence vietnamienne d'information dénonce le complot américain), *Le Quotidien du Peuple*, le 17 mai 1965; *Yue Nan « Ren Min Bao » Jie Lu Yue Han Xun Zheng Fu Zan Ting Hong Zha De Pian Ju* (*Nhan Dan* dénonce le complot de l'administration de Johnson concernant la suspension des bombardements), *Le Quotidien du Peuple*, le 21 mai 1965.

<sup>2</sup> *Yue Nan Yi An Jun Min You Ji Luo Mei Ji Yi Jia*, *He Wen Lou Da Xiao Kang Yi Mei Wei Ji Xu Hong Zha Bei Fang* (Une avion militaire américain est abattu au-dessus de Nghe An, le colonel Ha Van Lau dénonce les bombardements américains au Nord-Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 13 mai 1965 ; *Yue Nan Jun Min You Ji Luo Mei Ji Liang Jia*, *He Wen Lou Da Xiao Qiang Lie Kang Yi Mei Wei Zai Ci Hong Zha Bei Fang* (Deux avions militaires américains sont abattus au-dessus du Nord-Vietnam, le colonel Ha Van Lau dénonce fortement les bombardements américains au Nord-Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 14 mai 1965 ; *Yue Nan Jun Min You Ji Luo Mei Ji San Jia Ji Shang Duo Jia*, *He Wen Lou Da Xiao Qiang Lie Kang Yi Mei Wei Ji Tuan Xi Ji He Sao Rao Bei Fang* (Trois avions militaires américains sont abattus et certains sont blessés au-dessus du Nord-Vietnam, le colonel Ha Van Lau dénonce fortement les attaques américaines au Nord-Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 15 mai ; *He Wen Lou Da Xiao Qiang Lie Kang Yi Mei Ji Ji Xu Hong Zha Bei Fang* (Le colonel Ha Van Lau dénonce fortement les bombardements américains au Nord-Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 20 mai 1965.

<sup>3</sup> *Mei Guo Bi Xu Che Chu Nan Yue Fou Ze Jiu Bu Hui You He Ping* (Pour rétablir la paix, il faut que les États-Unis retirent leurs troupes du Sud-Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 15 mai ; *Yue Tong She Jie Lu Mei Guo Wan Nong Qi Pian Ba Xi* (L'Agence vietnamienne d'information dénonce le complot américain), *Le Quotidien du Peuple*, le 17 mai ; « *Zan Ting Hong Zha* » *De Chou Ju* (« Suspendre les bombardements » est un scandale), *Le Quotidien du Peuple*, le 20 mai.

ils ont échangé leurs points de vue concernant la guerre du Vietnam. Ho Chi Minh dit au président Mao que le gouvernement du Nord-Vietnam avait décidé d'envoyer des troupes plus nombreuses au Sud-Vietnam. Il espérait donc que la Chine pourrait envoyer des ingénieurs pour se charger du soutien logistique et aider le Nord-Vietnam à réparer des autoroutes. Le président Mao décida de satisfaire la demande de Ho Chi Minh. Mao Zedong fit une blague. Il dit que les États-Unis étaient « les commandants » des Chinois et des Nord-Vietnamiens. « Maintenant, les Américains commandent à nos soldats de lutter contre eux » dit le président Mao<sup>1</sup>. Le Nord-Vietnam et la Chine continuaient à prolonger la guerre et ignoraient évidemment le signal d'une opportunité de négociation émis par les Américains.

En considérant que la France pourrait discuter du projet « Mayflower » avec les Chinois dans un avenir proche, le 15 mai, le ministère des Affaires étrangères de la Chine donna donc des instructions à l'Ambassade de Chine en France : « Exercez une surveillance étroite des actions diplomatiques françaises concernant le problème vietnamien. Ecoutez les paroles des Français et informez-vous sur la position française. Ne dévoilez volontairement pas notre position et prenez garde au « complot » français qui pourrait miner la révolution vietnamienne »<sup>2</sup>. Le 18 mai 1965, Song Zhiguang demanda de discuter du problème vietnamien avec Manac'h. Song posa plusieurs questions : quelle était, aux yeux des Français, la signification politique de l'arrêt des bombardements américains ? Le Quai d'Orsay pensait-il que la politique américaine se rapprochait de la position française ? Sur le premier point, le Directeur de l'Asie supposait que les Américains essayaient de créer une atmosphère plus favorable à une négociation.

---

<sup>1</sup> Qu Aiguo, *Yue An Zhan Zhen Qi Jian De Zhong Guo Yuan Yue Kang Mei Jun Shi Xing Dong* (Les opérations militaires chinoises dans la guerre du Vietnam), Sous la direction de Shen Zhihua et Niu Dayong, *Len Zhan Yu Zhong Guo*(La guerre froide et la Chine), Pékin :World Affaires Press, 2004, p.356.

<sup>2</sup> AMAEC, Exécutez une surveillance étroite des actions diplomatiques des Français concernant le problème vietnamien, le 15 mai 1965, 106-01314-01.

Concernant la seconde question, Manac'h pensait qu'il y avait un véritable rapprochement entre la France et les États-Unis à propos de l'arrêt des bombardements et de l'ouverture de négociations. Manac'h indiqua aussi la divergence entre la France et la Chine sur le statut du FNL. Il pensait que pour une conférence internationale sur l'avenir, il était difficile de considérer le FNL comme le seul représentant du Sud-Vietnam. Les Français s'étonnèrent que les Chinois ne présentent pas leur position cette fois-ci<sup>1</sup>.

Suite à l'absence de signal positif, Washington décida de recommencer à bombarder le Nord-Vietnam le 18 mai 1965. Le même jour, Hanoi changea cependant sa position. Le délégué général du Nord-Vietnam à Paris, Mai Van Bo, demanda un entretien avec Manac'h. « Le gouvernement de la RDVN estime que la position exprimée ci-dessus constitue la meilleure base pour trouver la solution la plus juste au problème vietnamien. La reconnaissance de ces principes créerait des conditions favorables pour trouver une solution pacifique au problème vietnamien et ouvrirait la possibilité de réunir une conférence internationale à l'exemple de celle de Genève en 1954 sur le Vietnam » déclara Mai Van Bo après avoir expliqué les quatre points de la déclaration de Pham Van Dong du 8 avril 1965<sup>2</sup>. Le Directeur d'Asie lui demanda si le Nord Vietnam souhaitait le retrait des troupes américaines une fois les négociations terminées ? « Exactement » précisa le Délégué général du Nord-Vietnam « si nous sommes d'accord sur les bases, on trouvera les voies et les moyens pour la mise en application des principes. En tout cas, une conférence internationale serait alors possible. Nous estimons qu'il convient de trouver une porte de sortie pour les États-Unis. La position que nous suggérons, de toute façon,

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/143, Entretien de M. Manac'h avec M. Sung au sujet du Vietnam et du Cambodge, le 18 mai 1965.

<sup>2</sup> Qui exigent: 1) le retrait de toutes les forces américaines et alliées du Vietnam ; 2) le respect, en attendant la réunification, des dispositions militaires des accords de Genève de 1954 ; 3) le règlement des affaires du Sud-Vietnam par son peuple suivant le programme politique du FNL ; 4) la réunification par « accord pacifique entre les deux zones » (et non par des élections)

n'humilie personne »<sup>1</sup>. Le gouvernement du Nord-Vietnam accepta soudain une négociation sans conditions préalables avec les États-Unis. Cette position était très différente de la Chine. On ne sait pas les raisons pour lesquelles Hanoi a pris ce tournant politique. Il faudrait pouvoir consulter les archives vietnamiennes qui ne sont pas décryptées à ce jour. Il semble que le gouvernement du Nord-Vietnam n'ait pas voulu fermer définitivement la porte à une éventuelle négociation. Pendant une interview en 2001 organisée par Pierre Journoud, historien français, Mai Van Bo indiqua que Hanoi a compris qu'il était difficile de faire l'apprentissage de la diplomatie d'équilibre entre les deux grands rivaux du camp socialiste, la Chine et l'Union soviétique. C'était une politique du gouvernement du Nord-Vietnam pour montrer qu'il avait à cœur de se montrer flexible et qu'il était prêt à entretenir à Paris une filière de contact exploratoire et indirecte avec les États-Unis, ce qui fut confirmé par Bo en 2001<sup>2</sup>.

En revanche, cette position ne fut pas acceptée par les États-Unis et la Chine. En fait, à cause du décalage horaire, Hanoi avait prescrit cette démarche à Mai Van Bo après la reprise des bombardements. Quand Washington a reçu cette information transmise par la France, c'était le 20 mai. Le gouvernement américain pensait que Hanoi était loin de se préparer à des négociations sérieuses. Sans doute, il n'était pas absolument certains que les Français transmettraient les messages dans un sens ou dans l'autre avec exactitude et sans préjudice pour la position américaine<sup>3</sup>. En outre, Hanoi n'a pas donné cette information aux Chinois. Pendant l'entretien entre le maréchal Chen Yi et Paye, le 14 juillet 1965, le Ministre des Affaires étrangères confirma que le gouvernement du Nord-Vietnam mettait comme condition préalable à toute négociation le départ des forces américaines du Sud-

---

<sup>1</sup> Note, n° 134/AS, Démarche du représentant du Nord-Vietnam, le 19 mai 1965, N232, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., p.607.

<sup>2</sup> Pierre Journoud, *De Gaulle et le Vietnam(1945-1969)*, op.cit., p.211.

<sup>3</sup> Ibid., p.213.

Vietnam et il ne pouvait être question pour Hanoi et Pékin d'abandonner la condition préalable d'un départ effectif. L'Ambassadeur de France pensait que l'attitude de la Chine allait à l'encontre de ce qu'avait déclaré Mai Van Bo à Manac'h, le 18 mai 1965<sup>1</sup>. Chen Yi précisa une fois de plus la même chose quand il a reçu André Malraux, ministre français chargé des affaires culturelles, huit jours après la conversation avec Paye, invité officiellement le 17 juillet par les autorités chinoises. Le Ministre des Affaires étrangères souligna que selon les informations parvenues à sa connaissance, le Nord-Vietnam était résolu à subordonner toute négociation à un retrait effectif des Américains. Quand André Malraux lui dit que selon les informations françaises, Hanoi accepta une négociation avec Washington avant un retrait des troupes étrangères, Chen Yi répondit que la Chine n'avait pas reçu cette information et que ce n'était pas vrai. Ensuite le Maréchal évita d'évoquer les divergences des informations chinoises et françaises. Finalement, il confirma qu'il fallait lutter contre les États-Unis pour résoudre le problème et la Chine soutenait la lutte du Nord-Vietnam<sup>2</sup>.

Cette transmission de l'information entre la France et les États-Unis n'a pas réussi, le gouvernement américain ignora le signal positif de Hanoi et a continué l'escalade guerrière. En fin d'année 1965, Washington envoya 200,000 hommes au sud. Evidemment, la Chine influença les décisions du Nord-Vietnam. Le président Mao espérait conserver la position chinoise du monopole dans le problème des affaires révolutionnaires vietnamiennes. En juin 1965, la Chine envoya des corps ferroviaires de technologie au Nord-Vietnam pour réparer les chemins de fer détruits par les États-Unis depuis le printemps 1965, et construire de nouveaux nœuds ferroviaires<sup>3</sup>. En juillet 1965, la Chine et le Nord-Vietnam signèrent

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/530, Télégramme à l'arrivée, n° 2002/2004, le 16 juillet 1965.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/530, Communication de Pékin, le 22 juillet 1965 ; AMAEC, Entretien entre M. Chen Yi et M. André Malraux, le 22 juillet 1965, 106-01268-04.

<sup>3</sup> Qu Aiguo, *Yue Nan Zhan Zhen Qi Jian De Zhong Guo Yuan Yue Kang Mei Jun Shi Xing Dong*, *Len Zhan Yu Zhong Guo*, op.cit., p.363.

un traité d'aide économique et technologique. Hanoi s'est appuyée sur une assistance financière et matérielle du gouvernement chinois, non remboursable, et équivalente à dix cents millions de yuans. La Chine fournit au Nord-Vietnam de l'alimentation, des matériaux ainsi que des ensembles complets d'équipement<sup>1</sup>. Le 6 juillet 1965, le PCC décida de créer des régiments spéciaux de génie commandés par les officiers qui avaient reçu le baptême du feu pendant la guerre de Corée pour aider les Nord-Vietnamiens. Bien que la mission des régiments fût de réparer les autoroutes, l'état-major général de l'Armée populaire de libération (APL) leur fournit les armes les plus performantes dont disposait l'armée chinoise à ce moment-là. Le PCC pensait que si c'était nécessaire, ces régiments de génie pourraient combattre directement les Américains<sup>2</sup>. Cependant, selon la propagande chinoise, ils n'étaient pas des forces de combat. Après la demande du Nord-Vietnam, en août 1965, la Commission militaire centrale du PCC décida de fonder un commandement de la construction d'autoroutes au Vietnam (Yuan Yue Zhu Lu Gong Chen Zhi Hui Bu) et d'envoyer quatre-vingt mille soldats du génie au Nord-Vietnam<sup>3</sup>. Pendant ce temps, les troupes de défense anti-aérienne étaient arrivées au Nord-Vietnam afin de protéger les chemins de fer, les autoroutes et les usines sidérurgiques<sup>4</sup>. En outre, le PCC envoya aussi des troupes au Nord-Vietnam pour aider les Vietnamiens à établir des aéroports, des tunnels de fouille et des fortifications<sup>5</sup>. Grâce à l'aide du PCC, Hanoi pouvait prolonger la guerre. Il reprit donc sa position la plus dure, tout comme Pékin.

---

<sup>1</sup> AMAEC, Le traité de l'aide économique et technologique pour le Vietnam, 106-01295-04.

<sup>2</sup> Deng Lifeng, *Yuan Yue Kang Mei Shu Lue*, (La politique chinoise concernant la guerre du Vietnam), Dang Contemporary China History Studies, 2002, No.2

<sup>3</sup> Ma Jing'an, *Kang Mei Yuan Yue Qing Li Ji* (La mémoire concernant la guerre du Vietnam), *Dong Nan Ya Zong Heng* (Les affaires de l'Asie du Sud-est), 2001(9).

<sup>4</sup> Dang Dai Zhong Guo Cong Shu Bian Ji Bu (La rédaction de La Série de l'Histoire contemporain de la Chine), *Dang Dai Zhong Guo Jun Dui De Jun Shi Gong Zuo*, (Des opérations de l'armée chinoise contemporain) volume I, Pékin :China Social Sciences Publishing House, 1989, pp.546-547.

<sup>5</sup> Ibid., p.542 ; Sous la direction de Xu Nonghe, *Jie Fang Dang An-Zhong Guo Ren Min Jie Fang Jun Zheng Zhan Ji Shi* (L'histoire des opérations militaires de l'Armée populaire de libération), Pékin : Zhong Gong Dang Shi Publishing House, 2006, p.1866.

En outre, la position de l'Union soviétique n'était pas claire concernant les propositions du général de Gaulle. Le Quai d'Orsay considère que l'URSS ne désirait pas pour le moment voir s'accélérer brutalement le processus de discussion de l'Indochine, mais que, devant l'éventualité d'une évolution accélérée de la guerre, elle tenterait de ramener à son obédience l'équipe de Hanoi et de ralentir le film des opérations au Sud-Vietnam<sup>1</sup>. Le gouvernement soviétique confirma aux Français qu'il était favorable à une solution politique aux problèmes du Sud-Vietnam<sup>2</sup>. Lorsque Léonid Brejnev accéda au pouvoir, les Russes dirent encore au gouvernement français que l'application des accords de Genève de 1954 sur l'Indochine et ceux de 1962 sur Laos étaient une condition nécessaire au règlement pacifique de la situation indochinoise<sup>3</sup>. Les vues de la France et de l'URSS étaient proches concernant l'Indochine. Le Quai d'Orsay estima qu'il y avait donc un terrain d'entente pour les actions de la France et de l'Union soviétique, qui contribueraient au règlement des problèmes et au renforcement de l'indépendance des pays de cette région<sup>4</sup>. Cependant, au début de l'escalade de la guerre du Vietnam en février 1965, le gouvernement soviétique décida d'offrir une aide accrue, non seulement politique et économique mais également militaire à Hanoi<sup>5</sup>. Le gouvernement soviétique, comme la Chine, estimait également que les États-Unis devaient, au préalable, cesser toute intervention militaire dans le Nord du Vietnam pour la réunion d'une conférence internationale sur le conflit. Le gouvernement français ne pensait cependant pas qu'il était réaliste de poser des conditions préalables à la réunion de la conférence<sup>6</sup>. Cette divergence entre l'URSS et la France influença les négociations bilatérales sur une solution politique. Le 10 avril 1965, pendant l'entretien entre Andreï Gromyko et l'Ambassadeur de France à

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 1034/1042, T123, *DDF*, 1964, Tome I, op.cit., pp.260-261.

<sup>2</sup> Télégramme, n° 6064/6070, T131, *DDF*, 1964, Tome II, op.cit., p.324.

<sup>3</sup> Document remis au général de Gaulle par M. Vinogradov, CR39, *DDF*, 1965, op.cit., 2003, pp.96-97.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p.96.

<sup>5</sup> Télégramme, n° 680/692, T94, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., pp.232-234.

<sup>6</sup> Télégramme, n° 3067/3073, T98, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., pp.242-244.

Moscou, le Ministre des Affaires étrangères de l'URSS souligna qu'il n'y avait pas d'issue pacifique dans le problème vietnamien en l'absence d'une cessation de l'agression américaine. Il s'était montré fort peu tenté de poursuivre les conversations avec les Français en ce qui concernait le Sud-est asiatique<sup>1</sup>. En fait, à ce moment-là, l'influence de Pékin était forte sur Hanoi et sur Phnom Penh. Bien que Moscou ait finalement approuvé une conférence pour le Cambodge qui s'élargirait au problème vietnamien afin d'obtenir le retrait des troupes américaines<sup>2</sup>, le Prince Sihanouk changea d'avis après son entretien avec Zhou Enlai à Djakarta et ne proposait plus une conférence internationale après sa déclaration du 25 avril 1965<sup>3</sup>. Le prince Sihanouk estima que le projet de conférence était dépassé et inutile<sup>4</sup>. Lors que le gouvernement français informa la Chine de la position soviétique afin de connaître l'attitude chinoise sur la conférence internationale sur le problème indochinois proposée par la France et l'URSS. Aux yeux des Chinois, il s'agissait un « complot » franco-soviétique pour réprimer la révolution vietnamienne. Le gouvernement chinois insista encore sur le fait que le but de cette conférence était d'assurer à une garantie de la neutralité du Cambodge<sup>5</sup>. Bien que l'Union soviétique indique que sa position était très proche de celle des Français concernant le problème vietnamien et que la France voulait vraiment une collaboration franco-soviétique<sup>6</sup>, Brejnev préférait finalement coopérer avec les États-Unis pour une solution politique. Cependant, le projet « Mayflower » proposé par les Russes échoua le 18 mai 1965, moment où la Chine et le Nord-Vietnam ignoraient l'intention des États-Unis.

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 1362/1345, T168, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., pp.433-434.

<sup>2</sup> Télégramme circulaire, n° 87, T201, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., pp.534-537.

<sup>3</sup> Télégramme, n° 7460/7469, T226, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., p.593.

<sup>4</sup> Télégramme, n° 469/503, N210, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., pp.556-558.

<sup>5</sup> AMAEC, La coopération franco-soviétique sur le problème du Vietnam. 106-00886-01, pp.9-12 ; Entretien avec le Conseiller de l'ambassade de Chine, N217, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., pp.571-575.

<sup>6</sup> Entretien entre le général de Gaulle et M. Andreï Gromyko à l'Élysée, CR189, le 27 avril 1965, de 16 heures à 17 heures 15, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., pp.494-495.

Les négociations entre la France et l'Union soviétique étaient infructueuses. Les Français se sont plaints aux Chinois que les Américains ne voulaient les informer d'aucun détail de leur action diplomatique avec les Russes sur le problème vietnamien<sup>1</sup>. En mai 1965, la France se trouva dans une situation délicate. D'une part, la Chine et les États-Unis se montraient intransigeants à l'égard des propositions du général de Gaulle. Sous la pression chinoise, le Prince Sihanouk abandonna son projet d'une conférence internationale qui devait être une bonne plate-forme pour mettre en œuvre les idées du Général. D'autre part, les Russes mettaient de la mauvaise volonté à coopérer avec les Français. Les Russes fournissaient aux Vietnamiens des armes avancées, tout en soutenant une solution politique. Ce sont les raisons pour lesquelles, face à l'escalade de la guerre, les politiques françaises se voient dans l'obligation de s'adapter.

La non résolution du problème vietnamien est véritablement un échec du général de Gaulle sur le plan de la politique étrangère. Le 23 juin et le 13 juillet 1965, il confia à Alain Peyrefitte et ses ministres lors des conférences que les efforts de la France pour empêcher l'escalade avaient échoué et que la guerre allait durer très longtemps. Peyrefitte pensait que c'était déjà trop tard pour faire une conférence internationale<sup>2</sup>.

#### **4.5 « L'explosion de la bombe atomique » pour la diplomatie sous l'influence du problème du Vietnam ?**

« Quant à la Chine, on ne voit pas non plus ce qu'elle peut espérer à prolonger le conflit. Elle retarde à coup sûr le moment où elle pourra entrer en rapports normaux avec les États-Unis, ce qui, pour elle, est une condition nécessaire, non seulement à une pleine rentrée sur

---

<sup>1</sup> AMAEC, La coopération franco-soviétique sur le problème du Vietnam, 106-00886-01, pp.9-12.

<sup>2</sup> Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Paris : Quarto Gallimard, 2002, p.1105.

la scène internationale, mais aussi à une certaine stabilisation de la situation dans le Pacifique. Or, plus que quiconque, la Chine a besoin d'une longue période de calme pour pouvoir se concentrer sur son développement »<sup>1</sup>. Au début des années 1960, la Chine avait une situation internationale très compliquée. Pour le développement intérieur, elle n'avait pas vraiment besoin de conflit ou guerre à sa périphérie. C'est pourquoi le gouvernement chinois espérait que les opérations dans le Nord-Vietnam n'entraîneraient pas de bouleversement dans la région au risque de déclencher une intervention américaine menaçant directement la sécurité de la Chine. « La guerre spéciale », lancée par l'administration Kennedy en 1961, provoqua une grande vigilance en Chine, ce qui entraîna une série d'opérations militaires chinoises afin d'aider le Nord-Vietnam, mais la situation ne s'est pas aggravée et il n'y avait aucune attaque directe sur le territoire du Nord-Vietnam. Ce n'était donc pas une menace directe pour le gouvernement chinois. En même temps, quelques hauts fonctionnaires chinois voulaient continuer une politique diplomatique « modère » et se concentrer sur les Cinq Principes de la Coexistence pacifique afin de garantir la relance économique intérieure. C'est la raison pour laquelle le gouvernement chinois manifesta un intérêt pour « le projet gaulliste » relatif à l'Indochine. En particulier, à propos de l'organisation d'une conférence sans condition préalable concernant la question du Laos, ce pays partageant une frontière avec la Chine. Quant au problème du Vietnam, la Chine et la France ont indiqué qu'il fallait le résoudre sur la base des accords de Genève de 1954. Avant l'opération « Rolling Thunder », tous les contacts franco-chinois se soient passés sans heurts. Cependant, avant d'avoir compris des intentions précises des propositions gaullistes, le gouvernement chinois ne pouvait pas prendre une décision définitive. Face aux sondages français, les positions chinoises étaient par conséquent ambiguës, tout en soutenant les accords de Genève de 1954. Cependant, les

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/527, Instructions pour Monsieur Paye, le 11 mai 1964, pp.6-7.

politiques de l'administration de Johnson ont conduit à l'escalade du conflit. L'opération « Rolling Thunder » fut une campagne de bombardements aériens intensifs qui visaient principalement des cibles stratégiques comme les industries, les voies de communication, les infrastructures portuaires dans le Nord-Vietnam, symbolisant le commencement de « la guerre américaine » qui menaçait évidemment et gravement la sécurité de la Chine. Le premier objectif du gouvernement chinois était donc d'aider Hanoi à résister aux agressions américaines. Aux yeux des Chinois, la méthode militaire était la seule façon de rabaisser l'arrogance des États-Unis. Autrement dit, il était impossible de réunir une conférence sans condition préalable pour le problème du Vietnam à ce moment-là<sup>1</sup>.

Nous pouvons porter notre attention sur un autre problème. La caractéristique principale de la diplomatie chinoise pendant la période du président Mao était « le pragmatisme révolutionnaire ». Toutes les opérations diplomatiques devaient servir l'intérêt révolutionnaire du PCC. Le gouvernement chinois n'abandonna jamais l'idéologie communiste pour l'analyse d'une situation internationale pendant la période maoïste. Depuis 1962, les politiques diplomatiques chinoises dérivèrent graduellement de la modération vers la radicalité. Les politiques pragmatiques furent progressivement transformées en une théorie qui appelée « la Chine au centre de la révolution communiste mondiale »<sup>2</sup>. En effet, la Chine populaire voulait non seulement diriger des révolutions asiatiques, mais également propager les expériences révolutionnaires chinoises dans le monde. Le gouvernement chinois traitait les affaires extérieures sur un modèle « radical » et tenait les États-Unis pour un ennemi important<sup>3</sup>. Bien que les Cinq Principes de la

---

<sup>1</sup> AMAEC, Entretien entre M. Chou Enlai et Jean Chauvel, le 30 novembre 1965, 106-01270-05; AMAE, 119QO/531, Télégramme, n° 3367/3386, le 1<sup>er</sup> décembre 1965.

<sup>2</sup> Niu Jun, 1962 : *Zhong Guo Wai Jiao « Zuo Zhuan » De Qian Ye* (1962 : à la veille de la politique diplomatique de la Chine détour de « gauche »), *Historical Research*, 2003, No.3.

<sup>3</sup> Yang Kuisong, *Zhong Mei He Jie Guo Cheng Zhong De Zhong Fang Bian Zou* (Le changement de la politique diplomatique chinoise dans le rapprochement sino-américain), *Cold War International History Studies*, volume IV, Pékin : World Affairs Press, 2007.

Coexistence pacifique symbolisent une politique chinoise de détente dans les affaires mondiales, les objectifs de cette politique étaient avant tout d'établir une circonstance pacifique autour la Chine et unir les autres pays pour lutter contre les États-Unis. « La lutte » contre l'impérialisme américain était au centre de la diplomatie chinoise à ce moment-là.

Concernant les affaires indochinoises, bien que le gouvernement chinois soutienne les accords de Genève de 1954 pour résoudre le problème du Vietnam et approuve la politique de paix et de neutralité du Cambodge et du Laos, les dirigeants chinois pensaient que c'étaient les États-Unis qui avaient violé les accords et intervenaient dans le problème indochinois. Le gouvernement chinois indiqua donc que la lutte anti-américaine menée par le peuple du Sud-Vietnam et dirigée par la RDVN était tout à fait juste, et que cette lutte contre les États-Unis se faisait pour la réunification pacifique du Vietnam<sup>1</sup>. En même temps, la guerre du Vietnam devint un moyen d'attirer les forces concernées afin de créer un front uni des plus larges contre la politique d'agression de l'impérialisme américain. Cette lutte pourrait assurer la paix durable et le socialisme dans le monde<sup>2</sup>. Vis-à-vis des pays à système social différent, les dirigeants chinois s'en tenaient à la coexistence pacifique sur la base des « cinq principes », mais il fallait en premier lieu engager une lutte résolue contre la politique d'agression de l'impérialisme. Les pays socialistes devaient soutenir les efforts des peuples opprimés. C'était aussi un devoir international de la Chine aux yeux du PCC<sup>3</sup>. C'était une logique contradictoire : pour réaliser la paix, il fallait continuer une guerre contre l'intervention impérialiste. D'une part, c'était une position du PCC à l'opposé du point de vue de l'Union soviétique sur « la coexistence pacifique » avec

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/586, Discours prononcé par le président Liu Shaoqi au meeting de masse tenu à la place Ba Dinh de Hanoi, le 12 mai 1963 ; Visite officielle à Hanoi du président Liu Shaoqi, le 18 mai 1963.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/586, Discours prononcé par le président Liu Shaoqi au meeting de masse tenu à la place Ba Dinh de Hanoi, le 12 mai 1963.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/586, Visite officielle à Hanoi du président Liu Shaoqi, le 18 mai 1963.

le Bloc occidental. Il s'agissait de l'un des points fondamentaux du différend sino-soviétique relatif à la situation internationale. D'autre part, cette attitude chinoise montrait le pragmatisme révolutionnaire chinois. Afin de montrer « la grandeur » de la Chine et le rôle crucial dans le camp socialiste, l'appui du mouvement de libération nationale était une bonne option. C'était aussi une bonne façon d'entrer en concurrence avec l'Union soviétique dans les affaires révolutionnaires.

Bien que le gouvernement chinois pense que la situation du camp socialiste était avantagée face à l'impérialisme qui était plus divisé, la situation internationale vis-à-vis de la Chine populaire était en fait défavorable depuis l'année 1960. Selon les rapports du ministère des Affaires étrangères chinois, entre 1949 et 1959, il y avait 39 pays qui établirent des relations diplomatiques avec la Chine populaire. Par la suite, en revanche, à cause de la diplomatie révolutionnaire radicale, entre 1960 et 1969, il y eut seulement 17 pays qui établissent les relations diplomatiques avec la Chine populaire. En outre, pendant cette période, parmi ces pays, environ 30 d'entre eux avaient des conflits diplomatiques avec le gouvernement chinois et plusieurs ambassades de Chine furent obligées de fermer. Quelques pays décidèrent de rompre les relations avec la RPC, comme par exemple l'Indonésie<sup>1</sup>. Bien que la Chine populaire ait une position indépendante, la chute de l'alliance sino-soviétique était vraiment un choc pour le gouvernement chinois. Le PCC se trouvait isolé dans le camp socialiste et était bloqué par les pays occidentaux. La Chine était obligée de lutter contre les deux superpuissances pendant la guerre froide.

« Les deux zones intermédiaires » fut créée par le président Mao dans les années 1960. Dans son discours du 5 janvier 1964, il a indiqué que la zone intermédiaire devait être

---

<sup>1</sup> Le site du Ministère des Affaires étrangères de la Chine populaire : [http://www.fmprc.gov.cn/mfa\\_chn/zili\\_ao\\_611306/wjs\\_611318/](http://www.fmprc.gov.cn/mfa_chn/zili_ao_611306/wjs_611318/)

séparée en deux parties. Les pays de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine constituaient la première zone intermédiaire et les pays développés du camp capitaliste européen formaient la deuxième zone intermédiaire. Le président Mao pensait que ces deux zones étaient les forces de l'anti-américanisme qui pourrait être utilisé par la Chine pour la lutte internationale contre l'impérialisme américain et la création « un front international unifié anti-américain ». Selon cette théorie, grâce aux politiques anti-américaines du général de Gaulle, la France, aux yeux du gouvernement chinois, était digne de maintenir des relations diplomatiques avec la Chine. Cette théorie devint donc un élément important de la reconnaissance mutuelle sino-française. Pendant l'entretien entre Deng Xiaoping et Claude Chayet, chargé d'affaires de l'Ambassade de France, Deng parla du caractère spécifique de la France. Il indiqua que la Grande-Bretagne n'avait pu s'affranchir de la dépendance des États-Unis. La Chine ne pouvait donc avoir avec elle que des relations « semi-diplomatiques ». Quant à la France, c'était totalement différent. Deng ajouta que la politique française et la politique chinoise se rencontraient sur certains points, autrement dit, elles étaient toutes deux indépendantes et anti-américaines<sup>1</sup>. C'est la raison pour laquelle le PCC pensait que la Chine populaire et la France avaient un langage commun<sup>2</sup>. En outre, aux yeux du PCC, la reconnaissance de la France pourrait influencer l'attitude des Japonais et des Anglais, les autres deux pays qui maintenaient des relations spéciales avec la RPC. Le PCC pensait que la normalisation des relations diplomatiques franco-chinoises pourrait pousser le Japon et le Royaume-Uni à s'opposer aux politiques asiatiques des États-Unis<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/527, Point actuel des conversations politiques franco-chinoises, le 19 juin 1965.

<sup>2</sup> Telegram number 638/45 from André Saint Mleux, September 9, 1963, History and Public Policy Program Digital Archive, Wilson Center, <http://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/116510>.

<sup>3</sup> Report Sent to General de Gaulle, President of the French Republic, by Edgar Faure, on his Mission to China, November 7, 1963, History and Public Policy Program Digital Archive, Wilson Center, <http://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/116517>.

L'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la France fut une réussite de la théorie des « deux zones intermédiaires ». La France devint le premier grand pays occidental à nouer des relations officielles à un niveau élevé avec la Chine populaire. Plusieurs historiens chinois pensent que cet événement fut un progrès comparable à « l'explosion de la bombe atomique » pour la diplomatie. Le gouvernement chinois pense toujours que cette reconnaissance mutuelle élimina les éléments idéologiques afin d'ouvrir une porte dans le Bloc occidental, et que ce fut une grande victoire diplomatique<sup>1</sup>. Cependant, la portée en était faible, parce qu'aucun grand pays occidental n'avait suivi la France, et que la suite immédiate des événements la limiterait encore. Les relations sino-françaises ne se développaient pas comme prévu. Jusqu'en février 1965, elles étaient bonnes, mais à partir de février 1965 (date de l'escalade de la guerre du Vietnam), les conversations mutuelles deviennent plus difficiles et plus rares, même si les rapports étaient maintenus dans les domaines culturels et économiques<sup>2</sup>. La reconnaissance de la RPC par la France n'a donc pas une signification grande et profonde comme l'affirmait la propagande du gouvernement chinois. Il convient à présent de se demander pourquoi.

Concernant la Chine populaire, d'après les archives chinoises, nous pouvons découvrir que quand le PCC analysait sa relation entre la France et la Chine, il n'abandonnait jamais l'idéologie communiste. Le pragmatisme révolutionnaire du PCC avait conduit à l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la France. Autrement dit, aux yeux du PCC, la France était un enjeu important dans sa stratégie anti-américaine. En outre, le PCC voulait également profiter de l'administration du général de Gaulle pour empêcher l'escalade de la guerre du Vietnam. Il semble que, aux yeux du gouvernement chinois, le

---

<sup>1</sup> Zhang Xichang, *Souvenir de Zhang Xichang: Les négociations confidentielles et l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la France*, le 18 janvier 2004, [http://french.peopledaily.com.cn/french/200401/18/fra20040118\\_64993.html](http://french.peopledaily.com.cn/french/200401/18/fra20040118_64993.html); Huang Qinghua, *La Reconnaissance de la Chine par la France - les relations sino-françaises des années 40-60 du 20ème siècle*, Hefei : Huang Shan Press, 2014.

<sup>2</sup> Maurice Vaïsse, *La Grandeur; Politique étrangère du général de Gaulle*, Paris, Biblis, 2013, pp.521-522.

conflit franco-américain sur les problèmes indochinois pourrait assurer la réunification du Vietnam par la force avant une intervention américaine à grande échelle. D'une part, d'après des rapports du ministère des Affaires étrangères chinois, lorsque le PCC examinait la France, il pensait que la France était un allié important, mais indirect, pour créer « un front international unifié anti-américain ». Dès lors, il fallait tirer profit des conflits entre la France et les États-Unis, conduit par le gaullisme, en soutenant l'opposition française à la politique américaine, afin d'élargir « un front international unifié anti-américain » pour isoler au maximum et affaiblir les États-Unis. Par conséquent, le PCC pensait que « le projet gaulliste » sur la question indochinoise pourrait miner les influences américaines dans cette région<sup>1</sup>. C'est la raison pour laquelle les hauts dirigeants et les fonctionnaires de l'Ambassade de Chine en France admiraient « le projet gaulliste », en particulier l'idée de neutralité du Laos et du Cambodge proposée par le général de Gaulle. Cette politique présente également que le PCC voulait résoudre séparément les problèmes indochinois en vue de n'influencer pas les affaires révolutionnaires vietnamiennes. En outre, selon les archives chinoises, nous découvrons que sous l'influence de la théorie de la lutte des classes du PCC, les Chinois pensaient que l'essence fondamentale de l'administration du général de Gaulle était capitaliste et « réactionnaire » ce qui était très différent du système social communiste chinois. Le PCC ne pouvait pas avoir confiance en ce gouvernement. Il prenait donc ses précautions contre toutes les politiques françaises, sauf contre les politiques anti-américaines afin de défendre la France de miner ses intérêts révolutionnaires<sup>2</sup>.

Depuis 1960, le président Mao était d'accord avec le projet du Parti des travailleurs du Vietnam qui se concentrait sur une méthode militaire pour achever la réunification du

---

<sup>1</sup> AMAEC, Instructions de travail de l'Ambassade de la Chine en France (projet), le 30 mai 1964, 110-02002-02, pp.18-25.

<sup>2</sup> Ibid. ; AMAEC, L'intrigue des fascistes français, le 5 décembre 1960, 110-00545-10, pp.54-58 ; Les nouvelles manipulations du général de Gaulle sur le problème algérien, le 5 décembre 1960, 110-00545-11, pp.59-64.

Vietnam. Le gouvernement chinois a connu l'objectif de la neutralisation de l'Asie du Sud-est proposée par le général de Gaulle, c'est-à-dire, éliminer l'influence communiste dans la région vietnamienne et rétablir l'influence française par l'intermédiaire de commentaires des médias japonais<sup>1</sup>. Par la suite, des informations et des jugements furent envoyés par l'Ambassade de Chine en France au ministère des Affaires étrangères chinois. Le PCC ne pouvait accepter les propositions de paix du général de Gaulle. Premièrement, si le gouvernement chinois acceptait ces propositions, la Chine abandonnerait sa ligne politique contre l'impérialisme et le colonialisme, ainsi que son soutien aux luttes de libération nationale. La position politique de la Chine comme « centre de la révolution communiste mondiale » en sortirait affaiblie. Ensuite, le général de Gaulle voudrait réaliser la neutralité du Sud-Vietnam qui serait une base pour réaliser la réunification du Vietnam. Autrement dit, après la réunification, le Vietnam serait un pays non-communiste, selon les propositions gaullistes, avec la neutralité du Laos et du Cambodge. Malgré le rétablissement de la paix dans la région, l'influence de la Chine en serait considérablement amoindrie et les affaires révolutionnaires seraient supprimées. Bien que la Chine ait souhaitée la paix et éviter une guerre directe avec les États-Unis, elle n'accepterait pas cet affaiblissement stratégique. Les Chinois s'aperçurent que « le projet gaulliste » minerait les intérêts révolutionnaires du PCC<sup>2</sup>.

L'opération « Rolling Thunder » déclenchée par les États-Unis conduit à une attitude négative chinoise concernant une conférence internationale pour le problème vietnamien en mars 1965. A ce moment-là, ces propositions gaullistes ne pourraient pas empêcher l'escalade de la guerre du Vietnam, il était donc inutile aux yeux du PCC. Le conflit franco-américain n'allait également pas renforcer le mouvement anti-américain. La

---

<sup>1</sup> AMAEC, Les références internes : le projet gaulliste sur des problèmes d'Indochine, 110-01222-05, pp.176-180.

<sup>2</sup> AMAEC, Position française sur le problème du Vietnam, le 8 août 1965, 106-01314-01, p.80.

reconnaissance française de la RPC n'améliora donc pas non plus la situation d'isolation de la RPC dans les années 1960-1970. Il semble que les Chinois se méfiaient du rôle français dans les affaires internationales. Depuis mars 1965, le gouvernement chinois avait commencé à réduire le nombre d'entretiens bilatéraux sino-français à propos des affaires internationales. En outre, à la suite de l'escalade de la guerre du Vietnam, les Français préférèrent le silence lorsque le gouvernement chinois essayait d'établir un contact indirect entre la Chine populaire et les États-Unis par l'intermédiaire français afin de transmettre les informations du PCC.

Du côté français, d'après du général de Gaulle, le but de sa proposition pour la neutralisation de l'Asie du Sud-est était de réinstaurer l'influence française dans cette région<sup>1</sup>, ce qui pourrait contenir « des expansions chinoises » en Indochine. Le Général voulait utiliser cette idée pour limiter finalement le développement du communisme dans la région indochinoise<sup>2</sup>. Pour ce qui est des capacités françaises et de la situation internationale, une solution politique allait dans le sens de l'intérêt des États d'après les expériences françaises de la guerre d'Indochine et de la guerre d'Algérie. Avant la normalisation des relations avec la Chine populaire, les rapports du Quai d'Orsay et des anciens fonctionnaires qui avaient été en Chine mentionnaient qu'un des objectifs chinois était de profiter des disputes franco-américaines. Le gouvernement français devait donc faire attention<sup>3</sup>. Pendant les contacts franco-chinois, les opérations diplomatiques françaises étaient discrètes. Comme pour une opération secrète, les Français ne pouvaient

---

<sup>1</sup> Note pour la direction d'Asie, le 18 décembre 1967, N319, *DDF*, 1967, Tome II, op.cit., pp.811-812.

<sup>2</sup> Télégramme, n° 91/97, le 26 janvier 1964, T47, *DDF*, 1964, Tome I, op.cit., pp.106-108.

<sup>3</sup> Telegram number 638/45 from André Saint-Mleux, September 9, 1963, History and Public Policy Program Digital Archive, Wilson Center, <http://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/116510>;  
Report Sent to General de Gaulle, President of the French Republic, by Edgar Faure, on his Mission to China, November 7, 1963, History and Public Policy Program Digital Archive, Wilson Center, <http://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/116517>;  
Telegram 869/871 from André Saint-Mleux, November 29, 1963, History and Public Policy Program Digital Archive, Wilson Center, <http://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/116511>.

pas laisser les Chinois connaître l'objectif véritable du général de Gaulle, mais il fallait en revanche persuader le gouvernement chinois de participer la négociation proposée par la France<sup>1</sup>. Cependant, lorsque le gouvernement français développa ses opérations diplomatiques avec la Chine, avoir affaire avec les fonctionnaires chinois était difficile. Au début du séjour de Paye, bien que l'Ambassadeur de France pense la position de la métropole comme très favorable, il ne pouvait pas être reçu facilement par les fonctionnaires chinois<sup>2</sup>. La patience en Chine était à l'image de la « longue marche ». Même s'il était reçu par les Chinois, les conversations, le plus souvent des monologues, étaient très longues avec l'indispensable traduction. Apparemment, la procédure écrite ne donnait guère de résultats plus rapides ou plus fructueux. Claude Chayet se plaignait du fait que, comme pour ses collègues étrangers, une grande partie de l'activité des diplomates français était consacrée à la lecture, et qu'il fallait donc recruter de nombreux des traducteurs. Mais les traducteurs étaient contrôlés par un agent des cadres du PCC. Il a finalement conclu que les informations venues de Pékin seraient moins nombreuses que celles venues de Hong Kong, parce que les Français étaient dans l'incapacité de recueillir sur place des impressions leurs étant propres, et de contrôler la véracité des informations recueillies<sup>3</sup>.

Avant la reconnaissance de la RPC, les Français pouvaient obtenir les journaux chinois et les discours des dirigeants chinois depuis Hong Kong et Hanoi afin d'analyser la position du PCC dans les affaires internationales. Selon les rapports du Quai d'Orsay, l'administration du général de Gaulle connaissait la position chinoise concernant le problème indochinois. Les Français pensaient que la RPC et la RDVN tenaient à marquer leur respect de la formule de réunification prévue par les accords de Genève de 1954, c'est-

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/527, Instructions pour Monsieur Paye, le 11 mai 1964.

<sup>2</sup> AMAEC, M. Paye souhaite d'être reçu par le président Mao, le 11 juillet 1964, 117-01144-04, pp.16-17.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/527, Difficulté d'action de l'Ambassadeur, le 2 avril 1964.

à-dire la réunification pacifique du Vietnam. Dans le discours de Liu Shaoqi, les Français notèrent que le gouvernement chinois soutenait fermement la position du Nord-Vietnam pour sauvegarder la paix en Asie du Sud-est et réunir pacifiquement le pays conformément aux accords de Genève. Quant aux problèmes du Laos et du Cambodge, aux yeux des Français, le gouvernement chinois appuyait la politique de neutralité du Cambodge et espérait que les co-présidents de la conférence de Genève de 1962 pourraient prendre des mesures effectives pour assurer la neutralité du Laos<sup>1</sup>. Après la reconnaissance de la RPC en 1964, certains fonctionnaires chinois souhaitaient que la France puisse jouer un rôle important dans les affaires vietnamiennes et laotiennes. Les Chinois approuvaient les propositions gaullistes de résoudre le problème du Vietnam par une méthode politique<sup>2</sup>. Aux yeux des Français, c'était un signal positif, bien que la proposition présumée de la Chine populaire sur le problème vietnamien diffère de celui préconisé par le général de Gaulle, c'est-à-dire de la réunification du Vietnam sous la seule autorité d'un État communiste, avec l'éventuelle participation de « figurants » nationaliste pour préserver les apparences<sup>3</sup>.

Cependant, lorsque les Français commencèrent à négocier officiellement les idées gaullistes avec les Chinois en 1964, ils découvraient que le PCC ne voulait pas résoudre tous les problèmes indochinois dans une conférence internationale. En revanche, d'après le général de Gaulle, la nouvelle conférence des quatorze devrait rétablir la neutralité du Laos, assurer la neutralité du Cambodge, et discuter du problème vietnamien. Bien que le PCC ait soutenu la conférence sur le Laos ou sur le Cambodge, les Français découvraient qu'il était difficile d'avoir assez d'informations pour analyser des positions précises de la

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/586, Note de la Direction d'Asie-Océanie, le 10 juin 1963.

<sup>2</sup> Note, n°150, March 5, 1964, History and Public Policy Program Digital Archive, Wilson Center, <http://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/116513>.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/586, La Chine et le problème vietnamien, le 13 juin 1964.

Chine sur le Vietnam. La position ambiguë du PCC devint un obstacle dans les entretiens sino-français concernant les problèmes indochinois. Les Français ne pouvaient donc pas avancer l'ouverture d'une nouvelle conférence internationale. A cause du caractère fermé de la Chine et les méfiances chinoises envers la France, le gouvernement chinois ne pouvait pas échanger franchement sur ses décisions politiques avec les Français. Lorsque l'on consulte des archives françaises sur les problèmes de la Chine populaire, on peut découvrir que la majorité des télégrammes envoyés par l'Ambassadeur de France sont encore des résumés des journaux chinois. Quant aux commentaires des politiques chinoises élaborées par Paye, ils se basent sur des informations tirées de la presse. Maurice Couve de Murville confia cependant qu'on ne pouvait pas croire les informations des journaux, parce que les nouvelles du gouvernement chinois étaient une chose, mais que les faits en étaient une autre<sup>1</sup>.

Par ailleurs, le conflit entre la Chine et l'URSS doit également être pris en considération. Dans la position de paix pour l'Indochine, le gouvernement français pensait que le rôle de l'Union soviétique était central. Le général de Gaulle aurait donc voulu le soutien de l'URSS. Cependant, dans le même temps, le conflit entre la Chine et l'URSS conduisit à une grande polémique et à une importante tension dans les relations sino-soviétiques. La Chine considérait l'Union soviétique comme l'archétype du révisionnisme et la dénonçait violemment depuis 1960. En fait, dans le problème vietnamien, la Chine et l'URSS devinrent adversaires. Dans les journaux et les discours chinois, les Chinois critiquaient toujours fortement « la coexistence pacifique » proposée par les dirigeants soviétiques en discutant le problème vietnamien. Les Chinois ajoutèrent que c'était nécessaire de lutter contre l'impérialisme pour réaliser la paix, sans faire de concession aux

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 1185/1199, le 19 février 1965, T83, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., pp.203-204.

États-Unis. Bien que, selon les archives françaises, le ministère des Affaires étrangères français ait fait de la recherche sur le conflit entre la Chine et l'Union soviétique, il n'a pas su que ce conflit pourrait influencer le jugement du gouvernement chinois<sup>1</sup>. Il semble que les Français pensaient que la Chine populaire et l'Union soviétique auraient la même position. En effet, pensant le discours de Liu Shaoqi à Hanoi en mai 1963, le gouvernement avait appelé la coopération du camp socialiste pour soutenir la lutte du Nord-Vietnam, malgré le conflit sino-soviétique<sup>2</sup>. Le gouvernement français retranscrit donc franchement l'approbation soviétique concernant les idées de paix du général de Gaulle aux Chinois et les détails des entretiens franco-soviétiques sur ce sujet<sup>3</sup>. Cependant les Français ne savaient pas que ces actions pourraient créer un effet en retour et approfondir les soupçons de la Chine populaire.

En fait, d'après des informations transmises par l'Ambassade de Chine en Suisse, le gouvernement chinois commença à douter des actions françaises, il demanda donc à l'Ambassade de Chine en France d'examiner les contacts entre la France et l'Union soviétique afin d'empêcher les coopérations franco-soviétiques dont le but serait de réduire l'influence chinoise dans les affaires révolutionnaires de la région indochinoise<sup>4</sup>. L'Ambassade de Chine en France pensait que les négociations franco-soviétiques sur le problème du Vietnam étaient un « complot » pour réprimer la lutte vietnamienne contre les

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/505, Note, n° 335, Aide de l'URSS et de la Chine aux pays du Sud-Est asiatique, le 15 mai 1963 ; 148QO/111, Note, n° 34, de la visite de M. Kossyguine à Hanoi et la politique soviétique au Vietnam, le 2 février 1965 ; Note, Politique soviétique et voyage de M. Kossyguine en Asie, le 6 février 1965 ; Note, Politique de l'URSS à l'égard de l'Indochine : historique de juillet 1962 au 31 janvier 1965 ; 119QO/530, Note, Communist China's present political conditions and future prospects, le 2 septembre 1965 ; 119QO/531, Note, n° 363, Difficultés rencontrées par la diplomatie chinoise, le 26 octobre 1965.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/586, Visite officielle à Hanoi du président Liu Shaoqi, le 18 mai 1963 ; Note de la Direction d'Asie-Océanie, le 10 juin 1963.

<sup>3</sup> AMAEC, Entretien entre M. Manac'h et M. Sung Chih-Kuang sur le problème du Vietnam, le 27 avril, 1965, 106-00886-01, pp. 5-7.

<sup>4</sup> AMAEC, Instructions de travail de l'Ambassade de Chine en France (projet), le 30 mai 1964, 110-02002-02, pp. 18-25.

agresseurs américains. Il pensait aussi que la coopération franco-soviétique était une politique visant à organiser des pourparlers de paix sans l'aval de la Chine, niant ainsi son rôle sur la scène internationale dans le but de déstabiliser le pays et de semer la discorde sino-vietnamienne afin de parvenir à un arrangement avec les États-Unis. L'Ambassade de Chine en France conclura que la France voudrait utiliser la position de l'URSS pour essayer de « vendre » finalement « le projet gaulliste » : la neutralisation du Sud-Vietnam et empêcher une négociation américano-soviétique sans influence française, cependant, grâce à l'attitude intransigeante américaine concernant la solution politique, la coopération franco-soviétique serait vouée à l'échec<sup>1</sup>. Les Chinois étaient très mécontents de cette coopération. Pendant l'entretien entre Manac'h et le Conseiller d'Ambassade chinois le 27 avril 1965, après avoir présenté les détails de la négociation du 26 avril entre Maurice Couve de Murville et Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, sur le problème vietnamienne, Manac'h dit à Song : « Le gouvernement français pense que le rôle chinois est très important. Nous voudrions savoir si vous soutiendrez encore une réunion d'une conférence internationale ? Quels sujets pourront être discutés pendant cette conférence ? » Naturellement, sa question resta sans réponse<sup>2</sup>.

En somme, il n'était pas facile de développer des relations diplomatiques pour un pays isolé du camp communiste comme la Chine, bien que les deux « forces indépendantes » veuillent faire une coopération dépassant le conflit idéologique de la guerre froide. La Grande-Bretagne était reçue avec beaucoup de froideur et la France ne pouvait pas comprendre l'attitude précise de la Chine concernant le problème vietnamien jusqu'en mars 1965. En revanche, la Chine populaire pouvait connaître clairement la position française et avoir l'initiative dans les négociations grâce aux informations dont elle

---

<sup>1</sup> AMAEC, La collusion entre la France et l'Union soviétique sur le problème du Vietnam, le 28 février 1965, 106-00886-01, pp. 5-7.

<sup>2</sup> Ibid., pp.9-12, le 27 avril 1965.

disposait. La Chine populaire voulait profiter de la neutralisation de l'Asie du Sud-est proposée par le général de Gaulle pour réaliser son plan révolutionnaire dans la région vietnamienne et éviter une guerre directe entre la Chine et les États-Unis. De son côté, le gouvernement français voulait utiliser « le projet gaulliste » pour contenir la force communiste dans cette région. Les deux pays ne peuvent finalement pas réaliser leurs objectifs pendant les négociations sur la paix dans la région vietnamienne. Les relations politiques entre la Chine populaire et la France se refroidirent donc après l'escalade de la guerre du Vietnam.

## **Deuxième partie :**

### **Les divergences et la coopération sino-français sur « la guerre du Vietnam » des États-Unis 1965-1973**



La diversité des objectifs idéologiques entre Pékin et Paris conduit à l'échec de la neutralisation de l'Asie du Sud-est proposée par de Gaulle en 1965. Bien que la Chine approuve le discours de Phnom Penh de 1966, à cause du soutien français de la conférence de Paris entre Hanoi et Washington, les relations sino-françaises se détériorent.

En fait, sous la présidence de Mao, d'une part, aider le Nord-Vietnam à lutter contre l'intervention américaine et la prolongation de la guerre du Vietnam s'accordaient avec l'objectif révolutionnaire important du PCC : l'anti-impérialisme américain. D'autre part, Pékin voulait l'appui de Hanoi dans le conflit sino-soviétique en vue de renforcer son statut de leader dans « le mouvement révolutionnaire mondial ». Dans cette circonstance, la France était difficile de persuader à la Chine d'accepter une solution pacifique qui était considéré comme une « capitulation » aux yeux des Chinois. C'est une des raisons pour lesquelles lorsque le général de Gaulle voulait amorcer une détente avec la Chine en 1969, Étienne Manac'h, en tant que nouvel ambassadeur de France en Chine ne pouvait pas convaincre les dirigeants chinois de la volonté de paix de l'administration de Nixon concernant le problème vietnamien.

Bien que le coup d'état au Cambodge le 18 mars 1970 ait réalisé finalement la détente sino-française sur les problèmes indochinois, lorsque le problème vietnamien était devenu un pion pour les négociations avec les États-Unis en vue d'établir un front uni contre l'Union soviétique depuis 1972, la Chine acceptait finalement une solution pacifique, et soutenait avec la France une bonne exécution des accords de Paris de 1973. Il y avait donc plusieurs points en commun lors des négociations entre les deux pays au cours de la visite officielle de Pompidou en Chine en septembre 1973. Après la chute de Saïgon en 1975, la Chine encourageait la France à maintenir la bonne relation avec les forces communistes

vietnamiennes. Pékin voulait également établir un front uni avec la France et les États-Unis en vue d'empêcher l'intervention soviétique en Indochine.

## **Chapitre 5 : Le changement de la politique française relative au problème du Vietnam et la réaction de la Chine**

### **5.1 La note confidentielle d'Étienne Manac'h et le rapprochement de la France avec la force communiste vietnamienne**

Face à l'escalade de la guerre du Vietnam, d'une part, au début du mois de mai 1965, la France devint « calme ». Elle ne critiquait pas fortement la politique américaine et ne tentait pas de persuader les Américains d'accepter les propositions françaises, mais se contentait d'écouter les opinions des États-Unis et de présenter un point de vue différent sur la situation à ce moment-là. Le 21 mai 1965, Rusk expliqua la nouvelle position des États-Unis concernant le problème vietnamien. Le Secrétaire d'État dit à l'Ambassadeur de France que malgré la reprise des bombardements contre le Nord, les États-Unis n'avaient nullement abandonné l'espoir de trouver une solution politique au problème. Rusk ajouta que Washington ne désirait en aucune façon que son action en Asie conduise à une détérioration de ses relations avec Moscou. Il pensait que les Russes avaient refusé de jouer un rôle impartial dans le problème vietnamien. Rusk constata avec regret que malgré les précautions prises de part et d'autre au Vietnam, les relations américano-soviétiques s'étaient refroidies<sup>1</sup>. L'Ambassadeur de France ne lui présenta cependant aucune analyse du gouvernement français. Du le 26 au le 29 mai, lorsque l'Ambassade des États-Unis demanda aux Français d'analyser la position de Hanoi et de transmettre les informations

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 2824/2849, T235, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., pp.615-616.

au délégué général du Nord-Vietnam à Paris, le Quai d'Orsay refusa les demandes américaines. Manac'h dit aux Américains que le gouvernement français ne jouait pas les médiateurs<sup>1</sup>. Le 12 juillet 1965, pendant l'entretien avec Couve de Murville, George Ball, sous-secrétaire d'État des États-Unis, admit que la situation au Vietnam avait considérablement empiré, mais en ce qui concernait une négociation, le gouvernement américain ne pouvait pas admettre une participation du FNL à la délégation du Nord-Vietnam. Le Ministre indiquait seulement que Hanoi n'était pas entièrement hostile à une négociation. Les quatre points de Pham Van Dong n'étaient pas négatifs, mais Hanoi était influencé par Pékin aux yeux de Couve de Murville. Il pensait que le nationalisme des Nord-Vietnamiens hostile aux Chinois pourrait faciliter la réunion d'une conférence. George Ball se refusait cependant à céder au pessimisme concernant une situation militaire au Sud-Vietnam<sup>2</sup>.

D'autre part, la politique française eut tendance à se rapprocher des forces communistes au Vietnam. Après la rupture des relations entre Paris et Saigon, le 5 juin 1965, Manac'h dit au délégué général de Hanoi que malgré que le gouvernement français ne veuille pas établir de relations diplomatiques avec Hanoi, les contacts entre la France et le Nord-Vietnam se développaient fort bien et s'étaient améliorés de mois en mois. Mai Van Bo lui répondit qu'ils s'efforçaient d'approfondir les relations avec la France sur le plan culturel et économique et qu'ils avaient mieux compris l'importance de la langue française dans le monde. Le Directeur d'Asie pensait qu'il était possible de trouver des pistes d'amélioration<sup>3</sup>. Concernant le FNL du Sud-Vietnam, les représentants du FNL précisèrent qu'ils attendaient beaucoup de la France et seraient disposés à discuter des garanties à

---

<sup>1</sup> Démarche de l'ambassade des États-Unis (Vietnam), T252, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., pp.667-668.

<sup>2</sup> Télégramme circulaire, n° 136, T37, *DDF*, 1965, Tome II, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2004, pp.90-92.

<sup>3</sup> Relations entre la France et la RDVN, N5, *DDF*, 1965, Tome II, op.cit., pp.12-14.

accorder aux intérêts français au Sud-Vietnam pendant la conférence des peuples indochinois en mars 1965<sup>1</sup>. Le 29 juillet 1965, le premier contact entre la France et le FNL fut pris avec Huyen Van Tam, délégué du FNL à Alger. Tam indiqua que le FNL approuvait sans réserve les positions prises par le général de Gaulle sur le problème du Vietnam et attendait de voir l'appui du gouvernement français. Il pensait que la neutralité du Sud-Vietnam favoriserait la reconstruction, car la France, qui avait possédé dans le pays des intérêts considérables, aurait vocation à offrir des investissements. En ce qui concerne la négociation pour la paix, le FNL ne ferait pas du retrait des troupes américaines un préalable absolu, mais les États-Unis n'admettaient pas le bien-fondé des revendications fondamentales du FNL. Huyen Van Tam présenta également des politiques intérieures pour l'avenir<sup>2</sup>.

La direction de l'Asie et de l'Océanie du Quai jouait un rôle important dans l'élaboration de la politique française en Asie du Sud-est. Comment le gouvernement français devait changer sa politique envers le Vietnam afin de se conformer à la situation dans l'avenir proche ? Le 4 août 1965, Manac'h élabora une note confidentielle, baptisée « Conditions et cadre d'une éventuelle initiative française au sujet du Vietnam » afin de présenter les propositions de sa direction. A ses yeux, la Chine et les États-Unis étaient les deux pôles importants dans ce conflit. En revanche, l'Union soviétique et l'Angleterre, face à ce problème, n'étaient que des puissances subsidiaires car sans liberté suffisante et sous l'influence de Pékin ou Washington<sup>3</sup>. Manac'h pensait que les deux pôles voudraient l'aide française. Concernant les États-Unis, Washington souhait se tirer de l'impasse. L'avantage de la France était ses relations diplomatiques correctes avec Pékin. Quant à la

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 308/317, T118, *DDF*, 1965, Tome I, op.cit., pp.290-292.

<sup>2</sup> Compte Rendu, CR75, *DDF*, 1965, Tome II, op.cit., pp.168-170.

<sup>3</sup> Conditions et cadre d'une éventuelle initiative française au sujet du Vietnam, N89, *DDF*, 1965, Tome II, op.cit., p.201.

Chine, Pékin ne fermait pas la porte à des négociations et à ce moment-là, elle rencontrait des difficultés (les conflits avec l'URSS et les États-Unis). Le Directeur indiquait donc que grâce à l'indépendance de la France à l'égard des États-Unis, une démarche française revêtirait pour Pékin une importance décisive pour l'aider à éviter de se réfugier dans un isolement total dans ce moment très difficile. Quant au Vietnam, «il importe, dans l'intérêt de l'initiative française, de resserrer d'urgence nos relations avec Hanoi et le Front de libération, et en même temps, de resserrer nos rapports avec certains cadres de l'armée vietnamienne du sud et de la population civile qui sont demeurés attachés à nous » écrit Manac'h<sup>1</sup>. Il soulignait que la neutralisation de l'Indochine serait encore un bon choix pour la paix de cette région. D'une part, un Sud-Vietnam neutre sera relativement stable afin d'établir un véritable « monde libre ». D'autre part, Pékin obtiendrait finalement le départ des troupes américaines de cette région. Manac'h pensait que les propositions françaises seraient une voix sereine pour dessiner des perspectives d'avenir et apporteraient du réconfort aux populations vietnamiennes. Il conclut que la France devrait donc assurer les possibilités de contact non seulement avec Washington, mais également avec Pékin, Hanoi et le FNL du Sud-Vietnam, et à titre personnel avec le prince Sihanouk et U Thant, secrétaire général des Nations unies afin de créer une audience internationale propice<sup>2</sup>.

Le 16 août 1965, Jean Brethes, conseiller des Affaires étrangères, chef du service Cambodge, Laos, Vietnam, présenta ses commentaires sur la note élaboré par son directeur. D'après le dossier, le Conseiller s'est opposé aux points de vue de Manac'h concernant l'origine de la guerre du Vietnam. Il souligna que le fondement de cette guerre était la lutte du Vietnam pour son indépendance et son unité. Il pensait que l'affaire du Vietnam avait un aspect national et un aspect international. Le Nord-Vietnam et le FNL combattaient pour

---

<sup>1</sup> Ibid., 202-203.

<sup>2</sup> Ibid., 204.

la création d'un Vietnam indépendant de l'étranger et uni, ce qui à ses yeux était l'aspect national. Le conflit sino-américain sur le territoire du Vietnam était l'aspect international<sup>1</sup>. Concernant la neutralisation de l'Indochine, Jean Brethes pensait que cette solution devait se conformer au vœu des populations indochinoises, représentées par leurs gouvernements respectifs, qui détermineraient de la poursuite de la guerre en dehors de toute influence étrangère<sup>2</sup>.

Cette note confidentielle élaborée par Manac'h et améliorée par Jean Brethes montra quelques nouveaux éléments du point de vue de la direction de l'Asie et de l'Océanie concernant le problème vietnamien par rapport à ses anciennes analyses. Quelle était l'origine de la guerre du Vietnam ? Au début du conflit au Vietnam, le gouvernement français pensait que la guerre du Vietnam était un conflit entre les États-Unis et la Chine populaire, pour une influence prédominante au Vietnam. Pour établir l'influence française au Vietnam, la seule hypothèse valable aux yeux des Français était celle de la neutralité de cette région. Le but de la neutralisation de l'Indochine proposée par le général de Gaulle était de se tirer le Vietnam du Bloc socialiste et d'éliminer l'ingérence des États-Unis. Pendant les entretiens avec les Chinois et les Américains, les Français avaient présenté plusieurs fois cet objectif. Cependant, les Français expliquaient aux Chinois qu'ils voulaient les aider à éliminer la menace américaine. Devant les Américains, les Français soutenaient que un Vietnam neutre pourrait contenir le développement de communisme en Indochine<sup>3</sup>. En revanche, dans sa note, Jean Brethes indiquait que le fondement de la guerre était la lutte du Nord-Vietnam pour l'indépendance et la réunification du Vietnam.

---

<sup>1</sup> Conditions et cadre d'une éventuelle initiative française au sujet du Vietnam (commentaires), N204, *DDF* 1965, op.cit., 2004, p.243.

<sup>2</sup> Ibid., p.244.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/527, Instructions pour Monsieur Paye, le 11 mai 1964; Télégramme, n° 91/97, T47, *DDF*, 1964, Tome I, op.cit., pp.106-108; Document 151, Memorandum Prepared for the Director of Central Intelligence, September 26, 1963, *FRUS*, 1961-1963, Volume IV, Vietnam, August-December 1963, pp.295-298.

Le Sud-Vietnam voulait lutter contre l'unification sous l'égide de Hanoi, un régime communiste<sup>1</sup>. C'était donc une affaire intérieure vietnamienne. Le premier était soutenu par la Chine et le second était soutenu par les États-Unis. Cette idée correspondrait à la position habituelle du gouvernement français, c'est-à-dire, à un retour aux accords de Genève de 1954. Autrement dit, les Vietnamiens devraient résoudre le problème du Vietnam par eux-mêmes. Ce point de vue du chef du service correspondrait aux propositions de son directeur concernant la politique française sur le Vietnam dans un avenir proche. Bien que Hanoi et Saïgon aient demandé l'intervention française dans les affaires vietnamiennes<sup>2</sup>, avant mai 1965, les actions diplomatiques françaises s'étaient concentrées sur les États-Unis et sur la Chine afin de réussir la réunion d'une conférence internationale, parce que, aux yeux des Français, le Nord-Vietnam était influencé et « contrôlé » par la Chine<sup>3</sup>, et la situation aggravée au Vietnam était provoquée par les États-Unis. Cependant, d'après la note de Manac'h, la France devait renforcer les relations avec Hanoi et FNL du Sud-Vietnam pour les intérêts français dans cette région. En fait, la politique française à l'égard du Vietnam était dans l'impasse à ce moment-là. L'idée du général de Gaulle ne pouvait pas donner une impulsion vigoureuse en faveur d'un règlement politique de ce problème, et ne pouvait pas rétablir l'influence française au Vietnam, bien que la France ait obtenu un statut spécial dans la guerre, c'est-à-dire, une relation diplomatique officielle avec la Chine populaire et en même temps, une alliance importante avec les États-Unis dans le Bloc occidental. La proposition de Manac'h était une idée nouvelle pour la politique française afin de titrer la France d'une situation

---

<sup>1</sup> Conditions et cadre d'une éventuelle initiative française au sujet du Vietnam (commentaires), N104, *DDF* 1965, Tome II, op.cit., p.243.

<sup>2</sup> Télégramme, n° 155, T161, *DDF*, 1961 Tome I, op.cit., p.408; Télégramme, n° 209, T266, *DDF*, 1961 Tome I, op.cit., pp.710-711; Télégramme, n° 103, T33, *DDF*, 1962 Tome I, Paris : Imprimerie Nationale, 1998, pp.79-82; Télégramme, n° 28, T21, *DDF*, 1961 Tome I, op.cit., pp.27-30.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/527, Instructions pour Monsieur Paye, le 11 mai 1964; Document 151, Memorandum Prepared for the Director of Central Intelligence, September 26, 1963, *FRUS*, 1961-1963, Volume IV, Vietnam, August-December 1963, pp.295-298.

délicate. Cependant, Manac'h ne négligeait pas l'importance des interactions avec la Chine et avec les États-Unis. En outre, il proposait que le gouvernement français contacte l'ONU et continue de consulter les avis du Prince Sihanouk.

Bien que l'on ne puisse pas connaître la réflexion de cette note confidentielle, d'après le développement de l'histoire après août 1965, on peut penser que cette note élaborée par la Direction de l'Asie et de l'Océanie joua un rôle important dans le changement de la politique française au Vietnam, étant particulièrement dans la relation entre la France et la force communiste vietnamienne. Le 26 août 1965, la deuxième prise de contact entre les représentants français et ceux du FNL sud-vietnamien eut lieu à Alger. Vo Cong Trung, au nom du Comité central du FNL, se félicitait d'être en mesure de faire connaître le point de vue de son organisation au gouvernement français et d'ouvrir avec lui un dialogue. Les représentants du FNL présentèrent leur désir de maintenir à l'avenir les bonnes relations avec la France et de réserver à la France, un traitement privilégié<sup>1</sup>.

Le 8 août 1965, le ministère des Affaires étrangères chinois reçut le deuxième rapport de l'objectif du général de Gaulle concernant le Vietnam, élaboré par l'Ambassade de Chine en France. L'Ambassade de Chine pensait que, suite aux accords de Genève de 1954, la France voudrait établir une région neutre sous influence française. Les objectifs du général de Gaulle étaient donc de se servir de la Chine et du Nord-Vietnam pour repousser les Américains et contenir les forces révolutionnaires dans cette région. L'Ambassade de Chine indiqua aussi que la France voudrait soutenir un régime francophile après la neutralisation du Sud-Vietnam, afin de transformer l'essence du gouvernement de Hanoi, en vue de réunifier le Vietnam sur une base non-communiste et sous influence française.

---

<sup>1</sup> Compte Rendu, CR113, *DDF*, 1965, Tome II, op.cit., pp.266-267.

Si la Chine n'acceptait pas « le projet gaulliste », y aurait-il des tensions dans les relations sino-françaises ? L'Ambassade de Chine pensait que c'était impossible, parce que le gouvernement français attachait de l'importance au rôle de la Chine en Indochine et n'osait pas l'offenser, bien que la France considère la Chine comme un ennemi potentiel. Malgré le fait que la France n'ait pas d'illusions quant à sa capacité à persuader la Chine de participer à une conférence sans condition préalable, à cause du durcissement de la position chinoise, le rapport conclut que grâce au but commun de la lutte contre l'impérialisme américain, il n'y aurait pas de crise des relations sino-françaises<sup>1</sup>. Dans cette circonstance, il y aurait seulement « la lutte » ; Soit la lutte contre les États-Unis dans la région vietnamienne ; Soit la lutte contre les Américains en Chine. Il était donc impossible que la Chine accepte les propositions gaullistes.

Dans des entretiens avec les Français, le gouvernement chinois continuait à montrer son soutien à la lutte du Nord-Vietnam et sa position intransigeante sur une négociation sans condition préalable avec le gouvernement américain. Le vice-Ministre des Affaires étrangères de la Chine, Wang Bingnan confirma à l'Ambassadeur de France, le 17 novembre 1965, la nécessité du retrait des troupes américaines préalablement à toute négociation. Il fallait également que Washington accepte les quatre propositions du gouvernement de Hanoi, considérées comme « inséparable » de la condition préalable. Wang envisageait aussi trois éventualités de guerre : soit la liquidation par les Américains, soit le retrait spontané des troupes américaines, soit l'acceptation par Washington de propositions du Nord-Vietnam<sup>2</sup>. Quant à la politique de la France vis-à-vis de la Chine, l'objectif n'était pas de persuader Pékin, mais d'essayer de maintenir des contacts politique avec les Chinois, afin d'écouter et de comprendre la position chinoise face à l'escalade de

---

<sup>1</sup> AMAEC, Des politiques diplomatiques françaises sur le problème du Vietnam, le 8 août 1965, 106-01314-01, p.80.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/531, Télégramme à l'arrivée, n° 3175/3177, le 17 novembre 1965.

la guerre. Jean Chauvel, envoyé par le général de Gaulle, considéré comme un représentant du gouvernement français, a été reçu par le gouvernement chinois pour connaître la nouvelle position chinoise. Chauvel ne pouvait pas comprendre la raison pour laquelle la Chine s'accrochait aux conditions dans l'optique d'une négociation. Il dit à Zhang Hanfu, vice-Ministre des Affaires étrangères de la Chine, que la position chinoise ne pouvait que prolonger les hostilités et laisser la porte ouverte à une escalade susceptible de se prolonger pendant au moins deux ans<sup>1</sup>. Dans l'entretien avec Zhou Enlai, le 30 novembre 1965, Chauvel indiqua que le général de Gaulle avait compris qu'il était impossible de réunir une conférence internationale relative au Vietnam dans cette situation, mais le Général s'inquiétait de l'escalade du conflit qui pourrait se développer jusqu'en 1967. Il voulait donc connaître les positions chinoises. Zhou Enlai expliqua que dans le planning chinois, il y avait trois possibilités : La première que les Américains se retirent après avoir anéanti le gouvernement fantoche de Saïgon. La deuxième : un prolongement de la guerre, et le gouvernement américain oblige finalement de reconnaître sa défaite. La troisième : une conférence sans condition préalable, mais sans résultat. Le Premier Ministre approuvait donc le point de vue du général de Gaulle concernant la négociation. Il pensait que la conférence de 1954 avait permis la conclusion d'un accord que parce que la France souhaitait mettre fin à la guerre et acceptait les suites d'un cessez-le-feu. En revanche, les Américains n'étaient nullement préparés à admettre les conditions d'un règlement effectif concernant le problème vietnamien aux yeux de Zhou, donc, il n'était pas possible de négocier avec Washington. Zhou Enlai souligna que Hanoi était du même avis que Pékin<sup>2</sup>. Dans le rapport de Chauvel du 2 décembre 1965, ce dernier conclut que la position dure adoptée par la Chine sur le Vietnam, en pleine conscience des risques majeurs qu'elle comporte, fait apparaître comme prétexte de préalable de l'évacuation américaine et que

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/531, Télégramme, n° 3367/3386, le 1<sup>er</sup> décembre 1965.

<sup>2</sup> AMAEC, Entretien entre M. Zhou Enlai et Jean Chauvel, le 30 novembre 1965, 106-01270-05 ; AMAE, 119QO/531, Télégramme, n° 3367/3386, le 1<sup>er</sup> décembre 1965.

pour Pékin, une défaite américaine, « qu'elle se traduise par une évacuation volontaire ou par une débâcle », permettrait finalement une négociation<sup>1</sup>.

Après sa visite en Chine, Chauvel s'est dirigé vers Hanoi et a continué sa visite en Asie. D'après son entretien avec Pham Van Dong, le représentant du général de Gaulle estima que le gouvernement de Hanoi avait naturellement une perspective différente par rapport à la position chinoise présentée par Zhou Enlai. A ses yeux, Pham Van Dong « ouvre certaines possibilités » et le gouvernement nord-vietnamien « serait favorable à une action extérieure tendant à la paix et nous verrait volontiers prendre une initiative en ce sens ». Bien que ce ne soit pas la première fois que les Nord-Vietnamiens manifestaient devant les Français leur préférence pour un règlement pacifique du conflit et leur intérêt pour une certaine intervention française en faveur d'une telle solution, le Quai d'Orsay trouvait la divergence entre le Premier Ministre et Nguyen Duy Trinh, ministre des Affaires étrangères. Manac'h pensait que Trinh était le porte-parole de « la ligne dure », autrement dit « la ligne chinoise ». Dans la note sur la position nord-vietnamienne concernant le conflit, Manac'h pensait qu'il y avait deux hypothèses. La première : Le gouvernement de Hanoi favoriserait une solution négociée. La seconde : La position du Nord-Vietnam représentait « la ligne modérée », un résultat de la concurrence entre Trinh et Dong, tantôt conciliante, tantôt intransigente. Cependant, Manac'h conclut que Hanoi n'espérait pas provoquer une crise majeure avec la Chine. Il pensait que la politique française devrait éviter de susciter la méfiance de la Chine en donnant l'impression que les Français voulaient organiser l'opération pour une rupture entre Hanoi et Pékin, afin de ne pas perdre son apparente objectivité<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/531, Télégramme, n° 3406/12, le 2 décembre 1965.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/531, Entretien de M. Chauvel à Pékin et à Hanoi.

La visite de Jean Chauvel en Asie approfondit la compréhension française de la position chinoise et établit que Hanoi hésitait entre deux possibilités concernant une solution politique. En même temps, Washington décida deuxième fois d'arrêter les bombardements au Nord-Vietnam à partir du 24 décembre 1965 et d'envoyer des représentants spéciaux dans plusieurs pays afin de montrer l'intention américaine de mettre fin à la guerre par une solution politique. Ces séries des actions diplomatiques ont été baptisées « l'offensive de paix ».

## **5.2 La Chine et la France n'étaient pas favorables à « l'offensive de paix »**

La position officielle de la Chine et du Nord-Vietnam concernant « l'offensive de paix » confirma la deuxième hypothèse de Manac'h. Les déclarations chinoises et nord-vietnamiennes ne présentèrent aucune possibilité d'ouverture d'une négociation avec les États-Unis. D'une part, bien que Hanoi ait reçu des aides militaires soviétiques qui équivalurent à dix millions dollars<sup>1</sup>, le Nord-Vietnam essayait de garder l'équilibre entre Pékin et Moscou. L'assistance chinoise était également immense par rapport à l'URSS et la Chine jouait un rôle important dans la logistique des opérations militaires nord-vietnamiennes. La Chine se chargeait également du transport des aides soviétiques au Nord-Vietnam en traversant le territoire chinois. Hanoi ne voulait donc pas risquer ses relations avec la Chine. D'autre part, bien que la trêve ait rétabli la paix dans l'espace aérien du Nord-Vietnam, des bombardements et des offensives terrestres étaient toujours en cours dans Sud-Vietnam. Les États-Unis continuaient à envoyer des troupes au Sud afin de renforcer la défense, à bombarder la frontière khméro-vietnamienne en même temps. C'était « une arme » donnée par les Américains au Nord-Vietnam. Aux yeux du

---

<sup>1</sup> Li Danhui, *Zhong Su Guan Xi Yu Zhong Guo De Yuan Yue Kang Mei* (Les relations sino-soviétiques et l'aide chinoise au Vietnam pour lutter contre les États-Unis), *Contemporary China History Studies*, 1998, No.3.

gouvernement de Hanoi, les actions diplomatiques américaines pour la paix était seulement un « rideau de fumée » pour une plus grosse attaque. Dans ce contexte, Pham Van Dong ne favoriserait donc pas une négociation<sup>1</sup>. Il semble que « la ligne chinoise » dominait le gouvernement nord-vietnamien à ce moment-là. Le 4 janvier 1966, la déclaration du gouvernement de Hanoi critiqua fortement « l'offensive de paix » du président Johnson. Cette déclaration indiqua que les Américains n'arrêtaient pas leur ingérence dans les affaires sud-vietnamiennes et ne souhaitaient pas forcer le peuple sud-vietnamien à accepter leurs conditions dans une négociation proposée par Washington. Elle demanda un retrait de toutes les troupes américaines du Sud-Vietnam et une garantie pour la paix, en vue de l'indépendance et de l'unification du Vietnam dans le respect des accords de Genève de 1954<sup>2</sup>.

Une série d'actions chinoises montrèrent que la position chinoise restait très éloignée de la solution politique. Le 3 janvier 1966, la première conférence de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine se tint à La Havane. Le 7 janvier, en tant que chef de la délégation chinoise, Wu Xueqian fit un discours concernant le Vietnam. Il dit que 650 millions de Chinois soutenaient fermement la juste lutte du peuple vietnamien contre l'agression américaine, les quatre points de Hanoi et les cinq points du FNL. Wu souligna que le peuple chinois et le peuple vietnamien, qui étaient fraternels et inébranlables, lutteraient ensemble pour vaincre « l'impérialisme américain »<sup>3</sup>. Le même jour, le

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 87/94, T82, *DDF*, 1966, Tome I, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2006, pp.205-206.

<sup>2</sup> *Yue Nan Wai Jiao Bu Fa Yan Ren Jiu Mei Guo « He Ping Gong Shi » Fa Biao Sheng Ming* (Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères vietnamien publie la déclaration concernant « l'offensive de paix »), *Le Quotidien du Peuple*, le 7 janvier 1966.

<sup>3</sup> *Wo Guo Dai Biao Tuan Tuan Zhang Wu Xueqian Zai Ya Fei La San Da Zhou Ren Min Hui Yi Shang Fa Yan Zhi Yuan Yue Nan Ren Min Kang Mei Jiu Guo Ying Wei Hui Yi Zui Tu Chu Ren Wu* (Wu Xueqian, chef de la délégation, déclare que le premier objectif de la conférence est de soutenir la lutte de salut national anti-américaine du Vietnam au cours de la conférence de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine), *Le Quotidien du Peuple*, le 7 janvier 1966.

*Quotidien du Peuple* reproduit la déclaration de Hanoi du 4 janvier 1966, pour soutenir la position nord-vietnamienne. A la suite, certains éditoriaux du *Quotidien* dénoncèrent fortement « l’offensive de paix ». L’éditorial du 7 janvier considérait cette politique diplomatique du président Johnson comme « un grand piège » et comme « un grand complot ». L’éditorial indiquait que « les quatorze points » proposés par Johnson pour une solution politique étaient un chèque sans provision, parce que la base des « quatorze points », c’est-à-dire, les accords de Genève de 1954 et de 1962 étaient déjà détruits par l’intervention militaire américaine. Cet article pensait que l’objectif de « l’offensive de paix » était de forcer Hanoi à abandonner son soutien à la lutte du Viêt-Cong et de légitimer l’ingérence américaine dans cette région. « Une négociation sans condition préalable » proposé par Johnson avait donc des conditions préalables, c’est-à-dire « l’arrêt des bombardements » contre « l’arrêt de l’intervention nord-vietnamien au Sud ». L’éditorial conclut que concernant la paix du Vietnam, il fallait lutter contre les États-Unis par la force jusqu’à bout, et ne pas négocier avec eux<sup>1</sup>. L’éditorial du 8 janvier indiquait que le gouvernement américain voulait utiliser « les quatorze points » de Johnson de légitimer l’occupation du Sud-Vietnam afin de miner la révolution vietnamienne<sup>2</sup>. L’éditorial du 9 janvier indiqua que la négociation proposée par le gouvernement américaine n’était pas sans condition préalable. Autrement dit, le peuple vietnamien devait mettre bas les armes. « Cette condition est une insulte au peuple du Vietnam » écrit l’éditorial, « nous n’avons pas de choix. Il faut lutter contre les Américains jusqu’au bout et les chasser »<sup>3</sup>. *Le Quotidien du Peuple* cita également les articles des journaux français, par exemple, le

---

<sup>1</sup> *Yue Han Xun Zheng Fu De Da Yin Mou* (Le complot de l’administration de Johnson), *Le Quotidien du Peuple*, le 7 janvier 1966.

<sup>2</sup> *Shi Si Dian Zhu Zhang De Chu Fa Dian He Luo Jia Dian* (L’objectif des quatorze points), *Le Quotidien du Peuple*, le 8 janvier 1966.

<sup>3</sup> « *Xian Tan Hou Che* » *Jiu Shi Zhi Tan Bu Che* (« Le retrait après la négociation » présente que le gouvernement américain ne veut pas retirer ses troupes du Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 9 janvier 1966.

*Figaro, la Nationale et le Parisien* pour montrer que la position chinoise était soutenue par des pays occidentaux<sup>1</sup>.

Malgré le fait que les États-Unis souhaitent que la France puisse soutenir leur plan de paix, il semble que grâce à la bonne compréhension française de la position de Pékin et de Hanoi concernant le problème vietnamien, « l'offensive de paix » des États-Unis rencontra l'indifférence du gouvernement français. Le 29 décembre 1965, la lettre du président Johnson fut reçue par le général de Gaulle. Dans cette lettre, le président américain confirma au Général son intention de chercher à mettre fin à la guerre du Vietnam et à prolonger la trêve des bombardements sur le Nord-Vietnam décidée pour la période des fêtes de fin d'année, mais qu'il ne pouvait pas arrêter les autres opérations à cause de celles de Hanoi contre Saïgon<sup>2</sup>. Deux jours plus tard, le 31 décembre 1966, Arthur Joseph Goldberg, ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, fut reçu par le général de Gaulle. Il renait de finir sa visite au Vatican dont l'objectif était de chercher si quelque développement favorable à un règlement pouvait être trouvé par l'entremise du Pape. Pendant l'entretien, Goldberg informa le Général de l'intention d'« offensive de paix » et de la négociation avec le Pape. Cependant, la réaction du président de la République française fut très négative concernant les actions américaines. Le général de Gaulle dit à Goldberg que le parti communiste nord-vietnamien avait un caractère nationaliste, donc qu'« il ne ferait aucune concession pour l'indépendance de son pays » et n'accepterait jamais que les Américains restent au Sud-Vietnam. Le Général ne croyait pas que l'arrêt des

---

<sup>1</sup> « He Ping » *Yan Mu Yan Gai Bu Zhu Qin Lue Ying Mou, Xi Fang Bao Kan Cha Chuan Yue Han Xun Zheng Fu De « He Ping » Pian Ju* (« L'offensive de paix » est un complot des agresseurs. Les journaux occidentaux démarquent la fraude de paix de l'administration de Johnson), *Le Quotidien du Peuple*, le 5 janvier 1966.

<sup>2</sup> Entretien entre le général de Gaulle et l'ambassadeur Arthur J. Golberg, au Palais de l'Élysée, le 31 décembre 1965, de 12h. à 13 h.15, CR364, *DDF*, 1965, Tome II, op.cit.,p.824 ; Télégramme, n° 9 /15 et n° 41, T7, *DDF*, 1966, Tome I, op.cit., p.12.

bombardements soit suffisant pour décider Hanoi à entrer en contact direct avec les États-Unis à ce moment-là, parce qu'il demeurerait un engagement américain dans cette région. Si les États-Unis ne voulaient pas se retirer, indiqua-t-il, il n'y aurait aucune chance de négociation. Il conclut que la France n'apporterait pas son appui à une conférence sans que le gouvernement américain envisage de retirer ses troupes<sup>1</sup>. En outre, le général de Gaulle souligna qu'à cause de la détresse et de la misère de la guerre, le peuple dans cette région accepterait finalement un régime communiste. Donc, aux yeux du Général, plus le conflit durerait et plus les chances qu'aurait le communisme de l'emporter. C'est la raison pour laquelle il espérait la paix du Vietnam<sup>2</sup>. Bien que Goldberg ait souligné la politique répétée, c'est-à-dire, pas de présence permanente américaine au Vietnam et pas de retrait des forces américaine sous la pression des communistes, le Général ne voulait pas continuer à discuter sur ce point<sup>3</sup>. Le 1<sup>er</sup> janvier 1966, lors de la présentation des vœux du corps diplomatique, il souligna qu'« aucun déploiement de puissance ne saurait rétablir la paix là où elle a disparu, mais que seuls des contacts organisés entre tous les intéressés, et pourvu que chacun d'entre eux renonce à toute intervention armée en dehors de ses propres frontières, seraient de nature à dégager une solution qui soit viable et qui puisse être garantie »<sup>4</sup>. Le 5 janvier 1966, le général de Gaulle répondit à la lettre du président Johnson. Il répéta son point de vue exprimé lors de l'entretien avec l'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies. Il écrit « les conditions n'en seraient pas assurées pour autant et qu'il y faudrait, en outre, tout au moins du côté du Vietnam, la certitude qu'en fin de compte c'est au départ

---

<sup>1</sup> Entretien entre le général de Gaulle et l'ambassadeur Arthur J. Goldberg, au Palais de l'Élysée, le 31 décembre 1965, de 12h. à 13 h.15, CR364, *DDF*, 1965, Tome II, op.cit., p.825.

<sup>2</sup> Concernant ce point de vue du général de Gaulle, le record américain est différent. Dans le télégramme envoyé par Goldberg, il écrit: "It was not detrimental to the interests of the free world, including the United States, if all of Viet Nam, Thailand and Laos were to have Asiatic Communist regimes. Asiatic Communism, in his view, would not be either Chinese or Soviet Communism but would follow its own patterns, and emergent nationalisms would control the future of these countries".

<sup>3</sup> Document 278, Telegram from the Embassy in France to the Department of State, December 31, 1965, *FRUS*, 1964–1968, Volume 3, Vietnam, pp.757-760.

<sup>4</sup> Télégramme, n° 87/94, T82, *DDF*, 1966, Tome I, op.cit., p.206.

des forces venant du dehors qu'aboutiraient d'éventuelles négociations »<sup>1</sup>. A la suite, Maurice Couve de Murville présenta la position du gouvernement français concernant « l'offensive de paix » à tous les représentants diplomatiques de la France à l'étranger dans le télégramme circulaire du 12 janvier. Il indiqua que d'après les informations françaises et la visite de Chauvel en Asie, bien que Hanoi ait une perspective différente de Pékin, il paraissait vain de tenter de séparer Hanoi de Pékin pour ce qui touchait le fond du problème, c'est-à-dire le retrait des forces militaires américaines et la présence du FNL à la table de négociation que les États-Unis n'auraient pas acceptée. Le Ministre des Affaires étrangères français conclut donc « tout en gardant l'espoir qu'une solution négociée sera possible lorsque la situation aura suffisamment évolué, nous ne croyons guère au succès de l'entreprise diplomatique américaine »<sup>2</sup>. De même jour, le gouvernement américain décida d'élaborer un nouveau plan pour renforcer son opération militaire au Sud-Vietnam afin de détruire la force communiste, à cause de la position intransigeante de Hanoi. Le président Johnson affirma que Washington refusait de se retirer du Sud-Vietnam<sup>3</sup>.

Après la décision américaine d'augmenter sa puissance militaire au Sud-Vietnam, rien dans l'attitude extérieure de Hanoi ni dans les propos officiels de ses dirigeants ne montraient qu'ils croyaient à la volonté de Washington d'arriver à une solution négociée dans la guerre du Vietnam. Pékin et Hanoi continuaient à s'opposer à « l'offensive de paix ». Du côté de Pékin, le gouvernement chinois condamna fortement les opérations militaires américaines au Sud-Vietnam. « Les crimes commis par les Américains sont plus atroce que ceux commis par les Nazis et les militaristes japonais » écrit l'éditorial du *Quotidien du Peuple* le 14 janvier 1966, « comme le président Mao l'a indiqué, tous les réactionnaires

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 9/15 et n° 41, T7, *DDF*, 1966, Tome I, op.cit., p.12.

<sup>2</sup> Télégramme circulaire, n° 16, TC25, *DDF*, 1966, Tome I, op.cit., pp.56-58.

<sup>3</sup> Document 17, Telegram from the Commander in Chief, Pacific (Sharp) to the Joint Chiefs of Staff, January 12, *FRUS*, 1964-1968, Volume 4, Vietnam, pp.48-52.

souhaitent éliminer la révolution par le massacre, cependant, plus les gens tués par les réactionnaires sont nombreux plus la puissance révolutionnaire devient forte. Les réactionnaires s'écoulent finalement. Le président Johnson ne peut donc pas échapper au même destin qu'Hitler et qu'Hideki Tojo ». Cet éditorial indiqua finalement que le peuple vietnamien ne devait pas déposer les armes et que Hanoi devait soutenir la lutte du Sud contre les États-Unis »<sup>1</sup>. A Yunnan, une province située à la frontière sino-vietnamienne, le 15 janvier, le gouvernement chinois décida d'envoyer des nouvelles aides matérielles chinoises au Nord-Vietnam. La province de Yunnan se chargerait de transporter des graines de riz, de blé, de soja, de maïs et de patate douce dans les deux provinces du Nord-Vietnam<sup>2</sup>. La province de Yunnan songea en même temps à transporter quinze machines-outils et certaines turbopompes hydrauliques à Lào Cai, à Hà Giang et à Lai Châu afin de soutenir la lutte vietnamienne<sup>3</sup>. Au début du mois de janvier, certaines villes de cette province commencèrent à agrandir des hôpitaux locaux, des hôtels et des établissements scolaires afin de recevoir des étudiants, des soldats blessés et malades nord-vietnamiens<sup>4</sup>.

Du côté de Hanoi, dans les entretiens confidentiels avec les Américains en Birmanie, au Laos et en l'URSS, les Nord-Vietnamiens manifestaient leur position intransigeante. Ils répétaient que pour une négociation, il fallait reconnaître les quatre points de Hanoi et cesser définitivement et inconditionnellement les bombardements et toute autre action de guerre. De plus, les diplomates nord-vietnamiens refusaient toutes les demandes de nouveaux rendez-vous d'échangé proposés par les Américains<sup>5</sup>. Le 24 janvier 1966, une

---

<sup>1</sup> *Yue Han Xun Zheng Fu Tao Tuo Bu Liao Zheng Yi De Cheng Fa* (L'administration de Johnson ne peut pas échapper au jour du jugement), *Le Quotidien du Peuple*, le 14 janvier 1966.

<sup>2</sup> Li Danhui et Xiao Zuhou, *Yunnan Yu Kang Mei Yuan Yue* (Les archives de la province de Yunnan et l'aide chinoise au Vietnam pour lutter contre les États-Unis ), pp.96-99, Central Party Literature Press,2004.

<sup>3</sup> Li Danhui et Xiao Zuhou, *Yunnan Yu Kang Mei Yuan Yue*, op.cit., p.94.

<sup>4</sup> Li Danhui et Xiao Zuhou, *Yunnan Yu Kang Mei Yuan Yue*, op.cit., pp.92-93.

<sup>5</sup> Document 31, Information Memorandum From the Legal Adviser of the Department of State (Meeker) to Secretary of State Rusk, January 20, 1966, *FRUS*, 1964–1968, Volume 4, Vietnam, pp.96-97; Document 33, Telegram From the Embassy in Burma to the Department of State, January 21, 1966, *FRUS*, 1964–

lettre écrite par Ho Chi Minh fut envoyée à plusieurs pays communistes et fut diffusée par radio de Hanoi en anglais le 28 janvier. Comme la France était un des États signataires des accords de Genève de 1954, le général de Gaulle reçut également cette lettre. Après la condamnation de l'intervention américaine, le chef du Nord-Vietnam pensait que le but de l'offensive diplomatique américaine était de justifier « la guerre d'agression au Sud-Vietnam » et de « calomnier » la lutte patriotique de la population sud-vietnamienne comme étant celle « du Nord-Vietnam ». Ho Chi Minh demanda donc au Général à « assumer pleinement ses obligations vis-à-vis des accords de Genève, et à user de son prestige pour contribuer à arrêter toute nouvelle menée perfide américaine au Vietnam et en Indochine »<sup>1</sup>.

En fait, par rapport de « May Flower », les États-Unis pesèrent dans le domaine de l'opinion publique mondiale cette fois, grâce à « l'offensive de paix ». Au regard de la situation domestique des États-Unis, il existait un très fort soutien pour cette action diplomatique<sup>2</sup>. Concernant la situation internationale, jusqu'au 5 janvier 1966, parmi les 113 pays qui ont été contactés par les États-Unis depuis « l'offensive de paix » lancée le 28 décembre 1965, 70 ont leur répondu, dont 57 pays favorablement<sup>3</sup>. La puissance religieuse participa aussi à cette mission diplomatique américaine. Le Pape envoya sa lettre à Hanoi et à Saigon pour appeler pour la paix<sup>4</sup>. En outre, bien que l'URSS fasse preuve de réserve, pendant la visite d'Alexandre Chélépine à Hanoi, le Secrétaire du parti soviétique ignora la position intransigeante nord-vietnamienne. Il suggéra aux Nord-Vietnamiens de

---

1968, Volume 4, Vietnam, pp.101-102; Document 37, Telegram From the Embassy in the Soviet Union to the Department of State, January 24, 1966, *FRUS*, 1964–1968, Volume 4, Vietnam, pp.118-121.

<sup>1</sup> Télégramme, n° 78/81, T69, *DDF*, 1966, Tome I, op.cit., pp.168-170.

<sup>2</sup> Document 31, Information Memorandum from the Legal Adviser of the Department of State (Meeker) to Secretary of State Rusk, January 20, 1966, *FRUS*, 1964–1968, Volume 4, Vietnam, pp.96-97.

<sup>3</sup> Document 7, Summary Notes of the 555th Meeting of the National Security Council, January 5, 1966, *FRUS*, 1964–1968, Volume 4, Vietnam, pp.20-22.

<sup>4</sup> Document 271, Telegram from the Embassy in Italy to the Department of State, December 29, 1966, *FRUS*, 1964–1968, Volume 3, Vietnam, pp.745-747.

prendre la volonté de paix des États-Unis au sérieux<sup>1</sup>. « Dans le monde, maintenant il y a une vision commune, c'est-à-dire, pour rétablir la paix au Vietnam, il faut que Hanoi change sa politique » dit Rusk<sup>2</sup>. Hanoi était donc non seulement sous pression du Bloc occidental, mais aussi pressé par le campus socialiste. Il semble que ce soit une des raisons pour lesquelles le gouvernement de Hanoi se décida à obtenir le soutien de la France. Le général de Gaulle, le 8 février 1966, répondit à Ho Chi Minh que « la France a fait connaître ses vues sur la manière dont devrait être rétablie la paix, c'est-à-dire par le retour à l'exécution des accords de Genève ; l'indépendance du Vietnam étant garantie par la non-intervention de toute puissance extérieure sous quelque forme que ce soit ». Il souligna qu'une solution politique ne pourrait pas être réalisée tant que la guerre continuerait. Le général de Gaulle indiqua finalement que la France voudrait hâter la fin du conflit et participer à son règlement dès que cela paraîtrait possible. « C'est vous dire aussi qu'elle est disposée à maintenir dans ce but avec votre gouvernement tous contacts qui pourront être utiles » écrit le Général<sup>3</sup>.

On peut trouver que la France, la Chine populaire et le Nord-Vietnam auraient la même position concernant « l'offensive de paix » de Johnson. Autrement dit, ils ne pensaient pas que cette action diplomatique américaine pourrait rétablir la paix au Vietnam. Bien que Paris ne critique pas ouvertement Washington et ne montre pas sa divergence avec les États-Unis en public, la lettre du général de Gaulle du 8 février 1966 montra que le Général doutait de la politique américaine au Vietnam et soutenait indirectement les quatre points de Hanoi, c'est-à-dire, l'indépendance du Vietnam et l'absence d'intervention extérieure

---

<sup>1</sup> Document 30, Intelligence Memorandum, January 30, 1966, *FRUS*, 1964–1968, Volume 4, Vietnam, pp.93-94.

<sup>2</sup> Document 23, Memorandum of Conversation, January 15, 1966 *FRUS*, 1964–1968, Volume 4, Vietnam, pp.66-69.

<sup>3</sup> Le général de Gaulle à M. Ho Chi Minh, L105, *DDF*, 1966, Tome I, op.cit., pp.271-272.

dans les affaires intérieures vietnamiennes<sup>1</sup>. Cependant, pendant « l’offensive de paix », le rôle de la France fut faible. D’une part, l’administration du général de Gaulle s’est murée dans son silence. D’autre part, après l’entretien entre le General et Goldberg le 31 décembre 1966, Washington ne voulait pas échanger sur son point de vue avec Paris concernant l’offensive diplomatique. « On n’a pas demandé à la France de nous aider. C’est un choix clairvoyant » écrit George Bundy, assistant spécial des affaires de sécurité national, dans sa note du 3 janvier 1966 pour le président Johnson<sup>2</sup>. Par la suite, en ce qui concerne la négociation avec les Nord-Vietnamiens et le recommencement des bombardements, les Américains discutèrent avec les Anglais, avec les Canadiens et avec les Australiens, mais pas avec les Français.

A la fin du mois de janvier 1966, le gouvernement américain commença à considérer la reprise des bombardements au Nord-Vietnam. D’une part, l’armée américaine doutait des résultats de « l’offensive de paix ». Le 8 janvier 1966, le Comité des chefs d’état-major interarmées des États-Unis se plaint que le Nord-Vietnam pouvait réparer des ponts et des routes détruites par la force aérienne américaine, afin de transporter des personnels et des matériaux militaires au Sud, à cause de « l’offensive de paix »<sup>3</sup>. Dix jours après, le 18 janvier 1966, le Comité des chefs d’état-major interarmées proposa de relancer immédiatement les bombardements contre le Nord-Vietnam afin de ne pas exposer les forces américaines à des risques accrus au Sud-Vietnam<sup>4</sup>. Robert McNamara, secrétaire de la Défense, proposa de reprendre les bombardements, parce qu’ils pourraient épuiser la capacité de réparation de Hanoi, et miner leurs communications et leurs mécanismes de

---

<sup>1</sup> Ibid..

<sup>2</sup> Document 5, Telegram from the Department of State to the Embassy in Vietnam, January 4, 1966, *FRUS*, 1964–1968, Volume 4, Vietnam, pp.5-6.

<sup>3</sup> Document 13, Memorandum from the Joint Chiefs of Staff to Secretary of Defense McNamara, January 8, 1966, *FRUS*, 1964–1968, Volume 4, Vietnam, p.36.

<sup>4</sup> Document 17, Telegram from the Commander in Chief, Pacific (Sharp) to the Joint Chiefs of Staff, January 12, *FRUS*, 1964–1968, Volume 4, Vietnam, pp.81-83.

contrôle. Il pensait que le programme de bombardement contre le Nord-Vietnam devrait inclure 4000 attaques par mois par rapport à 3125 au mois de novembre 1965 avant la pause<sup>1</sup>. D'autre part, « l'offensive de paix » ne pouvait pas recevoir de réponse favorable de la part de Pékin et de Hanoi. Bien que les Américains aient contacté directement les Nord-Vietnamiens pour chercher la possibilité d'une négociation, les diplomates nord-vietnamiens n'ont pas accepté « l'offensive de paix »<sup>2</sup>. De plus, le gouvernement américain pensait que Moscou ne pouvait pas persuader Hanoi de faire une concession à Washington. A cause du conflit sino-soviétique, Moscou ne pouvait également pas influencer la décision de Pékin. En fait, le gouvernement chinois avait une grande répugnance pour la position ambiguë de l'URSS concernant « l'offensive de paix ». Aux yeux des Chinois, la visite d'Alexandre Chélépine à Hanoi montrait que l'Union soviétique aidait les États-Unis à miner la révolution vietnamienne. Pékin pensait que Moscou avait trahit « la révolution de tiers monde » et essayait de fractionner le front uni international contre l'impérialisme américain<sup>3</sup>. La détente en Europe entre l'URSS et les États-Unis, aux yeux des Chinois, facilitait la disponibilité des soldats américains pour la région vietnamienne<sup>4</sup>. « Bien sûr, les Russes ne peuvent pas faire quoi que ce soit » dit Richard B. Russell, président du Comité des forces armées du Sénat des États-Unis<sup>5</sup>. Après une série des longs débats intérieurs concernant le recommencement des bombardements, le 31 janvier 1966, le président Johnson décida finalement de reprendre l'incursion aérienne au Nord-Vietnam.

---

<sup>1</sup> Document 36, Memorandum from Secretary of Defense McNamara to President Johnson, January 24, 1966, *FRUS*, 1964–1968, Volume 4, Vietnam, pp.113-117.

<sup>2</sup> Document 31, Information Memorandum From the Legal Adviser of the Department of State (Meeker) to Secretary of State Rusk, January 20, 1966, *FRUS*, 1964–1968, Volume 4, Vietnam, pp.96-97; Document 33, Telegram From the Embassy in Burma to the Department of State, January 21, 1966, *FRUS*, 1964–1968, Volume 4, Vietnam, pp.101-102; Document 37, Telegram From the Embassy in the Soviet Union to the Department of State, January 24, 1966, *FRUS*, 1964–1968, Volume 4, Vietnam, pp.118-121.

<sup>3</sup> *Qiang Lie Qian Ze Yu Han Xun Wang Nong « He Tan » Pian Ju* (« La négociation de la paix » est un complot du président Johnson), *Le Quotidien du Peuple*, le 9 janvier 1966.

<sup>4</sup> *Su Mei Mo Qi Xi Xian He Ping Gong Chu Da Liang Mei Jun Yuan Yuan Dong Diao Nan Yue* (La coexistence américano-soviétique en Europe pour que les troupes américaines puissent aller au Sud-Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 16 janvier 1966.

<sup>5</sup> Document 43, Notes of Meeting, January 25, 1966, *FRUS*, 1964–1968, Volume 4, Vietnam, pp.142-145.

« Je suis d'accord avec votre observation dans la lettre du 5 janvier, c'est-à-dire que, la réussite d'une négociation pourrait conduire au retrait de toutes les armées étrangères au Sud-Vietnam. Si Hanoi retire sa force du Sud-Vietnam et si le peuple sud-vietnamien peut se déterminer son futur sans ingérence extérieure, nous pourrions nous préparer à retirer notre force » écrit le président Johnson dans sa lettre au général de Gaulle le 31 janvier 1966<sup>1</sup>. Le président des États-Unis dit au Général que la position intransigeante de Hanoi concernant « l'offensive de paix » et des actions militaires nord-vietnamiennes conduisirent à la reprise des bombardements aériens contre le Nord. Cependant, le 5 février, dans la lettre du général de Gaulle adressée au président Johnson, le Général souligna qu'une négociation ne saurait pas s'engager si les États-Unis n'avaient pas pris la décision de retirer du Vietnam leurs forces militaires et de cesser toute intervention dans les affaires intérieures vietnamiennes. Il souhaitait que le gouvernement américain mette en œuvre le plus tôt possible ces conditions qui permettraient d'entreprendre un règlement du conflit. « Dès qu'il en serait ainsi, vous pouvez compter que le concours de la France serait assuré pour aider à l'ouverture des négociations nécessaires » conclut le général de Gaulle<sup>2</sup>.

### **5.3 La visite du général de Gaulle au Cambodge, le discours de Phnom Penh et la réaction chinoise**

En 1966, le retrait français de l'OTAN et de l'OTASE laissait un maximum d'indépendance à la France pour une détente entre l'Est et l'Ouest et un rapprochement avec des pays du « tiers monde ». Pékin montrait une attention infatigable aux actions diplomatiques gaullistes. *Le Quotidien du Peuple* publia, en avril et en mai 1965, une série

---

<sup>1</sup> M. Bohlen au général de Gaulle, L81, *DDF*, 1966, Tome I, op.cit., pp.202-204.

<sup>2</sup> Télégramme, n° 229/231,T95, *DDF*, 1966, Tome I, op.cit., p.230.

de rapports concernant le retrait français de l'OTASE et l'opposition française à la politique américaine au Vietnam. Les articles montraient une « grande divergence » entre les États-Unis et leurs alliances du Bloc occidental afin de mettre en évidence l'échec de la politique militaire américaine en Asie de Sud-est<sup>1</sup>. « Le retrait français de l'OTAN sonne le glas de cette organisation » écrit l'article du 15 avril 1966. Le général de Gaulle était présenté comme « un militant antiaméricain » par *le Quotidien du Peuple*<sup>2</sup>. Ces articles présentaient une position favorable du gouvernement chinois concernant la politique française. Lors des entretiens entre l'Ambassadeur de Chine, Couve de Murville et le général de Gaulle, Huang Zhen indiqua que les dirigeants chinois félicitaient « ces événements de grande importance » initiés par le gouvernement français<sup>3</sup>.

Le gouvernement français renforçait également la coopération franco-soviétique aux affaires internationales. Dans cette circonstance, le général de Gaulle pensait qu'il fallait un retrait immédiat des soldats américains de la région vietnamienne. Le 25 mars 1966, le Général dit à Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde, que la guerre du Vietnam était « un malheur et un scandale ». Il affirma que la solution de la guerre du Vietnam résidait dans le départ des États-Unis. « Cette mauvaise affaire, comme je l'ai dit, ne finira que le jour où ils reconnaîtront qu'il leur faut partir »<sup>4</sup>. Le 18 avril, le général de Gaulle reçut le

---

<sup>1</sup> *Fa Guo Qiao Xiang Bei Da Xi Yang Ji Tuan De Sang Zhong* (La France sonne le glas de l'OTAN) ; *Fa Guo He Bei Da Xi Yang Ji Tuan De Jun Shi Guan Xi* (La relation militaire entre la France et l'OTAN), *Le Quotidien du Peuple*, le 15 avril 1966 ; *Fa Guo Ju Jue Can Jia Dong Nan Ya Ji Tuan Hai Jun Yan Xi* (La France refuse de participer à l'exercice marin de l'OTASE), *Le Quotidien du Peuple*, le 7 mai 1965 ; *Da Xi Yang Ji Tuan Si Fen Wu Lie De Wei Ji Jing Yi Bu Fa Zhan* (Le développement de la crise de l'OTAN), *Le Quotidien du Peuple*, le 29 mai 1965.

<sup>2</sup> *Fa Guo Qiao Xiang Bei Da Xi Yang Ji Tuan De Sang Zhong* (La France sonne le glas de l'OTAN) ; *Fa Guo He Bei Da Xi Yang Ji Tuan De Jun Shi Guan Xi* (La relation militaire entre la France et l'OTAN), *Le Quotidien du Peuple*, le 15 avril 1966.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/533, Compte rendu d'un entretien entre M. Couve de Murville et M. Huang Chen, Ambassadeur de Chine, le 12 mai 1966 ; Compte rendu de l'audience accordée par le général de Gaulle à M. Huang Chen, Ambassadeur de Chine à Paris, le 16 mai 1966.

<sup>4</sup> Pierre Journoud, *Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975*, op.cit., pp.639-640.

Premier Ministre danois. Il souligna que pour la guerre du Vietnam, la victoire pour les Américains était le départ. Concernant la question de l'expansion du communisme en Asie du Sud-est proposée par son interlocuteur, il rappela sa réponse au président Kennedy en 1961, c'est-à-dire qu'il était important de la contenir par l'aide économique<sup>1</sup>. Par la suite, il dit à l'Ambassadeur chinois, le 16 mai 1966, que les Américains devaient prendre la décision de retirer leurs troupes pour rétablir la paix, et que le destin du Vietnam appartiendrait aux Vietnamiens eux-mêmes<sup>2</sup>. Lorsque l'administration de Johnson décida d'intensifier les bombardements sur le Nord-Vietnam depuis la fin du mois de juin 1966, le Général confia aux Laotiens que le gouvernement français désapprouvait l'intervention américaine et désirait qu'elle cesse et que la paix s'établisse<sup>3</sup>. Dans cette circonstance, il prononça « le discours de Phnom Penh » le 1<sup>er</sup> septembre 1966 et commença de critiquer fortement la politique américaine au Vietnam en public.

En juin 1966, le général de Gaulle souhaite se rendre au Cambodge après l'invitation faite par le prince Sihanouk à plusieurs reprises<sup>4</sup>. Selon l'agenda, les Français auraient également des réunions avec les communistes vietnamiens du Nord et du Sud, qui avaient installé leurs organismes diplomatiques à Phnom Penh. Le Général voulait profiter de cette visite officielle pour tenter d'approfondir la relation entre la France et la force communiste vietnamienne. Après avoir appris que le chef d'État de la France rendrait visite au Cambodge, le 24 août 1966, Dean Rusk envoya une lettre à Couve de Murville. Dans la lettre, le Secrétaire d'État souhaitait que les Français disent aux Cambodgiens que les États-Unis ne voulaient pas étendre la guerre au Cambodge. Concernant le problème vietnamien,

---

<sup>1</sup> Ibid., p.640.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/533, Compte rendu de l'audience accordée par le général de Gaulle à M. Huang Chen, Ambassadeur de China à Paris, le 16 mai 1966.

<sup>3</sup> Pierre Journoud, *Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975*, op.cit., p.640.

<sup>4</sup> Télégramme, n° 272/273, T44, DDF, 1966, Tome II, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2006, p.114.

Rusk indiqua deux points de vue américains. Le premier point, que Washington participerait à une négociation, si la question d'un retrait mutuel était abordée au cours de la conférence. Le deuxième point, que le gouvernement américain pouvait suspendre ou cesser les bombardements sur le Nord-Vietnam, mais qu'une action réciproque était nécessaire, c'est-à-dire que Hanoi devait accepter de cesser son infiltration au Sud-Vietnam. Rusk souligna que les États-Unis ne voulaient pas maintenir une force permanente au Vietnam et espérait que cette lettre pouvait aider les dirigeants français à comprendre leur position actuelle<sup>1</sup>. Le Quai d'Orsay analysait rapidement cette lettre. Dans la note du 25 août 1966, les Français pensaient que la lettre présentait les modalités pratiques d'un retrait des troupes américaines : « Si l'adversaire consentait à discuter de ce retrait, il pourrait s'effectuer dans des conditions dont seuls Washington et Hanoi auraient à connaître ». Cependant, la note du Quai d'Orsay indiquait que Rusk continuait à penser que le retrait des Américains restait subordonné à la cessation de l'intervention du Nord-Vietnam. Le Quai hésitait donc à transmettre les points de vue américains aux Nord-Vietnamiens. Il pensait que même si Hanoi recevait les informations américaines, il pourrait continuer à montrer sa position intransigeante<sup>2</sup>. Il semble que ce soit une raison pour laquelle les Français n'aient pas pu mentionner la lettre de Rusk pendant leurs entretiens avec les Vietnamiens au Cambodge ; aussi, le Général critiquait encore fortement la politique américaine. En outre, cette lettre était parvenue trop tard, le 24 août, jour du départ du Ministre des Affaires étrangères français. Il n'y avait donc pas de temps pour une négociation franco-américaine<sup>3</sup>. Finalement, les Français ne se sont pas référés à cette lettre de Rusk pendant leur visite au Cambodge. Cependant, le 31 août 1966, au cours de l'entretien entre le général de Gaulle et Nguyen Thuong, représentant de la RDVN, le chef

---

<sup>1</sup> Lettre de Dean Rusk à Couve de Murville, L203, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., pp.503-504.

<sup>2</sup> Lettre de M. Rusk au sujet des problèmes cambodgien et vietnamien, N204, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., pp.505-506.

<sup>3</sup> Pierre Journoud, *Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975*, op.cit., p.656.

d'État de la France a encore fait allusion à la communication de Rusk. Le général de Gaulle demanda si la RDVN voudrait participer à une négociation avec les États-Unis, à condition que Washington décide de retirer définitivement leur armée du Vietnam<sup>1</sup>.

En fait, il n'y avait pas d'élément nouveau pendant la réunion entre le Général et Nguyen Thuong, par rapport à l'entretien du 28 août 1966 entre Nguyen Van Hieu et Manac'h, qui arriva au Cambodge plus tôt que le général de Gaulle. Nguyen Van Hieu, membre du Comité central du FNL, indiqua que le FNL voulait maintenir les bonnes relations avec la France après la libération du Vietnam. Il indiqua également que le FNL entendait préserver toutes les possibilités de coopération avec la France. En revanche, le représentant de la RDVN transmit seulement la lettre courtoise de Ho Chin Minh au Général. En outre, Nguyen Thuong ne répéta que « les quatre points » de Pham Van Dong. Concernant la question du général de Gaulle, il indiqua ne pas pouvoir lui répondre, sans l'introduction de Hanoi<sup>2</sup>. Au contraire, le membre du Comité central du FNL dit clairement à Manac'h que le problème vietnamien ne serait pas résolu par les moyens diplomatiques mentionnés<sup>3</sup>. Dans ces circonstances, les Français pensaient que ce n'était pas nécessaire de modifier la rédaction du discours de Phnom Penh rédigé auparavant<sup>4</sup>.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1966, le général de Gaulle prit la parole au Complexe sportif national de Phnom Penh, au cours d'une réunion populaire. Il y avait 100,000 personnes qui y participaient. Le général de Gaulle déclara : « Il n'y a aucune chance pour que les peuples de l'Asie se soumettent à la loi de l'étranger venu de l'autre rive du Pacifique, quelles que

---

<sup>1</sup> Rencontre à Phnom Penh entre le général de Gaulle et le représentant de la RDVN, N224, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., pp.561-562.

<sup>2</sup> Ibid..

<sup>3</sup> Entretien avec M. Nguyen Van Hieu, membre du comité central du FNL, N210, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., pp.532-537.

<sup>4</sup> Télégramme, n° 5218/5239, T237, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., p.591.

puissent être ses intentions et si puissantes que soient ses armes. Bref, pour longue et dure que doive être l'épreuve, la France tient pour certain qu'elle n'aura pas de solution militaire ». Il souligna donc : « La possibilité et, à plus forte raison, l'ouverture d'une aussi vaste et difficile négociation dépendraient, évidemment, de la décision et de l'engagement qu'aurait auparavant voulu prendre l'Amérique, de rapatrier ses forces dans un délai convenable et déterminé ». Le Général critiqua fortement les États-Unis. Il ajouta que la politique américaine au Vietnam était l'origine de la guerre à cette région et qu'un arrangement pacifique était impossible, à cause des États-Unis<sup>1</sup>.

Le 31 août 1965, lors de l'entretien avec le général de Gaulle, concernant la divergence franco-américaine sur le problème vietnamien, George Ball dit : « Nous considérons comme un acte d'amitié, pour lequel nous vous remercions, le fait que vous n'avez pas exprimé publiquement votre désaccord de manière à rendre le problème plus délicat »<sup>2</sup>. Cependant, après le discours de Phnom Penh, la situation fut changée. Ce discours provoqua la protestation du gouvernement américain et des médias de masse aux États-Unis. Bien que Lucet, ambassadeur de France aux États-Unis ait essayé d'expliquer la politique gaulliste au Vietnam devant des dirigeants américains, les commentaires américains sur le discours étaient très négatifs. George Ball lui dit que la conception française de l'évolution du problème vietnamien était diamétralement opposée à la conception américaine. Il souligna que le discours de Phnom Penh avait profondément déçu, parce qu'il était loin de contribuer à un règlement du problème et offert à l'adversaire des raisons de se montrer plus rigide encore qu'auparavant<sup>3</sup>. Le 9 septembre, McNamara, secrétaire à la Défense exprima à Lucet que le discours était une distorsion de l'histoire. Il

---

<sup>1</sup> Charles de Gaulle, Discours de Phnom-Penh, 1<sup>er</sup> septembre 1966, <http://www.charles-de-gaulle.org/wp-content/uploads/2017/03/Discours-de-Phnom-Penh.pdf>

<sup>2</sup> Entretien entre le général de Gaulle et Monsieur George Ball, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Paris, le 31 août 1965, de 15h.30 à 16h.55, CR117, *DDF*, 1965, Tome II, op.cit., p.278.

<sup>3</sup> Télégramme, n° 5218/5239, T237, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., p.593.

pensait que les paroles du général de Gaulle encourageaient l'adversaire à ce moment-là<sup>1</sup>. Le 10 septembre, Averell Harriman, *Ambassador-at-Large*, pensait que le discours était une déclaration unilatérale mais ne faisait pas le jeu des Vietnamiens du nord et du FNL. « Les Viêt-Cong perdaient chaque jour de leur puissance agressive et connaissaient de plus en plus de défections. La guerre pouvait, dans ces conditions, être gagnée sur le plan militaire » dit Harriman à Lucet<sup>2</sup>. *Le Washington Post* conclut que le discours de Phnom Penh était une nouvelle preuve de l'attitude hostile de la France à l'égard des États-Unis<sup>3</sup>.

En revanche, la réaction des Nord-Vietnamiens et des Chinois au discours de Phnom Penh était très favorable. Ils profitaient du discours du général de Gaulle pour prolonger la lutte contre l'intervention américaine au Vietnam. La presse nord-vietnamienne releva les passages du discours et souligna que la position du général de Gaulle montrait que « le juste combat du peuple vietnamien recueille une sympathie et un soutien toujours plus large »<sup>4</sup>. La position des journaux de la RDVN était généralement discrète. En revanche, des Nord-Vietnamiens de la capitale ne cachaient pas dans leurs conversations privées leur satisfaction. Ils pensaient que le chef d'État de la France avait rejeté la thèse américaine d'une agression de Hanoi contre Saïgon. Ils se félicitaient du fait que la guerre du Vietnam était une guerre d'indépendance aux yeux du Général<sup>5</sup>. C'était une aide considérable pour le plan diplomatique nord-vietnamien, mais, à cause de la circonstance politique intérieure et la propagande officielle anti-française, Hanoi présentait publiquement sa position imprudente concernant le discours de Phnom Penh<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 5271/5277, T241, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., pp.600-601.

<sup>2</sup> Télégramme, n° 5333/5345, T245, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., pp.608-609.

<sup>3</sup> Télégramme, n° 5289/5293, T242, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., p.603.

<sup>4</sup> Les réactions dans le monde au discours prononcé à Phnom Penh par le général de Gaulle, N256, *DDF* 1966, Tome II, op.cit., p.638.

<sup>5</sup> Télégramme, n° 718/722, T222, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., pp.558-559.

<sup>6</sup> Lettre de Simon de Quirielle à Manac'h, L229, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., pp.571-574.

Contrairement à la presse nord-vietnamienne, il n'y eut pas de réaction de la presse chinoise. Bien que d'après des articles du *Quotidien du Peuple*, la France ait été désignée comme le « pionnier anti-américain » dans le Bloc occidental au début de la Révolution culturelle, il semble que la propagande chinoise se soit bornée au retrait de la France de l'OTAN. Les articles du *Quotidien du Peuple* en septembre 1966 couvrirent le processus du retrait de la France de l'OTAN<sup>1</sup>. L'article du 29 septembre 1966 indiqua que « l'impérialisme américain » était vraiment un « tigre en papier » et ne pouvait pas prévoir le matin ce qui adviendrait le soir. « Il y a une opposition antagoniste dans le camp impérialiste. La bataille pour le pouvoir met en scène la France contre les États-Unis. Grâce à la lutte de la France, l'OTAN, que les États-Unis travaillaient à développer avec beaucoup d'application et de persévérance, était en pleine désagrégation » dit l'article<sup>2</sup>. En revanche, le *Quotidien du Peuple* écrit seulement trois phrases concernant la visite du général de Gaulle en Asie et ne mentionnait aucune information sur le discours de Phnom Penh<sup>3</sup>.

En fait, le Ministre des Affaires étrangères chinois avait reçu ces textes du discours du général de Gaulle. D'après des documentations diplomatiques chinoises, ces textes avaient été étudiés avec soin à Pékin. La position des dirigeants chinois était très favorable. Les Chinois pensaient que le général de Gaulle proposait trois étapes pour finir la guerre. Tout d'abord, il y avait une garantie du retrait de l'armée américaine. Ensuite, les pays concernés par les problèmes indochinois participeraient à une conférence internationale. Finalement, le retrait de l'armée américaine serait exécuté après la conférence. Ils se félicitaient que le général de Gaulle considérait la lutte vietnamienne contre les États-Unis comme une

---

<sup>1</sup> *Jian Ming Xing Wen* (Le bulletin des informations), *Le Quotidien du Peuple*, le 9 septembre 1966 ; *Jian Ming Xing Wen* (Le bulletin des informations), *Le Quotidien du Peuple*, le 16 septembre 1966 ; *Di Guo Zhu Yi Zhen Ying Fen Beng Li Xi* (La chute du Bloc impérialiste), *Le Quotidien du Peuple*, le 29 septembre 1966.

<sup>2</sup> *Di Guo Zhu Yi Zhen Ying Fen Beng Li Xi* (La chute du Bloc impérialiste), *Le Quotidien du Peuple*, le 29 septembre 1966.

<sup>3</sup> *Jian Ming Xing Wen* (Le bulletin des informations), *Le Quotidien du Peuple*, le 14 septembre 1966.

résistance nationale<sup>1</sup>. Cependant, il semble que, dans la furie de la Révolution culturelle de 1966, des reportages n'aient pas pu présenter le contenu du discours de Phnom Penh pour souligner le soutien français dans les affaires révolutionnaires vietnamiennes. D'une part, la France était classée comme un pays du « camp impérialiste ». Les Français étaient révolutionnaires, mais le gouvernement français était « réactionnaire » aux yeux des Chinois à ce moment-là. D'autre part, le PCC voulait créer l'image de la Chine comme un leader de la révolution communiste du monde. La Chine souhaitait donc répandre des expériences révolutionnaires maoïstes et même fomenter des révolutions. Dans les pays du « tiers monde », la Chine prêchait la théorie de la guerre populaire (prolongée) comme un seul moyen de gagner l'indépendance nationale et de vaincre l'impérialisme américain. Dans ces circonstances, il semble qu'une propagande concernant le rôle de la France et une solution diplomatique dans les affaires vietnamiennes minaient l'effort du PCC. Le 16 novembre 1966, le maréchal Chen Yi, lors de son entretien avec Paye, commenta le discours de Phnom Penh. Il indiqua que le gouvernement chinois soutenait la résistance de la France contre le système bipolaire américano-soviétique. Chen Yi souligna que le général de Gaulle proposait le retrait de l'armée américaine du Sud-Vietnam et le gouvernement chinois était d'accord avec cela. Le Maréchal indiqua que le discours du Général impliquait que la France reconnût les droits du FNL. « Cela prouve que l'amitié sino-française est fondée » dit Chen Yi. Cependant, le gouvernement chinois ne croyait pas qu'un retour aux accords de Genève demandé par le Général pût résoudre le problème vietnamien à cause de l'intervention américaine. D'une part, les Chinois pensaient que les États-Unis n'écouteront pas l'avis de la France concernant ce problème. D'autre part, une nouvelle conférence de Genève serait un piège tendu par les États-Unis. Chen Yi souligna que le retrait préalable des forces américaines devait être exécuté avant toute

---

<sup>1</sup> Sous la direction de Wang Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1957-1969, op.cit., pp.381-382.

négociation et Hanoi s'est prononcée en faveur de cette proposition. « Toutefois, s'ils nous demandent notre avis, nous leur conseillerons de lutter jusqu'au bout » conclut le Maréchal Chen<sup>1</sup>.

En outre, les Chinois considéraient le discours de Phnom Penh comme un critère pour juger la politique française en Indochine. « Comme l'a déclaré en 1966 le général de Gaulle à Phnom Penh, pour que soit réglé le problème du Vietnam, il faut que les États-Unis évacuent le Vietnam, et que les problèmes des Vietnamiens soient réglés par les Vietnamiens eux-mêmes...Le général de Gaulle a en outre déclaré à Phnom Penh que, bien que des suggestions aient été faites aux États-Unis, elles n'étaient pas suivies d'effets et qu'on ne savait pas quand elles aboutiraient...Le général de Gaulle, dans son discours de Phnom Penh, avait défini sa politique, et elle est à nos yeux une politique que juste. Mais, cette fois-ci, depuis la prise de pouvoir de Lon Nol jusqu'à l'intervention des troupes américains, il me semble que vous avez été un peu dupes » dit Zhou Enlai à Bettencourt lors de la visite officielle de la délégation française en Chine, le 10 juillet 1970<sup>2</sup>. Le Premier Ministre chinois cita trois fois des passages du discours de Phnom Penh pour montrer que le gouvernement chinois et le Général avaient une position commune concernant le problème indochinois, et critiqua le fait que l'administration de Pompidou n'avait pas prévu la crise du Cambodge en 1970. Zhou fait allusion au fait que, par rapport de la politique gaulliste, la politique de Pompidou s'éloignait de « la pratique » et ne correspondait pas à « la situation actuelle indochinoise », parce que le gouvernement français maintenait la relation diplomatique avec l'administration de Lon Nol, un régime « réactionnaire » soutenu par les États-Unis après la destitution du prince Sihanouk le 18 mars 1970. Au cours de l'interview par des journalistes français, le 14 juillet 1970, Zhou

---

<sup>1</sup> Ibid., p.382; AMAE, 119QO/534, Télégramme, n° 3741/48, le 16 novembre 1966.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/754, Compte-rendu de l'entretien de M. Bettencourt avec M. Chou En-lai, le 10 juillet 1970; CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume II, op.cit., p.378.

Enlai indiqua que la Chine et la France s'attachaient ardemment à l'indépendance et s'opposaient toutes deux au contrôle et à l'intervention de grandes puissances. Il cita encore une fois le discours de Phnom Penh pour montrer que le gouvernement chinois soutenait le point de vue du général de Gaulle concernant le retrait des troupes américaines du Vietnam. Par la suite, Zhou développa la proposition gaulliste avec la situation actuelle. Il souligna que les troupes des États-Unis ainsi que toutes les forces armées satellites devaient se retirer totalement des trois pays indochinois, pour que les trois peuples d'Indochine puissent régler eux-mêmes leurs propres affaires<sup>1</sup>.

Cependant, n'importe 1966 ou 1970, le PCC approuvait seulement des contenus du discours de Phnom Penh qui se conformait avec son « intérêt révolutionnaire », c'est-à-dire, le soutien de la lutte vietnamienne et l'appel au retrait inconditionnel de l'armée américaine de la région indochinoise. En ce qui concerne un retour aux accords de Genève de 1954 et une solution politique du problème indochinois, le gouvernement chinois s'opposait fortement à ces propositions françaises qui ne correspondaient pas à « une guerre prolongée du Vietnam » soutenue par le PCC. Entre 1966 et 1968, à cause de la révolution culturelle, cette position intransigeante chinoise et le conflit diplomatique approfondirent la divergence sino-française et conduisirent finalement à la rupture du dialogue entre la Chine populaire et la France concernant le problème vietnamien et concernant la position américaine.

#### **5.4 Les relations sino-françaises au début de la Révolution culturelle**

---

<sup>1</sup> 119QO/754, Interview accordée par le premier ministre Chou En-lai correspondants français, le 14 juillet 1970.

En 1966, avant la révolution culturelle, les conversations sino-françaises entre hommes politiques et hauts fonctionnaires se déroulaient dans une atmosphère de franchise et de compréhension mutuelle. Des échanges de vues ont eu lieu assez régulièrement au Quai d'Orsay avec les membres de l'Ambassade de Chine en France. Les Chinois pensaient que les positions françaises et chinoises au sujet du Vietnam présentaient de nombreux points communs. Ils assuraient que la Chine jouerait son rôle dans le règlement futur, et souhaitaient que la France puisse également jouer le sien. Cependant, le gouvernement chinois pensait que l'heure du règlement n'était pas encore venue à ce moment-là<sup>1</sup>. Il s'intéressait aussi à la possibilité de l'établissement de la relation diplomatique entre la France et la RDVN<sup>2</sup>. Il semble que les Chinois aient été vigilants sur le rapprochement franco-nord vietnamien, qui pouvait miner la révolution indochinoise aux yeux des Chinois.

Le ministère des Affaires étrangères chinois voulait connaître également l'analyse de la France sur la position américaine à propos de la guerre du Vietnam. Manac'h dit aux Chinois que les États-Unis modifiaient progressivement leur point de vue et reconnaissaient que la meilleure solution était un retour aux accords de Genève. Le Directeur de l'Asie n'était pas d'accord avec le point de vue du gouvernement chinois. Il ne pensait pas que les États-Unis avaient des difficultés sur le plan financier et face à l'opinion publique, ce qui pouvait conduire à un retrait immédiat des troupes américaines<sup>3</sup>. Le 12 mai 1966, l'Ambassadeur de Chine fut reçu par Maurice Couve de Murville. Huang Zhen répéta que la Chine ne prendrait pas l'initiative de déclencher la guerre avec les États-Unis, mais que si la guerre éclatait, la Chine ne se contenterait pas d'une simple riposte

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/533, Conversation avec M. Wang P'ing, le 28 janvier 1966; Conversation avec le Charge d'affaires de Chine au sujet du Vietnam, le 8 février 1966.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/533, Relations sino-françaises, le 17 février 1966.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/533, Conversation avec le Charge d'affaires de Chine au sujet du Vietnam, le 8 février 1966.

limitée. Le Ministre des Affaires étrangères français garantit que son gouvernement ne pensait pas que les États-Unis voudraient déclencher une guerre en Chine, parce que si un conflit éclatait entre la Chine et les États-Unis, la situation deviendrait très grave et personne ne pourrait savoir où cela s'arrêterait<sup>1</sup>. Le général de Gaulle indiqua aussi à Huang Zhen que pour rétablir la paix, les Américains devraient prendre la décision de retirer leurs troupes, mais que la Chine aurait raison de faire ce qui était en son pouvoir pour que le conflit ne s'étende pas. Le Général pensait que le gouvernement français faisait ce qu'il pouvait pour amener les Américains à prendre la décision du retrait, et pour que les Chinois n'étendent pas la guerre au courant de l'entretien du 16 mai<sup>2</sup>.

Bien que la Révolution culturelle ait plongé progressivement la Chine dans le chaos, les hauts fonctionnaires chinois essayaient d'éviter l'impact négatif de ce mouvement politique dans le domaine des affaires étrangères. Chen Yi faisait de son mieux pour saisir l'esprit du président Mao afin que les travaux de son ministère se déroulent normalement. Il faisait de nombreuses déclarations dans le ministère et dans les universités sous la direction du ministère, en vue de stabiliser la situation. Grâce à Chen Yi, malgré le fait que le ministère des Affaires étrangères ait incité les masses à rejoindre la Révolution culturelle, le désordre ne régnait pas dans son ministère en 1966<sup>3</sup>. L'échange de vues sino-français concernant des problèmes internationaux était donc encore fréquent. Cependant, la Chine adopta une position plus agressive sur le problème vietnamien. Le 8 juillet 1966, Chen Yi assurait à Paye que le gouvernement chinois apporterait le soutien au Vietnam et au Cambodge contre les États-Unis, mais l'envoi de troupes en Indochine était impossible

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/531, Compte rendu d'un entretien entre M. Couve de Murville et M. Huang Chen, Ambassadeur de Chine, le 12 mai 1966.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/531, compte rendu de l'audience accordée par le général de Gaulle et M. Huang Chen, Ambassadeur de Chine, le 16 mai 1966.

<sup>3</sup> Chen Yi Zhuan Bian Xie Zu (La rédaction de la biographie de Chen Yi), *Chen Yi Zhuan* (La biographie de Chen Yi), Pékin: Contemporary China Publishing House, 2006, pp.327-331.

pour le moment. Le Maréchal pensait qu'il s'agissait de savoir si les Américains avaient l'initiative de l'escalade, mais que le gouvernement chinois ne voulait pas leur laisser la possibilité de se reposer au Vietnam, et entendre tout appel à la négociation<sup>1</sup>. Le 7 août 1966, lors du déjeuner avec l'Ambassadeur français, concernant la politique étrangère, Chen Yi se livra seulement à quelques développements sur l'affaire vietnamienne et attaqua violemment les États-Unis<sup>2</sup>. Le 19 octobre, au courant de l'entretien entre Manac'h et Song Zhiguang, Song soulignait que les Américains eux-mêmes ne savaient pas de quel côté ils entendaient diriger la guerre, à cause du bellicisme américain, ce qui était très dangereux<sup>3</sup>. Par la suite, le 16 novembre, Chen Yi critiqua un retour des accords de Genève de 1954 proposé par le général de Gaulle à Phnom Penh devant l'Ambassadeur de France<sup>4</sup>.

Malgré le fait que les fonctionnaires chinois aient dit aux Français que la Révolution culturelle était une affaire intérieure chinoise<sup>5</sup>, dans cette circonstance révolutionnaire au début de juin 1966, un conflit diplomatique sino-français n'était pas évité. Pour célébrer la fête nationale de la République française, Chen Yi était invité à adresser un discours à l'Ambassade de France en Chine. Bien que l'Ambassadeur français, le 8 juillet et le 12 juillet, ait fait connaître aux autorités chinoises la nécessité de ne pas utiliser des phares « révolutionnaires » et parler de l'impérialisme américain ou du révisionnisme soviétique afin de respecter les hôtes de l'Ambassade<sup>6</sup>, Chen Yi prononça encore un discours violemment hostile à la politique guerrière des États-Unis au Vietnam<sup>7</sup>. Lors de son allocation, Chen Yi dit que « l'impérialisme américain » comme « le fascisme

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/553, Télégramme, n° 1986/89, le 8 juillet 1966.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/553, Déjeuner avec le Ministre des Affaires étrangères, le 30 août 1966.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/534, Position chinoise au sujet du Vietnam et des menaces de guerre, le 19 octobre 1966.

<sup>4</sup> AMAE, 119QO/534, Télégramme, n° 3741/48, le 16 novembre 1966.

<sup>5</sup> AMAE, 119QO/553, Télégramme, n° 1986/89, le 8 juillet 1966 ; 119QO/534, Télégramme, n° 3741/48, le 16 novembre 1966.

<sup>6</sup> AMAE, 119QO/534, Lettre de M. Lucien Paye à M. Manac'h, le 16 juillet 1966; 14 juillet à Pékin, le 16 juillet 1966.

<sup>7</sup> AMAE, 119QO/534, 14 juillet à Pékin, le 16 juillet 1966.

hitlérien » poursuivait sa politique d'agression et de guerre à travers le monde. Il souligna que la guerre du Vietnam était une guerre de résistance contre « l'agression américaine » et la conquête de libération nationale pour la sauvegarde de la paix dans le monde. A la fin de l'allocution, Chen demanda la France à rejoindre la Chine pour déjouer « le plan de guerre de l'impérialisme américain »<sup>1</sup>. Paye insista donc à deux reprises, auprès de Chen Yi pour qu'il voulût bien se garder de toute intervention de nature à blesser les invités. « Ces Chinois sont vraiment bien décevants » écrit Paye dans sa lettre à Manac'h. L'Ambassadeur de France regrettait qu'il n'ait pas pu empêcher Chen Yi de lancer « sa bombe ». Il souhaitait ne pas voir ce genre d'incident diplomatique sérieux se renouveler<sup>2</sup>.

En fait, la Révolution culturelle influençait chaque ministère chinois. Il fallait que chaque fonctionnaire participe à ce mouvement et présente clairement sa position politique. Chen Yi a fait l'autocritique concernant « ses problèmes historiques » afin de réussir « l'examen » organisé par des gardes rouges<sup>3</sup>. Il semble que l'allocution de Chen Yi dans l'Ambassade de France soit une concession de la ligne de prudence du ministère des affaires étrangères chinois. Le Maréchal avait supprimé des paragraphes contre « le révisionnisme soviétique » d'après la proposition de Paye, mais qu'il ne pouvait pas supprimer des contenus anti-américains. C'est une bonne occasion pour montrer la position révolutionnaire chinoise sur les affaires diplomatiques aux yeux des gardes rouges. Chen Yi n'avait pas d'autre choix. S'il ne présentait pas une tournure « révolutionnaire », il y aurait un risque de plonger son ministère dans le chaos. Cependant, le ministère des Affaires étrangères ne pouvait pas éviter des incidents diplomatiques conduits par des masses. Les différents groupes de touristes français séjournant à Shanghai étaient

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/534, Allocution du Vice-premier ministre Tchen Yi à la réception offerte par l'ambassadeur de France à l'occasion de la fête nationale française, le 14 juillet 1966.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/534, Lettre de M. Lucien Paye à M. Manac'h, le 16 juillet 1966.

<sup>3</sup> Chen Yi Zhuan Bian Xie Zu, *Chen Yi Zhuan*, op.cit., pp.327-331.

contraints par leurs guides chinois à participer à une grande manifestation de protestation contre l'agression américaine au Nord et au Sud Vietnam du 24 juillet 1966. Les touristes français étaient très mécontents et rendaient compte de leur « expérience du mal » à l'Ambassade de France<sup>1</sup>.

En France, certains étudiants envoyés par le gouvernement chinois décidèrent de suspendre leurs études et de revenir en Chine en vue de participer à la Révolution culturelle au départ de janvier 1967<sup>2</sup>. A cause du conflit entre des étudiants chinois et des polices soviétiques devant le Mausolée de Lénine, les militants « révolutionnaires » parmi les étudiants organisaient, le 27 janvier 1967, une manifestation antirévissionniste soviétique devant l'Ambassade de l'URSS en France. Cependant, les autorités françaises n'étaient pas informées de cette manifestation en style de garde rouge. Un conflit violent éclata donc entre les étudiants chinois et la police française. Certains étudiants étaient blessés ou emprisonnés<sup>3</sup>. Les Français indiquaient qu'ils avaient le droit d'assurer la sauvegarde et l'intégrité de l'Ambassade soviétique et de son personnel. Les Chinois pensaient que le gouvernement français avait en fait secondé « les révisionnistes soviétiques » et joué un rôle peu glorieux<sup>4</sup>. Par la suite, le 31 janvier, une manifestation antifrançaise était organisée devant l'Ambassade de France en Chine<sup>5</sup>. Les manifestations ont repris sans discontinuer jusqu'au 2 février. L'ambassade et la résidence des diplomates français étaient encerclées par des slogans avec un langage très violent et antifrançais<sup>6</sup>. Le 1<sup>er</sup> février, un diplomate

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/533, Incidents de Shanghai, le 10 août 1966; Rapport sur la manifestation de Changhai le 24 juillet 1966.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/535, Départ des étudiants chinois, le 20 janvier 1966.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/536, L'incident provoqué à Paris par des étudiants chinois et ses prolongements, le 1<sup>er</sup> février 1967 ;Télégramme, n° 616/27, le 6 février 1967 ; *Le Quotidien du peuple*, le 1<sup>er</sup> février 1967 ; Sous la direction de Wang Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1957-1969, op.cit., pp.383-384.

<sup>4</sup> AMAE, 119QO/536, Télégramme, n° 616/27, le 6 février 1967.

<sup>5</sup> AMAE, 119QO/536, L'incident provoqué à Paris par des étudiants chinois et ses prolongements, le 1<sup>er</sup> février 1967.

<sup>6</sup> AMAE, 119QO/536, Télégramme, n° 485/89, le 2 février 1967.

français était attaqué par les manifestants<sup>1</sup>. Lorsque les Français présentaient ses compliments au ministère des Affaires étrangères chinois, la réponse officielle était : « Les incidents actuels servent d'avertissement au gouvernement français »<sup>2</sup>.

Ces séries d'incidents sérieux étaient les plus graves qui se soient produits entre les deux pays depuis l'établissement des relations diplomatiques. En fait, le 5 janvier 1967, des « rebelles révolutionnaires » déclenchèrent un mouvement pour renverser des hauts fonctionnaires du PCC. Chen Yi pensait qu'il était difficile de contrôler la situation dans ces circonstances. En février 1967, Chen Yi et le maréchal Ye Jianying critiquèrent ouvertement la Révolution culturelle, ce qui provoqua la colère du président Mao. Ils furent alors écartés du pouvoir, malgré la protection de Zhou Enlai<sup>3</sup>. Le ministère des Affaires étrangères était progressivement dominé par la force d' « extrême gauche ». En même temps, des ambassades et consulats chinois à l'étranger devaient progressivement fonder des instituts pour propager la pensée du président Mao et la Révolution culturelle. Environ 30 pays eurent donc des conflits diplomatiques avec la Chine dans cette période. Certains incidents diplomatiques graves se sont passés, par exemple : l'Ambassade de Birmanie fut attaquée le 3 juillet 1967 ; le Consulat de Royaume-Uni à Pékin fut détruit le 22 août 1967 ; les Ambassades de Chine en Inde et en Birmanie furent attaquées entre juin et août, etc<sup>4</sup>. Les affaires étrangères de la Chine étaient dans un état de stagnation et de désordre.

Le gouvernement français commença à limiter la propagande révolutionnaire chinoise en France à ce moment-là. Des négociations sino-françaises se concentraient principalement sur le contenu « antichinois » des articles et des films français aux yeux des

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/536, Télégramme, n° 616/27, le 6 février 1967.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/536, Télégramme, n° 666/74, le 9 février 1967.

<sup>3</sup> Chen Yi Zhuan Bian Xie Zu, *Chen Yi Zhuan*, op.cit., pp.337-338.

<sup>4</sup> Sous la direction de Wang Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1957-1969, op.cit., p.393.

Chinois<sup>1</sup>. Sur le plan international, le dialogue sino-français était rare. Entre le juillet 1965 et l'août 1967, bien qu'il fût vain d'attendre des résultats trop spectaculaires des négociations sino-françaises concernant le problème du Vietnam, les deux pays se permettaient encore d'exposer entre eux le point de vue avec le maximum d'autorité et de force persuasive. Le 16 mai 1966, lors de l'entretien entre le général de Gaulle et l'Ambassadeur de Chine, le chef d'État français avait fait allusion à la responsabilité de la Chine concernant la paix de l'Indochine. Le Général indiqua que la Chine aurait raison de faire ce qui était en son pouvoir pour que le conflit ne fût pas prolongé. En dernier ressort, la paix dépendrait donc de ce que feraient Américains et Chinois aux yeux du général de Gaulle. Lorsque Huang Zhen souligna que la guerre ou la paix dépendait des États-Unis, le Général ne lui répondit pas, mais il exprima encore sa satisfaction d'avoir une connaissance plus précise sur la position chinoise<sup>2</sup>. Cependant, la Révolution culturelle mit complètement fin à ce genre de dialogue sino-français. La politique extérieure chinoise inspirée par toute une série de considérations révolutionnaires faisait preuve d'une rigidité et d'une obstination telles que les Français pouvaient douter de la voir sensiblement changer sa politique au Vietnam. La situation en Chine ne permettait pas d'être optimiste quant aux effets possibles d'un nouvel échange de vues.

Côté chinois, le ministère des Affaires étrangères attribuait à la France la coupure du dialogue politique bilatéral. Il pensait que le gouvernement français ne voulait plus discuter du problème indochinois avec la Chine au début de l'année 1967, à cause de la position intransigeante chinoise. Les Chinois pensaient que c'était la raison pour laquelle le gouvernement français décida de coopérer avec l'Union soviétique pour organiser une

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/536, Propagande chinoise en France, le 22 février 1967 ; Relations franco-chinoises, le 11 avril 1967.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/531, Compte rendu de l'audience accordée par le général de Gaulle et M. Huang Chen, Ambassadeur de Chine, le 16 mai 1966.

conférence internationale afin de résoudre le problème vietnamien<sup>1</sup>. Aux yeux des Chinois, la France devint donc « un complice » du « révisionnisme soviétique » pour miner la révolution vietnamienne. Côté français, on ne pouvait pas être en contact avec le gouvernement chinois et connaître précisément la position chinoise sur des problèmes internationaux, à cause de la Révolution culturelle. Ils pouvaient seulement utiliser les journaux chinois pour analyser les politiques chinoises. La relation politique sino-française se refroidit finalement en 1967.

---

<sup>1</sup> Sous la direction de Wang Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1957-1969, op.cit., p.382.



## **Chapitre 6 : Les divergences entre la France et la Chine concernant la Conférence de Paris et la difficulté de la relation politique sino-française**

### **6.1 Les actions françaises en faveur de l'ouverture des négociations entre les Vietnamiens et les Américains**

Grâce à la politique indépendante française contre le système bipolaire, la France devint le seul pays du Bloc occidental qui pouvait jouer un rôle intermédiaire entre le Vietnam et les États-Unis. Bien que la réunion entre Harriman et Lucet se soit terminée dans une atmosphère inamicale à cause du discours de Phnom Penh, Harriman dit à Lucet que le général de Gaulle était la seule personnalité qui le moment venu, serait capable de rapprocher les positions des parties en conflit et de rendre possible la tenue d'une conférence<sup>1</sup>. En fait, les Français n'ont jamais cessé d'effectuer des démarches pour promouvoir la paix en Indochine, bien que de Gaulle ait été très déçu par la position américaine.

En 1966, la situation au Vietnam était gelée, deux ans après l'escalade de la guerre. Il fallait d'urgence que tous les dirigeants américains et vietnamiens se réconcilient. Avant la visite du général de Gaulle au Cambodge, Jean Sainteny avait été envoyé par le Général en Asie, depuis le 16 juin 1966 pour évaluer la possibilité d'ouvrir une négociation. La visite de Sainteny ne faisait que confirmer certaines analyses concernant la position de Hanoi faites par le Quai d'Orsay. Les dirigeants nord-vietnamiens ne montraient que leur inébranlable volonté de résister à la logique de guerre des États-Unis. Luu Van Loi, l'ancien fonctionnaire du Ministre des Affaires étrangères de la RDVN, confia à Pierre Journoud,

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 5333/5345, le 12 septembre 1966, T245, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., p. 609.

en 2003, « la mission Sainteny était tombée mal à propos du point de vue de l'exploration des possibilités de solution diplomatique »<sup>1</sup>. Il semble que le voyage infructueux de Sainteny à la RDVN soit une des raisons pour lesquelles le général de Gaulle critiquait fortement la politique américaine vis-à-vis du Vietnam dans son discours de Phnom Penh en septembre 1966. En revanche, Washington fit allusion à une nouvelle visite de Sainteny à la RDVN en vue d'apporter le message américain aux Nord-Vietnamiens : Les États-Unis étaient toujours prêts à mettre fin aux bombardements en échange d'une forme d'engagement à cesser les infiltrations. Sainteny fut reçu par les Américains pour discuter de ce projet en détail entre juillet 1966 et janvier 1967. Les Américains pensaient que son voyage à Hanoi serait plus efficace que d'autres initiatives secrètes entre la RDVN et les États-Unis. Cependant, ce projet fut refusé par le général de Gaulle en 1967. Il semble que la sincérité américaine était en question, et de Gaulle n'y croyait pas à ce moment-là<sup>2</sup>.

En dépit de l'échec de la relation « Hanoi-Paris-Washington » au cours de l'action « May Flower » en 1965, Manac'h jouait encore un rôle intermédiaire public entre les deux parties du conflit. Il semble que Hanoi ait souhaité profiter des réseaux « publics » et « secrets » pour maintenir des échanges avec les États-Unis. Grâce à sa relation avec les Nord-Vietnamiens, le Directeur d'Asie du Quai pouvait donc jouer un rôle important. Le 5 janvier 1967, Mai Van Bo lui indiqua : « Si États-Unis en vient à cesser définitivement et sans condition les bombardements du Nord, ce fait sera examiné par le gouvernement de la RDVN. Si après la cessation définitive et inconditionnelle des bombardements, le gouvernement américain propose d'entrer en contact avec le gouvernement de la RDVN, je crois que cette proposition sera étudiée ». Lorsque l'Ambassadeur de France transféra ce message au Secrétaire d'État, Rusk insista sur le fait que Hanoi devait présenter des

---

<sup>1</sup> Pierre Journoud, *Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975*, op.cit., p.866.

<sup>2</sup> Ibid., pp.872-878.

mesures concrètes montrant sa volonté d'arrêter les infiltrations et de procéder à une désescalade de la guerre ». A la suite de cette réunion, Lucet pensait que Washington espérait prolonger la guerre et n'avait pas le désir sincère de chercher sérieusement une issue pacifique, que donc, pour le moment, ce n'était pas possible d'accepter des conseils ou des critiques français. Aux yeux de l'Ambassadeur, le problème vietnamien était devenu un élément sensible dans la relation franco-américaine<sup>1</sup>.

En janvier-février 1967, Robert F. Kennedy, sénateur de New York et frère de John F. Kennedy, effectua une tournée de visites en Europe qui cependant ne pouvait pas encore faire avancer. Au cours de l'entretien avec le général de Gaulle, le Général répéta son discours de Phnom Penh. Il dit que sans la condition du retrait des troupes, la négociation serait d'après lui dans une impasse<sup>2</sup>. En même temps, le Quai d'Orsay reçut un télégramme de Hanoi. Simon de Quirielle, délégué général de France au Nord-Vietnam indiqua le changement de la position nord-vietnamienne. Ha Van Lau l'informa : « En premier lieu, la reconnaissance ou la participation du FNL du Sud-Vietnam à d'éventuels contacts n'était pas une condition préliminaire à ceux-ci. En second lieu, Hanoi maintient toujours que les bombardements doivent cesser inconditionnellement », ce qui était un signal positif aux yeux des Français<sup>3</sup>. Le 31 janvier 1967, Manac'h fit allusion à cette information de Hanoi et à la déclaration de Nguyen Duy Trinh faite au journaliste australien Wilfried Buchette le 28 janvier 1967, au cours de son entretien avec R.F Kennedy. Il informa Kennedy que les Nord-Vietnamiens voulaient des entretiens avec les Américains après l'arrêt définitif et inconditionnel des bombardements. Par la suite, à titre personnel, Manac'h suggéra que pour négocier utilement avec Hanoi, Washington devait envisager trois phases : « 1) une

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 59/67, T7, le 6 janvier 1967, *DDF*, 1967, Tome I, op.cit., pp.22-24.

<sup>2</sup> Entretien entre le général de Gaulle et le sénateur Robert Kennedy, CR55, le 31 janvier 1967, *DDF*, 1967, Tome I, op.cit., pp.186-190.

<sup>3</sup> Télégramme, n° 148/153, le 22 janvier 1967, T36, *DDF*, 1967, Tome I, op.cit., pp.124-125.

déclaration de non-intervention annonçant la décision de retrait, 2) l'ouverture d'une conférence pour fixer les garanties nécessaires à l'une et l'autre partie, 3) l'exécution du retrait comme résultat de l'accord ». Il pensait que les précédentes décisions de trêve américaines étaient toujours considérées par les Nord-Vietnamiens comme une sorte d'ultimatum, ce qui était une des principales raisons pour lesquelles Hanoi persistait dans son refus de négocier<sup>1</sup>. Cependant, ce message de Pairs ne pouvait pas diminuer l'intérêt des hauts fonctionnaires de la Maison Blanche. Walt Rostow, assistant spécial pour les affaires de sécurité nationale, pensait que l'information n'était qu'une interprétation personnelle de Manac'h concernant la situation actuelle, mais pas un message de Hanoi. D'après les enseignements américains, le Quai et le délégué général de Hanoi avaient nié qu'ils avaient passé ce message de Hanoi au Sénateur<sup>2</sup>. Concernant la déclaration de Nguyen Duy Trinh du 28 janvier, les Américains mettaient en doute la bonne volonté de Hanoi. William Bundy confia à Lucet que c'était seulement une pression publique diplomatique de Hanoi contre les États-Unis. En dépit des changements nuancés de la position de Hanoi d'après la déclaration, par exemple, « quatre points » qui n'avaient pas été mis en relief, la reprise des « quatre points » dans un éditorial de *Nhan Dan* au lendemain faisait douter de la sincérité de Hanoi. Bundy souligna que le Nord-Vietnam devrait indiquer son acceptation d'une « action réciproque » en échange de l'arrêt des bombardements<sup>3</sup>. Rusk dit aux Français : « Il y a peut-être des nuances de traduction (concernant le changement de la position nord-vietnamienne) qui échappent à la sagacité américaine. En bref, les bombardements ne seront pas arrêtés pour des raisons

---

<sup>1</sup> Entretien entre le sénateur Robert Kennedy et M. Manac'h directeur d'Asie-Océanie, CR56, le 31 janvier 1967, *DDF*, 1967, op.cit. pp.191-197.

<sup>2</sup> Document 38, Memorandum from the president's special assistant to president Johnson, February 6, 1967, *FRUS*, 1964-1968, Volume 5, Vietnam, 1967, pp.88-89.

<sup>3</sup> Télégramme, n° 612/620, le 4 février 1967, T65, *DDF*, 1967, Tome I, op.cit., pp.210-212.

impérieuses d'ordre militaire tant que la possibilité d'une contrepartie n'aura pas été indiquée, si possible dans le plus grand secret »<sup>1</sup>.

Cependant, l'entretien entre Manac'h et Robert Kennedy était rapporté par le *New York Times*. Washington pensait que c'est Kennedy lui-même qui avait révélé cette information aux journalistes<sup>2</sup>. Manac'h avait eu une longue discussion sur cet incident avec Couve de Merville. Par la suite, ce sujet fit l'objet d'une discussion entre le Quai et l'Élysée. Il craignait que ses relations avec Mai Van Bo en fussent affectées<sup>3</sup>. Bien que Paris ait annoncé que la France ne voudrait pas jouer un rôle intermédiaire dans la guerre du Vietnam après l'échec de propositions concernant la neutralisation de l'Asie du Sud-est, le général de Gaulle ne refusait pas de passer des informations entre Hanoi et Washington. Le cas de Manac'h était différent de celui de Roger Lalouette, ambassadeur de France à Saïgon en 1963 dont les actions diplomatiques relatives à une négociation entre le Sud et le Nord. L'action de Lalouette était immédiatement empêchée par le Général<sup>4</sup>. Le Directeur d'Asie pourrait continuer prudemment son effort pour l'ouverture d'une négociation.

Le 18 mai 1967, au cours du dîner offert en l'honneur du colonel Ha Van Lau, ancien négociateur du Vietminh à la conférence de Genève de 1954, chargé depuis 1954 des relations entre la RDVN et la Commission internationale de contrôle de l'armistice, Lau manifesta la déception de Hanoi devant le silence prolongé de la France à propos du problème vietnamien. Il espérait que le général de Gaulle accorderait une plus grande

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 1117/1142, le 4 mars 1967, T94, *DDF*, 1967, Tome I, op.cit., p.291.

<sup>2</sup> Document 38, Memorandum from the president's special assistant to president Johnson, February 6, 1967, *FRUS*, 1964-1968, Volume 5, Vietnam, 1967, pp.88-89.

<sup>3</sup> Pierre Journoud, *Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975*, op.cit., pp.886-887.

<sup>4</sup> D.n° 576/SGL. Secret, le 4 septembre 1963, T80, *DDF*, 1963, Tome II, op.cit., pp.222-224 ; T.n.os 768/774, le 5 septembre 1963, T81, pp.225-226 ; Note de la direction des affaires politiques Asie-Océanie, Entretien avec M. Lalouette, N86, p.246.

importance aux événements du Vietnam et se montrerait encore plus sévère envers les Américains en public. « Hanoi ne pouvait s'étonner que la France ne fasse pas davantage qu'elle n'ait fait, alors que rien ne lui avait été demandé et qu'elle n'est pas tenue informée par la RDVN » répondit Manac'h. Le Directeur d'Asie pensait que la position nord-vietnamienne n'était pas franche. Paris n'avait pas été informé l'entretien entre le Ministre nord-vietnamien des Affaires étrangères et le journaliste australien du 28 janvier 1967, et de l'échange de lettres entre le président Johnson et Ho Chi Minh. La France avait appris les deux importants événements diplomatiques par la presse et avec un grand retard, donc, « la France ne pouvait pas se permettre d'intervenir sans une connaissance approfondie du point de vue des dirigeants vietnamiens » conclut Manac'h. Bo a paru compréhensive et n'en a pas moins déclaré avec le colonel Lau qu'ils rapporteraient ses paroles à Hanoi<sup>1</sup>. La délégation générale de la France à Hanoi informa le Quai que les médias du monde entier se désintéressaient graduellement des bombardements américains au Nord-Vietnam, à cause de la coïncidence avec le conflit israélo-arabe et aux excès et maladroites de la propagande nord-vietnamienne, et en effet « *Le Monde* n'a consacré qu'une dizaine de lignes au raid du 21 mai et le bulletin de l'AFP n'y a fait que quelques allusions ». La délégation générale s'inquiétait que si cette situation se prolongeait, elle ne pourrait que favoriser les États-Unis<sup>2</sup>.

Il semble que dans cette situation, dans la déclaration du général de Gaulle du 21 juin 1966, le Président français renouvela sa critique forte contre les bombardements des États-Unis. « La France prend position contre la guerre au Vietnam » souligna de Gaulle. « La déclaration était énergique. Elle mettait nettement en cause les États-Unis. Notre déception est dissipée » dit Mai Van Bo au Directeur d'Asie. Bo demanda quelle serait l'attitude de

---

<sup>1</sup> Note n° 84/AS, Conversation avec le colonel Ha Van Lau et M. Mai Van Bo, le 19 mai 1967, N189, *DDF*, 1967, Tome I, op.cit., pp.517-519.

<sup>2</sup> Télégramme, n° 786/792, le 5 juin 1967, T254, *DDF*, 1967, Tome I, op.cit., pp.625-627.

la France si Ho Chi Minh s'adressait par la voie diplomatique au général de Gaulle pour le prier d'intervenir auprès de tous les pays intéressés ? « Agir auprès de quel pays ? Ceux de la conférence de Genève ? Et *quid* de la Chine ? » demanda Manac'h. Le Délégué général du Nord-Vietnam précisa que le rôle de la Chine serait très important, donc que toute solution sans elle serait une solution artificielle. Par la suite, Mai Van Bo revient à Hanoi en vue de prendre commencer une discussion avec les hauts dirigeants nord-vietnamiens concernant la filière « Paris-Hanoi » vis-à-vis d'une négociation pour la paix<sup>1</sup>. Cependant, lors du retour de Bo en septembre 1967, il ne mentionna pas son projet « personnel » proposé en juin. En revanche, il souligna que la position de Hanoi n'avait pas changé. « Hanoi s'en tient à ses quatre points et aux termes de la déclaration du 28 janvier » dit Bo à Couve de Murville, « mais, les Américains n'en sont pas encore là. Couve de Murville considéra que les Nord-Vietnamiens devaient aborder le problème sous un angle nouveau, parce qu'il agirait seulement des arrêts des opérations militaires par décisions américaines. Concernant la fin de la guerre au Sud, aux yeux des Français, il fallait un cessez-le-feu. Le Ministre français fit allusion à une réduction des actions hostiles, mais fit remarquer que la position de Hanoi était intransigeante par rapport à ce problème. Bo souhaita que Couve de Murville puisse appuyer cette position quant à la cessation inconditionnelle des bombardements dans la prochaine Assemblée générale des Nations unies<sup>2</sup>.

Il y avait eu peu de changements de la position de Hanoi depuis septembre aux yeux des Français. En fait, depuis juin, Washington avait tenté d'envoyer deux scientifiques français à Hanoi faire passer secrètement le message en vue de sonder l'attitude nord-vietnamienne à propos de l'ouverture d'un dialogue après l'échec des autres contacts secrètes. Le Quai

---

<sup>1</sup> Entretien avec M. Mai Van Bo, le 23 juin 1967, N330, *DDF*, 1967, Tome I, op.cit., pp.796-797.

<sup>2</sup> Entretien de M. Couve de Murville avec le délégué général de la RDVN, le samedi 16 septembre 1967, CR121, *DDF*, 1967, Tome II, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2008, pp.320-322.

ne connaissait pas ce projet, à cause de son caractère non-officiel. Le 21 juillet, deux scientifiques furent accueillis à Hanoi. Pham Van Dong dit aux Français le 25 juillet que la fin des bombardements permanente et inconditionnelle était nécessaire. Le Premier Ministre précisa que des troupes américaines pouvaient rester jusqu'à la conclusion d'un accord politique au Sud. Après avoir reçu le message de Hanoi, le 17 août, Washington envoya un nouveau message aux Nord-Vietnamiens, transmis par Bo : les États-Unis acceptaient de cesser les bombardements, si cela conduisait à des négociations fructueuses et la RDVN n'augmentait pas les infiltrations vers le Sud au cours de la trêve. Cependant, cette voie de communication secrète fut également fermée par Hanoi le 20 octobre, à cause de la fermeté de sa position. Bo dit aux Américains que la RDVN ne voulait pas recevoir les deux professeurs français, en tant qu'intermédiaires<sup>1</sup>. Comme en écho aux analyses de Manac'h dans son entretien avec R.F. Kennedy, cette nouvelle intention de trêve américaine était considérée à nouveau par les Nord-Vietnamiens comme une sorte d'ultimatum. En même temps, Washington ne cessait pas les actions militaires au Vietnam. Bien que les deux parties au conflit n'aient pas manqué volonté de s'engager dans des négociations, il semble que Washington et Hanoi essayaient de gagner une position forte avant l'ouverture d'un dialogue. Ce cycle donc se répétait. De passage à Paris, le colonel Ha Van Lau fut reçu à dîner par Manac'h le 14 novembre 1967. Le Directeur d'Asie indiqua qu'il n'était que les États-Unis mettent fin aux bombardements sans condition, mais qu'il fallait une assurance au gouvernement nord-vietnamien, ce qui ne serait pas concédé à travers une déclaration publique. Rien de tout cela n'était très nouveau. Mai Van Bo estima que l'arrêt des bombardements devait être inconditionnel mais aussi définitif. Il pensait que les paroles de Couve de Murville dans son discours devant l'ONU du 28 septembre 1967

---

<sup>1</sup> Pierre Journoud, *Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975*, op.cit., pp.910-916.

exprimaient exactement le point de vue de Hanoi. « Suspension inconditionnelle et non limitée dans le temps » cita Bo<sup>1</sup>.

Après la rupture de tous les contacts secrets en octobre 1967, la filière « Manac'h-Mai Van Bo », une filière « publique », joue un rôle important pour l'ouverture des négociations. En décembre 1967, après la visite de Couve de Murville au Japon, Manac'h resta à Tokyo et s'apprêta à commencer des discussions avec l'Ambassadeur des États-Unis à Saïgon. Au cours de l'entretien, Manac'h souligna que si Washington pouvait arrêter les bombardements, Hanoi pourrait participer rapidement à une négociation avec les Américains à son avis<sup>2</sup>. Ce n'est pas par hasard que le Directeur d'Asie n'a pas eu cette discussion avec l'Ambassadeur des États-Unis en France. A cause de la détérioration de la relation franco-américaine concernant le problème du Vietnam, il n'était pas possible que des moyens officiels diplomatiques à Paris entre les deux gouvernements lui permettent d'obtenir des informations. Après son retour à Paris, Manac'h informa Mai Van Bo du contenu de cet entretien du 8 décembre. Il proposa que Hanoi n'informe Washington des détails de son plan qu'après l'arrêt des bombardements. Bo dit qu'il ferait passer cette proposition au Nord-Vietnam. Le compte-rendu de cet entretien fut transmis par les Anglais aux Américains<sup>3</sup>. Il semble qu'il y avait un lien entre cet entretien et la déclaration du Ministre des Affaires étrangères nord-vietnamien le 28 décembre 1967. A l'occasion d'un dîner en l'honneur d'une délégation de la Mongolie extérieure, Nguyen Duy Trinh déclara que dès la cessation des bombardements contre la RDVN, Hanoi engagerait des conversations avec les États-Unis sur les problèmes intéressant les deux parties. Le 3

---

<sup>1</sup> Note n° 470/CLV, Entretien avec M. Mai Van Bo et avec le colonel Ha Van Lau, le 15 novembre 1967, N235, DDF, 1967, Tome II, op.cit., pp.614-617.

<sup>2</sup> Satoru Mori, *Wettonamu Sensou To Doumei Gaikou: Eifutu No Gaikou To Amerika No Sentaku 1964-1968* (La guerre du Vietnam et la diplomatie de l'Alliance: l'impact des initiatives de paix britanniques et françaises sur la politique américaine, 1964-1968), Tokyo: Tokyo University Press, 2009, p.315.

<sup>3</sup> Ibid., p.317.

janvier 1968, Bo était reçu par Manac'h pour échanger des points de vue relative à cette déclaration. « Êtes-vous satisfait ? » a-t-il demandé au Directeur d'Asie. Bo indiqua que cette déclaration était une réponse directe à leur entretien du 8 décembre 1967. Il pensait que les propositions françaises pouvaient le plus correctement favoriser la solution politique du problème vietnamien. Manac'h pensait que la déclaration devait être étudiée par la Maison Blanche. Il proposa donc à titre personnel que si Hanoi avait des assurances sérieuses à propos de l'arrêt des bombardements inconditionnels, la RDVN devrait montrer qu'elle « entamerait des conversations avec les États-Unis dès qu'elle aurait constaté que l'arrêt des bombardements est effectivement réalisé ». Bo dit qu'il transmettrait cette idée à Hanoi. Le Délégué général indiqua également que Washington aurait divers moyens de leur faire connaître leur éventuelle décision : par une déclaration directe et secrète ou bien publique, ou bien transmis par un tiers-témoin<sup>1</sup>. Le 24 janvier 1968, les Américains informèrent le Directeur d'Asie que l'idée d'un arrêt des bombardements était à l'étude, mais ils tenaient à n'avancer qu'avec la plus grande précaution. Aux yeux des Américains, si les négociations étaient infructueuses, il serait extrêmement difficile de reprendre les bombardements en pleine période électorale présidentielle<sup>2</sup>.

## **6.2 Le début de la négociation américano-vietnamienne à Paris**

Ni les Français et ni les Américains ne prévoyaient « l'offensive du Têt », la plus grande opération militaire conduite à ce point de la guerre, menée par les forces communistes vietnamiennes et dirigée par le général Giap. L'offensive commença le 30 janvier 1968, un jour avant la nouvelle année lunaire vietnamienne. Le 31 janvier, les soldats communistes attaquèrent plus de cent villes à travers le Sud-Vietnam. En 2003, Nguyen Khac Huynh

---

<sup>1</sup> Note n° 2/AS, Démarche de M. Mai Van Bo, le 4 janvier 1968, N10, *DDF*, 1968, Tome I, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2009, pp.26-31.

<sup>2</sup> Pierre Journoud, *Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975*, op.cit., p.929.

confirma à Pierre Journaud que les Nord-Vietnamiens avaient achevé la préparation de la phase préliminaire des négociations à la fin de l'août 1967. Cependant, après une lutte d'influence entre « les colombes » et les « faucons », Hanoi décida de continuer la lutte militaire et de repousser l'ouverture d'un dialogue après l'offensive du Têt<sup>1</sup>. Il semble que les Nord-Vietnamiens considéraient l'intention américaine pour une négociation comme une faiblesse. Les Nord-Vietnamiens croyaient qu'ils devaient obtenir une victoire définitive afin de renforcer leur position dans les négociations vis-à-vis des États-Unis, comme cela avait été le cas pour la bataille de Dien Bien Phu en 1954. En outre, l'offensive du Têt était un moyen de résister aux tendances centrifuges du FNL. La délégation générale de France à Hanoi en 1966 informa le Quai qu'il y avait des divergences entre le Sud et le Nord concernant l'objectif de la guerre<sup>2</sup>. Les dirigeants du FNL confièrent aux Français que la démobilisation des partisans pour des opérations de guérillas risquerait de provoquer un effondrement, à cause de la puissance américaine. Ils pensaient que le FNL serait incapable de vaincre les États-Unis. Leur objectif n'était que de résister à la défaite<sup>3</sup>. D'ailleurs, concernant la relation entre la France et le FNL, ils n'informèrent pas Hanoi leur décision d'installer une agence de journalisme du Front en France<sup>4</sup>.

Cependant, l'armée américaine en 1968 équipée par d'armes sophistiquées était différente de l'armée française en 1954. Concernant la situation de la force communiste, bien que les soldats communistes vietnamiens aient été extrêmement courageux et prêts à tout, les pertes subies par les forces d'assaut étaient considérables. A la date du 5 février,

---

<sup>1</sup> Ibid., pp.917-918.

<sup>2</sup> Lettre de M. Simon de Quirelle à M. Manac'h, le 2-6 septembre, 1966, L229, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., pp.571-574.

<sup>3</sup> Entretien avec M. Nguyen Van Hieu, membre du comité central du FNL, le 28 août 1966, N210, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., pp.532-537.

<sup>4</sup> Note n° 84/AS, Conversation avec le colonel Ha Van Lau et M. Mai Van Bo, le 19 mai 1967, N189, *DDF*, 1967, Tome I, op.cit., pp.517-519.

le nombre de tués fut estimé à 21,000 au moins<sup>1</sup>. La RDVN et le FNL n'ont pas atteint leurs objectifs. Les soldats américains et sud-vietnamiens ont repris le contrôle des zones perdues au début de l'offensive du Têt, forçant l'armée communiste à battre en retraite. Les États-Unis et le Sud-Vietnam parvinrent à se défendre contre les attaques communistes, mais Washington et Saïgon étaient choqués par l'échelle de l'offensive du Têt. D'après les évaluations, au moins 500,000 personnes ont subi les effets de cette bataille au Sud et le dommage économique s'est élevé à plusieurs centaines de millions de dollars, ce qui aggrava la pauvreté et répandit le désespoir et la colère à l'égard des États-Unis. Washington décida de participer à une négociation avec Hanoi, parce que l'escalade de la guerre pouvait conduire à l'effondrement du régime de Saïgon et provoquer un sentiment antiaméricain dans le monde entier<sup>2</sup>. A ce moment-là, les conflits sont étayés gelés en Indochine. Les Américains ne pourraient pas démoraliser la population vietnamienne et la puissance communiste vietnamienne ne pouvait pas remporter une victoire décisive militaire avant une négociation, ce qui a suscité l'ouverture d'un dialogue.

Hanoi présenta son intention aux Français d'ouvrir une négociation immédiate. Mai Van Bo fut reçu par Manac'h le 19 février. Le Directeur d'Asie lui avait demandé la position concernant une négociation avec les États-Unis, le 30 janvier à la veille de l'offensive du Têt. D'après des instructions de son gouvernement, Bo souhaita que « la France intervienne auprès du gouvernement des États-Unis pour que ce dernier fasse quelque chose. Il faudrait que ce dernier comprenne qu'il doit encaisser quelque chose ». Bo souligna que s'il y avait une déclaration publique ou secrète du gouvernement des États-Unis annonçant un arrêt réel des bombardements à Hanoi, le gouvernement de la RDVN pourrait accepter

---

<sup>1</sup> Note n° 42/CLV, Du conflit vietnamien (entretien avec un membre de l'ambassade américaine), le 7 février 1968, N102, *DDF*, 1968, Tome I, op.cit., pp.242-243.

<sup>2</sup> John F. Cady, *The History of Post-War Southeast Asia*, Athens: Ohio University Press, 1975, pp.582-586.

immédiatement l'ouverture d'un dialogue<sup>1</sup>. Cependant, la communication entre la France et les États-Unis n'était encore pas normale. Ce message fut envoyé à Armand Bérard, représentant permanent de France des Nations unies. Le Représentant le passa à U Thant, secrétaire général de l'ONU. U Thant rapporta au président Johnson qu'il avait rencontré l'Ambassadeur de France à New York et la délégation française rapporta que si la RDVN était officiellement informée d'une telle cessation des hostilités des États-Unis, alors les pourparlers pourraient commencer immédiatement. Le Président américain pensait que tout d'abord, le bombardement s'arrêterait ; puis que les discussions commenceraient quelques jours plus tard. Troisièmement, ils pourraient être productifs dans la mesure où ils porteraient sur des questions de fond, et non sur la violence et le harcèlement, mais ils impliqueraient les « quatre points ». « Maintenant, nous aspirons à la paix. Nous voulons l'autodétermination dans ce domaine. Nous n'avons aucun désir d'y rester en tant que colonisateur et occupant. Nous voulons reprendre les ressources que nous dépensons dans la guerre » conclut Johnson<sup>2</sup>.

Le 8 mars 1968, Harlan James Cleveland, représentant des États-Unis auprès de l'OTAN, dit aux Français que Rusk pensait que le moment était venu pour l'Amérique de demander à ses alliés traditionnels leur opinion sur la situation dans l'Asie Sud-est et sur les objectifs de paix au Vietnam, parce que les perspectives d'une victoire militaire paraissaient à ce moment-là incertain, aux yeux des Américains<sup>3</sup>. Le 31 mars 1968, le président Johnson annonça l'arrêt immédiat des bombardements américains au Nord-Vietnam, et indiqua que Washington était prêt à envoyer des représentants pour prendre des discussions avec les Nord-Vietnamiens concernant des moyens de rétablir la paix. En outre, il annonça qu'il

---

<sup>1</sup> Note n° 76/AS, Démarche de M. Mai Van Bo, le 20 février 1968, N134, *DDF*, 1968, Tome I, op.cit., pp.347-348,

<sup>2</sup> Document 81, Record of Meeting, February 21, 1968, *FRUS*, 1964-1968, Volume 6, Vietnam, 1968, pp.230-233.

<sup>3</sup> Télégramme, n° 310/320, le 8 mars 1968, T176, *DDF*, 1968, Tome I, op.cit., pp.468-470.

n'avait pas l'intention de se représenter aux élections présidentielles de la fin de l'année. « Pour le président des États-Unis, le fait de prescrire publiquement l'arrêt des bombardements du Nord-Vietnam, bien que, cet arrêt ne soit encore ni général ni inconditionnel, paraît être un premier pas dans la direction de la paix. Et, par conséquent, un acte de raison et de courage politique » dit le général de Gaulle. La situation du Vietnam serait changée aux yeux des Français. « Nous sommes dans une période d'attente et nous espérons tous qu'elle aboutira bientôt. Nous pensons tous qu'il ne faut pas perdre davantage de temps et qu'il faut arriver à l'arrêt des combats » dit Couve de Murville au cours de son exposé à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale le 18 avril 1968<sup>1</sup>.

Cependant, il y avait beaucoup de mal à décider d'un lieu de conférence. Le 4 avril, U Thant dit au président Johnson que Genève serait le meilleur endroit pour une négociation parce que cette ville a été historiquement impliquée, mais que le Secrétaire général de l'ONU indiqua que les Indiens lui recommandait New Delhi et les Français aurait le privilège d'accueillir des pourparlers à Paris<sup>2</sup>. Le 12 avril, U Thant rencontra Mai Van Bo. Bo demanda à U Thant de convaincre les États-Unis d'accepter Varsovie comme le lieu des pourparlers parce que le Président avait dit qu'il rencontrerait des représentants de Hanoi « n'importe où, n'importe quand ». Washington pensait que Genève serait acceptable pour les États-Unis, bien qu'il préfère une capitale asiatique. La Maison blanche espérait un site neutre, mais que Phnom Penh et Varsovie étaient difficiles pour les Américains<sup>3</sup>. Le 16 avril, Johnson avait adressé à U Thant, un message personnel qui exposait que les États-

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 379, T245, *DDF*, 1968, Tome I, op.cit., pp.654-655.

<sup>2</sup> Document 181, Note of meeting, April 4, 1968, *FRUS*, 1964–1968, Volume 6, Vietnam, 1968, pp.532-533.

<sup>3</sup> Document 199, Telegram from the executive secretary of the National Security Council to the President's special Assistant in Hawaii, April 17, 1968, *FRUS*, 1964–1968, Volume 6, Vietnam, 1968, pp.576-578.

Unis seraient disposés à accepter la rencontre eut lieu à Paris<sup>1</sup>. Le 18 avril, au cours de sa déclaration, Couve de Murville indiqua : « Si les États-Unis et le gouvernement de la RDV se mettent d'accord sur le choix de Paris comme lieu de leur rencontre, nous n'avons certainement pas d'objection. Nous serions au contraire heureux d'apporter notre contribution à la solution d'un problème difficile »<sup>2</sup>. Ce même 18 avril, au cours de l'entretien entre Mai Van Bo et Manac'h, Bo pensait que Paris était un bon choix pour le Nord-Vietnam. Il fut étonné de la proposition américaine, parce qu'il croyait que les Américains préféreraient un lieu où ils pourraient se concerter avec leurs alliés sud-vietnamiens. Le Directeur d'Asie souligna que si deux parties se mettaient d'accord sur le choix de Paris, le gouvernement ne mettrait aucune objection à la réalisation. Il dit à Bo que le choix de Paris serait un hommage rendu à l'effort français dans l'affaire vietnamienne que Hanoi connaissait clairement depuis longtemps<sup>3</sup>. Le 3 mai 1968, lors d'un appel téléphonique à une heure du matin, Rostow informa le Président que les Nord-Vietnamiens avaient reçu l'ordre d'entamer des discussions à Paris dans une semaine. Le Président répondit : « Eh bien, je préférerais aller à presque n'importe quel endroit que Paris ». Alors que Rostow a vu peu de possibilités de remplacer un autre site, il a noté qu'au moins les Sud-Vietnamiens seraient beaucoup plus à l'aise avec Paris que Varsovie. Rostow a exhorté à la prudence dans toute réponse aux Vietnamiens du Nord, cependant, étant donné que leur intention était uniquement de discuter de la cessation complète des bombardements et d'autres actions militaires. Le même jour, William H. Sullivan, ambassadeur américain, transmit immédiatement à l'Ambassade de la RDVN à Vientiane

---

<sup>1</sup> Note de la direction des affaires politiques, Démarche auprès de Mai Van Bo, le 18 avril 1968, N247, *DDF*, 1968, Tome I, op.cit., pp.660-662.

<sup>2</sup> Télégramme, n° 379, T245, *DDF*, 1968, Tome I, op.cit., p.654.

<sup>3</sup> Note de la direction des affaires politiques, Démarche auprès de Mai Van Bo, le 18 avril 1968, N247, *DDF*, 1968, Tome I, op.cit., pp.660-662.

le message suivant : « L'USG accepte l'heure et le lieu proposés par le gouvernement de la RDVN dans sa note du 3 mai »<sup>1</sup>.

Le 4 mai 1968, le président Johnson indiqua dans sa lettre au Général qu'il était heureux que Washington et Hanoi ont trouvé à Paris un endroit où les deux parties peuvent commencer à traiter de faire la paix en Asie du Sud-est. Le Président américain apprécia la volonté du gouvernement de la France de se mettre à leur disposition pour organiser des négociations<sup>2</sup>. « Tous, ici, se félicitent du choix qui a été fait de Paris comme lieu des pourparlers, dont tous espèrent qu'il en résultera une paix équitable et honorable. Soyez certain que le gouvernement français ne négligera rien pour ménager aux négociateurs les meilleures conditions possibles » répondit le général de Gaulle le 6 mai 1968<sup>3</sup>. La conférence de Paris allait finalement commencer. Sept ans après le commencement de la guerre du Vietnam, nous pouvons croire que ce développement de la situation vietnamienne était sans surprise pour le Général.

### **6.3 La position intransigeante chinoise concernant l'ouverture d'une négociation entre la RDVN et les États-Unis à Paris**

En fait, la Révolution culturelle influençait non seulement la relation entre la Chine et la France, mais aussi les relations entre la Chine et ses « pays frères ». Ce mouvement politique relancé par le président Mao pesait sur la relation entre la Chine et la RDVN. Hanoi évita de le commenter publiquement. Les médias nord-vietnamiens ne voulaient pas

---

<sup>1</sup> Document 221, Memorandum from the President's special assistant to President Johnson, May 3, 1968, *FRUS*, 1964–1968, Volume 6, Vietnam, 1968, pp.631-633.

<sup>2</sup> Lettre du président Johnson au général de Gaulle, président de la République française, le 4 mai 1968, T276, *DDF*, 1968, Tome I, op.cit., p.741.

<sup>3</sup> Lettre du général de Gaulle, président de la République française à M. Johnson, président des États-Unis , le 6 mai 1968, T282, *DDF*, 1968, Tome I, op.cit.,p.753.

informer sur ce sujet dans « le tiers monde », de peur d’y inciter à la reproduction de cette expérience révolutionnaire. Lorsque les conseillers chinois demandèrent aux Nord-Vietnamiens de présenter leurs points de vue concernant ce mouvement, ils demeurèrent silencieux et expliquèrent que la Commission centrale du PTV ne leur donne pas d’instructions<sup>1</sup>. Au cours d’un entretien confidentiel à l’Ambassade de l’Union soviétique à Hanoi, le 17 octobre 1966, les Vietnamiens confièrent aux Russes qu’ils s’opposaient à la Révolution culturelle, et ne comprenaient pas les raisons pour lesquelles Pékin l’avait lancée. Certains Nord-Vietnamiens s’inquiétaient que la RDVN soit influencée par ce mouvement « anarchiste et illicite » qui n’avait pas de point commun avec le communisme<sup>2</sup>. Cependant, les Chinois se passionnaient pour présenter aux Nord-Vietnamiens « la situation intérieure satisfaisante » grâce à la Révolution culturelle. Dans la province de Yunnan, au cours d’une négociation sino-vietnamienne concernant l’aide économique, le gouvernement chinois souligna que le premier objectif de la négociation était de laisser camarades vietnamiens rapporter la pensée du président Mao<sup>3</sup>. Le 12 janvier 1967, le colonel Ha Van Lau exprima également aux Français les inquiétudes du gouvernement vietnamien sur les développements de la situation chez son voisin du Nord. Il souligna que l’agitation révolutionnaire chinoise dépassait largement le cadre culturel, et déborderait des frontières de la Chine. Bien que le transit du matériel militaire à travers la Chine ait continué à s’effectuer régulièrement à ce moment-là, les Nord-Vietnamiens pensaient qu’une désorganisation éventuelle des transports pourrait survenir. Hanoi redoutait que les désordres intérieurs ne permettent pas de continuer l’aide que la Chine lui avait accordée<sup>4</sup>. Hanoi tenta de réduire l’influence de la Révolution culturelle. Lorsque les Chinois

---

<sup>1</sup> Li Danhui et Xiao Zuhou, *Yunnan Yu Kang Mei Yuan Yue*, op.cit., pp.204-205.

<sup>2</sup> Shen Zhihua, *E Luo Si Jie Mi Dang An Xuan Bian, Zhong Su Guan Xi* (Les archives russes sélectionnées, la relation sino-soviétique), Shanghai : Orient Publishing Center, 2015, vol.11,1964.12-1969.6, pp.217-218.

<sup>3</sup> Li Danhui et Xiao Zuhou, *Yunnan Yu Kang Mei Yuan Yue*, op.cit., p.227.

<sup>4</sup> AMAE, 119QO/588, Télégramme, n° 80/82, le 12 janvier 1967.

présentaient la pensée du président Mao, les Nord-Vietnamiens présentaient à l'inverse les expériences révolutionnaires du président Ho Chi Minh. Au cours des travaux ou des négociations, ils n'évoquaient que l'amitié sino-vietnamienne et la lutte contre l'impérialisme américain, et n'avaient pas de commentaire sur la politique intérieure chinoise. Les fonctionnaires vietnamiens ne pouvaient pas contacter les Chinois sans autorisation. Ils évitaient également de visiter des expositions concernant la Révolution culturelle<sup>1</sup>. D'après des informations françaises, en 1968, le désordre en Chine affectait déjà son aide au Nord-Vietnam. Dans la province de Guangxi, siège de troubles depuis plusieurs mois, la situation s'aggrava. La voie ferrée stratégique entre Nanning et Hanoi était rompue à cause des combats entre « des rebelles révolutionnaires ». Des communications ferroviaires étaient détruites. Le matériel destiné au Vietnam était volé<sup>2</sup>. Les Nord-Vietnamiens étaient très mécontents de cette situation. Le 17 février 1968, l'Ambassadeur de la RDVN demanda au Premier Ministre chinois de résoudre ce problème. Zhou Enlai assura que le gouvernement chinois ne protégeait pas « les rebelles révolutionnaires » qui attaquaient les trains destinés au Vietnam. Le lendemain, Zhou Enlai donna des instructions en vue de limiter l'impact de la Révolution culturelle sur le transport ferroviaire entre la RDVN et la Chine. L'armée intervenait dans cette affaire pour protéger les voies ferrées. La personne qui attaquait serait arrêtée et condamnée pour « infraction contre-révolutionnaire »<sup>3</sup>.

L'escalade des conflits idéologiques entre la Chine et l'Union soviétique affectait également les deux pays frères. Hanoi n'espérait pas la chute de l'alliance sino-soviétique, parce qu'il avait besoin d'une utilisation maximale des ressources des deux parties en vue de favoriser sa lutte contre les États-Unis. Ho Chi Minh avait tenté de jouer un rôle

---

<sup>1</sup> Li Danhui et Xiao Zuhou, *Yunnan Yu Kang Mei Yuan Yue*, op.cit., pp.254-255.

<sup>2</sup> AMAE, 148QO/144, Télégramme, n° 15/AS, le 25 juillet 1968 ; Situation au Kwangsi, le 3 août 1968.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., pp.220-221.

intermédiaire entre le président Mao et Khrouchtchev. Cependant, les actions diplomatiques de Hanoi étaient infructueuses. A cause de l'indifférence de Khrounitchev vis-à-vis des affaires vietnamiennes, Hanoi soutint finalement la position chinoise dans la polémique sino-soviétique afin de gagner l'aide matérielle. Lorsque Brejnev décida d'intervenir dans la guerre du Vietnam en 1965, les aides soviétiques étaient de meilleure qualité que les aides chinoises<sup>1</sup>. Hanoi décida de se murer dans son silence face au conflit entre la Chine et l'Union soviétique, ce qui provoqua le mécontentement de Pékin<sup>2</sup>. Le rôle de la RDVN, aux yeux du PCC, était essentiel dans la lutte contre « le révisionnisme soviétique ». D'une part, le soutien aux Nord-Vietnamiens pouvait montrer que le PCC était plus « révolutionnaire » que le PCUS, et donc consolider son statut comme « le centre du mouvement révolutionnaire mondiale ». D'autre part, le PCC voulait également le soutien du Nord-Vietnam sur sa théorie communiste dans la polémique avec le PCUS, parce que le PCC n'avait pas beaucoup d'alliés après la rupture de son alliance avec l'Union soviétique. La Révolution culturelle poussa cette politique chinoise à l'extrême. Le PCC ordonna à Hanoi, sous la menace d'un arrêt de l'assistance, d'orienter sa politique vers les besoins de « l'intérêt révolutionnaire » de la Chine. Le 13 avril 1966, Deng Xiaoping dit à Le Duan : « Nous espérons que vous pouvez nous le dire directement si vous voulez nous aider. Le problème sera facilement résolu. Nous retirerons immédiatement nos militaires. Nous avons beaucoup de choses à faire en Chine »<sup>3</sup>. Le 12 octobre 1967, Zhou Enlai alla jusqu'à confirmer sa volonté de subordonner leur engagement au Vietnam à la lutte primordiale contre le « révisionnisme »<sup>4</sup>. Dans les rapports des travailleurs envoyés par la province de Yunnan, ils mentionnaient que la position nord-vietnamienne était anti-

---

<sup>1</sup> Shen Zhihua, *E Luo Si Jie Mi Dang An Xuan Bian, Zhong Su Guan Xi*, op.cit., vol.11,1964.12-1969.6, pp.177-183.

<sup>2</sup> AMAEC, La déclaration de Pham Van Dong au cours de la réception, le 2 octobre, 1965, 117-01453-01, p.11.

<sup>3</sup> Cold War International History Project, Working paper No.22, *77 Conversations between Chinese and Foreign Leaders on the Wars in Indochina, 1964-1977*, op.cit., p.93.

<sup>4</sup> AMAE, 119QO/588, Télégramme, n° 3688-91, le 12 octobre 1967.

impérialiste et n'était pas antirévissionniste, ils leur faisaient donc connaître la fiabilité de la pensée du président Mao<sup>1</sup>. Au cours d'une négociation à Yunnan concernant l'assistance, le silence vietnamien sur la lutte antirévissionniste contre l'Union soviétique provoqua la colère des Chinois<sup>2</sup>. Les Chinois imposèrent leur volonté aux Nord-Vietnamiens. En mars 1968, le gouvernement de Yunnan organisa une réunion de formation pour des ouvriers vietnamiens. Les Chinois pensaient que c'était une occasion livrée à leur porte. Ils utilisèrent la pensée du président Mao pour les endoctriner. Les Nord-Vietnamiens furent informés que la pensée du président Mao était l'arme de pensée contre le révisionnisme<sup>3</sup>. En outre, certaines aides militaires ne parvenaient pas aux Nord-Vietnamiens en temps voulu à cause des conflits sino-soviétiques concernant les matériels en voie d'acheminement travers la Chine, ce qui était un dilemme pour Hanoi<sup>4</sup>.

Dans ces conditions, la position chinoise concernant une négociation fut changée. En 1966, Pékin n'excluait pas une solution pacifique. Le 10 juin 1966, Chen Yi dit aux Philippines que pour un retour à la paix au Vietnam, « le temps n'était pas encore mûr, mais qu'il ne le serait bientôt »<sup>5</sup>. Le Ministre des Affaires étrangères chinois confia également aux Français que la Révolution culturelle renforçait la cohésion du peuple chinois, mais que la Chine ne serait pas la première à déclencher la guerre et pourrait accepter une négociation après une promesse d'évacuation américaine<sup>6</sup>. Bien que les dirigeants chinois reprennent souvent les mêmes thèmes, comme par exemple, la caducité des Accords de Genève et l'assurance de l'appui de Pékin, ils n'excluraient pas un éventuel règlement. Le 28 octobre 1966, *le Quotidien du Peuple* affirma qu'une solution pacifique devait se baser

---

<sup>1</sup> Li Danhui et Xiao Zuhou, *Yunnan Yu Kang Mei Yuan Yue*, op.cit., p.252.

<sup>2</sup> Ibid., p.254.

<sup>3</sup> Ibid., p.302.

<sup>4</sup> Shen Zhihua, *E Luo Si Jie Mi Dang An Xuan Bian, Zhong Su Guan Xi*, op.cit., vol.11, 1964.12-1969.6, pp.89-90, pp.158-159, pp.196-199.

<sup>5</sup> AMAE, 119QO/588, Télégramme, n° 70/71, le 10 juin 1966.

<sup>6</sup> AMAE, 119QO/588, Télégramme, n° 2008/17, le 9 juillet 1966.

sur un retrait préalable des forces américaines et sur l'arrêt inconditionnel des bombardements au Nord-Vietnam<sup>1</sup>. Cependant, avec le développement de la Révolution culturelle, le PCC s'opposa résolument à une solution politique. Les Chinois considéraient l'approbation de la négociation comme une concession vis-à-vis du « révisionnisme soviétique ». Le 21 juillet 1967, l'éditorial du *Quotidien du Peuple* indiqua que Hanoi devait poursuivre « une guerre prolongée » et à cette fin abandonner sa politique d'équilibre entre Pékin et Moscou. Le conflit entre les deux lignes sur la question vietnamienne ne laissait place à aucun compromis pour s'opposer à l'impérialisme et au révisionnisme<sup>2</sup>. Le 5 octobre 1967, le président Mao dit aux Nord-Vietnamiens que la lutte contre les États-Unis devait se transformer en combat d'endurance<sup>3</sup>. Le PCC approuva donc la décision de Hanoi de déclencher l'offensive de paix. *Le Quotidien du Peuple* rapportait les combats vietnamiens en vue de présenter la véracité de la théorie de la guerre du peuple du président Mao. Le 7 février 1968, le président Mao proposa à Ho Chi Minh de constituer certaines légions, chacune devant déclencher chaque année trois ou quatre batailles afin d'anéantir la force vive d'ennemi<sup>4</sup>. En décembre 1968, une série de déclarations chinoises souligna la nécessité de poursuivre le combat. Les passages les plus durs des déclarations de décembre étaient d'ailleurs atténués par des remarques bisant visant une éventuelle agression américaine contre la Chine<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Ping Zhan Zheng Fan « Mou Qiu He Ping » (Le criminel de guerre cherche à résoudre les problèmes en paix), *Le Quotidien du Peuple*, le 28 octobre 1966.

<sup>2</sup> Wei Da De Yue Nan Kang Mei Jiu Guo Zhan Zheng Yi Ding Sheng Li (La guerre de salut national anti-américaine du Vietnam va remporter la victoire), *Le Quotidien du Peuple*, le 21 juillet 1967.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., p.130.

<sup>4</sup> Ibid., p.151.

<sup>5</sup> Ye Lie Qing Zhu Yue Nan Ren Min Jun Jian Jun 24 Zhou Nian (La félicitation pour le 24<sup>ème</sup> anniversaire de l'établissement de l'Armée populaire vietnamienne), *Le Quotidien du Peuple*, le 24 décembre; Mei Di Jia Su Zou Xiang Fen Mu (L'impérialisme américain est destiné à disparaître), *Le Quotidien du Peuple*, le 14 décembre 1968 ; Qi Yi Zhong Guo Ren Min Jiang Yong Yuan Zun Zhao Wei Da Ling Xiu Mao Zhu Xi De Jiao Dao Jian Jue Zhi Chi Yuan An Ren Min Jiang Kang Mei Jiu Guo Zhan Zheng Jing Xing Dao Di (7 milliard de Chinois suivent toujours les instructions du grand dirigeant, le président Mao en vue de soutenir la guerre du salut national anti-américaine du peuple vietnamien jusqu'à bout), *Le Quotidien du Peuple*, le 20 décembre 1968.

Certes, les Nord-Vietnamiens étaient autonomes par rapport aux Chinois. S'ils espéraient que Pékin pouvait travailler en collaboration avec leurs actions diplomatiques contre les États-Unis, ou bien ils demandaient également des conseils chinois à propos de décisions gouvernementales, ils pourraient prendre l'initiative d'établir eux-mêmes le contact avec les Chinois<sup>1</sup>. Concernant une ouverture de dialogue, Hanoi ne voulait pas laisser Pékin connaître cette affaire. Au cours de l'opération « May Flower » de 1965, le Nord-Vietnam n'informa pas la Chine de son changement de position à propos des négociations. Le contact avec les États-Unis par des canaux secrets et par Paris donnait une image comparable. Cependant, le PCC ne cessait pas d'intensifier la pression sur eux. La presse de Pékin n'a jamais reproduit ou commenté l'intention vietnamienne concernant une négociation diffusée par les médias nord-vietnamiens. Elle n'hésitait pas à critiquer les propositions de Hanoi admettant la possibilité de conversations préalables. Les Chinois indiquèrent en plus aux Nord-Vietnamiens que toute négociation était vaine, que toute assistance venue du camp « révisionniste » était particulièrement dangereuse, et qu'il y avait « un complot » pour miner leurs efforts contre l'impérialisme. Pékin tenta de faire obstacle à une conversation. Zhou Enlai ajourna sa visite à Phnom Penh comme un reflet de l'irritation de Pékin, parce que Sihanouk avait accepté Phnom Penh comme un site pour une négociation américano-vietnamienne. Hanoi renonça finalement à la proposition de Prince<sup>2</sup>.

D'après l'analyse du Quai, à cause de la Révolution culturelle, la position du PCC était affaiblie dans les affaires vietnamiennes, ce qui pouvait inciter Hanoi à se résigner à la

---

<sup>1</sup> AMAEC, Entretien entre le Nord-Vietnam et l'URSS concernant les incidents du golfe du Tonkin, p.264, le 27 septembre 1964, 113-00404-08 ; Entretien avec Nguyen Co Thach, le 5 avril 1965, 113-00441-03, pp.63-64.

<sup>2</sup> Document 199, Telegram from the executive secretary of the National Security Council to the President's special Assistant in Hawaii, April 17, 1968, *FRUS*, 1964-1968, Volume 6, Vietnam, 1968, pp.576-578.

« ligne souple » : les troubles intérieurs de la Chine joueraient en faveur d'une solution politique<sup>1</sup>. C'est une raison pour laquelle la France croyait à la possibilité de réussir à ouvrir un dialogue américano-vietnamien. Le ministère des Affaires étrangères chinois pensait que le général de Gaulle ne voulait pas commencer une discussion avec la Chine sur une éventuelle solution politique, et prêchait avec l'Union soviétique la conférence internationale comme un moyen de rétablissement de la paix en Indochine, ce qui menacerait la lutte vietnamienne<sup>2</sup>. Bien que le président Mao ait proposé aux Nord-Vietnamiens le 8 novembre 1966 qu'ils devraient coopérer avec la France sur la lutte internationale contre « l'impérialisme américain », il indiqua que les Nord-Vietnamiens devaient également faire la discrimination entre la classe ouvrière française et « l'impérialisme français »<sup>3</sup>. La décision de Hanoi de participer à une négociation avec Washington à Paris provoqua la colère de Pékin. « Le complot » du général de Gaulle pour miner la révolution indochinoise a réussi. *Le Quotidien du Peuple* demeurait silencieux concernant ce sujet, mais la presse chinoise créait un climat de tension artificielle entre la France et la Chine par le soutien du mouvement social français contre le gouvernement du Général et une situation de désordre sociale en France. Ce journal officiel du PCC critiqua fortement le gouvernement français dans en mai 1968 et utilisait des mots très violents pour le décrire, comme par exemple, « fasciste » et « réactionnaire »<sup>4</sup>. A Pékin, des manifestations étaient organisées par le PCC en vue de soutenir les grévistes français. Le gouvernement chinois indiqua que l'action menée par la classe ouvrière en France apportait un prodigieux encouragement au peuple vietnamien pour prolonger la guerre contre les

---

<sup>1</sup> Entretien entre le sénateur Robert Kennedy et M. Manac'h directeur d'Asie-Océanie, le 31 janvier 1967, CR56, *DDF*, 1967, op.cit. pp.193-194.

<sup>2</sup> Sous la direction de Wang Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1970-1978, op.cit., p.382.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., p.15.

<sup>4</sup> *Fa Zheng Fu Xue Xing Zhen Ya Xue Sheng Yun Dong Ji Qi Qun Zhong Geng Da De Fen Nu* (Le mouvement étudiant est réprimé par le gouvernement français dans le sang ce qui provoque la colère de la masse), *Le Quotidien du Peuple*, le 10 mai 1968.

États-Unis<sup>1</sup>. L'agitation sociale en France est présentée ainsi comme une relance du nouveau mouvement prolétarien, qui doit battre en brèche la complicité entre « impérialistes » et « révisionnistes » aux yeux des Chinois<sup>2</sup>. Les diplomates chinois n'échangeaient jamais leurs points de vue avec les Français concernant le problème vietnamien, mais ils débattaient avec eux sur « mai 68 » et les critiquaient en face<sup>3</sup>. De Gaulle dit avec amusement : « C'est la première fois que je suis traité de chien par des Pékinois »<sup>4</sup>. Le problème vietnamien refroidit donc davantage indirectement les relations sino-françaises. Cependant, le général de Gaulle espérait encore entretenir de bonnes relations avec la Chine populaire<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> *Jian Jue Zhi Chi Fa Guo Gong Ren He Xue Sheng Ge Ming Dou Zheng De Sheng Ming* (Déclaration pour soutenir la révolution des ouvriers et des étudiants) ; *Fen Qi Zao Fan Meng Lie Chong Ji Long Duan Zi Chan Jie Ji Fan Dong Tong Zhi Fa Guo Ba Bai Wan Gon Ren Da Ba Gong* (La révolution contre le gouvernement réactionnaire du monopole capitaliste française) ; *Le Quotidien du Peuple*, le 22 mai 1968.

<sup>2</sup> *Jian Jue Zhi Chi Fa Guo Ren Min Zheng Yi De Dou Zheng* (Le soutien absolu pour la lutte du peuple français), *Le Quotidien du Peuple*, le 25 mai 1968.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/747, Des relations franco-chinoises, le 9 juillet ; Télégramme n° 1489/98, le 15 juillet 1968 ; Démarche auprès du Chargé d'Affaires de Chine, le 26 septembre 1968 ; Sous la direction de Wang Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1957-1969, op.cit., p.385.

<sup>4</sup> Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, op.cit., p.1429.

<sup>5</sup> AMAE, 119QO/747, Démarche auprès du Chargé d'Affaires de Chine, le 26 septembre 1968 ; Sous la direction de Wang Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1957-1969, op.cit., p.385.

## **Chapitre 7 : La crise du Cambodge en 1970 et le rétablissement de la relation politique sino-française**

### **7.1 La relation spéciale entre la Cambodge, la Chine et la France entre 1954 et 1970**

Avant la conférence de Genève de 1954, il n’y avait pas de relation entre la Chine populaire et le Cambodge. D’une part, le PCC ne connaîtrait pas la situation au Cambodge<sup>1</sup>. Le gouvernement chinois s’inquiétait de la relation américano-cambodgienne. La Chine populaire craignait que les États-Unis établissent une base militaire au Cambodge pour contre elle. D’autre part, le prince Sihanouk se méfiait du PCC et du Vietminh et pensait que la force communiste était une menace pour son royaume<sup>2</sup>. Au cours de la conférence de Genève de 1954, les Chinois commencèrent à entrer en contact avec les Cambodgiens et essayèrent de leur exposer de la diplomatie pacifique chinoise afin d’établir une confiance politique mutuelle. Le 20 juin 1954, au cours d’un entretien entre Zhou Enlai et Tep Phan, chef de la délégation cambodgienne, le Premier Ministre chinois indiqua que la Chine soutenait la lutte du peuple indochinois pour l’indépendance et la liberté, mais qu’elle ne souhaitait pas voir les États-Unis établir une base militaire au Cambodge. Tep Phan expliqua que le gouvernement royal ne signait aucun traité militaire avec Washington. Il indiqua que Phnom Penh devait avoir une bonne relation avec Pékin, notamment grâce aux colonies chinoises au Cambodge<sup>3</sup>. A la suite, Pham Van Dong assura aux Cambodgiens

---

<sup>1</sup> Memorandum of conversation, February 24, 1972, *FRUS*, 1969-1976, Volume 17, Washington, D.C.: Government Printing Office, 2005, p.777.

<sup>2</sup> Zhai Qiang, *Zhong Jian Te Shu Guan Xi De Xing Cheng(1954-1965)*(L’établissement de la relation spéciale entre la Chine et le Cambodge, 1954-1965), *Southeast Asia Affairs*, 2013, No.1.

<sup>3</sup> La conversation entre Chou En-lai et le représentant cambodgien Tep Phan (extrait), le 20 juin 1954, *AMAEC: Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Dang An Xuan Bian: 1954 Nian Ri Nei Wa Hui Yi op.cit.*, pp.316-319.

que la RDV retirerait des soldats vietnamiens du Cambodge<sup>1</sup>. Le dialogue entre la Chine et le Cambodge pendant la conférence de Genève dissipa les défiances mutuelles.

Au cours de la conférence de Bandung, le 20 avril 1955, le prince Sihanouk entama une discussion avec Zhou Enlai pour la première fois. Zhou proposa d'utiliser les Cinq Principes de Coexistence pacifique, créés par le PCC pour développer une relation mutuelle. Le Prince dit au Premier Ministre que le Cambodge respecterait les accords de Genève de 1954 et les Cinq Principes de Coexistence pacifique, et restait fidèle à la neutralité. Sihanouk assura à Zhou que son gouvernement ne participerait à aucune organisation militaire et ne permettait pas aux États-Unis d'établir des bases militaires au Cambodge<sup>2</sup>. A la suite, deux délégations organisèrent certains entretiens pendant la conférence. Les Chinois pensaient que Sihanouk était un prince éclairé. Sihanouk dit à son entourage que les Chinois étaient les amis du Cambodge et ne voulaient pas intervenir aux affaires intérieures cambodgiennes<sup>3</sup>. Après les visites mutuelles de haut rang entre deux pays en 1956, la Chine commença de fournir une assistance économique au Cambodge<sup>4</sup>.

D'après les recherches de Zhai Qiang, historien chinois, les États-Unis jouèrent un rôle important dans l'établissement de la relation diplomatique sino-cambodgienne. Les États-Unis doutaient de la politique de la neutralité du Prince, à cause du rapprochement entre Phnom Penh et Pékin. Washington pensait que la neutralité du Cambodge aidait la force

---

<sup>1</sup> Kenton Clymer, *The United States and Cambodia, 1870-1969: From curiosity to confrontation*, New York: Routledge Curzon, 2004, p.36.

<sup>2</sup> Sous la direction de Pei Jianzhang: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi, 1949-1956* (L'histoire diplomatique de la Chine populaire, 1949-1956), Pékin: World Affairs Press, 1994, p.148 ; Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères de la Chine, *Zhou Enlai Wai Jiao Huo Dong Da Shi Ji 1949-1975*, (La chronique des événements diplomatiques de Zhou Enlai 1949-1975), Pékin: World Affairs Press, 1993, p.105.

<sup>3</sup> Yang Minwei et Chen Yangyong, *Zhou Enlai Wai Jiao Feng Yun*, op.cit., p.117.

<sup>4</sup> L'Académie chinoise des sciences sociales et Administration des Archives d'État, *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Jing Ji Dang An Zi Liao Xuan Bian, 1953-1957, Zong He Juan*, op.cit., pp.953-954.

communiste en Asie à miner l'influence américaine. Certaines politiques américaines décourèrent le prince Sihanouk, en 1958, par exemple, lors du problème de la frontière entre le Cambodge et le Sud-Vietnam, qui était une question de principe aux yeux du Prince. Washington aurait soutenu la position de Saïgon et ignoré la demande du Prince. En revanche, la position chinoise était très différente. Le gouvernement chinois critiqua l'agression du Sud-Vietnam contre le Cambodge et soutint la lutte de Sihanouk<sup>1</sup>. L'action chinoise a ému le Prince. Il pensait que la Chine pourrait l'aider à résister à la pression américaine. Le prince Sihanouk décida donc finalement d'établir les relations diplomatiques avec la RPC. Le 17 juillet 1958, le gouvernement cambodgien reconnut la Chine populaire<sup>2</sup>.

En 1960, le Traité d'amitié et de non-agression mutuelle était signé entre la RPC et le Royaume du Cambodge, ce qui symbolisait le renforcement de la coopération entre les deux pays. Zhai Qiang pensait que grâce au rôle spécial du Cambodge, le Prince Sihanouk pourrait être présent à plusieurs événements internationaux. Il donnait souvent des enseignements aux Chinois en vue de les aider à prendre des décisions stratégiques, comme par exemple la crise du Laos, le conflit sino-indien, la reconnaissance sino-française, etc. Le Cambodge devint donc un pont qui connectait la Chine au monde<sup>3</sup>.

Avec l'escalade de la guerre du Vietnam depuis 1961, la relation entre le Cambodge et le Sud-Vietnam se détériorait. Les États-Unis soutenaient non seulement de la position du Sud-Vietnam dans le conflit sur la frontière Vietnam-Cambodge, mais assistaient également la force anti-sihanoukiste dans le Sud-Vietnam. Les dirigeants chinois

---

<sup>1</sup> Sous la direction de Pei Jianzhang: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi, 1949-1956*, op.cit., p.50.

<sup>2</sup> Zhai Qiang, *Zhong Jian Te Shu Guan Xi De Xing Cheng(1954-1965)*(L'établissement de la relation spéciale entre la Chine et le Cambodge, 1954-1965), *Southeast Asia Affairs*, 2013, No.1.

<sup>3</sup> Ibid..

s'occuperaient de la situation extérieure du Cambodge. Ils pensaient que la Chine ne devait pas perdre l'administration Sihanouk, qui était très importante pour lutter contre les États-Unis en l'Asie du Sud-est. Le président Mao s'inquiétait que le Prince ne puisse pas se défendre contre l'offensive américaine et s'effondrait finalement<sup>1</sup>. D'après les archives diplomatiques chinoises collectionnées par Zhai Qiang, le 15 février 1963, le président Mao avait dit au Prince qu'il fallait garder son pouvoir militaire dans cette circonstance afin d'éviter un coup d'état<sup>2</sup>. Le gouvernement chinois critiqua fortement la provocation de la Thaïlande et du Sud-Vietnam au Cambodge<sup>3</sup>. Le 28 septembre 1964, Zhou Enlai dit au Prince que concernant la lutte contre l'impérialisme américain, la Chine et le Cambodge étaient dans le même camp. Le Premier Ministre chinois assura également au Prince que si les États-Unis agressaient le Cambodge, la Chine leur déclarerait la guerre. Le gouvernement chinois aidait aussi le prince Sihanouk à établir une plate-forme pour négocier la question de la frontière avec le FNL du Sud-Vietnam<sup>4</sup>.

Avant la crise au Cambodge, grâce à la neutralité du gouvernement royal, le Cambodge était devenu un intermédiaire pour transmettre les points de vue de la Chine au reste du monde. D'après la théorie des « deux zones intermédiaires », grâce au conflit américano-cambodgien, améliorer la relation avec le Cambodge concordait donc avec « l'intérêt révolutionnaire » du PCC. La Chine réussit à rallier le Cambodge au front-uni international anti-américain dirigé par celle-ci. Le Prince renforça sa relation avec le camp communiste

---

<sup>1</sup> Sous la direction de Pei Jianzhang: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1949-1956, op.cit., p.52.

<sup>2</sup> Zhai Qiang, *Zhou Enlai He Zhong Jian He Zuo Guan Xi De Jian Li (1954-1965)*(Zhou Enlai et L'établissement de la relation khmer-chinoise, 1954-1965), Academic Journal of Nankai University Philosophy, Literature and Social Science Edition, 2014, No.1.

<sup>3</sup> Sous la direction de Pei Jianzhang: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1949-1956, op.cit., p.52.

<sup>4</sup> Zhai Qiang, *Zhou Enlai He Zhong Jian He Zuo Guan Xi De Jian Li (1954-1965)*(Zhou Enlai et L'établissement de la relation khmer-chinoise, 1954-1965), Academic Journal of Nankai University Philosophy, Literature and Social Science Edition, 2014, No.1.

sous l'assistance de la Chine. La RDVN pouvait transporter des ravitaillements et des soldats au Sud Vietnam travers le territoire cambodgien. La relation sino-cambodgienne laissait la Chine percer la ligne de blocus créée par les États-Unis pour contenir le développement du PCC en Asie du sud-est. La Chine consolida également son influence dans la région indochinoise. La neutralité du Cambodge devint finalement « une neutralité révolutionnaire ».

Côté français, après la conférence de Genève de 1954, il y avait une mission militaire française au Cambodge pour former l'armée cambodgienne. Bien que le gouvernement royal accepte l'assistance militaire et économique des États-Unis, le prince Sihanouk essayait de garder l'équilibre entre Washington et Paris, et de maintenir l'influence française au Cambodge. Après avoir décidé un retour dans région indochinoise au début de l'année 1960, le général de Gaulle voulait un rapprochement avec le Cambodge. Il admettait la politique de la neutralité du Prince. Le Prince voulait également le soutien de la France, un des grands pays qui signa les accords de Genève de 1954 pour obtenir un garanti international sur la neutralité du Cambodge afin de résoudre la question frontalière avec le Sud-Vietnam et le Thaïlande. Dans la déclaration du 20 novembre 1963, le prince Sihanouk indiqua qu'aucun gouvernement n'avait fait autant que le gouvernement français pour comprendre sa politique de neutralité en l'Asie du Sud-est. « Si la France le veut, elle peut aider le Cambodge à se maintenir dans une stricte neutralité »<sup>1</sup>.

En fait, au départ de 1962, le Prince commença à proposer au Général la réunion d'une conférence internationale en vue de reconnaître la neutralité et l'intégralité territoriale du Cambodge, bien que ses consultations diplomatiques avait fait apparaitre les difficultés

---

<sup>1</sup> Télégramme, n° 823/826,T212, *DDF*, 1963, Tome II, op.cit., p.547.

d'une telle réunion<sup>1</sup>. Le 22 avril 1964, la nouvelle initiative de réunion d'une conférence internationale au sujet du Laos, du Cambodge et du Vietnam était proposée par le Prince dans sa lettre au général de Gaulle<sup>2</sup>. Bien que le Quai d'Orsay pense qu'il était impossible de le faire, dans sa lettre au Prince, le général de Gaulle avait écrit : « La France, moins que toute autre puissance, pourrait faire objection à une telle proposition »<sup>3</sup>. Au cours de leur entretien, deux chefs d'État sont parvenus à un consensus : la réunion de la conférence de quatorze, sans ingérence de l'ONU, était le seul moyen de résoudre les problèmes indochinois<sup>4</sup>. En outre, lors de cet entretien, le général de Gaulle échangea également son point de vue concernant l'aide militaire au Cambodge avec le Prince.

Le Royaume khmer jouait un rôle important dans le retour de la France en Asie. D'après les accords de Genève de 1954, l'influence française était progressivement minée par la Chine et les États-Unis. La politique de neutralité du Cambodge aidait la France à maintenir son impact en Indochine. Le consensus sur le problème indochinois réalisa le rapprochement entre les deux pays. Le Prince voulait le soutien de la France pour obtenir la neutralité et intégralité territoriale de son royaume avant l'ingérence des États-Unis. La dégradation de la situation au Vietnam enfouça les relations franco-cambodgiennes jusqu'au coup d'état le 18 mars 1970.

## **7.2 La réaction sino-française sur le coup d'État au Cambodge**

---

<sup>1</sup> Neutralisation du Cambodge, N218, *DDF*, 1963, Tome II, op.cit., pp.559-560.

<sup>2</sup> Nouveau message du prince Sihanouk au sujet d'une conférence sur la neutralité des pays d'Indochine, N190, *DDF*, 1964, Tome I, Peter Lang, 2002, pp.436-438.

<sup>3</sup> Lettre du général de Gaulle au Prince Sihanouk, L207, *DDF*, 1964, Tome I, op.cit., pp.474-475.

<sup>4</sup> Entretien franco-cambodgien, le 25 juin 1964, de 10h à 11h30 à l'Élysée, CR277, *DDF*, 1964, Tome I, Peter op.cit., pp.643-645.

Bien que la politique de neutralité du prince Sihanouk soit soutenue par la Chine et la France, et bien que le PCC fournisse une grande assistance économique pour éviter que l'administration du Prince ne s'effondre, le chef d'État s'était fait plusieurs d'ennemis intérieurs depuis 1956. Il s'est attiré de sérieuses inimitiés dans les milieux de droite qui lui reprochent d'avoir ruiné le pays par sa politique économique, et de l'avoir vendu aux Vietnamiens et au camp communiste. Le général Lon Nol, président du conseil, homme de chauvinisme, « un ami intime » du Prince aux yeux des Chinois, désapprouvait profondément le rapprochement avec le communisme vietnamien et avec le camp socialiste. Le prince Sirik Matak, qui exerçait une influence certaine dans le Royaume, détestait le prince Sihanouk et désapprouvait également sa politique. En fait, les deux hauts dirigeants étaient très liés depuis longtemps et les autres ministres s'étaient unis autour d'eux. Bien que les adversaires du prince Sihanouk ne représentent qu'une minorité, ils étaient importants par leur qualité. Le fossé entre les deux hommes et le chef de l'état devint si profond qu'un accommodement devint presque inconcevable<sup>1</sup>.

Le 6 janvier, le palais royal annonça le départ du Prince pour la France où il poursuivrait son traitement médical annuel. En outre, Il espérait renverser la situation vis-à-vis de Sirik Matak et de Lon Nol en profitant de son séjour à l'étranger pour demander à la Chine et à l'URSS de faire pression sur leur allié vietnamien et l'obliger à réduire son implantation au Cambodge<sup>2</sup>. A cause de l'absence du Prince, Sirik Matak et ses partisans avaient une occasion de s'opposer fermement à l'occupation vietnamienne des zones frontalières et à la politique sihanoukiste<sup>3</sup>. Le 8 mars, des manifestations antivietnamiennes furent lancées dans les provinces du sud-est, proches de la frontière. Le 11 mars, l'escalade se poursuivait.

---

<sup>1</sup> AMAE, 117QO/131, Essai d'analyse de la situation politique au Cambodge, le 18 mars 1970.

<sup>2</sup> AMAE, 117QO/308, Entrevue avec le prince Sihanouk.

<sup>3</sup> David Porter Chandler, *The Tragedy of Cambodian History: Politics, War, and Revolution Since 1945*, New Haven: Yale University Press, 1993, p. 192.

Les Ambassades du gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du Sud et de la RDVN furent ravagées par une foule en colère. A la suite, Lon Nol donna 3 jours aux troupes vietnamiennes communistes qui présentaient au Cambodge pour quitter le territoire. C'était véritable ultimatum, totalement irréaliste, qui mit Sihanouk dans une rage folle aux yeux des Français<sup>1</sup>. Le gouvernement chinois s'inquiétait de la situation du Cambodge. Le 14 mars, Zhou Enlai dit à l'Ambassadeur du Cambodge en Chine que le PCC continuerait à soutenir la politique de neutralité de Sihanouk. « On doit prendre des mesures pour protéger le Prince » dit Zhou<sup>2</sup>.

A Paris, Sihanouk affirmait que ces manifestations découlaient d'un complot visant à « jeter notre pays dans les bras d'une puissance impérialiste capitaliste »<sup>3</sup>. Interrogé par le *New York Times*, il répondit que les communistes devaient maintenant choisir entre respecter la neutralité du Cambodge ou voir un gouvernement pro américain s'installer à Phnom Penh<sup>4</sup>. Il semble que le Prince souhaite d'utiliser ses bonnes relations avec les dirigeants soviétiques et chinois pour obtenir qu'ils fassent pression sur les Vietnamiens. Il décida finalement de passer par Moscou et Pékin pour discuter avec les Russes et les Chinois. Cependant, la situation intérieure cambodgienne s'était rapidement aggravée.

Ni les Français, ni les Chinois ne pourraient prévoir le coup d'état dirigée par Lon Nol. Le 18 mars 1970, le prince Sihanouk fut déposé à la suite d'un vote des deux Assemblées (Assemblée Nationale et Conseil du Royaume). A ce moment-là, le Prince était à Moscou. Le 19 mars, l'Ambassadeur du Cambodge informa au Quai d'Orsay « le gouvernement

---

<sup>1</sup> « Le gouvernement ordonne aux troupes du FNL de quitter le territoire avant dimanche », *Le Monde*, le 14 mars 1970.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p. 354.

<sup>3</sup> Norodom Sihanouk, « Des personnalités ont voulu jeter notre pays dans les bras d'une puissance impérialiste », *Le Monde*, le 13 mars 1970.

<sup>4</sup> David Porter Chandler, *The Tragedy of Cambodian History: Politics, War, and Revolution Since 1945*, op.cit., pp. 194-195.

royal du Cambodge donne l'assurance au Gouvernement français qu'aucun changement ne sera apporté à la politique d'indépendance, de paix, de stricte neutralité et d'intégrité territoriale du Cambodge ». Cependant, les Français s'inquiétaient de la situation. « Une orientation nouvelle présenterait de graves dangers au moment où d'autres signes d'escalade apparaissent dans la région » indiqua une note du Quai d'Orsay<sup>1</sup>. Le ministère des Affaires étrangères français demanda l'Ambassade de France au Cambodge si le problème de la reconnaissance de la nouvelle situation s'est créé ne se posait pas pour la France<sup>2</sup>. Le même jour, le prince Sihanouk et son entourage arrivèrent à Pékin. Zhou Enlai et Li Xiannian les accueillirent à l'aéroport. Zhou lui dit qu'il valait mieux que le Prince s'installe en Chine. Sihanouk était d'accord<sup>3</sup>.

Les positions de la France et de la Chine concernant le coup d'état montraient une certaine prudence. Côté français, le Quai d'Orsay pensait que la politique de neutralité sihanoukiste avait réussi à maintenir le Cambodge dans un relatif équilibre et à limiter la contagion de la guerre du Vietnam. Si cet équilibre était rompu, la guerre serait étendue et prolongée. Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères, dit à Manac'h, ambassadeur de France en Chine, qu'il était indispensable de faire part à Pékin des préoccupations de Paris, et d'obtenir sa position sur ce problème<sup>4</sup>. Le projet de déclaration pour le 23 mars 1970 présentait l'attitude française : en ce qui concerne la reconnaissance du nouveau régime, cette question de la situation nouvelle au Cambodge ne se posait pas. Après la citation de la déclaration de Phnom Penh du général de Gaulle en 1968, ce projet concluait : « Le gouvernement français est, plus que jamais, convaincu que la politique de neutralité demeure la seule qui puisse assurer l'indépendance nationale du Cambodge et

---

<sup>1</sup> AMAE, 117QO/307, Note, le 19 mars 1970.

<sup>2</sup> AMAE, 117QO/307, Télégramme adressé à Phnom Penh 139, le 19 mars 1970.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p. 356.

<sup>4</sup> AMAE, 117QO/131, Télégramme adressé à Pékin, n° 152/156, le 19 mars 1970.

concourir ainsi au rétablissement de la paix dans toute l'Indochine »<sup>1</sup>. La position française pour le nouveau régime de Phnom Penh était ambiguë, mais, maintenir « un Cambodge neutre » était une ligne de base de la politique française.

Côté chinois, bien que dans l'aéroport Zhou Enlai ait dit au Prince que la Chine ne reconnaîtrait pas le nouveau régime, le 19 mars, le Premier Ministre chinois dirigea une conférence du bureau politique du PCC pour discuter de ce problème<sup>2</sup>. Le 20 mars, Zhou Enlai rendit compte de cette conférence au président Mao. Il dit que le Prince avait demandé de radiodiffuser des informations pour les Cambodgiens en tant que chef d'État, et de recevoir des journalistes étrangers pour diffuser ses déclarations afin de sonder l'opinion mondiale. Sihanouk demanda également de rester en Chine ou en URSS en vue de diriger la lutte contre Lon Nol et Sirik Matak<sup>3</sup>. Zhou dit que le bureau politique se proposait de satisfaire les demandes du Prince<sup>4</sup>. Cependant, Zhou s'inquiéta que cette décision ne provoque une tension entre Pékin et Phnom Penh. Mao Zedong décida finalement de soutenir le Prince<sup>5</sup>. En même temps, les Chinois sollicitaient des avis de Hanoi sur cette question<sup>6</sup>. Les Chinois montrèrent également leurs préoccupations concernant la situation cambodgienne devant les Français, et soulignèrent que le complot pour miner la relation amicale sino-cambodgienne échouerait d'après la dépêche du 16 mars de l'agence Xin Hua<sup>7</sup>. Entre le 18 et le 20 mars, il n'y eut aucun article concernant le

---

<sup>1</sup> AMAE, 117QO/307, Projet de déclaration à faire par le porte-parole du département le lundi 23 mars 1970, le 20 mars 1970.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p. 356.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., p.286.

<sup>4</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p. 356.

<sup>5</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., p.286.

<sup>6</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p. 356.

<sup>7</sup> AMAE, 117QO/131, Relations sino-cambodgiennes, le 19 mars 1970.

coup d'état cambodgien dans *le Quotidien du Peuple*. Jusqu'au 20 mars, où un rapport intitulé « le prince Sihanouk, chef d'état du Cambodge, est arrivé à Pékin »<sup>1</sup>.

Après le 20 mars, pour résoudre le problème cambodgien et rétablir la paix dans cette région, la France et la Chine choisirent entre deux voies incompatibles. La France voulait maintenir son influence au Cambodge et limiter la guerre du Vietnam, elle espérait donc que la politique de neutralité fondée par le prince Sihanouk pourrait continuer. Le gouvernement français préférait une solution politique, comme sa position sur le problème vietnamien, par une conférence internationale. Après une prudence provisoire, la Chine décida de soutenir le prince Sihanouk avec la force pour renforcer son influence dans les affaires révolutionnaires indochinoises. Le PCC espérait une combinaison entre la force communiste et la force sihanoukiste en vue de concurrencer l'URSS et de limiter l'ambition vietnamienne dans la région indochinoise. Il opta pour une solution militaire en luttant contre « la force réactionnaire » jusqu'au bout.

Zhou Enlai organisa trois réunions avec le prince Sihanouk en vue de connaître la situation khmère et indochinoise. Après avoir compris l'ambition du Prince contre les États-Unis, Zhou proposa de réunir une conférence des forces communistes indochinoises pour établir un front uni. Zhou invita Pham Van Dong à venir en Chine pour commencer une discussion ensemble<sup>2</sup>. Entre le 21 et 24 mars, au cours de l'entretien entre Zhou Enlai, Pham Van Dong et Sihanouk, le Prince proposa d'élaborer un communiqué anti-américain du « Quatuor de l'Indochine » (la RDVN, la GRP, le Cambodge et le Laos) après la conférence proposée par Zhou, Dong et les Khmères Rouges approuvaient cette

---

<sup>1</sup> *Jian Pu Zhai Guo Jia Yuan Shou Xi Ha Nu Ke Dao Jing* (Le prince Sihanouk, chef d'état du Cambodge, est arrivé à Pékin), *Le Quotidien du Peuple*, le 20 mars 1970.

<sup>2</sup> Sous la direction de Wang Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi, 1970-1978* (L'histoire diplomatique de la Chine populaire, 1970-1978), Pékin: World Affairs Press, 1999, p.72

proposition. Dong dit à Zhou qu'il rendrait compte des informations au Bureau politique du Parti des travailleurs et accepta de réunir la conférence à Guangzhou ou à Nanning en Chine<sup>1</sup>. Avec l'appui de la Chine, le 23 mars 1970, le prince Sihanouk exposa ses cinq points pour fonder un gouvernement d'union nationale, une assemblée consultative et l'armée nationale de libération. Ces trois organisations s'uniront en vue de former « Front Uni National du Kampuchéa » (FUNK) pour lutter contre l'ennemi impérialiste et pour la libération<sup>2</sup>. En fait, la constitution de l'armée nationale de libération était une idée du PCC. Aux yeux des Chinois, bien que le prince Sihanouk ait une grande réputation internationale, il n'avait pas de force militaire. Zhou Enlai souligna plusieurs fois qu'il fallait lutter contre les États-Unis avec des moyens militaires, et il était donc important de posséder une armée. A ce moment-là, la seule force militaire que le Prince pouvait rassembler était composée des Khmers rouges. Le PCC jouait un rôle intermédiaire pour persuader les deux parties de croire que leur plus grand ennemi était les États-Unis et, d'enterrer leurs haches de guerre pour s'unir. Sihanouk indiqua finalement que pour l'indépendance et la libération de son pays, il voulait coopérer avec les communistes au combat contre « l'impérialisme américain »<sup>3</sup>. Le 25 mars 1970, le président Mao approuva le projet de réunion d'une conférence concernant le problème indochinois en Chine après avoir vu le rendre compte de Zhou<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., pp.357-358; CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., p.287.

<sup>2</sup> *Jian Pu Zhai Guo Jia Yuan Shou Xi Ha Nu Ke Qin Wang Fa Biao Gao Tong Bao Shu De Zhuang Yan Sheng Ming Hao Zhao Ai Guo De Jian Pu Zhai Ren Da Dao Mai Guo Zei Gan Zou Mei Di* (Le prince Sihanouk, chef d'état du Cambodge publie le message aux compatriotes khmers en vue de les appeler à combattre contre les traîtres et l'impérialisme américain), *Le Quotidien du Peuple*, le 25 mars 1970.

<sup>3</sup> Sous la direction de Wang Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1970-1978, op.cit., p.72.

<sup>4</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., pp.357-358; CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., p.287.

En même temps, Lon Nol voulait obtenir le soutien de la France pour stabiliser la situation et consolider son autorité. Il manifestait ses efforts pour sauvegarder la neutralité. La note verbale adressée à l'Ambassade de France au Cambodge réaffirma donc qu'il n'avait aucun changement dans la constitution du Royaume<sup>1</sup>. Dans sa déclaration du 21 mars 1970, il proclama que le gouvernement cambodgien n'adhérerait à aucun pacte militaire ou à aucun bloc idéologique en vue de continuer sa politique de neutralité<sup>2</sup>. Le 22 mars, l'administration de Lon Nol demanda l'appui du gouvernement français à l'initiative de la réactivation de la commission internationale de surveillance et de contrôle (CIC) au Cambodge pour mettre fin à l'occupation du territoire cambodgien par la force communiste vietnamienne<sup>3</sup>. Au cours de l'entretien entre Lon Nol et le commandant de la mission militaire française au Cambodge, Lon Nol indiqua que le rapprochement de Sihanouk avec la force communiste était une trahison. En ce que concerne la situation internationale, il souhait que le gouvernement français fasse publiquement connaître son approbation de la politique de neutralité du gouvernement khmer et son appui à la réactivation de la CIC. Lon Nol espérait également que la France pourrait persuader les délégués de la RDVN et du GRP à la conférence de Paris pour rechercher une solution acceptable entre eux<sup>4</sup>.

Il semble que le stress de la situation militaire força Lon Nol à chercher une solution politique avec la force communiste. D'après les renseignements du ministère de la Défense français, l'abandon de la politique de tolérance envers le Viêt-Cong pourrait déclencher une guerre entre des Cambodgiens et des Vietnamiens. Cependant, les forces cambodgiennes pourraient difficilement lutter à la fois contre les guérilleros et contre les

---

<sup>1</sup> AMAE, 117QO/131, Note verbale adressée à l'ambassade de France au Cambodge, le 21 mars 1970.

<sup>2</sup> AMAE, 117QO/131, Déclaration du lieutenant-général Lon Nol, président du conseil des ministres, à l'adresse de la nation, le 21 mars 1970.

<sup>3</sup> AMAE, 117QO/307, Télégramme de Phnom Penh, NR 509/513, le 26 mars 1970.

<sup>4</sup> AMAE, 117QO/307, Entretien du général Vieil avec le général Lon Nol, le 25 mars 1970.

forces vietnamiennes sur toute la longueur de la frontière. Les Français pensaient que dans ces circonstances, les Khmers pourraient demander finalement une aide matérielle militaire étrangère et l'intervention de troupes étrangères<sup>1</sup>. Bien que le gouvernement khmer n'appelle pas les États-Unis et coopère militairement avec le Sud-Vietnam à ce moment-là, une aggravation de la situation risquerait de provoquer une intervention américaine, aux yeux des Français<sup>2</sup>. La France s'inquiétait de la dégradation de la situation, et elle répondit rapidement à la demande de Lon Nol d'exercer une influence.

Le 25 mars 1970, Louis Dauge, ambassadeur de France au Cambodge, dit à Yzm Sambaur, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Lon Nol que la France était favorable à l'initiative cambodgienne concernant la réactivation de la CIC. Le Ministre a chaleureusement remercié le soutien français. Il pensait que la réactivation de la CIC donnerait à leur geste la valeur d'un gage de leur volonté de neutralité et de leurs intentions pacifiques<sup>3</sup>. Paris pensait qu'il convenait de réactiver le plus vite possible la CIC. Elle exercerait donc une action modératrice à Hanoi. La France sondait la position soviétique à ce sujet afin d'éviter que l'aggravation de la situation ne soit de nature à servir les desseins de Pékin<sup>4</sup>. En fait, la réactivation de la CIC était un travail qui prenait beaucoup de temps. Comme la position du Canada, Moscou pensait que la CIC était peu efficace et était paralysée par ses désaccords internes<sup>5</sup>. Le gouvernement de Lon Nol se montrait impatient devant la lenteur avec laquelle se mettait en marche le processus. Dans l'entretien avec Louis Dauge le 29 mars 1970, Sambaur proposa un plan B : la demande d'une intervention des Nations unies. Sambaur voulait une sous-mission d'enquête organisée par le conseil de sécurité pour lancer une enquête sur la situation cambodgienne. Il espérait que le

---

<sup>1</sup> AMAE, 117QO/131, Bulletin particulier de renseignement n° 10.299, la situation du Cambodge.

<sup>2</sup> AMAE, 117QO/307, Télégramme circulaire, n° 125, le 29 mars 1970.

<sup>3</sup> AMAE, 117QO/307, Télégramme de Phnom Penh, NR 509/513, le 26 mars 1970.

<sup>4</sup> AMAE, 117QO/307, Télégramme circulaire, n° 125, le 29 mars 1970.

<sup>5</sup> AMAE, 117QO/307, Compte-rendu de la conversation entre M. Schumann et M. Sharp, le 3 avril 1970.

gouvernement français accepterait de l'assister et de le conseiller. Dauge pensait que le plan de Sambaur n'était pas un bon choix, parce qu'en 1959, la motion concernant le problème laotien avait été repoussée par le vote négatif de l'URSS. Bien que l'Ambassade de France ne pense que l'idée de Sambaur avait un inconvénient, pour éviter l'intervention américaine, il suggéra au ministère d'aider le gouvernement de Lon Nol à présenter cette idée en vue d'inciter l'URSS à acquiescer la réaction de la CIC<sup>1</sup>.

### **7.3 La divergence franco-chinoise sur la crise au Cambodge**

Comme pour son attitude sur le problème vietnamien, en ce qui concerne la question cambodgienne, le gouvernement français ne croyait également pas utile de faire appel au Conseil de sécurité, parce que la Chine et le Nord-Vietnam étaient absentes de l'ONU. Le Quai d'Orsay pensait qu'il convenait de ne pas donner le sentiment aux Cambodgiens que les Français étaient disposés à soutenir une éventuelle requête de Phnom Penh en vue d'une intervention active de l'ONU au Cambodge<sup>2</sup>. L'Élysée préférait donc que les pourparlers qui débordaient le cadre de la CIC, aboutissent, dans l'immédiat, soit à une nouvelle conférence internationale, soit à l'élargissement de la conférence de Paris<sup>3</sup>. Le 1<sup>er</sup> avril 1970, le gouvernement français exprima une déclaration concernant la situation indochinoise. Dans cette déclaration, il indiqua que la France voulait voir le Cambodge maintenir son statut de neutralité. Il souligna également que l'extension de la guerre ne pourrait être évitée que par la négociation entre toutes les parties intéressées en vue d'établir en Indochine une zone de neutralité et de paix. « Le gouvernement français est disposé, quant à lui, à apporter sa contribution active à cette entreprise » conclut la

---

<sup>1</sup> AMAE, 117QO/307, Télégramme, NR 573/78, le 29 mars 1970 ; Télégramme, NR 586/87, le 29 mars 1970.

<sup>2</sup> AMAE, 117QO/131, Télégramme, n° 392/93, le 1<sup>er</sup> avril 1970.

<sup>3</sup> AMAE, 117QO/307, Compte-rendu de la conversation entre M. Schumann et M. Sharp, le 3 avril, 1970.

déclaration<sup>1</sup>. Cette proposition française s'est heurtée aux réticences du gouvernement cambodgien qui n'envisageait pas pour le moment de participer à une conférence où le FUNK du prince Sihanouk pourrait être représenté<sup>2</sup>. Les Cambodgiens pensaient qu'une négociation conduirait à l'isolement diplomatique pour eux, parce que la Chine qui soutenait le FUNK de Sihanouk les pousserait aux concessions. Le 4 avril 1970, bien que Dauge tente de convaincre Sambour de refuser la négociation qui aggraverait son isolement et l'exposerait sur le terrain à une situation plus menaçante, le Ministre des Affaires étrangères montrait encore une position intransigeante<sup>3</sup>. Le prince Sirik Matak dit à Dauge que si l'objectif de la conférence proposée par la France pouvait être réalisé, son gouvernement serait favorable à cette suggestion. En même temps, il n'a pas soulevé la question d'une éventuelle participation du prince Sihanouk<sup>4</sup>. Au cours de son entretien avec l'Ambassadeur de France le 15 avril, Sambaur indiqua que la proposition française ne répondait pas à leurs préoccupations immédiates qui étaient de résister à une agression étrangère et retenait la possibilité d'une participation du prince Sihanouk à une négociation internationale<sup>5</sup>.

En ce qui concerne la force d'appui du PCC, la RDVN présentait également une attitude intransigeante concernant la suggestion française. Le 3 avril 1970, Le Duc Tho dit à Schumann que son gouvernement ne pensait pas que les États-Unis souhaitaient vraiment une solution pacifique. « Tel est le but de la vietnamisation de l'extension de la guerre au Laos et maintenant du coup d'état au Cambodge » indiqua Tho. Il conclut que pour un règlement pacifique, il fallait retirer totalement les forces américaines, et soutenir les 5

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/165, Déclaration gouvernementale du 1<sup>er</sup> avril 1970.

<sup>2</sup> AMAE, 117QO/307, Les relations avec la France, mars et avril 1970.

<sup>3</sup> AMAE, 148QO/165, Télégramme, NR 664/76, déclarations gouvernementales du 1<sup>er</sup> avril, le 4 avril 1970.

<sup>4</sup> AMAE, 148QO/165, Télégramme, NR 700/06, entretien avec le prince Sirik Matak, le 6 avril 1970.

<sup>5</sup> AMAE, 148QO/165, Télégramme, NR 836/38, suggestion française d'une négociation d'ensemble, le 15 avril 1970.

points du prince Sihanouk, et tant que le gouvernement Lon Nol existerait, on ne pourrait pas arriver à une solution pour le problème cambodgien. Le même jour, le Chargé d'affaires de la délégation du GRP s'exprima dans les mêmes termes que Le Duc Tho<sup>1</sup>. Côté chinois, bien que, le 6 avril 1970, le Directeur de l'Europe indique seulement à Manac'h que le gouvernement chinois soutenait la politique de paix et de neutralité poursuivie par le prince Sihanouk<sup>2</sup>, l'article du *Quotidien du Peuple* du 25 avril 1970 critiquait fortement la proposition française soutenue par l'URSS<sup>3</sup>. Il semble que le PCC considérait la France comme rangée aux côtés des États-Unis et des « révisionnistes soviétiques », et que la proposition française entraverait la lutte commune des peuples d'Indochine. En même temps, le prince Sihanouk n'acceptait jamais de participer à des conversations ou à une conférence aux côtés des représentants de l'équipe actuellement au pouvoir à Phnom Penh. Au cours de son entretien avec l'Ambassadeur de France, le 17 avril 1970, le Prince indiqua que la proposition française manquait de réalisme et était inacceptable. Il refusa de siéger en face de Lon Nol<sup>4</sup>. A ce moment-là, la France tomba dans une situation embarrassante. D'une part, non seulement Phnom Penh n'acceptait pas la position française, mais, la Chine et la force anti-américaine dirigée par elle se montraient également intransigeantes. D'autre part, la Chine et le Nord-Vietnam considéraient cette proposition française comme une trahison de la politique du général de Gaulle concernant le problème indochinois, et la critiquaient ouvertement.

En outre, l'évolution interne du Cambodge mina la coopération politique franco-khmère. Le gouvernement français pensait que certaines opérations politiques et militaires

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/165, Télégramme circulaire, n° 134, le 15 avril 1970.

<sup>2</sup> AMAE, 148QO/166, Télégramme, n° 1302/07, démarche au sujet de l'Indochine auprès du Ministère des affaires étrangères, le 15 avril 1970.

<sup>3</sup> *Chuo Chuan Su Xiu Qi Tu Zhao Kai* « *Xin Ri Nei Wa Hui Yi De Ying Mou* » (Il faut percer à jour le complot soviétique concernant la nouvelle conférence de Genève), *Le Quotidien du Peuple*, le 25 avril 1970.

<sup>4</sup> AMAE, 148QO/165, Position des États sur le conflit-déclaration gouvernementale du 1<sup>er</sup> avril 1970, FUNK, le 21 avril 1970.

de l'autorité de Lon Nol se détecteraient la situation. D'une part, Lon Nol se préparait à abolir la monarchie au Cambodge et à proclamer la République, une orientation contraire à la promesse de ce régime aux Français en mars 1970, ce qui provoqua le mécontentement des dirigeants de la V<sup>ème</sup> République. L'Élysée pensait que cette initiative compliquerait une situation déjà forte difficile sur tous les plans. Bien qu'il ne soit pas question de refuser d'admettre un fait de politique intérieure khmère à cause des intérêts au Cambodge, le gouvernement français voulait marquer sa désapprobation en s'abstenant de participer aux cérémonies de l'établissement de la République khmère, et en acceptant pas la nouvelle lettre de créance<sup>1</sup>. D'autre part, en même temps, le conflit khmer-vietnamien frontalier conduit à l'exaspération du sentiment antivietnamien au Cambodge. Le 10 avril, à Prasaut, une centaine de civils vietnamiens étaient massacrés au cours d'une confrontation entre forces du Viêt-Cong et des Khmères<sup>2</sup>, ce qui fournit à la force communiste vietnamienne, khmère et sihanoukiste un prétexte pour prolonger la lutte militaire contre « la clique réactionnaire Lon Nol-Sirik Matak »<sup>3</sup>. Dague pensait que des conseils du gouvernement français ne pourraient pas être écoutés par l'autorité de Phnom Penh. Il souligna dans son télégramme du 13 avril 1970 que le gouvernement de Lon Nol était sensible à l'extrême et qu'une condamnation publique française de son attitude ferait plus de mal que bien<sup>4</sup>.

En fait, la déclaration du 1<sup>er</sup> avril 1970 présentait un conflit entre les gaullistes et le successeur du Général. Aux yeux des gaullistes, la France devait maintenir une politique indépendante vis-à-vis des États-Unis. En revanche, Pompidou ne voulait pas provoquer d'inutiles tensions avec les Américains. Cette déclaration montrait que la France souhaitait

---

<sup>1</sup> AMAE, 117QO/131, Les positions éventuelles en cas de proclamation de la République au Cambodge.

<sup>2</sup> AMAE, 117QO/131, Télégramme, NR 778/85, Incident de Prasaut-exaspération du sentiment antivietnamien, le 13 avril 1970.

<sup>3</sup> AMAE, 117QO/131, Protestation contre le massacre des résidents vietnamiens au Cambodge.

<sup>4</sup> AMAE, 117QO/131, Télégramme, NR 778/85, Incident de Prasaut-exaspération du sentiment antivietnamien, le 13 avril 1970.

rester neutre dans la crise cambodgienne, ce qui était un pas pour abandonner la politique définie dans le discours de Phnom Penh du Général<sup>1</sup>. Cette déclaration ne condamna donc pas le coup d'État contre le Prince. Elle proposa seulement une négociation entre toutes les parties intéressées. Cependant, il semble qu'après l'échec de sa proposition le 1<sup>er</sup> avril 1970, le gouvernement français ne voulait pas perdre la confiance des forces communistes asiatiques en son rôle dans les affaires indochinoises, et gardait un équilibre politique entre Phnom Penh et le FUNK appui par la Chine et la RDVN. Dans la note confidentielle du Quai d'Orsay du 6 avril, les Français commençaient à améliorer de politique. La note proposa de rappeler certains éléments du discours de Phnom Penh de 1966, par exemple, d'accord pour établir et garantir la neutralité des peuples de l'Indochine, et de réaffirmer que la France s'en tenait strictement aux Accords de Genève de 1954. La note proposa aussi de ne pas montrer que la France soutenait en fait Lon Nol et avait prêté la main forte sinon par action du moins par omission à la destitution de Sihanouk<sup>2</sup>. Cependant, il semble que le Quai d'Orsay ait ignoré la suggestion de l'Ambassadeur de France en Cambodge.

Le gouvernement français refusa la demande de « la délégation spéciale » de Phnom Penh qui voulait profiter de son séjour à Paris pour obtenir une assistance en matériel militaire français et faciliter les contacts avec les représentants de la RDVN et du GRP, parce que Hanoi et le GRP accuseraient la France de double jeu<sup>3</sup>. Le Directeur de l'Asie au Quai d'Orsay pensait que Phnom Penh devait comprendre le fondement de l'attitude française. Il indiqua que la France ne voulait pas se mêler des affaires intérieures du Cambodge. Le Directeur de l'Asie souligna que l'origine de la crise se trouvait dans le renversement du prince Sihanouk et dans l'ultimatum lancé aux forces vietnamiennes<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Frédéric Turpin, *Georges Pompidou et la question cambodgienne : continuité et ajustement de l'héritage gaullien (1969-1974)*, Revue d'histoire diplomatique, 2002, n°1.

<sup>2</sup> AMAE, 117QO/165, Note pour le Ministre, le 6 avril 1970.

<sup>3</sup> AMAE, 117QO/307, Venue d'une délégation cambodgienne, le 22 avril 1970.

<sup>4</sup> AMAE, 117QO307, Délégation cambodgienne, le 24 avril 1970.

Concernant cette position française, les Cambodgiens avaient donc l'impression que la France était du côté du prince Sihanouk et leur plus dangereux adversaire en France était Manac'h, ambassadeur de France en Chine<sup>1</sup>. A la suite, le discours de Schumann et la parole de Jean de Broglie du 28 avril 1970 conduisit finalement à la protestation diplomatique de Phnom Penh contre la France. Ce discours indiqua que la politique du prince Sihanouk était sage, parce qu'elle préserverait la paix et la neutralité du Cambodge. Jean de Broglie, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, critiqua Phnom Penh pour avoir demandé des armes aux États-Unis. Il indiqua que cette opération était une trahison de la politique du prince Sihanouk. Le 4 et le 5 mai, deux déclarations du gouvernement de Lon Nol condamnèrent fortement cette position française. Bien que la déclaration du 4 mai 1970 fût rappelée par Phnom Penh, il pensait que la position française était inamicale, partielle et injuste, parce que la politique sihanoukiste consistait à tolérer des Viêt-Cong sur les territoires sud-vietnamien et khmer, au mépris des accords de Genève de 1954 dont la France n'a cessé de réclamer l'application<sup>2</sup>. Les Français étaient choqués. Ils pensaient que les paroles de Schumann et de Broglie exprimaient seulement leur inquiétude quant au maintien de la neutralité cambodgienne, mais pas de condamner la politique de Lon Nol<sup>3</sup>. Le Quai d'Orsay proposa de profiter cet incident de priser que la France ne critiquerait jamais le Cambodge pour appeler à l'aide étrangère, mais elle mit en garde Phnom Penh contre une politique qui risquerait de le détourner de la neutralité. Cependant Schumann décida de ne pas poursuivre la polémique avec Phnom Penh, et de ne pas préparer aucun projet de réponse à ces déclarations khmères<sup>4</sup>. A ce moment-là, la France avait sacrifié sa bonne relation avec les dirigeants de Phnom Penh pour contribuer utilement à une solution négociée qui

---

<sup>1</sup> AMAE, 117QO/307, Cambodge, le 28 avril 1970.

<sup>2</sup> AMAE, 117QO/307, Télégramme, NR1143/45, le 4 mai 1970; Télégramme, NR1146/55, le 4 mai 1970; Télégramme, NR1191/96, le 5 mai 1970.

<sup>3</sup> AMAE, 117QO/307, Télégramme, n° 352/354, le 4 mai 1970.

<sup>4</sup> AMAE, 117QO/307, Note pour le Ministre, le 11 mai 1970.

aux yeux de Dague, poussait la France dans le cycle des mesures de rétorsion, parce que l'attitude des autorités l'obligeaient à alléger progressivement la présence française<sup>1</sup>.

La politique française concernant le Cambodge enfonçait Paris dans une situation embarrassante. D'une part, la France voulait maintenir ses intérêts au Cambodge et sa relation avec la force communiste vietnamienne. La présence française en Indochine était une politique en vue d'éviter de voir son influence économique s'effacer au profit des États-Unis et du Japon<sup>2</sup>. D'autre part, elle voulait également limiter la guerre dans la région indochinoise en vue de maintenir une détente entre deux camps. Aux yeux de Henri Froment-Meurice, la crise cambodgienne marquait le changement de la politique de la France vis-à-vis de l'Asie. « Elle ne doit pas être, comme le général de Gaulle l'avait faite, une politique de grande puissance. Nous n'en avons pas les moyens... Avec la déclaration française du 1<sup>er</sup> avril 1970, une page était tournée, du moins pour moi. Désormais je tenterais de regarder l'Indochine moins comme une ex-terre de notre empire que comme un morceau de l'Asie » écrit-t-il<sup>3</sup>. Cependant, le gouvernement chinois et le Prince n'acceptaient pas que la France maintienne une relation diplomatique avec Phnom Penh. Ils pensaient que la politique de l'administration de Pompidou était une trahison de la politique du général de Gaulle concernant l'Indochine. Ils n'acceptaient également pas la proposition française du 1<sup>er</sup> avril de 1970 pour une solution politique. Bien que la Chine n'empêche pas le contact entre le Prince et les Français, la France ne pouvait pas influencer la décision du Prince. Il semble que la Chine considérait la France comme une intermédiaire pour transmettre la voix du Prince au monde. En fait, Manac'h proposait le gouvernement français d'aider le Prince de reproduire des déclarations du Prince en vue de

---

<sup>1</sup> AMAE, 117QO/307, Avenir des relations franco-cambodgiennes, le 12 mai 1970.

<sup>2</sup> Kenichi Fujisaku, *La politique asiatique de la France après de Gaulle (1969-1972) : une approche multilatérale en rupture avec la politique de grande puissance*, Relations Internationales, 2008/2 (n° 134).

<sup>3</sup> Henri Froment-Meurice, *Vue du Quai : mémoires 1945-1983*, Paris : Fayard, 1998, p. 346.

maintenir une relation avec lui<sup>1</sup>. Bien que Paris n'ait rompu pas sa relation diplomatique avec Phnom Penh, concernant une solution politique, ils avaient des opinions différentes. Phnom Penh ne voulait pas accepter une conférence proposée par la France, à cause de la participation du FUNK. En outre, le gouvernement de Lon Nol n'acceptait pas que la France maintienne une relation avec le Prince à Pékin. Phnom Penh pensait que cette relation était une menace. Finalement, la France maintenait seulement la relation économique et culturelle avec Phnom Penh. La crise de 1970 minait donc l'influence française dans la région indochinoise.

Par rapport à la France, le rôle de la Chine était prédominant dans les affaires révolutionnaires indochinoises. Pékin offrira un « théâtre » au Prince et ce dernier s'y démenait vigoureusement. Pour la crise, le moteur des événements était à la force communiste vietnamienne, mais après avoir reçu le Prince, Pékin, comme un mécanicien discret, avait mis la machine en marche. Les Chinois n'avancèrent qu'avec précaution et maintenaient l'équilibre entre le Prince et les forces communistes vietnamiennes. Lors des conversations à trois, à parti du 21 à 24 mars 1970, entre le Prince, Zhou Enlai et Pham Van Dong, Dong assura au Prince que Hanoi promettait de hâter la libération d'une zone au Cambodge, mais que son gouvernement respectait l'indépendance, l'intégrité territoriale et le régime khmère. Par la suite, Zhou Enlai ajouta que la Chine ne laisserait pas le Vietnam avaler le Cambodge<sup>2</sup>. Le 13, 17 et 18 avril 1970, les Chinois échangèrent leurs points de vue avec les Vietnamiens, les Laotiens et le prince Sihanouk pour préparer une conférence du Quatuor. Ils décidèrent de tenir cette conférence à Guangzhou, la capitale de la province de Guangdong<sup>3</sup>. D'après l'information transmise aux Français par

---

<sup>1</sup> AMAE, 117QO/308, Message du prince Sihanouk à la presse française, le 15 avril 1970; Citation du message du prince Sihanouk, le 15 avril 1970.

<sup>2</sup> AMAE, 117QO/153, Télégramme, n° 1194/99, le 1<sup>er</sup> avril 1970.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., pp. 292-293.

le Prince, les Chinois y participeraient en tant que « témoins ». La formation du « Front indochinois » donnerait lieu à la publication d'un communiqué auquel la Chine manifesterait immédiatement son appui<sup>1</sup>. Le 22 et 23 avril 1970, Zhou Enlai rendait compte des préparatifs de la conférence et soumit un projet de la déclaration de la Chine à cette conférence<sup>2</sup>. En ce qui concerne les rapports de Zhou, le 23 avril, le président Mao écrit un commentaire officiel : « Pour ce faire »<sup>3</sup>.

Le 24 avril, la conférence au sommet des peuples indochinois s'ouvrit. Cette conférence symbolisait que le Prince acceptait la politique révolutionnaire chinoise concernant les problèmes indochinois. Il y avait une impression que les leaders du front uni indochinois étaient les Chinois et le président Mao. Lors du banquet offert par le Premier Ministre chinois, Sihanouk indiqua que la conférence symbolisa le soutien total de la Chine aux trois peuples de l'Indochine. Il cita plusieurs fois la théorie révolutionnaire du président Mao pour présenter que la lutte des trois peuples indochinois allait toujours dans la voie indiquée par le PCC<sup>4</sup>. Au cours de la conférence, le Prince s'autocritiqua en disant qu'il avait cru la possibilité d'une coexistence pacifique avec l'impérialisme américain. Il indiqua qu'il ne fallait pas espérer éloigner le danger par la diplomatie, les négociations ou même la neutralité. Seule la lutte armée pourrait donc annihiler ce danger<sup>5</sup>. Entre le 25 et 26 avril 1970, Zhou Enlai participait à certains entretiens avec le Prince et les dirigeants des forces communistes indochinoises. Il souligna que la Chine soutiendrait le communiqué commun de cette conférence. Zhou indiqua que les Chinois, les

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/830, Télégramme, n° 1522/24, le 16 avril 1970.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., pp. 361-363.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., p.293.

<sup>4</sup> *Zai Zhou Zong Li Wei Qing He Yin Du Zhi Na Ren Min Zui Gao Hui Yi Cheng Gong Ju Xing De Yan Hui Shang Xi Ha Nu Ke Qin Wang De Jiang Hua* (Discours du Prince Sihanouk lors du banquet pour l'ouverture de la conférence au sommet des peuples indochinois offert par M. Zhou Enlai), *Le Quotidien du Peuple*, le 3 mai 1970.

<sup>5</sup> AMAE, 117QO/153, Les paroles du Prince Sihanouk, p.29.

Cambodgiens, les Laotiens et les Vietnamiens devaient s'unir, combattre ensemble et remporter ensemble la victoire dans la lutte contre « l'impérialisme américain et ses laquais »<sup>1</sup>. Grâce à cette conférence, le Prince gagnait l'appui de Hanoi et Pékin, mais il perdait l'espoir du retour à la neutralité.

Le 28 avril 1970, le communiqué commun élaboré par le Prince était publié. L'ensemble du document était dirigé contre les États-Unis et leurs laquais. Il comportait un jugement sévère à l'égard de la politique américaine et de Phnom Penh. Il critiqua l'abus de langage de l'ONU ou d'une quelconque organisation ou conférence internationale pour légitimer le pouvoir illégal des réactionnaires de Lon Nol. Le communiqué souligna que le retrait rapide et total des troupes américaines était un préalable absolu pour la paix et que la région indochinoise devait devenir une véritable zone d'indépendance et de paix dans la solidarité de ses parties et composantes, mais aussi dans le respect mutuel des pays qui la composent<sup>2</sup>. Comme prévu, le même jour, *le Quotidien du Peuple* publia la déclaration gouvernementale chinoise qui exprima le soutien absolu à la lutte de trois peuples indochinois et critiqua fortement la politique de Nixon. La déclaration souligna que le front uni indochinois était invincible et pourrait vaincre finalement « l'agresseur américain »<sup>3</sup>.

L'impact du PCC et la menace américaine hâtaient le processus de l'unification du prince Sihanouk et les forces communistes indochinoise. Le PCC profitait de cette conférence pour en tirer « le maximum d'avantages révolutionnaires ». D'un part, il limitait l'influence de l'URSS, qui était d'accord avec une solution pacifique proposée par la France, sur le problème indochinois. D'autre part, le président Mao devint le leader spirituel de la lutte

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., pp. 364-365.

<sup>2</sup> *Yin Du Zhi Na Ren Min Zui Gao Ji Hui Yi Lian He Sheng Ming* (Communiqué commun de la conférence au sommet des peuples indochinois), *Le Quotidien du Peuple*, le 28 avril 1970.

<sup>3</sup> Ibid..

révolutionnaire indochinoise. Le Quatuor s'unira sous l'idée maoïste pour prolonger la guerre. La Chine légitimait également cette guerre contre les États-Unis. Autrement dit, c'était une guerre de la libération nationale portée à l'échelle de la péninsule entière, afin de montrer que la théorie révolutionnaire du PCC était un bon choix pour le peuple du « tiers monde » qui voulait accéder à l'indépendance nationale. Cependant, cette victoire chinoise se fondait sur une concession des trois pays. Le Prince et les forces communistes indochinoises oubliaient provisoirement leurs conflits nationaux, comme par exemple des conflits frontaliers et des conflits idéologiques, en vue de s'unir et de lutter contre les États-Unis. Par prudence de la Chine, le PCC, derrière les peuples directement intéressés, ne voulait pas forcer la main afin d'éviter une guerre directe avec les Américains. Pour la victoire, comme lors de crise au Laos entre 1959 et 1962, la RDVN devait vraiment commander de cette guerre et obtenir des matériels et garanties de la Chine<sup>1</sup>. La concession des trois pays sous l'impact chinois justifiait finalement la présence des troupes vietnamiennes au Laos et au Cambodge, ce qui était une des origines du conflit sino-vietnamien. Lors que les Américains se retiraient de cette région, les anciens conflits entre ces trois pays se dévoilaient encore une fois et plongeaient la région dans une nouvelle guerre.

#### **7.4 Le recommencement des discussions franco-chinoises concernant les problèmes indochinois grâce à la crise du Cambodge**

Au début de la crise au Cambodge, le contact sino-français concernant le problème khmer était rare. Après l'intervention militaire américaine au Cambodge le 30 avril 1970,

---

<sup>1</sup> Feng Yiming, *Between Revolution and Neutrality: Exploring China's Initial Policy toward Laos, with a focus on the preparatory stage of the Second Geneva Conference*, Cold War International History Studies, 2016, No.1.

grâce à certaines visites de hauts fonctionnaires français, Pékin et Paris pouvaient finalement avoir des discussions en profondeur à propos de cette question.

Le 1<sup>er</sup> mai, la Fête des travailleurs, était une fête politique importante pour les Chinois. Le PCC ajouta un nouveau slogan pour la cérémonie de la fête : « Il faut soutenir fermement la déclaration commune de la conférence au sommet des peuples indochinois »<sup>1</sup>. A cause du début de l'intervention militaire américaine au Cambodge déclaré, par le président Nixon le jour d'avant, les hauts dirigeants chinois organisaient des réunions avec le prince Sihanouk pour prendre des contre-mesures le 1<sup>er</sup> mai 1970. Au cours d'un entretien, le président Mao souligna que le régime et le pouvoir se fondaient seulement sur l'armée. Il dit au Prince que la Chine offrirait des armes sans compensation à son armée et qu'il devait conquérir des villages tout d'abord, et conquérir ensuite des villes en unissant les paysans khmers afin de vaincre Lon Nol et les Américains. Mao se plaindra que le Prince ne comprend pas cette stratégie classique révolutionnaire chinoise et voulait qu'il lise certaines monographies des théories communistes. Par la suite, Mao indiqua que le Prince devait se concentrer sur la lutte contre les États-Unis en vue d'obtenir un soutien mondial, et ne devait pas miner l'influence française dans cette région<sup>2</sup>. Il semble que le président Mao voulait encore profiter de l'impact français pour immobiliser les Américains sur la scène internationale. Pendant l'entretien avec Zhou Enlai, le Prince demanda d'élaborer une déclaration pour condamner l'intervention américaine et accélérer la procédure afin d'établir un nouveau régime sous le FUNK<sup>3</sup>. Le 3 mai 1970, le prince Sihanouk soumit sa déclaration au PCC et lui demanda de l'aider à la transmettre aux journalistes étrangers. Le ministère des Affaires étrangères proposa de publier une

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p. 364.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., pp.295-296.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., pp. 364-365.

déclaration du gouvernement chinois concernant la position chinoise sur l'intervention américaine, et de se préparer à reconnaître le nouveau régime du Prince ainsi que de retirer des personnels de l'Ambassade de Chine de Phnom Penh. Le président Mao approuva ce projet<sup>1</sup>.

La proclamation du gouvernement royal d'union nationale (GRUN) le 5 mai 1970, marqua l'apparition des « deux Cambodge », bien que Lon Nol ne pense que le régime de Phnom Penh était le seul gouvernement légitime khmer. Zhou Enlai annonça rapidement la reconnaissance formelle dans une lettre adressée au prince Sihanouk en tant que chef de l'État et président du FUNK, et à Penn Nouth, président du GRUN. Zhou dit au Prince que la Chine populaire rompait officiellement la relation diplomatique avec Phnom Penh et retirait l'Ambassade de Chine<sup>2</sup>. Dans la conférence de presse du même jour, le Prince indiqua que son gouvernement recevrait une aide matérielle et une instruction militaire pour un combat long et violent contre Lon Nol et les Américains. Bien qu'il y ait certaines allusions au « colonialisme français » au cours de l'allocution, le Prince dit que le président Mao et le général de Gaulle étaient les personnalités pour lesquelles il avait la plus grande admiration. Il fit une bonne place à la France en citant des propos du président Pompidou<sup>3</sup>. Il semble que ce soit une allusion au rôle important accordée par le PCC à la France dans le problème indochinois.

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., pp.296-297; CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., pp. 364-365.

<sup>2</sup> *Jian Pu Zhai Min Zu Tong Yi Zhen Xian Ling Dao Xia De Wang Guo Min Zu Tuan Jie Zheng Fu Sheng Ming* (Proclamation du gouvernement royal d'union nationale), *Le Quotidien du Peuple*, le 6 mai 1970; CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p.365.

<sup>3</sup> *Jian Pu Zhai Guo Jia yuan Shou, Jian Pu Zhai Min Zu Tong Yi Zhen Xian Zhu Xi Xi Ha Nu Ke Qin Wang Zai Bei Jing Ju Xing Zhong Wai Ji Zhe Zhao Dai Hui* (Le prince Sihanouk, chef d'état et président du FUNK, prononce l'établissement du GRUN lors de la conférence de presse à Pékin), *Le Quotidien du peuple*, le 6 mai 1970 ; AMAE, 117QO/153 Conférence de presse du prince Sihanouk, le 5 mai 1970.

Le même jour, le gouvernement français organisa également une conférence de presse. En ce qui concerne la situation indochinoise, les Français pensaient que la France n'était pas entraînée dans cette guerre et essayait de maintenir les relations avec deux parties khmères. Jean de Lipkowski, premier ministre, précisa : « Nous n'avons procédé, depuis les événements du 19 mars, à aucune livraison d'armes de munitions au Cambodge dans le cadre de notre assistance militaire bilatérale ». Il souligna qu'il n'existait pas de solution militaire au problème khmer et la paix ne pouvait revenir dans la péninsule indochinoise qu'au moyen d'une négociation<sup>1</sup>. Dans un rapport confidentiel soumis par l'Ambassade de France au Cambodge, le 12 mars, Dauge pensait qu'il existait un phénomène de bipolarisation en Asie du Sud-est. D'un côté, c'était la Chine et ses alliances. De l'autre côté c'était les États-Unis et les leurs. Le gouvernement de Phnom Penh et le Prince ne pourrait pas échapper au choix de leurs alliances dans cette circonstance. Dauge indiqua que la France devait refuser les hégémonies sino-américaines et ces coalitions, mais qu'elle ne pouvait pas se désintéresser d'une région à laquelle tant de liens l'attachent. « Elle doit donc rester présente pour pouvoir pratiquer une « neutralité active » écrit le rapport<sup>2</sup>. D'une part, pour protéger les intérêts moraux et matériels français, le gouvernement français était en faveur du maintien des relations diplomatiques avec Phnom-Penh. D'autre part, pour montrer le rôle français dans les affaires indochinoises, le gouvernement français maintenait également sa relation avec le prince Sihanouk et s'opposait à l'intervention américaine au Cambodge. Aux yeux des Français, il fallait créer un Sud-Vietnam indépendant en vue de permettre finalement « un retrait honorable » des États-Unis du Cambodge et de toute la région indochinoise<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> AMAE, 117QO/307, Question orale d'actualité, le 5 mai 1970.

<sup>2</sup> AMAE, 117QO/307, Avenir des relations franco-cambodgiennes, le 12 mai 1970.

<sup>3</sup> AMAE, 117QO/307, Entretien Poro-Schumann, le 20 mai 1970.

Bien que la Chine ne montre pas sa neutralité concernant les affaires khmères, sa position concernant l'invasion américaine au Cambodge était proche de celle des Français. Cependant, le gouvernement chinois préférait une lutte militaire pour forcer les Américains à se retirer. Le 11 mai 1970, le président Mao dit à Le Duan que les Indochinois devaient se préparer à prolonger la guerre. Il indiqua que les États-Unis avaient peur des Vietnamiens et du prince Sihanouk et ne pourraient pas continuer leur invasion<sup>1</sup>. Le 16 mai 1970, Zhou Enlai organisa une réunion concernant la situation indochinoise avec les dirigeants du ministère des Affaires étrangères. Ils pensaient que dans cette circonstance, la Chine devait suspendre la négociation bilatérale sino-américaine. Ils proposèrent également que le président Mao élabore une déclaration en vue de soutenir la lutte anti-américaine internationale et le régime de Sihanouk<sup>2</sup>. Le lendemain, le président Mao approuva cette proposition<sup>3</sup>. Le dessin de la déclaration était amélioré par les dirigeants chinois entre le 17 et 19 mai. Certain contenu de l'entretien entre Mao et Le Duan était ajouté dans la déclaration. Le 19 mai, Zhou Enlai demanda aussi des suggestions du Prince concernant cette déclaration. Le 21 mai 1970, sur la place du Tian An Men, le gouvernement chinois organisa une grande manifestation pour présenter une caution de principe de la RPC à la lutte anti-américaine des Cambodgiens et des autres peuples d'Indochine. La déclaration du président Mao fut lue par Lin Biao, futur successeur du président Mao. Cette déclaration indiqua qu'il y avait un apogée dans la lutte anti-américaine internationale, qui était favorable à la guerre des peuples indochinois contre l'intervention américaine. Elle souligna qu'historiquement, si le peuple d'un pays faible avait le courage de combattre les agresseurs puissants, il pouvait les vaincre. Cette

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., pp.297-298.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p. 367.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., pp.297-298.

déclaration était publiée par *le Quotidien du Peuple*<sup>1</sup>. Sur Tian An Men, Mao dit au Prince que l'association avec l'ennemi des États-Unis était un bon choix et que l'intervention américaine au Cambodge laisserait Washington dans le désespoir<sup>2</sup>.

A ce moment-là, la divergence sino-française sur le problème du Cambodge concernait la méthode pour favoriser le retrait final des troupes américaines. La France essayait d'avoir le recours à une solution pacifique, la Chine soutenait en revanche une solution militaire. La reprise des échanges de vue entre les hauts dirigeants sino-français ne pouvait pas résoudre ce conflit politique.

En vue de présenter la politique d'indépendance française et de laisser les États-Unis et l'URSS ne pas ignorer le rôle français dans la paix mondiale, en janvier 1970, la France proposa une visite officielle en Chine populaire. Aux yeux des Français, cette visite symboliserait la reprise des contacts à l'échelon des ministres qui étaient empêchés depuis 1965. La position chinoise était favorable à cette proposition française. Le gouvernement chinois voulait non seulement profiter de cette visite pour développer le commerce avec la France, mais également améliorer la relation diplomatique avec la France afin de favoriser la lutte contre les États-Unis et l'URSS<sup>3</sup>. En février, Bettencourt, ministre délégué auprès du premier ministre chargé du plan et de l'aménagement du territoire, qui avait visité la Chine en 1964 avec une délégation gouvernementale française, était décidé de se rendre

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., pp.299-300; *Wei Da Ling Xiu Mao Zhu Xi Fa Bio Zhi Chi Shi Jie Ren Min Fan Dui Mei Di Dou Zheng De Zhuang Yan Sheng Ming Quan Shi Jie Ren Min Tuan Jie Qi Lai, Da Bai Mei Guo Qin Lue Zhe Ji Qi Yi Qie Zou Gou* (Pour lutter contre l'impérialisme américain, notre grand dirigeant, le président Mao déclare qu'à bas l'impérialisme américain et ses laquais, les peuples du monde s'unissent pour renverser), *Le Quotidien du Peuple*, le 21 mai 1970.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., p.300.

<sup>3</sup> Sous la direction de Wang Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1970-1978 (L'histoire diplomatique de la Chine populaire, 1970-1978), Pékin: World Affairs Press, 1999, p. 310.

en visite officielle en Chine<sup>1</sup>. Aux yeux des Chinois, cette visite aurait une dimension politique large<sup>2</sup>. Certes, d'après la suggestion de Manac'h, le sujet au cours de la visite se bornerait à la relation économique sino-française<sup>3</sup>. Cependant, le coup d'état du 19 mars au Cambodge et la présence du Prince Sihanouk à Pékin donnèrent au voyage de Bettencourt en Chine un caractère délicat. Les Français éviteraient de rencontrer le Prince et demandèrent au gouvernement chinois que Sihanouk soit absent au banquet pour l'accueil de la délégation française<sup>4</sup>. Le Quai demanda l'Ambassadeur de transmettre cette information au Prince. Comme d'habitude, un ministre français pouvait rencontrer des exilés au cours d'une réception à laquelle le corps diplomatique était invité. Manac'h pensait donc: « Il y a, au Département, un forgeron d'instructions qui manque de tact, et qui se gonfle d'autorité en face de périls imaginaires »<sup>5</sup>. En outre, les négociations sur le problème khmer étaient inévitables au cours de la visite, et la mission de Bettencourt serait donc de rappeler aux dirigeants chinois la proposition gouvernementale du 1<sup>er</sup> avril et de tenter d'obtenir d'eux, sinon une acceptation, du moins une meilleure compréhension. La France ne pourrait pas être d'accord avec la Chine, mais la divergence n'empêcherait pas la conversation sino-française. Aux yeux du gouvernement français, un amical constat de désaccord serait mieux qu'un effort pour masquer une divergence<sup>6</sup>.

En ce qui concerne la position chinoise sur cette visite officielle, il semble que Pékin ait espéré de profiter cette occasion pour montrer son attitude révolutionnaire et les points communs sino-français concernant le problème indochinois. La délégation française est

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/753, Télégramme, n° 47, le 16 février 1970.

<sup>2</sup> Sous la direction de Wang Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1970-1978, op.cit., p. 311.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/753, Eventuelle visite d'un ministre français en Chine, le 19 janvier 1970; Projet de visite de M. Bettencourt en Chine, le 20 février 1970.

<sup>4</sup> AMAE, 119QO/753, Télégramme, n° 511/512, le 30 juin 1970.

<sup>5</sup> Etienne Manac'h, *Mémoires d'extrême-Asie*, Tome II, *La Chine*, Paris : Fayard, 1980, pp.191-192.

<sup>6</sup> AMAE, 117QO/754, Visite de M. Bettencourt en Chine, le 30 juin 1970.

arrivée en Chine le 8 juillet 1970. Au cours du banquet offert par Li Xiannian en l'honneur de la délégation, le vice-Premier Ministre chinois souligna la même tradition révolutionnaire sino-française à travers l'histoire. Il condamna la politique américaine concernant les affaires indochinoises et déclara que le gouvernement chinois soutenait résolument les positions prises par le prince Sihanouk et la lutte des trois peuples indochinois jusqu'à la victoire finale<sup>1</sup>. Par la suite, pendant les entretiens avec Zhou En lai, avec Luo Guibo, vice-ministre des affaires étrangères, et avec le président Mao, les dirigeants chinois approuvèrent également la politique d'indépendance française contre le système bipolaire dirigé par l'URSS et les États-Unis.

Au cours des discussions concernant la solution finale au problème indochinois, les dirigeants chinois n'écartaient pas le recours à une négociation internationale. Mao dit à Bettencourt que toutes les affaires internationales devaient être résolues par des négociations<sup>2</sup>. Cependant, les Chinois soulignèrent encore qu'il fallait un retrait des troupes américaines de cette région. Le 9 juillet, Luo Guibo dit à Bettencourt que les États-Unis devaient retirer leurs troupes de l'Indochine, mais le gouvernement chinois ne pensait pas que les États-Unis cherchaient la paix. Luo conclut donc que l'Amérique ne voulait pas retirer ses troupes et poursuivait sa politique de guerre<sup>3</sup>. Lors de l'entretien entre Bettencourt et Zhou Enlai le 10 juillet, bien que Bettencourt indique que cette visite devait marquer la volonté française de coopérer avec la Chine pour la paix de l'Indochine, Zhou Enlai dit que les désirs ne suffisaient pas et qu'il fallait tenir compte des réalités objectives. Zhou se déclara d'accord avec les Français pour estimer que le retrait des troupes

---

<sup>1</sup> AMAE, 117QO/753, Banquet offert par M.LI Hsien Nien en l'honneur de la délégation gouvernementale française, le 9 juillet 1970.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., p.310; AMAE, 119QO/754, Compte rendu de l'entretien du lundi 13 juillet 1970, à Pékin, entre M. André Bettencourt, Ministre chargé du plan et de l'Aménagement du Territoire et le Président Mao Tsé-toung.

<sup>3</sup> AMAE, 117QO/754, Entretien de M. Bettencourt avec M. Lo Kuei-po, le juillet 1970.

américaines était une condition essentielle au règlement de l'affaire. Zhou Enlai mentionna plusieurs fois la déclaration du général de Gaulle à Phnom Penh en vue de présenter son approbation de la politique gaulliste. Il espérait que le gouvernement de Pompidou ne la changerait pas. Il ne croyait cependant pas que Washington voulait une vraie paix<sup>1</sup>. Le 13 juillet, après la présentation de Bettencourt et de Manac'h pour la solution politique proposée par le gouvernement français sur les problèmes indochinois, le président Mao se borna à constater que les Américains n'en étaient pas là. Certes, Mao se montra reconnaissant envers la position française en faveur du retrait des troupes américaines dans un temps déterminé et fit une allusion au rôle important de la Chine dans les affaires indochinoises<sup>2</sup>. Cependant, aux yeux des dirigeants chinois, la paix n'était qu'un objectif lointain. La guerre n'avait pas fini de s'étendre dans la contente du système bipolaire. En outre, Bettencourt fut reçu par le prince Sihanouk, le 11 juillet. Cet entretien « a gardé un caractère strictement privé ». Le Prince fut informé les contenus de l'entretien du 10 juillet entre Bettencourt et Zhou Enlai. Bettencourt dit au Prince que les effectifs de la mission militaire au Cambodge furent réduits. Sihanouk indiqua que la Chine « avait pris l'engagement d'équiper et d'armer quatre divisions khmères ». Dans cette circonstance, la position du Prince concernant un règlement pacifique était intransigeante. Il souligna que le FUNK « n'acceptera jamais de négocier avec Lon Nol<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/754, Compte rendu de l'entretien du vendredi 10 juillet 1970, à Pékin, entre M. André Bettencourt, Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé du plan et de l'Aménagement du Territoire et le Premier Ministre de la République Populaire de Chine, M. Chou En-lai ; CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p.378.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/753, Entretien du président Mao Tsé-Toung avec M. Bettencourt, le 16 juillet 1970; 119QO/754, Compte rendu de l'entretien du lundi 13 juillet 1970, à Pékin, entre M. André Bettencourt, Ministre chargé du plan et de l'Aménagement du Territoire et le Président Mao Tsé-toung ; CCCPC Party Literature Research Office: *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., pp.309-310.

<sup>3</sup> Télégramme n° 3365 à 3372, Entretien de M.Bettencourt avec le prince Sihanouk, le 17 juillet 1970, Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1970, Tome II, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2014, pp.133-135.

D'après les comptes-rendus, la délégation française avait effectué sa mission. Bettencourt souligna que la politique de la France n'avait pas varié et n'avait pas trahi la politique gaulliste concernant les problèmes indochinois. Il précisa les propositions françaises du 1<sup>er</sup> avril 1970 devant les dirigeants chinois et présenta la grande inquiétude de la France concernant l'intervention américaine au Cambodge. Bettencourt indiqua que la France voulait une coopération sino-française pour le règlement de la crise indochinoise. Cependant, il semble que les dirigeants chinois évitaient d'avoir une discussion sur les propositions gouvernementales françaises. Bien que Bettencourt assure aux Chinois que les États-Unis voulaient vraiment un retrait total de la région indochinoise et que la France les y aiderait, les Chinois ne s'est pas départis de leur intransigeance et ne cessaient pas de douter de la volonté des États-Unis<sup>1</sup>. Bien que la visite de Bettencourt ne puisse pas éliminer la divergence sino-française concernant la crise khmère et les problèmes indochinois, deux pays échangeaient franchement des points de vue et aboutiraient à une compréhension mutuelle. En ce qui concerne le problème cambodgien, la France et la Chine avaient trouvé un consensus : le retrait des troupes américaines était une condition essentielle pour un règlement. Le voyage de Bettencourt en Chine permit la reprise du dialogue sino-français concerne le problème indochinois à haut niveau qui était rompu à cause de la Révolution culturelle.

Par la suite, le 17 septembre 1970, le gouvernement chinois décida d'inviter Couve de Murville, ancien ministre des Affaires étrangères français à visiter Pékin. Il arriva à Pékin le 6 octobre 1970. En tant que témoin de rétablissement des relations diplomatiques sino-françaises, Couve de Murville était reçu par Zhou Enlai et le président Mao. Au cours de

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/754, Compte rendu de l'entretien du vendredi 10 juillet 1970, à Pékin, entre M. André Bettencourt, Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé du plan et de l'Aménagement du Territoire et le Premier Ministre de la République Populaire de Chine, M. Chou En-lai ; Compte rendu de l'entretien du lundi 13 juillet 1970, à Pékin, entre M. André Bettencourt, Ministre chargé du plan et de l'Aménagement du Territoire et le Président Mao Tsé-toung.

son entretien avec Zhou Enlai, le 8 octobre 1970, ils pensaient que les Américains devaient retirer leurs troupes de la région indochinoise en citant le discours prononcé par le général de Gaulle le 1<sup>er</sup> septembre 1966 à Phnom Penh<sup>1</sup>. Le 14 octobre, le président Mao dit à Couve de Murville que les guerres défensives étaient les meilleures. Il faisait une allusion à la guerre du Vietnam. Mao indiqua que les États-Unis voulaient envahir les autres pays, donc ils tombaient dans une situation difficile. Il souligna que la Chine soutenait des révolutions internationales, mais, les peuples devaient se déterminer leurs destins eux-mêmes dans les révolutions et que la Chine ne pouvait pas agir à la place d'autrui<sup>2</sup>.

La crise au Cambodge en 1970 influença les politiques diplomatiques de la Chine et de la France. Grâce au coup d'État du 18 mars, la Chine combinait finalement quatre forces révolutionnaires indochinoises dans un front uni anti-américain et renforçait son impact dans les affaires révolutionnaires indochinoises. En revanche, afin de protéger l'intérêt français au Cambodge et de soutenir une solution pacifique aux problèmes indochinois, la France essayait de maintenir une neutralité pendant la crise. Non seulement Lon Nol et Sihanouk, mais aussi les Nord-Vietnamiens étaient déçus par cette attitude française. L'influence française se trouvait finalement minée dans la région indochinoise. Cependant, la crise au Cambodge en 1970 promouvait les échanges de points de vue sino-français concernant les problèmes indochinois. Aux yeux des dirigeants chinois, les peuples des deux pays étaient très attachés à leur indépendance et avaient une glorieuse tradition de résistance face à l'intervention étrangère et à l'agression. A cause du conflit sino-soviétique en 1969, les dirigeants chinois pensaient que la situation internationale n'était pas favorable à la Chine face à la pression américano-soviétique. Le président Mao attachait donc de

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/755, Rencontre entre M. Chou Enlai et M. Couve de Murville, le 14 octobre 1970; CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p.400.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/755, Conversation entre le président Mao et M. Couve de Murville, le 15 octobre 1970; CCCPC Party Literature Research Office: *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., p.346.

l'importance au rôle de la France dans la lutte contre le système bipolaire. Paris, aux yeux du PCC, devint une base importante pour propager ses politiques<sup>1</sup>. Le PCC souhaitait renforcer ses relations avec la France pour que la France puisse jouer un rôle plus important dans le rétablissement de la paix en Indochine<sup>2</sup>. C'est la raison pour laquelle la Chine décida de recommencer les visites mutuelles sino-françaises à haut niveau. La relation entre la Chine et la France concernant les problèmes indochinois avait atteint un nouveau stade.

---

<sup>1</sup> Sous la direction de Wang Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1970-1978, op.cit., p.311.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/754, Entretien de mardi 16 juin 1970 entre M. Pompidou et M. Ceausescu.

## Chapitre 8 : Les relations sino-françaises face à la fin de la guerre du Vietnam

### 8.1 La situation extérieure de la Chine après 1969 et le changement de la stratégie diplomatique chinoise

Le 21 août 1968, avec l'invasion soviétique de la République socialiste tchécoslovaque, le Printemps de Prague, une réforme lancée par le parti communiste tchécoslovaque, s'acheva. Cet événement dans le Bloc communiste provoqua la réaction de la France et la vigilance de la Chine populaire. Côté français, l'invasion de la Tchécoslovaquie était un échec de la politique de détente mise en œuvre par le gouvernement du général de Gaulle. Aux yeux des Français, c'était en effet la fin d'un effort pour réunir deux Blocs sous l'idéologie de détente proposée par le Général<sup>1</sup>. Au départ de 1963, de Gaulle tentait d'amorcer un rapprochement franco-soviétique pour reconstruire l'ordre mondial afin de lutter contre le système bipolaire, mais l'intervention soviétique ruina sa politique. Il pensait que l'affaire tchécoslovaque était « un retournement de tendance ». Les Français condamnaient donc sévèrement l'opération soviétique et exigeaient le retrait immédiat de l'armée du pacte de Varsovie. « La France constate et déplore le fait que les événements de Prague, outre qu'ils constituent une atteinte aux droits et au destin d'une nation amie, sont de nature à contrarier la détente européenne » conclut le communiqué du Conseil des ministres<sup>2</sup>. Au cours de la conférence de presse du 9 septembre, le Général condamna fortement le totalitarisme soviétique. Il n'y avait aucune visite de haut niveau entre ce moment et le départ du Général<sup>3</sup>. En fait, le Général craignit même une intervention de l'Union soviétique en Europe occidentale vers Hanovre ou Hambourg<sup>4</sup>. Côté chinois, les

---

<sup>1</sup> Maurice Vaïsse, *La grandeur, Politique étrangère du général de Gaulle*, op.cit., p.447.

<sup>2</sup> Ibid., p.448 ; Hélène Carrère d'Encausse, *Le Général De Gaulle et la Russie*, Paris :Fayard, 2017, p.239.

<sup>3</sup> Hélène Carrère d'Encausse, *Le Général De Gaulle et la Russie*, op.cit., pp.242-243.

<sup>4</sup> Maurice Vaïsse, *La grandeur, Politique étrangère du général de Gaulle*, op.cit., p.448.

dirigeants étaient choqués par l'intervention soviétique. Au début de juillet, le général de Gaulle pensait que les Tchèques « vont trop vite et trop loin. Les Russes vont intervenir »<sup>1</sup>. En revanche, il semble que la Chine n'ait eu aucune connaissance jusqu'au moment où l'Union soviétique envoya tanks et soldats pour imposer une « normalisation ». Le président Mao convoqua donc une réunion d'urgence le 22 août 1968 en vue de trouver une réponse adéquate. Il déclara que l'URSS était « social-impérialisme »<sup>2</sup>. En fait, lors de la signature du traité militaire entre l'URSS et la Mongolie en janvier 1966, Pékin était très tendu, parce que l'Armée Rouge stationnée en Mongolie aurait pu atteindre directement la capitale de la Chine en deux semaines approximativement. En mars 1966, le gouvernement chinois décida de préparer la guerre pour anticiper une intervention soviétique<sup>3</sup>. Il semble que l'objectif de cette décision fût de créer des tensions intérieures, parce que le président Mao ne pensait pas que Moscou aurait vraiment l'intention d'intervenir en Chine. Cependant, le coup de Prague changea la position chinoise. Les dirigeants chinois croyaient que l'URSS devenue « l'ennemi numéro un » de la Chine populaire<sup>4</sup>.

Le gouvernement chinois critiquait fortement cette opération militaire soviétique. Aux yeux des Chinois, la crise dans le Bloc communiste avait éclaté et la menace de son voisin du nord grandissait. La politique des « deux zones intermédiaires » qui était suspendue jusque-là à cause de la Révolution Culturelle, figurait désormais à l'ordre du jour. Un front uni international contre l'Union soviétique grossissait. Le gouvernement chinois abandonnait progressivement sa politique contre tous les « impérialismes » et

---

<sup>1</sup> Hélène Carrère d'Encausse, *Le Général De Gaulle et la Russie*, op.cit., p.237.

<sup>2</sup> Chen Donglin, *Zhong Gong Dui Su Lian San Ci Chu Bing Dong Ou Guo Jia De Fan Ying Yu Ren Shi* (La position chinoise concernant les interventions militaires soviétiques en Europe de l'Est), *Zhong Gong Dang Shi Yan Jiu* (L'étude sur l'histoire du PCC), 1998.4.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p. 354.

<sup>4</sup> Shi Yun, Li Danhui, *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Shi, 1972-1976*, (L'histoire de la Chine populaire, 1972-1976) , Hong Kong, The Research Centre for Contemporary Chinese Culture in The Chinese University of Hong Kong, 2008, pp.105-107.

« révisionnismes », ce qui contribuait à un degré de rapprochement avec les pays du Bloc occidental. Le 22 août, le Président Mao indiqua que « l'impérialisme » et « le révisionnisme » s'opposaient aux politiques soviétiques, l'URSS était donc obligée d'intervenir dans les affaires tchécoslovaques afin de modifier la situation. Il souligna que la Chine devrait nécessairement s'appuyer sur les peuples européens lorsque les États-Unis et l'Union soviétique se combattraient pour prendre le contrôle de l'Europe<sup>1</sup>. Le 1<sup>er</sup> octobre, au cours de la fête nationale, le président Mao dit aux Albanais que Tito était crispé à cause du « printemps de Prague », c'était donc une occasion de profiter du conflit yougoslave-soviétiques pour contenir l'URSS<sup>2</sup>. Désormais, la Chine ne critiqua plus publiquement la Yougoslavie. En outre, le gouvernement chinois ne pensait pas que la politique soviétique fût « révisionniste », parce que l'URSS s'acquinait avec « l'impérialisme américain ». Le gouvernement chinois utilisait « le social-impérialisme » pour expliquer la politique étrangère de Moscou. Le 23 août 1968, Zhou Enlai déclara publiquement que la politique soviétique était « social-impérialisme » et « social-fasciste ». Il conclura que l'invasion de la Tchécoslovaquie précipiterait la ruine du « Bloc révisionniste » dirigé par l'URSS<sup>3</sup>. Le 24 août 1968, l'éditorial du *Quotidien du Peuple* affirma que l'URSS ne pourrait pas se tirer de la stagnation à cause de l'échec de sa politique « antimarxiste », et que le coup de Prague avait mis clairement en évidence la manière dont se combinaient « l'impérialisme américain » et le « social-impérialisme soviétique »<sup>4</sup>. Sept jours après, le *Quotidien du*

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., p.185.

<sup>2</sup> Shi Yun et Li Danhui, *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Shi*, 1972-1976, Hong Kong, The Research Centre for Contemporary Chinese Culture in The Chinese University of Hong Kong, 2008, p.156.

<sup>3</sup> Zhou Enlai Zong Li Zai Luo Ma Ni Ya Zhu Hua Da Shi Ju Xing De Guo Qing Zhao Dai Hui Shang Fa Biao Zhong Yao Jiang Hua, *Zhong Guo Zheng Fu He Ren Min Qiang Lie Qian Ze Su Xiu Ji Tuan Qin Zhan Jie Ke Si Luo Fa Ke Jian Jue Zhi Chi Jie Ke Si Luo Fa Ke Ren Min Fan Kang Su Jun Zhan Ling De Ying Yong Dou Zheng* (Lors de la réception de la fête nationale dans l'Ambassade de Roumaine en Chine, M. Zhou Enlai déclare que le gouvernement et le peuple chinois dénoncent les opérations soviétiques contre la Tchécoslovaquie et soutiennent la lutte héroïque du peuple tchécoslovaque contre l'URSS), *Le Quotidien du Peuple*, le 24 août 1968.

<sup>4</sup> *Su Lian Xian Dai Xiu Zheng Zhu Yi De Zong Po Chan* (L'échec total du révisionnisme moderne de l'URSS), *Le Quotidien du Peuple*, le 23 août 1968.

*Peuple* déclara que l'Union soviétique était l'ennemi des peuples du monde entier<sup>1</sup>. Bien que le PCC ait proposé une solution militaire au PCUS concernant l'insurrection de Budapest en 1956, l'Union soviétique n'était pas dans le même front uni avec la Chine populaire aux yeux des Chinois à ce moment-là<sup>2</sup>. L'Armée Rouge disposée sur la frontière sino-mongolienne devint vraiment une menace vis-à-vis de Pékin.

En même temps, les hostilités sont montées d'un cran le long de la frontière sino-soviétique. D'après les rapports chinois, les conflits frontaliers déclenchés par l'URSS étaient plus de 1189 entre 1964 et 1969<sup>3</sup>. A la fin de 1968 et au début de 1969, les attaques mutuelles demeuraient fréquentes dans une île du fleuve Oussouri, île Zhenbao en chinois et île Damanski en russe, située sur la frontière sino-soviétique<sup>4</sup>. Le président Mao décida de déclencher un combat d'autodéfense dans l'île Zhenbao. Le président Mao souhaitait rétablir l'ordre intérieur par ce combat. En 1968, la situation de la Révolution culturelle échappait absolument à tout contrôle. En 1967, Mao déclara déjà qu'il fallait ouvrir le 9<sup>ème</sup> Congrès national du PCC pour rétablir l'ordre et l'autorité du PCC<sup>5</sup>. Cependant, la Chine sombra dans l'abîme de la « guerre civile ». Bien que le président Mao ait demandé de mettre fin aux combats entre des « rebelles révolutionnaires »<sup>6</sup>, sa confiance à l'égard du processus de rétablissement de l'ordre était érodée par les actions partisans locales. Il souhaitait profiter du conflit frontalier avec l'URSS pour maintenir l'unité sociale et pour

---

<sup>1</sup> *Shen Me Shi « She Hui Di Guo Zhu Yi »?* (Qu'est-ce que c'est « le social-impérialisme » ?), *Le Quotidien du Peuple*, le 30 août 1968.

<sup>2</sup> Chen Donglin, *Zhong Gong Dui Su Lian San Ci Chu Bing Dong Ou Guo Jia De Fan Ying Yu Ren Shi* (La position chinoise concernant les interventions militaires soviétiques en Europe de l'Est), *Zhong Gong Dang Shi Yan Jiu* (L'étude sur l'histoire du PCC), 1998.4.

<sup>3</sup> *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Zheng Fu Sheng Ming 1969 Nian 5 Yue 24 Ri* (Déclaration du gouvernement chinois du 24 mai 1969), *Le Quotidien du Peuple*, le 25 mai 1969.

<sup>4</sup> Xu Yan, *1969 Nian Zhong Su Bian Jie De Wu Zhuang Chong Tu* ( Le conflit sino-soviétique en 1969 ), *Dang Shi Yan Jiu Zi Liao* (Les documents pour l'étude sur l'histoire du PCC), 1994, No.5.

<sup>5</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Zhuan*, 1949-1976 (La Biographie de Mao Zedong, 1949-1976), Pekin: Central Party Literature Press, 2004, p.1509.

<sup>6</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., pp.175-176.

consolider sa politique antirévionniste. Après le combat sino-soviétique en mars 1969, lors du 9<sup>ème</sup> Congrès national du PCC en avril, les dirigeants chinois condamnèrent « le social-impérialisme soviétique » et indiquèrent que la menace de l'URSS vis-à-vis de la Chine était plus sérieuse que la menace américaine, et que la Chine ne voulait pas une guerre indirecte avec les États-Unis au Vietnam<sup>1</sup>. Les Maréchaux recevaient l'instruction du président Mao d'étudier le développement de la situation internationale. Les Maréchaux proposèrent d'adopter une stratégie flexible vis-à-vis de l'URSS et des États-Unis. Ils pensaient que le gouvernement chinois devait participer à une négociation avec l'Union soviétique concernant le problème frontalier et rouvrir la négociation sino-américaine à Varsovie en vue de maintenir un équilibre dans les relations avec les deux superpuissances. Le Maréchal Chen Yi proposa également d'amorcer un rapprochement avec les États-Unis pour lutter contre l'URSS. Ces propositions étaient soumises par Zhou Enlai au président Mao en septembre 1969<sup>2</sup>. En octobre, le PCC accepta de participer à une négociation avec l'URSS. En se préparant pour faire face à toutes les éventualités, les dirigeants chinois étaient évacués vers les provinces chinoises. Le 17 octobre 1969, on demandait à l'Armée populaire de libération de se préparer à lutter contre l'incursion soviétique, elle conservait donc une capacité opérationnelle importante<sup>3</sup>. La Chine était en état d'alerte permanent. L'alliance sino-soviétique n'existait que de nom à ce moment-là. La politique diplomatique chinoise se changeait encore une fois à cause de la situation intérieure et extérieure. Le président Mao commença de concevoir une nouvelle stratégie diplomatique.

Dans ces circonstances, il y avait une tendance de détente dans la relation sino-française. Le Quai d'Orsay avait constaté le changement de la politique diplomatique de la Chine

---

<sup>1</sup> Shen Zhihua, *Zhong Su Guan Xi Shi Gang*, 1917-1991 (L'histoire des relations sino-soviétiques, 1917-1991), Pékin : Xin Hua Publishing House, 2007, p.392.

<sup>2</sup> Xiong Xianghui, *Wo De Qin Bao Yu Wai Jiao Sheng Ya* (Ma vie de l'espionnage et du diplomate), Pékin : Zhong Gong Dang Shi Publishing House, 2006, pp.199-201.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p.329.

après le Printemps de Prague en 1968. Après le 9<sup>ème</sup> congrès du PCC, le Quai confirma la volonté de détente de la Chine. Il pensait que la RPC voulait améliorer sa relation avec la France<sup>1</sup>. Manac'h était nommé ambassadeur de France en Chine par le général de Gaulle le 22 janvier 1969, bien qu'il n'ait pas voulu accepter sa nomination à cause de sa longue durée de mandat à l'administration centrale<sup>2</sup>. En fait, comme le Directeur d'Asie du Quai depuis 1960, il connaît mieux que Lucien Paye la situation en Asie, spécialement les affaires vietnamiennes et chinoises. Aux yeux des Chinois, Paye n'avait pas beaucoup d'expérience. La raison pour laquelle l'ancien Ministre de l'Éducation nationale fut nommé ambassadeur en Chine n'était seulement de montrer que l'importance de la relation sino-française<sup>3</sup>. D'après des instructions à Manac'h, une des missions importantes était de connaître et d'analyser la position chinoise concernant le problème du Vietnam<sup>4</sup>. Dans ce domaine, il était sans doute un expert. Avant le départ de Manac'h, le général de Gaulle l'a reçu le 22 avril 1969. Le Général considéra que la France pourrait continuer son dialogue avec la Chine dans le champ de la politique, grâce à l'effort du PCC pour apaiser la Révolution culturelle. « Il convient que Français et Chinois échangent leurs idées sur les problèmes du monde. Vous devez surtout rappeler aux Chinois que nous sommes une puissance libre. Nous tenons à demeurer indépendants des États-Unis et ces derniers prennent désormais acte de notre attitude » souligna de Gaulle<sup>5</sup>. Le problème vietnamien était un sujet politique essentiel aux yeux du Général. Il demanda à Manac'h d'insister sur l'importance du rôle chinois dans l'affaire d'Indochine, et de souligner que c'était la raison pour laquelle la France demeurait attachée aux accords de Genève dont la Chine faisait partie et qu'il n'était pas de règlement satisfaisant si on laissait les Chinois à l'écart<sup>6</sup>. Côté

---

<sup>1</sup>AMAE, 119QO/646, Rapport de fin de travail, 1969.

<sup>2</sup> Etienne Manac'h, *Mémoires d'extrême-Asie*, Tome I, *La face cachée du monde*, Paris : Fayard, p.83.

<sup>3</sup>AMAEC, Concernant l'Ambassadeur de France en Chine, 117-01144-04, p.11.

<sup>4</sup>AMAE, 119QO/646, Introductions pour Manac'h.

<sup>5</sup> Etienne Manac'h, *Mémoires d'extrême-Asie*, Tome I, *La face cachée du monde*, op.cit., p.180.

<sup>6</sup> Ibid., p.183.

chinois, le Ministre des Affaires étrangères pensait que la Chine avait encore des points communs avec la France sur les affaires internationales, comme par exemple la lutte contre l'hégémonie américano-soviétique et contre l'intervention américaine au Vietnam. Bien que le système social français fût différent de cela chinois et que leurs points de vue concernant certains problèmes fussent divergents, ces obstacles ne pouvaient pas empêcher la coopération sino-française dans les affaires internationales. La Chine adopta rapidement le candidat au poste d'ambassadeur de France proposé par le général de Gaulle. Le 20 mai, Manac'h arriva à Shanghai et fut reçu par Huang Zhen, ambassadeur de Chine en France. Le même jour, Huang Zhen quitta la Chine pour se rendre en France. Les relations diplomatiques sino-françaises étaient en train de revenir à la normale<sup>1</sup>.

## **8.2 Le rôle français dans un rapprochement entre la Chine et les États-Unis pour une solution politique concernant la guerre du Vietnam**

Les Français constataient déjà certains signaux du rapprochement sino-américain et tentaient d'avancer le processus de faire avancer le processus en vue de résoudre le problème du Vietnam par une méthode politique. Le Quai d'Orsay considéra que le recommencement des conversations sino-américaines de Varsovie montrait la volonté mutuelle de rapprochement entre les deux États. Au cours des instructions du Quai pour Manac'h en 1969, le Quai lui demanda de connaître la position chinoise vis-à-vis des États-Unis<sup>2</sup>. En fait, grâce au changement de la position américaine concernant le problème du Vietnam et à l'ouverture de la conférence de Paris en 1968, les relations franco-américaines se sont améliorées. En outre, l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie conduit

---

<sup>1</sup> Sous la direction de Wang Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi, 1957-1969*, op.cit., pp.385-386.

<sup>2</sup>AMAE, 119QO/646, Introductions pour Manac'h.

également à la détente entre Paris et Washington<sup>1</sup>. Cette situation favorisa une solution pacifique du problème vietnamien proposée par la France. Aux yeux du général de Gaulle, le gouvernement américain reconnaissait finalement mauvaise politique, et l'administration de Nixon pourrait avancer les pourparlers de paix américano-vietnamiens<sup>2</sup>. À ce moment-là, le seul obstacle de la négociation était donc la Chine populaire, à cause de sa forte opposition contre une solution politique depuis 1965. La France décida d'aider les États-Unis à se retirer des affaires vietnamiennes, et persuader la Chine de changer sa position intransigeante devint donc une mission importante pour Manac'h. Au cours de son entretien avec le Général, de Gaulle souhaita Manac'h de connaître la politique de la Chine sur les États-Unis. « Washington va maintenant s'efforcer d'ouvrir un véritable dialogue avec la Chine et de dégager son pays de l'affaire d'Indochine, il va replier progressivement ses troupes du Vietnam » dit le Général. Manac'h présenta également sa volonté d'améliorer la relation sino-américaine. Il pensait que le rapprochement entre ces deux pays était essentiel pour la solution du problème du Vietnam. Il dit au Général : « Le comportement de la Chine en face de la guerre du Vietnam est lié dans une grande mesure au problème de ses rapports avec Washington. La Chine à mesure que s'apaise la Révolution culturelle, semble plus attentive aux événements du monde ». Manac'h ajouta que la Chine objecterait à un arrangement qui ne mettrait face-à-face que l'URSS et l'Amérique, et que l'on extirperait la question vietnamienne. « Elle ne peut demeurer indifférente à ce qui se passe au sud de son territoire. Elle n'acceptera aucun accommodement qui se ferait sans elle ou auquel on lui demanderait de souscrire comme un fait accompli » conclut Manac'h. De Gaulle approuva ses points de vue<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Edited by Melvyn P. Leffler and Odd Arne Westad, *The Cambridge History of the Cold War*, volume II, New York: Cambridge University Press, 2012, pp.166-168.

<sup>2</sup> Pierre Journoud, *Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975*, op.cit., pp.712-720.

<sup>3</sup> Etienne Manac'h, *Mémoires d'extrême-Asie*, Tome I, *La face cachée du monde*, op.cit., pp.181-183.

Il semble que la Chine voulait ne renforcer que la relation économique avec la France en 1969. Le 23 mai 1969, l'entretien du Secrétaire général du Quai avec l'Ambassadeur de Chine a principalement roulé sur le développement des échanges économiques. Huang Zhen déclara que Pékin préférerait une marchandise française à une marchandise anglaise ou allemande<sup>1</sup>. Le 4 juin 1969, le Ministre des Affaires étrangères français dit à Huang que le gouvernement français était prêt à parler avec Pékin des problèmes politiques, notamment du grave problème qui se posait au Vietnam. Bien que l'Ambassadeur chinois ait indiqué qu'ils étaient également prêts à discuter de tout ce qui concernait le développement entre les deux pays, Huang souligna qu'il voulait faire certaines choses à l'avenir dans le domaine des échanges commerciaux et aussi des échanges culturels<sup>2</sup>. Au sujet du Vietnam, Song Zhiguang, conseiller politique chinois, indiqua que l'affaire devait être réglée par les Vietnamiens eux-mêmes et ne pourrait pas être réglée par un accord entre les États-Unis et l'Union soviétique qui étaient extérieurs à la zone du conflit, au cours de son entretien avec Henri Froment-Meurice qui a pris les fonctions de Directeur d'Asie<sup>3</sup>. Huang présenta à Froment-Meurice la position intransigeante. Il souligna que le retour aux accords de Genève de 1954 était impossible. Concernant la relation avec les États-Unis et l'URSS, Huang indiqua qu'il y avait une collusion américano-soviétique contre la Chine<sup>4</sup>. D'après ces entretiens, il n'y avait aucun changement de la position chinoise vis-à-vis du Vietnam et des États-Unis.

En Chine, Manac'h tentait de persuader les dirigeants chinois de reconnaître le changement de la politique américaine. Lors de sa présentation des lettres de créance, le 22

---

<sup>1</sup>AMAE, 119QO/747, Note pour le Cabinet du Ministre, le 23 mai 1969.

<sup>2</sup>AMAE, 119QO/747, Compte-Rendu de l'entretien entre le ministre et l'ambassadeur de Chine, le 4 juin 1964.

<sup>3</sup>AMAE, 119QO/747, Entretien du Directeur d'Asie-Océanie avec le Conseiller politique de l'Ambassadeur de Chine, le 6 juin 1969.

<sup>4</sup>AMAE, 119QO/747, Entretien avec Ambassadeur de Chine, le 8 juillet 1969.

mai 1969, Dong Biwu, vice-président de la RPC lui dit que la position chinoise concernant les États-Unis était encore intransigeante, parce que les États-Unis s'obstinaient à vouloir imposer leur propre solution au Vietnam et continuer d'accorder un soutien militaire à Jiang Jieshi. « Nixon n'est nullement différent de celle de ses prédécesseurs » conclut Dong Biwu<sup>1</sup>. Par la suite, dans la série d'entretiens avec le nouvel Ambassadeur français, les dirigeants chinois donnèrent les mêmes réponses à toutes les questions. Li Xiannian, vice-premier ministre, souligna que les États-Unis avaient établi un encerclement autour la Chine, et que la question vietnamienne ne pouvait avoir de règlement avant que l'Amérique n'ait été complètement battue militairement<sup>2</sup>. Guo Moruo, vice-président de l'Assemblée nationale chinoise, indiqua que Nixon ne voulait que renforcer son satellite sud-vietnamien et continuer à faire la guerre plus que jamais<sup>3</sup>. Zhou Enlai conclut que les États-Unis ne se retireraient pas d'eux-mêmes, il fallait donc poursuivre le combat<sup>4</sup>. Manac'h expliquait aux Chinois que la question était de savoir si les États-Unis étaient résolus à retirer leurs forces du Vietnam. D'après les informations françaises, il pensait que Nixon voulait une solution politique, mais, il fallait un retrait honorable, donc, selon l'avis des Français, la négociation était encore utile. Cependant, Li Xiannian doutait de la volonté américaine et termina sa conversation avec Manac'h<sup>5</sup>. Lorsque Manac'h dit à Guo que la France ne pouvait pas partager l'interprétation chinoise concernant l'attitude américaine sur le Vietnam, le vice-Président de l'Assemblée nationale ne répétait que le même argument. L'Ambassadeur français voulait terminer cette absurde discussion mêlée de thèmes de propagande. Il indiqua que la France avait des relations étroites avec les Américains, et que le gouvernement chinois ne pourrait pas avoir une perception exacte, s'il ignorait les réalités

---

<sup>1</sup>AMAE, 119QO/646, Télégramme, n° 773/781, le 23 mai 1969.

<sup>2</sup>AMAE, 119QO/747, Télégramme, n° 1207/12, le 15 juillet 1969 ; Télégramme, n° 1200/06, le 15 juillet 1969.

<sup>3</sup>AMAE, 119QO/747, Entretien avec M. Kuo Mo-jo (14 août 1969) Attitude de la Chine en face des États-Unis.

<sup>4</sup>AMAE, 119QO/747, Entretien avec M. Chou En-lai, le 26 septembre 1969.

<sup>5</sup>AMAE, 119QO/747, Télégramme, n° 1207/12, le 15 juillet 1969.

que révélait un examen précis. A ce point de la conversation, Guo Moruo devint grave et répondit que le gouvernement chinois serait prêt à réexaminer cette question<sup>1</sup>. Le 25 septembre 1969, Manac'h dit à Zhou Enlai que les États-Unis chercheraient à aménager progressivement des relations avec la Chine, et considérait que leur politique d'isolement à l'égard de la Chine était aussi absurde qu'inefficace. En ce qui concerne le Vietnam, Manac'h souligna que Nixon cherchait à en sortir et comprendrait lui-même beaucoup mieux la position française, comme par exemple le respect du droit d'autodétermination des populations du Sud. En revanche, Zhou Enlai ne croyait pas que Nixon voulût remplacer leurs troupes par les troupes sud-vietnamiennes. Il critiquait la même le fait que la politique française à l'égard des États-Unis avait changé et n'était pas réaliste, parce que la France tentait d'amorcer un rapprochement avec les États-Unis. Lorsque l'Ambassadeur voulut continuer à expliquer le point de vue français, Zhou termina la conversation<sup>2</sup>. Au cours de l'entretien en octobre, Luo Guibo, vice-ministre des affaires étrangères, interrompra directement Manac'h et refusa d'accepter le point de vue français sur les États-Unis<sup>3</sup>.

Il y avait donc une grande divergence entre la Chine et la France concernant la position américaine. Manac'h ne pouvait pas convaincre les Chinois que la politique de Nixon était différente de celle de ses prédécesseurs. En fait, dans la période maoïste, la Chine était à cet égard sur la réserve tandis que les positions françaises étaient connues. Le dialogue avec ce pays ferme et ombrageux ne pouvait s'établir que si la Chine donnait d'abord des gages. En fait, le président Mao réfléchit encore comment à la façon d'amorcer l'amélioration des relations avec les États-Unis. Aux yeux des dirigeants chinois, il y avait deux niveaux concernant la relation sino-américaine. Premièrement, au niveau stratégique,

---

<sup>1</sup>AMAE, 119QO/747, Entretien avec M. Kuo Mo-jo (14 août 1969) Attitude de la Chine en face des États-Unis.

<sup>2</sup>AMAE, 119QO/747, Entretien avec M. Chou En-lai, le 26 septembre 1969.

<sup>3</sup>AMAE, 119QO/747, Télégramme, n° 2149/56, le 29 octobre, 1969.

les Chinois pensaient que Washington cherchait l'hégémonie et une coopération avec l'Union soviétique en Asie, ce qui menaçait les affaires révolutionnaires du PCC. Deuxièmement, au niveau de la relation bilatérale, les Chinois pensaient que les États-Unis s'immisçaient dans la sphère de souveraineté de la Chine, comme par exemple le problème de Taïwan, qui était un grand obstacle dans le rapprochement sino-américain<sup>1</sup>. Au premier niveau, la Chine pensait qu'un rapprochement avec la France devait se fonder sur l'indépendance française vis-à-vis des États-Unis<sup>2</sup>, mais aux yeux des Chinois, à ce moment-là, un rapprochement franco-américain dans les affaires internationales, particulièrement, sur la question indochinoise, ce qui était « une trahison » de la politique de l'indépendance du général de Gaulle<sup>3</sup>. Il semble que ce soient les raisons pour lesquelles Manac'h ne pouvait pas réussir ses actions diplomatiques. En outre, la divergence sino-vietnamienne fournit une occasion au PCC de se dégager des affaires du Vietnam et de faciliter un rapprochement sino-américain. Au deuxième niveau, le problème de Taïwan était un enjeu important dans la politique chinoise vis-à-vis des États-Unis. La concession américaine concernant ce problème pouvait influencer la position chinoise sur le problème indochinois. Cependant, dans cette interaction diplomatique, la France était marginalisée.

Au début de 1970, le gouvernement français proposa une visite officielle au plus haut niveau en Chine pour améliorer tout d'abord la relation économique sino-française, d'après la suggestion de Manac'h<sup>4</sup>. Cette proposition fut rapidement acceptée par Pékin. André

---

<sup>1</sup>Tao Wenzhao, *Zhong Mei Guan Xi Shi* (L'histoire des relations sino-américaines), volume II, 1949-1972, Shanghai : Shanghai People Publishing House, 2016, p.301.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Wen Ji*, volume VIII, op.cit., pp.344-345; CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume V, op.cit., pp.301-302, pp.373-374.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/754, Compte rendu de l'entretien du vendredi 10 juillet 1970, à Pékin, entre M. André Bettencourt, Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé du plan et de l'Aménagement du Territoire et le Premier Ministre de la République Populaire de Chine, M. Chou En-lai.

<sup>4</sup> AMAE, 119QO/753, Eventuelle visite d'un ministre français en Chine, le 19 janvier 1970 ; Projet de visite de M. Bettencourt en Chine, le 20 février 1970.

Bettencourt, ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, fut nommé chef de la délégation<sup>1</sup>. La délégation française est arrivée en Chine le 8 juillet 1970, ce qui symbolisait la reprise des contacts à l'échelon des ministres qui étaient empêchés depuis 1965 entre la Chine et la France. Les Français étaient reçus royalement comme des hôtes de marque par les dirigeants chinois. Au cours de la visite de Bettencourt, le 14 juillet, la participation chinoise au banquet offert par l'Ambassade de France pour la fête nationale s'est située à un niveau très supérieur à celui des années passées : Zhou Enlai, premier ministre ; Li Xiannian, vice-premier ministre et Guo Moruo, vice-président de l'assemblée nationale populaire. En fait, Zhou Enlai n'avait participé qu'une seule fois à la célébration de la fête nationale française en 1964. Lorsque des fonctionnaires du département de protocole lui demandèrent s'il voulait participer à la cérémonie du 14 juillet de 1965, il les critiqua en disant que le ministère des Affaires étrangères ne devait pas lui proposer d'y participer. Zhou souligna qu'il fallait éviter de donner l'impression qu'il y avait une coopération entre la Chine et l'impérialisme<sup>2</sup>. En outre, *le Quotidien du Peuple* consacra une multitude de rapports à la visite de la délégation française. Les articles concernant les entretiens de Bettencourt avec Zhou Enlai et avec le président Mao furent illustrés des photos<sup>3</sup>. La banquet d'accueil offert par le gouvernement chinois et la réception de l'Ambassade de France étaient traités plus en détail : les rapports soulignèrent l'importance de la relation sino-française dans les affaires international, le développement de la relation économique en profondeur entre deux pays et la réprobation

---

<sup>1</sup>AMAE, 119QO/753, Télégramme, n° 47, le 16 février 1970.

<sup>2</sup>AMAEC, Concernant la réception de la fête nationale de la France, 117-01770-01, le 14 juillet 1965, p.8.

<sup>3</sup>*Zhou Zong Li Hui Jian Fa Guo Zheng Fu Dai Biao Tuan Tong Bei Dang Gu Bu Zhang Deng Fa Guo Ke Ren Jing Xing Le You Hao De Tan Hua* (Le premier ministre Zhou Enlai rencontre la délégation française. L'entretien entre Zhou Enlai et le ministre Bettencourt a lieu dans une circonstance amicale), *Le Quotidien de Peuple*, le 11 juillet 1970 ; *Wei Da Ling Xiu Mao Zhu Xi He Ta De Qin Mi Zhan You Lin Fu Zhu Xi Hui Jian Bei Dang Gu Bu Zhang Shuai Ling De Fa Guo Zheng Fu Dai Biao Tuan* (Le grand dirigeant, le président Mao et son compagnon d'armes, le vice-président Lin Biao rencontrent la délégation gouvernementale dirigée par le ministre Bettencourt), *Le Quotidien de Peuple*, le 14 juillet 1970.

chinoise vis-à-vis de la politique américaine au Vietnam<sup>1</sup>. Le PCC voulait profiter de cette visite pour transmettre au Bloc occidental un signal positif du changement de la stratégie diplomatique chinoise. Elle montrait que face à la menace soviétique, la Chine souhaitait sortir de la situation fermée à cause de la Révolution culturelle, et un rapprochement sino-européen était la première étape grâce à la reconnaissance mutuelle sino-française.

Le sujet du dialogue sino-français ne se bornait pas au domaine économique à cause du coup d'état de au Cambodge en mars<sup>2</sup>. D'après la note pour Bettencourt, l'objectif des entretiens avec les dirigeants chinois était de connaître les chances de voir les négociations sino-américaines progresser, de réaffirmer la position française vis-à-vis de la situation indochinoise et d'assurer aux Chinois de la volonté du gouvernement américain sur le retrait de leurs troupes d'Indochine<sup>3</sup>. Paris pensait que les contacts entre la France et la Chine pourraient contribuer à atténuer les oppositions qui divisaient le monde et retardaient le rétablissement de la paix<sup>4</sup>. Concernant la relation sino-américaine, les Chinois indiquèrent aux Français que les affaires indochinoises étaient un des obstacles principaux dans le rapprochement sino-américain. Le 13 juillet, Tang Haiguang, directeur d'Europe occidentale au ministère des Affaires étrangères dit à Bettencourt que la Chine ne pourrait parler de négociations que lorsque les Américains auraient décidé de retirer toutes leurs troupes du Vietnam. Il indiqua que les conversations sino-américaines de Varsovie étaient suspendues en raison de l'intervention des Américains au Cambodge, mais que le

---

<sup>1</sup> *Li Xiannian Fu Zong Li She Yan Huan Ying Fa Guo Zheng Fu Dai Biao Tuan, Li Xiannian Fu Zong Li He Bei Dang Gu Bu Zhang Zai Yan Hui Shang Xian Hou Jiang Hua* (Discours du vice-premier ministre Li Xiannian et du ministre Bettencourt au cours de la réception d'accueillis pour la délégation gouvernementale française), *Le Quotidien de Peuple*, le 9 juillet 1970 ; *Fa Zhu Hua Da Shi Ju Xing Zhao Dai Hui Qing Zhu Fa Guo Guo Qing, Zhou Enlai Zong Li, Li Xiannian Fu Zong Li, Guo Moruo Fu Wei Yuan Zhang Deng Ying Yao Chu Xi* (M. Zhou Enlai, M. Li Xiannian et M. Guo Moruo sont présents à la réception de l'Ambassade de France en Chine pour la fête nationale de la France), *Le Quotidien de Peuple*, le 15 juillet 1970.

<sup>2</sup> Concernant la discussion de la situation entre la Chine et la France, voyez le Chapitre 12.

<sup>3</sup> AMAE, 119QO/753, Entretiens politiques de M. Bettencourt en Chine, le 8 juillet 1970.

<sup>4</sup> AMAE, 119QO/753, D'information générale a tous postes diplomatiques, le 6 août 1970.

gouvernement chinois serait prêt à les reprendre lorsque les circonstances se révéleraient propices<sup>1</sup>. Luo Guibo, vice-ministre des affaires étrangères exprima la même position sur la relation sino-américaine au cours de son entretien avec Bettencourt. Les propos de Bettencourt relatifs à une solution politique négociée et à la participation de la Chine aux pourparlers avec les États-Unis n'étaient pas relevés par Luo. Le vice-Ministre doutait également de la bonne foi des États-Unis mise en avant par les Français dans les affaires indochinoises, et le dialogue sino-américain ne pourrait pas se poursuivre dans la situation actuelle<sup>2</sup>. Zhou Enlai indiqua également qu'il ne suffisait pas de parler de paix pour parvenir à la solution et au développement de la relation sino-américaine si les propositions du général de Gaulle dans son discours de Phnom Penh pouvaient être amorcées par Washington. Le président Mao pensait que concernant les États-Unis, non seulement les choses n'avaient pas changé, mais elles avaient empiré, les États-Unis ne savaient pas tenir parole<sup>3</sup>. Il va sans dire que Bettencourt s'est élevé avec énergie pour présenter l'interprétation française concernant la position américaine et contre de « fausses interprétations chinoises » en insistant sur la bonne foi des autorités françaises. Il dit aux dirigeants chinois que les États-Unis restaient pour la France la grande nation alliée<sup>4</sup>. Il expliqua que le gouvernement français n'était pas l'intermédiaire des États-Unis, mais que la France connaissait bien le président Nixon, et qu'elle souhaitait une solution politique au problème indochinois et un rapprochement sino-américain. Cependant, la réaction chinoise était indifférente, bien que Pékin eût accueilli solennellement la délégation française. Le président Mao ne décidait encore pas d'accélérer le processus de rapprochement avec les États-Unis.

---

<sup>1</sup>AMAE, 119QO/753, Note, le 23 juillet 1970.

<sup>2</sup>AMAE, 119QO/753, Entretien de Bettencourt avec M. Lo Kuei-po, le 8 juillet 1970.

<sup>3</sup>AMAE, 119QO/753, Commentaire sur l'entretien de M. Chou En-lai avec M. André Bettencourt, le 12 juillet 1970 ; Entretien du président Mao Tsé-Toung avec M. Bettencourt, le 16 juillet 1970.

<sup>4</sup>AMAE, 119QO/753, Note pour Monsieur Lewin Chef du cabinet de Monsieur Bettencourt, le 8 septembre 1970.

Aux yeux du président Pompidou, le rôle chinois dans les affaires internationales était un enjeu de la stratégie diplomatique française entre deux superpuissances. Il pensait qu'il s'agissait de placer les entretiens franco-chinois sur la base d'une information qui devait être mutuelle. A cet égard, il fallait qu'en retour les Chinois donnent des informations sur leur politique dans le Sud-est asiatique aux Français. Il fallait également tâcher de connaître leur sentiment sur l'évolution de leurs rapports avec les États-Unis<sup>1</sup>. Il ne fallait pas écouter les attaques chinoises contre les États-Unis sans rappeler qu'ils étaient les alliés de la France. Il fallait préciser nettement les positions françaises au cours des entretiens, c'est-à-dire que le gouvernement français n'approuvait pas l'attitude des États-Unis en Indochine et vis-à-vis de la Chine, et qu'il ne cessait de les conseiller. Pompidou était convaincu de la bonne volonté de Nixon. « Au total, notre politique chinoise est importante mais nos rapports avec les États-Unis et l'URSS sont davantage. Nos relations avec la Chine ont entre autres pour but de renforcer notre main vis-à-vis des deux autres mais n'ont pas la priorité » écrit le président Pompidou<sup>2</sup>. A ses yeux, la Chine pouvait réduire les chances de l'URSS en ce qui concernait une intervention militaire en Europe occidentale. Il y avait donc une possibilité de conclure avec l'URSS des accords maintenant le *statu quo*, « des sortes de pactes de non-agression perpétuels »<sup>3</sup>. En revanche, côté chinois, bien qu'un des objectifs du rapprochement avec la France après 1969 soit de présenter le changement de sa politique étrangère, plus important encore, la Chine espérait développer sa relation économique avec la France pour profiter de la technologie avancée française pour améliorer son économie. D'après l'étude de Chen Jian, historien chinois, la divergence

---

<sup>1</sup>AN, AG/2/1029, Entretien avec le président de la République, le 6 janvier 1970.

<sup>2</sup>AN, AG/2/1029, Texte manuscrit du président de la République, le 16 août 1971.

<sup>3</sup> Compte Rendu, Entretien entre le président de la République et le président des États-Unis, à la Maison Blanche, le mardi 24 février 1970, de 10h35 à 12h15, CR83, Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1970, Tome I, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2014, pp.202-210.

entre Mao Zedong et son successeur future, Lin Biao, a mis un frein à le rapprochement entre la Chine et le Bloc occidentale à ce moment-là. D'une part, Chen pensait que Lin Biao gardait le silence sur le rapprochement sino-américain<sup>1</sup>. Certes, Lin gardait également le silence lors de la visite de la délégation française en Chine<sup>2</sup>. D'autre part, la tentative de fuite de Lin Biao à l'étranger et sa mort (l'affaire Lin Biao du 13 septembre 1971) a fortement commotionné le président Mao et les dirigeants du PCC, ce qui provoqua le chaos de la politique chinoise<sup>3</sup>. Dans ces circonstances, Zhou Enlai se proposa d'envoyer une délégation en France pour l'examen général du problème concernant la coopération économique entre deux pays, mais sans considérer les problèmes politiques<sup>4</sup>. Du coup, au cours de l'entretien avec le président Pompidou le 1<sup>er</sup> octobre 1971, le Chef de la délégation économique de la Chine se bornait à souligner les points communs sino-français dans les affaires internationales, comme par exemple une longue tradition révolutionnaire et une brillante civilisation très ancienne, une politique de sauvegarde de l'indépendance nationale et l'opposition à l'hégémonisme. Lorsque le président de la République lui demanda s'il y avait un changement de la position chinoise sur les affaires indochinoises et sur le rapprochement sino-américain, le Ministre du Commerce extérieur chinois ne pouvait que se tourner à plusieurs reprises vers Huang Zhen, ambassadeur de Chine pour consulter son avis, et que répéter les positions connues chinoises, comme par exemple le retrait total des troupes américaines. L'Ambassadeur de Chine l'aidait même de à répondre à la question et cet entretien se terminait rapidement<sup>5</sup>. Évidemment la première délégation ministérielle envoyée par le gouvernement chinois ne s'était pas préparée à avoir une discussion avec les Français à propos des affaires étrangères. Dans les rapports du

---

<sup>1</sup> Chen Jian, *Mao's China and the Cold War*, op.cit., 2001, pp.269-271.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/753, Entretien du président Mao Tsé-Toung avec M. Bettencourt, le 16 juillet 1970.

<sup>3</sup> Chen Jian, *Mao's China and the Cold War*, op.cit., pp.269-271.

<sup>4</sup> AMAE, 119QO/756, Commentaire sur les relations économiques franco-chinoises, le 24 juillet 1971.

<sup>5</sup> AMAE, 119QO/757, Entretien du Président de la République avec M. PAI Hisang-Kuo, ministre du commerce extérieur de la République populaire de Chine, le 1<sup>er</sup> octobre 1971.

*Quotidien du Peuple* relatif à cette visite officielle, Bai Xiangguo, chef de la délégation chinoise, ne félicitait que le développement harmonieux des relations franco-chinoises depuis 1964. L'attitude chinoise sur l'Indochine et sur les États-Unis était présentée en notant la déclaration du président Pompidou à l'occasion de la réception de la délégation chinoise<sup>1</sup>.

Côté américain, Washington voulait encore profiter du rôle de Jean Sainteny dans sa diplomatie secrète pour transmettre des messages aux Chinois. La coopération entre Kissinger et Sainteny réaliserait des progrès dans les pourparlers de paix américano-vietnamiens<sup>2</sup>, Kissinger espérait donc que Sainteny pourrait aider les Américains d'établir le contact avec les Chinois à Paris. Au cours de l'entretien avec Sainteny le 27 septembre 1970, après avoir discuté du problème indochinois, Kissinger confia que les Américains tentaient d'entretenir une conversation avec les Chinois, mais ils n'aboutissaient nulle part. Il demanda Sainteny d'établir le contact avec Huang Zhen, parce que les deux gouvernements ne pouvaient pas faire des progrès significatifs au cours de la conversation à Varsovie. Sainteny réaffirma sa volonté d'apporter à nouveau son assistance. Cependant, il ne parlait pas le chinois, il pensait de contacter en privé l'Ambassadeur de Chine par une association chinoise en France<sup>3</sup>. Le 3 novembre 1970, Sainteny a écrit à Kissinger que sa relation avec Huang Zhen était restée bonne, qu'il lui serait sans doute possible de transmettre secrètement un message à l'Ambassadeur de Chine en France. En outre,

---

<sup>1</sup> *Fa Guo Zong Tong She Yan Zhao Dai Wo Zheng Fu Dai Biao Tuan, Bei Dang Gu Bu Zhang Yan Qing Wo Zheng Fu Dai Biao Tuan* (Le Président de la France offre un banquet à la délégation gouvernementale de la Chine. Le ministre Bettencourt offre un banquet à la délégation gouvernementale de la Chine), *Le Quotidien du Peuple*, le 3 octobre 1971 ; *Wo Zheng Fu Dai Biao Tuan Zheng Fu Tuan Zhang Zai Ba Li Ju Xing Gao Bie Yan Hui, Bai Xiangguo Tuan Zhang He Ao Tuo Li Bu Zhang Zhu Jiu Gong Zhu Liang Guo Ren Min You Yi Jing Yi Bu Fa Zhan* (Lors du banquet d'adieu, Bai Xiaoguo, chef de la délégation, félicite le développement harmonieux des relations franco-chinoises), *Le Quotidien du Peuple*, le 11 octobre 1971.

<sup>2</sup> Concernant ce sujet, voyez le Chapitre 7.

<sup>3</sup> Memorandum of conversation, September 27, 1970, NSC files, Box 1031, Exchanges leading up to HAK trip to China, December 1969- July 1971.

Sainteny a écrit également une brève biographie de Huang. Il a écrit que Huang, en tant que général, ayant participé à la Longue Marche, restait une bonne relation avec le président Mao<sup>1</sup>. W. Richard Smyser, personnel du Conseil de sécurité nationale des États-Unis pensait qu'il lui fallait beaucoup de temps avant d'obtenir les informations concernant l'Ambassade de Chine. Cependant, la recherche de bons interprètes pour cette mission spéciale était un problème, parce que Sainteny ne parlait pas le chinois<sup>2</sup>. Après avoir reçu la lettre de Kissinger, Sainteny eut une conversation le 23 décembre avec son ami pour exposer le projet. Bien qu'ayant accueilli l'idée avec une certaine réserve, son interlocuteur la transmit à son conseil d'administration. Richard Smyser pensait que Sainteny ne pouvait pas assurer une réponse favorable de son ami. Il suggéra donc à Kissinger qu'il valait mieux ne pas présenter un air inquiet, mais présenter seulement une approbation quant à son effort<sup>3</sup>. En même temps, le lien secret « Washington- Islamabad-Pékin » constitua une avancée sans précédent dans le rapprochement sino-américain. Le 16 décembre 1970, Washington a reçu une réponse favorable de Pékin transmise par le Pakistan. Zhou Enlai proposa que les États-Unis puissent envoyer un représentant spécial du président Nixon en Chine pour discuter du problème de Taiwan<sup>4</sup>. En avril 1971, les deux parties ont été engagées dans une signalisation importante, c'est-à-dire que la Chine et les États-Unis ont fait connaître leur désir de rapprochement. Les Chinois avec « la diplomatie du ping-pong » et Nixon avec des déclarations publiques marquèrent son intérêt pour un voyage en Chine pour visiter la Chine - tandis que Kissinger attendait la réponse de Pékin au message envoyé en décembre. Le 27 avril 1971, Kissinger a reçu la note de Zhou Enlai transmise

---

<sup>1</sup> Les fonds d'archives de Jean Sainteny, 1SA22/dr 3, Lettre à M. Henry A. Kissinger, le 3 novembre 1970.

<sup>2</sup> Memorandum for Henry A. Kissinger, letter from your friend in Paris, and other Chinese Miscellanea, November 7, 1970, NSC files, Box 1031, Exchanges leading up to HAK trip to China, December 1969-July 1971.

<sup>3</sup> Memorandum for Henry A. Kissinger, Message from Sainteny, January 18, 1971, NSC files, Box 1032, Cookies II, Chronology of exchanges with PRC, Feb.1969-April 1971.

<sup>4</sup> Record of a discussion with Mr. Henry Kissinger on the White House on 16<sup>th</sup> December 1970, NSC files, Box 1031, Exchanges leading up to HAK trip to China, December 1969- July 1971.

par le Président de du Pakistan. « Le gouvernement chinois réaffirme sa volonté de recevoir publiquement à Pékin un représentant spécial du président des États-Unis (par exemple, M. Kissinger) ou le secrétaire d'État américain ou même le président des États-Unis lui-même pour des réunions et des discussions directes » écrit Zhou dans son message<sup>1</sup>. Il symbolisa le commencement de l'effort sino-américain pour discuter des problèmes qui les ont divisés depuis un temps relativement long. Le même jours, il était sur le point de faire un autre effort pour contacter Sainteny par Kissinger. Il lui a écrit que le président Nixon et eux espéraient que Sainteny pourrait les aider dans une question très sensible. Le porteur de ce message, le général Vernon Walters, attaché militaire américain en France, lui expliquerait ce projet. Il fallait que Sainteny n'informe personne de la nature de sa conversation, à l'exception du président Pompidou. Par la suite, Walters reçut l'ordre de contacter Sainteny pour transmettre cette lettre de Kissinger. D'après l'instruction de Washington, l'Attaché militaire devait lui demander d'organiser une réunion privée et sécurisée seule entre eux et l'Ambassadeur de Chine en France ou avec un autre représentant communiste chinois supérieur à Paris. En attendant, Kissinger pensait envoyer un signal à Sainteny par téléphone<sup>2</sup>. Il élaborait une note pour un représentant approprié de la Chine populaire en France. Dans cette note, Kissinger indiqua que si Pékin désirait des pourparlers strictement confidentiels, le Président serait prêt à lui établir une telle voie pour des raisons de sensibilité extrême. En vue d'améliorer les relations américano-chinoises en reconnaissant pleinement les différences d'idéologie, Kissinger, en tant qu'assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, serait prêt à venir à Paris avec ceux qui pourraient être désignés par la Chine populaire. Il souligna qu'une telle chaîne ne serait révélée à aucun

---

<sup>1</sup> Message from Premier Chou En-Lai dated April 21, 1971, (Delivered to Mr. Kissinger, 6:15 p.m. April 27, 1971), NSC files, Box 1031, Exchanges leading up to HAK trip to China, December 1969- July 1971.

<sup>2</sup> Letter from Henry Kissinger to Major general Vernon A. Walters, April 27, 1971, NSC files, Box 1032, Cookies II, Chronology of exchanges with PRC, Feb.1969-April 1971.

autre pays étranger<sup>1</sup>. Bien que Huang Zhen ait transmis cette note de Kissinger au ministère chinois des affaires étrangères sans commentaire, « nous étions sur la bonne voie » dit Sainteny à Kissinger au cours de l'entretien le 25 mai 1971. Il pensait que ce lien secret « Paris-Pékin » était efficace. « Si vous fermez une porte, les Chinois voudraient en ouvrir une autre » conclut Sainteny. Kissinger lui demanda d'informer les Chinois que les États-Unis pourraient lever l'embargo militaire vis-à-vis de la Chine populaire<sup>2</sup>. Lors de la visite secrète de Kissinger en Chine, le 11 juillet 1971, Zhou Enlai pensait que Huang Zhen pourrait discuter avec Kissinger pour une préparation de la visite de Nixon en Chine<sup>3</sup>. Le 19 juillet, la négociation sino-américaine commença à Paris<sup>4</sup>.

### **8. 3 Une coopération franco-chinoise pour la réussite de la Conférence de Paris ?**

Le processus du rapprochement sino-américain était secret ; cependant, le PCC l'a divulgué aux autres hautes personnalités qui ne participaient pas au contact secret ou ne transmettaient pas les messages entre la Chine et les États-Unis. La France pouvait donc suivre le développement de cette action historique. Le prince Sihanouk jouait un rôle important en divulguant des informations aux Français. Avant le message de Zhou Enlai aux président Nixon du 21 avril 1971, dans la lettre de Sihanouk à Manac'h, il indiqua que la Chine répondrait favorablement à la politique américaine. D'après son entretien avec Zhou Enlai le 9 avril, le Prince pensait que Zhou laisserait le soin de donner à une haute personnalité américaine qui concerne avant tout les relations sino-américaines. Il y avait

---

<sup>1</sup> Message to be delivered by major general Vernon A. Walters to the government of the people's republic of China, Box 1031, Exchanges leading up to HAK trip to China, December 1969- July 1971.

<sup>2</sup> Memorandum of conversation, May 25, 1971, NSC files, Box 1031, Exchanges leading up to HAK trip to China, December 1969- July 1971.

<sup>3</sup> Document 143, Melorandum of Conversation, July 11, 1971, *FRUS*, 1969-1976, Volume 17, China, 1969-1972, pp.441-442.

<sup>4</sup> Document 149, Memorandum from the Defense Attaché in France (Walters) to the President's Assistant for National Security Affaires (Kissinger), July 19, 1971, *FRUS*, 1969-1976, Volume 17, China, 1969-1972, pp.462-463.

sans doute une liaison étroite entre le problème de leurs rapports bilatéraux avec les États-Unis et la solution exigée faisait partie de ces problèmes<sup>1</sup>. En revanche, il semble que les Nord-Vietnamiens n'aient pas appris cette information avant la visite secrète de Kissinger en Chine le 9 juillet 1971. Entre le 13 et le 14 juillet, Zhou Enlai était à Hanoi pour expliquer les raisons pour lesquelles la Chine voudrait un rapprochement avec les États-Unis. Zhou souligna que le gouvernement chinois continuerait, comme par le passé, à apporter son appui à la lutte des peuples indochinois<sup>2</sup>. Bien que Pham Van Dong ait analysé les intentions sino-américaines avec modération<sup>3</sup>, cet événement provoqua la divergence sino-vietnamienne. Le 16 juillet 1971, *le Quotidien du Peuple* annonça que le gouvernement chinois a lancé une invitation au président Nixon à visiter la Chine avant mai 1972 en vue de rechercher la normalisation des relations entre les deux pays et échanger des vues sur les questions intéressant les deux parties<sup>4</sup>. Les milieux officiels et la presse de Hanoi observaient le silence le plus complet jusqu'au 20 juillet. Sous le titre « la faillite inévitable de la doctrine Nixon », l'éditorial indiqua que Nixon voulait diviser les pays socialistes et conclure un accord entre les grandes puissances. Cette position gouvernementale traduisait bien le souci de Hanoi aux yeux des Chinois. Les Nord-Vietnamiens dirent aux Français que l'initiative chinoise était contraire aux intérêts de son pays, mais qu'ils ne céderaient jamais<sup>5</sup>. Zhou demanda au *Quotidien du Peuple* de reproduire cet éditorial afin de montrer que la Chine avait la conscience tranquille concernant son rapprochement avec les États-Unis.<sup>6</sup>

Le gouvernement chinois indiqua également cette décision importante à la délégation

---

<sup>1</sup>AMAE, 119QO/769, Télégramme, n° 1664/69, Relations sino-américaines, le 13 avril, 1971.

<sup>2</sup>CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., p.469; AMAE, 119QO/831, Télégramme, n° 592, le 20 juillet, 1971.

<sup>3</sup>AMAE, 119QO/769, Télégramme, n° 580/581, le 17 juillet, 1971.

<sup>4</sup>*Gong Gao* (Annonce), *Le Quotidien du Peuple*, le 16 juillet 1971.

<sup>5</sup>AMAE, 119QO/769, GF/or, n°15/DA-AS, Le voyage du président Nixon à Pékin, le 20 juillet 1971.

<sup>6</sup>CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., pp.469-470.

parlementaire française qui était en train de visiter en Chine. Le 14 juillet 1971, Zhou Enlai dit à Alain Peyrefitte, président de la délégation, que « les petits pas » proposé par Nixon ne suffisaient pas, il fallait donc faire un grand pas<sup>1</sup>. Cette expression prendra tout son relief quelques jours plus tard, lors de l'annonce du projet de voyage du président Nixon en Chine. Au cours de l'entretien avec Peyrefitte, le 18 juillet, Zhou approuva les efforts français dans le rapprochement sino-américain. Zhou pensait que la France contrastait déjà des vicissitudes dans ces contacts et la position d'observation chinoise. Le Premier Ministre réaffirma que le problème de Taiwan était l'obstacle le plus important dans la normalisation de la relation entre les deux pays. Il répétait les huit points à propos du problème de Taiwan qu'il présenta à Kissinger le 11 juillet. En ce qui concerne la relation entre le problème vietnamien et la détente sino-américaine, Zhou considérait qu'il fallait voir comment se développeraient les choses et l'Indochine intéressant beaucoup Nixon. Cependant, Zhou Enlai critiqua le retour des accords de Genève qui était proposé par Sihanouk lors de son entretien avec le président de la délégation française, parce que ces accords étaient violés. Zhou souligna que la seule idée principale pour résoudre le problème du Vietnam était le discours de Phnom Penh du général de Gaulle, c'est-à-dire que toutes les troupes étrangères devaient quitter les trois pays indochinois et n'y jamais revenir, et on devait garantir que les trois peuples de l'Indochine puissent régler leurs affaires sans intervention étrangère. Il conclut que c'était un accord sino-français dans la lutte contre les superpuissances et les hégémonies<sup>2</sup>. Ces paroles de Zhou Enlai approfondissaient le point de vue qu'il avait émis lors de son entretien avec Manac'h en avril 1971. Il pensait que la structure administrative de la conférence de Genève était réservée aux pays européens, bien que les problèmes à résoudre fussent asiatiques. Zhou dit à Manac'h que les accords de 1954 n'avaient donné

---

<sup>1</sup>AMAE, 119QO/756, compte-rendu d'une conversation avec le Premier Ministre Chou-En-Lai, le 14 juillet.

<sup>2</sup>CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p.469 ; AMAE, 119QO/756, Entretien entre le premier ministre Chou En-lai et la délégation parlementaire française dirigée par M. Peyrefitte, séance restreinte, le 18 juillet 1971.

lieu qu'à une suspension provisoire des hostilités. « Il faut les laisser régler eux-mêmes leurs problèmes, s'ils veulent adopter la voie du non-alignement, nous leur en reconnaissons le droit » conclut le Premier Ministre<sup>1</sup>. Il semble que le PCC voulait profiter des propositions françaises pour limiter les négociations américano-vietnamiennes dans le cadre de la conférence de Paris. D'une part, il pouvait limiter le rôle soviétique au cours de la négociation. Il n'y avait pas de système de coprésidence (l'URSS était un des coprésidents de la conférence de Genève) dans cette conférence en France, l'Union soviétique ne pourrait donc pas l'influencer à grand échelle. D'autre part, la Chine pourrait acquérir davantage d'influence dans la négociation à Paris en ayant des discussions avec les États-Unis et en exerçant une pression sur le Nord-Vietnam. Le 24 août 1971, le président Pompidou écrit à Nixon qu'il se félicitait de l'acceptation du président américain pour une visite officielle en Chine populaire. « Notre attitude n'a pas toujours été bien comprise. Comme la vôtre pourtant, notre politique n'était dirigée contre personne. Je suis heureux que sur un point aussi capital, il n'y ait plus de différence d'approche entre nous » écrit-il. Pompidou souhaitait finalement que la visite de Nixon en Chine pourrait pût ramener réellement la paix en Asie du Sud-est<sup>2</sup>.

On pouvait penser que la visite de Nixon aurait influencée sur les dirigeants du Nord-Vietnam et sur le GRP qui, malgré les assurances de Pékin, ne pourraient s'empêcher de se sentir quelque peu isolé. La presse nord-vietnamienne tenait le grand public dans l'ignorance de la rencontre sino-américaine de Pékin<sup>3</sup>. Au cours de la fête de l'armée russe, le général Giap indiqua que Nixon se trompait s'il pensait que sa présence à Pékin faciliterait le règlement du conflit, parce que les Nord-Vietnamiens étaient prêts à continuer

---

<sup>1</sup>AMAE, 119QO/756, Télégramme, n° 3223/3229, le 20 juillet 1971.

<sup>2</sup>AMAE, 119QO/769, Télégramme, n° 1645/1650, le 24 août 1971.

<sup>3</sup>AMAE, 119QO/770, Télégramme, n° 142, le 26 février 1972.

la lutte le temps qu'il faudrait<sup>1</sup>. Dans une déclaration militaire secrète en 1971, Truong Chin indiqua que les Nord-Vietnamiens devaient se demander si la visite de Nixon était un bon choix alors que les troupes américaines étaient encore dans la région vietnamienne. Il pensait que Pékin pourrait couper l'aide militaire à cause du rapprochement sino-américain, bien que la Chine ait confirmé son soutien à la lutte au Vietnam<sup>2</sup>. Cette déclaration montra que les dirigeants nord-vietnamiens considéraient les actions diplomatiques chinoises comme une trahison. Les relations sino-vietnamiennes entre Pékin et Hanoi se fondaient sur l'idéologie marxiste-léniniste, sur le front uni international contre l'impérialisme, et sur l'amitié révolutionnaire personnelle et organisationnelle. Ces relations étaient également établies sur la confiance révolutionnaire entre les deux pays. Lorsqu'une partie interprétait l'action d'une autre comme la violation de leur idéologie, il y aurait une réaction très violente. Côté chinois, lors du refus vietnamien pour lutter ensemble avec la Chine contre « le révisionnisme soviétique », il y avait déjà une divergence entre Pékin et Hanoi. Face à la menace du « social-impérialisme », le pragmatisme révolutionnaire conduisit à faire changer la diplomatie chinoise. Le président Mao ne souhaitait que jamais une guerre n'advînt dans le territoire chinois. On pense que le soutien à la révolution indochinoise était une stratégie pour profiter de cette révolution, afin d'empêcher la guerre en Chine<sup>3</sup>. Le rapprochement sino-américain était également une politique pour remédier à la situation critique qui pouvait provoquer un conflit à grande échelle entre la Chine et l'Union soviétique. Cependant, coté nord-vietnamien, les dirigeants de Hanoi demeuraient axés sur l'idéologie contre « l'impérialisme ».

---

<sup>1</sup>AMAE, 119QO/770, Télégramme, n° 130/131, le 24 février 1972.

<sup>2</sup>Tuong Vu, *Vietnam's Communist Revolution, The power and limits of ideology*, New York: Cambridge University Press, 2017, pp.226-227.

<sup>3</sup>*Zu Guo Bei Da Meng Shou De Lao* (La défense de la frontière du Nord est forte), *Le Quotidien du Peuple*, le 28 avril 1969 ; *Ba Gan Yu Lai Fan Zhe Tong Tong Song Jing Fen Mu* (Il faut anéantir tous les agresseurs qui veulent envahir la Chine), *Le Quotidien du Peuple*, le 29 avril 1969.

D'après les archives américaines, au cours des entretiens entre les dirigeants chinois et les Américains, Nixon et Kissinger ont demandé aux Chinois de les aider à résoudre le problème du Vietnam. Ils ont établi un lien entre le problème de Taiwan et le retrait des troupes américaines de la région vietnamienne. Nixon expliqua que le gouvernement américain ne pourrait pas retirer ses soldats de Taiwan, s'il ne pouvait pas mettre un terme à la guerre du Vietnam. Bien que la réponse chinoise ait été ambiguë, et que le PCC ait souligné que les Indochinois devaient conduire leurs affaires eux-mêmes sans intervention étrangère, les dirigeants chinois firent allusion à une solution politique. Les Américains remarquèrent les paroles modérées de Zhou Enlai concernant le problème vietnamien au cours de ses entretiens avec Kissinger. Zhou indiqua également que la Chine n'envoyait aucun soldat au Vietnam. Le rôle des troupes chinoises dans cette région était seulement de protéger les conseillers techniques et les ingénieurs. Le président Mao dit à Nixon que les Américains pourraient retirer leurs troupes et que les Chinois ne voulaient pas envoyer leurs troupes à l'étranger. Zhou indiqua au président Nixon que si Washington pensait que le retrait des troupes du Vietnam était un choix envisageable, ils pourraient le faire le plus vite possible avant l'expansion soviétique dans cette région. Les Chinois ne souhaitaient pas que le problème vietnamien mine la normalisation sino-américaine<sup>1</sup>. Après la visite de Nixon, les dirigeants chinois décidèrent d'amorcer une coopération avec les États-Unis dans la lutte contre l'Union soviétique. Le président Mao dit à Zhou que la Chine ne pouvait pas combattre contre les deux superpuissances en même temps, il fallait donc coopérer avec l'une en vue de lutter contre l'autre<sup>2</sup>.

En fait, les Français avaient constaté ce changement de la politique chinoise avant la

---

<sup>1</sup> Sous la direction de Niu Dayong et Shen Zhihua, *Len Zhan Yu Zhong Guo De Zhou Bian Guan Xi* (Les relations entre la Chine et des pays voisins), Pékin : World Affairs Press, 2004, pp.652-672.

<sup>2</sup> Wang Yongqin, *1966-1976 Zhong Mei Su Guan Xi Ji Shi* (Les changements des relations entre la Chine, les États-Unis et l'Union soviétique, 1966-1976, Contemporary China History Studies, 1997, No.6.

visite de Nixon. Ils pensaient que la position chinoise était devenue souple. Pendant l'entretien avec Mendès-France en décembre 1971, Zhou lui dit que la réunification provoquerait des problèmes pendant quelques années en raison des différences dans les systèmes du Nord et du Sud. Zhou pensait que la Chine pourrait accepter une existence des deux États vietnamiens, même si la nation vietnamienne était une<sup>1</sup>. Bien que les Chinois aient pensé à s'entretenir de la solution du problème indochinois avec les États-Unis, en février 1972, à la veille de la visite de Nixon, Qiao Guanhua, vice-ministre des affaires étrangères chinois, indiqua à de Broglie, chef de la délégation de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, que la Chine n'était pas opposée aux négociations entre les États-Unis et le Nord-Vietnam et soutenait les propositions avancées par les forces communistes vietnamiennes au cours des entretiens avec les Américains, parce que la Chine elle-même menait des négociations avec les États-Unis<sup>2</sup>. En outre, Qiao n'a pas caché, à propos des relations sino-vietnamiennes, que le passé avait laissé quelques séquelles. Zhou indiqua aux Français que la Chine pourrait accepter la garantie internationale pour la neutralisation de l'Indochine proposée par la France en vue de respecter la volonté des peuples dans le choix de leur système politique et social<sup>3</sup>. Dans la note pour Schumann, ministre des Affaires étrangères, qui devait visiter la Chine en juillet, le Quai d'Orsay pensait que la position fondamentale de la Chine avait été définie ainsi aux Français : toutes les troupes étrangères devaient quitter l'Indochine et n'y jamais revenir, et que les Indochinois pourraient régler leurs affaires sans intervention étrangère<sup>4</sup>. La visite devait donc consolider ces convergences sino-françaises à l'égard du problème indochinois, c'est-à-dire, l'attachement à ces principes dérivant du discours de Phnom Penh du général

---

<sup>1</sup>AMAE, 119QO/761, n° 287, Indochine, le 13 juin 1972.

<sup>2</sup>AMAE, 119QO/751, Compte-rendu de l'entretien de la délégation de la commission des affaires étrangères de l'assemblée nationale avec M. Chiao Kuan-Hua, vice-ministre des Affaires étrangères, le 1<sup>er</sup> février 1972.

<sup>3</sup>AMAE, 119QO/751, Entretiens récents avec les dirigeants chinois, le 10 février 1972.

<sup>4</sup>AMAE, 119QO/761, n° 287, Indochine, le 13 juin 1972.

de Gaulle, et l'idée d'une zone de paix et de neutralité en Indochine. Les Français voulaient savoir si la Chine pouvait aller plus loin et souhaitaient mieux comprendre les objections chinoises, et souhaitaient que la Chine puisse favoriser la politique française vis-à-vis du problème vietnamien<sup>1</sup>.

Le 6 juillet 1972, Schumann commença sa visite officielle en Chine. Il devint le premier ministre des Affaires étrangères de l'Europe occidentale qui visitait la Chine populaire pendant qu'il était en fonction. Il eut de longues discussions avec les dirigeants chinois à propos du problème indo-chinois. Ji Pengfei, son homologue chinois, indiqua que la Chine ne serait pas contre la neutralisation de l'Indochine, si les forces armées venues de l'extérieur se retiraient de la péninsule. Il souligna que la situation dans le monde ne s'était pas relâchée, à cause de la guerre du Vietnam. Schumann présenta l'idée française de zone de paix et neutralité et de l'idée d'une simultanéité entre un cessez-le-feu et une solution politique. Ji souhaitait voir le gouvernement français jouer un rôle plus important et plus positif dans la fin de la guerre d'agression, et souligna que la Chine ne voulait pas intervenir dans les négociations pour une solution des problèmes vietnamiens<sup>2</sup>. Le 10 juillet, Schumann était reçu par Zhou Enlai. Il indiqua que les Français étaient mieux informés par les représentants des forces communistes vietnamiennes à Paris concernant les négociations américano-vietnamiennes, et proposait aux Vietnamiens et aux Américains de favoriser la solution politique. Il pensait que le but d'une solution politique du problème vietnamien était la création dans l'Asie du Sud-est d'une zone de neutralité et de paix. Un gouvernement neutralisé de coalition à trois composantes du Sud-Vietnam pourrait donc assurer la paix. Zhou approuva ce point de vue. Il pensait que s'il n'y avait pas de gouvernement de coalition, le problème, même avec un retrait des forces américaines

---

<sup>1</sup> AMAE, 119QO/761, n° 228/AS, Objectifs du voyage, le 20 juin 1972.

<sup>2</sup> AMAE, 119QO/751, Entretiens avec M. Chi Peng-Fei, le 8 juillet 1972.

resterait sans solution et la guerre civile continuerait. Il indiqua que si la France et la Chine pouvaient réussir ce modèle au Sud-Vietnam, ils pourraient l'établir également au Laos et au Cambodge. « Si un tel pas est effectué en Indochine, la RDV ne signera pas une alliance militaire avec nous ou avec un autre pays socialiste » conclut Zhou. Schumann s'est alors demandé avec Zhou Enlai lequel était le mieux placé pour tenter de convaincre les Américains de la nécessité d'accepter un gouvernement de coalition à trois composants à Saigon. Zhou a insisté sur le désir du président Nixon de se rapprocher de la Chine, ce qui donnait à cette dernière le moyen de se faire entendre. Schumann félicita cette concordance des politiques sino-françaises à l'égard du problème vietnamien. Zhou indiqua au Ministre français que Paris pourrait jouer un rôle important pour convaincre les États-Unis des idées françaises, mais il admit que le problème indochinois était un obstacle à la normalisation de la relation entre la Chine et les États-Unis. À la fin de l'entretien, il souligna qu'un Vietnam unifié ne devrait pas être un pays comme l'URSS. Aux yeux de Zhou, le Vietnam serait une force non-alignée<sup>1</sup>.

Le Quai d'Orsay pensait que le président Mao ne pouvait pas recevoir Schumann à cause de son état de santé. Le Ministre des Affaires étrangères de la France fut surpris lorsque les Chinois lui annoncèrent que le président Mao voulait le recevoir tout seul, sans autres témoins français. Au cours de cet entretien, Mao dit à Schumann que le Ministre devait rester avec lui plus longtemps que Nixon, bien que Nixon soit le président des États-Unis, parce qu'il était français. Ces propos montraient une relation spéciale entre la France et la Chine aux yeux du président Mao. Par la suite, Mao indiqua que s'il était vietnamien, il ne refuserait pas de parler avec le président Thieu. Mao pensait que les Vietnamiens devaient apprendre des expériences du PCC, parce que le PCC négociait avec le KMT, bien

---

<sup>1</sup>AMAE, 119QO/760, Entretiens entre S.E.M. Maurice Schumann, ministre des affaires étrangères, et M. Chou Enlai, premier ministre de la république populaire de Chine. Séance du 10 juillet 1972 ; CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p.99.

que Jiang Jieshi ait massacré des dizaines de milliers de communistes. Mao souligna que les Russes se trompaient s'ils croyaient que le Nord Vietnam serait leur satellite. « Il ne sera le satellite de personne » conclut le président Mao, ce qui aux yeux de Schumann montrait la fin du mythe du monolithe communiste entre la Chine et le Vietnam<sup>1</sup>.

Aux yeux des Français, la Chine jouerait désormais la détente et la coexistence pacifique en Asie. La clé de la détente en Asie reste pour la Chine une solution du problème indochinois. Pour la première fois, les dirigeants chinois cautionnaient les champions de la neutralité dans l'Asie du sud-est. Par la suite, le problème vietnamien passa avant tous les autres, y compris avant le problème de Taiwan pour la Chine<sup>2</sup>. C'était la veille de la reprise des négociations entre les Vietnamiens et les Américains à Paris. La modification de l'attitude chinoise était assez spectaculaire pour les Français. La Chine s'apprêtait à « lâcher » le Nord-Vietnam. La France et la Chine devaient pouvoir trouver un terrain commun sur l'idée de « neutralité » en Asie de Sud-est. Aucun contentieux ne séparant Paris et Pékin<sup>3</sup>.

Si l'on fait une comparaison entre les paroles de Ji Pengfei et Zhou Enlai, on pourrait trouver que, celles de Ji Pengfei souligna la responsabilité des États-Unis pour la guerre du Vietnam et le soutien de la lutte contre l'impérialiste. Les propos de Zhou Enlai présentaient la possibilité d'une coopération franco-chinoise pour la paix en Indochine. Les paroles de Ji étaient plus intransigeantes que celles de Zhou. Il semble que, en tant qu'opérateur de la politique diplomatique chinoise, Ji devait maintenir encore les principes révolutionnaires de la stratégie chinoise vis-à-vis de la guerre du Vietnam devant les

---

<sup>1</sup>AMAE, 119QO/761, Entretien du Ministre avec le président Mao Tsé Toung, le 12 juillet 1972 ; CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., pp.438-439.

<sup>2</sup>AMAE, 119QO/751, Entretiens du Ministre avec M. Chou Enlai, le 12 juillet 1972.

<sup>3</sup>AMAE, 119QO/751, Note, Rapports franco-chinois, le 9 août 1972.

Français en vue de montrer que la Chine n'abandonnait pas sa « ligne de bas ». En revanche, en tant que décideur, la position de Zhou pourrait être plus souple et plus pragmatique afin d'amorcer une coopération internationale à l'égard pour une solution politique du problème vietnamien. Les entretiens entre Schumann et les dirigeants chinois étaient un signal pour les Français, c'est-à-dire qu'ils pourraient promouvoir ensemble la paix dans cette région. D'une part, les dirigeants chinois assuraient à Schumann que les Vietnamiens devaient résoudre les problèmes avec les États-Unis eux-mêmes, sans intervention extérieure. La Chine laissa aux Vietnamiens l'automne pour décider de leur destin. La Chine n'interviendrait pas non plus dans les échanges de vues entre la France et les forces communistes vietnamiens, ce qui pourrait faciliter les efforts français pour une solution politique. En 1965, la Chine demanda aux Nord-Vietnamiens de ne pas accepter les propositions françaises, ce qui conduisit à l'échec du projet « Mayflower » ; mais cette fois-ci, la Chine n'imposait pas aux Vietnamiens d'aller à l'encontre des propositions françaises. D'autre part, la Chine souhaitait que la France jouât un rôle important dans le processus de paix de cette région. Aux yeux des Chinois, la France était l'alliance des États-Unis et était le seul l'intermédiaire occidental entre les pays intéressés. En même temps, la Chine ne niait pas qu'elle négocie avec les États-Unis afin de les convaincre de l'idée d'un gouvernement de coalition au Sud-Vietnam, parce que le problème du Vietnam était devenu le plus important obstacle dans la normalisation des relations sino-américaines<sup>1</sup>. La Chine voulait également convaincre les Nord-Vietnamiens de faire une concession aux États-Unis.

Avant l'entretien avec Schumann, le 6 juillet 1972, Xuan Thuy, négociateur en chef nord-vietnamien, informa Zhou Enlai du développement des négociations de Paris, en mentionnant que le côté vietnamien se préparait à deux possibilités : d'une part, continuer

---

<sup>1</sup> Sous la direction de Niu Dayong et Shen Zhihua, *Len Zhan Yu Zhong Guo De Zhou Bian Guan Xi* (Les relations entre la Chine et des pays voisins), op.cit., pp.652-672.

à se battre ; de l'autre, ne pas laisser passer l'occasion de résoudre le problème. Zhou Enlai indiqua que la position américaine déciderait si la guerre devait continuer ou devait être résolue ou soit résolue à travers les négociations<sup>1</sup>. Cependant, après la visite de Schumann, Pékin demanda à Hanoi de considérer sérieusement une solution politique. Le 12 juillet, Zhou dit à Le Duc Tho qu'il fallait négocier avec les États-Unis pour une solution pacifique. « Nous ne reconnaissons pas Nguyen Van Thieu car il est une marionnette des États-Unis. Pourtant, nous pouvons le reconnaître comme représentant d'une des trois forces du gouvernement de coalition. Les États-Unis verront que Thieu partage le pouvoir dans ce gouvernement, et donc, il est plus facile d'accepter une solution politique » souligna Zhou Enlai. Il essayait de convaincre les Nord-Vietnamiens d'accepter un gouvernement du Sud avec Thieu en vue de faciliter leurs négociations avec les États-Unis. Tho voulait une intervention française dans les négociations, mais il pensait que l'influence américaine minerait l'effort de la France. Zhou proposa de trouver une force neutraliste pro-française et pro-américaine, comme par exemple Doung Van Minh, comme un troisième composant dans le gouvernement. Par la suite, Zhou présenta les expériences du PCC concernant un gouvernement de coalition avec le KMT. Zhou conclut qu'un gouvernement de coalition pourrait aider le Nord-Vietnam à relancer de l'économie et attendre des circonstances favorables pour vaincre les ennemis<sup>2</sup>. Il semble que les échanges de vues entre la Chine et la France conduisirent à ce changement de la position chinoise vis-à-vis de la négociation américano-vietnamienne. La Chine négocia pour imposer un cessez-le-feu aux forces communistes du Vietnam.

Cependant, Hanoi voulait profiter de l'élection présidentielle et des divergences entre

---

<sup>1</sup>CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p.534.

<sup>2</sup>CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p.536; Cold War International History Project, Working paper No.22, *77 Conversations Between Chinese and Foreign Leaders on the Wars in Indochina, 1964-77*, op.cit., pp.179-182.

Washington et Saïgon pour forcer les États-Unis à faire des concessions. Bien que la Chine et la France lui aient demandé de changer sa position, et bien que Mai Van Bo ait indiqué au Directeur d'Asie qu'un accord avant le 7 novembre était espéré, la négociation était encore dans l'impasse. « Tout ce temps perdu ! » pensait Henri Froment-Meurice, lorsque les États-Unis proposèrent de négocier avec le Nord-Vietnam sur l'avenir du Sud sans aucun des représentants du Sud, et que les forces communistes refusaient encore de parler à Thieu. Ceux-ci ont refusèrent encore de lui parler hors de la présence de Thieu en octobre 1972. En outre, la nature et la date n'étaient pas fixées. Kissinger confia aux Français qu'il n'y avait pas de nouvel élément dans les récents entretiens. Le Nord-Vietnam demanda à la France de convaincre les États-Unis d'accepter une concession. Bien que les progrès fussent lents, dans certains aspects, il y avait le développement des progrès. A la fin du mois d'octobre, le projet du gouvernement à trois composantes aux yeux des Français avait disparu, parce que d'après un nouveau projet, il y aurait deux administrations qui resteraient en place chacune dans sa zone. Un nouvel espoir de conférence internationale surgissait. Certains accords étaient déjà conclus, comme par exemple ceux qui concernaient l'élection et la réunification du Vietnam. Un accord fut élaboré le 20 octobre 1972<sup>1</sup>. En novembre 1972, Qiao Guanhua arriva à Paris. Un des objectifs était de présenter la position chinoise concernant ce problème. Le Quai d'Orsay pensait obtenir de Qiao quelques précisions sur la position chinoise à propos du règlement vietnamien. Côté français, le Quai souhaitait ardemment que la Chine puisse participer à une conférence internationale pour un cessez-le-feu entre Hanoi et Washington, parce que tout règlement devait recevoir l'aval de la Chine. Les Français voulaient également savoir connaître le point de vue chinois sur un système efficace de garanties<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Henri Froment-Meurice, *Journal d'Asie : Chine-Inde-Indochine-Japon 1969-1975*, Paris : Editions L'Harmattan, 2005, pp.282-290.

<sup>2</sup>AMAE, 119QO/759, Note, N.374/AS, visite de M. Chiao Kuan-Hua, le 16 novembre 1972.

Au cours de l'entretien avec Schumann, Qiao Guanhua indiqua que s'il n'avait pas cru que celui-ci interviendrait avant les élections américaines, il pensait cependant que Nixon ferait la paix avant la réunion du Congrès. Il espérait qu'une solution serait trouvée rapidement<sup>1</sup>. Le vice-Ministre des Affaires étrangères chinois pensait que les États-Unis désiraient se retirer du Vietnam. Quant au projet de conférence internationale, Qiao dit que la Chine était prête à envisager sa participation. Concernant les garanties internationales, il semble que le gouvernement chinois n'avait pas encore une position claire, parce que ce n'était pas un problème actuel à ce moment-là aux yeux des Chinois. D'après les expériences des deux conférences de Genève, Qiao proposa des garanties générales, parce que, d'après lui, plus les garanties des conférences de Genève sur les problèmes indochinois étaient concrètes, plus elles devenaient incertaines. Hervé Alphand, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères français, approuva cette proposition chinoise. Il considéra que les garanties devaient être générales, de caractère moral et politique et qu'il ne s'agissait pas d'envoyer des forces pour faire respecter les accords. Il souhaita que les idées américaines ne soient pas fondamentalement modifiées changées afin d'établir la paix. Qiao souligna que la Chine ne voulait pas non plus observer de grands changements dans la position américaine<sup>2</sup>.

Cependant, bien que la France et la Chine fussent parvenues à un consensus afin d'amorcer rapidement un cessez-le-feu, le Nord-Vietnam voulait encore une concession américaine. Qiao Guanhua confia à Schumann que les Français et les Chinois sous-estimaient l'intransigeance des Nord-Vietnamiens. Ils croyaient que cette guerre serait finie à la fin du mois d'octobre, mais, jusqu'à leurs entretiens à Paris, la négociation était encore dans l'impasse. Le 18 décembre, pour forcer Hanoi d'accepter un cessez-le-feu,

---

<sup>1</sup>AMAE, 119QO/759, Entretien du Ministre avec M. Chiao Kuan-Hua, le 22 novembre 1972.

<sup>2</sup>AMAE, 119QO/759, Compte rendu verbatim des conversations entre M. Alphand et M. Chiao Kuan-Hua, le 18 novembre 1972.

Washington décida des bombardements intenses au Nord-Vietnam. Schumann dit au Directeur d'Asie qu'en ce qui concernait le problème du Vietnam, quatre-vingt-dix-neuf pour-cent des problèmes faisaient l'objet d'un accord étaient d'accord et la divergence portait seulement sur un pour-cent. Le Ministre pensait que la France devait la reprise des pourparlers et ne pas se résigner<sup>1</sup>. Le matin du 18 décembre, Vo Van Sung était reçu par Schumann. Il souhaitait le respect de l'accord du 20 octobre, et que les États-Unis pourraient puissent exiger des modifications d'après leur demande. Sung demanda au gouvernement français de contribuer à la paix au Vietnam. Sung souligna que pour l'accord du 20 octobre, ils avaient fait des concessions, et qu'ils étaient d'accord entièrement d'accord. Il espérait un retour à l'accord du 20 octobre. « Je dois vous dire que lorsque vous avez accepté de reprendre les conversations après l'élection du président Nixon, il était clair que les États-Unis allaient revenir sur certains points » dit Schumann. Sung critiquait fortement la position américaine. Il pensait que Washington voulait modifier l'accord et ne voulait pas une conversation franche. « Il est évidemment très compréhensible que bon nombre de puissances aient été induites en erreur » conclut Sung. « Je n'ai pas été induit en erreur mais induit en espoir. Votre communication est très grave » répondit Schumann. Par la suite, il refusa la demande d'un entretien avec le vice-Ministre français proposée par Sung<sup>2</sup>. Le gouvernement français voulait amener Hanoi à accepter une nouvelle négociation avec les États-Unis le plus vite possible.

Côté chinois, le PCC ne tolérait pas non plus le changement de la position nord-vietnamienne. Bien que *le Quotidien du Peuple* ait critiqué le bombardement américain au Nord-Vietnam, cette critique n'était pas forte. L'article indiqua que la région vietnamienne

---

<sup>1</sup> Etienne Manac'h, *Mémoires d'extrême-Asie*, Tome I, La face cachée du monde, op.cit., p.324.

<sup>2</sup> AMAE, 148QO/220, Compte-rendu de l'entretien entre le ministre et le délégué général de la RDVN, le 18 décembre 1972.

devait aboutir à la paix<sup>1</sup>. Le 29 décembre, Mao Zedong dit à Nguyen Thi Binh que les Vietnamiens pourraient améliorer la relation avec les États-Unis après un cessez-le-feu afin de favoriser la réunification du Vietnam. Il critiqua fortement les personnes qui incitaient les Vietnamiens à continuer leur lutte militaire contre les Américains. Mao indiqua que les Américains voulaient vraiment se retirer, on devrait donc les aider à sauver leurs apparences<sup>2</sup>. Le 31 décembre, Zhou Enlai demanda à Truong Chinh de réussir à trouver une solution à l'égard de solution politique à la guerre du Vietnam, parce que Nixon voulait vraiment retirer leurs troupes de cette région<sup>3</sup>.

Le 27 janvier 1973, les Accords de Paix de Paris de 1973 sont signés à l'Hôtel Majestic de Paris entre les États-Unis et les quarte forces vietnamiennes pour mettre fin à la guerre du Vietnam qui durait depuis 10 ans.

Bien qu'au cours de certains entretiens avec les Français, les Chinois aient montré une position souple, les deux pays sont parvenus à un consensus à propos du problème vietnamien pendant la visite officielle de Schumann. Après cette visite, il y eut une coopération franco-chinoise pour faire avancer le processus de paix. Les deux pays souhaitaient que l'autre puisse jouer un rôle important dans une solution politique. La France et la Chine s'efforçaient en même temps de contraindre les Vietnamiens à abandonner leurs positions intransigeantes, et d'aider les Américains à se retirer honorablement des affaires indochinoises. La base de cette coopération reposait sur deux points : le premier, l'indépendance de la France vis-à-vis du Bloc occidental ; le deuxième,

---

<sup>1</sup> *Gei Mei Guo Qing Lue Zhe Yi Ying De De Cheng Fa* (C'est la punition afférente pour les Américains) *Le Quotidien du Peuple*, le 27 décembre 1972.

<sup>2</sup> Cold War International History Projet, Working paper No.22, *77 Conversations Between Chinese and Foreign Leaders on the Wars in Indochina, 1964-77*, op.cit., p.182; CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., pp.460-461.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu*, 1949-1976, volume III, op.cit., p.569.

les principes du discours de Phnom Penh, c'est-à-dire, le retrait de toutes les troupes étrangères de cette région et l'autodétermination vietnamienne sans intervention extérieure. Cette coopération n'était pas dirigée par la France, mais influencée par la relation sino-américaine et la relation sino-soviétique, bien que la France ait voulu jouer un rôle important dans la détente entre la Chine et le Bloc occidental, grâce à son statut privilégié en comparaison d'autres pays occidentaux. Depuis 1969, la France tentait de convaincre la Chine de la volonté américaine sur une solution politique du problème vietnamien. Elle essayait ainsi de soutenir le progrès de la normalisation des relations sino-américaines. A cause de la fermeté de la Chine populaire, les efforts français étaient vains et la position chinoise était intransigeante face aux propositions françaises. Lorsque la Chine fut prête à accepter un rapprochement avec les États-Unis et décida de résoudre premièrement le problème vietnamien afin de libérer les mains de Washington dans sa lutte contre l'URSS, la France et la Chine purent consolider finalement leurs convergences en vue de favoriser la fin de la guerre du Vietnam.

On devait constater que les objectifs de cette coopération étaient différents pour la Chine et la France. Du côté français, Paris espérait encore contribuer à un Vietnam neutre, et par la suite, à l'établissement de la neutralisation de l'Indochine et finalement, à une zone neutralisée de l'Asie de Sud-est. Le but du gouvernement de coalition à Saïgon était de limiter l'expansion du communisme au Vietnam. L'intervention française dans les affaires indochinoises jetait sans aucun doute les bases pour un retour de la France dans cette région après la guerre. Côté chinois, l'armatrice entre les États-Unis et le Vietnam ne symbolisa pas la fin de soutien de la révolution du Vietnam. Cependant, les dirigeants chinois pensaient que les affaires du Vietnam, pays considéré comme le premier objectif révolutionnaire extérieur de la Chine et comme une tête de pont pour combattre les États-

Unis, furent remplacées comme priorité par la menace de « l'impérialisme social soviétique ». Ils voulaient une solution politique afin d'éliminer l'obstacle de la coopération sino-américaine pour lutter ensemble contre l'expansion de l'URSS dans le monde. En fait, aux yeux des dirigeants chinois, la fin de la guerre n'accélérait pas la réunification du Vietnam. Ils pensaient qu'un gouvernement de coalition pourrait favoriser la stabilisation de la situation révolutionnaire au Sud et la reprise de l'économie du Nord-Vietnam. Ils suggéraient aux Nord-Vietnamiens qu'ils devaient profiter de cette « période de repos » pour renforcer leurs forces armées<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., pp.460-461, pp.466-468.

**Troisième partie :**

**Les interactions sino-françaises dans le  
changement de la situation indochinoise 1973-1979**



En 1974, le président Mao renouvelait sa théorie internationaliste des « deux zones intermédiaires ». La théorie des « trois mondes » souligna l'importance de regroupement d'un nouveau front uni international contre les deux superpuissances. En revanche, la Chine et la France avaient une grande divergence concernant leurs positions à l'égard de l'URSS. Pompidou et Giscard d'Estaing voulaient aller plus loin par rapport de la politique du général de Gaulle en vue d'amorcer une détente globale Est-Ouest. La Chine croyait encore au bouleversement prochain du monde et à la possibilité du déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale. C'est une des raisons pour lesquelles la Chine ne voulait pas une réunification rapide du Vietnam afin d'empêcher l'intervention de l'URSS dans cette région. En outre, Pékin soutenait l'intégration européenne occidentale dirigée par l'idée en vue d'isoler et de frapper l'hégémonie soviétique. L'approche internationale française, qui promouvait une détente avec un « ennemi dangereux » pour la paix mondiale, ne jouait donc pas un rôle important dans « le deuxième monde », mais la France était aux yeux des Chinois un organisateur de ce mouvement de l'intégration européenne. Cette impression n'était pas changée après la décède du président Mao en 1976. A l'époque de Deng Xiaoping, la France et la Chine parvenaient finalement à un consensus lorsque Paris avouait que la politique de détente n'interdisait pas le recours à une défense indépendante contre la menace de l'URSS. Dans ces circonstances, la France et la Chine soutenaient ensemble l'ASEAN et une stable Asie du Sud-est.

A cause du conflit idéologique, les successeurs du Général ne pouvaient pas amorcer l'objectif du rétablissement d'une bonne relation avec l'ancienne Indochine. Un Vietnam réunifié par la force communiste formait une alliance avec l'URSS. Le Laos était dirigé par le Vietnam. Le Cambodge sous le contrôle des Khmers Rouges rompait les relations diplomatiques avec les pays occidentaux. La France devenait seulement un « observateur »

de la situation indochinoise, mais pas un « participant ». Ses propositions de paix ne pouvaient pas empêcher les conflits militaires khmer-vietnamiennes et la troisième guerre du Vietnam. En revanche, la Chine reprenait sa position dominante dans cette région par la guerre avec le Vietnam en 1979.

## **Chapitre 9 : La Chine, la France et l'application des accords de Paris**

### **9.1 Le changement de la politique étrangère de la Chine et de la France après la guerre du Vietnam**

Le rapprochement entre la Chine et les États-Unis ne marqua pas un changement de position diplomatique pour la Chine sous la présidence de Mao. En fait, entre 1965 et 1972, « la situation révolutionnaire globale » avait déçu Mao Zedong. Une seule étincelle – les forces communistes, appuyées par le PCC, ne pouvait mettre le feu à la prairie. En revanche, les aides économiques et militaires à grande échelle étaient devenues une grande charge financière pour la Chine. La plus puissante force communiste soutenue par la Chine, le Nord-Vietnam, tentait précisément de se défaire de l'influence chinoise<sup>1</sup>. Dans cette circonstance, si le président Mao voulait encore continuer sa politique révolutionnaire internationaliste contre l'URSS et développer « la révolution communiste mondiale » dirigée par le PCC lorsque « la situation révolutionnaire » s'améliorerait, la détente sino-américaine qui était seulement une partie du « pragmatisme révolutionnaire » du PCC était donc une concession obligatoire. D'une part, l'URSS était à ce moment-là une vraie menace à l'égard de la sécurité d'État de la Chine. D'autre part, « l'anti-social-

---

<sup>1</sup> Yang Kuisong, *Zhong Mei He Jie Guo Cheng Zhong De Zhong Fang Bian Zou* (Le changement de la politique diplomatique chinoise dans le rapprochement sino-américain), *Cold War International History Studies*, volume IV, Pékin : World Affairs Press, 2007.

impérialisme » était une extension de « l'antirévissionnisme » depuis l'année 1960. Ce rapprochement était une bonne solution relative à la lutte contre l'URSS au niveau technique et idéologique. C'était une idée à l'origine de la théorie des « deux zones intermédiaires », c'est-à-dire que la Chine pourrait rassembler toutes les forces pour atteindre « son objectif révolutionnaire », malgré tout en faisant une concession aux impérialistes, comme par exemple à la France en 1964 et aux États-Unis en 1972. La France avait représenté une force impérialiste contre face aux États-Unis. Les Américains représentaient alors quant à eux un leader du Bloc occidental contre « le social-impérialisme soviétique ». La détente sino-américaine était donc seulement une tactique du PCC. Concernant la lutte contre l'URSS, se fondant sur « les deux zones intermédiaires », en 1973, Mao pensait que le peuple mondial pourrait établir un lien stratégique et géopolitique qui comprendrait le Japon, la Chine, le Pakistan, la Turquie, l'Europe et les États-Unis pour lutter ensemble contre l'expansion soviétique. Ces pays s'unir à d'autres pays pour cette lutte. C'était la théorie « un lien et un gros morceau ». Bien que le PCC soulignât encore la lutte contre deux superpuissances, le Ministre des Affaires étrangères indiquait que cette lutte devait avoir une hiérarchie, c'est-à-dire que le point important de lutte était le combat contre l'URSS. Aux yeux des dirigeants chinois, cette stratégie ne trahissait pas la politique révolutionnaire de la Chine<sup>1</sup>.

Cependant, la concession du président Mao était fondée sur une hypothèse. En effet, Mao pensait que l'URSS et les États-Unis étaient irréconciliables conflit. À ses yeux, il n'y avait pas de possibilité de détente américano-soviétique à ce moment-là. Cependant, les faits ne validèrent pas l'hypothèse du président Mao. Entre 1972 et 1973, les négociations

---

<sup>1</sup> Tao Jiyi, *Mei Guo Guan Yu Zhong Guo 20 Shi Ji 70 Nian Dai « Yi Tiao Xian, Yi Da Pian » Wai Jiao Zhan Lue Yan Jiu Shu Ping* (L'étude américain sur la théorie « un lien et un gros morceau » dans les années 1970), Journal of Wuhan University of Science and Technology (Social Science Edition), 2014, No.2.

sur la limitation des armements stratégiques symbolisèrent la détente américano-soviétique, ce qui fut preuve que la tactique de creuser des fossés entre les deux puissances était inutile. En outre, à cause du retrait des troupes américaines du Vietnam, aux yeux du président Mao, la Chine se trouvait dans une situation passive dans les relations sino-américaines. La volonté des États-Unis d'aider les Chinois à établir une force nucléaire contre l'URSS provoqua la colère de Mao. Il avait l'impression d'être le pion de Washington dans ses relations avec Moscou, c'est-à-dire que la Chine perdrait son indépendance vis-à-vis des deux superpuissances, ce qui serait une situation inacceptable pour lui<sup>1</sup>.

La théorie « un lien et un gros morceau » fut rapidement abandonnée par le président Mao. En 1974, lors de son entretien avec le président de la Zambie, le 22 février, Mao indiqua : « L'URSS et les États-Unis sont « le premier monde ». L'Europe, le Japon et le Canada constituent « le deuxième monde ». L'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie, sauf le Japon font partie du « troisième monde »<sup>2</sup>. C'est la première fois que le président Mao présenta sa nouvelle théorie des « trois mondes ». Le président Mao ajouta la théorie de la lutte des classes dans la théorie des « deux zones intermédiaires » où l'Europe, l'Amérique latine et l'Afrique étaient seulement les alliances indirectes avec la Chine pour la lutte contre les deux superpuissances. Mao souligna que les relations entre « le premier monde » et « les autres deux mondes » étaient une relation entre la classe dominante et la classe opprimée. De cette analyse, Pékin tirait la conclusion que « le second et le troisième monde », qui étaient liés par une communauté d'intérêts, devaient s'unir pour faire face à Washington et Moscou. La Chine appartenant elle-même au « troisième monde », dont elle

---

<sup>1</sup> Tao Wenzhao, *Zhong Mei Guan Xi Shi* (L'histoire des relations sino-américaines), volume 3, 1972-2000, Shanghai, Shanghai : People Publishing House, 2016, pp.1-12 ; Yang Kuisong, *Zhong Mei He Jie Guo Cheng Zhong De Zhong Fang Bian Zou* (Le changement de la politique diplomatique chinoise dans le rapprochement sino-américain), Cold War International History Studies, volume IV, Pékin : World Affairs Press, 2007.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., pp.520-521.

se voulait le mentor et le chef, bien qu'elle proclamât que Pékin ne voulait pas aspirer au rôle de « superpuissance »<sup>1</sup>. Dans la théorie des « deux zones intermédiaires », le PCC souligna encore une distinction de classes, comme par exemple que l'administration du général de Gaulle aux yeux du PCC était un régime « réactionnaire », mais, dans « les trois mondes », cette distinction était abandonnée par Mao Zedong. Il souligna seulement le conflit entre les deux pays dominants et les autres pays menacés et opprimés. De cette analyse, la Chine se comportait comme l'alliée logique et objective de l'Europe, du Canada et du Japon, les pays du « deuxième monde ». Le PCC pourrait également établir les relations diplomatiques avec les pays « anti-communistes » et « réactionnaires » afin de les considérer comme des alliances « directes ». Mao Zedong tentait de minimiser l'idéologie révolutionnaire dans la politique diplomatique, ce qui était un grand changement et influencerait les affaires étrangères de la Chine après son décès. La Chine pourrait finalement établir les relations diplomatiques avec les régimes reconnus par la société internationale, mais pas avec « les rébellions communistes ». Lors de son entretien avec le président du Congo, Mao indiqua que le PCC voulait soutenir la lutte révolutionnaire congolaise en vue d'amorcer un coup d'état, mais comme les forces communistes locales n'en avaient pas la capacité, le PCC n'avait d'autre choix que de l'abandonner et de contacter le gouvernement alors en place<sup>2</sup>.

Cette vision globale et originale de la situation internationale, proposée par le président Mao fut marquée par de grands bouleversements qui étaient la manifestation de contradictions fondamentales et croissantes du monde à cette époque. Deng Xiaoping, après l'accord du président Mao, détailla complètement la théorie des « trois mondes »

---

<sup>1</sup> Yang Kuisong, *Zhong Mei He Jie Guo Cheng Zhong De Zhong Fang Bian Zou* (Le changement de la politique diplomatique chinoise dans le rapprochement sino-américain), *Cold War International History Studies*, volume IV, Pékin : World Affairs Press, 2007.

<sup>2</sup> Ibid..

pour la première fois à la 6<sup>ème</sup> session de l'assemblée générale des Nations unies, le 10 avril 1974. Il indiqua que le camp socialiste avait disparu avec l'apparition du social-impérialisme. Sous l'effet de la loi de l'inégalité de développement du capitalisme, le Bloc impérialiste occidental s'était également désagrégé. « Les trois mondes » étaient à la fois liés et en contradiction. Deng exprima que « le premier monde » était constitué par les deux superpuissances qui tentaient de s'assurer l'hégémonie mondiale. Pour ce faire, celles-ci s'efforçaient de placer sous leur contrôle les pays en voie de développement, en même temps qu'elles malmenaient les pays développés du « deuxième monde ». Des deux « superpuissances », c'était l'URSS qui était la plus redoutable et la plus perfide. « Le deuxième monde » comprenait les pays développés autres que l'URSS et les États-Unis. En ce qui concernait « le troisième monde », Deng souligna qu'il avait conquis l'indépendance, mais qu'il lui fallait encore lutter contre les forces du colonialisme, de l'impérialisme et du révisionnisme. Deng estima, d'après les idées du président Mao, que « la détente avec l'Union soviétique » était une fausse déclaration, parce que la nature des deux superpuissances marquait que Washington et Moscou continuaient à lutter pour la domination. Le désarmement et la limitation des armements stratégiques prononcés par les deux pays, aux yeux du PCC étaient seulement un piège paisible en vue de faciliter leur domination dans le monde entier. Deng souligna donc que si l'impérialisme américain et « le social-impérialisme soviétique » existaient, il y aurait un risque de nouvelle guerre mondiale ou de révolution globale, et que chaque pays devrait se préparer pour cette possibilité. Il critiquait fortement l'exploitation des ressources dans « le troisième monde » étendu par Washington et Moscou. Deng conclut que « le troisième monde » devait s'unir et lutter pour la paix, la liberté et l'égalité du monde<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> La déclaration de Deng Xiaoping à la 6e session de l'assemblée générale des Nations-Unies, le 10 avril 1974, [www.people.com.cn/GB/shizheng/252/6688/6715/20011023/588430.html](http://www.people.com.cn/GB/shizheng/252/6688/6715/20011023/588430.html)

Dans cette circonstance, les relations avec la France faisaient partie de sa politique vis-à-vis de l'Europe occidentale. Avec le développement du processus d'intégration européenne et les reconnaissances mutuelles avec d'autres pays européens pays européenne depuis 1970 (l'Italie, le Royaume-Uni et le Pays-Bas), le PCC pensait qu'une Europe unie représentait la nouvelle force importante dans le monde. Le représentant du « deuxième monde » n'était désormais plus la France, ni le Royaume-Uni, mais une Europe unie. Pékin ne cessait pas de mettre en garde contre la menace de l'Union soviétique. Le gouvernement chinois espérait que le processus d'intégration européenne pût être accéléré en vue d'établir finalement une « union européenne » indépendante face à la menace soviétique. Bien que le président Mao eût abandonné la théorie « un lien et un gros morceau », l'Europe occidentale jouait encore le même rôle important dans les affaires antisocial-impérialiste dans « le deuxième monde » d'après la théorie « des trois mondes ». Aux yeux des hauts dirigeants chinois, un affaiblissement de l'Europe de l'Ouest pouvait alléger la pression politique et militaire sur les frontières occidentales de l'URSS. Le PCC rappelait avec force aux pays européens qu'il ne fallait pas se laisser désarmer moralement et abandonner toute vigilance. Le PCC considérait qu'un système de sécurité européenne devait être basé sur la défense de l'indépendance et de la souveraineté nationale. Pékin était donc nettement opposé à toute forme de désarmement européen face à l'URSS. En revanche, aux yeux du PCC, « une Europe unie et indépendante » immobiliserait les opérations soviétiques en Asie, ce qui pouvait réduire la perception des menaces venant du nord pour la Chine<sup>1</sup>. En ce qui concerne le rôle de la France dans le procès de l'intégration européenne, l'attitude chinoise à son égard de la France reposait sur d'impérieuses raisons touchant à la stratégie globale, mais aussi à la sécurité. C'était l'Europe tout entière qui

---

<sup>1</sup> Sous la direction de Wang Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi, 1970-1978*, op.cit., pp.286-289.

intéressait Pékin, mais aux yeux du PCC, la France était le chef et le moteur de l'unité de l'Europe, c'est-à-dire qu'elle avait un rôle important pour la stabilité et la sécurité, qui pouvait augmenter le prix de l'accord entre la Chine et la France. C'étaient les raisons pour lesquelles, lors de sa visite en France en 1975, Deng Xiaoping, en tant que porte-parole de la politique étrangère chinoise élaborée par Mao Zedong, indiqua plusieurs fois le risque d'une guerre mondiale lors de ses entretiens avec les hauts dirigeants français. Il souligna que les deux superpuissances augmentaient leurs armements dans un but de guerre, et particulièrement l'URSS. Il souligna que si les deux superpuissances voulaient l'hégémonie, elles devraient d'abord contrôler l'Europe, donc, le gouvernement chinois pensait que l'Europe devait représenter une puissance unie sur le domaine politique, militaire et économique. Deng Xiaoping souhaitait que la France jouât un rôle plus important au procès le processus alors en cours<sup>1</sup>.

Côté français, après le général de Gaulle, Les Français semblaient donc disposés à accepter l'équilibre de puissance stable dans le système bipolaire. En effet, le *statu quo* était vu de plus en plus comme favorable à la sécurité de la France. Bien que l'objectif du dépassement du système bipolaire fût resté comme un élément clé des hommes politiques de la France aux années 1970 et 1980, la vision de Paris relative à une Europe de l'Atlantique était remplacée par une approche plus modeste. Les successeurs du Général ne voulaient pas regarder ce système de la guerre froide avec défiance. Dans le Bloc occidental, les relations avec les États-Unis s'étaient améliorées depuis la période gaulliste. La conclusion d'un accord dans lequel on retrouve certaines idées que les Français avaient émises au cours de la négociation, les engagements communs que la France avait pris avec les États-Unis en signant l'acte de la conférence internationale, le rétablissement des

---

<sup>1</sup>AMAE, 118QO/21, Verbatim des entretiens du président de la république avec M. Teng Hsiao Ping, vice-premier ministre de la République populaire de Chine, le 13 mai 1975.

relations diplomatiques avec Saïgon, toutes ces initiatives avaient fortement rapproché les positions. Nixon avait rendu hommage à l'effort constructif de la France pendant les négociations. Le gouvernement français pensait donc que le Vietnam n'était plus un problème entre les États-Unis et la France<sup>1</sup>. La fin de la guerre du Vietnam garantit le maintien de l'engagement des États-Unis dans la défense de l'Europe. La détente entre la France et les États-Unis diminuait l'instabilité de l'alliance atlantique. L'intégration européenne s'accélérait dans cette circonstance. Les responsables français intensifièrent la promotion de la nouvelle coopération politique internationale européenne aux yeux de la Chine<sup>2</sup>. Certes, la détente entre la Chine et les États-Unis minimisait l'importance du rôle français à cet égard, mais, concernant l'équilibre Est-Ouest, la politique française a encore déçu le PCC<sup>3</sup>.

En ce qui concerne les relations entre la France et le Bloc communiste, la notion française de relations Est-Ouest est resté fondamentalement « révisionniste ». Les liens franco-soviétiques, dans le contexte de l'évolution de la détente dirigée par les deux superpuissances fondées sur les désarmements, déterminaient encore le positionnement français dans les relations internationales. Le Quai considérait que la relation entre la France et l'URSS se développait normalement. Les récents échanges ont permis de confirmer que l'Union soviétique reconnaissait à la France un rôle important sur le plan européen et de constater entre les deux pays une convergence sensible des analyses sur de nombreux problèmes internationaux. Ils ont également donné un nouvel élan à la coopération industrielle, ce qui était important pour l'économie française<sup>4</sup>. Le président Pompidou et son successeur, le président Giscard, s'étaient donc disposés à

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/170, Position des États-Unis et de la France sur le Vietnam, le Laos et le Cambodge.

<sup>2</sup> Sous la direction de Wang Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1970-1978, op.cit., pp.287-288.

<sup>3</sup> Ibid., pp.311-312.

<sup>4</sup>AMAE, 118QO/21, Note de synthèse, le 30 avril 1975.

institutionnaliser les accords bilatéraux que le général de Gaulle avait été prêt à accepter et à maintenir un contact étroit avec les dirigeants soviétiques. Pompidou tentait d'éviter de créer l'impression d'une « relation spéciale franco-soviétique ». En revanche, Giscard était prêt à aller assez loin dans cette direction. Il a manifesté son désir de maintenir une relation permanente avec le Kremlin. En outre, la France voulait promouvoir une évolution politique des pays de l'Est afin de les aider à développer une relation plus ou moins indépendantes vis-à-vis de Moscou<sup>1</sup>. La position française était favorable vis-à-vis du projet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), parce que la CSCE a été considérée à Paris comme le meilleur instrument pour réduire les Blocs, en particulier dans l'Est, où Paris espérait que la CSCE pourrait relâcher l'adhérence l'adhésion de l'Europe de l'Est à l'URSS de l'Europe de l'Est vis-à-vis de l'Union soviétique en discutant des questions de culture ainsi que de liberté d'opinion. En 1975, Giscard fut donc le premier chef occidental à accepter la proposition soviétique concernant l'ouverture du sommet d'Helsinki, ce qui provoqua le mécontentement de la Chine. Certes, Paris restait vigilant sur la question du processus paneuropéen qui pourrait empêcher les perspectives d'une autonome entité européenne occidentale, qui restait la priorité à long terme de la France en vue d'empêcher l'emprise de « Yalta ». Les Français se sont rendu compte que l'objectif principal des Soviétiques dans la CSCE était de consacrer le *statu quo* politique pour maintenir la division de l'Europe. La diplomatie française était donc inflexible concernant le problème des frontières qui aux yeux des Soviétiques ne seraient pas reconnues comme inviolables dans la conférence d'Helsinki<sup>2</sup>. Ce furent les raisons pour lesquelles le Président français confia en 1975 à Deng Xiaoping que l'Europe n'avait pas d'unité politique et qu'elle en avait encore moins pour sa défense face aux Soviétiques,

---

<sup>1</sup> Edited by Melvyn P. Leffler and Odd Arne Westad, *The Cambridge History of the Cold War*, volume II, op.cit., pp.166-170; AMAE, 118QO/21, Note de synthèse, le 30 avril 1975.

<sup>2</sup> AMAE, 118QO/21, La Chine et la CSCE, le 15 avril 1975 ; Note de synthèse, le 30 avril 1975.

mais, qu'aux yeux des Français, le développement de la capacité militaire des deux superpuissances montrait un équilibre, ce qui pourrait éviter une guerre mondiale. Lorsque Deng Xiaoping voulut persuader Giscard de la menace soviétique envers l'Europe, le Président français lui répondit que la Chine et l'Europe devaient être un élément important de l'équilibre global dans vingt ans, et que donc, les deux superpuissances pouvaient perdre leurs statuts. Certes, le PCC croyait que la force de la Chine et de la France à ce moment-là ne pouvait pas empêcher l'éclatement d'une guerre mondiale entre les États-Unis et l'Union soviétique<sup>1</sup>. On peut constater que sur la détente mondiale, la France et la Chine avaient une divergence principale. Cette inquiétude et le danger étaient masqués par certaines apparences de détente et de sécurité. Cette série des changements de la politique française relative à l'URSS influença la réflexion chinoise concernant à propos du rôle que devait jouer la France dans la stratégie de la Chine contre le système bipolaire. Il semble que ce soit une des raisons pour lesquelles la Chine ne souligna jamais le rôle français dans « le deuxième monde », mais soulignait seulement son rôle dans l'intégration européenne.

Cependant, dans l'analyse du Quai, les Français pensaient que la Chine n'avait ni les moyens, ni l'intention d'entreprendre une guerre contre l'URSS, mais elle ne cessait pas de dénoncer depuis longtemps les intentions agressives des Soviétiques. Le problème de la menace soviétique vis-à-vis de la Chine était considéré seulement sous un angle politique par le Quai, c'est-à-dire qu'il ne s'agissait pas pour le Quai de travailler à la réduction du dispositif soviétique en Mongolie afin d'améliorer la relation sino-soviétique, mais de considérer l'ubiquité de la menace soviétique pesant sur la Chine d'après celle-ci. Le Quai

---

<sup>1</sup>AMAE, 118QO/21, Entretiens du président de la république avec M. Teng Hsiao Ping, vice-premier ministre de la République populaire de Chine, le 13 mai 1975 ; Sous la direction de Wang Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1970-1978, op.cit., pp.311-312.

conclut donc que le renouvellement des hauts dirigeants du PCC pouvait rétablir une bonne relation sino-soviétique. La position antisocial-impérialiste de la Chine n'avait donc pas influencé la politique de détente de la France. Face aux protestations de la Chine, le Quai souligna que la détente étant une œuvre de longue haleine, la coopération entre la France et l'URSS était une étape pour un long processus qui devrait aboutir à une meilleure compréhension entre les peuples, ce qui était une attitude réaliste et prudente. Il considérait que la détente militaire ne devait pas être un corollaire de la détente politique<sup>1</sup>.

Certainement, il y avait des points communs entre la Chine et la France dans les affaires internationales. Le refus de la France de la logique bipolaire dans les relations Est-Ouest au cours des années 1970 a été illustré par le refus de Paris de participer aux négociations sur les réductions de forces mutuelles et équilibrées (MBFR) et par ses défis lancés au Traité de la limitation des armements stratégiques (SALT), que les Français considéraient comme une tentative soviéto-américaine d'établir une copropriété de la force nucléaire. La Chine soutenait la position française en vue de développer sa lutte contre les deux superpuissances<sup>2</sup>. En fait, depuis 1964, la Chine et la France se soutenaient toujours mutuellement à propos de la limitation des armements stratégiques<sup>3</sup>.

Dans ces circonstances, la Chine et la France avaient toutefois plus de raisons de se diviser que de s'unir que de points communs. La situation en Asie du Sud-est était entre elles un sujet de divergence en matière de stratégie étrangère. Du côté de Pékin, en ce qui concerne l'Asie du Sud-est, bien que le PCC considérât que si la Chine pouvait expliquer

---

<sup>1</sup>AMAE, 118QO/21, La Chine et la CSCE, le 15 avril 1975 ; Note de synthèse, le 30 avril 1975.

<sup>2</sup>AMAE, 118QO/21, Entretiens du président de la république avec M. Teng Hsiao Ping, vice-premier ministre de la République populaire de Chine, le 13 mai 1975 ; Relations politiques franco-chinoises, le 22 avril 1975.

<sup>3</sup>AMAE, 119QO/754, Relations franco-chinoises : aspect politique, le juin 1970 ; 118QO/21, Relations politiques franco-chinoises, le 22 avril 1975.

clairement son objectif devant les Vietnamiens, ce rapprochement faciliterait la révolution vietnamienne et ferait aboutir la conférence de Paris, toutefois la détente sino-américaine avait conduit à l'effondrement du front uni anti-impérialiste dirigé par Pékin. Comme les dirigeants de l'Albanie, Hanoi considérait le positionnement chinois envers les États-Unis comme une trahison de la révolution mondiale<sup>1</sup>. D'après la théorie des « trois mondes », en tant que région importante dans « le troisième monde », l'Asie du Sud-est, Indochine exceptée était devenue un nouvel élément important dans la politique diplomatique chinoise. La Chine était soucieuse de prévenir une poussée soviétique dans cette région après un retrait américain. La Chine s'est empressée d'accélérer le mouvement pour améliorer sa relation avec les pays en-dehors de l'Indochine. Le caractère antisoviétique de ces actions diplomatiques apparaissait clairement. Aux yeux des Chinois, un désengagement précipité des États-Unis ouvrirait la porte aux ambitions soviétiques en Asie du Sud-est. La Chine multipliait donc les approches en direction de la Thaïlande, de la Malaisie, de Singapour et de l'Indonésie. Cependant, sous le président Mao, il y avait un paradoxe. D'une part, il voulait élargir le front uni internationale contre les deux superpuissances, et décida donc d'établir des relations avec les régimes aux prises avec des forces communistes dans ces pays. D'autre part, Mao Zedong ne voulait pas encore supprimer l'aide aux partis communistes de ces pays. Il pensait que les relations diplomatiques avec « les pays anti-communistes » étaient une chose, mais que les relations révolutionnaires internationale avec les forces communistes étaient une autre chose. C'était la raison pour laquelle Mao évita en 1974 d'évoquer le problème du parti communiste malais lors de son entretien avec le Premier Ministre de la Malaisie et refusa sa demande

---

<sup>1</sup> Yang Kuisong, *Zhong Mei He Jie Guo Cheng Zhong De Zhong Fang Bian Zou* (Le changement de la politique diplomatique chinoise dans le rapprochement sino-américain), *Cold War International History Studies*, volume IV, Pékin : World Affairs Press, 2007 ; Tuong Vu, *Vietnam's Communist Revolution, The Power and Limits of Ideology*, New York : Cambridge University Press, 2017, pp.226-227.

concernant l'arrêt des aides à ce parti communiste<sup>1</sup>. L'amélioration des relations entre la Chine et les Cinq de l'ASEAN était donc restreinte avant 1976. En Indochine, la Chine ne voulait pas invoquer haut et fort « la révolution mondiale ». L'objectif des aides pour les pays indochinois était d'équilibrer les forces des trois communistes, de contenir l'ambition vietnamienne et d'empêcher l'intervention soviétique. Ce changement de la position chinoise relative aux affaires révolutionnaires en Asie du Sud-est favorisait la création d'une zone de paix et de neutralité dans l'Asie du Sud-est. C'était une lutte politique et économique contre « le système de sécurité collective en Asie » prôné par Moscou. La détente en Asie du Sud-est jouerait un rôle stratégique pour Pékin pour afin de limiter le développement de l'influence de l'URSS<sup>2</sup>.

Côté français, l'Asie du Sud-est jouait un rôle important dans la politique de détente en favorisant l'élargissement des champs d'action par le biais des organismes régionaux et des pays principales. Paris constatait la croissance économique des pays d'Asie du Sud-est qui n'étaient pas frappés par la crise de l'énergie. Le gouvernement français encourageait le Sud-est asiatique à persévérer dans sa marche vers la neutralisation, comme étant le meilleur moyen d'assurer la paix, l'indépendance et la prospérité, c'est-à-dire un moyen de pérenniser la détente dans cette région. D'une part, la croissance économique potentielle de l'Asie du Sud-est était une raison importante pour la France de maintenir une situation stable en vue de développer une étroite relation avec l'ASEAN et l'Indochine, à cause de la crise économique qui survenue en 1973. D'autre part, la politique française de détente était fondée sur la multiplication des échanges et l'ouverture du dialogue avec tous les États quelles que fussent les différences politiques et culturelles. Une détente amorcée en Asie

---

<sup>1</sup> Yang Kuisong, *Zhong Mei He Jie Guo Cheng Zhong De Zhong Fang Bian Zou* (Le changement de la politique diplomatique chinoise dans le rapprochement sino-américain), Cold War International History Studies, volume IV, Pékin : World Affaires Press, 2007.

<sup>2</sup> Sous la direction de Wang Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi, 1970-1978*, op.cit., pp.86-88.

du Sud-est entrainé en résonance avec la politique prônée par la France, c'est-à-dire la réduction du risque d'une nouvelle guerre mondiale et une image nationale française qui maintenait la paix du monde entier. Comme l'héritage de la politique du général de Gaulle, les relations entre la France et le Vietnam étaient étroites. La guerre du Vietnam était terminée par la conférence de Paris en 1973, conçue par le Général. La politique gaulliste vis-à-vis du Vietnam favorisait le maintien de l'influence française dans cette région. Après 1973, le conflit indochinois continua, malgré des conditions fixées par la conférence internationale. La France était donc le premier pays à envoyer sur place une mission chargée de mesurer les besoins les plus urgents et à proposer une aide pour panser les blessures et reconstruire. La France appelait au respect des accords de Paris. Cet esprit d'ouverture, cette attention vigilante aux évolutions et aux transformations permettait de lier plus étroitement les pays asiatiques à la France et de favoriser l'installation de la détente, promue par le gouvernement français<sup>1</sup>.

La Chine et la France n'avaient pas le même plan concernant l'avenir du monde après 1973 à cause de la divergence idéologique sous l'influence de la guerre froide. Le PCC pensait encore qu'il y avait un bouleversement dans la situation internationale dominée par la collusion américano-soviétique. La Chine se trouvait également en désaccord avec la conception de la « détente » proposée par la France<sup>2</sup>. Mais la France espérait des progrès vers un règlement pacifique des conflits et vers une meilleure entente entre les peuples voisins. Le chemin de la paix et de la réconciliation pouvait être trouvé sans recourir à la force ni à la pression, et sans appel aux armes. La région indochinoise était un exemple de l'esprit de concorde sur la voie d'un règlement pacifique. La France voulait apporter sa

---

<sup>1</sup>AMAE, 118QO/21, Assemblée Nationale, 1<sup>er</sup> séance du 12 novembre 1973 ; Kenichi Fujisaku, *La politique asiatique de la France après de Gaulle(1969-1972) :une approche multilatérale en rupture avec la politique de grande puissance*, Relations Internationales, 2008/2(n° 134).

<sup>2</sup>AMAE, 118QO/21, Relations politiques franco-chinoises, le 22 avril 1975.

contribution à ces processus. La France n'était pas une puissance asiatique, mais toute sa politique cherchait à renforcer les liens entre l'Asie et l'Europe. C'est la raison pour laquelle le gouvernement français voulait échanger avec la Chine, avec le Japon et le Sud-est asiatique<sup>1</sup>. La relation politique entre la Chine et la France était modeste à cause de divergences fondamentales, mais grâce à la nécessité du développement économique et technologique, la relation sino-française en général était bonne. Bien qu'ils aient eussent différentes motivations conduites par leurs politiques à l'égard de logique bipolaire, les Français et les Chinois appréciaient l'action de l'ASEAN et approuvaient son projet de neutralisation. Les deux pays voulaient tous deux établir la paix dans cette région. Il n'y avait donc pas un conflit général, mais une coopération modeste des relatives aux problèmes indochinois.

## **9.2 Les positions sino-françaises dans le cadre de la conférence sur le Vietnam du 26 février à Paris**

Après le cessez-le-feu entre les États-Unis et le Vietnam, la réunion du 26 février 1973 pour la signature des accords était en train d'être préparée. Concernant l'accord de Paris, la position française était favorable. Le gouvernement français souligna que l'accord spécifiait que le conflit vietnamien ne pouvait pas comporter une solution militaire, ce qui avait été défini par le général de Gaulle dans sa déclaration de Phnom Penh. Il souligna également la nécessité de la neutralisation de la région indochinoise pour la paix dans cette région. « La France, qui aura dans les moments difficiles apporte une contribution à la mesure de ses moyens à la recherche d'un règlement, entend maintenant prendre la part qui lui revient dans la reconstruction et le développement d'une région à laquelle elle était

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/170, l'Août 1974.

demeurée pour tant de raisons profondément attachée » conclut la déclaration<sup>1</sup>. Le Quai pensait qu'il suffirait sans doute de souligner que la France souhaitait que l'accord de Paris soit correctement exécuté par toutes les parties dans l'esprit du traité de la conférence internationale. La conférence internationale sur le Vietnam pourrait permettre de voir réunis pour la première fois depuis plus de dix ans dans un même effort de consolidation de la paix les Ministres des Affaires étrangères des cinq grandes puissances. Le Quai pensait que les hostilités étaient officiellement terminées dans trois des quatre États indochinois, la France devait donc apporter sa contribution à la consolidation de la paix et à la reconstruction de la région indochinoise. Le gouvernement français voulait continuer à présenter ses points de vue sur les problèmes indochinois dans les conversations entre les Vietnamiens pour permettre l'établissement de la paix et la neutralité de cette région<sup>2</sup>.

Évidemment, la France était le pays hôte. Dans cette phase de la politique française de la politique française vis-à-vis de la région indochinoise, la France voulait favoriser l'harmonie. Lorsqu'il y aurait des divergences sérieuses, la France voulait jouer les conciliateurs. Certes, cette position de réserve et de modération ne devait pas exclure que la France aurait quelques idées et chercherait à souligner certains points de vue qui lui paraissaient importants pour la France<sup>3</sup>, comme par exemple la question de la garantie pour les accords et la neutralisation indochinoise. Le Quai pensait qu'il fallait éviter le même problème des exécutions qu'à l'époque des accords de Genève de 1954 et de 1962, parce que, prendre acte était important. Le Quai d'Orsay suggérait que les gouvernements participant à la conférence du 26 février puissent déployer leurs efforts pour favoriser dans toute la mesure du possible l'exécution satisfaisante de l'accord. Le gouvernement français comprenait que la conférence ne pouvait pas donner des garanties concrètes, ayant un

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/170, Project de déclaration.

<sup>2</sup>AMAE, 148QO/170, Indochine (mise à jour), le 24 août 1973.

<sup>3</sup>AMAE, 148QO/221, Elaboration d'une position française a la conférence internationale sur le Vietnam.

caractère juridique ou contraignant. « Il s'agit plutôt d'une garantie de caractère générale »<sup>1</sup>. Certes, aux yeux des Français, c'était souhaitable de trouver un mécanisme afin d'éviter la nouvelle tension après le cessez-le-feu. Le Quai préférait une intervention qui pourrait offrir des garanties certaines à la communauté internationale dans son ensemble. Si le Secrétaire général des Nations unies était le président de la conférence, cela faciliterait la garantie internationale relative au problème vietnamien. Aux yeux des Français, il était logique que la conférence pût exprimer le vœu pour une solution des problèmes laotiens et cambodgiens. Il était donc souhaitable d'évoquer des problèmes plus vastes. Bien qu'il n'empêche que l'accord de Paris contenait des dispositions relatives au retrait des troupes étrangères du Laos et du Cambodge, il déclarait en effet que les parties participant à la conférence de Paris sur le Vietnam devaient respecter strictement les accords de Genève de 1954 et de 1962. En ce qui concerne une Indochine neutralisée, d'après l'accord de Paris et les accords de Genève de 1954, le Nord et le Sud Vietnam ne faisaient partie d'aucun bloc ou alliance militaire. Le Quai d'Orsay pensait donc que le gouvernement français devait s'efforcer d'obtenir la mention de la neutralité de la région indochinoise, qui s'appliquerait donc à l'ensemble de la région, Vietnam compris. Le Quai souligna que ce serait un écho aux aspirations qui se manifestaient dans les pays de l'ASEAN. Le gouvernement français pouvait donc comporter une référence de la solution pacifique dans le problème du Vietnam au Sud-est asiatique<sup>2</sup>.

Côté chinois, le 26 janvier 1973, le *Quotidien du Peuple* publia en première page le texte de l'accord du cessez-le-feu et une courte déclaration du Ministre des Affaires étrangères du GRP du Sud-Vietnam afin de présenter publiquement son approbation du

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/170, Télégramme circulaire, n° 111, le 20 février 1973.

<sup>2</sup>AMAE, 148QO/221, Elaboration d'une position française à la conférence internationale sur le Vietnam.

résultat des négociations américano-vietnamiennes à Paris<sup>1</sup>. Cependant, il n'y avait aucun commentaire officiel du PCC. Aux yeux de l'Ambassadeur de France, cela était normal, parce que depuis le rapprochement sino-américain de 1972, la presse chinoise restait discrète sur le problème vietnamien et évitait de condamner radicalement les opérations américaines en Indochine. L'Ambassadeur du Danemark révéla à Manac'h que les Chinois lui avaient confié que la Chine, le Vietnam et les États-Unis étaient contents, mais que les Américains devaient convaincre Saïgon d'appliquer les accords<sup>2</sup>. Par la suite, la rubrique du Vietnam disparut du *Quotidien du Peuple*, à partir du 27 janvier 1973. Le 29 janvier, les dirigeants du PCC adressèrent un message de félicitations aux dirigeants des forces communistes vietnamiennes<sup>3</sup>. D'après le PCC, la signature des accords de Paris était une grande victoire pour la paix au Vietnam et prouvait que les sacrifices consentis par les Vietnamiens avaient eu précisément pour but d'obtenir et de sauvegarder l'indépendance nationale, ce qui constituait une détente en Indochine<sup>4</sup>. Le PCC maintenait encore la vigilance sur la possibilité de la non-application des accords. La déclaration de Ji Pengfei devant la délégation du gouvernement de Chili souligna que pour appliquer les accords de Paris, le peuple vietnamien devait surmonter de multiples difficultés<sup>5</sup>. *Le Quotidien du Peuple* rappelait également que les accords de Genève de 1954 avaient été sabotés ; cependant, le PCC ne demanda pas aux Vietnamiens de faire attention à « l'impérialisme américaine ». En revanche, il souligna que les forces communistes vietnamiennes devaient avoir un regard réaliste à propos des éléments objectifs dans les accords, c'est-à-dire

---

<sup>1</sup> Guan Yu Yue Nan Zhan Zheng Jie Shu, Hui Fu He Ping De Xie Yi (Concernant l'accord du cessez-le-feu de la guerre du Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 26 janvier 1973.

<sup>2</sup> AMAE, 148QO/146, Télégramme, n° 489/94, le 26 janvier 1973.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., p.466.

<sup>4</sup> Huan Ying Yue Nan Xie Ding De Qian Ding (L'accord du cessez-le-feu de la guerre du Vietnam est bienvenu), *Le Quotidien du Peuple*, le 28 janvier 1973.

<sup>5</sup> Ji Pengfei Wai Zhang Jiu Yue Nan Xie Ding De Qian Ding Fa Biao Jiang Hua (Déclaration de M. Ji Pengfei sur l'accord du cessez-le-feu de la guerre du Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 29 janvier 1973.

l'existence de deux administrations et de trois forces politiques<sup>1</sup>. Cette position reflétait une position modérée sur la situation vietnamienne. La Chine admettait l'existence des autorités de Saïgon. Cependant, cette modération chinoise se fondait sur leur confiance en la bonne volonté américaine et une assurance pour une réunification pacifique étape par étape. Mao Zedong était satisfait du changement de la situation. Le 17 février 1973, il dit à Kissinger que la Chine voulait s'unir avec les États-Unis face à la menace soviétique. Il souligna l'importance du rôle américain dans la lutte antisoviétique en Europe et en Asie<sup>2</sup>.

Concernant la conférence du 26 février, Qiao Guanhua proposa le 5 février qu'une conférence internationale sur le Vietnam devait se tenir conformément aux accords de Paris, mais que cette conférence devait se borner au problème du Vietnam, et à adopter une déclaration politique conforme à la moralité des accords de Paris, sans ingérence des Nations unies<sup>3</sup>. Il y avait donc une divergence entre la Chine et la France concernant l'intervention de l'ONU dans la conférence. Afin d'adresser la réponse aux propositions chinoises, l'Ambassadeur de Chine en France fut reçu par le Secrétaire général du Quai d'Orsay le 8 février. Les deux parties évitèrent de mentionner leurs divergences. Geoffroy Chodron de Courcel indiqua que la France désirait aider à l'élaboration d'une solution politique, à la reconstruction du pays et à l'apport d'une aide d'urgence. Il dit que l'espoir de la France était de voir les quatre États bénéficier de la paix et de la neutralité ce qui rejoignait les idées du discours de Phnom Penh du général de Gaulle. « Cela dit, il fallait s'en remettre, pour la bonne exécution des accords » conclut Courcel. Huang Zhen lui répondit que la Chine était d'accord avec la France sur ce point. Huang approfondit les propositions de Qiao Guanhua. Il proposa que la conférence soit courte, grâce aux accords

---

<sup>1</sup> *Huan Ying Yue Nan Xie Ding De Qian Ding* (L'accord du cessez-le-feu de la guerre du Vietnam est bienvenu), *Le Quotidien du Peuple*, le 28 janvier 1973.

<sup>2</sup> Shen Zhihua and Li Danhui, *Sino-U.S. Reconciliation and China's Vietnam Policy*, *American Studies*, 2000, No.1.

<sup>3</sup> AMAE, 148QO/146, Propos de M. Chiao Kuan-Hua sur l'Indochine, le 5 février 1973.

qui réaffirmaient déjà les droits fondamentaux du peuple vietnamien, et que les participants garantiraient que l'on exécuterait scrupuleusement l'accord. Courcel était d'accord avec le point de vue de Huang<sup>1</sup>. Le Quai d'Orsay pensait que les gouvernements du Nord-Vietnam et du GRP y étaient favorables aux points de vue de la Chine. Le Quai pensait également qu'il n'y avait pas beaucoup à attendre de la conférence, qui devait être brève, mais la question importante était celle de sa compétence, c'est-à-dire les garanties concernant la bonne exécution de l'accord données par les pays qui y participeraient. Le Quai d'Orsay proposa d'exclure le sujet de l'aide internationale pour le Vietnam dans cette conférence<sup>2</sup>. Le 10 février, Qiao Guanhua dit à Manac'h que pour la conférence de Paris, les États-Unis et le Nord-Vietnam devaient se conformer au respect et à l'exécution de l'accord. « Tout différend relatif à l'exécution de l'accord devra être réglé entre elles par voie de consultations » dit Qiao<sup>3</sup>. Il souligna qu'il fallait s'orienter vers une exécution des dispositions de l'accord plutôt que vers un nouveau conflit. Mais il indiqua que la Chine était optimiste sur l'avenir de la situation vietnamienne, parce que cette fois les États-Unis étaient partie à l'accord, ce qui était différent de la situation de 1954. « Une solution politique raisonnable au Sud-Vietnam pourra être trouvée dans le cadre de l'accord de Paris » conclut Qiao<sup>4</sup>. Évidemment, la Chine était défavorable à toute institutionnalisation de la conférence et à tout organe permanent. Les responsables de l'exécution de l'accord seraient seulement les États-Unis et le Nord-Vietnam. La Chine n'irait pas plus loin que le mécanisme prévu par l'accord et censé limiter la volonté française d'accroître le rôle de la Commission internationale de contrôle. En effet, l'approbation chinoise des accords de Paris n'allait pas jusqu'à accepter le maintien du régime de Saïgon. Aux yeux du PCC, la

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/146, Entretien du secrétaire général avec l'Ambassadeur de Chine, le 8 février 1973 ; Entretien du secrétaire général avec l'Ambassadeur de Chine (Indochine), le 13 février 1973.

<sup>2</sup>AMAE, 148QO/170, Conférence international sur le Vietnam, le 16 janvier 1973.

<sup>3</sup>AMAE, 148QO/146, Télégramme, n° 692/699, Entretien avec Wang Tung (conférence internationale sur le Vietnam), le 8 février 1973.

<sup>4</sup>AMAE, 148QO/146, Télégramme, n° 731/36, Entretien avec Chiao Kuan-Hua, le 12 février 1973.

signature des accords de Paris n'empêcherait pas le progrès de la réunification du Vietnam. Le 3 janvier 1973, Zhou Enlai dit à Le Duc Tho que la situation serait favorable à la révolution vietnamienne après six mois ou un an<sup>1</sup>. Mao lui dit également que la signature des accords de Paris était une bonne chance pour consolider le régime communiste et renforcer les armées pour la réunification. Il souligna que les troupes communistes vietnamiennes devaient s'emparer des villages et des petites villes du Sud<sup>2</sup>. La Chine ne voulait donc pas que certains mécanismes des accords limitent les possibilités de lutte militaire. Elle approuva la proposition française sur une conférence courte et une garantie générale des accords, mais refusa un mécanisme permanent de contrôle en tirant la leçon des échecs des accords de Genève de 1954 et de 1962.

En outre, la Chine n'était pas d'accord avec la France sur la présidence du Secrétaire général des Nations unies dans la conférence. Concernant l'accord de Paris, les Français y étaient favorables. Le 30 janvier 1973, Schumann déclarait que la présidence de Waldheim conviendrait parfaitement à la France. Le 7 février, le Directeur de l'Europe occidentale du Ministre des Affaires étrangères chinois afficha sa surprise à Manac'h à propos de cette déclaration. Il dit que la Chine n'avait pas été consultée à ce sujet, et que le gouvernement chinois n'était pas favorable à cette position française. L'Ambassadeur de France indiqua qu'il allait apporter cette information à Schumann, mais il dit qu'il voulait discuter des affaires indochinoises avec une personnalité responsable<sup>3</sup>. Trois jours après, Manac'h était reçu par Qiao Guanhua. Qiao se prononça contre l'attribution de la présidence à Waldheim.

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office: *Zhou Enlai Nian Pu*, volume III, op.cit., p.571; Cold War International History Project, Working paper No.22, *77 Conversations between Chinese and Foreign Leaders on the Wars in Indochina*, 1964-1977, op.cit., p.181.

<sup>2</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., pp.467-468; Cold War International History Project, Working paper No.22, *77 Conversations between Chinese and Foreign Leaders on the Wars in Indochina*, 1964-1977, op.cit., pp.183-184.

<sup>3</sup> AMAE, 148QO/146, Télégramme, n° 692/699, Entretien avec Wang Tung (conférence internationale sur le Vietnam), le 8 février 1973.

Le vice-Ministre cita le règlement de l'affaire d'Algérie pour proposer que ce fût aux Américains et aux Nord-Vietnamiens de présider la conférence de Paris. Transférer les responsabilités au conseil de sécurité de l'ONU ne serait pas raisonnable ni satisfaisant, à ses yeux. Il souhaitait donc que les participants engagent entre eux des consultations préalables en vue de se mettre d'accord avant l'ouverture de la conférence<sup>1</sup>. Il rappelait qu'il avait conseillé à Waldheim de montrer la position chinoise, mais ce conseil n'avait pas été suivi. Il pensait que le rôle de l'ONU dans la conférence ne serait que celui de témoigner, parce que trois sur quatre des parties intéressées à l'accord de Paris n'étaient pas membres de l'ONU. Qiao demanda l'avis de Manac'h sur ce sujet, parce qu'il n'avait pas reçu d'instructions, l'Ambassadeur de France se contenta de noter le point de vue chinois sans donner son avis<sup>2</sup>. Le 24 février 1973, Ji Pengfei, ministre des affaires étrangères chinois, en tant que chef de la délégation, alla à Paris pour la conférence internationale sur le problème du Vietnam. À la veille de la conférence, des divergences portaient encore sur le président de la conférence. Le 25 février, Ji indiqua à son homologue français que Waldheim, secrétaire des Nations unies, ne devait pas devenir le président, parce qu'à ses yeux, « pendant la guerre, les Nations unies n'ont jamais été mêlées à l'affaire du Vietnam. D'ailleurs, le Vietnam n'aurait pas consenti à ce que les Nations unies s'ingèrent dans le conflit ». Il proposa que le Nord-Vietnam et les États-Unis président à tour de rôle, parce qu'ils avaient envoyé les invitations. Schumann approuva la proposition chinoise. Il souligna que la France ne proposait pas d'offrir la présidence à Waldheim. Cependant, « si tout le monde était d'accord pour que le Secrétaire général préside, la France ne s'y opposerait pas ». « Je ne crois pas que les Nations unies laissées en dehors du conflit et de son règlement, puissent jouer un rôle dans l'exécution de l'accord » conclut

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/146, Télégramme, n° 713/17, Entretien sur l'Indochine avec le Vice-ministre des Affaires étrangères, le 10 février 1973.

<sup>2</sup>AMAE, 148QO/146, Télégramme, NR 723/30, Entretien sur l'Indochine avec Chiao Kuan-Hua, le 12 février 1973.

Schumann. Concernant l'exécution des accords, Ji souligna que l'essentiel dépendait des parties intéressées, mais ne dépendait pas des garanties internationales. A ses yeux, si elles exécutaient l'accord, il serait facile alors de donner des garanties. Concernant l'aide internationale pour la reconstruction du Vietnam, Ji pensait que les Vietnamiens devaient décider des formes de l'aide : aide bilatérale, multilatérale ou internationale. Schumann était d'accord avec le point de vue chinois. Il pensait que Hanoi, Paris et Pékin étaient favorables à une aide bilatérale, mais il était possible d'ajouter une aide multilatérale où les Nations unies pourraient jouer un rôle dans l'organisation de cette reconstruction<sup>1</sup>. Bien que la Chine et la France eussent certaines divergences avant la conférence du 26 février 1973, les deux pays avaient des points communs concernant les problèmes fondamentaux, comme par exemple la volonté de respecter les accords de Paris, de garantir leur exécution et de rétablir la paix dans cette région. En effet, la conférence du 26 février, aux yeux des dirigeants des deux pays n'était qu'un symbole de la cérémonie pour la fin de la guerre. Ces divergences sino-françaises n'étaient pas essentielles et n'empêchaient pas l'ouverture de la conférence.

Le 26 février 1973, la conférence internationale s'ouvrit à Paris afin de prendre acte des accords précédemment signés, de garantir la cessation de la guerre, le maintien de la paix au Vietnam, et le respect des droits d'autodétermination de la population sud-vietnamienne ; il s'agissait enfin de contribuer au maintien et à la garantie de la paix en Indochine aux termes de l'article 19 des accords de Paris<sup>2</sup>. Au cours de la conférence, Schumann souligna que la France ne cessait pas de croire qu'une solution politique était la seule solution possible. L'amitié entre la France et le Vietnam inspirait à la France des sentiments de compassion pour les souffrances vietnamiennes. Il indiqua que l'accord de

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2173, Compte rendu de l'entretien du Ministre avec le Ministre chinois des affaires étrangères le 25 février 1973, le 7 mars 1973.

<sup>2</sup>AMAE, 148QO/221, Note n° 83, Vietnam, le 13 février 1973.

Paris était une conclusion de paix pour le problème vietnamien. Certes, cette paix était faible, et donc, il fallait garantir la cessation du conflit et respecter les droits fondamentaux du peuple vietnamien et le droit d'autodétermination de la population sud-vietnamienne. Schumann souligna donc que les organismes pour contrôler et superviser le cessez-le-feu devaient être établis pour éviter tous actes de violences et de représailles. D'après la proposition du Quai, Schumann insista sur la nécessité du rétablissement de la paix au Laos et au Cambodge. Il déclara que la France demeurait attachée aux accords de Genève de 1954 sur le Cambodge et de 1962 sur le Laos. Il espérait donc que toutes les forces étrangères seraient retirées du Laos et du Cambodge. Schumann exposa la dimension symbolique de l'accord de Paris. Il indiqua que le retour de la paix au Vietnam devait donner une chance à la paix en Indochine et dans l'Asie du sud-est afin d'y rétablir une zone de paix, de liberté et de neutralité fondée sur les principes du discours de Phnom-Penh proposé par le général de Gaulle<sup>1</sup>. Comparée à la déclaration de Schumann, celle de Ji Pengfei était courte et simple. « Il s'agit là d'un grand événement dans la vie politique internationale de l'heure. Le gouvernement et le peuple chinois saluent chaleureusement la signature de cet accord » déclara Ji, « la signature de l'accord de Paris est un résultat grandiose obtenu par le peuple vietnamien au terme d'une lutte héroïque qu'il a menée pendant plus de dix ans dans des conditions extrêmement dures ». Ji souligna que la signature et l'exécution de cet accord permettraient au peuple vietnamien d'avoir de nouveau la possibilité de décider lui-même de son propre destin sans ingérence étrangère. La Chine ne critiqua pas fortement les États-Unis dans cette déclaration. En revanche, elle approuva le cessez-le-feu établi sur toute l'étendue du territoire vietnamien et le retrait des forces armées des États-Unis et de leurs alliés du Sud-Vietnam. En effet, la politique indochinoise de la Chine n'était plus définie en fonction d'une menace américaine. « La

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/274, Intervention du ministre à la conférence internationale sur le Vietnam, le 26 février 1973.

Chine reconnaît et respecte l'accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam et elle est prête à œuvrer dans ce sens de concert avec toutes les autres parties participant à cette conférence » conclut Ji Pengfei<sup>1</sup>. Les déclarations de la Chine et de la France marqueraient leurs divergences futures, alors même qu'elles invoqueraient ces mêmes accords de Paris : la France voulait intervenir rapidement dans les affaires indochinoises sous couvert d'aide à la reconstruction, mais la Chine voulait seulement garantir une bonne exécution des accords pour assurer la stabilité de la région ; cela entraînait aussi dans le cadre d'une politique d'ensemble à l'encontre de l'URSS, visant à briser l'encerclement soviétique en Asie.

### **9.3 Les échanges de points de vue entre la Chine et la France à propos de l'exécution des accords de Paris**

Après la conférence de Paris sur le Vietnam du 26 février 1973, le gouvernement chinois appelait publiquement à l'application de l'accord de Paris. Le PCC espérait se comporter en puissance responsable et faire de la paix un objectif primordial au Vietnam. Il souhaitait éviter de verser de l'huile sur le feu avant toute menace de l'URSS. Le gouvernement chinois déclara qu'il s'attachait à souligner les aspects positifs des accords, et à surveiller les devoirs des autres. Le 1<sup>er</sup> mars 1973, l'éditorial *du Quotidien du Peuple* accusait la violation de l'accord par Saigon et Washington, à travers, comme par exemple leur refus de libérer les prisonniers civils d'obédience GRP et de démanteler des bases militaires américaines au Sud-Vietnam. Le ton de cet éditorial était modéré. Il demanda non seulement à Saigon et aux Américains de cesser immédiatement toutes leurs violations, mais aussi souligna le rôle des forces communistes vietnamiennes dans l'exécution de

---

<sup>1</sup> AMAE, 148QO/274, Intervention du ministre des Affaires étrangères Ki Peng-fei à la conférence internationale sur le Vietnam, le 26 février 1973.

l'accord<sup>1</sup>. Le 3 mars, un autre éditorial rendait hommage aux efforts des participants, y compris la France, qui créaient les conditions favorables à l'application de l'accord de Paris. Il souligna que l'exécution dépendait surtout de ses quatre signataires<sup>2</sup>. Le commencement du conflit entre le Nord et le Sud du Vietnam provoqua une nouvelle situation instable dans la région indochinoise, cependant, la Chine ne montrait pas comme d'habitude son soutien aux forces communistes vietnamiennes. Lors de l'entretien entre le Directeur de l'Europe occidentale et Manac'h, le 6 avril 1973, le haut fonctionnaire chinois exprima seulement l'idée à Manac'h que l'accord de Paris pourrait porter tous ses fruits et apporter la paix dans la région, et que le respect de l'accord importait par-dessus tout<sup>3</sup>. En outre, les déclarations et les éditoriaux publiés par *le Quotidien du Peuple* montraient que la Chine se posait en défenseur intransigeant de l'accord de Paris, mais elle ne brandit aucune menace précise contre les responsables du « sabotage » du cessez-le-feu. Le journal cita seulement des déclarations des forces communistes vietnamiennes avec de brefs commentaires qui soulignaient des aspects positifs de l'exécution des accords et leur confiance à propos du retrait des troupes américaines<sup>4</sup>. Bien que *le Quotidien du Peuple* appuyât les plaintes contre les violations de l'accord de Paris et bien qu'il s'opposât aux actions de Thieu, ce journal officiel du PCC n'encourageait pas publiquement à une résistance militaire<sup>5</sup>. Concernant la propagande, le PCC décida de ne pas jeter l'anathème

---

<sup>1</sup>*Bi Xu Yan Ge Lv Xing Ba Li Xie Ding* (Il faut une exécution stricte des accords de Paris), *Le Quotidien du Peuple*, le 1<sup>er</sup> mars 1973.

<sup>2</sup>*Zhu He Ba Li Guo Ji Hui Yi Yuan Man Jie Shu*, (La félicitation pour le plein succès de la conférence internationale de Paris), *Le Quotidien du Peuple*, le 3 mars 1973.

<sup>3</sup>AMAE, 148QO/146, Télégramme, n° 1785/1795, Entretien avec M. Wang Tung, le 6 avril 1973.

<sup>4</sup>*Yue Nan Nan Fang Shu Qian Qun Zhong Ju Xing Ji Hui Yao Qiao Xi Gong Zheng Quan Jiao Huan Bei Fu Fei Jun Shi Ren Yuan*, (La masse sud-vietnamienne demande le gouvernement de Saïgon à libérer les prisonniers qui ne sont pas les personnels militaires), *Le Quotidien du Peuple*, le 29 juillet 1973; *Ruan Wenjin Tuan Zhang Zai He Nei Zhao Kai Ji Zhe Zhao Dai Hui Qian Ze Xi Gong Zheng Quan Bu Shi Fang Bei Jian Jin De Ai Guo Zhe* (Au cours de la conférence de presse à Hanoi, Nguyen Van Tien souligne qu'il faut que le gouvernement de Saïgon libère les patriotes emprisonnés), *Le Quotidien du Peuple*, le 30 juillet 1973; *Jian Jue Zhi Chi Yue Nan Ren Min De Yan Zheng Yao Qiu* (Le soutien pour la demande juste du peuple vietnamien), *Le Quotidien du Peuple*, le 3 août 1973.

<sup>5</sup> *Yue Nan Nan Fang Gong He Wai Jiao Bu Fa Yan Ren Fa Biao Gong Bao Kong Gao He Qian Ze Xi Gong Zheng Quan Po Huai Ba Li Xie Ding*, (Le FNL dénonce la violation des accords de Paris), *Le Quotidien du*

sur les États-Unis. La presse chinoise continuait à célébrer l'amitié qui liait les deux pays. Aucun passage à propos de « l'intervention militaire américaine » n'était publié<sup>1</sup>. Lors de la visite de Jacques Chaban-Delmas, député de la Gironde et maire de Bordeaux, Zhou Enlai présentait la satisfaction des actions américaines. Zhou indiqua que Nixon désirait aboutir à un accord avec le Nord-Vietnam sur l'application des accords de Paris et sur la déclaration de Kissinger–Le Duc Tho la soutenait. Au sujet des obstacles à l'application des accords, Zhou souligna que c'était Saïgon qui tentait d'empêcher le retrait des États-Unis du Vietnam. « Tant que les États-Unis respectent les accords et cessent de satisfaire les demandes de Thieu, la situation pourrait évoluer dans un sens favorable. Les États-Unis espèrent arrêter le conflit » conclut Zhou<sup>2</sup>. Lors de l'entretien avec Froment-Meurice, le 2 novembre 1973, Qiao Guanhua conclut même que la Chine, la France et les États-Unis devraient faire de leur mieux pour utiliser leur influence et faire que ce problème soit réglé entre eux. Bien que la situation au Sud-Vietnam se prolongeât un peu, le temps travaillait pour la paix.

D'après les informations publiées en Chine et analysés par Manac'h, le Quai pensait qu'il y avait peut-être une relation délicate entre la Chine, le Nord-Vietnam et les communistes du Sud. Aux yeux du Quai, d'une part, le PCC voulait aider le GRP à devenir un gouvernement à égalité vis-à-vis des autorités de Saïgon. Les dirigeants du GRP du Sud-Vietnam étaient traités comme les dirigeants d'un gouvernement légitime, comme le montra par exemple la visite officielle de Nguyen Thi Binh à Pékin en janvier 1973, afin

---

*Peuple*, le 1<sup>er</sup> février 1974 ; *He Nei Long Zhong Ji Hui Ji Nian Ba Li Xie Ding Qian Ding Yi Zhou Nian, Chun Shui Jiang Hua Qian Ze Mei Guo He Xi Gong Zheng Quan Zei Fan Ba Li Xie Ding* (Xuan Thuy dénonce la violation des accords de Paris lors de l'anniversaire de la signature des accords de Paris), *Le Quotidien du Peuple*, le 30 janvier 1974.

<sup>1</sup>*Jian Jue Zhi Chi Yue Nan Ren Min De Yan Zheng Yao Qiu* (Le soutien pour la demande juste du peuple vietnamien), *Le Quotidien du Peuple*, le 3 août 1973.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2166, Entretien du 11 juin 1973 entre M. Jacques Chaban-Delmas et le premier ministre Chou En-lai.

d'appuyer la thèse de la dualité contre l'administration de Thieu. Manac'h pensait : « L'investiture de Pékin donne un sérieux atout pour ses négociations à venir avec le gouvernement de Saigon »<sup>1</sup>. D'autre part, le PCC était favorable à un Sud-Vietnam réellement indépendant et neutre, mais il ne mentionnait pas la réunification du Vietnam devant les dirigeants du FNL, ce qui était contraire à la position chinoise pendant des conversations avec le Nord-Vietnam. Autrement dit, Pékin soutenait la reconnaissance de deux Vietnam, l'un communiste au Nord, l'autre non-aligné au Sud. En outre, au cours de l'entretien entre Zhou Enlai et Schumann le juillet 1972, Zhou indiqua que la réunification du Vietnam ne pourrait être que l'aboutissement d'une évolution lente. Il semble que la Chine voulait soutenir les forces communistes du Sud en vue de contenir Hanoi en Indochine<sup>2</sup>. Dans cette circonstance, la Chine n'empêchait pas la France de reconnaître les deux Vietnam et approuvait les aides françaises au Vietnam si les Vietnamiens acceptaient ces aides étrangères.

Paris transforma le 5 avril 1973 les délégations générales à Paris et à Hanoi en Ambassades. Un jour après, Paris rétablit ses relations diplomatiques avec Saigon. Le gouvernement français maintenait les relations avec le GRP dans la mesure où celui-ci était une des parties signataires des accords de Paris. Les aides médicales étaient envoyées immédiatement à la région vietnamienne. La mission exploratoire en Indochine permettait de définir les modalités de l'aide à la reconstruction des États d'Indochine se rendit d'autre part à Saigon qui acceptait l'aide française<sup>3</sup>. Ces mesures diplomatiques témoignaient de l'importance attachée par les Français à la consolidation de la paix au Vietnam. Certes, la

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/146, Visite de Mme Binh à Pékin, le 2 janvier 1973.

<sup>2</sup>AMAE, 148QO/146, Visite de Mme Binh à Pékin, le 2 janvier 1973 ; La Chine et l'unité du Vietnam, le 9 janvier 1973 ; *Ji Pengfei Wai Zhang Yan Qing Ruan Shiping Wai Zhang* (Le ministre des Affaires étrangères Ji Pengfei offre un banquet à son homologue Mme Binh), *Le Quotidien du Peuple*, le 20 janvier 1973.

<sup>3</sup>AMAE, 148QO/170, Indochine (mise à jour), le 24 août 1973.

France ne voulait pas quitter cette région avec laquelle elle pouvait accroître les échanges commerciaux réciproques les crédits et les investissements<sup>1</sup>. Concernant le problème de la solution politique au Sud Vietnam, la France voulait établir une coopération avec les États-Unis et la Chine pour une bonne application de l'accord de Paris. En ce qui concerne la troisième force, la France pensait qu'elle devait être une force qui pût attirer une grande partie de la population au Sud. Il fallait d'abord que les libertés démocratiques fussent rétablies ainsi que la liberté de circulation<sup>2</sup>. Le gouvernement français considérait donc que certains prisonniers politiques devaient être libérés. Certes, la France ne voulait pas voir le Sud-Vietnam tomber sous la coupe de Hanoi. La France voulait donc une coopération avec les États-Unis pour trouver une méthode. Les Français confièrent aux Anglais qu'ils voulaient favoriser dans la mesure de ses moyens la reconstruction du Vietnam en accordant une aide équilibrée entre le Nord et le Sud, ce qui serait faire la preuve que l'Occident ne se désintéressait pas du Vietnam<sup>3</sup>. Certes, le principe de la participation à la reconstruction des États d'Indochine avait été posé depuis de nombreuses années. La crédibilité de l'engagement de la France se trouvait mise en jeu. Dans le domaine bilatéral, qui devait demeurer le cadre privilégié des interventions françaises. Il était clair que pour 1973 les inscriptions budgétaires ne mettraient pas la France en mesure d'entreprendre l'action à propriété. Il était clair aussi que la France ne pouvait pas attendre 1974 pour apporter la sa contribution à la solution de problèmes qui se posaient dès aujourd'hui. La situation était alors la suivante en ce qui concerne les interventions de diverse nature dans les pays d'Indochine. Le budget pour la coopération culturelle et technique en 1973 était de 85 millions de francs. La question se posait aussi d'une action conjointe avec les partenaires de la communauté économique européenne. La France envisageait d'abord de

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/170, Contribution à la déclaration du Ministre devant la commission des affaires étrangères, le 24 avril 1973.

<sup>2</sup>AMAE, 148QO/221, Contacts à Paris avec les parties sud-vietnamiennes, le 16 février 1973.

<sup>3</sup>AMAE, 148QO/170, Entretiens franco-britanniques, Vietnam, le juillet 1974.

développer avec ceux-ci des échanges d'informations sur le problème de la reconstruction de l'Indochine<sup>1</sup>.

La visite du président Pompidou en Chine entre le 11 et le 17 septembre 1973 était un événement historique dans la relation sino-française. Pompidou devint le premier chef d'État français et le premier chef d'État d'Europe occidentale à faire une visite officielle en Chine. L'accueil fait au Président de la France était exceptionnellement chaleureux. Ses entretiens avec les dirigeants chinois concernaient la politique étrangère des deux pays sur diverses questions internationales, naturellement sur le problème vietnamien. Aux yeux du Quai, il n'y avait pas de nouvel élément sur le règlement de ce problème. Les deux gouvernements ne répétaient que leurs convergences, c'est-à-dire qu'ils exprimaient leur satisfaction quant à l'accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam conclu à Paris, ainsi qu'au sujet de l'accord sur le Laos, et qu'ils étaient d'accord pour souhaiter une application scrupuleuse des accords de Paris au Vietnam. Cette position était également présentée dans le communiqué commun franco-chinois<sup>2</sup>. Zhou Enlai confia à Pompidou que le GRP souhaitait consolider les régions qu'il avait occupées, et que la Chine soutenait une solution politique en se fondant sur le gouvernement de coalition<sup>3</sup>. Certes, le président Mao s'est concentré sur le problème de l'Union soviétique. Il dit à Pompidou que les Européens voulaient pousser l'URSS pour contenir la Chine. Mao avertit Pompidou sur la menace soviétique pour le monde. Il souligna qu'il ne croyait pas à une paix permanente et qu'il fallait donc se préparer à une nouvelle guerre<sup>4</sup>. Dans le

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/170, Participation de la France à la reconstruction de l'Indochine.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2166, Audition du Ministre par la Commission des affaires étrangères. (Chine), le 10 octobre 1973 ; Texte du communiqué commun franco-chinois publié à l'issue de la visite officielle de M. Georges Pompidou en République populaire de Chine, Pékin, le 14 septembre 1973.

<sup>3</sup> AN, 5AG/2/1030, Entretien entre le président Pompidou et M. Chou En Lai le 12 septembre 1973 à la résidence du président de la République.

<sup>4</sup> CCCPC Party Literature Research Office : *Mao Zedong Nian Pu*, 1949-1976, volume VI, op.cit., p.468; AN, 5AG/2/1030, Entretien entre Monsieur le président de la République et le président Mao Tsé-Toung.

communiqué commun entre la Chine et la France, les deux parties réaffirmaient leurs efforts pour un système multipolaire dans le monde et leur soutien en faveur d'une bonne exécution de l'accord de Paris<sup>1</sup>.

Par rapport aux points communs sino-français sur le problème vietnamien, concernant le Cambodge, en revanche, étant donné qu'il y avait encore une divergence sino-américaine relative au statut du gouvernement du prince Sihanouk qui était prochinois et antisoviétique, la Chine voulait profiter de ce problème pour contenir le Vietnam dans la région indochinoise et empêcher l'intervention de l'URSS en Indochine. Il ne fait pas de doute que la Chine cherchait à exercer une influence prédominante. En outre, un Cambodge authentiquement neutre serait dégagé de l'influence américaine sans tomber sous l'influence soviétique<sup>2</sup>. Aux yeux des dirigeants chinois, la guerre a pris fin au Vietnam. Il restait encore le problème du Cambodge<sup>3</sup>. Lors des entretiens entre Zhou Enlai, Mao Zedong et Kissinger en février 1973, les dirigeants chinois essayaient de persuader les Américains d'accepter un retour du Prince au Cambodge en vue de lutter contre l'URSS dans cette région, mais les Américains hésitaient à soutenir cette proposition, parce que Sihanouk serait contrôlé par la force communiste indochinoise aux leurs yeux<sup>4</sup>. Contrairement à l'indifférence relative au problème vietnamien, au cours des entretiens entre les deux gouvernements, le PCC souhaitait donc que la France joue également un rôle important pour le retour de Sihanouk sur la scène indochinoise. Aux yeux des Chinois, les

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2166, Texte du communiqué commun franco-chinois publié à l'issue de la visite officielle de M. Georges Pompidou en République populaire de Chine, Pékin, le 14 septembre 1973.

<sup>2</sup>He Hui, 1973 *De Jian Pu Zhai Wei Ji Yu Zhong Mei He Zuo* (La crise du Cambodge de 1973 et la coopération sino-américaine), International Review, 2006, No.2.

<sup>3</sup>AN, 5AG/2/1030, Compte-rendu de l'entretien restreint entre M. Pompidou et M. Chou En Lai le 13 septembre 1973 à 15h.30.

<sup>4</sup>Document 8, Memorandum of Conversation, February 15, 1973, pp.45-46; Document 9, Memorandum of Conversation, February 16, 1973, pp.71-76; Document 13, Memorandum of Conversation, February 18, 1973, pp.166-168; Document 18, Memorandum from the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger) to President Nixon, March 2, 1973, *FRUS*, 1969-1976, volume XVIII, China, 1973-1976.

accords avaient été signés pour le Vietnam et le Laos, mais pas pour le Cambodge. Le PCC espérait donc une négociation entre le Prince et Lon Nol, et que les États-Unis pourraient abandonner leur soutien au gouvernement de Phnom-Penh<sup>1</sup>. Le 6 avril 1973, les Chinois exprimèrent seulement leurs soucis sur la situation détériorée au Cambodge, bien que la situation vietnamienne se détériorât également à ce moment-là<sup>2</sup>. Le 12 avril 1973, Zhou Enlai répéta que le gouvernement français devait maintenir la politique du général de Gaulle vis-à-vis du Cambodge<sup>3</sup>. « Le prince est un vieil ami de la France et de la Chine. Qu'est-ce que Lon Nol ? Rien » dit le Premier Ministre chinois à Manac'h au cours de l'entretien le 16 mai 1973. Zhou Enlai demanda à Manac'h de proposer que la France use de son influence pour traiter le problème khmer dans la visite du président Pompidou en Islande. En ce qui concerne l'influence chinoise, Zhou confiait à Manac'h que ce n'était pas suffisant et que Pompidou devait tenter d'exercer son impact influence sur le président Nixon. « Washington pensait toujours qu'après le retrait de ses forces de la région, il y aurait un vide que l'URSS viendrait remplir. En revanche, ce n'est pas l'Union soviétique qui se substituerait au peuple khmer » souligna Zhou<sup>4</sup>. Il semblait, aux yeux des Chinois, qu'un Cambodge neutre pût contrebalancer la puissance soviétique en Indochine. Dans ses télégrammes envoyés au Quai, Manac'h écrivait : « Lon Nol ne représente rien. Les États-Unis sont obligés de bombarder le Cambodge car les autorités de Phnom Penh ne représentent rien ». Il proposait que la visite du président Pompidou ouvrît les yeux des Américains sur cette réalité<sup>5</sup>. En tant qu'Ambassadeur de France en Chine, Manac'h proposait au Quai de maintenir le contact avec la résistance khmère. Il confia à Zhou Enlai

---

<sup>1</sup> AN, 5AG/3/956, Position de Zhou Enlai au cours de l'entretien avec M. Pompidou, le 13 septembre 1973.

<sup>2</sup> AMAE, 148QO/146, Télégramme, n° 1785/1795, Entretien avec M. Wang Tung, le 6 avril 1973.

<sup>3</sup> Etienne Manac'h, *Mémoires d'extrême-Asie*, Tome III, *Une terre traversée de puissances invisibles*, Paris : Fayard, 1983, pp.379-380.

<sup>4</sup> AMAE, 752INVA/2173, Télégramme, NR 2284/93, Entretien avec M. Chou En-lai, le 16 mai 1973.

<sup>5</sup> AMAE, 752INVA/2166, Entretien du 3 juin 1973 entre M. Jacques Chaban-Delmas et le premier ministre Chou En-lai ; AMAE, 752INVA/2173, Télégramme, NR 2284/93, Entretien avec M. Chou En-lai, le 16 mai 1973.

que ses actions n'étaient pas une concession sous l'influence du PCC, mais il voulait avoir des conversations avec le prince Sihanouk en vue d'aider à mieux faire comprendre en France les choses la situation du Cambodge<sup>1</sup>. Grâce à Manac'h, bien que la France ait maintenu la relation diplomatique avec l'administration de Lon Nol, cette divergence n'entravait pas le renforcement de la relation sino-française depuis 1970.

Le 22 mai 1973, Michel Jobert, ministre des Affaires étrangères français, transmet l'information de Zhou Enlai à Kissinger<sup>2</sup>. Lors de la visite du président Pompidou en Islande, au cours des entretiens avec secrétaire d'État William Pierce Rogers et le président Nixon, le 31 mai et le 1<sup>er</sup> juin 1973, Jobert souligna que la France voulait un Cambodge indépendant et neutre, et que la Chine avait la même position<sup>3</sup>. Après cette visite officielle en Islande, le 13 juin 1973, Pompidou informa Ji Pengfei qu'il avait exposé les points de vue français et chinois aux Américains. Il pensait que Washington était soucieux de la position chinoise envers le Prince et souhaitait que la Chine constituât un élément capital dans l'équilibre mondial. Par la suite, le Président français posa des questions sur la position chinoise réelle envers le Cambodge auprès de Ji, ce que demandait Washington. Le Ministre chinois transmet le message de Zhou. Il indiqua qu'il fallait reconnaître la légitimité du Prince afin de faciliter la solution du problème cambodgien, parce qu'il poursuivait une politique indépendante, pacifique et neutre qui permettait de maintenir la paix en Indochine. Ji souligna que la France devait exercer une influence favorable à ce sujet<sup>4</sup>. Pompidou ne présenta pas la position française sur la réponse de Ji. En fait, le gouvernement français espérait également que les États-Unis accepteraient finalement de

---

<sup>1</sup> Etienne Manac'h, *Mémoires d'extrême-Asie*, Tome III, *Une terre traversée de puissances invisibles*, op.cit., pp.379-380, pp.391-395.

<sup>2</sup> Memorandum for Conversation, Discussion with Michel Jobert in Paris, May 22, 1973, Digital National Security Archives (DNSA).

<sup>3</sup> Document 311, Memorandum of Conversation, June 1, 1973, *FRUS*, 1969-1976, Volume E-15, Part 2, Documents on Western Europe, 1973-1976.

<sup>4</sup> AMAE, 752INVA/2173, Audience accordée par M. Pompidou à M. Chi Peng-fei, le 13 juin 1973.

considérer le prince Sihanouk comme un élément essentiel du règlement du problème, mais il souhaitait aussi que le Prince et son gouvernement en Chine comprennent que leur intérêt n'était pas d'effrayer par Lon Nol<sup>1</sup>. En Chine, deux jours avant cet entretien, Zhou présentait la même position devant Jacques Chaban-Delmas. Il souligna que les Américains devaient reconnaître que le pouvoir devait revenir au GRUNK, parce que Sihanouk pouvait unir la gauche, le centre et la droite, ce qui favoriserait la paix dans la région à la paix de cette région. Le député de la Gironde assura qu'il allait rapporter ces paroles à Pompidou<sup>2</sup>. En outre, Zhou Enlai approuva l'effort de Manac'h. Il souligna que la résistance du GRUNK représentait le Cambodge. Il pensait que la demande de la Chine auprès de la France transmise par Manac'h pourrait pousser un peu le développement de cette affaire<sup>3</sup>.

Au cours de la visite de Pompidou en Chine, en ce qui concerne les questions asiatiques, c'était seulement le Cambodge qui retenait l'attention. Bien que la Chine tînt à réaffirmer son soutien au GRUNK, les deux parties étaient d'accord pour reconnaître que le problème devait être réglé par les Cambodgiens eux-mêmes sans ingérence étrangère, ce qui correspondait à la position chinoise répétée par le PCC au cours des entretiens sino-français depuis 1971<sup>4</sup>. Zhou Enlai souligna que pour réaliser la détente, le Cambodge devait maintenir son statut neutre et pacifique. Zhou indiqua également que la Chine essayait de persuader les Américains d'abandonner Lon Nol. « Nous avons dit cela à M. Nixon et à M. Kissinger : Vous avez perdu du temps et de l'argent en agissant ainsi. Pour les armements il existe une seule raison : les marchands de canons tiennent à obtenir des bénéfices. Il n'y

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2173, Visite de M. Chi Peng-fei, Ministre chinois des affaires étrangères, Note de synthèse, le 30 mai 1973.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2166, Entretien du 11 juin 1973 entre M. Jacques Chaban-Delmas et le premier ministre Chou En-lai ; Télégramme NR 2608/10, Entretien Chou Enlai-Chaban-Delmas, le 18 juin 1973.

<sup>3</sup>AMAE, 752INVA/2166, Entretien du 3 juin 1973 entre M. Jacques Chaban-Delmas et le premier ministre Chou En-lai.

<sup>4</sup> AN, 5AG/2/1030, Entretien entre le président Pompidou et M. Chou En Lai le 12 septembre 1973 à la résidence du président de la République.

en a pas d'autre. C'est vraiment peu sage » dit Zhou<sup>1</sup>. Le gouvernement français a bien compris le soutien chinois au Prince et à son gouvernement. C'était une politique chinoise normale aux yeux des Français, le gouvernement français n'avait donc aucune objection. La Chine a également compris la position française envers le gouvernement de Lon Nol, c'est-à-dire que le maintien de la représentation diplomatique à Phnom-Penh ne visait qu'à mieux assurer la protection des ressortissants français et des intérêts français et ne saurait en aucun cas être interprété comme un soutien au régime en place. Certes, Pompidou confia à Zhou : « Nos relations avec le gouvernement de Phnom-Penh ne sont plus au niveau des Ambassadeurs »<sup>2</sup>. Ces positions sino-françaises étaient marquées dans le communiqué commun. La Chine affirma la convergence sino-française relative à un règlement de ce problème, et réaffirma que le GRUNK, sous la direction du prince Sihanouk, était l'unique gouvernement légal du Cambodge. Les Français exprimèrent également que le Prince connaissait bien la position française. La Chine ne voulait pas la critiquer et mêler les affaires françaises au Cambodge<sup>3</sup>.

La publication de ce communiqué commun symbolisait un accord qui unissait la Chine et la France pour la première fois depuis le coup d'État de Phnom Penh. Cependant, la situation du Cambodge était encore dans l'impasse à cause de la position américaine<sup>4</sup>. Le président Pompidou présenta déjà cette situation délicate aux dirigeants chinois lors de sa visite : « J'ai dit à Nixon et à Brejnev qu'à mon avis, la solution au Cambodge passait par le Prince. Je dois dire que Nixon a eu l'aire de penser pourquoi pas ? sans enthousiasme

---

<sup>1</sup> AN, 5AG/2/1030, Compte-rendu de l'entretien restreint entre M. Pompidou et M. Chou En Lai le 13 septembre 1973 à 15h.30.

<sup>2</sup> Ibid., AMAE, 148QO/146, Chine et Indochine, le 29 mai 1973.

<sup>3</sup> AMAE, 752INVA/2166, Télégramme circulaire, n° 544, le 18 septembre 1973 ; Audition du Ministre par la Commission des affaires étrangères. (Chine), le 10 octobre 1973 ; Texte du communiqué commun franco-chinois publié à l'issue de la visite officielle de M. Georges Pompidou en République populaire de Chine, Pékin, le 14 septembre 1973.

<sup>4</sup> He Hui, 1973 *De Jian Pu Zhai Wei Ji Yu Zhong Mei He Zuo* (La crise du Cambodge de 1973 et la coopération sino-américaine), *International Review*, 2006, No.2.

mais sans refus. Brejnev n'a rien répondu »<sup>1</sup>. Le 7 juin 1974, lors de la visite de la délégation parlementaire française en Chine, Qiao Guanhua présenta une attitude pessimiste. « Je ne vois aucun signe d'une solution possible. Les États-Unis continuent à soutenir Lon Nol. Tandis que nos amis soviétiques apportent également leur soutien à Lon Nol. Le chef de l'État du Cambodge, le prince Sihanouk, refuse, lui tout compromis avec le groupe dirigé par Lon Nol » dit Qiao. Bien qu'il eût souligné le respect par la Chine de la décision du Prince, le vice-Ministre des Affaires étrangères chinois indiqua qu'il n'était pas possible de se battre pendant un siècle<sup>2</sup>. Certes, bien que la Chine demandât l'aide des Français pour persuader les États-Unis d'abandonner Lon Nol, les efforts français étaient malheureusement infructueux pour faire évoluer la position américaine. Finalement, le gouvernement chinois approuva seulement « la sage décision » en mars 1975 que la France avait prise de fermer l'Ambassade au Cambodge à la veille de l'effondrement du gouvernement de Phnom Penh en vue de montrer que la France ne soutenait pas Lon Nol. La Chine confia aux Français que la victoire pour le Prince arriverait avant la saison des pluies, ou bien l'an prochain<sup>3</sup>. En ce qui concerne le Cambodge, le gouvernement français décida le 12 avril 1975 d'établir des relations diplomatiques avec le GRUNK. Il était disposé à développer ses rapports de confiance et de coopération avec le Cambodge conformément à la longue tradition d'amitié entre les deux peuples. La Chine accueillit avec une très grande satisfaction la victoire des Khmers Rouges à Phnom Penh. Il semble en position de s'opposer aux influences de Moscou et même de Hanoi<sup>4</sup>.

#### **9.4 La relation sino-française face à l'effet domino dans la région indochinoise**

---

<sup>1</sup> AN, 5AG/2/1030, Compte-rendu de l'entretien restreint entre M. Pompidou et M. Chou En Lai le 13 septembre 1973 à 15h.30.

<sup>2</sup> AMAE, 148QO/146, Entretiens entre les membres de la délégation parlementaire présidée par M. Bettencourt, et M. Chiao Kuan-hua, le 7 juin 1974.

<sup>3</sup> AMAE, 148QO/146, Entretien du 10 avril avec le Ministre des Affaires étrangères, le 11 avril 1975.

<sup>4</sup> AMAE, 118QO/21, Indochine, le 9 mai 1973 ; He Hui, 1973 *De Jian Pu Zhai Wei Ji Yu Zhong Mei He Zuo* (La crise du Cambodge de 1973 et la coopération sino-américaine), *International Review*, 2006, No.2.

En fait, l'acceptation de l'accord de Paris ne signifiait pas l'abandon de la lutte militaire dans la région vietnamienne, aux yeux des dirigeants chinois. Le cessez-le-feu était une façon de reprendre le contrôle des forces communistes du Nord et du Sud. Une détente pouvait empêcher une éventuelle intervention américaine dans le cas où le Sud se trouvait sérieusement menacé. Certainement, Il y avait certainement une collusion entre la Chine et les États-Unis concernant le Vietnam, c'est-à-dire qu'ils souhaitaient éviter le retour de soldats américains dans cette région, ce qui donnait une chance à la révolution au Vietnam. Le PCC pensait que cela aidait les Vietnamiens à atteindre leur objectif. Zhou Enlai confia aux Français : « Une fois que les troupes américaines ont été retirées du Sud-Vietnam, Thieu a perdu toute confiance. Il a eu peur. Ses forces ont essayée des empiétements sur le territoire du GRP ou des bombardements ». La Chine ne souhaitait pas un nouvel embrasement au Vietnam, mais il lui serait impossible de ne pas soutenir Hanoi et le GRP. Pour le Quai, cette politique confirmait que Pékin était favorable à « quatre États » ou, en tout cas, à un Sud distinct du Nord<sup>1</sup>. Cette analyse pouvait expliquer la raison pour laquelle la Chine souhait un processus lent et pacifique de la réunification entre le Sud et le Nord. Il semble que le PCC voulait établir une ligne de communication directe entre la Chine et le Sud-Vietnam sans passer nécessairement par Hanoi. C'était une politique dirigée contre Hanoi et Saigon à la fois.

Alors même que la situation au Sud-Vietnam se détériorait, en 1974, le PCC pensait que la détente avec les États-Unis était un échec, à cause de la coopération américano-soviétique pour contrôler le monde. Le rôle des Américains a déçu la Chine. Le PCC

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/146, Chine et Vietnam, le 3 septembre 1973.

commença à critiquer fortement la politique de Washington vis-à-vis du Vietnam<sup>1</sup>. Il pensait que les États-Unis avaient forcé Nguyen Van Thieu à démissionner dans l'espoir de sauver le régime fantoche de Saigon, ce qui était un piège destiné à tromper l'opinion mondiale et à perpétuer leur domination sur le Sud-Vietnam. La politique américaine consistait selon le PCC à bafouer l'accord de Paris et à mener une guerre d'agression. Par un article du *Quotidien du Peuple*, le PCC déclara que le gouvernement du Saigon ne pourrait pas échapper à son destin qui était l'anéantissement complet. L'article souligna que le gouvernement chinois écartait toute possibilité de négociation entre le GRP et Saigon<sup>2</sup>. Les dirigeants chinois avaient bien compris la portée des récentes prises de position du gouvernement français concernant le Vietnam. C'est ainsi que Qiao Guanhua prit l'initiative de signaler la déclaration faite le 21 avril par le Président français, en faisant chaleureusement l'éloge<sup>3</sup>. Cependant, Les dirigeants chinois ne répondirent pas à l'appel que la France lança, quand il en était encore temps, pour ce qui était une solution politique d'après les Français. Le Quai pensait que les événements qui venaient de se produire allaient somme toute dans le sens de l'histoire et, en se fondant sur l'expérience et le passé du PCC, une victoire révolutionnaire en Indochine était un résultat certain<sup>4</sup>.

La libération de Saigon en 1975 était célébrée à Pékin dans les mêmes conditions que la prise de Phnom Penh par les Khmers Rouges : un message des hauts dirigeants chinois aux dirigeants des forces communistes vietnamiennes. L'éditorial du *Quotidien du Peuple* publia les félicitations. Au cours du meeting de masse au palais des congrès, le vice-Président Ye Jianying prit la parole. Les événements récents étaient présentés par les

---

<sup>1</sup> Yang Kuisong, *Zhong Mei He Jie Guo Cheng Zhong De Zhong Fang Bian Zou* (Le changement de la politique diplomatique chinoise dans le rapprochement sino-américain), *Cold War International History Studies*, volume IV, Pékin : World Affaires Press, 2007.

<sup>2</sup> Xi Gong Kui Lei Tou Mu Ruan Wenshao Bei Po Xia Tai (La chute du régime de Nguyen Van Thieu), *Le Quotidien du Peuple*, le 23 avril 1975.

<sup>3</sup> AMAE, 148QO/146, Télégramme, n° 744, le 16 avril 1975.

<sup>4</sup> AMAE, 118QO/18, Note, Indochine, le 9 mai 1975.

Chinois comme le résultat de la lutte d'auto-défense des Vietnamiens en réponse aux violations répétées de l'accord de Paris. Cette idée était ainsi que celle de la puissance de la guerre populaire étaient développées. Bien que la presse chinoise fût pleine de détails sur la prise de Saigon, comme par exemple la fuite des Américains et des officiels sud-vietnamiens, les Chinois critiquaient discrètement les responsabilités américaines<sup>1</sup>. Pour les dirigeants chinois, la victoire du peuple vietnamien dans sa lutte pour l'indépendance était inévitable. Qiao Guanhua ne chanta pas victoire, ni fut triomphal. Qiao fit allusion à la concurrence entre les États-Unis et l'URSS. Il souligna que c'était une affaire favorable pour les États-Unis, parce que désormais, Washington pourrait se consacrer aux problèmes plus importants<sup>2</sup>.

La victoire du GRP et du GRUNK a-t-elle marqué la fin de la coopération des trois peuples indochinois sous l'influence du PCC ? Le 15 mai 1975, lors de la cérémonie pour la victoire de la libération de Saigon, le Premier Ministre du GRUNK, le Ministre et le vice-Ministre des Affaires étrangères du GRUNK et la plupart des membres du bureau politique du GRUNK présents en Chine étaient absents. Comme d'habitude, les Cambodgiens étaient toujours associés en grand nombre et au plus haut niveau à toutes les cérémonies organisées par les Vietnamiens du Nord ou du GRP. Bien que les Vietnamiens eussent souligné la solidarité militante et l'entraide entre les trois peuples de l'Indochine, Li Xiannian exprima seulement les félicitations de la Chine et ne fit aucune allusion à la

---

<sup>1</sup> *Re Lie Qing Zhu Yue Nan Ren Min Min Zu Jie Fang Zheng Xian De Wei Da Sheng Li, Shou Du Long Zhong Ji Hui Qing Zhu Xi Gong He Yue Nan Nan Fang Wan Quan Jie Fang* (La félicitation pour la victoire de la guerre de la libération du Sud-Vietnam, un vaste rassemblement à Pékin pour la libération de Saigon et du Sud-Vietnam) ; *Zai Shou Du Ren Min Qing Zhu Yue Nan Nan Fang Ren Min Jie Fang Xi Gong He Wan Quan Jie Fang Yue Nan Nan Fang Da Hui Shang Ye Jianying Fu Zhu Xi De Jiang Hua* (Discours de Ye Jianying au cours du rassemblement de la masse de Pékin pour la libération de Saigon et du Sud-Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 3 mai 1975.

<sup>2</sup> AMAE, 148QO/146, Entretien avec Chiao Kuan-hua, le 10 mai 1975.

solidarité des trois peuples de l'Indochine<sup>1</sup>. Il semble que le PCC ait ignoré cette partie intentionnellement dans la déclaration à cause de l'absence des hauts dirigeants khmers qui avaient quitté Pékin pour une visite en province de la Chine. On ne sait pas si le PCC avait préparé la visite des Khmers en province à dessein. Il semble que grâce au retrait des Américains et au changement de la stratégie chinoise vers la lutte contre l'hégémonie, aux yeux des Chinois, une grande menace commune ait disparu : il n'était pas nécessaire pour une coopération entre les quatre forces indochinoises contre « l'intervention impérialiste américaine ». Le PCC souhaitait seulement maintenir la situation favorable au triomphe de la révolution communiste dans cette région, c'est-à-dire « une détente révolutionnaire ». Les affaires indochinoises faisaient partie de la nouvelle stratégie du président Mao pour la contre-hégémonie d'après sa nouvelle théorie— « les trois mondes ». Il apparaît en effet que Pékin souhaitait préserver l'autonomie du Sud et développer une relation spéciale avec le GRP, bien distincte de celle entretenue avec Hanoi. Il semble que la Chine ait voulu ralentir le processus de la réunification du Vietnam afin de créer une situation bipolaire au Vietnam qui pût limiter l'influence vietnamienne en Indochine. Elle n'empêchait pas Hanoi et Saigon de demeurer candidats à l'ONU. Les Vietnamiens s'efforçaient d'empêcher la détérioration de leurs rapports avec la Chine et l'URSS. Cependant, il était difficile de maintenir cette équidistance, surtout lorsque le PCC décida de lutter contre l'hégémonie soviétique. Assurément, le point de vue soviétique s'opposait au point de vue chinois à propos de la réunification. Les Soviétiques confièrent aux Français que la réunification entre le Nord et le Sud du Vietnam prendraient quelque temps. Mais, les États-Unis et la Chine pensaient que le processus durerait cinq ans. L'URSS

---

<sup>1</sup>*Qing Zhu Yue Nan Min Zu De Wei Da Sheng Li, Gan Xie Shi Jie Peng You Dui Yue Nan Ren Min De Zhi Chi, Ruan Zhongyong He He Ping Lin Shi Dai Ban Ju Xing Zhao Dai Hui* (La réception organisée par l'Ambassade du Vietnam pour la grande victoire du peuple vietnamien et pour remercier le soutien des peuples du monde entier), *Le Quotidien du Peuple*, le 16 mai 1975.

voulait une réunification le plus tôt que possible, c'est-à-dire au bout de deux ans maximum<sup>1</sup>.

En vue de promouvoir l'établissement d'un nouveau front uni internationale d'après la théorie des « trois mondes », le gouvernement chinois décida d'envoyer Deng Xiaoping en visite officielle en Europe occidentale. Concernant cette visite de Deng Xiaoping, le successeur de Manac'h, Arnaud pensait qu'il n'y avait là rien que de prévisible, si la France se rapportait à l'idéologie révolutionnaire et à l'antisoviétisme. Arnaud indiqua que la France était un facteur important de regroupement du « deuxième monde » dans la théorie des « trois mondes » du président Mao, grâce à la construction européenne, à l'exceptionnelle compréhension à l'égard du « tiers monde », et à la vigilance relative aux États-Unis et à l'URSS. À ses yeux, c'était la raison pour laquelle la Chine et la France pourraient avoir des points communs dans les affaires internationales. Cependant, Arnaud pensait qu'il était plus difficile de deviner l'attitude chinoise à déterminer l'attitude chinoise, donc, concernant la position chinoise vis-à-vis du Vietnam, il devrait se trouver encore peu favorable à d'éventuelles aspirations vietnamiennes à l'hégémonie sur l'ensemble de la péninsule. « Il sera d'autant plus intéressant, la semaine prochaine, d'en faire parler Deng Xiaoping » conclut Arnaud<sup>2</sup>.

Le Quai pensait que la question du rôle du Vietnam dans les deux autres pays d'Indochine était un grand problème pour la Chine. Un retrait précipité des Américains de la région pourrait avoir pour effet de créer un déséquilibre de forces dangereux. Les victoires du GRP étaient donc acclamées avec quelque prudence ou quelque retard. Si les Chinois semblaient entretenir des relations amicales avec les dirigeants du Cambodge,

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/146, Commentaires soviétiques sur l'Asie, le 6 juin 1975.

<sup>2</sup>AMAE, 148QO/146, Prochaine visite de M. Teng Hsiao-ping, aspects politiques des consultations franco-chinoises, le 5 mai 1975.

lesquels avaient apparemment suivi la ligne de Pékin en adoptant une attitude plus amicale à l'égard de la Thaïlande, les Vietnamiens se heurtaient aux Khmers Rouges sur la frontière cambodgienne depuis que Phnom Penh était tombée aux communistes. Au Laos, l'influence de Hanoi était probablement plus forte que celle de Pékin. Pékin pensait que l'URSS considérait le Vietnam comme un objectif de ses ambitions hégémoniques. La Chine tenta de minimiser le rôle joué par Hanoi dans la victoire afin de miner la cohésion des peuples indochinois créée par le Nord-Vietnam<sup>1</sup>. En fait, c'était une stratégie contre la menace soviétique. Dans ces conditions, le Quai supposait que les Chinois ne souhaitaient pas une réunification rapide du Vietnam qui pouvait permettre à Hanoi d'exercer une véritable domination sur l'Indochine. En revanche, l'URSS soutenait les ambitions unificatrices de Hanoi qui lui offriraient des possibilités d'étendre son influence dans la région. En conséquence, concernant l'influence de la relation sino-française dans les rapports avec les pays indochinois, le Quai pensait que la Chine ne devait pas être hostile à la présence économique française qui pourrait contrebalancer l'influence de l'URSS. Autrement dit, la concurrence sino-soviétique pour un Vietnam unifié était la plus favorable pour la France. Le Quai proposa donc de savoir comment Deng Xiaoping jugerait les dispositions du GRP, à propos par exemple, de la question sur d'une réunification rapide du Vietnam, du problème de la neutralisation du Sud-Vietnam, du point de vue chinois à l'égard du rôle français en Indochine<sup>2</sup>. La France souhaitait maintenir ses liens avec celles qui s'installaient. La Chine pouvait trouver un intérêt au maintien de la présence française, notamment au Sud-Vietnam dans la mesure où la France, en leur offrant un truchement avec l'occident permettrait d'y réduire le rôle de Moscou et de Washington<sup>3</sup>. D'après

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/146, Analyse, le novembre 1975.

<sup>2</sup>AMAE, 118QO/21, Note, Indochine, le 9 mai 1975.

<sup>3</sup>AMAE, 118QO/21, Relations politiques franco-chinoises, le 22 avril 1975.

l'analyse du Quai d'Orsay, le problème de l'Indochine était une occasion de rapprochement entre la France et la Chine<sup>1</sup>.

Comme l'avait fait la visite du président Pompidou à Pékin, en septembre 1973, celle de Deng Xiaoping en France marqua les relations franco-chinoises. Il s'agit en effet de la première visite officielle du plus haut dirigeant chinois en France. Ce fait illustre la continuité de la politique chinoise à l'égard de la France.

Le 13 mai 1975, lors de l'entretien entre Giscard d'Estaing et Deng Xiaoping, Deng félicitait la décision française d'élever la relation avec le GRP au niveau des Ambassades. Concernant la question de la réunification du Vietnam, les deux gouvernements parvenaient à un consensus. Giscard d'Estaing présentait le point de vue français : « Les accords de Paris parlent de la réunification du Vietnam, mais comme d'une perspective lointaine ». Il indiqua qu'il fallait engager la reconstruction du pays, mettre en place de nouvelles institutions. Deng approuva cette idée. Il souligna que la Chine ne voulait intervenir dans leurs affaires intérieures pour leur dire comment ils devaient faire, et que la question de l'unification n'était pas un problème très urgent, parce qu'il existait une différence importante entre le Nord et le Sud. « Le Nord est un pays socialiste. Les conditions au Sud sont différentes. Nous sommes convaincus qu'en fin de compte le Vietnam sera réunifié. Mais il faudra un certain temps. Peut-être assez longtemps » dit Deng. Les deux parties regrettaient la mauvaise application de l'accord de Paris. Deng critiqua la position américaine. Il indiqua que le gouvernement chinois avait dit aux Américains qu'ils devaient laisser les Vietnamiens constituer un gouvernement de coalition. Deng regrettait que les États-Unis n'eussent pas écouté le conseil de la Chine et

---

<sup>1</sup>AMAE, 118QO/21, Visite officielle de M. Teng Hsiao-Ping, vice-premier ministre de la République populaire de Chine, le 30 avril 1975.

considéraient encore Thieu et Lon Nol comme leurs « vieux amis ». « La ligne suivie par le général de Gaulle et par la France en Afrique et en Indochine a donné des résultats tout différents » conclut Deng<sup>1</sup>. Par la suite, la France et la Chine étaient d'accord sur l'aide économique au « tiers monde ». Giscard d'Estaing indiqua que concernant le développement dans le monde, il fallait financer celui des pays du « tiers monde » par la valorisation de leurs ressources et par la mise en place d'un système internationale d'aide. Deng présentait la méthode chinoise pour une aide internationale. Il expliqua que cela consistait en une aide bilatérale sans condition par des dons en argent ou en équipement. Il souligna que le gouvernement chinois soutenait entièrement la position et l'effort français sur ce problème<sup>2</sup>. C'était une allusion à son aide économique et technique dans la région vietnamienne, c'est-à-dire que la Chine ne s'opposait pas à la coopération concernant le rétablissement après la guerre. Au cours de l'entretien avec Chirac, premier ministre de la France à ce moment-là, il demanda la position du PCC concernant la relation entre la France et le GRP. Il montra que les deux parties avaient envoyé des missions permanentes à Paris et à Pékin, et que la France avait proposé d'élever les relations au niveau des Ambassades, donc Paris et Saigon allaient réaliser une normalisation des relations dans un avenir très proche. « Nous estimons en effet que si le Nord est socialiste, il n'en va pas de même au Sud. En tout cas vous avez de nombreux contacts avec le Nord et avec le Sud. Il vous sera beaucoup plus facile qu'aux autres de régler vos relations avec ces pays » répondit Deng. Il répéta que « les deux Vietnam » étaient une situation qui existerait aussi longtemps. Aux yeux de Deng, Pékin jugeait inéluctables les événements qui venaient de se produire. Toutefois, la réunification du Vietnam, bien que dans l'ordre des choses, ne se

---

<sup>1</sup>AMAE, 118QO/21, Verbatim des Entretiens du Président de la République avec Teng Hsiao Ping, vice-premier ministre de la République populaire de Chine, premier entretien, le 13 mai 1975 ; CCCPC Party Literature Research Office, *Deng Xiaoping Nian Pu*, (La chronique de Deng Xiaoping), 1975-1997, Pékin : Central Party Literature Press, pp.43-44.

<sup>2</sup>AMAE, 118QO/21, Verbatim des Entretiens du Président de la République avec Teng Hsiao Ping, vice-premier ministre de la République populaire de Chine, premier entretien, le 14 mai 1975 ; CCCPC Party Literature Research Office, *Deng Xiaoping Nian Pu*, 1975-1997, op.cit., pp.44-45.

ferait pas avant assez longtemps, car si le Nord était socialiste, le Sud ne l'était pas. Deng dit que Zhou Enlai avait la volonté de maintenir les accords existants, et que la France pourrait être en bonne position pour régler ses rapports avec ces pays. Il semble que le gouvernement chinois ne s'opposait pas au développement de la relation entre la France et le deux Vietnam, ce qui pouvait aider à limiter l'influence soviétique. Deng présenta l'inquiétude du gouvernement chinois à propos du système de sécurité d'Europe et d'Asie proposé par l'URSS. Deng dit que la volonté de Moscou était de hâter la mise sur pied d'un système de sécurité collectif en Asie pour chercher à isoler la Chine et à établir une influence face aux États-Unis dans cette région. Deng souligna que les pays de l'Asie du Sud-est et la Chine s'y opposaient également. Il proposa la France de ne pas adhérer à la CSCE, parce que l'URSS pourrait imposer la sécurité collective asiatique au moyen de cette organisation. Le succès de la CSCE ne modifiait en rien le fait que les deux superpuissances étaient en rivalité à cause de la puissance américaine forte puissance américaine en Asie, à ses yeux<sup>1</sup>.

On peut porter un jugement modeste sur cette visite. En chargeant le vice-Ministre de cette mission, la Chine a clairement voulu marquer qu'elle continuait de considérer la France comme son interlocuteur privilégié en Occident. Les rapports tels qu'ils existaient jugées mutuellement profitables et chacun eut la volonté de les développer, mais cela se fondait sur la coopération économique et technologique. Il était clair que la Chine n'était pas satisfaite de la politique française vis-à-vis de l'Union soviétique. En fait, aux yeux des Français, l'objectif du PCC relatif à l'acceptation du développement des relations entre la France et les deux Vietnam, de même que l'accord entre les deux pays s'était étendu en incluant le problème des rapports entre les pays industrialisés et pays en voie de

---

<sup>1</sup>AMAE, 118QO/21, Compte-rendu verbatim des Entretiens de M. le Premier Ministre avec M. Teng Xiaoping, le 12 mai 1975 ; CCCPC Party Literature Research Office, *Deng Xiaoping Nian Pu*, 1975-1997, op.cit., p.42.

développement, était de contenir l'influence soviétique au monde<sup>1</sup>. En fait, concernant la relation avec le Sud-Vietnam, le Quai considérait le GRP comme le successeur de l'ex-gouvernement de Saigon. Cependant, il était certain que le Sud-Vietnam ne serait pas une zone de présence française privilégiée. Le Quai avait peur que la présence culturelle de la France ne puisse pas suivre sous le nouveau régime. Il était probable que la coopération technique et l'aide économique, comme l'aide au Nord, seraient souhaitables aux yeux du Quai d'Orsay<sup>2</sup>.

Certes, la Chine voulait contrôler le Vietnam, mais elle ne pouvait pas influencer la décision de Hanoi pour une réunification rapide. La Chine ne pouvait également pas assurer la présence française au Vietnam qui aux ses yeux jouerait un rôle antisoviétique. Le 27 mai 1975, le *Quotidien du Peuple* cita la déclaration du président Giscard d'Estaing du 21 mai concernant l'Indochine : « Le retrait américain est la fin et la reconnaissance d'une erreur, mais aussi que les États-Unis sont désormais plus libres pour réfléchir et agir dans d'autres champs de la politique étrangère » pour montrer que la politique française vis-à-vis de l'Indochine rencontrait le meilleur accueil à Pékin<sup>3</sup>. Le 27 juin 1975, Qiao Guanhua dit à Aymar Achille-Fould, député de la Gironde, que le règlement de la question du Vietnam avait ouvert la voie à une normalisation des relations de la Chine avec les autres pays du Sud-est Asiatique. Pékin avait déjà noué des relations diplomatiques avec Manille et s'apprêtait à en faire autant avec Bangkok. Il souligna que la tendance des pays de cette région de l'Asie à se débarrasser du contrôle des superpuissances allait en se développant. Concernant l'ASEAN, Qiao indiqua que la Chine ne s'opposait pas à une participation finale du Vietnam et du Cambodge à cette association internationale, mais il souligna que

---

<sup>1</sup>AMAE, 118QO/21, Entretiens franco-chinois, le 23 mai 1975.

<sup>2</sup>AMAE, 118QO/21, Note, Indochine, le 9 mai 1975.

<sup>3</sup> *Fa Lin Dao Ren Yu Yi Yuan Zhi Chu, Fa Guo Zai Zhan Zheng Mian Qian Yin Gai You Du Li Fang Wu* (Les dirigeants français pensent que la France doit avoir la défense indépendante vis-à-vis de la menace de la guerre), *Le Quotidien du Peuple*, le 27 mai 1975.

l'occasion n'était pas mûre, parce que ces deux pays s'engageaient dans une politique de non-alignement qui n'était pas forcément compatible avec l'appartenance à l'ASEAN<sup>1</sup>. Lors de cet entretien, Qiao indiqua que la Chine soutenait la demande des deux États du Vietnam pour entrer simultanément à l'ONU. Il proposa à la France d'approuver cette demande vietnamienne. Cependant, Manac'h lui l'informa que le GRP ne souhaitait accueillir que des chargés d'affaires à Saïgon et que la responsabilité de chacune des missions demeurerait aux ambassadeurs accrédités à Hanoi auprès du Nord-Vietnam. Il pensait que dans ce cas, il n'était pas nécessaire de soutenir cette demande des deux Vietnam. Qiao était surpris sur cette information. Il répondit seulement que la France devait resserrer ses relations avec le Vietnam, fondées sur de nouvelles bases<sup>2</sup>. Contrairement à l'URSS, la Chine maintint donc son Ambassadeur auprès du GRP. Le GRP maintenait la mission diplomatique en Chine au même niveau<sup>3</sup>. Han Nianlong, vice-Ministre des Affaires étrangères expliqua que ce n'était pas aux Chinois de décider de ce qu'il faudrait faire, et que les Chinois donnaient leurs avis, mais les Vietnamiens prendraient librement leurs décisions. Zhou Enlai répétait le même propos à Achille-Fould<sup>4</sup>. Il souligna que le gouvernement chinois n'intervenait pas dans les affaires de l'État Vietnamien afin d'éviter ce problème au cours de l'entretien<sup>5</sup>. La politique du PCC pour maintenir « les deux Vietnam » était donc un échec.

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/146, Visite en Chine de M. Achille-Fould, partie 1, le 27 juin 1975.

<sup>2</sup>AMAE, 148QO/146, Visite en Chine de M. Achille-Fould, partie 2, le 27 juin 1975.

<sup>3</sup>*Ruan Shiping Wai Zhang Chu Fang Hui Guo Tu Zhong Lu Jing Bei Jing, Qiao Guanhua Wai Zhang Hui Jian Bing Yan Qing Le Ruan Shiping Wai Zhang Yi Xing* (Le ministre des Affaires étrangères Qiao Guanhua offre un banquet à Mme Bin lors de sa visite à Pékin), *Le Quotidien du Peuple*, le 16 juillet 1975.

<sup>4</sup>AMAE, 148QO/146, Conversation avec le Vice-ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine.

<sup>5</sup>AMAE, 148QO/146, Conversation avec M. Chou Enlai, premier ministre de la République populaire de Chine.

## **Chapitre 10 : La Chine et la France face à un Vietnam réuni**

### **10.1 Une relation modeste entre la France et un Vietnam communiste**

La France souhaitait qu'une détente puisse s'instaurer et se consolider en Asie du Sud-est entre les pays de l'ancienne Indochine qui avaient aujourd'hui des régimes socialistes et les pays voisins qui avaient des régimes différents. La France le souhaitait, non seulement parce que le Quai estimait que c'était la seule voie pour la paix dans la région, mais également parce que les relations avec les différents pays du Sud-est asiatique et en particulier les échanges avec la France devaient se développer dans un climat de détente. Bien que la détente ne dépendît pas de la France, il serait utile de les encourager à se rapprocher et à désarmer leurs méfiances réciproques et à donner l'exemple d'une coopération utile entre des pays de régime différent. Concernant l'Indochine, et plus particulièrement le Vietnam, les Français pensaient qu'ils ne parviendraient pas à promouvoir la coopération s'ils n'étaient pas convaincus en même temps que la politique de ce pays favorisait la détente dans la région<sup>1</sup>.

En fait, le principe de la participation à la reconstruction des États d'Indochine était posé depuis de nombreuses années. La crédibilité de l'engagement de la France se trouvait mise en jeu dans le domaine bilatéral, qui devait demeurer le cadre privilégié des interventions françaises. Il était clair que pour l'année 1973 les inscriptions budgétaires ne mettraient pas la France en mesure d'entreprendre l'action au Vietnam. Il était clair que la France ne pouvait pas attendre 1974 pour apporter sa contribution à la solution des problèmes qui se posaient dès aujourd'hui. La situation était alors au sujet des interventions

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, La politique française vis-à-vis de l'Asie de Sud-est, le 15 décembre 1976.

de diverse nature dans les pays d'Indochine. Le budget pour la coopération culturelle et technique en 1973 était de 85 millions de francs. La question se posait aussi d'une action conjointe avec les partenaires de la communauté économique européenne. La France envisageait d'abord de développer avec ceux-ci des échanges d'informations à propos de la reconstruction de l'Indochine<sup>1</sup>. Le processus de rapprochement entre la France et le Vietnam après la chute de Saïgon en avril 1975 s'est régulièrement fondé sur le développement des relations économiques. L'importance potentielle du Vietnam et les avantages relatifs de la position ne doivent pas être ignorés. Le marché vietnamien assignait à l'action des entreprises à l'égard de la Chine et de l'ensemble du Sud-est asiatique qui pouvaient aller à l'encontre des souhaits des Vietnamiens. À propos de la réunification, l'Ambassadeur du Nord-Vietnam indiqua aux Français qu'il y avait alors deux gouvernements mais une seule politique, un seul peuple et un seul territoire, bien que le représentant de GRP à Paris eût dit au contraire que le GRP devait être le seul interlocuteur pour le Sud. L'Ambassadeur insista vivement sur le désir de Hanoi de négocier avec la France un vaste accord de coopération économique portant sur 10 ou 15 ans. Il souhaitait que la France pût envoyer au Vietnam une mission exploratoire. Cependant, à cause de certains problèmes, comme par exemple les liaisons aériennes suspendues entre Saïgon et Paris, et des professeurs français bloqués à Saïgon, la position française était assez froide. Le gouvernement français voulait par ailleurs des projets précis proposés par les Vietnamiens<sup>2</sup>.

Dans ces circonstances, la mission de haut niveau dirigée par Geoffroy Chodron de Courcel, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, arriva à Hanoi en décembre 1975 en vue de résoudre des problèmes hérités et de rechercher la possibilité

---

<sup>1</sup>AMAE, 148QO/170, Participation de la France à la reconstruction de l'Indochine.

<sup>2</sup>AN, 5AG/3/1100, Note pour le président de la République, Conversation avec l'Ambassadeur du Nord-Vietnam, le 26 juin 1975.

d'une coopération économique et technique. Cette visite officielle montra également que la France souhaitait jouer un rôle important dans la reprise d'économie après l'accession au pouvoir des communistes afin de maintenir un contexte pacifique en Asie du Sud-est. Au cours de la visite, les interlocuteurs de Courcel, les médecins, les professeurs, les diplomates ou membres du gouvernement vietnamien, étaient certainement sincères lorsqu'ils exprimèrent le vœu de renouer des relations privilégiées avec la France. Pham Van Dong n'a pas manqué d'aborder la question du pétrole. Il souhaitait que l'entreprise française ne concernât pas seulement l'exploration et l'exploitation, mais également le raffinage et la pétrochimie. Il espérait qu'une compagnie française disposerait des capitaux nécessaires et éventuellement de crédits de l'État. Aux yeux de Courcel, Pham Van Dong était évidemment le meneur de jeu dans l'orientation vers une coopération avec les pays occidentaux. Sa politique pouvait aider le Vietnam à se dégager partiellement du jeu rival des deux grandes puissances communistes, la Chine et l'Union soviétique dont ils risquaient d'être les victimes. Cependant, Pham Van Dong était seulement numéro 3 au bureau politique. D'autres dirigeants communistes vietnamiens parmi les plus importants, en particulier Le Duan, secrétaire général du Parti, ne manifestaient aucun intérêt particulier pour les relations franco-vietnamiennes. Leur politique serait axée sur des rapports avec l'URSS et avec les pays d'Europe de l'Est aux yeux du chef de la délégation française<sup>1</sup>.

Aux yeux du Quai d'Orsay, les liens unissant le Vietnam et la France pouvaient permettre à celle-ci d'être activement présente dans cette région grâce à la politique vietnamienne du général de Gaulle concernant les problèmes dans cette région depuis les années 1960. En outre, la présence économique française au Sud et la participation dans

---

<sup>1</sup>AN, 5AG/3/1100, Mission à Hanoi, le 5 décembre 1975.

l'exploitation du pétrole étaient également nécessaires. La France voulait obtenir une liaison aérienne régulière avec le Vietnam pour garantir la présence française au Sud<sup>1</sup>. Après la guerre, le Vietnam était très faible. Hanoi espérait ramener les conditions de vie à un niveau satisfaisant. Il fallait du temps pour rattraper le retard économique imposé par la guerre. Il avait vraiment besoin de l'aide internationale à ce moment-là. Les Vietnamiens étaient prêts à favoriser des conditions pour développer la coopération culturelle, scientifique et technique franco-vietnamienne<sup>2</sup>. Côté français, Paris souhaitait jouir des privilèges dans les domaines économiques et culturels. D'après les protocoles intergouvernementaux de 1975, la France fournirait à la fois les crédits mixtes, à hauteur de 100 millions de francs pour établir une usine d'extraction d'essence de badiane, une usine de pièces détachées de bicyclettes, une filature de laine pour tapis et cinq chalutiers crevettiers<sup>3</sup>. Dans le domaine culturel, bien que les Français ne s'attendissent pas à voir le français revenir au rang des langues étrangères enseignées, pour première étape cependant ils souhaitaient qu'une place lui fût gardée<sup>4</sup>. En vue de fonder les relations franco-vietnamiennes d'une coopération franche et durable, et de créer une atmosphère favorable et de prouver à la France qu'elle aurait la possibilité de travailler longtemps avec les Vietnamiens sur le plan économique, Hanoi était d'accord pour résoudre au profit des Français un certain nombre de problèmes au Sud-Vietnam<sup>5</sup>. D'après les enseignements français, le gouvernement vietnamien demanda aux gouvernements locaux au Sud de résoudre le problème de visas de sortie des Français qui voulaient revenir en France. Concernant les propriétaires mobiliers et immobiliers, les gouvernements locaux devaient respecter le droit légitimé des Français. Le gouvernement du Sud forma également un

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Conversations politiques franco-vietnamiennes, le 27 juillet 1976 ; Etat des relations franco-vietnamiennes, le 16 septembre 1976.

<sup>2</sup> Tuong Vu, *Vietnam's Communist Revolution, The Power and Limits of Ideology*, op.cit., pp.214-215.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/391, Poste d'Expansion Economique de Hanoi, le 24 novembre 1975.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/391, Sommaire, les disques, les films, les livres, les revues.

<sup>5</sup>AMAE, 14INVA/391, Attitude à l'égard des Français, le 12 mars 1976.

comité d'études politiques vis-à-vis des organismes français commerciaux et agricoles<sup>1</sup>. Ces problèmes concernaient le sort de la colonie française, la transformation de l'Ambassade à Saigon en consulat général, l'organisation de missions de coopération culturelle, la question des déménagements et comptes en banque et les entreprises française au Sud<sup>2</sup>. Le Quai d'Orsay pensait que le processus de normalisation et de rapprochement était en effet un processus symétrique, et que les avantages devaient donc être mutuels<sup>3</sup>.

En ce qui concerne le domaine politique, la France jugeait intéressante la stabilité à venir de la région du Sud-est asiatique. Elle pensait que cette région pouvait devenir l'un des foyers de prospérité et de progrès les plus actifs des vingt prochaines années à condition que la paix y régnât<sup>4</sup>. Le concept de neutralité de l'ensemble du Sud-est asiatique conserverait donc son intérêt pour l'avenir. Le concept de neutralité pouvait se fonder un ordre régional, indépendant, pacifique, tolérant et favorable au développement. Paris souhaitait donc que le Vietnam ne devînt pas un des principaux éléments d'instabilité dans cette région. Le Quai d'Orsay estima qu'il y avait un risque d'une hégémonie vietnamienne fondée sur le renforcement du lien entre les pays indochinois<sup>5</sup>. C'étaient les raisons pour lesquelles la France voulait un rapprochement entre le Vietnam et la Thaïlande. Cette coopération devait être utile pour la paix, la détente et la prospérité dans la région et donc bénéfique pour tous les pays de l'Asie du Sud-est. Cette coopération serait également influencée par la situation générale de cette région<sup>6</sup>. Les relations avec le Vietnam pour la France étaient un double intérêt. La France souhaitait encourager Hanoi à une politique plus indépendante par rapport au Bloc socialiste et à une relation amicale avec ses voisins

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Attitude à l'égard des Français, Traduction d'un document, le 12 mars 1976.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/391, Relations franco-vietnamiennes, le 11 mai 1976.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/391, Vietnam, le 5 juillet 1976.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/392, Schéma de conversation avec M. Thach, le 25 octobre 1977.

<sup>5</sup>AMAE, 14INVA/392, Le Vietnam et l'Indochine, le 27 octobre 1976.

<sup>6</sup>AMAE, 14INVA/391, Entretien du Ministre avec le Ministre des Affaires étrangères du Vietnam, le 21 septembre 1977.

d'Asie du Sud-est. La France ne négligeait pas la coopération avec un pays dont le potentiel de développement était réel<sup>1</sup>. Cependant, l'idéologie vietnamienne ne devait pas relâcher sa vigilance sur la menace impérialiste. Le 16 mars 1976, le vice-Ministre des affaires étrangères vietnamien confia aux Français que Hanoi ne croyait pas à la détente générale proposée par la France, même si la situation dans l'ensemble leur apparaissait bonne. Phan Hien souligna que c'était le moment de construire le socialisme au Vietnam, et Hanoi était hostile à une politique de Bloc. En revanche, Hien mentionnait que Hanoi approuvait la proposition française concernant une Asie du Sud-est neutre, et que le Vietnam cherchait à se développer avec les pays de cette région et respectait l'indépendance de voisins<sup>2</sup>. Il semble que Hanoi acceptait une détente régionale, mais elle s'opposait à une détente à l'échelle mondiale. Le 13 juillet 1976, au cours de l'entretien avec Vo Van Sung, le Secrétaire général du Quai indiqua que la France encourageait les pays de l'ASEAN dans la voie de la paix et de la neutralité, et qu'elle ne souhaitait ni blocs ni alliances militaires dans la région<sup>3</sup>. Par la suite, la France constatait que la visite officielle du vice-Ministre des affaires étrangères du Vietnam en Asie du Sud-est était l'occasion de présenter la conception de Hanoi sur les relations entre les pays sud-est asiatique en se fondant sur l'indépendance, la paix et la neutralité « véritables ». La France se félicitait de cette visite, et pensait que la politique étrangère de Hanoi correspondait tout à fait à l'évolution qu'elle poursuivît. La tournée de Phan Hien en Asie du Sud-est montra également que Hanoi voulait profiter de toutes les occasions pour avoir des contacts avec les Français. En effet, il s'entretint avec tous les chefs de postes diplomatiques des pays visités et assista à la réception du 14 juillet à Singapour<sup>4</sup>. Cependant, Pham Van Dong se plaignit aux Français que bien que le Vietnam n'eût pas l'intention d'exporter sa révolution, il était difficile de

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, le projet de voyage à Hanoi, le 30 novembre 1977.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/391, Conversation de M. Missoffe avec M. Phan Hien, vice-ministre des Affaires étrangères, le 26 mars 1976.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/391, Entretien du Secrétaire général avec M. Vo Van Sung, le 13 juillet 1976.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/391, Conversations politiques franco-vietnamiennes, le 27 juillet 1976.

convaincre ses voisins de ses bonnes intentions et de son désir de paix. À ses yeux, une excellente relation avec la France offrirait un interlocuteur particulier pour les Vietnamiens, et permettrait à leurs voix d'être écoutées par les pays de l'ASEAN<sup>1</sup>. Le 3 novembre 1976, Thach expliqua cette idée aux Français. Il indiqua à Laboulaye que Hanoi travaillait depuis 1973 à normaliser les relations avec les pays voisins ; cependant, la politique antivietnamienne des États-Unis conservait de l'influence en Thaïlande et aux Philippines, ce qui était l'obstacle principal. Autrement dit, aux yeux des Vietnamiens, les bases militaires américaines dans ces pays représentaient une menace<sup>2</sup>. Thach souligna que l'ASEAN était une organisation qui avait des tendances à la coopération militaire, Hanoi était donc vigilante. Laboulaye indiqua que les membres de l'ASEAN n'étaient pas très attirés par une coopération militaire, mais que leurs politiques étaient normales, parce que les Vietnamiens étaient les plus forts dans la région et qu'il fallait tenir compte des inquiétudes des autres. Il souligna que le Vietnam devait faire preuve de patience et de réalisme afin de rassurer ces pays. Thach répondit que la région devait s'organiser autour du principe de neutralité, et que Hanoi approuvait la ligne du discours de Phnom-Penh du général de Gaulle en 1966 pour coopérer ensemble<sup>3</sup>.

Cependant, bien que la position vietnamienne fût favorable, et bien que la France souhaitât une solution nécessaire et rapide à propos des divers problèmes au Sud, aux yeux des Français les relations avec le Vietnam ne se développaient pas de manière équilibrée. La France donnait déjà 750 millions de francs de crédits à Hanoi en guise de concessions à ce moment-là<sup>4</sup>. En outre, les règles budgétaires françaises ne permettaient pas de prendre des engagements pluriannuels pour satisfaire la demande vietnamienne<sup>5</sup>. Le

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Entretien avec M. Pham Van Dong, le 6 septembre 1976.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/392, Compte rendu d'entretien, Nguyen Co Thach, le 24 janvier 1977.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/392, Compte rendu des consultations franco-vietnamiennes, le 8 novembre 1976.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/392, Note : Visite de M. Nguyen Co Tach, le 2 novembre 1976.

<sup>5</sup>AMAE, 14INVA/392, Relations économiques et financières franco-vietnamiennes, le 3 novembre 1976.

15 septembre 1976, le Secrétaire général du Quai ne cacha pas son mécontentement devant l'Ambassadeur vietnamien. Il indiqua que la France avait rempli tous ses engagements et consenti un effort d'aide très important, mais les Vietnamiens ajournaient encore les négociations sur les problèmes des entreprises françaises au Sud dont les statuts demeuraient indéterminés<sup>1</sup>. Hanoi pensait qu'il fallait procéder à un inventaire, puis constituer des dossiers, malgré la confusion<sup>2</sup>. Les Vietnamiens n'étaient également pas efficaces à cause des lenteurs d'une administration inexpérimentée. Dans ce contexte, le Quai proposa d'ajourner la coopération franco-vietnamienne jusqu'à ce que les Français aient obtenu satisfaction sur certaines de leurs demandes afin de laisser comprendre aux Vietnamiens que la coopération ne pouvait pas se découper en tranches inégales<sup>3</sup>. Le Ministre des Affaires étrangères français confia à Sung que c'était une raison pour laquelle le gouvernement français souhaitait qu'une date pût être fixée sans trop tarder pour la visite officielle de Pham Van Dong à Paris, éventuellement au début de 1977. Le but en était de négocier un nouveau plan économique et trouver une solution aux problèmes du Sud, comme par exemple l'indemnisation des entreprises nationalisées, qui avait été suspendue. Aux yeux du Ministre, une coopération nouvelle ne pouvait se mettre en place véritablement, si les problèmes hérités du passé n'étaient pas réglés rapidement. Le Ministre souligna que beaucoup de firmes françaises, qui voulaient s'engager dans des actions de coopération, devaient être mises au courant « des conditions de vie » au Vietnam, et connaître également les modalités pratiques de cette coopération<sup>4</sup>. Par la suite, le Quai d'Orsay demanda à l'Ambassade de Hanoi de ne pas donner des suggestions aux Vietnamiens concernant l'envoi d'une mission économique en France<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Relations Franco-Vietnamiennes, le 16 septembre 1976.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/392, Compte rendu des consultations franco-vietnamiennes, le 8 novembre 1976.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/391, Etat des relations franco-vietnamiennes, le 16 septembre 1976.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/391, Compte-rendu de l'audience accordée par le Ministre à M. Vo Van Sung, Ambassadeur de la république socialiste du Vietnam, le 23 septembre 1976.

<sup>5</sup>AMAE, 14INVA/391, Télégramme, n° 514/16, le 28 septembre 1976.

Nguyen Co Thach, vice-ministre vietnamien des Affaires étrangères, visita officiellement la France en novembre 1976, un an après la visite de Courcel au Vietnam. Bien que les rencontres se fussent déroulées dans un climat de grande cordialité, et que les conversations confirmassent le grand intérêt des Vietnamiens pour une coopération économique et technique avec la France, les Français se sont abstenus de fixer la date d'une négociation pour un nouveau protocole financier de l'année 1976, en estimant que les progrès dans le règlement des problèmes du passé n'étaient pas suffisants, notamment en ce qui concerne le sort des entreprises français au Sud<sup>1</sup>. Thach comprit le souci des Français, mais il refusait qu'il y eût un lien entre les problèmes du passé et l'aide financière pour l'avenir<sup>2</sup>. Le 7 janvier 1977, l'Ambassadeur vietnamien proposa un autre plan, d'après lequel on trouverait un accord général de coopération économique passant en revue les diverses formes, notamment pour des industries tournées vers l'exportation et pour la coopération technique<sup>3</sup>. Après cet entretien, Froment-Meurice proposa un plan au Quai. Il pensait que la France pourrait avoir le choix : ne signer aucun protocole d'aide ; ou ne signer que le protocole de 1976 et accepter la négociation du protocole de 1977, mais la négociation devait être organisée au cours de la visite de Pham Van Dong<sup>4</sup>. Ce projet fut accepté par le Quai d'Orsay. Au cours de l'entretien entre le Directeur du cabinet du Ministre et l'Ambassadeur du Vietnam, la proposition de ce dernier fut refusée par l'autre. Jean-Yves Haberer souligna en effet que la coopération devait être graduée et symétrique, et le voyage de Pham Van Dong devrait à l'évidence être précédé du règlement des affaires

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Circulaire d'information générale, le 6 novembre 1976.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/391, Relations franco-vietnamiennes, le 10 décembre 1976.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/391, Entretien avec l'Ambassadeur de la RSVN, le 7 janvier 1976.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/391, Note pour le Ministre, Entretien avec l'Ambassadeur du Vietnam, le 8 janvier 1976.

héritées du passé, ce qui impliquerait que soient poursuivis les progrès dans la négociation de solutions satisfaisantes pour la France<sup>1</sup>.

Concernant cette visite, Gabriel Robin, conseiller technique au secrétariat général de la Présidence de la République française, pensait que la France apparaissait comme une source d'aide plus avancée que la France était un auxiliaire plus intéressant que les pays de l'Est ; son aide permettrait de diversifier les concours extérieurs et par conséquent de consolider l'indépendance du Vietnam. Il estima que la reprise des rapports avec la France pourrait être utile sur le plan intérieur à un moment où la population du Nord comprenait mal que le retour à la paix ne s'accompagnât pas d'une certaine démobilisation, et où la population du Sud n'acceptait pas facilement la discipline nouvelle. Dans sa note pour le président, il souligna que la France devait constituer pour le Vietnam un partenaire important ; ce lien montrait que la France gardait et cultivait des amitiés. « Ce peut être en outre un moyen pour nous de nous prémunir contre la capacité de nuire du Vietnam dont l'influence se fait déjà sentir à l'intérieur du mouvement des non-alignés » écrit Robin<sup>2</sup>. Certainement, aux yeux de Robin, l'intérêt fondamental de la France était de sauvegarder l'équilibre dans cette région. La France devait donc éviter d'encourager ou d'appuyer les ambitions internationales du Vietnam au risque d'inquiéter la Chine ou les autres pays de l'Asie du Sud-est. Finalement, sous conformement à la proposition de Robin, comme pour la visite de Deng Xiaoping en 1975, le président Giscard d'Estaing décida d'assimiler la visite de Pham Van Dong à celle d'un chef d'État, ce qui impliquait que Pham Van Dong pût s'installer au Palais Marigny et que l'essentiel des conversations pourrait avoir lieu que les entretiens pussent se tenir à l'Élysée<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Compte-rendu de l'entretien entre le Directeur du Cabinet du Ministre et M. Vo Van Sung, Ambassadeur du Vietnam à Paris le jeudi 3 février, 1977.

<sup>2</sup>AN, 5AG/3/1100, Note de synthèse, Visite de M. Pham Van Dong, le 22 avril 1977.

<sup>3</sup>AN, 5AG/3/1100, Note pour le président de la République, Visite en France de M. Pham Van Dong, le 27 décembre 1976.

Pham Van Dong arriva à Paris le 25 avril 1977. Le 26 avril, au cours du banquet offert par le gouvernement français, le président Giscard d'Estaing tint des propos optimistes : « L'œuvre immense de reconstruction et de développement économique dans laquelle le Vietnam est engagé offre à nos deux pays l'occasion d'ouvrir un chapitre entièrement nouveau dans l'histoire de leurs rapports. La France est prête, pour sa part, à seconder votre effort. Déjà des contacts se sont noués entre nos entreprises, des projets sont en cours de réalisation ou d'examen, des accords ont été signés ou vont l'être entre nos deux gouvernements ». Il souligna que la France souhaitait contribuer à l'équilibre de la région asiatique du Sud-est. Il était nécessaire donc que l'ensemble de l'Asie du Sud-est retrouvât un climat de sécurité et de confiance indispensable au progrès des peuples qui l'habitaient, et au maintien de la paix. Giscard d'Estaing souhaitait que la France et le Vietnam fissent beaucoup ensemble pour la coopération des États de la région<sup>1</sup>. Raymond Barre, premier ministre de la France, profita de son entretien avec son homologue pour évoquer les questions humanitaires héritées depuis 1975. Il indiqua qu'une liste des cas les plus urgents serait remise à la délégation vietnamienne. Pham Van Dong insista de son côté sur la conclusion d'un accord-cadre de coopération économique. Il se montra, à la demande de Barre, disposé à examiner parallèlement le projet d'accord-cadre de coopération culturelle avec la France<sup>2</sup>. Concernant cette visite, la presse chinoise ne prête pas une attention importante à cet événement historique dans la relation entre la France et le Vietnam. *Le Quotidien du Peuple* se bornait à citer les trois premiers paragraphes du communiqué franco-vietnamien, relatifs aux « larges échanges de vues » dans « climat d'amitié ». Ce rapport pensait que c'était une nouvelle page pour les relations entre les deux pays avec les

---

<sup>1</sup>AN, 5AG/3/1100, Allocution de M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République au déjeuner offert en l'honneur de M. Pham Van Dong, premier ministre de la République socialiste du Vietnam, Mardi 26 avril 1977.

<sup>2</sup>AN, 5AG/3/1100, Note pour Monsieur le Président de la République, Conversation franco-vietnamiennes, le 26 avril 1977.

différents systèmes sociaux. Il semble que le PCC ne voulait pas donner trop d'importance au succès diplomatique de son pays frère<sup>1</sup>.

Il semble que la visite du premier ministre Pham Van Dong ait ouvert une ère nouvelle dans les relations entre le Vietnam et la France, mais les Français trouvaient graduellement que le règlement des affaires bilatérales n'avait nullement avancé, comme par exemple la question du déblocage et du transfert des comptes français dans les banques vietnamiennes en 1975, et du rapatriement rapide de 3000 ressortissants français à Ho Chi Minh Ville et le problème d'un statut du Consulat général au Sud<sup>2</sup>. Le Quai d'Orsay commença à se plaindre de cette situation. On peut trouver facilement les commentaires du Quai sur cette situation décevante. « Trois mois ont passé depuis la visite officielle, le bilan des progrès est mince, et apparaît une déséquilibre »<sup>3</sup>. « Le développement des relations franco-vietnamiennes connaît une certaine stagnation, à tout le moins, une pause. Les problèmes restent en suspens après la visite »<sup>4</sup>. « La visite du Premier Ministre vietnamien a été un succès incontestable, mais cet événement ne paraît pas avoir modifié le climat des relations quotidiennes »<sup>5</sup>. « Six mois après la visite officielle en France du Premier Ministre vietnamienne connaît une certaine pause même si notre pays continue à bénéficier d'une position privilégiée de fait parmi les pays occidentaux. Les problèmes restés en suspens que ce soit dans les domaines économique, consulaire ou culturel, n'ont pratiquement pas progressé »<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Yue Mei Jiu Zhan Zheng Yi Liu Wen Ti Zai Ba Li Ju Xing Hui Tan, Fan Wentong Zong Li Fang Fa Bing Tong De Si Tan Zong Tong Hui Tan (Le dialogue américano-vietnamien concernant les problèmes de guerre du Vietnam a lieu à Paris, le premier ministre Pham Van Dong a un entretien amical avec le président Giscard), *Le Quotidien du Peuple*, le 8 mai 1977.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/391, Vietnam, en vue de l'audience accordée par le Secrétaire d'Etat à M. Phan Hien, le 13 juin 1977.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/391, Relations franco-vietnamiennes après la visite de M. Phan Van Dong, le 20 juillet 1977.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/391, Relations bilatérales entre la France et le Vietnam, le 5 août 1977.

<sup>5</sup>AMAE, 14INVA/391, Développement des relations franco-vietnamiennes, le 21 septembre 1977.

<sup>6</sup>AMAE, 14INVA/391, Relations bilatérales entre la France et le Vietnam, le 5 août 1977.

En fait, les relations entre la France et le Vietnam étaient relativement peu développées après 1975, à cause des problèmes liés aux séquelles du conflit. Cette évolution était passée par deux phases. Entre la mission de haut niveau, conduite par Chodron de Courcel (décembre 1975), et la visite à Paris de Pham Van Dong (avril 1977), les progrès ont été sensibles : les problèmes les plus immédiats et les plus importants (installation à Saigon d'un Consul général, départ de la majeure partie de la colonie française, prise en charge de la dette du Sud et indemnisation des entreprises françaises) ont trouvé une solution grâce à une bonne volonté réciproque tandis qu'étaient posées les bases d'une coopération tant dans le domaine économique, que culturel et technique et alors qu'un dialogue politique était amorcé. Mais après cette période, la relation entre la France et le Vietnam stagnait. L'idéologie et l'influence soviétique jouaient un rôle important dans cette période. La réorientation de la politique étrangère du Vietnam conduit par son idéologie communiste, en liaison avec le conflit avec le Cambodge, impliquait nécessairement de resserrer les liens avec l'URSS. D'une part, le Vietnam nuisait au développement de ses relations avec l'Occident qui n'avait jamais eu la faveur de Moscou. L'URSS voulait incorporer le Vietnam dans sa stratégie asiatique afin de renforcer son influence et de contenir la Chine, particulièrement, lors du développement rapide des relations entre la Chine et les pays non-communistes après le décès du président Mao<sup>1</sup>. D'autre part, suivant son idéologie communiste, et comme le PCC en 1964, Hanoi ne considérait les pays occidentaux que comme une alliance indirecte pour son objectif révolutionnaire<sup>2</sup>. À cause de l'opposition fondamentale des deux idéologies, le rapprochement entre le Vietnam et la France était limité. Bien que les Vietnamiens veuillent aient voulu obtenir de la France un maximum de crédits et de transferts de techniques, en

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/392, Les relations franco-vietnamiennes de 1975 à 1978 : bilan et perspectives, le 6 avril 1978.

<sup>2</sup> Tuong Vu, *Vietnam's Communist Revolution, The Power and Limits of Ideology*, op.cit., pp.214-215.

matière de recherche pétrolière, de sidérurgie, de mécanique et d'agronomie, etc., il semble qu'il y ait eu des divergences au sein de la direction vietnamienne sur les relations avec la France, et en particulier sur la présence résiduelle française au Sud. La coopération au niveau politique avec la France, précisément à cause des relations anciennes et de leur composante sentimentale, pouvait présenter un danger idéologique, surtout dans la mesure où la France risquerait d'apparaître au Sud comme le dernier lien avec l'ancien régime et avec la période coloniale. Pendant la guerre du Vietnam, bien que Hanoi et la force communiste du Sud aient maintenu une bonne relation avec la France, au niveau social, ils n'avaient jamais cessé leur propagande anticolonialiste<sup>1</sup>. Les relations franco-vietnamiennes souffraient donc d'une contradiction fondamentale, comme les relations entre la Chine et les États-Unis après la visite de Nixon en 1972. Pour le moment, l'implantation soviétique ne pouvait se faire sans dommages pour la France. Le Vietnam finit par préférer recevoir l'aide du bloc Soviétique. Depuis 1974, le total des crédits et de l'aide gratuite s'élevait à 290 millions de roubles<sup>2</sup>. Aux yeux de Quai, la France représentait finalement une influence potentiellement rivale pour l'URSS et l'idéologie communiste. En revanche, le Vietnam n'avait pas forcément le même intérêt. La présence française au Laos ne pouvait comporter aucun élément militaire et la Chine la considérait avec faveur. En outre, la France n'avait évidemment aucune raison de favoriser l'hégémonie vietnamienne sur le Laos, mais elle n'accepta que les Soviétiques poussent les Français dehors. Pour une indépendance authentique et contre la puissance expansionniste du moment, Hanoi considérait le Laos comme faisant partie de sa zone d'influence. Le contrôle de ce territoire était indispensable à la sécurité du Vietnam, parce qu'il formait une zone de tampon avec la Thaïlande et parce qu'il gênait les communications entre le

---

<sup>1</sup> Lettre de M. Simon de Quirielle, délégué général de France à Hanoi, à M. Manac'h, Directeur d'Asie au Département, le 2-6 septembre 1966, L229, *DDF*, 1966, Tome II, op.cit., pp.571-574 ; AMAE, 14INVA/392, Les relations franco-vietnamiennes de 1975 à 1978 : bilan et perspectives, le 6 avril 1978.

<sup>2</sup> AMAE, 14INVA/391, Eléments sur l'économie de la RDVN, le 24 novembre 1975.

Cambodge et la Chine. Dans cette perspective, Hanoi souhaitait certainement que le Laos bénéficiât de l'aide soviétique, qui permettrait de consolider le nouveau régime et d'alléger la charge du Vietnam<sup>1</sup>. Dans cette circonstance, sous la forte influence vietnamienne, l'influence française était également limitée au Laos. Concernant le Cambodge, à cause de ses relations spéciales avec la Chine et de sa forte idéologie communiste, les Khmers Rouges n'établirent pas de relations diplomatiques avec la France. Bien que l'effort français depuis l'époque du général de Gaulle ait été de rétablir l'influence en Indochine après la guerre du Vietnam, à cause de la logique bipolaire de la guerre froide, la France finalement n'accomplit pas cet objectif.

## **10.2 Une chance perdue pour la détente sino-vietnamienne après le décès du président Mao ?**

Avant la réunification du Vietnam, le 31 août 1975, une importante délégation chinoise conduite par le vice-premier ministre Chen Xilian et le vice-président du comité permanent de l'assemblée nationale populaire Ulanfu se rendit à Hanoi pour assister aux cérémonies organisées à l'occasion du 30<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de la RDVN. Pékin marqua également la célébration de cet anniversaire par un message de félicitations des hauts dirigeants chinois à leurs homologues vietnamiens, par la publication d'un chaleureux éditorial du *Quotidien du Peuple*, et par l'organisation de diverses festivités à Pékin<sup>2</sup>. Trois semaines après cette visite, une délégation nord-vietnamienne conduite par Le Duan

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, L'URSS, le Vietnam et la France au Laos, le 22 novembre 1976.

<sup>2</sup> *Yue Nan Hui Huang Sheng Li De San Shi Nian Tu Pian Zhan Zai Beijing Kai Mu* (L'exposition de photographie en Pékin concernant la lutte des Vietnamiens pendant trente années), *Le Quotidien du Peuple*, le 31 août 1975 ; *Ying Yao Can Jia Yue Nan Min Zhu Gong He Guo Cheng Li San Shi Zhou Nian Qing Zhu Huo Dong, Chen Xilian Wulanfu Shuai Dang Zheng Dai Biao Tuan Li Jing Dao He Nei* (M. Chen Xilian et M. Ulanfu se rendit à Hanoi pour assister aux cérémonies organisées à l'occasion du 30ème anniversaire de la fondation de la RDVN), *Le Quotidien du Peuple*, le 1<sup>er</sup> septembre 1975 ; *Yue Nan Ren Min Zai She Hui Zhu Yi Dao Lu Shang Sheng Li Qian Jin* (Le peuple vietnamien remporte victoire sur victoire dans la rue vers le socialisme), *Le Quotidien du Peuple*, le 1<sup>er</sup> septembre 1975.

arrivait à Pékin. Cependant, les deux pays ne publièrent pas de communiqué final, à l'issue de ces visites. C'était peut-être le problème des îles de la Mer de Chine. Le 24 novembre 1975, la presse chinoise réaffirma avec force la souveraineté chinoise sur les archipels de la Mer de Chine du Sud<sup>1</sup>. Le 26 janvier 1976, au cours de l'entretien avec Han Nianlong, Manac'h nota que les Chinois n'aimaient pas parler du Vietnam. Il tenta plusieurs fois de ramener le vice-Ministre sur ce sujet, mais en vain. Il semble que la cause en était la position vietnamienne sur l'Angola et les signes visibles de l'influence vietnamienne au Laos, appuyée sur l'aide soviétique. Les menées de l'URSS en Indochine les préoccupaient encore plus que celles qu'ils dénonçaient dans les pays de l'ASEAN. Certes, dans le nouveau contexte international, la Chine était ouvertement favorable à l'ASEAN et à la politique française vis-à-vis de l'Asie du Sud-est. Concernant la situation au Cambodge, Han indiqua que la Chine ne voulait pas dissuader les Khmers Rouges de se rapprocher avec la France<sup>2</sup>.

Plusieurs autres manifestations de froideur de la part de Pékin ont pu être relevées au cours des mois précédents, après la guerre du Vietnam. De même, la presse chinoise donna de moins en moins d'informations sur le Vietnam. Le général Giap ne fut pas reçu par le président Mao lors de sa visite en Chine en janvier 1976. La presse chinoise ne signala pas la visite officielle à Pékin du général Giap, dont il avait annoncé l'arrivée le 18 janvier 1976<sup>3</sup>. Comme d'habitude, il y avait une série d'articles concernant des visites des hauts fonctionnaires vietnamiens en Chine. C'était un silence presque total qui accueillit en Chine le premier anniversaire de la chute de Saïgon. Quelques jours plus tard, les élections

---

<sup>1</sup>*Nan Hai Zhu Dao Zi Gu Jiu Shi Zo Guo Ling Tu* (Les îles de la Mer de Chine méridionale sont le territoire chinois depuis que le monde est monde), *Le Quotidien du Peuple*, le 25 novembre 1977.

<sup>2</sup>AMAE, 148QO/146, Chine et Sud-est asiatique, le 26 janvier 1976.

<sup>3</sup>*Ye Jianying Fu Zhu Xi Hu Jian Wu Yuanjia Deng Tong Zhi* (Le vice-président Ye Jianying a rencontré le camarade Giap), *Le Quotidien du Peuple*, le 19 janvier 1976 ; *Chen Xilian Fu Zong Li She Yan Zhao Dai Wu Yuanjia Fu Zong Li* (M. Chen Xilian, vice-premier ministre de la Chine, offre un banquet à M. Vo Nguyen Giap, vice-premier ministre du Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 20 janvier 1976.

vietnamiennes du 25 avril n'ont suscité aucun commentaire de la presse chinoise. Par la suite, il n'y avait aucune publication relative au 7<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation du GRP. On peut noter également que les échanges de délégations entre la Chine et le Vietnam étaient moins nombreux que ceux des autres pays de l'Asie de Sud-est, si l'on cherche les rapports du *Quotidien du Peuple* à ce moment-là. En outre, le 14 juin 1976, par la déclaration du porte-parole du Ministre des Affaires étrangères chinois, Pékin rappela avec fermeté que les îles de Nansha faisaient partie intégrante du territoire chinois<sup>1</sup>. En revanche, malgré la froideur de la relation politique, les relations économiques et culturelles entre les deux pays étaient normales. On peut remarquer très souvent des articles concernant la coopération économique sino-vietnamienne, comme par exemple les usines vietnamiennes établies par le gouvernement chinois, la signature de « l'accord sur l'échange de marchandises et les paiements » pour 1976 en octobre 1975, la signature de « l'accord sur l'échange scientifique » en décembre 1975, la signature des accords de transport frontière sino-vietnamien en juin 1976<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> *Ren He Wai Guo Dui Wo Guo Nan Sha Qun Dao De Dao Yu Ti Chu Zhu Quan Yao Qiu Dou Shi Fei Fa De Wu Xiao De* (Les îles de Nansha font partie intégrante du territoire chinois), *Le Quotidien du Peuple*, le 15 juillet 1976.

<sup>2</sup> *Zhong Yue Liang Guo Zheng Fu Guan Yu 1976 Nian Xiang Hu Gong Ying Huo Wu He Fu Kuan Xie Ding Zai Jing Qian Zi* (La signature de « l'accord de 1976 sur l'échange de marchandises et les paiements » entre la Chine et le Vietnam à Pékin), *Le Quotidien du Peuple*, le 26 octobre 1975; *Zhong Yue Liang Guo Zheng Fu Guan Yu 1977 Nian Xiang Hu Gong Ying Huo Wu He Fu Kuan Xie Ding Zai Jing Qian Zi* (La signature de « l'accord de 1977 sur l'échange de marchandises et les paiements » entre la Chine et le Vietnam à Pékin), *Le Quotidien du Peuple*, le 20 mars 1976; *Wo Zhu Yue Da Shi Ju Xing Zhao Dai Hui Qing Zhu Zhong Yue Tong Hang Er Shi Zhou Nian* (La réception de l'Ambassade de Chine au Vietnam pour le vingtième anniversaire de la ligne aérienne entre la Chine et le Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 25 avril 1976; *Yue Nan Tie Lu Dai Biao Tuan Li Kunming Hui Guo* (La délégation de chemin de fer du Vietnam quitte Kunming pour revenir au Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 15 juin 1976; *Yue Nan Ningping Fa Dian Chang Quan Bu Jian Cheng Bing Zheng Shi Tou Chan, Wo Gong Cheng Ji Shu ren Yuan Yuan Man Wan Cheng Yuan Jian Reng Wu Hou Hui Guo* (La centrale électrique de Ninh Binh a été achevée et nos techniciens sont revenu en Chine), *Le Quotidien du Peuple*, le 17 juin 1976; *Yue Nan Di Er Yi Liao Qi Xie Chang Luo Cheng Yi Shi* (La deuxième fabrique d'instruments médicaux du Vietnam a été achevée), *Le Quotidien du Peuple*, le 25 juillet 1976; *Yue Nan Hebei Dan Fei Chang Zheng Shi Tou Chan* (La fabrique d'engrais azoté du Ha Bac a été achevée), *Le Quotidien du Peuple*, le 18 octobre 1976.

Après la mission en avril 1976 de François Missoffe, il pensait que les Chinois et les Vietnamiens étaient d'accord sur une neutralisation de l'ensemble de l'Asie du Sud-est. Ils s'opposaient à toute forme d'ingérence des grandes puissances. La Chine était contre la pénétration soviétique après le retrait des États-Unis. Le Vietnam s'est opposé à l'influence des États-Unis. Ils étaient d'accord pour éviter une nouvelle ingérence étrangère dans cette région. Aux yeux de Missoffe, la Chine et le Vietnam avaient la même volonté de maintenir la détente en Asie du Sud-est. Certes, la Chine refusa d'accepter une alliance entre Hanoi et un Bloc qui serait dépendant ou proche de l'URSS. Dans cette circonstance, le Cambodge devint un enjeu important pour la Chine, parce que la position intransigeante des Khmers contre le Vietnam empêchait la victoire totale de Hanoi sur l'Indochine. La Chine et le Vietnam devaient maintenir une relation tolérante, et insistaient sur l'importance d'une présence française en Asie du Sud-est. Certainement, la France n'était pas une grande puissance. Elle avait su maintenir dans la zone une influence traditionnelle et des intérêts économiques qui représentaient pour les Chinois un élément essentiel dans leur opposition aux soviétiques<sup>1</sup>. Wang Youping, ancien ambassadeur de Chine au Vietnam et ambassadeur de Chine en Malaisie, confia aux Français que les dirigeants vietnamiens étaient avant tout des nationalistes. Ils entendaient préserver l'indépendance de leur pays et ne laisseraient aucune puissance étrangère y exercer une influence prédominante. L'Ambassadeur chinois pensait que l'influence soviétique au Vietnam ne serait que transitoire impact. Wang Youping ne croyait pas que le Vietnam fût pour l'instant enclin à se lancer dans des aventures extérieures, parce que les Vietnamiens devraient se concentrer sur la reconstruction du pays et sur la solution des problèmes liés à la réunification. Il ne croyait pas également que le Vietnam pût tenter de créer « une fédération indochinoise » sous son autorité. Concernant la situation du Cambodge, Wang indiqua que la situation de

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Rapport de François Missoffe, le 1<sup>er</sup> avril 1976.

Phnom Penh était stable, et que le prince Sihanouk était satisfait des changements survenus au Cambodge, car ils correspondaient à ses souhaits. L'Ambassadeur français au Vietnam pensait que Pékin ne s'alarmait pas outre mesure d'un renforcement des liens entre Hanoi et Moscou, mais il surveillait les progrès de l'influence russe en Asie du Sud-est. Il semble que la Malaisie jouissait d'un préjugé favorable à Pékin dans la mesure où elle résistait aux propositions soviétiques de création d'un système de sécurité collective en Asie<sup>1</sup>. À ce moment-là, la Chine et le Vietnam présentaient encore une amitié révolutionnaire solide de l'amitié révolutionnaire. Après l'échec de maintenance des « deux Vietnam » en Indochine, Pékin accepta la réalité. Selon les archives diplomatiques françaises, dans la presse vietnamienne, on pouvait voir des articles rapportant la bonne relation entre les deux pays. La presse vietnamienne soulignait que le soutien et l'aide précieuse du parti du gouvernement et du peuple chinois étaient essentiels pour la victoire totale du peuple vietnamien. Elle indiqua également que les dirigeants chinois s'engageaient à maintenir l'aide au peuple<sup>2</sup>. Le 2 juillet 1976, la République socialiste du Vietnam fut établie. Le 4 juillet 1976, le *Quotidien du Peuple* consacra finalement plusieurs articles à la réunification du Vietnam. Le télégramme du PCC fut envoyé par le Président Mao, Zhu De et Hua Guofeng à leurs homologues de Hanoi pour les féliciter de ce brillant résultat après la longue lutte héroïque du peuple vietnamien. Par la suite, l'éditorial constata que la réunification du Vietnam était favorable pour la situation de l'Asie du Sud-est, et que la rivalité des superpuissances s'y trouvait tenue en échec. « Nous estimons que le maintien et le développement de cette amitié sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien sont le désir commun des peuples de nos deux pays et répondent à leurs intérêts fondamentaux » conclut l'éditorial<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 171/179, Entretiens avec l'ambassadeur de Chine, le 14 mai 1976.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, le 2 juillet 1976.

<sup>3</sup>*Re Lie Zhu He Yue Nan Sheng Li Shi Xian Tong Yi* (La félicitation pour la réunification du Vietnam) ; *Re Lie Di Zhu He Yue Nan Quan Guo Shi Xian Tong Yi, Mao Zedong Zhu Xi, Zhu De Wei Yuan Zhang, Hua Guofeng Zong Li Da Dian Bao Gei Sun Desheng Zhu Xi, Li Sun Di Yi Shu Ji, Chang Zheng Zhu Xi, Fan*

Depuis la réunification du Vietnam, en juillet 1976, on peut penser que l'échange des messages de félicitations pour l'anniversaire de leurs partis respectifs était peut-être une tentative pour la détente des relations politiques. On peut également penser que dans cette période, aux yeux des deux camps, leur relation était réservée en demi-teinte. Le problème reposait sur leur attitude à l'égard de l'Union soviétique. C'était peut-être un jugement de la Chine concernant une possibilité de coopération militaire très étroite entre le Vietnam et l'Union soviétique, bien que la Chine pensât que le Vietnam voulait une reprise rapide de l'économie. Pour le Quai d'Orsay, le Vietnam refusait les facilités militaires que les Russes avaient demandés après la victoire de 1975. D'après des entretiens avec les Vietnamiens, le Quai pensait qu'ils avaient des responsabilités régionales pour maintenir la paix en Asie du Sud-est, et en effet Hanoi ne voulait peut-être pas se rapprocher véritablement des ambitions des Soviétiques. Cependant, en Asie du Sud-est, les politiques étaient franchement divergentes entre la Chine et le Vietnam. La Chine soutenait l'ASEAN et le Cambodge, et s'opposait à l'expansionnisme de Hanoi. En particulier, la motivation essentielle de la Chine avec les autres pays de l'Asie du Sud-est était le désir de contrecarrer l'expansionnisme soviétique dans la région, illustré par les efforts déployés par l'URSS pour faire prévaloir le plan de système de sécurité collective en Asie. Pour la Chine, une coopération des pays de l'ASEAN permettrait de recentrer la politique régionale autour d'elle. Certes, Hanoi essayait encore de maintenir l'équidistance entre l'URSS et la Chine. Aux yeux des Français, le conflit sino-vietnamien n'était qu'une garantie d'indépendance pour l'adhésion au mouvement des non-alignés, et pour le développement des contacts avec les pays du monde oriental<sup>1</sup>.

---

*Wentong Zong Li*, (Le télégramme de Mao Zedong, Zhu De, Hua Guofeng à Ton Duc Thang, Le Duan, Truong Chinh, Pham Van Dong pour féliciter la réunification du Vietnam ), *Le Quotidien du Peuple*, le 4 juillet 1976.

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Note, Vietnam devant l'URSS et la Chine.

L'année 1976 était une période très difficile pour le régime du PCC. En janvier, Zhou Enlai décéda. En juillet, Tangshan, une grande ville près de Pékin souffrit d'un séisme. En septembre, le président Mao décéda à son tour, ce qui marquait la fin de la période révolutionnaire en Chine. En octobre, le groupe mené par l'épouse de Mao était emprisonné par Hua Guofeng et Ye Jianying<sup>1</sup>. Les Soviétiques et les Vietnamiens avaient escompté l'arrivée au pouvoir, après la mort du président Mao, d'une équipe pragmatique et modérée avec laquelle ils pourraient trouver des accommodements<sup>2</sup>. Lorsque la nouvelle direction chinoise se lança dans une politique de modernisation, leurs objectifs ne pourraient pas être amorcés, parce que l'Union soviétique ne voulait qu'une Chine faible et isolée. La politique, annoncée depuis le retour de Deng Xiaoping, et confirmée par le président Hua Guofeng lors de la 5<sup>ème</sup> Assemblée populaire nationale en février 1977, mit en sourdine l'aspect idéologique de la révolution. Le nouveau groupe au pouvoir montrait son ambition. Il voulait faire de la Chine avant la fin du siècle un pays socialiste puissant ayant réalisé la modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, des sciences et des techniques, c'est-à-dire « les quatre modernisations »<sup>3</sup>. La Chine présenta donc une volonté de resserrer les liens avec le Bloc occidental se fondant sur la modification profonde de l'attitude du gouvernement chinois à l'égard du monde extérieur. Elle faisait très largement appel à l'étranger et était prête à importer massivement technologies et équipement étranger, et à envoyer des chercheurs et des étudiants dans les universités et les laboratoires occidentaux. En même temps, la politique extérieure chinoise restait déterminée par une

---

<sup>1</sup> Tong Qinglin, *Hui Shou 1978, Li Shi Zai Zhe Li Zhuan Zhe* (1978, le tournant historique), Pékin : People's Publishing House, 2008, pp. 10-20.

<sup>2</sup> AMAE, 14INVA/382, Note, Vietnam devant l'URSS et la Chine ; Propos vietnamiens sur la Chine, le 8 novembre 1976.

<sup>3</sup> Deng Xiaoping, *Deng Xiaoping Wen Xuan* (La collection des documents de Deng Xiaoping), volume II, Pékin : People's Publishing House, 1994, p.87, p.91 ; Deng Xiaoping, *Deng Xiaoping Wen Xuan* (La collection des documents de Deng Xiaoping), volume III, Pékin : People's Publishing House, 1993, p.108, p.120.

volonté du PCC de faire obstacle à l'hégémonie soviétique en toute occasion. En effet, en tant que subordonné de Mao Zedong, Deng Xiaoping avait constaté les erreurs des politiques maoïstes, comme par exemple la stagnation du développement économique et l'influence négative de l'idéologie maoïste dans la vie chinoise<sup>1</sup>. Étant l'un des fondateurs du régime communiste, Deng Xiaoping avait une perspective stratégique. Il savait comment choisir une bonne voie pour stabiliser le régime, gagner du temps en vue d'amorcer « les quatre modernisations » et améliorer les relations avec le Bloc occidental et les pays non-alignés. La période de Deng Xiaoping était donc une période où le rôle de l'idéologie était graduellement éliminé dans les politiques chinoises intérieures et extérieures<sup>2</sup>. On peut penser que la politique diplomatique chinoise avant la détente sino-soviétique en 1989 était la prolongation de la théorie des « trois mondes » créée par le président Mao. « Les trois mondes » était une concession entre la révolution radicale et le pragmatisme. Mao en 1974 commença de tenter d'abandonner certains éléments idéologiques en échange de l'union plus massive avec « les régimes réactionnaires ». Deng continua cette tendance. En tant que défenseur de cette théorie, nommé par Mao Zedong, dans à l'ONU en 1974, Deng Xiaoping souligna bien plus le rôle anti-hégémonie soviétique de cette théorie en vue d'établir une relation étroite avec le Bloc occidental. « La lune de miel avec les pays occidentaux » aux yeux des Chinois commença. L'élimination de l'aile radicale, survenant après le décès du président Mao, « le pragmatisme révolutionnaire » devint graduellement le réalisme qui en effet inspirait la nouvelle équipe dirigeante et l'essor du changement de la Chine. Dans les affaires indo-chinoises, la Chine n'était donc pas moins influente qu'auparavant à ses frontières et en Indochine également, grâce à la stratégie conçue par nouvelle équipe dirigeante.

---

<sup>1</sup> Tong Qinglin, *Hui Shou 1978, Li Shi Zai Zhe Li Zhuan Zhe*, op.cit., pp.256-273.

<sup>2</sup> Gao Qi, *Deng Xiaoping Xin Shi Qi De Wai Jiao Zhan Lue Si Xiang Shu Lun* (La stratégie diplomatique de Deng Xiaoping à la nouvelle époque), Dang De Wen Xian (Les Documents du PCC), 1996, No.2.

En fait, au début de l'année 1977, « le pragmatisme » de la politique diplomatique chinoise était un changement en vue d'établir un bon environnement pour la reprise de l'économie aux yeux des étrangers. Charles Malo, ambassadeur de France au Vietnam, pensait que l'évolution de la Chine vers le développement en donnant la priorité à l'économie, devrait en principe rendre plus faciles les relations à long terme avec un Vietnam qui a renoncé pour sa part aux expériences hasardeuses. Dans cette perspective, le Vietnam avait l'espoir d'améliorer les possibilités de jeu entre Moscou et Pékin<sup>1</sup>. L'analyse de Hanoi pour la situation chinoise était également optimiste. Comme l'analyse chinoise relative à la situation vietnamienne après la réunification, Thach confia aux Français que le développement économique de la Chine devait être prioritaire, même par rapport à la politique extérieure. Un rapprochement avec Moscou paraissait logique, bien que ce rapprochement fût limité par la divergence qui demeurait entre les intérêts nationaux<sup>2</sup>. Cependant, Wang Youping présentait une autre image pour la France. Wang indiqua à son homologue que le danger principal pour la Chine était l'URSS. La Chine se préparait pour une lutte contre l'intervention soviétique. Il confirma que pour amorcer un rapprochement entre la Chine et l'URSS, Moscou devait reconnaître ses erreurs depuis le XXème Congrès. Wang souligna que la politique de détente française était dangereuse. Le conflit sino-soviétique ne pourrait pas aider les Européens à échapper à la pression. Il pensait que la France devrait être forte pour la lutte contre l'URSS. Concernant le Vietnam, Wang souligna que Hanoi devait conduire librement sa propre affaire, parce qu'il n'était le satellite ni de la Chine ni de l'URSS. Face à une tendance à faire preuve d'un chauvinisme vietnamien, Wang indiqua que cela ne serait pas une crise pour cette région, parce qu'il croyait encore que le Vietnam devait se consacrer à la reconstruction. Il souligna que la Chine approuvait la proposition française relative à la création d'une zone de paix, de

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1352/57, le 26 octobre 1976.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Visite de Thach, le 8 novembre 1976 ; Propos vietnamiens sur la Chine, le 9 novembre 1976.

liberté et de neutralité dans cette région<sup>1</sup>. Le 9 décembre 1976, Fu Hao, ambassadeur de Chine au Vietnam, dit à Malo que la Chine avait mis fin à l'aide militaire pour Hanoi depuis la fin de la guerre du Vietnam, mais qu'en revanche, l'aide économique était maintenue : par exemple, il y avait trente projets en cours d'exécution, dont à la réalisation desquels un millier d'experts chinois participaient. Il avait la même impression que Wang au sujet de la situation vietnamienne. Cette impression représentait l'opinion des dirigeants du PCC. Fu indiqua que les Vietnamiens avaient le souci de reconstruire leur pays afin d'élever le niveau de vie de la population. En outre, Fu estima que les Vietnamiens voulaient pratiquer une politique d'ouverture en vue de développer les relations avec d'autres pays. Il pensait également que le gouvernement de Phnom-Penh voulait approfondir la relation avec la France<sup>2</sup>. Certainement, les Chinois ne contestaient pas qu'il y avait une divergence entre la Chine et le Vietnam concernant la situation de l'Asie du Sud-est. Han Nianlong, vice-Ministre des Affaires étrangères de la Chine confia à l'Ambassadeur de France en Chine qu'il y avait une divergence majeure entre le Vietnam et la Chine sur l'ASEAN. Han estima que Hanoi se montrait toujours réservée vis-à-vis de cette organisation internationale, ce qui ne pourrait pas faciliter le développement des relations bilatérales avec les pays de l'Asie du Sud-est. Il souhaitait de voir le signe de l'amélioration de la relation entre le Vietnam et l'ASEAN<sup>3</sup>. Au moins, aux yeux des Chinois, la situation intérieure au Vietnam était mauvaise à cause du problème alimentaire. Ils pensaient que le Vietnam était un des pays arriérés en Asie, malgré la victoire de la guerre contre les États-Unis<sup>4</sup>. Certes, cette divergence ne pouvait pas empêcher la détente entre la Chine et le Vietnam. Au début de la domination exercée par le groupe formé autour des dirigeants chinois autour de Hua Guofeng, Ye Jianying et Deng Xiaoping, la coopération entre Pékin et Hanoi se poursuivait

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Conversation avec l'Ambassadeur de Chine, le 12 novembre 1976.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1689/94, le 9 décembre 1976.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/382, Entretien du 24 avec le vice-ministre Han Hien-lung, rapports de la Chine avec divers pays d'Asie, le 25 février 1977.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1020/23, Entretien avec l'ambassadeur Fu Hao, le 20 avril 1977.

donc de façon satisfaisante dans ces divers domaines. Certains accords économiques et culturels furent signés<sup>1</sup>. La visite de Do Muoi, vice-premier ministre vietnamien, à Pékin et à Moscou au début de décembre 1976 avait peut-être pour objectif d'obtenir des précisions sur les contributions de Moscou et de Pékin à la réalisation du prochain plan quinquennal vietnamien. En Chine, Do Muoi devait provoquer avec les dirigeants chinois les questions l'égard des relations des deux parties afin d'établir avec la nouvelle direction politique chinoise dans des conditions satisfaisantes. La presse chinoise mit donc un relief important dans cette visite<sup>2</sup>.

En juin 1977, il semble que la relation entre la Chine et le Vietnam ait atteint son sommet après la réunification du Vietnam. Le 2 juin, la délégation militaire dirigée par le général Giap arriva à Pékin. Loin du silence de la presse chinoise sur sa visite en 1976, *le Quotidien du Peuple* consacra sa première page à l'arrivée du général Giap. Par la suite, une série des rapports se consacra à cette visite et aux entretiens entre le général Giap et les dirigeants chinois. D'après les rapports chinois, l'accueil était dans d'un niveau particulièrement relève et les échanges étaient très cordiaux<sup>3</sup>. Le 23 juin, lors de l'entretien

---

<sup>1</sup>*Zhong Yue Liang Guo Zheng Fu Wei Sheng He Zuo Xie Ding Nian Du Zhi Xing Jia Zai Jing Qian Zi* (La signature du plan d'exécution annuelle de l'accord sur la coopération d'hygiène entre la Chine et le Vietnam à Pékin), *Le Quotidien du Peuple*, le 11 mars 1976 ; *Zhong Yue Liang Guo Zheng Fu Guan Yu 1977 Nian Xiang Hu Gong Ying Huo Wu He Fu Kuan Xie Ding Zai Jing Qian Zi* (La signature de « l'accord de 1977 sur l'échange de marchandises et les paiements » entre la Chine et le Vietnam à Pékin), *Le Quotidien du Peuple*, le 20 mars 1976 ; *Zhong Yue Guo Jing Tie Lu Hui Yi Yi Ding Shu Zai He Nei Qian Zi* (La signature de la protocole de le chemin de fer frontalier entre la Chine et le Vietnam à Hanoi), *Le Quotidien du Peuple*, le 13 juin 1976.

<sup>2</sup>*Gu Mu Fu Zong Li Hui Jian Bing Yan Qing Du Mei Fu Zong Li* (Gu Mu, vice-premier ministre, rencontre le vice-premier ministre Do Muoi et lui offre un banquet), *Le Quotidien du Peuple*, le 6 décembre 1976 ; *Hua Guofeng Zhu Xi Hui Jian Du Mei Fu Zong Li Deng Yue Nan Tong Zhi* (Le président Hua Guofeng rencontre Do Muoi, vice-premier ministre du Vietnam), le 7 décembre 1976.

<sup>3</sup>*Wu Yuanjia Da Jiang Shuai Yuan Nan Jun Shi Dai Biao Tuan Dao Jing* (La délégation militaire du Vietnam dirigée par le général Giap est arrivée à Pékin) ; *Hua Zhu Xi, Ye Fu Zhu Xi Hui Jian Yue Nan Jun Shi Dai Biao Tuan* (Le président Hua et le vice-président Ye rencontrent la délégation militaire du Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 3 juin 1977 ; *Deng Yingchao Tong Zhi Hui Jian Wu Yuanjia Tong Zhi* (Le camarade Deng Yingchao rencontre le camarade Vo Nguyen Giap), *Le Quotidien du Peuple*, le 4 juin 1977 ; *Yue Nan Jun Shi Dai Biao Tuan Can Guan Fang Wen Kong Jun Mou Bu* (La visite de la délégation militaire vietnamienne à une division de l'armée de l'air), *Le Quotidien du Peuple*, le 5 juin 1977 ; *Chen Xilian Da Jiang Yu Wu Yuan Jia Da Jiang Ji Xu Hui Tan* (L'entretien entre le vice-président Chen Xilian

avec Phan Hien, vice-ministre des Affaires étrangères, Hein confia aux Français que c'était une visite d'amitié classique, dans le cadre de leurs relations avec les pays socialistes. Il n'a pas été question des îles. Mais ce n'est pas à un général que l'on confierait une telle discussion<sup>1</sup>. Six jours après avoir accordé une audience à la délégation militaire, le président Hua Guofeng reçut Pham Van Dong qui avait visité la France ; les conversations étaient également cordiales et amicales dans une atmosphère fraternelle<sup>2</sup>. Cependant, la chaleur de la propagande ne pouvait pas cacher des divergences apparues au cours de ces visites. Les Chinois confièrent aux Français que les entretiens avec Giap à Pékin avaient mis en évidence des points de vue différents entre Hanoi et Pékin à l'égard de divers problèmes. Au sujet de la politique extérieure de l'URSS tout d'abord, le PCC appuya encore la théorie des « trois mondes et essayèrent de persuader Hanoi de croire à la menace soviétique. En revanche, le Vietnam voulait une détente avec l'Union soviétique afin de recevoir l'aide économique et militaire. Deuxièmement, concernant l'analyse de la situation dans l'Asie du Sud-est, à cause de la menace soviétique aux yeux des Chinois, une détente avec l'ASEAN était nécessaire pour Pékin. Cependant, l'ASEAN ne pouvait pas abandonner sa vigilance vis-à-vis de la force militaire du Vietnam. En outre, d'après l'analyse idéologique de Hanoi, le Thaïlande était encore une alliée des États-Unis : la détente entre le Vietnam et l'ASEAN était donc difficile. Troisièmement, les problèmes

---

et le général Giap), *Le Quotidien du Peuple*, le 6 juin 1977 ; *Wu Yuanjia Da Jiang Shuai Yuan Nan Jun Shi Dai Biao Tuan Li Kai Beijing Qu Haerbin Fang Wen* (La délégation militaire du Vietnam dirigée par le général Giap quitte Pékin pour aller à Harbin), *Le Quotidien du Peuple*, le 8 juin 1977 ; *Wu Yuanjia Da Jiang Shuai Yuan Nan Jun Shi Dai Biao Tuan Fang Wen Daqing, Haerbin* (La délégation militaire du Vietnam dirigée par le général Giap visite Daqing et Harbin), *Le Quotidien du Peuple*, le 11 juin 1977 ; *Yue « Ren Min Jun Dui » Bao Fa Biao She Lun, Zan Yang Liang Guo Ren Min He Jun Dui Zhi Jian De You Yi* (*Quan Doi Nhan Dan* : L'amitié des peuples et des armées sino-vietnamiens méritent tous les éloges), *Le Quotidien du Peuple*, le 23 juin 1977.

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Entretien avec M. Phan Hien, le 24 juin 1977.

<sup>2</sup>*Hua Guofeng Zhu Xi Hui Jian Fan Wentong Zong Li* (Le président Hua rencontre Pham Van Dong, premier ministre du Vietnam) ; *Deng Yingchao Tong Zhi Tong Fan Wentong Tong Zhi Hui Jian* (La camarade Deng Yingchao rencontre le camarade Pham Van Dong), *Le Quotidien du Peuple*, le 9 juin 1977 ; *Fan Wentong Zong Li Li Jing Hui Guo* (Le premier ministre Pham Van Dong quitte Pékin pour revenir au Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 11 juin 1977.

frontaliers maritimes et territoriaux entre les deux pays étaient mentionnés par Hanoi depuis 1975. En ce qui concerne ce point, le gouvernement vietnamien ne suggérait pas d'en faire un objet de discussion<sup>1</sup>. Le 9 juin, Li Xiannian dit franchement à Pham Van Dong que la Chine ne souhaitait pas que les relations entre les deux pays fussent affectées par ces problèmes. Li indiqua que la presse vietnamienne devait cesser de faire la propagande antichinoise, et que des Chinois-Vietnamiens devaient avoir le droit de choisir le départ du Vietnam ou l'installation dans ce pays. Concernant les problèmes frontaliers, Li Xiannian proposa d'ouvrir le plus vite possible une négociation. Pham Van Dong approuva les propos et la proposition de Li. Il dit qu'il transmettrait les points de vue chinois à Le Duan<sup>2</sup>. En outre, au cours de cette visite, Pham Van Dong exposa les résultats de sa visite en France : il souligna que les destructions provoquées par la guerre étaient très importantes et qu'il faudrait beaucoup de temps pour reconstruire le Vietnam. Les dirigeants chinois lui accordaient une aide et lui indiquèrent qu'une aide française était également bienvenue<sup>3</sup>. Il semble que les dirigeants Vietnamiens cherchaient à compenser cela par quelques manifestations d'intérêt en vue de préserver de leur relation avec Pékin, et en même temps, faire persister la confusion sur les questions de souveraineté territoriale et maritime entre les deux pays. D'après les informations françaises, la relation avec la Chine et avec la France devait être réexaminée lors de la 2<sup>ème</sup> session plénière du comité central<sup>4</sup>. Le Quai d'Orsay estima que si à long terme, dix ans, les Vietnamiens jugeaient possible un rapprochement entre la Chine et l'Union soviétique et la reconstitution du Bloc socialiste, il n'en était pas question pour le moment. La Chine était engagée dans un effort qui devait la conduire à devenir à la fin du siècle un géant politique et militaire. Les relations sino-

---

<sup>1</sup> AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1822/1826, le 8 septembre 1977.

<sup>2</sup> Sous la direction de Wang Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1970-1978, op.cit., pp.64-65.

<sup>3</sup> AMAE, 752INVA/2141, Compte Rendu de l'audience accordée par le président de la République à M. Huang Hua, ministre chinois des Affaires étrangères, le 7 octobre 1977.

<sup>4</sup> AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1822/1826, le 8 septembre 1977.

vietnamiennes étaient très bonnes<sup>1</sup>. Lors de sa visite en France le 7 octobre 1977, Huang Hua, ministre des Affaires étrangères chinois, confia au président Giscard d'Estaing que la Chine avait la conviction que le Vietnam n'accepterait pas la demande de l'Union soviétique pour la stratégie hégémoniste en Asie du Sud-est<sup>2</sup>. Finalement, Hanoi était d'accord avec la proposition chinoise concernant une négociation sur le problème territorial<sup>3</sup>. Il semble que la Chine voulait se tenir à une attitude aussi équitable et amicale que les circonstances le permettaient. Pékin se garda soigneusement de prendre parti dans la querelle frontalière qui divisait le Cambodge et le Vietnam. Le 28 septembre, *le Quotidien du Peuple* affirma le soutien à la lutte des Khmers pour sauvegarder l'indépendance et l'intégrité de leur pays<sup>4</sup>.

Le 20 novembre 1977, Le Duan arriva à Pékin. Bien que l'accueil de l'invitation en Chine du plus haut dirigeant du Vietnam eût lieu dans un contexte très amical et cordial, dans les discours prononcés par les dirigeants chinois et vietnamiens montraient encore les divergences entre les deux pays frères. Hua Guofeng fit allusion à l'Union soviétique dans son allocution. Il souligna l'importance d'un front uni se fondant sur la théorie des « trois mondes » dans la lutte contre l'hégémonie des superpuissances. En revanche, Le Duan évita de mentionner la théorie du président Mao. Il loua le soutien de l'Union soviétique et des autres pays socialistes<sup>5</sup>. Lors de leurs entretiens, Hua indiqua que les deux pays devaient

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Relations franco-vietnamiennes, le 26 octobre 1977.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2141, Compte Rendu de l'audience accordée par le président de la République à M. Huang Hua, ministre chinois des Affaires étrangères, le 7 octobre 1977.

<sup>3</sup> Sous la direction de Wang Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1970-1978, op.cit., pp.65-66.

<sup>4</sup> *Jian Pu Zhai Zhan You, Beijing Huan Ying Ning!* (Bienvenue à Pékin, des compagnons d'armes du Cambodge !), *Le Quotidien du Peuple*, le 29 septembre 1977.

<sup>5</sup> *Re Lie Huan Ying Yue Nan Dang Zheng Dai Biao Tuan* (La délégation politique du Vietnam est chaleureusement accueillie), *Le Quotidien du Peuple*, le 20 novembre 1977 ; *Zai Zhong Gong Zhong Yang, Guo Wu Yuan Ju Xing De Huan Ying Yan Hui Shang, Li Sun Tong Zhi De Jiang Hua* (Discours de Le Duan au cours du banquet offert par le Comité central du PCC et le Conseil des affaires d'état) ; *Zai Huan Ying Dang Zheng Dai Biao Tuan De Yan Hui Shang, Hua Guofeng Tong Zhi De Jiang Hua*

maintenir des relations amicales, comme à l'époque de Mao et du président Ho Chi Minh. Hua souligna que la Chine et le Vietnam devaient avoir ensemble la volonté de maintenir ces relations historiques en vue de résoudre les questions entre les deux pays. D'après les informations chinoises, Le Duan ne mentionna pas l'entretien entre Pham Van Dong et Li Xiannian. Il souligna la position vietnamienne vis-à-vis du Bloc socialiste et l'opposition vietnamienne à la détente avec les États-Unis. Par la suite, il demanda l'aide économique et militaire chinoise et des nouvelles installations pour l'industrie fabriquée en Chine. Le gouvernement chinois n'avait pas refusé, mais il n'avait pas non plus pris d'engagement ferme. Il était normal dans la mesure où la suspension de l'aide chinoise remettait en question la réalisation du plan quinquennal 1976-1980 dans des domaines clés comme le ciment et l'acier, que les Vietnamiens tentassent d'attirer les autres pays fournisseurs d'aide<sup>1</sup>. Hua dit à Duan que la Chine pourrait satisfaire la demande de l'aide économique de toutes ses forces, mais il souligna que la Chine ne fournirait désormais aucune assistance militaire à cause de la fin de la guerre<sup>2</sup>. En même temps, les Français constatèrent que la presse vietnamienne commençait à rapporter l'intensification des contacts militaires entre Hanoi et Moscou, et le renforcement de la force navale pour la défense des îles<sup>3</sup>. Le résultat de la visite n'était pas jugé de manière très positive du côté chinois. Les fonctionnaires diplomatiques confièrent aux diplomates occidentaux que les négociations sino-vietnamiennes ne se bornèrent pas aux sujets économiques. Personne n'avait le sentiment que la rencontre ait eût abouti à des résultats substantiels<sup>4</sup>. Le 30 novembre, l'Ambassadeur du Vietnam dit aux Français que son pays voulait garder toute son

---

(Discours du camarade Hua Guofeng au cours du banquet pour la délégation politique du Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 21 novembre 1977.

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Télégramme, n° 1530/36, le 12 juillet 1978.

<sup>2</sup> Sous la direction de Wang Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi, 1970-1978*, op.cit., pp.66-67.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 2422/29, le 21 novembre 1977.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 2728/21, Fin de la visite en Chine de M. Le Duan, le 26 novembre 1977.

indépendance et souhaitait entretenir des relations aussi bonnes que possible avec la Chine, mais lors de la visite de Le Duan à Pékin, les Vietnamiens trouvèrent qu'il ne montrait pas un grand esprit de conciliation pour atténuer leurs divergences de vue. Il fit allusion au fait que la Chine voulait utiliser l'aide économique pour forcer le Vietnam d'accepter un front uni contre l'Union soviétique. « Les conditions de l'assistance chinoise ne pouvaient plus être ce qu'elles étaient par le passé » indiqua l'Ambassadeur du Vietnam<sup>1</sup>. Il semble que l'objectif de la Chine pour cette visite était de persuader les Vietnamiens d'accepter le point de vue de la Chine concernant la menace soviétique afin de rétablir une alliance entre la Chine et l'ancienne Indochine dans une nouvelle situation internationale. Cependant, d'après l'analyse conformément à l'idéologie vietnamienne, une détente avec « l'impérialisme américain » n'était pas acceptée. Au cours de l'entretien entre Laboulaye et Thach le 24 janvier 1977, Thach indiqua que le Vietnam tentait de consolider les relations socialistes entre la Chine, l'Union soviétique et le Vietnam. Il pensait que pour la sécurité collective asiatique proposée par l'Union soviétique, il fallait la participation de la Chine. Cette idée, les Vietnamiens avaient déjà parlé de cette idée aux Soviétiques. Cependant, Thach pensait que la Chine ne soutenait pas activement les mouvements révolutionnaires, et que les intérêts nationaux demeuraient fondamentalement divergents entre la Chine et l'URSS et limiteraient la portée d'un rapprochement<sup>2</sup>. L'Union soviétique, aux yeux des Vietnamiens, était grand-frère dans le Bloc socialiste, une alliance avec Moscou était donc naturelle pour Hanoi<sup>3</sup>. En outre, l'Union soviétique pourrait fournir au Vietnam l'aide militaire que la Chine avait déjà réduite depuis 1975 et décidé de ne pas continuer à fournir. Certainement, la divergence idéologique relative à la situation internationale conduisit finalement à la détérioration des relations entre la Chine et le Vietnam, bien que le PCC eût

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 2751/54, Conversations avec l'ambassadeur du Vietnam, le 30 novembre 1977.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/392, Compte rendu d'entretien, Nguyen Co Thach, le 24 janvier 1977.

<sup>3</sup> Tuong Vu, *Vietnam's Communist Revolution, The Power and Limits of Ideology*, op.cit., pp.233-235.

changé de son leader. A cause de la hiérarchie dans le Bloc socialiste, si deux pays n'avaient pas de conflit idéologique fondamental, des problèmes de souveraineté, comme par exemple les problèmes de frontières et les problèmes des liés aux intérêts de l'État, ne pouvaient pas conduire à un bouleversement dans leur relation. Cependant, si un petit pays n'obéissait pas à l'idéologie d'un grand pays, la relation entre ces deux pays socialistes pouvait se dégrader rapidement à cause des intérêts d'États et des problèmes historiques. On peut penser que les relations fraternelles entre les pays socialistes ne se fondaient que sur le même objectif stratégique et la même idéologie. C'est la raison pour laquelle les relations sino-soviétiques, sino-albaniennes et sino-vietnamiennes se détériorèrent successivement.

Depuis le mai 1978, les ressortissants chinois commencèrent à quitter le Vietnam en masse. Concernant l'exode des Chinois, le vice-Ministre des Affaires étrangères vietnamien répéta aux Français que les problèmes de frontières avec la Chine n'étaient pas graves. Il expliqua qu'il ne s'agissait pas d'expulsions mais de départs volontaires. Il souligna que Hanoi ne chassait pas les Chinois, mais qu'elle voulait seulement faciliter le départ des Chinois<sup>1</sup>. Cependant, les relations entre la Chine et le Vietnam aux yeux des dirigeants chinois à ce moment-là étaient mauvaises, parce que 120,000 Chinois avaient été expulsés du Vietnam en juin, sans que les Vietnamiens aient donné d'explication au gouvernement chinois des explications. Pour ce dernier, c'était une action illégale. La Chine avait tout fait pour le Vietnam pendant et après la guerre, et donc éprouvait un vif regret et une indignation extrême à l'égard de cette politique<sup>2</sup>. Li Xiannian déclara que la

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1008/10, le 8 mai 1978.

<sup>2</sup>*Wo Wai Jiao Bu Guan Yu Yue Nan Qu Gan Hua Qiao Wen Ti De Sheng Ming* (Déclaration du ministère des Affaires étrangères chinois concernant les Chinois expulsés par le gouvernement du Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 10 juin 1978 ; *Da Pi Hua Qiao Cong Yue Nan Hui Guo Shi Shen Me Yuan Ying Zao Cheng De ?* (Les raisons pour lesquelles les Chinois quittent le Vietnam), *Le Quotidien du Peuple*, le 15 juin 1978 ; *Shei Shi Jiao Suo Fan ?* (Qui est provocateur ?), *Le Quotidien du Peuple*, le 17 juin 1978.

Chine avait fourni vingt milliards de yuans au Vietnam pour sa lutte contre les États-Unis, mais leur politique était expansionniste et ingrate après la guerre<sup>1</sup>. Song Zhiguang pensait que les raisons de la détérioration de la relation entre la Chine et le Vietnam étaient d'ordre interne et externe. Sur le plan intérieur, Hanoi devait faire reprendre l'économie pour améliorer la vie du peuple. À l'extérieur, le Vietnam pratiquait cependant l'hégémonie sur le plan régional et voulait contrôler le Laos et le Cambodge, mais la Chine souhaitait que les deux pays pussent résoudre pacifiquement leurs différends. En outre, Song dit aux Français que l'URSS poussait Hanoi dans cette aventure antichinoise. « L'URSS, c'était évident, s'y emploierait de son mieux, car son but était de faire du Vietnam le Cuba de l'Asie du Sud-est » conclut Song<sup>2</sup>. Huang Hua indiqua le 25 mai que l'URSS, forte en apparence, était faible en réalité. La Chine et les États-Unis pouvaient déployer des efforts parallèles pour la contenir. La Chine pourrait s'efforcer en Asie pour éviter le soutien soviétique au Vietnam dans le dessein de créer une grande fédération. Dans cette circonstance, une négociation n'était pas possible<sup>3</sup>. Aux yeux du PCC, à ce moment-là, le rapprochement entre Hanoi et Moscou après le quatrième congrès du PTV en décembre 1976, était devenu irréversible. Le 10 juin 1978, l'éditorial du *Quotidien du Peuple* prétendit que l'URSS voulait mettre le Vietnam dans son orbite antichinoise pour contrôler l'Asie du Sud-est et renforcer sa position stratégique mondiale<sup>4</sup>. Certes, la violence de la réaction de Pékin surprit les Vietnamiens. Hanoi avait tendance à tirer sur la corde et était convaincue que la crainte de la Chine vis-à-vis d'une intervention soviétique était le meilleur paratonnerre. Cependant, cette fois, la situation changea. Le 29 mai, la presse vietnamienne indiqua que la Chine et le Vietnam s'étaient entendus pour une aide réciproque, mais l'aide chinoise pouvait être évaluée en argent alors que le sang versé par les

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, Chine-Vietnam, Propos de Li Hsien-Nien, n° 1584/87, le 19 mai 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Entretien avec le Ministre-Assistant Sung Chih-Kuang, le 8 juin 1978.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1651/64, Visite de M. Brzezinski à Pékin, le 25 mai 1978.

<sup>4</sup> *Huan Yan Yan Gai Bu Liao Shi Shi* (La mensonge ne peut pas cacher la vérité), *Le Quotidien du Peuple*, le 10 juin 1978.

Vietnamiens n'avait pas de prix. Elle conclut qu'il n'était pas possible de rester aveuglément fidèle à l'amitié à celui qui changeait de sentiments envers son ami qui modifiait ses sentiments à votre égard<sup>1</sup>. L'Ambassadeur du Vietnam en Chine en disant que l'origine du conflit était la volonté de son gouvernement de préserver l'indépendance afin d'éviter de suivre la ligne et la voie d'autres pays, comme par exemple la théorie des « trois mondes » proposée par la Chine<sup>2</sup>. Assurément, le gouvernement chinois pensait que le Vietnam avait tort. Il considérait que Hanoi n'avait plus d'indépendance dès lors qu'elle avait décidé d'approuver la politique étrangère soviétique. Le Vietnam avait le même statut que Cuba, et n'était plus qu'un pion entre les mains des Soviétiques. « C'était le Vietnam lui-même qui avait choisi cette voie. L'Union soviétique s'en félicitait, car elle comptait bien faire du Vietnam une base d'agression en Asie du Sud-est ». Dans cette circonstance, aux yeux des Chinois, l'amitié entre la Chine et le Vietnam ne redeviendrait possible que le jour où ce dernier aura recouvré son indépendance de l'URSS<sup>3</sup>. La coopération entre les deux pays était près de rompre.

Depuis le début de 1978, les autorités chinoises avaient choisi diverses occasions de faire savoir que leur aide au Vietnam avait été supérieure à celle de l'Union soviétique à partir du début de la guerre du Vietnam. La Chine avait fourni aux forces communistes vietnamiennes une assistance économique et militaire qui équivalait à 200 milliards de yuans, ce qui signifiait un apport de plus de 700 millions par an<sup>4</sup>. Après la guerre, la Chine avait continué d'aider le Vietnam pour sa reconstruction. Le 22 septembre 1975, Deng

---

<sup>1</sup> AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1127/34, Exode des Chinois (déclaration vietnamienne et note chinoise), le 29 mai 1978.

<sup>2</sup> AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1792/96, Relations sino-vietnamiennes-point de vue de l'ambassadeur du Vietnam à Pékin, le 2 juin 1978.

<sup>3</sup> AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1519/26, Entretien avec la charge d'affaires de Chine, le 12 juillet 1978 ; Télégramme, n° 2457/66, Voyage à Hanoi, le 26 juillet 1978 ; Télégramme, n° 553/57, Conversation avec l'ambassadeur de Chine. Le Laos face au conflit sino-vietnamien.

<sup>4</sup> Sous la direction de Wang Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1970-1978, op.cit., p.61.

Xiaoping dit à Le Duan que la Chine pourrait continuer à effectuer les projets d'aide avec tous ses moyens, bien que la Chine connût une stagnation économique, et bien qu'il y eût des doutes dans les relations sino-vietnamiennes<sup>1</sup>. Cependant, dans la circonstance de la détérioration des relations politiques entre la Chine et le Vietnam, la coopération économique devint graduellement difficile. Des experts et des ouvriers chinois ne pouvaient pas travailler avec les Vietnamiens dans une ambiance amicale. En 1977, les ouvriers chinois étaient l'objet des attaques lancées par des polices vietnamiennes<sup>2</sup>. Le 30 mai 1978, l'Ambassadeur de Chine dit à Malo que l'atmosphère sur les changes n'était plus à la coopération amicale et efficace entre des ouvriers vietnamiens et des experts chinois. Il estima que la détérioration des relations entre la Chine et le Vietnam serait pour longtemps. Mai Van Bo partageait le point de vue des Chinois<sup>3</sup>. À la fin de mai 1978, une partie des experts chinois quitta le Vietnam. La Chine décida d'abandonner 72 projets dont la réalisation aurait coûté trois milliards de yuans. L'aide alimentaire d'urgence, les dons chinois furent suspendus après les livraisons de maïs effectuées au titre de l'aide pour 1977 (100,080 tonnes au total). La perte pour l'économie vietnamienne était donc particulièrement sérieuse<sup>4</sup>. Les diplomates est-européens confièrent aux Français qu'ils étaient en train d'étudier alors à Hanoi une redistribution parmi les pays amis du Vietnam des projets abandonnés par les Chinois. Malo pensait que c'était des conditions favorables pour la coopération entre le Vietnam et les pays occidentaux<sup>5</sup>. Le 19 juin, le gouvernement vietnamien publia « L'Annulation unilatérale par la Chine de la fourniture d'un certain nombre d'ouvrages à équipements complets à titre d'aide au Vietnam ». Dans ce document, Hanoi présenta les difficultés après cette action chinoise. Il pensait que ces annulations

---

<sup>1</sup> Ibid., p.65.

<sup>2</sup> Ibid., 1970-1978, p.64.

<sup>3</sup> AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1141/43, Exode des Chinois (entretien avec l'ambassadeur de Chine), le 30 mai 1978.

<sup>4</sup> AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1167/70, Vietnam-Chine, Exode des Chinois, le 1<sup>er</sup> juin, 1978.

<sup>5</sup> AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1248/50, Différend sino-vietnamien (Diminution de l'aide économique chinoise), le 9 juin 1978.

constituaient un acte extrêmement grave et obligeaient le Vietnam à réajuster ses plans<sup>1</sup>. Cette suspension remettait en question la réalisation du plan quinquennal 1976-1980 dans des domaines clés comme le ciment et l'acier alors que les Vietnamiens tentaient d'amener les autres pays fournisseurs d'aide à prendre le relais de la Chine. Bien que le Vietnam acceptât l'aide soviétique, Pékin estimait que Hanoi devrait souffrir de très grandes difficultés économiques en ne bénéficiant plus de son aide. L'URSS devrait seulement lui fournir des armes, pour mieux le contrôler, mais elle ne pouvait pas grand-chose pour le Vietnam dans le domaine économique aux yeux des dirigeants chinois. Concernant la coopération économique entre la France et le Vietnam, Huang Hua confia aux Français que la Chine ne voulait pas formuler d'objection à ces rapports, et qu'ils étaient un héritage de l'histoire. Il souligna que la France devait maintenir le contact avec le Vietnam<sup>2</sup>. Arnaud confia également au vice-Ministre des Affaires étrangères chinois que pour l'heure, les occidentaux étaient l'objet d'une offensive de charme de Hanoi, qui recherchait de tous côtés aides et amitiés. Il indiqua que la décision chinoise conduisait à un dilemme pour les pays qui se trouvaient déjà engagés dans des programmes d'aide. Autrement dit, si les autorités chinoises espéraient que les pays d'Europe de l'Ouest aideraient le Vietnam à diminuer sa dépendance à l'égard de l'URSS. Le vice-Ministre des Affaires étrangères chinois estimait que le Vietnam décidait déjà d'approfondir sa relation avec l'URSS, la situation pour les pays du Bloc occidental, jusque-là favorable, avait donc changé<sup>3</sup>. Aux yeux d'Arnaud, la fin de l'aide chinoise au Vietnam était une étape de l'aggravation du différend sino-vietnamien. La Chine accentuerait sa politique de rapprochement avec les autres pays de l'Asie du Sud-est, qu'il s'agît de soutenir la politique de la Birmanie, des Philippines et de la Thaïlande en resserrant ses relations en vue de contrebalancer

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1310/23, Différend sino-vietnamien (durcissement vietnamien), le 20 juin 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 2457/66, Voyage à Hanoi, le 26 juillet 1978.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/383, Télégramme, n° 2374/77, Assistance occidentale au Vietnam, le 19 juillet 1978.

l'influence du Vietnam soutenue par l'Union Soviétique<sup>1</sup>. Cette détérioration provoquée par l'exode des Chinois du Vietnam dépassait déjà le cadre des relations entre la Chine et le Vietnam, et intéressait toute l'Asie du Sud-est et les deux Blocs de la guerre froide. L'Ambassadeur de Chine au Vietnam confia à Malo que si Pékin avait soudain décidé de frapper un grand coup, ce serait parce que les dirigeants du PCC estimaient déjà que d'une façon générale, une limite avait été franchie et pas seulement par le Vietnam<sup>2</sup>. Le vice-Ministre des Affaires étrangères chinois dit à l'Ambassadeur de France avec une remarquable franchise que la crise sino-vietnamienne n'était pas sans conséquence sur les rapports de la Chine et de l'ASEAN, et que les Cinq de l'ASEAN se rendaient compte des dangers de l'infiltration soviétique au Vietnam. La Chine décida de s'allier avec les Cinq en se fondant sur la détente bilatérale<sup>3</sup>. Le 12 juillet, l'éditorial du *Quotidien du Peuple* écrit que les dirigeants de Hanoi préféreraient renforcer leur puissance militaire que la reconstruction et le développement de son économie, parce que le Vietnam aspirait à l'hégémonie régionale et voulait jouer le rôle de petit compagnon de l'Union soviétique. L'agression contre le Cambodge faisait donc partie du même complot pour faciliter l'hégémonisme soviétique en Asie du Sud-est. *Le Quotidien du Peuple* conclut que la Chine s'opposait absolument à l'hégémonisme régional et de superpuissance, et que la Chine continuerait donc à soutenir la juste lutte des peuples, dont celle du peuple cambodgien<sup>4</sup>. Sur un plan plus général, la propagande chinoise commença donc à poursuivre ses attaques contre le Vietnam en se fondant sur la théorie de « l'anti-hégémonisme ». Autrement dit, la Chine ne tolérerait jamais l'hégémonisme et s'opposerait à tous les complots destinés à

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/383, Télégramme, n° 2213/18, Chine-Vietnam : la Rupture, le 5 juillet 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1144/57, Relations Vietnam-Chine, Exode des Chinois, le 31 mai 1978.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/383, Télégramme, n° 2363/66, Entretien avec le vice-ministre Chang Wen-chin situation en Asie du Sud-est.

<sup>4</sup>*Yue Nan Dang Ju Wei Shen Me Yao Tiao Qi Yue Jian Bian Jing Chong Tu* (Pourquoi le gouvernement du Vietnam veut déclencher le conflit frontalier avec le Cambodge ?), *Le Quotidien du Peuple*, le 12 juillet 1978.

créer un antagonisme entre les deux pays. Le gouvernement chinois considérait l'ASEAN comme un facteur de stabilité dans la région. Côté vietnamien, les dirigeants de Hanoi condamnèrent la théorie des « trois mondes », en prétendant qu'elle était contraire au message du Marxisme-léninisme. Ils estimaient que la Chine ne faisait pas partie de du camp socialiste, parce que Pékin préconisait l'alliance avec les États-Unis et les forces réactionnaires afin de s'opposer à l'URSS, au socialisme, au mouvement de libération nationale, à la paix et au progrès. Ils soulignaient l'importance du système bipolaire et la lutte contre le capitalisme sous la direction de l'Union soviétique<sup>1</sup>. Le 12 octobre 1978, le Ministre des Affaires étrangères du Vietnam souligna devant les Français que le Vietnam faisait une guerre qui était la sienne, qu'il s'agissait d'une guerre d'auto-défense et que la détérioration des relations avec la Chine datait de la signature des accords de Paris et de la libération de Saïgon. Il estima que le Vietnam se laissait actuellement impliquer dans un conflit qui n'était pas le sien mais qui était celui de l'URSS et de la Chine et qui continuerait pendant très longtemps<sup>2</sup>. Lors de la visite de Jacques Chirac en Chine, le président Hua Guofeng condamna premièrement devant les Français des actions vietnamiennes. Il confia à Chirac qu'il n'y avait aucune chance que les rapports sino-vietnamiens s'améliorassent avant longtemps. Concernant des accusations de Pham Van Dong à l'égard du Vietnam, il expliqua que l'aide militaire était terminée depuis la victoire en 1975, et que l'aide économique était en voie d'achèvement. En outre, la Chine avait dû consacrer les crédits restants aux 160,000 Chinois expulsés du Vietnam, dont la réinstallation en Chine posait des problèmes très difficiles. Hua répétait les raisons pour lesquelles les relations entre deux pays se détérioraient, qui avaient déjà été mentionnées par *le Quotidien du Peuple*. Les paroles de Hua réaffirmaient la position chinoise dans ce conflit. Il souligna que le fond du problème des relations entre Hanoi et Pékin était que les Vietnamiens s'obstinaient

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/383, Télégramme, n° 1691/700, Le caractère socialiste du régime chinois mis en cause.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme circulaire, n° 698, Entretien du Ministre avec M. Nguyen Duy Trinh, le 12 octobre 1978.

depuis toujours à vouloir réaliser cette fédération indochinoise à laquelle la Chine était profondément opposée. Concernant le problème khmer, Hua indiqua que l'aide chinoise au Kampuchéa était morale et un peu matérielle, mais lorsque la situation devint plus difficile pour les Khmers, les Vietnamiens s'aperçurent que des difficultés survenaient près de leur frontière avec la Chine, comme pour marquer l'opposition de ce pays à leur politique au Cambodge. En outre, le président de la RPC estimait que le Vietnam était désormais inféodé à l'URSS, parce que la base de Cam Ranh était utilisée par les Soviétiques. Il conclut que la Chine soutenait les Cinq de l'ASEAN dans leur refus d'un traité bilatéral avec le Vietnam<sup>1</sup>.

La détente entre la Chine et le Bloc occidental provoqua de plus en plus l'inquiétude de Moscou. Un soutien complet et ouvert au Vietnam dans son conflit avec le Cambodge et la Chine, fut engagé publiquement par la signature du 3 novembre 1978 d'amitié et de coopération. Le Vietnam, dans cette circonstance, aux yeux des dirigeants chinois, devint donc une pièce maîtresse de la stratégie soviétique en Asie. Le 3 et 4 novembre 1978, la réaction des autorités chinoises à la signature du traité soviéto-vietnamien fut exprimée de manière relativement discrète. Ce traité renforçait les liens entre les deux pays. Li Xiannian déclara que l'Union soviétique s'évertuait à tenir le Vietnam à bout de bras, mais qu'il y aurait dans ce fardeau trop d'excréments de chien<sup>2</sup>. A la même période, la visite au Kampuchéa d'une délégation chinoise de très haut niveau offrait le soutien du PCC, ce qui apparaissait sur le plan régional comme une première riposte au traité avec Moscou. La deuxième riposte était la détente de la Chine avec les Cinq de l'ASEAN.

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 3022/36, le 21 septembre 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Entretien de M. D'Ornano avec le vice-ministre Li Xiannian.

La série de visites officielles de Deng Xiaoping à l'Asie du Sud-est (en Thaïlande, le 5 au 9 novembre, en Malaisie, 9 au 12 novembre et à Singapour, 12 au 14 novembre) témoignait de l'intérêt de la Chine pour l'ASEAN. Contrairement aux réceptions de Pham Van Dong, l'atmosphère fut chaleureuse dans les trois pays. Le but de Deng Xiaoping était avant tout d'exposer la thèse de Pékin sur les conflits indochinois en contrant la propagande antichinoise de Hanoi, d'isoler le Vietnam en le privant au moins de tout soutien politique régional. L'essentiel des déclarations de Deng Xiaoping était donc consacré à l'Union soviétique et au Vietnam. Deng indiqua que les Cinq devaient être vigilants à l'hégémonie soviéto-vietnamienne en Asie du Sud-est. Il rappelait les dangers de leurs ambitions qui pouvaient conduire au bouleversement régional et mondial. Le 8 novembre 1978, lors de la conférence de presse à Bangkok, Deng Xiaoping déclara : « Ce traité n'est pas seulement dirigé contre la Chine, il menace, d'une façon générale, la paix et la sécurité de l'Asie, du Pacifique et même du monde. L'opinion publique internationale a clairement réalisé qu'il a un caractère militaire ». Il souligna que l'alliance conclue avec Moscou encouragerait le Vietnam à jouer encore davantage son rôle de « cube asiatique ». Il réaffirma le soutien de l'ASEAN à la paix et au développement dans cette région. Deng indiqua que la Chine cherchait alors à se mettre d'accord discrètement avec le Vietnam, mais cela n'avait pas été possible, à cause de l'intervention soviétique dans la relation sino-vietnamienne. Deng estima que l'URSS avait tout le temps tenté de s'immiscer de plus en plus fortement dans les affaires sino-vietnamiennes en soutenant « la fédération indochinoise » proposée par le Vietnam contre la Chine et en lui fournissant des armes. Deng souligna que l'Union soviétique n'était pas un pays socialiste, mais impérialiste<sup>1</sup>. En Malaisie, Deng fit allusion à la politique vietnamienne. Il dit que les relations diplomatiques devaient se fonder sur le respect et sur l'indépendance, et que si les paroles d'un gouvernement avaient souvent

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Deng Xiaoping Nian Pu*, 1975-1997, op.cit., p.420; Sous la direction de Wang Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1970-1978, op.cit., p.100.

tendance à ne pas correspondre aux actes, si un gouvernement se permettait de défendre une position de principe, alors que ses paroles ne correspondait pas souvent à ses actes, alors ce gouvernement n'était pas digne de respect et de confiance<sup>1</sup>. Il souhaitait que l'ASEAN puisse soutenir les Khmers Rouges<sup>2</sup>. A Singapour, Deng dit à Lee Kuan Yew que certains pays asiatiques soutenaient la sécurité collective asiatique proposée par l'Union soviétique, et que la Chine était donc obligée de présenter une position négative<sup>3</sup>. Il souhaitait que l'ASEAN puisse réfléchir à une stratégie à cette menace<sup>4</sup>. Les réactions de ses hôtes paraissent prudentes en général. Bien que dans le domaine économique, la visite de Deng Xiaoping était très fructueuse dans la mesure où les trois pays présentaient la volonté forte d'établir une relation étroite dans la coopération économique, les trois pays ont maintenu leur volonté de neutralité, refusant de prendre parti et d'être impliqués, sous quelque forme que ce fût, dans les querelles indochinoises. En fait, Deng Xiaoping ne chercha à aucun moment à éluder le problème et prit le parti de la plus grande franchise. Il voulait sensibiliser ses interlocuteurs aux dangers de la situation créée en Indochine et ce afin de cultiver leur méfiance à l'égard du Vietnam. Il semble que l'attitude de neutralité des Cinq était la preuve que le voyage de Deng Xiaoping à l'Asie du Sud-est n'était pas vain, parce que l'absence d'intervention de l'ASEAN dans le conflit des trois pays socialistes dans cette région pourrait favoriser la politique chinoise vis-à-vis du Vietnam.

Par rapport aux fréquentes visites officielles des hauts dirigeants chinois en Asie du Sud-est (la visite de Li Xiannian aux Philippines en mars 1978, les visites de Deng Xiaoping en novembre), il n'y avait pas eu de visite chinoise au Vietnam au haut niveau

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Deng Xiaoping Nian Pu*, 1975-1997, op.cit., p.426.

<sup>2</sup> Sous la direction de Wang Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1970-1978, op.cit., p.92.

<sup>3</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Deng Xiaoping Nian Pu*, 1975-1997, op.cit., p.427.

<sup>4</sup> Sous la direction de Wang Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1970-1978, op.cit., p.104.

depuis 1978. Il était clair que le Vietnam n'était plus pour la Chine en Asie un partenaire aussi irremplaçable que dans les années passées. En fait, la Chine s'est mise à multiplier ses activités simultanément dans toutes les régions, y compris le Proche et le Moyen-Orient. Cette nouvelle politique frappait par son caractère global. La Chine voulait montrer qu'elle ne méconnaissait pas non plus ses intérêts et ne pouvait accepter qu'on lui marche trop insolamment sur les pieds. Elle souligna que les Cinq de l'ASEAN avaient refusé le projet de sécurité régionale proposée par l'URSS, et que les Cinq considéraient également le Vietnam comme « le Cuba de l'Asie ». Dans cette circonstance, le 10 novembre 1978, *le Quotidien du Peuple* critiqua fortement le conflit frontalier du 1<sup>er</sup> novembre entre la Chine et le Vietnam. Ce conflit s'est produit juste avant que les Vietnamiens intensifient leur agression contre le Kampuchéa et concluent une alliance militaire avec l'URSS. L'éditorial alarma : « Nous avertissons catégoriquement les autorités vietnamiennes : retirez la main criminelle que vous étendez sur le territoire chinois, et mettez un terme à vos provocations et vos intrusions le long de la frontière de la frontière sino-vietnamienne ». « Les autorités vietnamiennes ont intérêt à ne pas faire la sourde oreille devant l'avertissement de la Chine » conclut *le Quotidien du Peuple*<sup>1</sup>. Le 16 décembre, 1978, l'éditorial du *Quotidien du Peuple* indiqua que les dirigeants vietnamiens n'avaient jamais été des Marxistes, mais seulement des nationaux chauvinistes en recourant aux armes avec l'appui inconditionnel de Moscou. Ceux-ci comprirent après la signature du traité soviéto-vietnamien du 3 novembre ce que valaient les assurances données par le Vietnam quant à sa volonté de rester pacifique et de respecter les principes du non-alignement<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> *Yue Nan Dang Ju Xiang Gan Shen Me ?* (Quoi le gouvernement du Vietnam veut ?), *Le Quotidien du Peuple*, le 10 novembre 1978.

<sup>2</sup> *Su Yue Ba Quan Zhu Yi Zhe Yuan Xin Bi Lu* (Les hégémonistes soviétiques et vietnamiens se démasquent), *Le Quotidien du Peuple*, le 16 décembre 1978.

Dans ces circonstances, après la détérioration de la situation entre le Vietnam et le Cambodge, Jean Noiville, directeur d'Asie du Quai d'Orsay, pensait que le comportement de la Chine face à cette évolution demeurerait donc difficile à prévoir. S'il était peu probable que son engagement à l'égard de Phnom-Penh allât jusqu'à un conflit armé avec Hanoi, elle disposait de moyens d'action qui lui permettaient d'éviter un abandon pur et simple du Cambodge. Il proposa au gouvernement français de poursuivre la politique menée depuis 1975, c'est-à-dire que la France constatait l'existence des neuf États de l'Asie du Sud-est et souhaitait que les conflits dans cette région pourraient se régler pacifiquement dans le respect de l'indépendance avec le respect scrupuleux de la souveraineté de chacun des États de la région. Noiville pensait que le gouvernement français devait considérer encore le maintien de l'indépendance pleine et entière du Cambodge comme une condition essentielle de la stabilité en Asie du Sud-est<sup>1</sup>.

### **10.3 L'aide du gouvernement français pour la négociation sino-vietnamienne concernant le problème frontalier**

Depuis 1977, à cause de l'empire français en Indochine, la Chine et le Vietnam demandaient des cartes frontalières sino-vietnamiennes en même temps au gouvernement français. En octobre 1977, la demande des autorités vietnamiennes concernait des textes négociés entre la France et la Chine entre 1885 et 1949 afin d'engager avec la Chine une négociation concernant la précision la frontière septentrionale et maritime. Le Quai proposait de ne pas intervenir dans cette négociation afin de ne paraître favoriser aucune partie. Les documentations demandées par Hanoi devaient être également accessibles aux Chinois. En outre, le gouvernement français ne voulait pas leur donner toutes les

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/383, Crise Indochinoise et Asie du Sud-est, le 28 décembre 1978.

informations concernant la frontière sous le prétexte que, par exemple, certains documents auraient été perdus en 1954<sup>1</sup>.

Bien que les Vietnamiens eussent dit aux Français que les problèmes de territoire et de frontières n'étaient pas les problèmes principaux entre la Chine et le Vietnam, le 3 septembre 1977, Pham Hien, vice-Ministre des Affaires étrangères vietnamien, demanda au gouvernement français certaines archives françaises, comme par exemple les actes signés par la France et la dynastie Qing, pour faciliter la résolution des problèmes avec son voisin. Il souhaitait que la France pût garder le secret sur cette action diplomatique<sup>2</sup>. Mai Van Bo souligna également que Hanoi attachait une importance particulière à la coopération avec la France concernant ce problème. Il espérait une réponse rapide de la part des Français. Dans la liste remise par Bo, le gouvernement vietnamien voulait la convention franco-chinoise relative à la délimitation de la frontière entre la Chine et le Tonkin, signée à Pékin le 26 juin 1887 et la convention complémentaire faite à Pékin le 20 juin 1895 avec tous les procès-verbaux et les textes franco-chinois. Il voulait également toutes les cartes de la zone frontière territoriales et maritimes avec tous les autres documents susceptibles d'aider à éclaircir la question des frontières sur terre et sur mer entre la Chine et l'ex-Tonkin<sup>3</sup>. D'après la doctrine en la matière, les archives françaises concernant les territoires et en particulier les frontières pouvaient être communiquées à l'État successeur, donc le gouvernement français accepta de remettre copie des documents à Hanoi. Cependant, la France informerait également les autres parties intéressées de la communication des pièces d'archives<sup>4</sup>. Le 8 novembre 1977, le Quai informa l'Ambassade de Chine en France que le gouvernement français avait décidé de répondre favorablement

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/392, Documents relatives à la frontière sino-vietnamienne, le 20 octobre 1977.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 1786/88, Entretien avec M. Pham Hien, communication de documents d'archives sur les frontières.

<sup>3</sup>Communication au Gouvernement vietnamien de documents d'archives sur les frontières, le 3 octobre 1977.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 753-53, le 14 octobre 1977.

à la demande vietnamienne de communication de certains documents d'archives concernant les problèmes frontaliers avec la Chine. Le Quai indiqua qu'il ne ferait aucune objection, si le gouvernement chinois voulait également consulter les documents demandés par les autorités vietnamiennes. « Cette démarche sera effectuée par le département auprès de l'Ambassade de Chine lorsque les documents seront remis aux Vietnamiens » conclut le Quai. Le gouvernement français fournit en même temps aux Chinois la liste de documents demandés par Bo<sup>1</sup>. Le 8 novembre 1977, le Quai d'Orsay informa les Vietnamiens que la décision du gouvernement français et étaient que les Chinois seraient informés de la remise de ces documents et que la France leur en donneraient copie s'ils le demandaient d'après des règles françaises<sup>2</sup>. Le 16 novembre, *le Quotidien du Peuple* annonça la prochaine visite en Chine de Le Duan<sup>3</sup>. Il semble que l'objet de cette visite était de discuter des problèmes d'importance entre les deux pays en vue de maintenir le dialogue. D'après les informations françaises, l'Ambassadeur de Chine au Vietnam avait été rappelé à Pékin pour préparer la rencontre. L'Ambassadeur de Chine apprit à Malo que les relations économiques et les questions frontalières devaient être évoquées<sup>4</sup>. C'était peut-être une raison pour laquelle le ministère des Affaires étrangères du Vietnam pressa le gouvernement français de lui fournir les documents français relatifs aux frontières sino-vietnamiennes le plus vite possible<sup>5</sup>.

Après la visite de Pham Van Dong en Chine le 9 juin 1977, selon les informations chinoises, le Premier Ministre vietnamien apporta les propositions au bureau politique. Les

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Documents relatifs à la frontière sino-vietnamienne, le 8 novembre 1977.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 855, Documents relatifs à la frontière sino vietnamienne, le 15 novembre 1977.

<sup>3</sup>*Li Sun Tong Zhi Jiang Shuai Ling Yue Dang Zheng Dai Biao Tuan Qian Lai Zo Guo Jing Xing Zheng Shi You Hao Fang Wen* (Le camarade Le Duan va diriger la mission politique du Vietnam pour faire une visite officielle en Chine), *Le Quotidien du Peuple*, le 16 novembre 1977.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 2384/86, le 16 novembre 1977.

<sup>5</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 2375, le 14 novembre 1977.

hauts dirigeants vietnamiens acceptèrent finalement les propositions de Li Xiannian. Il décida d'ouvrir la négociation avec la Chine sur le problème frontalier en octobre 1977. Hanoi pressa donc Paris de lui fournir les documents français relatifs aux frontières sino-vietnamiennes. Le 23 décembre 1977, Phan Hien demanda une fois encore au Quai de leur remettre les archives françaises. Le Quai d'Orsay décida de refuser toute discussion avec l'Ambassade du Vietnam concernant les modalités pratiques de l'envoi des documents<sup>1</sup>. L'Ambassade de France à Hanoi indiqua que la recherche des documents demandés était en cours, parce qu'elle prendrait du temps. Malo souligna que la partie chinoise serait informée de la remise de ces documents à la partie vietnamienne, et que les textes seraient communiqués sous forme de copies certifiées conformes. Nguyen Co Thach pensait que c'était une condition délicate. « Alors les Chinois seront informés, bon, bon » conclut le Ministre des Affaires étrangères vietnamien<sup>2</sup>. Le 13 janvier 1978, la Direction des Archives sélectionna 19 cartes de la frontière sino-vietnamienne relative à la convention franco-chinoise du 26 juin 1887, mais la reproduction des cartes d'abonnement qui ont eu lieu de 1891 à 1897 serait faite plus tard<sup>3</sup>. Le même jour, le Directeur d'Asie informa l'Ambassadeur du Vietnam<sup>4</sup>. Le 6 mars 1978, Patrick Leclercq, deuxième conseiller technique au cabinet du Ministre des Affaires étrangères, fit part au Premier Secrétaire de l'Ambassade de Chine de leur intention de remettre au gouvernement vietnamien, à la demande de ce dernier et conformément aux usages internationaux relatifs aux obligations de l'ancienne puissance administrant à l'égard de l'État successeur, le texte de trois accords franco-chinois et les cartes correspondantes concernant la délimitation de la frontière entre le Tonkin et la Chine. Il dit que la France pourrait également envisager de les communiquer, au cas où les autorités chinoises auraient perdu la trace de ces documents. Le 8 mars, le

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 958, Frontière sino vietnamienne, le 23 décembre 1977.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 2660/61, Documents relatifs à la Frontière sino vietnamienne, le 23 décembre 1977.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/382, Reproduction de cartes, le 13 janvier 1978.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/382, Archives sur la frontière sino-vietnamienne, le 13 janvier 1978.

Premier Secrétaire de l'Ambassade de Chine exprima le désir du gouvernement chinois d'obtenir les documents que la France allait remettre aux Vietnamiens, et la totalité des documents et cartes annexes relatifs à la frontière sino-vietnamienne établis entre les années 1886 et 1897 en version chinoise ainsi que version française<sup>1</sup>. La direction d'Asie ajoutait donc quatre documents supplémentaires demandés par la Chine : le 9 juin 1885, Traité de paix d'amitié et de commerce signé entre la France et la Chine à Tianjin; du 25 mars 1886 au 15 avril 1886, Procès-verbaux de délimitation n°1 à 4 et procès-verbal de la commission avec 6 cartes au 1/40,000; le 26 juin 1887, Convention de délimitation de la frontière entre le Tonkin et la Chine avec 3 cartes au 500,000 et 1 carte au 80,000 ; le 20 juin 1895, Convention complémentaire pour la délimitation de la frontière avec 9 cartes<sup>2</sup>. Le même jour, le Quai d'Orsay remit quatre documents avec 19 cartes annexées dont les photographies, en couleur et certifiées à l'Ambassadeur du Vietnam en France<sup>3</sup>. Le 23 mars 1978, le gouvernement chinois demanda d'ajouter quatre autres documents concernant les traités de délimitation entre la Chine et le Vietnam auprès des autorités françaises<sup>4</sup>. Six jours après, comme convenu, Leclercq convoqua à nouveau le Premier Secrétaire de l'Ambassade de Chine pour lui remettre copie d'un ensemble de documents contractuels franco-chinois concernant la délimitation de la frontière entre le Tonkin et la Chine, qui avaient été remis à l'Ambassade du Vietnam à Paris, et qui figuraient en annexe. Il dit également au Premier Secrétaire que si le gouvernement chinois voulait des documents contractuels concernant les années 1886-1897, il suffirait que l'Ambassade de Chine en fit la demande à la Direction d'Asie qui se chargerait de la mettre en rapport avec la Direction des Archives<sup>5</sup>. Le gouvernement chinois commença d'indiquer que les incidents à la frontière sino-vietnamienne résultaient d'accords passés autrefois avec la

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Note, Documents relatifs à la frontière sino-vietnamienne, le 9 mars 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Note, Traités de délimitation, le 9 mars 1978.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/382, Archives sur la frontière sino-vietnamienne, le 10 mars 1978.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/382, Traités de délimitation entre la Chine et le Vietnam, le 23 mars 1978.

<sup>5</sup>AMAE, 14INVA/382, Documents relatifs à la frontière sino-vietnamienne, le 30 mars 1978.

France et depuis lors entretenus par l'État vietnamien<sup>1</sup>. En outre, d'après la Chine, une mission vietnamienne devait négocier avec la Chine sur les questions frontalières, mais la négociation était très générale portait sur de nombreux objets<sup>2</sup>.

Le 12 septembre 1978, l'Ambassadeur de Chine exprima les remerciements de son gouvernement pour l'envoi des cartes portant délimitation de la frontière sino-vietnamienne. Certains documents étaient toutefois manquants. Il demanda également de la part de son gouvernement que lui soit si possible transmise la collection complète des documents et des cartes annexées, notamment de ceux établis par des officiers français chargés d'inspecter la frontière durant la période 1886-1897. La Chine était prête à prendre à sa charge tous les frais de reproduction<sup>3</sup>. Jusqu'à la fin de septembre 1978, il y avait 21 volumes d'archives françaises et 19 cartes demandés par la Chine et le Vietnam.

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 681/85, le 6 avril 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 2501/502, le 1<sup>er</sup> décembre 1977.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/383, Fiche, France-Chine, le 12 septembre 1978.



## Chapitre 11 : Les interactions sino-françaises dans le conflit sino-vietnamien

### 11.1 Les interactions entre la France et la Chine face au bouleversement indochinois induit par les conflits vietnamo-cambodgiens

À la fin de 1977, les développements du différend vietnamo-cambodgien étaient évoqué par la presse chinoise. Le gouvernement chinois y affirma son soutien pour la lutte khmère contre toute invasion du territoire national. La Chine critiqua fortement les actions militaires du Vietnam. La presse chinoise souligna que les actions de Hanoi montraient la volonté du Vietnam d'annexer le Cambodge en vue d'établir une « fédération indochinoise ». La presse chinoise ignora la déclaration vietnamienne concernant une négociation. *Le Quotidien du Peuple* reproduisit seulement les citations de la résolution de la 3<sup>ème</sup> séance de la conférence du 6<sup>ème</sup> congrès du Parti communiste du Vietnam relatives aux efforts du Vietnam pour renforcer les liens des trois pays de la péninsule. La presse chinoise présenta également ses regrets vis-à-vis du conflit khmer-vietnamien. Elle cita les déclarations des deux pays en vue de présenter son espoir d'une négociation sur la base des Cinq Principes de la Coexistence pacifique afin d'y mettre un terme<sup>1</sup>. Le 3 janvier 1978, l'Ambassadeur de Chine au Vietnam informa les Français que la Chine, le Vietnam et le Cambodge étaient trois pays frères et voisins, et que Fu Hao avait proposé au gouvernement du Vietnam de régler leur différend sur la base des Cinq Principes de la Coexistence

---

<sup>1</sup> *Yue Nan Di Liu Jie Guo Hui Di San Ci Hui Yi Bi Mu* (La clôture de la 3<sup>ème</sup> séance de la conférence du 6<sup>ème</sup> congrès du Parti communiste du Vietnam) *Le Quotidien du Peuple*, le 31 décembre 1977 ; *Min Zhu Jian Pu Zhai Dian Tai Guang Bo Wen Zhang Hao Zhao Ren Min Tuan Jie Yi Zhi Bao Wei He Jian She Guo Jia* (La radio du Kampuchéa démocratique appelle le peuple à s'unir comme un seul homme pour protéger et construire le pays), *Le Quotidien du Peuple*, le 31 décembre 1977 ; *Jian Pu Zhai Zhu Hua Da Shi Bi Jiang Ju Xing Ji Zhe Zhao Dai Hui* (La conférence de presse organisée par l'Ambassadeur de Cambodge en Chine), *Le Quotidien du Peuple*, le 1<sup>er</sup> janvier 1978 ; *Yue Nan Zheng Fu Fa Biao Guan Yu Jian Yue Bian Jie Wen Ti De Sheng Ming* (La déclaration du gouvernement vietnamien concernant le problème de la frontière entre le Vietnam et le Cambodge), *Le Quotidien du Peuple*, le 2 janvier 1978.

pacifique. Cependant, les fonctionnaires chinois soulignèrent également que si le Vietnam ne pouvait pas retirer ses troupes du territoire khmer, une négociation serait impossible<sup>1</sup>. L'attaché militaire chinois au Laos confia aux Français que la Chine était trop soucieuse de la situation actuelle entre le Vietnam et le Cambodge. Il indiqua que la Chine ne pouvait que formuler des vœux pour que les deux pays se retrouvent en bonne intelligence après des négociations. Il prétendit que les visées soviétiques dans la région étaient redoutables et que Moscou cherchait, en utilisant les Vietnamiens, à parachever sa domination en Asie du Sud-est et à encercler la Chine, mais à cause de sérieux problèmes d'ordre intérieur et économique, la Chine ne pouvait pas amorcer son ambition légitime<sup>2</sup>. Le 18 janvier 1977, le Ministre des Affaires étrangères de la Chine répondit à l'Ambassadeur de la France en tenant les mêmes propos<sup>3</sup>. Dans cette circonstance, le gouvernement français était convaincu que l'indépendance du Cambodge était utile à l'équilibre en Asie du Sud-est. Le gouvernement français souhaitait que les pays de l'Asie du Sud-est puissent maintenir la détente en se fondant sur l'indépendance et la non-ingérence. La France décida de ne pas juger publiquement le conflit, mais le Premier Ministre français renonça à se rendre au Vietnam<sup>4</sup>.

La visite en Chine du Premier Ministre, Raymond Barre, était également influencée par le conflit entre le Vietnam et le Cambodge. Cette visite officielle du gouvernement français était ajournée à cause du changement de la structure de pouvoir du PCC après le décès du président Mao. Certes, cette visite était la première visite officielle en Chine d'un chef de gouvernement européen depuis septembre 1976. La situation de l'Asie du Sud-est était devenue donc un sujet important pour les entretiens entre le Premier Ministre français et

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Commentaires de l'ambassade de Chine sur le conflit frontalier Vietnam-Cambodge, le 3 janvier 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 58/64, le 13 janvier 1978.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 252, le 18 janvier 1978.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/382, La Chine, le 13 janvier 1978.

les dirigeants chinois. Dans le rapport pour le Premier Ministre, le Quai d'Orsay pensait que les positions de la Chine et de la France concernant la paix en Asie du Sud-est étaient très proches. La consolidation de la détente restait pour la France un objectif primordial. La France souhaitait préserver les chances d'une coopération élargie entre tous les États de la région de façon à éviter que celle-ci ne se retrouve durablement divisée entre les deux blocs. La paix dans la région ne pouvait pas d'ailleurs s'instaurer par la recherche d'un simple équilibre des forces antagonistes, ni même par le seul apaisement, quoiqu'indispensable. Les actions françaises devaient contribuer à la stabilité, à l'équilibre et au développement du Sud-est asiatique en vue de chercher une nouvelle structure régionale de coopération. Concernant le conflit entre la Chine et le Vietnam, la France ne pouvait que respecter une stricte neutralité entre les deux pays, mais le Quai estimait que le conflit pouvait entraîner la création de deux blocs antagonistes, voire accroître l'ampleur et l'intensité des interventions extérieures. Pour le Quai d'Orsay, la position chinoise favorable aux coopérations économiques franco-vietnamiennes était une façon de limiter l'influence soviétique. Elle souhaitait une Asie du Sud-est stabilisée. Certainement, pour cette visite, la France voulait s'enquérir des idées précises de Pékin relatives au développement de la situation, parce que la politique française ne pouvait pas aller plus loin tant que la France ne serait pas assurée de la détermination chinoise en raison de leur poids décisif. Le Quai d'Orsay proposa à Barre de rappeler également les grandes lignes de leur position, sur leur volonté de soutenir la détente dans cette région<sup>1</sup>.

En évaluant le changement de la situation dans la région indochinoise, le Quai modifia le texte et ajouta un nouveau paragraphe concernant la politique française vis-à-vis de l'Asie de Sud-est dans l'allocution au banquet d'arrivée de Barre. Le Premier Ministre

---

<sup>1</sup>AMAE,752INVA/2170, Note, la politique étrangère de la Chine ; Note, la France, la Chine et l'Asie du Sud-est, le 13 janvier 1978 ; Note, le conflit khméro-vietnamien, le 9 janvier 1978.

français souligna que la France soutenait les principes de la coexistence pacifique en Asie et les aspirations des peuples de l'Asie du Sud-est à la paix, et espérait que la détente s'instaurerait définitivement entre les pays de la région. Il souhaitait que les peuples de cette région sachent résoudre pacifiquement les conflits qui les opposaient. Il souligna que la France était prête à appuyer, dans la mesure de ses moyens, à promouvoir la coopération régionale. Concernant la solution des problèmes internationaux, le Premier Ministre pensait qu'ils devaient s'employer à faire prévaloir le réalisme sur l'utopie, les solutions négociées sur les défis inacceptables<sup>1</sup>. Dans le banquet, Deng Xiaoping rappela que la politique chinoise était opposée à l'hégémonisme des deux superpuissances. Il souligna qu'il fallait un front uni qui mènerait une lutte du tac au tac contre la politique d'agression et d'expansion afin de bouleverser le dispositif stratégique planétaire et de faire reculer l'échéance de la guerre mondiale. Deng félicitait le rôle accentué de la Communauté européenne dans cette stratégie globale<sup>2</sup>. Hua Guofeng dit à Barre que la France ne devait pas relâcher sa vigilance à l'égard de l'Union soviétique. Il souligna que la Chine souhaitait voir une France indépendante, puissante et prospère dans une Europe puissante et unie<sup>3</sup>. Concernant ce sujet, Barre expliqua que la défense était le premier aspect de la politique française, ce qui permettait à la France d'avoir l'indépendance à l'égard des Blocs, et la possibilité de déterminer librement ses choix. La détente, estima Barre, était le second aspect de la politique française, c'est-à-dire la construction d'une détente globale qui permettait la coopération entre les pays.

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Projet d'allocation en réponse du Premier ministre au banquet d'arrivée-Pékin (19 janvier 1978) ; AMAE, 752INVA/2170, Projet d'allocation du Premier ministre au banquet d'arrivée-Pékin, le 18 janvier 1978 ; Allocution prononcée le 19 janvier 1978 au Palais des congrès par Monsieur Raymond Barre, Premier Ministre du Gouvernement français.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2170, Allocution du Vice-premier Ministre Teng Siao-ping au Banquet offert en l'honneur du Premier Ministre du Gouvernement français Raymond Barre, le 19 janvier 1978.

<sup>3</sup>AMAE, 752INVA/2170, Entretien du premier ministre avec le président Hua Guofeng, le 26 janvier 1978.

Au cours de l'entretien entre le Premier Ministre français et Deng Xiaoping, le point de vue du vice-Premier Ministre chinois réaffirmait l'hostilité chinoise vis-à-vis de l'Union soviétique. Il fit allusion au soutien soviétique à l'agression vietnamienne contre le Cambodge, bien que Deng eût souligné que la Chine voulait maintenir une position neutre dans ce conflit. Deng Xiaoping pensait que la théorie de la détente de la France était différente de la théorie des « trois mondes », mais qu'il y avait un point commun : la France et la Chine ne voulaient pas une guerre globale. Deng indiqua que les États-Unis n'oseraient pas déclencher ce genre de guerre et que le principal danger venait de l'Union soviétique qui avait fait intervenir toutes ses forces en Afrique, en Europe et en Asie pour établir son hégémonie<sup>1</sup>. Cependant, il estima que les Soviétiques étaient faibles dans le domaine économique, qu'ils ne fournissaient donc pas au Vietnam les aides suffisantes pour son ambition. Certainement, à cause des relations étroites avec le Vietnam et le Cambodge, Deng Xiaoping confia que la Chine ne pouvait pas faire de commentaire. Deng indiqua que la Chine aidait beaucoup le Cambodge et le Vietnam dans leur guerre de résistance contre l'impérialisme américain, mais à cause de l'absence de frontière commune l'aide fournie aux révolutionnaires cambodgiens n'avait représenté que 2% de l'aide chinoise au Vietnam. Deng rappelait sa visite en France de 1975, que beaucoup de Français s'interrogeaient sur la politique d'évacuation des villes pratiquée par les dirigeants khmers, une politique inhumaine aux yeux des Français, qui ne pouvait pas non plus justifiée par le PCC à ce moment-là. Deng Xiaoping souligna que la Chine soutenait la politique des Khmers Rouges, parce que cette politique, qui n'était pas contre la France, lui permettait d'éviter des grandes difficultés en connaissant le mieux la situation dans leur propre pays. Concernant le conflit, Deng dit que le Vietnam avait été également envahi,

---

<sup>1</sup> CCCPC Party Literature Research Office, *Deng Xiaoping Nian Pu*, 1975-1997, op.cit., pp.256-257 ; *Zai Huan Ying Fa Guo Zong Li Ba Er De Yan Hui Shang Deng Xiaoping Fu Zong Li De Jiang Hua* (Discours du vice-premier ministre Deng Xiaoping au cours du banquet pour M. Barre, premier ministre de la France), *Le Quotidien du Peuple*, le 20 janvier 1978.

mais il considérait le Vietnam comme l'agresseur<sup>1</sup>. Il souligna que toute agression, quelle que fût son ampleur, connaissait finalement l'échec. Deng dit aux Français que la Chine avait prononcé s'était prononcée pour un règlement pacifique, négociée, c'est-à-dire un cessez-le-feu, le retrait des troupes et des négociations sur la base des Cinq Principes de la Coexistence pacifique. Deng confirma que les Vietnamiens avaient la nostalgie de « la grande Indochine » qui avait été soutenue par l'Union soviétique, mais cela ne voulait pas dire que les Khmers Rouges étaient exempts de fautes. Il affirma de nouveau que la Chine continuait à aider les deux pays, et qu'elle ne voulait faire pression sur personne, mais il ne s'agissait pas seulement d'un problème de frontières<sup>2</sup>. Deng dit donc à Barre que la Chine ne voulait pas compliquer cette affaire. Deng confia à Barre que, d'après la Chine, l'Union soviétique était la force extérieure derrière le Vietnam. Il souligna par la suite la nécessité de la constitution d'un très large front uni international dirigé contre Moscou pour accroître sa sécurité en intensifiant son effort de défense, pour s'efforcer en permanence de bouleverser les plans stratégiques soviétiques et pour refuser le plan économique et stratégique de l'URSS, afin de limiter l'influence soviétique dans le monde et de retarder une guerre mondiale. Aux yeux de Deng, l'Europe était le point-clé des efforts de l'Union soviétique pour préparer la guerre. Il souhaitait donc une Europe forte. Barre approuva les points de vue de Deng. Il indiqua que la France pensait que la poursuite de la politique de détente et de coopération pourrait préserver la paix dans le monde, mais qu'il fallait être prêt à la guerre mondiale. Deng souhaitait que la politique française puisse être maintenue au moins pendant la durée nécessaire (peut-être 23 ans) à la réalisation de leurs « quatre

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2170, Communication au Conseil des Ministres.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 334/340, Position chinoise sur le conflit khméro-vietnamien, le 20 janvier 1978 ; 752INVA/2170, Entretien élargi franco-chinois du samedi 21 janvier ; CCCPC Party Literature Research Office, *Deng Xiaoping Nian Pu*, 1975-1997, op.cit., pp.256-257 ; *Deng Xiaoping Fu Zong Li Yu Ba Er Zong Li Ji Xu Hui Tan* (L'entretien entre le vice-premier ministre Deng Xiaoping et le premier ministre Barre), *Le Quotidien du Peuple*, le 22 janvier 1978.

modernisations »<sup>1</sup>. Par la suite, un article du *Quotidien du Peuple* souligna que la France était entraînée dans des courses aux armements dans un souci vis-à-vis de la menace soviétique. Il semble que cet article était de présenter que la France changeait la politique de détente en vue de lutter avec la Chine contre l'hégémonie de l'URSS<sup>2</sup>.

Concernant la déclaration du 5 février 1978 du Vietnam, l'Ambassadeur de Chine au Vietnam dit à Malo que le point de vue du gouvernement chinois avait été exposé par Deng Xiaoping devant Barre. Cependant, il souligna que la Chine avait constaté que les combats se situaient en territoire cambodgien et que le Vietnam était donc l'agresseur. L'attitude chinoise était bien claire. L'Ambassadeur de Chine dit que son gouvernement n'avait publié aucune déclaration ou commentaire à la suite de la publication du document vietnamien. Il souligna que l'intervention de tierces puissances ne pourrait qu'élargir le conflit et l'aggraver. Certes, le gouvernement chinois ne pensait pas que le problème entre le Vietnam et le Cambodge n'était qu'un problème de frontière. Il s'agissait de l'attitude du Vietnam vis-à-vis du Cambodge et de son dessein d'exercer son influence en Indochine. Aux yeux des Chinois, le conflit pourrait durer longtemps. Le PCC souhaitait que les trois pays d'Indochine puissent vivre en toute indépendance, et ne souhaitait pas voir une superpuissance profiter des désordres dans cette région<sup>3</sup>. Autrement dit, à ce moment-là, le gouvernement chinois se bornait à faire savoir que les Vietnamiens avaient tort, mais qu'il revenait à Phnom-Penh et à Hanoi de trouver la voie de la négociation. Hanoi pensait que leurs trois points concordaient avec la proposition chinoise. Le gouvernement vietnamien

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Circulaire d'information générale No.91, le 3 février 1978 ; 752INVA/2170, Entretien élargi franco-chinois du vendredi 20 janvier ; CCCPC Party Literature Research Office, *Deng Xiaoping Nian Pu*, 1975-1997, op.cit., pp.256-257 ; *Deng Xiaoping Fu Zong Li Tong Ba Er Zong Li Hui Tan* (L'entretien entre le vice-premier ministre Deng Xiaoping et le premier ministre Barre), *Le Quotidien du Peuple*, le 21 janvier 1978.

<sup>2</sup> *Fa Guo Jia Qiang Fang Wu Han Wei Du Li Yu An Quan* (La France enforce sa défense militaire pour l'indépendance et la sécurité), *Le Quotidien du Peuple*, le 21 janvier 1978.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 612/19, Déclaration du gouvernement vietnamien du 5 février 1978.

n'estimait pas que la position chinoise vis-à-vis du conflit fût très impartiale<sup>1</sup>. Cependant, côté chinois, depuis la fin de février 1978, le PCC multipliait les livraisons militaires à Phnom-Penh, et décida de ralentir les fournitures de pétrole et de produits alimentaires qu'il assurait au Vietnam, ce qui provoqua la colère de Hanoi<sup>2</sup>. Le PCC pensait donc que Hanoi écartait l'idée que la Chine servît de médiateur dans le conflit, et que celui-ci cherchait à faire la meilleure impression en engageant dans une vaste campagne de propagande. Aux yeux du PCC, le Vietnam était dans la même situation dans ce conflit avec le Khmers Rouges que l'armée des États-Unis pendant la guerre du Vietnam<sup>3</sup>.

Certes, le PCC avait prévu le résultat du conflit entre le Cambodge et le Vietnam. Le PCC estima qu'il y avait deux objectifs du Vietnam dans ce conflit. Premièrement, Hanoi voulait anéantir le plus possible de combattants khmers avec leurs équipements. Deuxièmement, Hanoi voulait soutenir les forces khmères provietnamiennes, celles qui étaient déjà engagées en divers points du territoire cambodgien. Les dirigeants vietnamiens étaient enlisés dans les relations spéciales avec l'URSS aux yeux du PCC : si le régime de Pol Pot tombait, la victoire ne serait pas vietnamienne, mais soviétique, ce qui pouvait provoquer un grand bouleversement sur le plan régional comme sur le plan international<sup>4</sup>. Aux yeux de Malo, la chute du régime de Pol Pot sous les éventuels coups de boutoir de l'armée vietnamienne aurait un grand retentissement. L'impact psychologique serait proportionnel à l'importance de l'appui apporté par la Chine à Pol Pot avant sa chute. L'Ambassadeur de France au Vietnam approuva donc le point de vue chinois<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 620/21, le 15 février 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 355/57, le 7 mars 1978.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 469/73, le 6 mars 1978.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 788/92, le 19 avril 1978.

<sup>5</sup>AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 873/83, le 27 avril 1978.

La position chinoise montrée au cours de la visite de Raymond Barre et par les diplomates chinois en Asie du Sud-est était modeste, ce qui s'accordait avec les deux hypothèses proposées par le Quai d'Orsay le 9 janvier 1978, c'est-à-dire que, selon la première, la Chine attendait son heure pour agir, et selon la deuxième, la Chine hésitait encore sur les moyens et le niveau de son intervention<sup>1</sup>. Dans cette circonstance, la France maintenait fermement sa neutralité vis-à-vis de la situation indochinoise en vue de maintenir un équilibre entre la Chine et le Vietnam. Paris ne souhaitait certainement pas reconnaître à Hanoi une quelconque prépondérance dans la péninsule indochinoise. Paris évoquait avec les Vietnamiens leurs relations avec le Laos et le Cambodge. Le 2 janvier 1978, l'Ambassadeur du Vietnam fut reçu par le Secrétaire général du Quai. Vo Van Sung remit le texte officiel d'une déclaration de Hanoi sur la situation d'alors entre le Cambodge et le Vietnam. L'Ambassadeur du Vietnam souligna que les Vietnamiens souhaitaient conserver avec le Cambodge des relations d'amitié et de solidarité, que le Vietnam n'était donc pas en guerre avec le Cambodge. Le conflit vietnamo-cambodgien, d'après de Sung, se bornait à contre-attaquer l'intrusion ennemie. À cause de l'héritage de la colonisation française en Indochine, l'Ambassadeur du Vietnam souhaitait que la France aidât Hanoi à parvenir à résoudre le problème des frontières, et soutenait la déclaration de Hanoi pour l'ouverture de négociations immédiates. Cependant, il ne voulait pas faire de commentaire sur la position de la Chine<sup>2</sup>. Dans la déclaration, Hanoi critiquait fortement des actions militaires des Khmers Rouges sur le territoire khmer-vietnamien depuis 1975. La déclaration montrait que les Khmers Rouges étaient responsables du conflit ; de plus, elle ajournait toujours une négociation bilatérale, mais elle souligna également que l'amitié entre les deux pays<sup>3</sup>. Aux yeux des Français, la politique diplomatique vietnamienne avait

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2170, Note, le conflit khméro-vietnamien, le 9 janvier 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/391, Note, le 3 janvier 1978 ; 752INVA/2170, Note, le conflit khméro-vietnamien, le 9 janvier 1978.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/391, Déclaration du gouvernement de la république socialiste du Vietnam sur la question frontalière Vietnam-Kampuchéa.

rencontré depuis deux ans davantage de déboires que de succès. Les relations avec la Chine étaient très peu satisfaisantes depuis 1977 et le problème cambodgien commença à faire paraître de l'opposition des intérêts entre Hanoi et Pékin. Le Vietnam n'avait pas su ou voulu rétablir avec ses voisins d'Asie du Sud-est une atmosphère de détente. Il n'y avait pas à s'étonner que le Vietnam continuât à s'appuyer principalement sur l'Union soviétique. Concernant les archives sur les frontières du Vietnam, la France était d'accord pour fournir au Vietnam les documents relatifs à ses frontières, étant entendu que les Français offriraient aux autres États intéressés les mêmes moyens s'ils le demandaient<sup>1</sup>. Il était possible que le conflit khméro-vietnamien soit en réalité un avatar du conflit sino-soviétique. Prendre parti pour les Vietnamiens causerait à la France sans doute des problèmes avec Pékin<sup>2</sup>. La France refusait d'apporter publiquement un appui aux propositions vietnamiennes du 5 février à propos du conflit khméro-vietnamien<sup>3</sup>. La France n'entendait pas prendre position sur un conflit dont les origines étaient multiples, les implications incertaines et le développement difficile à suivre. Les informations étaient en effet rares et partielles, puisque, comme le Quai d'Orsay le savait, l'accès aux zones où se déroulaient les incidents, était impossible et que la France n'avait de relations d'aucune sorte avec Phnom Penh<sup>4</sup>. Face au changement immédiat de la situation indochinoise, le Quai présenta certaines hypothèses : soit Hanoi limitait l'étendue du conflit et n'entraînait pas sur le territoire cambodgien conformément à la déclaration pour une négociation; soit le régime de Pol Pot était remplacé par le Vietnam, parce que ce régime soutenu par la Chine était hostile à Hanoi. Un nouveau régime appuyé par Hanoi pouvait permettre au Vietnam d'établir une relation de suzeraineté analogue à celle qu'il avait déjà établie avec le Laos<sup>5</sup>. Cependant, bien qu'il fût impossible de porter un jugement assuré sur la signification et la portée du conflit entre Hanoi et Phnom-Penh,

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Relations bilatérales entre la France et le Vietnam, le 28 octobre 1977.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/391, Projet de voyage à Hanoi, le 20 novembre 1977.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/391, Entretien avec M. Nguyen Co Thach, le 8 mai 1978.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/391, Document, le 2 janvier 1978.

<sup>5</sup>AMAE, 14INVA/391, Document.

aux yeux du Quai, il fallait envisager l'hypothèse d'une opération de grande envergure engagée par le Vietnam, soutenue par l'URSS, en visant à la chute du régime des Khmers Rouges. La conséquence de ce changement de la situation pouvait reconstituer un ensemble Indochine sous l'influence de Hanoi. Le Quai pensait que l'influence de la Chine était essentielle ; celle-ci attendait pour agir et sa décision pouvait aggraver les tensions. En effet, si Pékin restait passive, Pékin faisait la preuve de son impuissance à secourir un pays envers lequel il s'était engagé solennellement et publiquement et c'était toute son influence dans la région qui subissait un recul décisif. Certes, la Chine hésitait peut-être sur les moyens et le niveau de l'intervention. Le Quai d'Orsay pensait qu'elle pourrait utiliser la frontière avec le Vietnam pour prendre acte. En revanche, elle pourrait également abandonner le Cambodge, mais ce choix pouvait conduire à la domination soviét-vietnamienne en Indochine. Le Quai proposa le but de la France était de réinstaurer l'équilibre dans la région. Pour le Quai d'Orsay, le Cambodge indépendant était un obstacle à l'hégémonie du Vietnam. Un grave recul de l'influence de la Chine en Asie du Sud-est ne correspondait pas aux intérêts de la France et de l'Occident. C'était la raison pour laquelle la France refusait de soutenir la proposition vietnamienne pour une négociation<sup>1</sup>. En outre, l'Ambassadeur de France au Vietnam indiqua que la tendance au sujet de l'affaire du Cambodge était de considérer comme des ennemis tous ceux qui n'appuient pas ouvertement la position du Vietnam. Il souligna également que la relation entre la France et le Vietnam avait changé. Au début de la réunification, les dirigeants vietnamiens avaient choisi une voie médiane et d'après laquelle il fallait les aider à maintenir l'équilibre entre Moscou et Pékin. Après le rapprochement entre Hanoi et Moscou, les Vietnamiens donnèrent l'impression qu'ils s'intéressaient beaucoup moins au développement de leur coopération avec l'Ouest. L'influence soviétique était plus importante à Hanoi. Cependant,

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Le conflit khméro –vietnamien.

selon l'Ambassadeur de France, il indiqua que pour l'avenir, Paris devait se préparer à la possible domination du Vietnam en Indochine, si la Chine se révélait impuissante à sauver le Cambodge<sup>1</sup>.

Le 6 février 1978, le gouvernement vietnamien proposa les trois points sur la question frontalière khmer-vietnamienne devant les Français, c'est-à-dire la cessation de toute action militaire et le retrait des forces armées à 5km de part et d'autre de la frontière, la négociation immédiate d'un traité fondé sur le traité de 1967 entre Sihanouk et le Nord-Vietnam, et une garantie de surveillance internationale. L'Ambassadeur vietnamien demanda encore une nouvelle fois le soutien du gouvernement français aux trois propositions. Il indiqua que le gouvernement de Hanoi considérait l'attachement de la France au maintien de la paix dans la région, Hanoi espérait donc l'approbation publique des propositions vietnamiennes. Sung souligna également que d'après les informations vietnamiennes, il y avait une politique de répression sanglante à l'intérieur même du Cambodge<sup>2</sup>. Le Quai d'Orsay pensait que cette demande de Hanoi correspondait à une démarche effectuée auprès de plusieurs pays, et que cette déclaration serait bientôt diffusée à l'ONU. La Chine avait une position réservée, telle que la présenta l'Ambassadeur. En revanche, d'après l'enregistrement français, l'URSS prit publiquement position en faveur du Vietnam. Le Quai d'Orsay pensait que la France devait s'abstenir de prendre position d'une manière publique et catégorique sur ce conflit entre deux pays dont l'amitié avec la France était ancienne et profonde, à cause du manque d'informations complètes. Certes, la France devait rester attentive à l'évolution de ce conflit. Le Quai proposa donc que le gouvernement français montrât qu'il avait pris note avec intérêt des propositions contenues dans la déclaration du gouvernement vietnamien du 5 février, mais qu'il devait proposer

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Lettre de Hanoi à Paris, le 26 janvier 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/391, Démarche de l'ambassadeur du Vietnam au sujet du conflit entre son pays et le Cambodge, le 6 février 1978.

aux Vietnamiens de faire tout son possible pour contribuer à l'amélioration du climat, à clarifier les propositions avancées, et reconnaître l'indépendance du Cambodge<sup>1</sup>. Le 16 février, Noiville présentait cette position officielle à Sung. Il souligna que la position française était confidentielle, et qu'il souhaitait qu'elle le restât. L'Ambassadeur du Vietnam ne fit aucun commentaire<sup>2</sup>.

Certes, l'attachement de Hanoi pour Moscou et l'attitude française vis-à-vis du conflit khmer-vietnamien, suscita des tensions entre la France et le Vietnam. Le gouvernement français voulait évidemment préserver ce marché pour ses entreprises. La politique française à l'égard de l'Indochine était une nouvelle fois dans une situation délicate. Noiville pensait que les Vietnamiens attendaient de la France une aide plus large et, surtout, consentie à des conditions plus favorables. Le Vietnam n'avait pu que s'indigner de la position prise par la France dans le conflit qui l'opposait au Cambodge ; l'annulation de la visite à Hanoi et le refus d'apporter un appui à la déclaration du gouvernement vietnamien du 5 février étaient d'autres motifs de mécontentement. La France adoptait finalement une attitude contraire aux intérêts de Hanoi. C'était une concession pour sauvegarder la relation avec la Chine et avec les autres pays du Asie du Sud-est. La position française était mal reçue par Hanoi. Les mêmes facteurs aux yeux du Quai étaient la volonté de profiter de la conjoncture en Chine et de l'évolution de la situation au Cambodge. « Quoiqu'il en soit, des lors que les dirigeants vietnamiens étaient amenés à donner la priorité à la réalisation de leurs ambitions politiques, la tension avec le Cambodge et la Chine devenait inéluctable ». « Le début des combats avec le Cambodge qui faisait de l'aide soviétique un facteur essentiel. Dans cette conjoncture, la politique d'ouverture de l'occident devenait comme un bras mort de la politique du Vietnam ». Le problème du gouvernement français était de ne pas vouloir

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Déclaration vietnamienne du 5 février, le 13 février 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/391, Télégramme circulaire, n°124, le 16 février 1978.

sacrifier ses intérêts généraux avec la Chine et avec les autres pays de l'Asie du Sud à sa relation avec Hanoi. D'après des informations de l'Ambassade de France à Hanoi, la presse officielle vietnamienne avait déjà commencé à attaquer la politique française<sup>1</sup>. Le Quai pensait que le développement des relations du Vietnam avec la Chine et l'Asie du Sud-est serait un facteur déterminant de l'attitude française. L'escalade du conflit khmer-vietnamien et les intérêts généraux français en Asie ne permettaient pas de coopérer en profondeur avec le Vietnam, mais la France ne devait pas se résigner à perdre le marché vietnamien à cause du conflit. Le Quai proposa donc d'essayer de renouer le dialogue avec Hanoi, notamment en reprenant l'idée d'une visite du Ministre à Hanoi. Cette visite « pourrait être bénéfique dès lors que nous avons clairement affirmé notre soutien à l'indépendance du Cambodge », ce qui pouvait dissiper toute méfiance auprès de Phnom Penh et de la Chine afin de montrer que la France était le seul pays qui pouvait parler aux deux camps dans le conflit. Certes, ce genre de visite n'était pas sans difficultés. L'environnement international s'était totalement modifié. Hanoi avait abandonné la politique consistant à maintenir l'équilibre entre la Chine et l'URSS. L'influence de la France sur le Vietnam était limitée alors que Hanoi avait renforcé ses relations avec l'Union soviétique. Noiville pensait qu'un second ajournement aurait des conséquences d'autant plus graves sur les relations franco-vietnamiennes. Il devait maintenir à tout prix le contact avec le Vietnam, qui demeurait aux yeux des Français un élément essentiel dans le rapport des forces en Asie du Sud-est. Si cette visite ne pouvait pas avoir lieu à une date suffisamment proche, le Quai proposa de réaffirmer la position française à l'occasion de la réunion de la Commission de Coopération économique avant l'été<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Note, Les relations franco-vietnamiennes de 1975 à 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/391, Les relations franco-vietnamiennes de 1975 à 1978 : bilan et perspectives ; Projet de voyage du Ministre au Vietnam, le 19 juillet 1978.

Le 19 avril, le télégramme de Hanoi à Paris avait un ton négatif. Malo dit dans le télégramme à Noiville que les Vietnamiens essayaient de prendre leurs distances en attendant la réponse de la France, et de digérer la décision de reporter la visite du Ministre à Hanoi ainsi que le refus d'appuyer publiquement les propositions du 5 février. Ils pensaient également que la France avait tort de préférer la Chine au Vietnam. Pour sortir cette situation, Malo pensait qu'une initiative de la part des Français au sujet de la visite reportée du Ministre à Hanoi serait bien accueillie. Par la suite, l'invitation à Paris du Ministre vietnamien des Transports pourrait marquer la bonne volonté de la France, parce que les Vietnamiens attendaient seulement des actions françaises, mais ne cherchaient pas eux-mêmes à changer d'attitude spontanément. Malo confia que lors de sa demande aux Vietnamiens à préparer une action bilatérale pour développer leur relation mutuelle, il avait l'impression de parler à un mur<sup>1</sup>. Certes, Malo pensait que les Vietnamiens avaient la volonté d'améliorer la situation. Mai Van Bo lui expliqua que les critiques dans la presse vietnamienne étaient seulement une propagande intérieure, mais pas de la politique du Parti. Bo souligna que Hanoi était désireuse de donner un nouvel élan aux relations entre les deux pays<sup>2</sup>. Il semble que Hanoi voulait une détente avec la France pour qu'elle la soutienne dans le conflit avec le Cambodge. Le 25 mai 1978, les Vietnamiens demandèrent une nouvelle fois au gouvernement français de soutenir les efforts du Vietnam en vue de régler pacifiquement ce problème frontalier. Le Conseiller de l'Ambassade du Vietnam indiqua aux Français que les Khmers Rouges ne voulaient pas répondre à l'initiative de Hanoi, ce qui aux yeux des Vietnamiens montrait que Phnom Penh ne voulait pas négocier avec eux. Le Conseiller vietnamien souligna que son gouvernement conservait encore l'espoir de parvenir à une solution pacifique du problème<sup>3</sup>. Le 9 juin, Sung envoya une nouvelle note du gouvernement vietnamien concernant le conflit au Quai d'Orsay. Il indiqua qu'il

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, France-Vietnam à l'attention de M. Noiville, le 19 avril 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/391, Télégramme, Relations Franco-Vietnamiennes, le 28 avril 1978.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/391, Conflit khméro-vietnamien, le 26 mai 1978.

n'y avait aucun soldat vietnamien dans le territoire du Cambodge. Il souhaitait que le gouvernement français puisse étudier la proposition vietnamienne en tenant compte du désir des Vietnamiens d'utiliser son influence pour une solution pacifique, grâce aux bonnes relations qui existaient entre la France et le Vietnam<sup>1</sup>. Lors de la réunion de la commission de coopération économique en juillet 1978, l'entretien entre le Secrétaire d'État français et le vice-Ministre des Affaires étrangères vietnamien se concentra sur le conflit khmer-vietnamien. Nguyen Co Thach confia que Zhou Enlai avait pressé les Vietnamiens de céder et s'était opposé à un regroupement des guérillas khmères. Il souligna qu'après la signature des accords de Genève de 1954, Pékin commença à limiter l'indépendance vietnamienne et à utiliser l'aide économique et militaire pour influencer des décisions de Hanoi. Par la suite, Thach dit aux Français que la Chine était toujours dans le chaos depuis 1958 et que l'économie n'avait guère progressé depuis 20 ans. Il pensait que la Chine soutenait les Khmers Rouges pour chercher à imposer un chaos général et s'assurer l'hégémonie<sup>2</sup>. Le vice-Ministre des Affaires étrangères montrait que Hanoi voulait résoudre les problèmes hérités afin d'améliorer la relation avec la France<sup>3</sup>. Cependant, le Quai proposait d'arrêter de fournir l'aide économique au Vietnam, à cause de l'emprise de plus en plus grande de l'URSS à Hanoi et de l'échec récent des entreprises françaises sur les grands contrats. Le Quai pensait que le Vietnam ne serait peut-être plus pour la France, ni une zone d'influence, ni un marché, et donc que l'aide financière ne se justifierait plus<sup>4</sup>. Certes, pour résoudre les problèmes du passé et essayer de donner un second souffle à leur relation, il était nécessaire d'organiser une visite officielle du Ministre des Affaires étrangères français au Vietnam. Lors de cette visite, le Ministre pouvait

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Entretien avec l'ambassadeur du Vietnam, le 9 juin 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/391, Entretien avec le vice-ministre des Affaires étrangères du Vietnam, Relations internationales du Vietnam, le 26 juillet 1978.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/391, Entretien avec le vice-ministre des Affaires étrangères du Vietnam, relations franco-vietnamiennes, le 28 juillet 1978.

<sup>4</sup>AMAE, 14INVA/391, Aide financière au Vietnam, le 29 août 1978.

montrer que la France refusait de prendre parti à cause du manque d'informations sur de nombreux sujets. La France pouvait régler le problème en observant la plus stricte neutralité. Le Ministre avait à expliquer que l'Asie du Sud-est ne devait pas se scinder en deux blocs antagonistes afin de préserver les chances d'une coopération entre les pays de la région. La coopération avec le Vietnam devait améliorer la situation<sup>1</sup>.

Jean-David Levitte, conseiller diplomatique, proposa également à Giscard d'Estaing une visite officielle par le Ministre des Affaires étrangères plus vite possible au Vietnam. Il estima que le voyage de Guiringaud à Hanoi avait déjà été reporté une fois, en janvier, en raison du début du conflit khméro-vietnamien. Par la suite, ce conflit et la rupture sino-vietnamienne étaient devenus des éléments durables de la situation régionale. Il expliqua qu'ajourner une nouvelle fois ce voyage porterait un coup très dur aux relations franco-vietnamiennes, parce que la position française en Asie du Sud-est reposait en partie sur les bonnes relations que Paris avait rétablies avec le Vietnam, qui avait une influence non négligeable au sein des non-alignés. Aux yeux de Levitte, le maintien de bonnes relations avec le Vietnam donnerait de la politique étrangère française une image plus équilibrée, surtout au moment où les rapports entre l'Algérie et la France étaient difficiles. Cependant, il fallait ne pas inquiéter la Chine et les autres pays d'Asie du Sud-est. Il proposa de tenir aux dirigeants vietnamiens un langage clair et ferme sur la conception de l'avenir de la région que le gouvernement français réaffirmait depuis longtemps. Il fallait également faire savoir aux Chinois, à l'occasion d'une conversation générale, dans quel esprit Guiringaud se rendrait au Vietnam, faire connaître savoir certainement à Bangkok et à Djakarta le langage qu'il tenait à Hanoi. Il paraissait donc souhaitable que Guiringaud se rendît à Hanoi, en même temps qu'à Djakarta et Bangkok<sup>2</sup>. Le 28 août 1978, Guiringaud donna finalement

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/391, Note opérationnelle : Vietnam, le 29 août 1978.

<sup>2</sup>AN, 5AG/3/1100, Note pour le président de la République, M.de Guiringaud à Hanoi, le 19 juillet 1978.

son accord pour sa visite au Vietnam parce qu'il estimait avoir obtenu des satisfactions au moins équivalentes à celle qu'aurait représenté une audience de Pham Van Dong<sup>1</sup>.

Au début de septembre 1978, Louis de Guiringaud rendit visite à Hanoi. C'était la première visite d'un Ministre des Affaires étrangères de la Cinquième République au Vietnam. Cependant, Pham Van Dong était absent à cause de ses visites en Asie du Sud-est. Ce voyage se situait dans une conjoncture à la fois fluide et complexe, dominée par l'aggravation des tensions en Indochine où la crise sino-vietnamienne était venue s'ajouter au conflit entre le Cambodge et le Vietnam, alors que Trinh avait dénoncé les actes hostiles de la politique chauvine de la Chine et une guerre relancée par « les réactionnaires cambodgiens » aidés par la Chine. Trinh souligna que la Chine menaçait déjà la politique d'indépendance et de souveraineté et la paix de l'Asie du Sud-est. Trinh exposa également la volonté du Vietnam de maintenir de bonnes relations avec ses voisins et de créer une zone de paix. Il indiqua que le Vietnam pourrait accepter toute forme de négociations, bilatérales et multilatérales pour la paix, l'indépendance et la coopération dans cette région. Le Ministre français dit que le Vietnam devait jouer un rôle essentiel et pouvait contribuer à l'édification en Asie du Sud-est d'un ordre juste, pacifique et stable. Dans le conflit entre le Vietnam, la Chine et le Cambodge, la France s'en tenait à une parfaite neutralité. Il rappela que la France avait une bonne relation avec la Chine. Bien que Ieng Sary eût fait récemment certains signes en direction des Français, ils ne savaient encore quelle portée leur attribuer ni quelle suite ils y donneraient<sup>2</sup>. La France déploraient le conflit vietnamo-cambodgien de même que les difficultés de Hanoi avec la Chine, mais il était exclu qu'elle prenne position, en vertu de son attachement au principe de non-ingérence dans les affaires des pays tiers. La France s'en tiendrait à une parfaite neutralité en la matière et souhaitait

---

<sup>1</sup> AN, 5AG/3/1100, Note pour le président de la République, Voyage de M. de Guiringaud au Vietnam, le 28 août 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/391, Visite du ministre au Vietnam question politiques, le 9 septembre 1978.

que les différends fussent réglés pacifiquement et par les seuls pays concernés<sup>1</sup>. Ce voyage montrait que la France continuait de s'attacher à cette région et à sa stabilité à un moment où s'y produisaient des évolutions capitales, et également que la tentative de rapprochement entre le Vietnam et le Cambodge s'appuyait, pour la France sur une base de la neutralité, et le voyage montrait, en outre, qu'une puissance extérieure ne pouvait qu'être dangereuse pour la stabilité de la région, qui devait pouvoir enfin construire son avenir à l'abri de toute ingérence, ce qui était un critique pour la volonté soviétique. C'était une politique de détente de la France en Asie<sup>2</sup>.

La déclaration du 15 juin 1978 du gouvernement chinois montrait que la Chine ne resterait pas totalement indifférente, mais aussi que la presse chinoise tenait la balance plus égale entre les thèses vietnamiennes et cambodgiennes et affichait à l'égard du conflit une attitude de bienveillante négligence. L'Ambassadeur chinois demanda à Malo que si la France pourrait maintenir un équilibre entre le Vietnam et le Cambodge. Il pensait que le Vietnam n'était pas un facteur de paix en Asie du Sud-est. Hanoi avait mis la main sur le Laos et s'efforçait d'établir son hégémonie sur le Cambodge. Les pays de l'ASEAN étaient inquiets pour leur sécurité. L'Ambassadeur pensait que l'aide importante des pays occidentaux serait susceptible de renforcer le potentiel militaire du Vietnam<sup>3</sup>. Les deux adversaires avaient franchi un pas de plus dans leur querelle en informant leurs alliés. Le voyage de Pol Pot à Pékin ne pouvait manquer d'être compris à Hanoi comme un avertissement chinois. Les égards rendus par la Chine à Pol Pot marquaient un engagement plus actif de Pékin dans la région. On peut y voir en effet le mécontentement qu'inspirait à Pékin la politique de Hanoi à la fois à l'égard de l'URSS et en Indochine et en Asie du Sud-est. Si la diplomatie vietnamienne restait fidèle à sa tradition d'équilibre, on peut observer

---

<sup>1</sup>AMAE, 14INVA/393, Note, La Hongrie et les problèmes asiatiques, le 18 septembre 1978.

<sup>2</sup>AMAE, 14INVA/391, Télégramme circulaire, n° 640, le 19 septembre 1978.

<sup>3</sup>AMAE, 14INVA/391, Télégramme, n° 1530/36, le 12 juillet 1978.

une tentative d'améliorer les relations avec Pékin en 1977. Cependant, une aggravation de la crise amènerait un accroissement de l'influence soviétique à Hanoi et dans la région. Le 25 décembre 1978, la guerre entre le Vietnam et le Cambodge déclenchée par Hanoi. Le 7 janvier 1979, les troupes vietnamiennes s'emparèrent de Phnom Penh. C'était la première fois dans l'histoire qu'un pays socialiste en détruisait un autre.

## **11.2 Les réactions sino-françaises vis-à-vis de la guerre entre le Vietnam et le Cambodge**

Face à cette situation dans la région indochinoise, le 11 janvier 1979, le Ministre des Affaires étrangères chinois informa l'Ambassadeur de France que le gouvernement chinois demandait le soutien des pays tiers en faveur du Kampuchéa démocratique et contre le Vietnam. Les Chinois soulignèrent que le conflit entre les Khmers et les Vietnamiens n'était pas un simple conflit frontalier, mais que c'était une guerre pour amorcer l'hégémonie régionale du Vietnam soutenu par l'hégémonisme mondial. Le gouvernement chinois espérait que la France appuierait la requête des autorités légales du Kampuchéa pour susciter la réunion du conseil de sécurité de l'ONU concernant le problème du Cambodge. Il demanda également au conseil de sécurité de prendre sans tarder les mesures nécessaires pour mettre fin à l'agression vietnamienne et obliger Hanoi à retirer ses troupes. Le gouvernement chinois considérait gouvernement provisoire du Cambodge soutenu par le Vietnam comme un gouvernement « fantoche », car il ne pouvait pas représenter le peuple khmer. Le gouvernement chinois souhaitait que la France prît toutes les mesures propres à contraindre le Vietnam à cesser son agression et à respecter la paix et la sécurité du Cambodge. Concernant le prince Sihanouk, le Ministre des Affaires étrangères expliqua dans cette situation, Sihanouk avait pris la responsabilité de défendre le gouvernement de

Pol Pot à l'ONU à cause de sa légitimité, et malgré leur divergence. En outre, le vice-Ministre des Affaires étrangères dit à l'Ambassadeur de France que tant que la Chine n'était pas attaquée, la Chine n'attaquerait pas le Vietnam sur la frontière sino-vietnamienne<sup>1</sup>.

L'Ambassadeur de France pensait que la Chine allait s'efforcer de fournir à la résistance khmère des moyens de livrer une guérilla efficace contre les occupants et le nouveau régime, en utilisant toutes les ressources du terrain, notamment à la frontière khméro-thaïlandaise. Cependant, Arnaud estima que ce type d'assistance ne pouvait être qu'aléatoire et limitée. D'après ses informations, il ne pouvait trouver de nouveaux incidents graves dans les régions frontalières sino-vietnamiennes, et les forces chinoises n'avaient pas bougé lors de l'offensive vietnamienne à travers le Cambodge. Il pensait que la Chine serait évidemment attentive à toute prise de position susceptible d'encourager l'Asie du Sud-est dans sa volonté de résistance aux entreprises soviéto-vietnamiennes, et soutenant sa propre dénonciation de l'hégémonisme. Avant l'appui du Japon et des États-Unis à l'égard de la position chinoise, l'Europe n'appuya pas la position chinoise avant que le Japon et les États-Unis n'en prissent l'initiative<sup>2</sup>. En fait, le dénouement du conflit khmer-vietnamien fut plus rapide et brutal que la France et la Chine n'avaient pu le prévoir. Trois semaines seulement après la constitution du front le 2 décembre 1978, les troupes vietnamiennes lançaient l'offensive le 25 décembre 1978, et s'emparaient de Phnom Penh le 7 janvier. Le Quai d'Orsay acceptait l'analyse du PCC concernant la raison pour laquelle Hanoi avait accéléré l'exécution de ses plans militaires : c'était que la signature du traité soviéto-vietnamien du 3 novembre renforçait la capacité du Vietnam en Asie du Sud-est pour amorcer « la fédération d'Indochine ». Dans le camp soviétique, d'après le Quai d'Orsay, on voulait réagir en démontrant que Pékin était faible en Asie du Sud-est, depuis

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 242/58, le 11 janvier 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 278/90, Respectives pour la Chine après la victoire vietnamienne au Cambodge, le 12 janvier 1979.

la signature du traité sino-japonais et la mise en œuvre du rapprochement sino-américain. Dans ces circonstances, le Quai estima que la chute de Phnom Penh provoquerait une guérilla de grande ampleur soutenu par Pékin, mais l'extrême prudence de la Chine dans la crise cambodgienne était la preuve de son impuissance en Asie du Sud-est comme l'analyse de l'Ambassadeur de France en Chine. Le gouvernement français avait accueilli avec beaucoup d'inquiétude des événements porteurs de graves conséquences pour le Cambodge et pour l'Asie du Sud-est. Le Quai pensait que la France ne pouvait que « refuser la fiction d'un gouvernement issu d'un soulèvement de la population qui a été imposée par la force et par l'étranger et donc marquer la réprobation à l'égard de l'opération menée par le Vietnam ». Le Quai conclut que la France devait mener un examen attentif en fonction de l'attitude que Hanoi adopterait face à la Chine et aux Cinq de l'ASEAN<sup>1</sup>. En revanche, l'analyse du PCC concernant la situation n'était pas la même. Lorsque l'Ambassadeur présenta le point de vue français sur l'invasion du Cambodge, la réponse de Huang Hua fut optimiste. Huang estima que les troupes vietnamiennes s'étaient déployées sur le territoire du Kampuchéa, mais qu'elles ne pourraient jamais en sortir, car les combats continueraient et le nouveau pouvoir soutenu par Hanoi ne pourrait se maintenir. « Le Vietnam, déjà assailli de difficultés intérieures, aura ainsi un nouveau boulet à traîner, qui l'affaiblira de plus en plus gravement » conclut Huang. Concernant la guérilla contre le Vietnam, Huang souligna que les troupes khmères avaient abandonné les villes et les grands axes routiers afin d'organiser les contre-attaques. Certes, le gouvernement chinois admit que la politique du Kampuchéa n'avait pas été bien adaptée aux conditions locales. En revanche, l'antagonisme khméro-vietnamien serait plus intense grâce à l'intervention vietnamienne. Aux yeux du PCC, le Parti communiste Khmer dirigé par Pol Pot, était la seule force organisée pour animer la résistance. C'était la raison pour

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme circulaire, n° 34, le 17 janvier 1979.

laquelle le PCC voulait continuer à soutenir Pol Pot. Huang souligna que Sihanouk n'était qu'un patriote khmer, mais pas un soutien du Kampuchéa. Aux yeux de l'Ambassadeur de France, la Chine pouvait ignorer les problèmes intérieurs du Parti communiste khmer afin d'amorcer son objectif international anti-hégémonie<sup>1</sup>.

*Le Quotidien du Peuple* signala à partir du 25 août 1978 les nombreux accrochages qui, ce jour-là opposèrent les Chinois aux Vietnamiens à la frontière. Il souligna que la période du janvier au février 1979, ils avaient fait dizaines mortes du côté chinois. En outre, la nouvelle note de protestation du ministère des Affaires étrangères chinois du 10 février était plus forte que celle du 18 janvier. La note accusait le Vietnam d'avoir mené une incursion profonde dans le territoire chinois pour y poser des mines, pour couper les moyens de communications et pour attaquer des gardes-frontières chinois<sup>2</sup>. Le gouvernement chinois rappelait aux Français que Hanoi n'avait jamais accepté le tracé de la frontière défini par la France à l'époque coloniale, et que les incursions vietnamiennes en territoire chinois étaient de plus en plus fréquentes et de plus en plus profondes, ce qui menaçait la sécurité et l'intégrité du territoire chinois. La Chine voulait utiliser les mesures liées au conflit frontalier entre l'Inde et la Chine pour faire respecter ses justes droits. Il souhaitait également que les Cinq de l'ASEAN ne reconnaissent pas le nouveau gouvernement installé par le Vietnam au Cambodge<sup>3</sup>. Il semble que la Chine avait intérêt à entretenir une querelle de frontière, obligeant les Vietnamiens à garder au Nord une partie

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 471/86, Entretien du 22 janvier avec le ministre des Affaires étrangères, le 23 janvier 1979.

<sup>2</sup>*Yue Nan Dang Ju Wu Shi Wo Zheng Fu Duo Ci Jing Gao Fan Hua Bu Bu Sheng Ji* (Le gouvernement vietnamien ignore l'avertissement chinois et escalade les actions antichinoises), *Le Quotidien du Peuple*, le 21 décembre 1978 ; *Wo Guo Wai Jiao Bu Zhao Hui Yue Nan Da Shi Guan, Qiang Lie Kang Yi Yue Nan Dang Ju You Da Si Da Shang Wo Bian Fang Ren Yuan He Bian Min* (Le ministère chinois des Affaires étrangères adresse une note à l'Ambassade du Vietnam en vue de protester contre les actions vietnamiennes qui ont tué et blessé les troupes qui défendent les frontières et les habitants locaux), *Le Quotidien du Peuple*, le 11 février 1979.

<sup>3</sup>AMAE, 752INVA/2163, Propos d'un diplomate chinois sur le Vietnam, le 14 février 1979.

des effectifs qu'ils auraient préféré engager dans l'opération cambodgienne. Les Chinois ont pu estimer souhaitable d'accentuer cette menace, pour donner aux maquis Khmers Rouges le temps de s'organiser. Le capital de sympathie que la Chine avait réussi à s'acquérir par une politique de modération et d'ouverture, pouvait se trouver en même temps remis en cause par cette situation nouvelle.

En fait, les Vietnamiens ne croiraient pas à une intervention militaire chinoise d'envergure à la frontière nord de leur pays. Phan Hien, vice-Ministre des Affaires étrangères, confirma aux Français que Hanoi croyait qu'envoyer la demande à l'ONU était nécessaire et suffisant pour résoudre le problème entre la Chine et le Vietnam par la réunion du conseil de sécurité. Il pensait que l'essentiel pour eux était de faire savoir le plus largement possible que le Vietnam était toujours disposé à négocier avec la Chine. Phan Hien dit à Michel Combal, ambassadeur de France, que Hanoi était prêt à étudier toute proposition d'ordre du jour pour des conversations qui pourraient reprendre l'examen des sujets bilatéraux anciens et d'autres questions plus générales <sup>1</sup>. Lors de l'attaque chinoise contre le Vietnam, les Vietnamiens furent surpris. Le 17 février, le vice-Ministre des Affaires étrangères vietnamien annonça aux Français que le matin, les forces chinoises avaient attaqué sur toute la frontière de Quang-Ninh à Lai-Chau, engageant plusieurs divisions et utilisant de l'infanterie, des blindés, de l'artillerie et de l'aviation. Le gouvernement vietnamien dénonça l'agression et demanda à tous les pays de condamner la Chine. Il saisit le conseil de sécurité, demanda l'arrêt de la guerre ainsi que le retrait des troupes chinoises du territoire vietnamien<sup>2</sup>. Les informations de l'OTAN montra que la Chine voulait punir le Vietnam à cause des actions vietnamiennes contre la Chine, et sauver la face à cause de l'effondrement du régime des Khmers Rouges. Elle n'avait pu le faire

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 258/60, Vietnam-Chine, le 15 février 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 282/83, Attaque chinoise, le 17 février 1979.

sans penser au Cambodge, bien que le communiqué officiel n'évoquât que les problèmes frontaliers. En revanche, la guerre ne connaîtrait pas d'escalade, parce que l'OTAN croyait que Moscou ne voulait donner qu'un appui politique et de propagande au Vietnam. En outre, sur la frontière sino-soviétique, l'armée rouge n'utilisait que l'avion de reconnaissance pour surveiller les troupes chinoises<sup>1</sup>. Le 19 février, Deng Xiaoping indiqua à Arnaud que l'action militaire chinoise ne dépasserait pas le cadre de la région frontalière. Les forces chinoises ne comptaient pas pénétrer à plus d'une dizaine de kilomètres à l'intérieur du pays vietnamien. Le gouvernement chinois était persuadé que l'URSS ne réagirait que sur le plan diplomatique et ne prendrait aucune mesure militaire<sup>2</sup>. Le 20 février, le Directeur de la Division de Relations extérieures de l'ALP confia aux Français que l'opération militaire contre le Vietnam était limitée en vue de rétablir la stabilité de la frontière. D'après ce général chinois, si les Vietnamiens acceptaient le principe d'une négociation à l'égard de l'ensemble du problème indochinois, les troupes chinoises pourraient effectuer le retrait rapidement dans certaines semaines<sup>3</sup>. Le même jour, le vice-Ministre des Affaires étrangères chinois dit à Arnaud que la riposte chinoise était et resterait modérée, et qu'il n'était absolument pas question d'aller jusqu'à Hanoi, ni même de pénétrer profondément en territoire vietnamien comme à l'époque du conflit sino-indien de 1962, il n'existait donc d'autre part aucun risque sérieux de voir le conflit prendre une autre dimension. Il souligna que la contre-attaque chinoise aurait un effet positif dans la mesure où elle amènerait Hanoi à limiter ses ambitions. D'après lui, aussi, le retrait des troupes chinoises ne serait pas lié à un retrait préalable des Vietnamiens hors du Cambodge, parce que le peuple khmer pourrait chasser les agresseurs vietnamiens lui-même. L'action de la Chine au Vietnam n'apporterait donc pas de solution au problème cambodgien, mais

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2163, Centre de situation OTAN, No.047, China/Vietnam, le 18 février 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 852/53, Action militaire chinoise au Vietnam, le 19 février 1979.

<sup>3</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 16/78, Conflit sino-vietnamien, le 20 février 1979.

elle aurait au moins pour effet de modérer, de contenir le Vietnam<sup>1</sup>. En fait, concernant la raison du déclenchement de la guerre contre le Vietnam, le gouvernement chinois donna l'impression d'attacher plus d'importance à la signature du traité vietnamo-soviétique qu'à l'agression vietnamienne contre le Kampuchéa. Le gouvernement était loin d'être gêné par des prises de position établissant un rapport entre les situations présentes au Cambodge et au Vietnam<sup>2</sup>. D'après des informations et la position chinoise exprimée par le gouvernement chinois, le Quai d'Orsay estima que la Chine, le Vietnam et l'Union soviétique se comportaient d'une manière parfaitement rationnelle en fonction du niveau limité des enjeux immédiats, alors qu'il existait des risques de dérapage qui pouvaient conduire à une aggravation du conflit<sup>3</sup>. Le 1<sup>er</sup> mars 1979, après avoir critiqué la proposition vietnamienne du retrait mutuel, c'est-à-dire le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge en échange du retrait des forces chinoises du Vietnam, *le Quotidien du Peuple* déclara que le gouvernement chinois pensait que la « non-occupation du territoire d'autrui par la force n'était que la seule mesure applicable à toutes les parties engagées dans des conflits en Asie du Sud-est ». Il souligna que cette proposition chinoise était une clef pour la solution du problème<sup>4</sup>. Dans la nuit, le Ministre des Affaires étrangères de la Chine remit à l'Ambassade du Vietnam une note proposant l'ouverture aussi tôt que possible de négociations entre les deux parties au niveau des vice-ministres en vue d'assurer la paix et la tranquillité sur la frontière sino-vietnamienne et de régler les litiges frontalier et territorial. Cette note coïncida avec la décision du PCC de mettre fin à l'opération au Vietnam. Le même jour, le vice-Ministre chinois des Affaires étrangères confirma à Arnaud que cette proposition chinoise marquée par *le Quotidien du Peuple* serait essentielle pour

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 866/80, Entretien avec le vice-ministre Chang Wen-chin, Chine-Vietnam-Cambodge, le 20 février 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 919/23, Entretien Teng Hsiao-ping-Jenkins, le 23 février 1979.

<sup>3</sup>AMAE, 752INVA/2163, Note, Affrontement sino-vietnamien, le 20 février 1979.

<sup>4</sup> *Chen Chu Dai Biao Zai An Li Hui Tong Chi Su Yue Dai Biao De Wu Guan Gong Ji* (L'ambassadeur Chen Chu dénonce sans appel la diffamation soviétique-vietnamienne sans motif devant le Conseil de sécurité), *Le Quotidien du Peuple*, le 1<sup>er</sup> mars 1979.

les conflits indochinois. Cependant, il estima que le Vietnam n'était pas prêt à négocier sous la botte, parce que la Chine occupait une partie de son territoire. Il indiqua donc que la Chine était en train de chercher effectivement à créer une situation propice à l'ouverture d'un dialogue. Il souhaitait donc que la France, comme une grande amie du Vietnam, puisse contribuer à la décider à se servir de cette clé<sup>1</sup>. Le 2 mars, l'Ambassade du Vietnam en France à l'informa le Quai d'Orsay que si la Chine mettait un terme à sa « guerre d'agression », la partie vietnamienne serait disposée à négocier avec la partie chinoise pour restaurer les relations normales entre les deux pays<sup>2</sup>. Aux yeux d'Arnaud, Pékin pouvait s'estimer relativement satisfait de la réponse du Vietnam. Il pensait que les dirigeants vietnamiens n'attendaient pas le retrait des troupes chinoises pour faire savoir qu'ils étaient disposés à reprendre le dialogue, le jour où l'APL se serait totalement repliée. Arnaud estima que la Chine pouvait déclarer une victoire de la guerre après le contrôle de la ville de Lang Son<sup>3</sup>. Son analyse était correcte. Après l'occupation de Lang Son, le 5 mars 1979, le gouvernement chinois annonça que les troupes chinoises avaient atteint le but prévu, et qu'elles avaient donc commencé à se retirer totalement à l'intérieur du territoire chinois.

Le Quai pensait que dans cette affaire, l'essentiel n'était ni dans les réactions internationales et les débats au conseil de sécurité qui n'auraient guère de poids sur le résultat final, ni même dans la situation militaire qui se caractérisait par le contraste entre l'importance des effectifs et des moyens mis en œuvre et le niveau limité du conflit, mais dans deux facteurs : les objectifs chinois et les réactions soviétiques. L'objectif chinois était de riposter à la manœuvre soviétique au Cambodge qui visait à montrer la faiblesse de la Chine, ainsi que l'impuissance de Hanoi et l'inefficacité de son alliance avec Moscou.

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 1013/20, Situation en Indochine, le 1<sup>er</sup> mars 1979 ; Télégramme, n° 1054/61, Conflit sino-vietnamien, offre chinoise de négociation, le 2 mars 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2163, Note, Au ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, le 2 mars 1979.

<sup>3</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 1124/29, Conflit sino-vietnamien, le 5 mars 1979.

La Chine avait certainement marqué un point face à l'Union soviétique. Elle montra qu'elle ne craignait pas les éventuelles mesures de représailles de Moscou, qu'elle considérait même que les avertissements du Kremlin n'étaient que paroles creuses. Les Chinois dirent aux Français que les Soviétiques ne pouvaient pas accepter de courir un risque à cause du Vietnam, parce que leurs intérêts globaux, comme par exemple le sommet avec les États-Unis, les avaient obligés à limiter leur réaction<sup>1</sup>. La Chine voulait également affaiblir la puissance vietnamienne afin de faire savoir qu'ils ne devaient pas mener une politique expansionniste en ignorant l'existence de la Chine. C'était donc une épée de Damoclès au tranchant éprouvé qui était suspendue pour longtemps au-dessus du Vietnam. Certes, l'enlèvement des troupes vietnamiennes au Cambodge serait l'un des principaux aspects de cette impuissance.

Le conflit sino-vietnamien renforça la position personnelle de Deng Xiaoping et affirma le rôle chinois en Asie. C'était la première fois depuis le décès du président Mao qu'un dirigeant chinois déclenchait une guerre contre « l'hégémonie soviétique »<sup>2</sup>. Dans le domaine diplomatique, elle avait contraint le Vietnam à accepter le principe de l'ouverture de négociations bilatérales. Pékin n'avait pas caché sa volonté de donner un coup d'arrêt à l'expansionnisme vietnamien dans la péninsule indochinoise, alors que Moscou avait sans doute mesuré tout le profit qu'il pourrait tirer de l'ouverture d'un second front antichinois en Asie. Certes, la Chine n'avait pas réussi à obtenir un résultat décisif sur son adversaire, cependant, le Vietnam se trouvait confronté à une situation intérieure et extérieure sensiblement plus préoccupante que cela avant la guerre. Il ne pouvait survivre qu'au prix

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 1533/237, Conflit sino-vietnamien : Entretien avec un diplomate chinois, le 1 mars 1979.

<sup>2</sup> Xiaoming Zhang, *Deng Xiaoping and China's Decision to go to War with Vietnam* *Journal of Cold War Studies*, vol.12, No.3, Summer, 2010.

d'une mobilisation permanente et épuisante de toutes ses énergies : ainsi devait-il entretenir une fraction importante de ses forces armées face au Nord et pour la pacification du Cambodge. La situation économique du Vietnam ne pouvait que souffrir davantage de la persistance de l'état de guerre dans la péninsule. L'Union soviétique et les États du COMECON ne pouvaient pas fournir aux Vietnamiens l'aide suffisante<sup>1</sup>.

### **11.3 La Chine et la France dans les débats de l'ONU sur les conflits en Asie du Sud-est**

Avant la réunion du conseil de sécurité de l'ONU, le 23 février 1979, le gouvernement français fit une déclaration très générale concernant la guerre entre le Vietnam et la Chine. Il réaffirma sa position générale relative à la situation en Asie du Sud-est, c'est-à-dire qu'il souhaitait le retour de la stabilité et de la paix dans cette région, en respectant l'indépendance et la liberté des États. Il affirma notamment que le retrait sur la frontière internationale des forces qui l'avaient franchie devait intervenir sans tarder afin de garantir durablement le rétablissement d'un ordre pacifique en Asie du Sud-est. Bien que le gouvernement français eût indiqué qu'il déploierait tous ses efforts pour la détente mondiale<sup>2</sup>, le rôle français n'était pas important, comme l'analysait le Quai. Elle était seulement « une observatrice » de cette guerre.

Concernant le conflit entre la Chine et le Vietnam, la mission chinoise envoya le 12 février au Président du conseil de sécurité la note remise le 10 février par le ministère chinois des Affaires étrangères à l'Ambassade du Vietnam en Chine. Ce texte énumérait les incidents provoqués par les Vietnamiens entre le 15 janvier et le 7 février. Le texte

---

<sup>1</sup> Sergey Radchenko, *Unwanted Visionaries-The Soviet Failure in Asia at the End of the Cold War*, New York: Oxford University Press, 2014, pp.138-140.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2163, Déclaration du gouvernement français, le 23 février 1979.

conclut que si le Vietnam ne mettait pas un terme à ses provocations militaires, il devait être tenu pour responsable de toutes les conséquences qui en surgiraient ; cela fut le commencement des conflits frontaliers sino-vietnamiens dans le cadre de l'ONU<sup>1</sup>. Le même jour, les autorités vietnamiennes prévinrent le Président du conseil de sécurité que 171 incidents avaient été enregistrés en janvier et 60 dans la seule première semaine de février. Cependant, aux yeux des Français, les deux parties étaient prudentes en abordant les débats à l'ONU. Le calme continuait de régner à Hanoi et à Pékin. Aucune mesure particulière d'alerte ne fut prise. En outre, Hanoi n'avait plus de troupes à la frontière chinoise. La Chine avait parallèlement été conduite à dégarnir quelque peu sa frontière nord. Jacques Leprette, représentant permanent de la France à l'ONU, pensait qu'à ce stade, une réunion du conseil de sécurité semblait peu probable, bien que les Vietnamiens eussent voulu donner un accent d'urgence à leur note<sup>2</sup>. Waldheim, secrétaire général de l'ONU pensait que Hanoi n'avait pas demandé formellement une réunion du conseil. En conséquence, il n'y avait pas lieu de convoquer un débat. En fait, Waldheim n'avait pas l'intention de s'engager dans cette affaire<sup>3</sup>.

Après l'attaque de la Chine le 17 février, la mission du Vietnam confirma devant son homologue française qu'elle avait demandé à rencontrer le Secrétaire général et le Président du conseil de sécurité, mais qu'il ne demandait pas la convocation immédiate du conseil de sécurité, et ne cherchait pas un débat devant le conseil, mais entendait ne pas compromettre l'avenir en laissant au Secrétaire général et au Président du conseil de sécurité le soin de déterminer la conduite à tenir. Certes, Hanoi souhaitait que l'ONU puisse

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2164, Note datée du 10 février 1979, adressée à l'ambassade du Vietnam en Chine par le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 244/48, Tension sino-vietnamienne-démarche de Hanoi aux Nations-Unies, le 12 février 1979.

<sup>3</sup>AMAE, 498INVA/1516, Télégramme, n° 1075/76, Démarche vietnamienne aux Nations unies, le 14 février 1979.

prendre des mesures propres à mettre un terme aux opérations militaires chinoises<sup>1</sup>. En même temps, la mission de la Chine présenta un texte pour le Représentant permanent français. L'Ambassadeur chinois souligna que la Chine ne revendiquait pas un seul pouce du territoire vietnamien. La guerre contre le Vietnam, d'après les Chinois, avait pour objet de restaurer l'intégrité de la frontière qui était un droit de légitime défense reconnue par l'article 51 de la Charte de l'ONU. Comme le Vietnam, la Chine ne voulait pas une réunion urgente du conseil de sécurité à propos de ce conflit<sup>2</sup>. Certainement, la guerre contre le Vietnam était en cours. La Chine était loin d'aboutir à son objectif. Elle ne voulait donc pas examiner cette question au conseil de sécurité avant des débats concernant le problème khméro-vietnamien. Le même jour, le Représentant vietnamien remit une nouvelle lettre de Hanoi pour demander une réunion en urgence. Il informa également les Khmers que Hanoi pourrait entreprendre une nouvelle série de consultations entre le Kampuchéa démocratique et le Vietnam en vue de ne discuter que de l'affaire khmère. Le Vietnam essayait de ne pas établir un lien entre les problèmes sino-vietnamien et khméro-vietnamien<sup>3</sup>. Pour les Chinois, la proposition vietnamienne ne pourrait pas être évoquée avant une dizaine de jours. Dans ces conditions, la Chine proposa aux Khmers de demander aux Vietnamiens d'inviter le conseil à traiter du problème khmer dès la semaine prochaine<sup>4</sup>.

Au cours des consultations bilatérales avec le Président de l'Assemblée générale des Nations unies, les Vietnamiens ne demandaient pas encore de réunion du conseil. Le représentant de la Chine souligna que leur opération était limitée dans le temps et dans son objectif. La Chine ne demandait que l'ajournement de la réunion. En outre, la Chine

---

<sup>1</sup>AMAE, 498INVA/1516, Télégramme, n° 1253/56, Conseil de sécurité-situation de la frontière sino-vietnamienne, le 17 février 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1262/67, Conflit sino-vietnamien. Démarche de la mission permanente de la Chine, le 17 février 1979.

<sup>3</sup>AMAE, 498INVA/1516, Télégramme, n° 1268/70, Conflit sino-vietnamien, le 17 février 1979.

<sup>4</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1262/67, Conflit sino-vietnamien. Démarche de la mission permanente de la Chine, le 17 février 1979.

présenta son refus de consultations officieuses si l'affaire sino-vietnamienne devait être liée à la plainte du Kampuchéa démocratique, parce que l'opération entreprise par Pékin n'était pas comparable à l'action de Hanoi au Cambodge<sup>1</sup>. Dans ces circonstances, le Président de l'Assemblée générale des Nations unies écartait toute idée d'une réunion formelle du conseil et s'efforçait de chercher une majorité assez large pour tenir des consultations officieuses, ce qui n'était pas approuvé par les États-Unis. Le Représentant américain pensait que l'URSS refuserait cette proposition, à cause de sa préférence pour une solution de force. Il estima que la Chine devait accepter un recours au Conseil même au risque d'une condamnation<sup>2</sup>. Le 19 février, la mission américaine regretta l'incapacité du conseil de se saisir de la question indochinoise. « Washington serait de plus en plus troublé par le silence de l'organe des Nations unies chargé de maintenir la paix »<sup>3</sup>. Le 20 février, le Représentant des États-Unis décida d'organiser une réunion du conseil de sécurité sur la situation en Indochine. Washington voulait soutenir la déclaration de l'ASEAN sur le conflit indochinois qui demandait le retrait de toutes les forces étrangères des pays de la région et s'opposait à toute intervention de puissances extérieures dans le conflit. Le Représentant permanent américain prendrait donc l'initiative de demander une réunion du conseil de sécurité pour traiter de la situation dans la péninsule indochinoise. Pendant ce temps, le Représentant français ne fit aucune déclaration. La plupart des missions occidentales attendaient également des instructions de leurs pays<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup>AMAE, 498INVA/1516, Télégramme, n° 1283/87, Conseil de sécurité-plainte du Kampuchéa et conflit sino-vietnamien, le 19 février 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 498INVA/1516, Télégramme, n° 1310/16, Conseil de sécurité-plainte du Kampuchéa et conflit sino-vietnamien, le 19 février 1979.

<sup>3</sup>AMAE, 498INVA/1516, Télégramme, n° 1303/09, Conseil de sécurité-plainte du Kampuchéa et conflit sino-vietnamien, le 19 février 1979.

<sup>4</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1335/45, Conseil de sécurité-plainte du Kampuchéa et conflit sino-vietnamien, le 20 février 1979.

Le 22 février, l'intervention chinoise au Vietnam amena le conseil de sécurité, qui était déjà saisi d'une plainte du Kampuchéa démocratique, à se réunir d'urgence, à la demande des États-Unis, du Royaume-Uni, du Portugal et de la Norvège pour examiner selon le libellé général de son ordre du jour, la situation en Asie du Sud-est. La Chine continua à demander l'ajournement. Aux yeux du Représentant français, le résultat de la réunion serait d'adopter une résolution inspirée de la proposition de l'ASEAN<sup>1</sup>. Jacques Leprette proposa au Quai que la France prît la parole assez tôt dans le débat général, peut-être en cinquième ou sixième position, parce qu'elle s'était impliquée dès l'origine dans ces événements<sup>2</sup>.

Le 23 février, le conseil de sécurité commença le débat sur la situation dans le Sud-est asiatique. Le débat fit ressortir non seulement l'opposition très vive des deux grandes puissances socialistes mais aussi l'affrontement violent des trois pays asiatiques. L'issue de ce débat fut un appel au cessez-le-feu de toutes les forces en présence, le retrait de toutes les forces étrangères dans leur pays respectif et l'engagement de toutes les parties au conflit de régler leur différend par des moyens pacifiques. Le Représentant chinois ne s'opposerait pas au projet d'ordre du jour. Bien que le Représentant soviétique et son allié tchécoslovaque aient déclaré s'opposer au projet d'ordre du jour, le Président considéra que celui-ci recueillait l'approbation de la majorité du conseil. Certes, pendant le débat, le Représentant soviétique dénonça « la politique d'agression de la Chine dans le Sud-est Asiatique » comme une menace contre la paix et la sécurité de la communauté internationale<sup>3</sup>. Le Représentant chinois souligna que l'hégémonisme régional était au service de l'hégémonisme mondial soviétique qui se prétendait non-aligné, et que le

---

<sup>1</sup>AMAE, 498INVA/1516, Télégramme, n° 1438/47, Conseil de sécurité-situation en Asie du Sud-est, le 22 février 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1448/51, Conseil de sécurité-situation dans le Sud-est Asiatique, le 23 février 1979.

<sup>3</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1465/76, Conseil de sécurité-situation dans le Sud-est Asiatique, le 23 février 1979.

Vietnam n'était qu'un autre Cuba. Il affirma que le conflit sino-vietnamien n'avait rien à voir avec l'affaire du Cambodge, et que la contre-attaque chinoise n'était qu'une action de légitime défense en vue de lutter contre l'hostilité vietnamienne à l'égard de Pékin. Il lança finalement un appel aux autorités vietnamiennes pour qu'« elles se souviennent et s'arrêtent au bord du précipice » afin de régler pacifiquement des différends<sup>1</sup>. L'URSS proposa que tous les États membres de l'ONU cessent toutes livraisons d'armes et tout transfert, à destination de la RPC et condamna résolument les opérations militaires chinoises contre le Vietnam<sup>2</sup>. Le même jour, le gouvernement français déclara publiquement que la cessation des combats et le retrait sur la frontière internationale des forces devaient intervenir sans tarder. Il affirmait que « la France déploiera tous ses efforts aussi bien dans les instances internationales que dans ses rapports bilatéraux avec les États concernés », ce qui répondait à sa conception de la détente mondiale<sup>3</sup>.

D'après la situation du 23 février, Leprette estima que la France devait marquer fermement son accord à la convocation du conseil. Il pensait que la position française devait favoriser une solution équilibrée des conflits qui s'enchaînaient et s'enchevêtraient dans une même région. Il proposa de rappeler les avertissements du 13 janvier 1979 concernant l'atteinte à l'intégrité territoriale du Cambodge, parce que la France pensait que la violation des principes du droit international ne serait pas sans conséquences pour la stabilité d'une région dans son ensemble et ne favoriserait pas la reconstruction et le développement des pays. « C'est pourquoi le gouvernement français dans la déclaration qu'il a publiée le 23 février rappelle les conditions du retour à la stabilité et à la paix dans cette région », conclut le Représentant français. En outre, il pensait que les conflits de

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1479/86, Conseil de sécurité-situation dans le Sud-est Asiatique, le 23 février 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1492/94, Conseil de sécurité-situation dans le Sud-est Asiatique, le 23 février 1979.

<sup>3</sup>AMAE, 498INVA/1516, Texte de la déclaration française sur le conflit sino-vietnamien, le 23 février 1979.

l'Asie du Sud-est entraient dans le cadre du conflit entre la Chine et l'URSS, le texte soviétique, qui ne mentionnait pas le risque de détérioration de la situation, ne saurait donc recueillir la majorité, compte tenu de son caractère excessif et de son objectif exclusif<sup>1</sup>. Le Quai pensait que pour la procédure, la France n'avait pas de raison de s'opposer à la participation du représentant du Kampuchéa. Concernant l'intervention française du 24 février, le Quai demanda à Leprette de soutenir l'appel au cessez-le-feu, au retrait des forces étrangères sur la frontière internationale, à la non-intervention de puissances extérieures à la région, à l'ouverture de négociations pour résoudre le conflit et à la recherche d'une solution fondée sur le respect de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de la libre disposition de chacun des États concernés<sup>2</sup>. Le 24 février, le Quai envoya une instruction à Leprette pour lui demander d'insister sur la position française concernant la conception de la détente mondiale<sup>3</sup>. Après avoir eu une discussion téléphonique avec le Quai, Leprette ajouta certains nouveaux éléments dans l'intervention élaborée par le Quai d'Orsay<sup>4</sup>. Le 24 février, lors du débat de conseil de sécurité, Leprette exprima l'inquiétude de la France concernant les opérations militaires chinoises contre le Vietnam qui mettaient en danger la détente et la paix. Il pensait qu'il était nécessaire conforme aux principes de la Charte des Nations unies que le conseil de sécurité fût appelé à délibérer d'un problème relevant de sa responsabilité en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. La France considérait donc que les opérations en cours devaient cesser immédiatement et que les forces d'intervention qui avaient pénétré au Vietnam et s'étaient installées au Cambodge devaient regagner leurs frontières. Elle estimait également que

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1495/503, Conseil de sécurité-situation dans le Sud-est Asiatique- Déclaration du représentant de la France, le 23 février 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 316/17, Conseil de sécurité-situation en Asie du Sud-est, le 23 février 1979.

<sup>3</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 329/32, Débat au Conseil de sécurité, le 24 février 1979.

<sup>4</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 335/37, Débat au Conseil de sécurité, le 24 février 1979 ; 498INVA/1516, Bulletin d'information du 27 février 1979 : Situation dans le Sud-est Asiatique, déclaration du représentant de la France devant le conseil de sécurité.

l'instauration d'un ordre pacifique en Asie du Sud-est passait nécessairement par une solution qui laisserait les États de la péninsule indochinoise assumer la préservation de leur indépendance et de leur intégrité territoriale dans un contexte de relations de bon voisinage avec tous les autres pays de la région. Conformément à la conception générale concernant la détente internationale proposée par la France, le Représentant français conclut que celle-ci tous les projets de résolution visant à l'arrêt des combats, au retrait des forces d'intervention étrangères et à un règlement pacifique<sup>1</sup>. Par la suite, le Représentant anglais soutint la proposition de l'ASEAN concernant un appel au cessez-le-feu général et immédiat et au retrait de toutes les forces étrangères de toutes les zones de conflits du Sud-est asiatique<sup>2</sup>. Cependant, le Représentant chinois évita de mentionner la guerre avec le Vietnam. Le Représentant chinois souligna qu'il fallait cesser immédiatement l'agression armée vietnamienne contre le Cambodge. Il proposa seulement un retrait de toutes les troupes vietnamiennes du Cambodge et une négociation rapide entre les deux parties en vue d'un règlement de la question des relations entre le Kampuchéa et le Vietnam<sup>3</sup>. Le 25 février, le Représentant vietnamien fit le récit des actions diplomatiques hostiles de la Chine contre le Vietnam depuis 1965. Il souligna que la Chine parlait de négocier, mais chacun savait qu'elle avait refusé toute discussion. Ha Van Lau affirma que le Vietnam donnait son appui à la résolution soviéto-tchèque<sup>4</sup>. Lors du débat, l'ASEAN présenta son projet. L'ASEAN rappelait leur volonté de faire de l'Asie du Sud-est une zone de paix, de liberté et de neutralité. Ils soulignèrent que leur projet devait recommander la cessation des hostilités, le retrait de toutes les forces étrangères des zones de conflit et la non-intervention des puissances étrangères à la région ; cependant, ils s'abstenaient de désigner les

---

<sup>1</sup> AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1504/09, Conseil de sécurité-situation en Asie du Sud-est. Déclaration du représentant de la France le 23 février 1979.

<sup>2</sup> AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1510/23, Conseil de sécurité-situation en Asie du Sud-est, le 23 février 1979.

<sup>3</sup> AMAE, 498INVA/1516, Télégramme, n° 1534/37, Conseil de sécurité-situation en Asie du Sud-est-projet de résolution de la Chine, le 25 février 1979.

<sup>4</sup> AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1545/58, le 25 février 1979.

responsables des conflits et se bornaient à parler des événements d'Indochine. Seul le représentant de Singapour souligna que le conflit sino-vietnamien résultait de l'invasion du Kampuchéa, mais en précisant que l'attaque chinoise n'était pas justifiée et constituait une violation du droit international et de la Charte. Le Représentant chinois réaffirma que l'agression du Vietnam contre le Cambodge était d'une autre nature que le conflit sino-vietnamien et que les opérations militaires vietnamiennes étaient les seules qu'il convenait de condamner<sup>1</sup>. Ce projet était soutenu par la France et la majorité des non-alignés. Le Représentant français estima que les projets de la Chine et de l'URSS qui étaient en circulation proposés « ont le mérite de fixer les limites à ne pas atteindre pour donner une chance à un tout autre projet de résolution : aucune condamnation d'un pays ne devra être prononcée ; aucun lien direct entre l'affaire du Kampuchéa et l'invasion chinoise ne devra être établi ; aucune punition ne devra être infligée ». Les projets de résolution de l'URSS et de la Chine se neutralisaient l'un et l'autre. Certes, les deux projets avaient beaucoup de points communs : cessation des hostilités ou cessez-le-feu, retrait des troupes étrangères des zones des conflits, appel à la retenue des puissances étrangères de la région. En dépit des vives altercations qui opposèrent la Chine à l'URSS le 24 février, et le 25 février le Cambodge au Vietnam, les membres du conseil s'interrogeaient sur le dénouement de cette session concernant la situation de l'Asie Sud-est. À cause du développement de la guerre entre la Chine et le Vietnam, l'ONU décida de se réunir pour organiser un nouveau débat le 27 février 1979<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup>AMAE,498INVA/1516, Télégramme, n° 1529/33, Conseil de sécurité-situation en Asie du Sud-est (suite de débat), le 25 février 1979.

<sup>2</sup>AMAE,752INVA/2164, Télégramme, n° 1534/37, Conseil de sécurité-situation dans le Sud-Est asiatique, Projet de résolution de la Chine, le 25 février 1979 ; Télégramme, n° 1559/69, Conseil de sécurité-situation dans le Sud-Est asiatique, le 25 février 1979.

Après le débat du 25 février, concernant le projet de résolution proposé par l'ASEAN, les Chinois dirent aux Français que le projet de l'ASEAN devait explicitement lier le retrait de leurs troupes du Vietnam à l'évacuation des forces vietnamiennes du Cambodge dans un délai qui devait être fixé à trois semaines. Le Représentant chinois confia donc aux Français que la délégation chinoise pouvait ne pas participer au vote, et s'abstenir, mais il fallait convaincre les non-alignés, ou certains d'entre eux, de soutenir ce projet<sup>1</sup>. Le Représentant français pensait : « En s'agissant des modalités d'un règlement pacifique à plus long terme des conflits du Sud-est asiatique, l'éventualité d'un appel aux bons offices du Secrétaire général se heurte à la résistance de mes interlocuteurs soviétique et tchécoslovaque, qui jugent l'idée prématurée ». En revanche, « l'Ambassadeur de Chine ne m'a pas caché que Pékin n'était pas favorable à la réunion, dans un cadre régional ou plus vaste, cette conférence internationale à laquelle certains pays avaient pu songer ». Les Chinois voulaient voir dans le discours français une condamnation plus nette des agissements vietnamiens au Cambodge, mais ils comprenaient les raisons de la position française et ne voyaient pas que les relations sino-françaises pussent en être affectées. En revanche, les Vietnamiens appréciaient la netteté de la position française concernant la condamnation de la présence des forces chinoises au Vietnam. Certes, Leprette rappela sa demande du retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. Les Soviétiques approuvaient également la position française relative aux opérations militaires chinoises<sup>2</sup>. En fait, la position française était équilibrée et représentait une formulation consensuelle des autres positions. Chaque partie pouvait penser que la France soutenait leurs revendications, mais cette position n'était pas une attitude décisive à cause de son caractère ambigu. Cependant, la Chine ne saurait pas accepter un texte qui laissait planer la moindre ambiguïté sur la

---

<sup>1</sup>AMAE, 498INVA/1516, Télégramme, n° 1559/69, le 25 février 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1608/10, Conseil de sécurité-situation en Asie du Sud-est, Réactions à l'intervention française, le 25 février 1979.

nécessité d'un retrait des troupes étrangères du Vietnam comme du Cambodge<sup>1</sup>. Dans ces circonstances, Leprette voulait attendre les instructions du Quai d'Orsay pour la prochaine séance du conseil<sup>2</sup>. Le 26 février, *le Quotidien du Peuple* reproduisait intégralement le discours prononcé par le Représentant chinois devant le Conseil de sécurité. Les autorités chinoises continuaient de relever les déclarations allant dans le sens d'une globalisation des problèmes posés par l'intervention vietnamienne au Cambodge et l'intervention chinoise au Vietnam, et réclamant un retrait de toutes les forces étrangères se trouvant actuellement hors de leurs frontières. L'article souligna la nécessité d'un cessez-le-feu, d'un retrait des troupes des territoires occupés et de négociations en vue d'un règlement pacifique des conflits<sup>3</sup>.

La séance du 27 février donna lieu à un tir de barrage important du camp soviétique pour tenter de faire échec au dépôt éventuel d'un projet de résolution qui liait la guerre sino-vietnamienne à l'intervention de Hanoi au Cambodge. La plupart des orateurs n'apportèrent pas d'élément nouveau dans le débat. Ils lancèrent encore un appel au cessez-le-feu, au retrait des forces étrangères, à la non-intervention de puissances extérieures à la région. La Chine ne fit que répéter longuement ses accusations contre l'hégémonisme de Moscou. Le Vietnam se défendit en alléguant que les forces vietnamiennes au Cambodge étaient pour la lutte de libération qui était la tradition de solidarité et d'héroïsme du Vietnam contre le colonialisme. Le Président indiqua donc que le conseil reprendrait un nouveau

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1652/59, Conseil de sécurité-situation en Asie du Sud-est, le 27 février 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1598/1607, Conseil de sécurité-situation en Asie du Sud-est, projets de résolution en préparation, le 25 février 1979.

<sup>3</sup>*Chen Chu Dai Biao Zai An Li Hui Tao Lun Dong Nan Ya Ju Shi Shi Fa Yan Jie Lu Yue Nan Zai Su Lian Zhi Chi Xia Bei Qin Zhong Guo Xi Qin Jian Pu Zhai Yao Qiu Li Ji Zhi Zhi Yue Nan Qin Jian He Dui Zhong Guo De Wu Zhuang Tiao Xin* (Discours prononcé par le représentant Chen Chu devant le Conseil de sécurité lors de la discussion de la situation indochinoise pour dénoncer les opérations militaires du Vietnam soutenues par l'URSS contre le Cambodge et la Chine), *Le Quotidien du Peuple*, le 26 février 1979.

débat<sup>1</sup>. Avant le vote, le 28 février, la séance finale n'avait poursuivi que l'examen de la question en entendant des déclarations du Représentant du Kampuchéa démocratique ainsi que du Président, qui avait pris la parole en sa qualité de représentant du Koweït<sup>2</sup>. Leprette envoya le texte du projet de l'ASEAN au Quai d'Orsay. Il pensait que la position française serait de nature à déterminer celle de certaines délégations, et que la France devrait voter en faveur de ce texte<sup>3</sup>.

En fait, la Chine et l'URSS préféreraient que le débat s'achevât sans vote plutôt que d'avoir à émettre des vetos<sup>4</sup>. Le 5 mars, le gouvernement chinois déclara que toutes les troupes frontalières chinoises se repliaient en territoire chinois. Le même jour, le Représentant chinois s'opposa au projet de la double résolution en distinguant formellement la question du Kampuchéa de celle des conflits sino-vietnamiens, parce qu'il estimait que ce projet pouvait forcément provoquer le veto de l'URSS<sup>5</sup>. Les Français proposèrent au conseil de sécurité de faire une simple déclaration du Président qui enregistrerait la décision de la Chine de retirer ses troupes du Vietnam. Celle-ci prendrait acte de l'acceptation de Hanoi à se prêter à des négociations avec Pékin afin de trouver une conclusion au plus tôt<sup>6</sup>. Le 14 mars, le Représentant français envoya un schéma concernant l'explication du vote sur le projet de résolution de l'ASEAN. Dans ce projet d'intervention, il pensait qu'il devrait exprimer le souhait de chercher à obtenir le rétablissement de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-est. Il souligna : « Le projet de l'ASEAN se référait

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1688/709, Conseil de sécurité-situation dans l'Asie du Sud-est, le 27 février 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 498INVA/1516, Examen de la question aux 2114<sup>ème</sup> à 2118<sup>ème</sup> séances (du 23 au 28 février 1979)

<sup>3</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1720/26, Conseil de sécurité-situation dans l'Asie du Sud-est, conflit sino-vietnamien-projet de résolution des pays de l'ASEAN, le 28 février 1979.

<sup>4</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1762/70, Conseil de sécurité-situation dans l'Asie du Sud-est, le 28 février 1979.

<sup>5</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 1942/44, Conseil de sécurité-situation dans l'Asie du Sud-est, le 5 mars 1979.

<sup>6</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 2005/10, Conseil de sécurité-situation dans l'Asie du Sud-est, le 6 mars 1979.

explicitement aux principes fondamentaux sur le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des États, et son corollaire, le non-recours à l'usage de la force » ; c'était la raison pour laquelle la France devait voter en faveur du projet présenté par les Cinq<sup>1</sup>. Certes, les Soviétiques étaient demandées par leurs gouvernement de voter contre ce projet, mais l'Union soviétique était isolée. Elle tentait de faire reporter le vote à la semaine suivante dans le but d'exercer des pressions supplémentaires sur certains non-alignés qui poussaient à voter en faveur du texte de l'ASEAN<sup>2</sup>. Aux yeux du Quai d'Orsay, il y avait deux choix pour la France, soit un vote positif qui ménagerait les intérêts français à plus ou moins long terme dans les pays de l'ASEAN, mais ce choix risquait de provoquer un veto soviétique ; soit l'abstention qui serait justifiée par le retrait des troupes chinoises du Vietnam, qui montrait que les efforts du conseil de sécurité n'avaient pas été inutiles – dans cette condition, la poursuite du débat ne semblerait plus justifiée aux yeux de la France. Si la Chine et l'Union soviétique voulaient l'abstention ou la non-participation au vote, la France devait éviter l'abstention<sup>3</sup>. Le 14 mars, le Quai informa finalement Leprette de voter en faveur du projet de résolution établi par les pays de l'ASEAN<sup>4</sup>. En même temps, le Quai révisa son projet d'intervention. Il changea les deux derniers paragraphes. Le Quai pensait que l'Ambassadeur français devait souligner que la France voulait éviter toute escalade et tout élargissement des conflits et « répond ainsi à notre souci constant de préserver la détente dans le monde ». « Par notre vote, nous avons entendu exprimer à la fois notre opposition catégorique à la loi du plus fort, notre fidélité aux dispositions fondamentales

---

<sup>1</sup>AMAE, 498INVA/1516, Télégramme, n° 2337/44, Conseil de sécurité-situation dans l'Asie du Sud-est, le 14 mars 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 2357/76, Conseil de sécurité-situation dans l'Asie du Sud-est, le 15 mars 1979.

<sup>3</sup>AMAE, 498INVA/1516, Note, n° 43, Conseil de Sécurité, Situation dans le Sud-est asiatique. Le 13 mars 1979.

<sup>4</sup>AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 482, le 14 mars 1979.

de notre organisation, et notre confiance dans la négociation pour résoudre les différends d'une manière pacifique » conclut le texte révisé par le Quai d'Orsay<sup>1</sup>.

Avant le vote du 16 mars, chaque représentant permanent pensait que les Soviétiques, poussés par les Vietnamiens, émettraient un vote négatif. C'était le but recherché par les Chinois. Le conseil de sécurité se réunit comme prévu le 16 mars pour mettre un terme au débat relatif à la situation dans l'Asie du Sud-est. Avant le vote, le Représentant vietnamien et le Représentant soviétique étaient intervenus une dernière fois pour détourner la situation. Ha Van Lau indiqua que si le projet de l'ASEAN reflétait les préoccupations des États de la région, il était regrettable qu'il établît un lien entre le problème du Cambodge et l'attaque chinoise contre le Vietnam. Il indiqua que la question étudiée par le conseil était détournée, et que la vraie question était l'agression chinoise. Lau souligna que la Chine voulait utiliser Pol Pot pour poursuivre sa politique d'hégémonie. L'Ambassadeur de l'URSS s'efforça de démontrer les dangers de l'hégémonisme chinois pour l'Asie du Sud-est par la transformation du Cambodge en base d'agression. Il affirma que le Vietnam était le défenseur de la paix, et regrettait donc l'ambiguïté des débats du conseil et du projet de l'ASEAN. Cependant, le résultat du vote était 13 pour et 2 contre (l'URSS et la Tchécoslovaquie)<sup>2</sup>. Ce projet ne fut pas adopté finalement en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil. Après le vote, le Représentant chinois justifia son vote en expliquant que la Chine considérait comme positive une résolution demandant le retrait sans condition des troupes vietnamiennes du Cambodge. Il espérait que le problème entre la Chine et le Vietnam pourrait être réglé par la négociation en se fondant sur l'amitié traditionnelle qui existait toujours entre les Chinois et les Vietnamiens. Cependant, pour

---

<sup>1</sup>AMAE, 498INVA/1516, Télégramme, n° 492, Conseil de sécurité-situation dans l'Asie du Sud-est, le 15 mars 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 498INVA/1516, Télégramme, n° 2450/60, Conseil de sécurité-situation dans l'Asie du Sud-est, intervention avant le vote, le 16 mars 1979.

l'URSS, le Représentant chinois condamnait la volonté hégémonique de cette puissance, et souligna qu'elle était l'origine de la collusion soviétique-vietnamienne. Après l'intervention chinoise, Leprette expliqua la raison pour laquelle la France voulait voter pour, d'après la révision exercée par le Quai d'Orsay<sup>1</sup>. Le Représentant français pensait que la surprise était venue du côté chinois. Il estima que la Chine voulait isoler l'URSS par cette manœuvre et qu'elle avait atteint son but. Après le retrait total des troupes chinoises, la Chine pouvait diriger un mouvement international contre le Vietnam aux yeux de l'Ambassadeur français<sup>2</sup>. D'une part, à travers le vote pour le projet de l'ASEAN, la Chine pouvait avoir une position de supériorité morale et isoler l'URSS et le Vietnam. Après le vote, *le Quotidien du Peuple* fit de très longs comptes-rendus et commentaires sur cette « victoire » aux Nations unies. Les articles soulignèrent que la Chine se flattait d'avoir soutenu le projet des Cinq de l'ASEAN dont elle appréciait les qualités et la conformité aux grands principes de la Charte de l'ONU. Aux yeux des Chinois, le veto de l'URSS représenta l'échec de la politique soviétique, l'URSS avait montré sa « hideuse figure d'agresseur ». Le recours au veto était une action contre un texte qui avait rassemblé une écrasante majorité. Le mépris de la part de Moscou ne pouvait que susciter la réprobation des nations de l'Asie du Sud-est et une réflexion salutaire de la part de la majorité des pays du mouvement non-aligné. L'Union soviétique et le Vietnam, « le grand agresseur hégémoniste et le petite agresseur hégémoniste », ne rencontraient plus que l'impopularité. Il souligna que l'opinion publique mondiale réclamait le retrait immédiat et total de toutes les troupes vietnamiennes du Cambodge. L'éditorial conclut que si le Vietnam ne savait pas entendre cet avertissement, il se noierait dans l'océan de la guerre populaire<sup>3</sup>. D'autre

---

<sup>1</sup> AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 2461/76, Conseil de sécurité-situation dans l'Asie du Sud-est, le 17 mars 1979.

<sup>2</sup> AMAE, 752INVA/2164, Télégramme, n° 2491/94, Conseil de sécurité-situation dans l'Asie du Sud-est, le 17 mars 1979.

<sup>3</sup> *Sue Yue Yin Mou Zai Ci Bai Bei* (L'échec du complot soviétique-vietnamien), *Le Quotidien du Peuple*, le 19 mars 1979.

part, la Chine était en faveur de ce projet, parce que les troupes chinoises étaient en train de se retirer du Vietnam. Si le conseil de sécurité pouvait accepter le projet, ces instruments ne s'imposeraient qu'au Vietnam, parce qu'il devint désormais le seul pays qui maintenait ses forces au Cambodge, ce qui pourrait certainement laisser Hanoi sombrer dans la passivité, et ce qui était naturellement favorable à la stratégie chinoise contre l'hégémonie soviétique. C'est également la raison pour laquelle la Chine avait tenté d'ajourner le vote et de continuer à justifier la guerre sino-vietnamienne avant sa décision du retrait de ses troupes du territoire vietnamien.

Après le retrait des troupes chinoises du Vietnam, Hanoi voulait laisser entendre que la position vietnamienne était plus souple que le ton des déclarations officielles. Le 3 avril, Mai Van Bo dit à Combal que le Vietnam voulait rétablir une relation normale avec la Chine par négociation, mais des négociations se borneraient aux problèmes bilatéraux<sup>1</sup>. Un jour après, le Ministre des Affaires étrangères du Vietnam déclara devant les Français que les pourparlers entre la Chine et le Vietnam auraient lieu le 10 avril 1979 à Hanoi au niveau des vice-Ministres des Affaires étrangères sans plus aucune condition préalable pour présenter le signe de la bonne volonté du Vietnam et pour rechercher le règlement le plus complet possible des questions bilatérales en suspens<sup>2</sup>. Malgré le silence de la presse chinoise concernant cette demande, le 6 avril, Song Zhiguang confia à Arnaud que la Chine accepterait d'entamer les négociations et ne tarderait pas à le faire connaître officiellement. Cependant, Song indiqua que le Vietnam avait multiplié les accusations les plus injustes contre la Chine avant cette déclaration, le gouvernement chinois doutait donc de sa sincérité et ne s'attendait pas à voir cette négociation aboutir sur des résultats concrets<sup>3</sup>. En outre, lors de la négociation, la Chine voulait évoquer le problème du Cambodge, parce

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 635/38, le 3 avril 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 645/46, le 4 avril 1979.

<sup>3</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 1693/95, le 6 avril 1979.

que les relations sino-vietnamiennes ne pouvaient redevenir amicales si la paix en Asie du Sud-est n'était pas assurée. Certes, le gouvernement chinois souligna que l'évacuation des forces vietnamiennes du territoire khmer n'était pas une condition préalable à tout règlement des litiges sino-vietnamiens, parce que la tension militaire à la frontière ne pourrait pas être examinée indépendamment des problèmes de fond. La Chine ne pouvait envisager de se prêter à un arrangement qui permettrait au Vietnam de concentrer encore davantage de troupes au Laos et au Cambodge<sup>1</sup>. Le 7 mai 1979, Deng Xiaoping souligna devant les représentants de l'IHEDN : « Nous souhaiterions que les négociations aboutissent, mais pour cela, il faut que les Vietnamiens acceptent de parler des problèmes de fond, et pas seulement des questions frontalières. Il faut que Hanoi respecte le droit international, évacue le Cambodge et le Laos »<sup>2</sup>. Chacune des parties accusa l'autre d'avoir nié la vérité, falsifié l'histoire dans le but de se soustraire à ses responsabilités dans la détérioration des relations entre les deux pays. Finalement, les négociations entre la Chine et le Vietnam démarraient très lentement. Il semble que la Chine ait voulu laisser comprendre à Hanoi qu'elle ne discuterait pas de problèmes secondaires, comme par exemple le rétablissement des communications et la réduction des tensions à la frontière, mais l'hégémonie vietnamienne, appuyée par Moscou. Autrement dit, il s'agissait de faire comprendre au Vietnam qu'il n'avait aucune chance de s'assurer une paix sur la frontière sino-vietnamienne en continuant à pratiquer une politique de domination en Indochine, et d'étroite solidarité avec l'URSS. La négociation était donc pour la Chine une manière de poursuivre la leçon par un moyen politique en vue de forcer les dirigeants vietnamiens de à soutenir une politique équilibrée en Asie avec la Chine.

---

<sup>1</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 1848/58, Indochine, Entretien au Wai Chiao Pu, le 20 avril 1979 ; 752INVA/2163, Télégramme, n° 1982/87, Visite de M. Waldheim et négociations sino-vietnamiennes, le 30 avril 1979.

<sup>2</sup>AMAE, 752INVA/2163, Télégramme, n° 2070/71, Propos de Teng Hsiao-ping devant l'IHEDN relations sino-vietnamiennes, le 7 mai 1979.



## Conclusion

Après la Seconde Guerre mondiale, deux approches internationales sont apparues. L'une des approches internationales était un nouveau type de nationalisme fondé sur l'anti-impérialisme et l'anticolonialisme. Cette approche était populaire dans « le tiers monde ». Les ressources idéologiques de ce nationalisme étaient diverses, comme par exemple le capitalisme, le communisme ou une combinaison de plusieurs doctrines. Ce nouveau type de nationalisme incarnait la possibilité de combiner différentes doctrines dans un esprit de coopération internationale. On y parlait d'amitié et de soutien mutuels, ce qui a jeté une base solide pour des fronts unis internationaux à venir. Dans cette circonstance, la Chine populaire espérait devenir un leader du « tiers monde » et du mouvement révolutionnaire mondiale.

L'autre approche internationale dans le Bloc occidental était dirigée par les États-Unis, face à la « menace » du Bloc communiste après la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis ont dominé cette histoire en reprenant au Royaume-Uni le leadership de l'Occident. Ils pensaient sauvegarder « la liberté politique ». Ils voulaient également garantir la sécurité de l'Europe de l'Ouest et réassurer la stabilité du capitalisme. Les conflits entre les pays occidentaux ont été apaisés et la coopération internationale est devenue nécessaire. Le résultat de la coopération a été l'unification du commerce, de l'idéologie et de la stratégie. Cependant, grâce à la reconstruction de l'après-guerre, la croissance économique des principaux pays « occidentaux », comme par exemple le Japon, l'Allemagne, la France et l'Italie, a été progressivement plus rapide que celle des États-Unis. Ces pays ont commencé à chercher l'autonomie face aux États-Unis. La France espérait même jouer un

rôle important dans l'intégration de l'Europe occidentale et chercher une coopération transnationale entre les deux blocs. Dans les années 1960, ces nouveaux éléments ont abouti à l'instabilité intérieure des deux blocs et ont été en partie à l'origine du système multipolaire, ce qui a influencé le développement de la guerre froide.

Dans les années 1960, la Chine et la France étaient les deux représentants de ces deux genres d'approche internationale qui offraient la possibilité de briser le système bipolaire contrôlé par les deux superpuissances (les États-Unis et l'Union soviétique). Le président Mao Zedong espérait établir un nouveau front uni international basé sur sa théorie des « deux zones intermédiaires » contre les superpuissances. Cette ambition est née de l'effondrement de l'alliance sino-soviétique, de la situation isolée du PCC dans le Bloc communiste et de la détérioration de la situation sécuritaire en Chine. La diplomatie du président Mao met l'accent sur « le tiers monde » et les forces anti-américaines dans le Bloc occidental. D'une part, il espérait exploiter le soutien de la Chine au nationalisme dans « le tiers monde » pour prouver que la politique chinoise était « le vrai communisme », parce que le PCC assumait l'obligation de l'internationalisme et que les expériences révolutionnaires chinoises étaient le seul choix pour gagner l'indépendance nationale face à l'impérialisme, ce qui pouvait aider des dirigeants dans leurs pays à réussir la libération nationale et le développement de l'économie. Certainement, le PCC voulait également échanger l'aide contre le soutien du « tiers monde » dans la lutte idéologique contre « le révisionnisme soviétique ». D'autre part, selon la théorie du front uni créée par le président Mao, le PCC devait profiter des contradictions internes du Bloc occidental pour diviser l'ennemi. Le conflit franco-américain a donné au PCC une occasion d'encourager la lutte

anti-impérialiste dans le Bloc occidental et de créer une nouvelle situation pour la diplomatie chinoise.

Du côté français, la politique diplomatique du général de Gaulle était différente. Tout d'abord, de Gaulle a cherché à rétablir « la grandeur » de la France. L'intensification de la guerre froide s'est traduite par plusieurs frustrations : la douloureuse décolonisation et l'instabilité interne chronique, qui ont largement contribué à la faiblesse du statut international de la France. La diplomatie gaulliste tentait de créer une France indépendante en luttant contre les États-Unis pour le rétablissement du pouvoir du discours dans les affaires internationales, ce qui a facilité la réconciliation avec les pays du Bloc communiste. Deuxièmement, de Gaulle cherchait également à construire une nouvelle détente à l'initiative d'une « force indépendante » vis-à-vis des deux Blocs à la rendre apparente, comme par exemple la France ou une Europe occidentale intégrée. Le développement de la France devait être réalisé dans une situation internationale pacifique. Le système bipolaire était source du conflit, du point de vue du général de Gaulle. Une Europe européenne dirigée par la France et le rôle d'intermédiaire joué par la France entre les deux Blocs étaient donc les deux mesures essentielles pour vaincre « le système de Yalta ». En outre, la construction de la détente Est-Ouest ne devait pas sacrifier l'intérêt européen. Troisièmement, le rétablissement de l'influence française dans les anciennes colonies était l'un des espoirs de Gaulle. La diplomatie gaulliste, basée sur les expériences douloureuses de la décolonisation, avait donné une bonne réputation à la France dans « le tiers monde », ce qui a facilité le retour de la France dans ces régions. La France tentait d'exploiter la détente proposée par le Général et soutenue par ces pays pour amorcer cette ambition. La

chute de l'alliance sino-soviétique donnait également au Général une occasion d'ouvrir une nouvelle relation entre les deux Blocs en vue de réaliser sa politique.

Il semble que la reconnaissance mutuelle entre la Chine populaire et la France ait ouvert la possibilité de reconstruire l'ordre mondial à travers leurs plans internationaux. De Gaulle pensait que c'était nécessaire d'ouvrir des discussions avec la Chine sur des problèmes internationaux, en particulier, les problèmes asiatiques, parce que le conflit sino-soviétique montrait que les pays dans le Bloc communiste n'étaient pas homogènes et monolithiques. Il y avait désormais un « petit système bipolaire » dans le Bloc communiste. Il y avait des concurrences entre « les deux superpuissances communistes », la Chine et l'Union soviétique. L'établissement des relations diplomatiques avec la Chine populaire servait donc la politique asiatique de la France et le monde multipolaire conçu par le Général. Côté chinois, la propagande présentait cet établissement des relations diplomatiques avec la France comme l'explosion d'une « bombe atomique diplomatique ». En tout état de cause, une relation diplomatique était établie entre les deux pays avec des idéologies et des systèmes sociaux très différents. Le président Mao et les dirigeants du PCC considéraient cet événement des affaires étrangères comme une grande victoire dans la direction de la théorie des « deux zones intermédiaires ». La France était vraiment une « force indépendante » dans le Bloc occidental, parce qu'elle pouvait repousser les pressions exercées par les États-Unis auxquelles elle était soumise. Ces relations spéciales avec la France, en tant que représentant de « la deuxième zone intermédiaire », pouvaient donc permettre aux Chinois de développer un front uni internationale anti-américain se fondant sur la théorie du président Mao sur le Bloc occidental. La Chine et la France pouvaient donc bénéficier de cette relation en vue d'atteindre leurs objectifs. Il semble que cette

reconnaissance ait symbolisé une stratégie « gagnant-gagnant » et une même volonté de lutter contre le système bipolaire de la guerre froide. Cependant, la relation sino-française se refroidit rapidement et devint modeste, bien que les deux pays eussent maintenu une bonne relation économique. En fait, « le pragmatisme révolutionnaire » du président Mao et le gaullisme de l'administration française ne pouvaient pas échapper aux différentes idéologies de leurs Blocs et aux impacts des deux superpuissances, ce qui influençait leurs relations. Autrement dit, la base de la coopération en espérant lutter contre le système bipolaire pour un monde multipolaire entre « les forces indépendantes » était faible à cause de l'existence de la guerre froide. Les relations entre la Chine et la France pendant la guerre du Vietnam sont une bonne façon de comprendre cette histoire.

La négociation sino-française concernant le problème indochinois commença rapidement après la reconnaissance mutuelle de janvier 1964. Il y eut alors de fréquents entretiens relatifs à la neutralisation indochinoise et une conférence internationale pour la paix de l'Indochine proposée par le général de Gaulle, ce qui marqua le sommet de la relation politique entre la Chine et la France. Le général de Gaulle et le Quai d'Orsay voyaient une possibilité du rétablissement de la paix en Asie du Sud-est. Cependant, cette atmosphère amicale prit fin après l'escalade de la guerre du Vietnam en 1965. Par la suite, la relation politique entre les deux pays se détériora graduellement. Trois raisons pourraient expliquer ce changement.

Premièrement, ces négociations étaient fondées sur des objectifs très différents. De Gaulle cherchait à réaliser la détente Ouest-Est et à maintenir la présence de la France en Indochine. De son point de vue, le conflit en Asie du Sud-est fournirait le prétexte à une

guerre sino-américaine, qui pourrait dégénérer en une guerre mondiale, qu'il fallait éviter. Le Général voulait donc résoudre les problèmes indochinois tout d'ensemble par une méthode politique. Par conséquent, l'origine du conflit, l'Indochine, devait être neutralisée après une conférence internationale. Si « le projet de paix gaulliste » pouvait être mis en œuvre, un Sud-Vietnam neutre signifiait la fin de l'interférence sino-américaine et le début de la réunification pacifique du Vietnam d'après les accords de Genève de 1954, comme une partie importante du rétablissement de « la grandeur » de la France. En conséquence des efforts français dans cette affaire, l'influence française au Vietnam serait restaurée. En revanche, le gouvernement chinois n'avait pas envisagé une coopération avec la France concernant le problème du Vietnam avant la reconnaissance mutuelle. À ce moment-là, concernant la politique chinoise vis-à-vis de la région indochinoise, le PCC essayait de résoudre séparément les problèmes indochinois. Il voulait la neutralisation du Laos et du Cambodge, mais il voulait un Vietnam révolutionnaire. En effet, le président Mao espérait que la révolution vietnamienne n'influencerait pas les mouvements révolutionnaires intérieurs chinois, comme par exemple la reprise économique après le Grand Bond en avant. Pékin souhaitait que Hanoi pût contrôler le niveau de son effort militaire en vue de ne pas provoquer de bouleversement dans la région. Cependant, cela ne signifiait pas que la Chine abandonnait une solution militaire pour le problème vietnamien. La promotion de la révolution mondiale était encore la politique dominante du PCC. Cette divergence fondamentale sino-française minait les négociations bilatérales. De plus, concernant les relations politiques avec la France, les Chinois espéraient seulement élargir le front uni international contre l'impérialisme américain dans le Bloc occidental et « le révisionnisme soviétique » en intégrant la France à son plan. Le PCC estimait également que la

normalisation des relations diplomatiques franco-chinoises pourrait pousser le Japon et le Royaume-Uni à s'opposer aux politiques asiatiques des États-Unis.

Deuxièmement, les différents objectifs s'inscrivaient dans le conflit entre les deux idéologies de la guerre froide qui influençait les entretiens sino-français à propos du problème vietnamien. L'approche internationale de la France et l'internationalisme chinois ne pouvaient pas échapper à l'impact idéologique de la guerre froide. Bien qu'ils aient tenté de reconstruire la structure globale, chaque pays avait des préventions contre l'autre. De fait, le général de Gaulle pensait que l'Union soviétique était la menace pour la sécurité de l'Europe et que la Chine populaire devait être contenue. Il expliqua à ses alliés du Bloc occidental que la reconnaissance de la République populaire de Chine ne signifiait pas la reconnaissance du système politique chinois. D'après de Gaulle, la neutralisation de l'Asie du Sud-est pourrait défendre le Vietnam de « l'expansion de la Chine rouge ». Il espérait utiliser cette proposition pour finalement limiter le développement du communisme en Indochine. En fait, de Gaulle ne s'opposait pas à un Vietnam uni dirigé par le Nord, parce que Hanoi serait un régime nationaliste plutôt que communiste, différent de celui du PCC. Aux yeux du PCC, la politique diplomatique du Général était indépendante des États-Unis. Lorsque le PCC examina cette France, les Chinois pensèrent que le gouvernement du Général était un allié important mais indirect pour créer le front uni international anti-américain et antisoviétique. Le PCC pensait que les propositions gaullistes concernant les problèmes indochinois pourraient miner l'influence américaine dans cette région. C'est pourquoi les dirigeants chinois admirèrent les propositions gaullistes, notamment l'idée de la reconfirmation par une conférence internationale de la neutralité du Laos et du Cambodge. Cependant, d'après l'idéologie communiste, pour le PCC, la nature

« impérialiste » et « réactionnaire » du régime français ne changerait pas, à cause de son histoire et du Bloc auquel il appartenait pendant la guerre froide. D'après l'analyse de classe du PCC, les Chinois croyaient que par essence le pouvoir gaulliste faisait partie de « la grande bourgeoisie ». Ce genre de régime exploitait et réprimait inévitablement la classe ouvrière française. Le PCC ne pouvait donc pas faire confiance à ce type de régime. Le PCC prit des précautions contre toutes les politiques françaises, à l'exception des politiques anti-américaines, pour empêcher la France de porter atteinte à ses « intérêts révolutionnaires internationaux ». Lorsque le PCC pensa que les politiques gaullistes étaient devenues « rétrogrades » et n'étaient pas anti-américaines, les dirigeants chinois furent insatisfaits. Par ailleurs, lorsque le gouvernement français « réprima » des mouvements sociaux et des étudiants, la presse chinoise le critiqua fortement, au moment le plus radical de la Révolution culturelle.

Troisièmement, en raison des différentes idéologies, les négociations ne progressaient pas dans des conditions favorables. Pendant les contacts franco-chinois, les opérations diplomatiques françaises étaient discrètes. Les Français ne pouvaient pas faire connaître aux Chinois le véritable objectif anti-communiste du général de Gaulle, mais d'autre part, il fallait convaincre le gouvernement chinois de participer aux négociations proposées par la France. De plus, traiter avec les fonctionnaires chinois était difficile, car la nature du régime français était capitaliste. Ils ne pouvaient pas être facilement reçus par les fonctionnaires chinois, ce qui était différent des diplomates des partis frères étrangers. Même s'ils furent reçus par les Chinois, les conversations, généralement des monologues, furent très longues avec une traduction nécessaire, et ne produisirent pas de résultats plus fructueux. On doit constater que comme plus tard, la reconnaissance mutuelle entre la

Chine et les États-Unis, l'établissement des relations diplomatiques sino-françaises rencontrait le même paradoxe d'après l'idéologie du PCC. Quelle est la raison pour laquelle la Chine devait établir des relations diplomatiques avec « un pays impérialiste », contre lequel elle devait donc lutter ? Au niveau stratégique, la théorie des « deux zones intermédiaires » était une réponse à cette question : la Chine devait profiter du conflit franco-américain pour diviser le Bloc occidental et frapper fortement l'impérialisme. Au niveau diplomatique, la Chine ne pouvait pas résoudre ce problème. Quel était le statut de la France en Chine ? Le ministère chinois des Affaires étrangères espérait que les pays africains et d'Amérique latine ne croiraient pas que « les impérialistes français » avaient un statut privilégié en Chine. Il espérait également que la France ne penserait pas qu'elle était reçue avec froideur : cela n'eût pas aidé la stratégie anti-américaine de la Chine. Les entretiens entre l'Ambassadeur français et les dirigeants chinois relevaient de l'opportunité, mais qui n'était pas sans prudence. La Chine voulait constituer un équilibre entre les pays du « tiers monde » et la France. C'est la raison pour laquelle l'Ambassade de France pensait que la communication avec la Chine était très difficile. Concernant la proposition gaulliste sur le Vietnam, après la reconnaissance mutuelle, le gouvernement chinois recherchait toujours le véritable objectif du Général. Le PCC craignait que « le projet gaulliste » ne compromît les intérêts révolutionnaires du PCC. Pékin n'abandonnerait pas sa ligne politique contre l'impérialisme et le colonialisme, ainsi que son soutien aux luttes de libération nationale. En dépit du rétablissement de la paix dans la région, si l'influence de la Chine était grandement diminuée et si les affaires révolutionnaires étaient supprimées, Pékin n'accepterait pas cet affaiblissement stratégique résultant de ce « complot » français. Les propositions gaullistes pourraient faire barrage à l'escalade de la guerre aux yeux des Chinois. Lors de l'escalade de la guerre du Vietnam en février 1965, le rôle français déçut

la Chine. Bien que le PCC eût approuvé le discours de Phnom Penh du général de Gaulle en septembre 1966 qui s'accordait avec sa stratégie anti-américaine, à cause de la Révolution culturelle et de l'aide française pour la conférence de Paris et pour la négociation américano-vietnamienne en 1968, la relation politique entre la Chine et la France devint rapidement modeste et se détériora entre 1965 et 1969. Entre 1967 et 1968, la France et la Chine devinrent presque des ennemis idéologiques.

Les deux pays retournèrent sur leurs propres orbites pour poursuivre le défi contre le système bipolaire. La fin de la détente franco-soviétique résultant de la répression du printemps de Prague en 1968 symbolisait un échec de l'approche internationale du général de Gaulle. Lorsque le nouveau dirigeant de l'URSS décida d'aider le Vietnam du Nord en 1965, le front uni international créé par le PCC commença à se desserrer. La détérioration de la relation sino-vietnamienne, la chute de Sukarno en 1965, les affrontements à la frontière sino-soviétique en 1969 et le coup d'État au Cambodge en 1970, une série d'événements internationaux mirent l'internationalisme de la Chine dans une situation compliquée et désagréable. Par conséquent, l'impasse demeurait, jusqu'à ce que Moscou décide de se transformer en une puissance coopérante en Europe et que Washington espère promouvoir le rapprochement sino-américain. Pendant cette période, le général de Gaulle essayait d'améliorer la relation sino-française. Le président Mao cherchait à changer la stratégie chinoise vis-à-vis des deux superpuissances. Manac'h en tant que nouvel ambassadeur de France, arriva en Chine en 1969. En même temps, l'Ambassadeur de Chine revenait à Paris. Manac'h tentait de promouvoir la détente entre la Chine et les États-Unis afin de faire émerger une solution politique à la guerre du Vietnam. Cependant, la Chine éprouvait de la méfiance envers la politique diplomatique française à cause de leurs

idéologies différentes et des hésitations du président Mao concernant un rapprochement avec les États-Unis. L'initiative du général de Gaulle pour une détente entre les deux pays ne pouvait que restaurer la relation économique avec la Chine grâce au besoin de la technologie occidentale. Le coup d'État au Cambodge en mars 1970 donna une chance à Pompidou de rétablir la relation politique avec la Chine populaire, grâce aux relations spéciales entre la Chine, la France et le Cambodge. À ce moment-là, les principes anti-américains du discours de Phnom Penh de 1966 qui se conformaient à la politique chinoise vis-à-vis du problème de l'Indochine, devinrent un critère selon lequel les Chinois purent juger l'action de Pompidou dans la région. D'après le discours de Phnom Penh qui soutenait la politique de la neutralité du Cambodge et l'administration de Sihanouk, la Chine pensait que le président Pompidou avait trahi la politique du général de Gaulle, parce que la France ne rompait pas ses relations avec le gouvernement de Lon Nol, un « régime réactionnaire » d'après l'analyse idéologique maoïste. Grâce à la présentation de la politique de Pompidou par la mission de Ministre français Bettencourt, en visite officielle en Chine auprès de hauts dirigeants du PCC en juillet 1970, la Chine comprit que la France ne voulait pas changer sa politique fondée par le général de Gaulle à propos de l'Indochine. La France était obligée de maintenir une relation diplomatique avec le régime de Lon Nol par souci de ses intérêts économiques et de la sécurité de ses ressortissants au Cambodge. La France voulait également maintenir une relation avec le GRUNK soutenu par la Chine. D'après les archives françaises, il semble que le PCC ait été content de cette visite. Les articles du *Quotidien du Peuple* pouvaient également confirmer ce point de vue. Il semble qu'il y avait une entente tacite entre les deux pays. La Chine évita de critiquer la politique française envers l'Indochine après cette visite. La France et la Chine réussirent finalement établir une détente en 1970. Cependant, la relation sino-française devint plus indécise

comme avant 1967, c'est-à-dire qu'il y avait des discussions fréquentes, mais pas de beaucoup de points communs. Avant la modification de l'idéologie anti-américaine en 1972, il semble que la politique française d'après l'idéologie maoïste fût encore une politique qui minait la révolution de l'Indochine. Le président Mao n'avait pas encore conçu une nouvelle stratégie vis-à-vis des deux superpuissances.

Le rapprochement sino-américain en 1972 influençait fortement la politique chinoise relative aux problèmes vietnamiens. Face à la menace du « social-impérialisme soviétique », le président Mao décida d'aider les États-Unis à résoudre la guerre du Vietnam par une méthode politique. Il pensait qu'il y aurait probablement une influence négative de la détente sino-américaine relative à la guerre du Vietnam, mais si la Chine pouvait expliquer clairement son objectif devant les Vietnamiens, ce rapprochement faciliterait la révolution vietnamienne et la conférence de Paris. Dans cette circonstance, la Chine et la France parvenaient finalement à un consensus concernant une solution politique de la guerre du Vietnam. La Chine n'opposait aucun obstacle à la conférence de Paris. Les dirigeants chinois confièrent aux Français que le gouvernement chinois persuaderait Hanoi d'obtenir le plus vite possible un cessez-le-feu avec les États-Unis. La France proposa également au Nord-Vietnam de faire des compromis dans la négociation. Après le cessez-le-feu, la France et la Chine soutenaient ensemble une bonne exécution des accords de Paris. La Chine encourageait la France à établir de bonnes relations avec les forces communistes vietnamiennes. En ce qui concerne le Cambodge, les deux pays soutenaient ensemble le retour du prince Sihanouk à Phnom Penh. La Chine demanda à la France de persuader les États-Unis d'accepter cette proposition. On peut penser que c'était une coopération indirecte entre la France et la Chine.

Cependant, on doit constater que les deux représentants de « la force indépendante » ne pouvaient pas échapper aux conflits entre les deux superpuissances. Leurs approches internationales opposés au système bipolaire étaient en fait conditionnées par les créateurs de ce système. La Chine et la France ne pouvaient pas pratiquer leurs politiques vietnamiennes sans les positions américaines et soviétiques. Sans l'initiative de Nixon et la menace soviétique, la Chine et la France ne pouvaient pas aboutir à un accord sur la solution politique du problème vietnamien. Sans les concessions de l'administration de Nixon, l'idée du général de Gaulle concernant la détente sino-française ne pouvait pas être réalisée pendant la période de Pompidou. Avant la détente entre la Chine et les États-Unis, le président Mao considérait la situation de la Chine comme celle d'« un sandwich ». Les deux superpuissances étaient les deux pains qui entouraient la Chine. Cette comparaison pouvait également s'appliquer à la situation de la France. En outre, à cause des rôles spéciaux de la France et de la Chine, l'un de ces camps, aux yeux de l'autre n'était qu'un pion sur l'échiquier politique avec les deux superpuissances. La détente avec la France depuis 1969 était un signal du PCC pour un rapprochement avec le Bloc occidental. Dans la relation avec la Chine, le président Pompidou ne voyait que la possibilité pour la France de maintenir une position indépendante dans ses relations avec Washington et Moscou. Lorsque le président Mao pensa que les États-Unis ne voulaient pas vraiment une confrontation avec l'Union soviétique, il met à jours sa théorie des « deux zones intermédiaires ». La théorie des « trois mondes » était le fruit d'une réflexion du président Mao pour redéfinir l'internationalisme du PCC. En vue de lutter contre le système bipolaire et de limiter le bouleversement dans le cadre idéologique de ses alliances, la Chine était obligée d'élargir le front uni international contre « l'hégémonie » définie par Mao Zedong.

Dans la carte de cette théorie des relations internationales, la France était intégrée dans l'Europe occidentale, qui était une nouvelle force importante contre l'Union soviétique dans « le deuxième monde » aux yeux du PCC. Le statut privilégié de la France était désormais remplacé par l'Europe occidentale. En outre, à cause du conflit idéologique du système bipolaire, un Vietnam réunifié sous la direction de Hanoi se jetait finalement dans les bras de l'Union soviétique. Bien que la France s'engageât à rétablir un « statut privilégié » depuis la période du général de Gaulle, et bien que Pham Van Dong voulût réussir à coopérer avec l'Occident, les hauts dirigeants du Vietnam étaient lourdement influencés par leur idéologie. La relation franco-vietnamienne était modeste. La France devint finalement un simple « observateur » dans les affaires indochinoises, à cause de son influence limitée.

On doit par ailleurs constater également que la détente, en se fondant sur des idéologies différentes, minait également la base d'une coopération entre la Chine et la France. Côté français, depuis le voyage du général de Gaulle à Moscou en 1966, la France n'avait jamais renoncé à construire une relation étroite avec l'Union soviétique. À l'initiative du général de Gaulle, la démarche était suivie par la France dans la détente avec le Bloc socialiste. Les relations entre la France et l'URSS étaient étroites, comme en témoigne l'existence de contacts au plus haut niveau. Les visites du Ministre des Affaires étrangères en l'Europe de l'Est montraient l'ambition de la France pour surmonter la barrière entre les deux Blocs de la guerre froide afin de ne pas perdre une chance d'approfondir la coopération en Europe. Cette détente proposée par de Gaulle ne s'appliquait pas seulement aux relations soviéto-américaines, mais celles-ci étaient également un élément fondamental des relations Est-Ouest qui pouvait dépasser le système bipolaire aux yeux du Général. La détente était donc

globale. Cette politique française était fondée sur la multiplication des échanges et l'ouverture du dialogue avec tous les États, bien que les systèmes politiques et culturels fussent différents. Cette détente devait s'étendre à tous les continents et ne pas se limiter à l'Europe. La détente devait être réaliste pour la sécurité ce qui impliquait le maintien des alliances de la France.

Côté chinois, dans le cadre du « pragmatisme révolutionnaire », la détente proposée par le PCC était symbolisée par les Cinq Principes de la Coexistence pacifique, qui ne concernaient que les relations entre pays non-alignés et anti-impérialistes. D'après l'analyse du président Mao, ce ne serait pas possible d'établir une paix mondiale, si l'impérialisme existait. « La détente » du PCC reposait donc sur la victoire totale contre l'impérialisme et le révisionnisme. Dans cette circonstance, la situation internationale aux yeux du PCC devait être bouleversée par les conflits entre les deux superpuissances. Ce point de vue était clairement présenté par le Ministre chinois des affaires étrangères devant l'Assemblée générale des Nations unies en 1973. « Un petit pays est à même de vaincre un grand pays, et un pays faible, de vaincre un pays fort. Ce n'est pas le peuple qui a peur de l'impérialisme, c'est plutôt l'impérialisme qui a peur du peuple. Aujourd'hui dans le monde, la tendance principale, c'est la révolution. Maintenant que la guerre s'est arrêtée au Vietnam, peut-on présumer que notre planète connaîtra désormais la tranquillité ? Évidemment que non ! Il n'est donc nullement question de détente. Par une tranquillité universelle, mais par de grands bouleversements sous le ciel » indiqua Qiao Guanhua. Il souligna que les deux superpuissances voulaient contrôler le monde par leurs discours et forçaient les autres pays à accepter leurs décisions. L'Europe était le point crucial de la confrontation des deux superpuissances. En Asie, l'URSS voulait établir un système de

sécurité collective, équivalent à l'OTASE. C'était l'origine de l'absence de tranquillité dans le monde<sup>1</sup>.

Pour le PCC, pendant la période maoïste, l'objectif final de la Chine sur le plan idéologique et à long terme, demeurait « la révolution mondiale ». Toutefois, sur le plan pratique, elle assortissait le thème de la révolution de considérations qui atténuaient la portée. La Chine apportait son soutien résolu aux mouvements révolutionnaires des différents pays pour autant qu'ils ne se rattachassent pas à Moscou. Elle voulait réussir une révolution mondiale en vue d'amorcer une prétendue « détente » qui ne concordait donc pas avec l'esprit de la détente proposée par la France, sauf pour son caractère indépendant et anti-américain. À cause du « pragmatisme révolutionnaire », elle appliquait deux poids et deux mesures et faisait preuve de sélectivité concernant la détente de la France. La Chine demeurait toujours vigilante relativement aux politiques françaises en vue d'éviter « les influences passives » sur les affaires révolutionnaires, mais elle soutenait certainement les politiques indépendantes de la France, comme par exemple le maintien d'une force de frappe indépendante, et approuvait les politiques anti-américaines de la France, comme par exemple la demande du retrait des troupes américaines du Vietnam afin de présenter la possibilité d'une paix sous la direction de la politique de détente de la France. Cependant, si la Chine pensait que cette idée de détente menaçait le plan révolutionnaire, elle pourrait s'y opposer et la critiquer fortement. Après avoir su le véritable but de la neutralisation de l'Asie du Sud-est proposée par le général de Gaulle, la Chine pensa que cette mesure de détente en Asie était un « complot » français pour miner la révolution vietnamienne.

---

<sup>1</sup>*Zai Lian He Guo Di 28 Jie Quan Ti Hui Yi Shang Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Dai Biao Tuan Tuan Zhang Qiao Guanhua De Fa Yan* (Discours de M. Qiao Guanhua, chef de la délégation de la RPC, devant la 28<sup>ème</sup> Assemblée générale des Nations unies), *Le Quotidien du Peuple*, le 3 octobre 1973.

Lorsque Paris accueille la conférence des négociations américano-vietnamiennes pour la paix, il semble que la Chine de la révolution culturelle soutînt moralement le mouvement de « Mai 1968 » afin d'empêcher celle-là.

Le différend le plus important entre la détente de la Chine et de la France était la position concernant l'Union soviétique. En raison des différentes positions vis-à-vis des États-Unis et de la concurrence pour la domination dans le Bloc socialiste, l'alliance sino-soviétique s'effondra dans les années 1960. La Chine maintenait désormais sa vigilance face à la menace soviétique. Pendant la période maoïste, le PCC tentait d'éviter une intervention soviétique dans son plan révolutionnaire. La lutte contre « le révisionnisme soviétique » avait commencé à influencer la tendance de la politique étrangère de la Chine. Le rapprochement de l'Union soviétique pourrait certainement provoquer le mécontentement du PCC. La relation étroite franco-soviétique se fondant sur la politique de détente de la France était donc un des obstacles importants entre la Chine et la France. Concernant le problème vietnamien, la Chine voulait maintenir sa domination. Cependant, la France estimait que pour le problème vietnamien la première contradiction était le conflit sino-américain et ne pensait pas que le conflit sino-soviétique puisse influencer l'attitude chinoise vis-à-vis des propositions gaullistes. Les négociations franco-soviétiques sur le problème vietnamien ont approfondi les soupçons de la République populaire de Chine. Le PCC pensait que c'était une coopération franco-soviétique en vue de miner la révolution vietnamienne. Ce jugement était la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Les positions différentes entre la Chine et l'URSS mirent un terme à la cordialité des dialogues sino-français concernant le problème vietnamien. D'après la théorie des « trois mondes », l'Europe occidentale se voyait attribuer en principe le rôle de force d'appoint du « tiers

monde » contre l'hégémonie soviétique. La Chine était donc amenée à souhaiter une Europe forte, capable de contrebalancer l'influence de l'URSS. D'où également l'approbation des tentatives de la CEE pour renforcer ses liens avec « le tiers monde ». Aux yeux des Chinois, la politique de détente dans laquelle elle ne voyait qu'un leurre et ne gênait nullement le développement des armements soviétiques. À cause de la politique pour la détente avec l'URSS de Pompidou et de Giscard d'Estaing, la Chine était obligée de tenter de persuader la France de lutter contre l'URSS. Cependant, les Français ne rappelaient que sa faiblesse face à l'armée rouge soviétique.

Cette divergence fut finalement résolue pendant la période de Deng Xiaoping. D'une part, les éléments révolutionnaires maoïstes étaient graduellement éliminés. La Chine estimait que les États-Unis se trouvaient dans une position défensive alors que l'URSS était nettement expansionniste. Pour la Chine, le problème principal de l'heure était d'éveiller les peuples du monde à la vigilance face au renforcement des armements soviétiques. Il fallait se préparer à une éventuelle guerre provoquée par l'URSS. Si les hommes politiques européens présentaient clairement cette situation à leurs peuples et engageaient les préparatifs indispensables, l'expansionnisme soviétique pourrait être mis en déroute, même dans l'hypothèse d'une guerre. D'autre part, l'action française était en faveur d'une Europe occidentale unie. La création d'une zone de paix et de prospérité, la finalité de cet ensemble devait résider pour elle, dans la constitution d'une nouvelle entité politique et militaire en donnant à l'Europe les moyens de regrouper l'ensemble de ses forces contre l'URSS. La France admettait que la détente devait être inséparable de la recherche d'une sécurité. C'était la raison pour laquelle la France veillait tout d'abord à ce que ses intérêts fondamentaux en matière d'indépendance nationale soient préservés, et développait une

indispensable défense militaire. La poursuite de la politique de la détente n'était pas la contrepartie de concessions qui seraient consenties à l'Union soviétique par l'Ouest.

Dans ces circonstances, la fin des séries de guerres en Indochine créait une situation nouvelle pour la Chine et la France, mais encore très fluide. Ils entreprenaient de canaliser à leur profit l'évolution de la situation dans une zone qu'ils considéraient traditionnellement comme leur sphère d'intérêt et surtout de faire obstacle, dans toute la mesure du possible, au progrès dans ces pays de l'influence soviétique. L'émergence du Vietnam avec l'appui de l'URSS servit de catalyseur au resserrement des liens dans l'autre Asie du Sud-est : l'ASEAN s'en trouvait fortifiée. Il y avait donc plusieurs points communs avec la Chine. La Chine et la France recherchaient en même temps à définir la bonne politique à mener à l'égard de cette organisation. Pékin était d'accord avec la politique française à l'égard de la coopération économique avec des pays de l'ASEAN. Aux yeux des Français, le soutien de Pékin à cette politique française était un intérêt et une aide majeure pour Paris. La France était le premier pays à envoyer sur place une mission chargée de mesurer les besoins les plus urgents et de proposer une aide pour panser les blessures et à reconstruire. Cet esprit d'ouverture, cette attention vigilante aux évolutions et aux transformations permettait de nouer des liens plus étroits avec les pays asiatiques avec la France et d'être favorable une détente mondiale proposée par le gouvernement français. Pékin se déclarait favorable à cette Association, à ses projets économiques et s'abstenait de reprendre les préventions des pays d'Indochine à l'égard des Cinq. En fait, la stratégie de la Chine vis-à-vis de l'Asie du Sud-est, à la fin de période du président Mao, commença à être changée. La Chine voulait améliorer la relation politique avec les pays de l'ASEAN, mais en même temps elle ne voulait pas empêcher son aide au mouvement révolutionnaire

dans cette région. L'ASEAN était favorable à la lutte contre l'intervention soviétique dans cette région.

Les vues politiques de Pékin sur l'ensemble du problème indochinois étaient empreintes de réalisme. La Chine savait qu'un équilibre durable ne pouvait être fondé dans la péninsule que sur le respect des personnalités nationales. Elle ne voulait pas voir donc d'un œil favorable la perspective d'une prédominance de Hanoi après l'échec de la détente avec le Vietnam entre 1976-1977. Certainement, les incidents sino-vietnamiens confirmaient l'incapacité essentielle des pays communistes d'accepter l'indépendance réelle d'autres pays communistes situés dans ce qu'ils considèrent comme leur zone d'influence : le Cambodge pour le Vietnam, le Vietnam pour la Chine. Loin de marquer la fin des idéologies, le conflit sino-vietnamien marquait que c'était leur persistance au sein du monde communiste qui empêchait des ajustements pragmatiques de s'opérer. Cependant, la limitation de l'influence de la France en l'ancienne Indochine à cause du conflit idéologique dans le Bloc socialiste laissait finalement à la France la seule possibilité de jouer un rôle d'observateur. La France ne pouvait pas s'entendre avec d'autres États sur la définition d'intérêts communs dans la région à ce moment-là. Paris n'avait pas de conflit direct avec Pékin dans les affaires indochinoises. Elle voulait une situation stable en Asie du Sud-est, parce que si la situation était instable, leur intérêt économique avec ces pays dans cette région serait endommagé. De là venait l'initiative française pour une solution pacifique concernant le conflit sino-vietnamien. La France condamnait la guerre déclenchée par le Vietnam contre le Cambodge. Elle ne souhaitait pas non plus les actions militaires chinoises contre le Vietnam. Certainement, la demande pour une détente dans cette région s'accordait avec son image nationale fondée par sa politique indépendante. La

France pouvait vérifier par ailleurs qui déciderait de l'ordre régional, ce qui était important pour sa politique en avenir. Le Quai d'Orsay savait naturellement, dans les affaires indochinoises après la guerre sino-vietnamienne en 1979, que la Chine reprendrait rôle de décideur de l'ordre dans cette région.

On peut constater que la politique française et la diplomatie chinoise étaient à la fois indépendantes et luttaient contre le système bipolaire. Ils pensaient donc que les deux pays avaient un langage commun. La Chine et la France espéraient toutes deux établir un lien entre l'Est et l'Ouest afin de reconstruire l'ordre mondial. Cependant, leurs approches internationales ne pouvaient échapper à l'influence idéologique du système bipolaire qu'ils tentaient de rompre. Pour restaurer la « grandeur » de la France, de Gaulle chercha à rétablir le statut international français et des intérêts nationaux par une détente Ouest-Est. Le président Mao essaya, selon sa nouvelle théorie, de s'unir aux forces du « tiers monde » et aux forces anti-américaines et anti-révisionnisme pour approfondir et poursuivre les luttes révolutionnaires internationales contre les États-Unis et l'Union soviétique. La chute de la coopération à court terme concernant le problème vietnamien présentait la limitation historique de deux approches internationales survivant dans la « crevasse » de la guerre froide. La relation entre la Chine et la France était en fait assez tiède depuis 1965. En raison de la différence d'idéologie, la coopération entre « les forces indépendantes » était si difficile et si temporaires qu'elles ne pouvaient pas défier l'ordre mondial gouverné par les deux superpuissances, tant qu'aucun bouleversement n'affectait celles-ci si les États-Unis et l'URSS n'espéraient pas changer. Après la fin de la période maoïste, sous la direction des successeurs du président Mao, l'idéologie communiste, dont la fonction devint moins omniprésente que par le passé, fut apurée de dix années d'influence radicale, ce qui revint

à condamner implicitement la Révolution culturelle. Ce retour à l'ordre passa à la fois par un rétablissement de la primauté du Parti sur toutes les autres organisations et par une reprise en main de son appareil. Le PCC abandonnait progressivement beaucoup de dogmes et de pratiques héritées de la Révolution culturelle. La nécessité imposait des solutions surtout pragmatiques. L'adoption de mesures inspirées d'un réalisme sans fard, mais doublées de méthodes autoritaires, traduisait l'ampleur des ambitions économiques. Le changement de la Chine symbolisait un nouveau chapitre des relations sino-françaises. Les divergences de deux conceptions de détente vers l'Union soviétique étaient graduellement éliminées. La France tirait parti de ce « flottement » qui caractérisait alors les deux relations triangulaires : d'une part, la Chine, l'Union soviétique, les États-Unis, et d'autre part, la Chine, le Vietnam, l'Union soviétique, en prenant des initiatives politiques et économiques à l'égard de Pékin qui élaborait à l'époque même des orientations dont Paris avait tout lieu de penser qu'elle devaient affecter durablement la diplomatie et les relations économiques extérieures de la Chine, mais sans créer de conflit avec la Chine concernant les problèmes indochinois. Deux approches internationales ont établi progressivement de nouveaux schémas de coopération continentale qui pourraient aboutir à un règlement paneuropéen et à un monde multipolaire, mais ceux-ci furent réalisés après la guerre froide.

## **Archives et Documents :**

### **Documentations françaises :**

#### **Archives nationales françaises**

##### ***Série 5AG1 – Présidence du général de Gaulle (1958-1969)***

5AG/1/801(extraits), République populaire de Chine, 1958-1968.

5AG/1/814(extraits), Vietnam du Nord, 1966-1969.

5AG/1/815(extraits), Vietnam du Sud, 1959-1972.

##### ***Série 5AG2 – Présidence de Georges Pompidou (1969-1974)***

5AG/2/99(extraits), Dossier Jean-Louis Lucet, Affaires étrangères, (janvier 1972-août 1973).

5AG/2/121(extraits), Dossier Cambodge, 1969-décembre 1973.

5AG/2/122(extraits), Dossier Chine, 1970-1972.

5AG/2/123(extraits), Dossier Chine, 1973.

5AG/2/126(extraits), Dossier Vietnam du Nord, septembre-février 1973.

*Conseillers diplomatiques,*

5AG/2/1028(extraits), Dossier Cambodge, septembre 1969-décembre 1973.

5AG/2/1029, Chine, 1971-1973.

5AG/2/1030, Chine, Voyage en Chine du président, 11-17 septembre 1973.

5AG/2/1034 (extraits), Dossier Vietnam, 1969-1973, Dossier Vietnam du Sud, 1970-1972.

##### ***Série 5AG3 – Présidence de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)***

5AG/3/956, Cambodge-Relations diplomatiques bilatérales, 1974-1981.

5AG/3/1100, Vietnam du Nord- Relations diplomatiques bilatérales, 1975-1979.

5AG/3/1101, Vietnam du Sud- Relations diplomatiques bilatérales, 1974-1975.

### ***Les Documents du Fonds Norodom Sihanouk<sup>1</sup>***

665AP/161, Communiqués de Norodom Sihanouk ou du Cabinet, 1970-1975.

665AP/167, Comptes rendus d'entretiens officiels de Norodom Sihanouk ou Monique Sihanouk et de membres du gouvernement, 1970-1989.

665AP/169, Ministère des Affaires étrangères du GRUNK : correspondance, télégrammes et comptes rendus à l'arrivée et au départ, 1970-1976.

665AP/178, Conférence au sommet des Peuples indochinois (Canton), 1970.

665AP/199, France, visite officielle, URSS (13-17 mars), Entretien avec Zhou Enlai (18 mars), Meeting de masse à Pékin (21 mai), 1970.

665AP/200, Chine, Meeting de masse à Shanghai, Banquets offert par Zhou Enlai, Visite à Tianjin, Banquets en l'honneur de Ieng Sary, 1971.

665AP/202, Banquet offert par Zhou Enlai, Vietnam du Nord, visite officielle, janvier-avril 1973.

665AP/205, Banquet offert par le gouvernement de la République populaire de Chine, allocution prononcée par Deng Xiaoping, Banquet d'adieu offert par Norodom Sihanouk, allocution prononcée par Deng Xiaoping, 1975.

### **Les Archives diplomatiques du Ministère des Affaires étrangères (la Courneuve) (AMAE)**

#### ***République populaire de Chine***

119QO/494, Réglementation internationale des exportations vers la Chine.

119QO/520, Reconnaissance de la Chine communiste, janvier 1956- août 1959.

119QO/522, Dossier général-suites de la Guerre d'Indochine, septembre 1955-décembre 1957.

119QO/528, Evolution des relations diplomatiques France-RPC, dossier général, août-décembre 1964.

119QO/529, Evolution des relations diplomatiques France-RPC, dossier général, janvier-juin 1965.

---

<sup>1</sup> Ces fonds d'archives que j'ai consulté ne sont pas apparus très utiles pour l'orientation de ma thèse.

119QO/530, Evolution des relations diplomatiques France-RPC, dossier général, juillet - septembre 1965.

119QO/531, Evolution des relations diplomatiques France-RPC, dossier général, octobre-décembre 1965.

119QO/532, Visite d'André MALRAUX à Pékin : juin-septembre 1965.

119QO/533, Evolution des relations diplomatiques France-RPC, janvier-juillet 1966.

119QO/534, Evolution des relations diplomatiques France-RPC, août-décembre 1966.

119QO/536, 537, Evolution des relations diplomatiques France-RPC, dossier général-suite : compte-rendu d'entretiens, incidents et manifestations devant l'ambassade, ressortissants chinois en France, contentieux domanial, janvier-décembre 1967.

119QO/538, Evolution des relations diplomatiques France-RPC : dossier général-classement par dossier, janvier-décembre 1967.

119QO/569, Relations sino-soviétiques, documentation brochures (les relations économiques sino-soviétique en 1949-1958). Bulletin d'écoutes générales (groupement des contrôles radioélectriques, 1962), dépêches d'agence (Chine nouvelle) et articles divers, 1960-1962.

119QO/586,587,588, Relations avec le Vietnam, janvier 1963-decembre 1967.

119QO/747, Dossier général, janvier 1968-decembre 1969.

119QO/748, S/d, évènements de mai 1968-incidents divers, Affaire Jackson, fête nationale chinoise, 1968-1969.

119QO/750, Dossiers divers-la Chine et la drogue, entretiens avec des dirigeants chinois, contentieux domanial, escale à Shanghai, janvier-décembre 1971.

119QO /751, Relation avec la France-Compte rendu de l'entretien de M. Chiao Kuanhua, missions diplomatiques chinoise, questions bilatérales, la Chine et le sommet Européen, janvier-décembre 1972.

119QO/753, Voyage en Chine de M. Bettencourt, 1970.

119QO/754, 755, Entretiens Franco-Chinois, Problèmes Indochinois, 1970.

119QO/756, Voyage de personnalités chinoises en France, vice-ministre des Affaires étrangères, délégation gouvernementale chinoise, juillet-décembre 1971.

119QO/758bis, Voyage de Pierre Mendes-France 1971-1972.

119QO/759, Personnalités chinoises en France-M. Chiao-Kuan-Hua (vice-ministre chinois des AE) -M. Chi-Peng-Fei (ministre chinois des AE), février-décembre 1972.

119QO/760, Personnalités françaises en Chine, Voyage de M. Maurice Schumann (5-11 juillet 1972), janvier- juillet 1972.

119QO/761, 762, Relations avec la France, dossier divers-visite de Maurice Schumann en Chine, situation intérieure en Chine, problèmes bilatéraux, questions internationales, juillet-septembre 1972.

119QO/769, Projet de voyage du président Nixon en Chine, janvier-avril 1972.

119QO/770, Voyage de M. Nixon à Pékin-entretiens sino-américains sur les problèmes de la Corée, du Vietnam, janvier-avril 1972.

119QO/771, Visite de M. Malraux à Washington, Contacts sino-américains à Paris, Voyage de M. Kissinger à Pékin, voyage en Chine du sénateur Mansfield, février-décembre 1972.

119QO/772, Réactions internationales au communiqué sino-américain, février avril 1972.

119QO/781, 782, Conflits frontaliers sino-soviétiques, avril-décembre 1969.

119QO/783, Durcissement des conflits sino-soviétiques frontaliers, janvier-avril 1970.

119QO/784, Crise Cambodgienne, mi-novembre 1970.

119QO/824, Relations avec le Cambodge, visite du prince en Chine, presse internationale, janvier-avril 1968-1970.

119QO/825, Relations avec le Cambodge, intervention américaine au Cambodge, reconnaissance du gouvernement du prince Sihanouk par la Chine, entretiens avec le prince Sihanouk.

119QO/829, 830, Relations avec les pays d'Asie du Sud-est, janvier-décembre 1968-1970.

119QO/831, Principales déclarations françaises sur l'Indochine depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1968, la Chine et le problème vietnamien, relations avec la RDV, délégation gouvernementale nord-vietnamien dirigé par le 1<sup>er</sup> ministre Pham Van Dong à Pékin, avril-décembre 1971.

752INVA/2141, Relations avec la France, dossiers généraux, 1973.

752INVA/2163, La Chine et l'Indochine, janvier-juin 1979.

752INVA/2164, Le conflit sino-vietnamien devant l'ONU, janvier-mars 1979.

752INVA/2165, Position des États tiers dans le conflit sino-vietnamien, 1979-1980.

752INVA/2166, Visite officielles, Personnalité françaises en Chine, 1973.

752INVA/2167, Visite officielles, Dossier préparé par la Direction d'Asie, 1973.  
752INVA/2169, Visite officielles, Personnalité françaises en Chine, 1976.  
752INVA/2170, Visite officielles, Dossier préparé par la Direction d'Asie, 1977-1978.  
752INVA/2171, Visite officielles, Personnalité françaises en Chine, 1978.  
752INVA/2172, Visite officielles, Personnalité françaises en Chine, 1979.  
752INVA/2173, Visite officielles, Personnalité françaises en Chine, 1980.

### ***Vietnam-Conflit<sup>1</sup>***

148QO/99, Pourparlers de paix-Position des États sur le conflit, République démocratique du Vietnam, janvier-décembre 1965.  
148QO/100, Pourparlers de paix-Position des États sur le conflit, République démocratique du Vietnam, janvier-décembre 1966.  
148QO/101, Pourparlers de paix-Position des États sur le conflit, République démocratique du Vietnam, janvier-mars 1967.  
148QO/102, Pourparlers de paix-Position des États sur le conflit, République démocratique du Vietnam, avril-décembre 1967.  
148QO/103, Pourparlers de paix-Position des États sur le conflit, République démocratique du Vietnam, janvier-juin 1968.  
148QO/104, Pourparlers de paix-Position des États sur le conflit, République démocratique du Vietnam, juillet-décembre 1968.  
148QO/108, Pourparlers de paix-Position des États sur le conflit, République démocratique du Vietnam, janvier-mai 1972.  
148QO/109, Pourparlers de paix-Position des États sur le conflit, République démocratique du Vietnam, juin-décembre 1972.  
148QO/110, Pourparlers de paix-Position des États sur le conflit, République démocratique du Vietnam, janvier 1973-juin 1975.  
148QO/111, Pourparlers de paix-Position des États sur le conflit, URSS, Dossier général, 1965.

---

<sup>1</sup> Ces fonds d'archives (148QO/266-271) que j'ai consulté ne sont pas apparus très utiles pour l'orientation de ma thèse.

148QO/112, Pourparlers de paix-Position des États sur le conflit, URSS, Dossier général, relations sino-soviétique, 1966-1967.

148QO/113, Pourparlers de paix-Position des États sur le conflit, URSS, Dossier général, réactions à l'arrêt des bombardements et aux propositions de pourparlers, rôle de l'URSS dans les négociations, 1968.

148QO/118, Pourparlers de paix-Position des États sur le conflit, URSS, Dossier général, réactions au cessez-le-feu au Vietnam, accords de Paris, entretiens franco-soviétiques, notes sur la politique soviétique en Asie et la chute de Saïgon et Phnom Penh, détente soviéto-américaine, 1973-1974.

148QO/143, Position de la Chine-relations franco-chinoises 1965-1967.

148QO/144, Réaction chinoise aux négociations de Paris et relations sino-vietnamiennes, troubles au Kwangsi et conséquences sur l'acheminement et l'aide à la RDVN, 1968-1969.

148QO/145, Déclarations et entretiens, relations sino-américaines, politique indochinoise, entretiens Schumann-Chou En Lai, 1971-1972.

148QO/146, Déclarations et entretiens, relations sino-américaines, Mme Binh et Le Duc Tho à Pékin, réactions aux accords de Paris, participation à la conférence internationale sur le Vietnam, voyage du Pdt Pompidou en Chine, réactions à la Chute de Phnom Penh et Saïgon, note sur les évolutions de la politique chinoise en politique indochinoise, entretiens Schumann-Chou En Lai, 1973-1976.

148QO/161, Situation au Vietnam et active diplomatique française, 1961-1966.

148QO/162, Actions diplomatiques françaises concernant les négociations, délégations françaises au Vietnam, 1967-1968.

148QO/165, Déclaration gouvernementale du 1<sup>er</sup> avril et réactions (grandes puissances et parties concernées), avril-octobre 1970.

148QO/166, Déclaration gouvernementale du 1<sup>er</sup> avril et réactions (grandes puissances, ONU, autres états, commentaires de presse), avril-septembre 1970.

148QO/170, Entretiens et déclarations, accord de paix de la conférence internationale sur le Vietnam et réactions, positions françaises à la conférence internationale du 26 février, recueil des principales déclarations françaises concernant le Vietnam d'août 1964 à juin 1973.

148QO/171, Relations de la France avec la RDVN et le GRP, mission de Missoffe à Hanoi ; entretien Rocher-Pham Van Dong, aide humanitaire au GRP et mesures de protection de la communauté française ; entretiens avec la 3<sup>ème</sup> force sud vietnamienne, janvier-avril 1975.

148QO/172, Mission de liaison de Huriet auprès du GRP ; entretien Méillon-Thieu, questions pratiques relatives à la représentation à Saigon en écho à la situation à Phnom Penh ; départ de Thieu, question du statut de la représentation au Sud Vietnam, avril 1975.

148QO/173, Reconnaissance du GRP et établissement de relations diplomatiques, situation des ressortissants ; entreprises et bâtiments français, note sur le bilan et les perspectives de la présence française en Indochine, position française face aux candidatures du GRP et de la RDVN à l'ONU ; mai-septembre 1975.

148QO/174, Fin de la représentation diplomatique à Saigon, mission dite de « de haut niveau » en RDVN, situation des entreprises au Vietnam, octobre 1975-septembre 1976.

148QO/175, Questions humanitaires, français au Vietnam, avril-mai 1975.

148QO/176, 177, Entretiens franco-américains, février 1965-octobre 1977.

148QO/178, Entretiens franco-chinois, janvier 1965-novembre 1977.

148QO/218-221, Dossiers de travail, tableau des propositions américaines et vietnamiennes, avril 1972- février 1973.

148QO/266, Négociations de Paris : Allocations, discours, mémorandums : dossiers par séance, Séances plénières 129 à 135, septembre-novembre 1971.

148QO/267, Négociations de Paris : Allocations, discours, mémorandums : dossiers par séance, Séances plénières 136 à 142, novembre 1971-janvier 1972.

148QO/268, Négociations de Paris : Allocations, discours, mémorandums : dossiers par séance, Séances plénières 143 à 149, février-mai 1972.

148QO/269, Négociations de Paris : Allocations, discours, mémorandums : dossiers par séance, Séances plénières 150 à 158, juillet-septembre 1972.

148QO/270, Négociations de Paris : Allocations, discours, mémorandums : dossiers par séance, Séances plénières 159 à 167, septembre-novembre 1972.

148QO/271, Négociations de Paris : Allocations, discours, mémorandums : dossiers par séance, Séances plénières 168 à 174, novembre 1972-janvier 1973.

148QO/272, Dossier délégation française, Préparation de la conférence, janvier-février 1973.

148QO/273, Dossier délégation française, Préparation de la conférence, notes et discours pour M. Schumann, Position des membres de la conférence, décembre 1972-février 1973.

148QO/274, Conférence-Discours, déclaration des membres de la conférence, février 1973.

148QO/275, Conférence-Discours, déclaration des membres de la conférence, Acte final : projet, acte définitif, février 1973.

148QO/300,301, Aide économique et financière françaises à la reconstruction du Vietnam et de l'Indochine dossier général, projets d'intervention, janvier 1968-octobre 1975.

### ***Cambodge, Laos, Vietnam- généralités***

118QO/21, France-Indochine : politiques françaises en Indochine, situation politique en Indochine, 1945-1954, Intérêts français, septembre 1955, Aides militaires 1958-1965, Généralités sur l'Indochine, janvier 1965-octobre 1976, Visite de Deng Xiaoping en France, Mai 1975.

118QO/22, France-Cambodge : relations bilatérales, septembre 1978, France-Vietnam du nord : politique générale, relations bilatérales, janvier 1971-juin 1978, France-Vietnam du sud, contentieux, relations diplomatiques, 1954-1976.

118QO/23, Cambodge-divers pays : relations, avril 1970-avril 1975, Vietnam du nord : politique extérieure, aide financière et militaire de pays divers, février 1958-octobre 1975.

### ***Généralités<sup>1</sup>***

124QO/ 399, Négociations-Ouverture de la conférence ; comptes-rendus des séances des 18 et 19 juin 1961, 16-31 mai 1961.

124QO/ 400, Négociations-Texte des entretiens entre les délégations françaises et chinoises ; rencontre franco-chinoises en marge de la conférence ; texte de la déclaration chinoise du 26 juin, juin 1961.

124QO/401, Négociations, juillet 1961.

124QO/402, Négociations, août-septembre 1961.

---

<sup>1</sup> Ces fonds d'archives que j'ai consulté ne sont pas apparus très utiles pour l'orientation de ma thèse.

124QO/403, Négociations, octobre 1961.  
124QO/404, Négociations, novembre 1961.  
124QO/405, Négociations-textes des accords provisoires ; instructions à la délégation française ; problème de la délégation laotienne, décembre 1961.  
124QO /406, Négociations, janvier-février 1962.  
124QO /407, Négociations, mars-avril 1962.  
124QO /408, Négociations, mai 1962.  
124QO /409, Négociations-formation du gouvernement de coalition laotien, juin 1962.  
124QO /410, Négociations-dossier concernant la dernière séance plénière : discours, processus d'adoption des accords, juillet-octobre 1962.

### ***Nord-Vietnam***

0005INVA/53, Relations avec la France, Dossier général, 2 juin 1964-27 juin 1977.  
0005INVA/54, Questions culturelles et techniques, 1965-1976.  
0005INVA/56, Relations avec la France, missions économiques France/Nord-Vietnam, entreprises françaises en RDVN, 8 mars 1965-26 juin 1969.  
0005INVA/65, 66, Relations avec la Chine populaire, janvier 1965-novembre 1976.  
0005INVA/77-78, Dossier général des relations politiques franco-nord-vietnamiennes, 2 janvier 1972- 15 juin 1976.  
0005INVA/79, Entretiens Nord Vietnam/France, 21 janvier-7 juin 1975.  
0005INVA/81, Visites de personnalités françaises au Nord Vietnam et Nord Vietnamiennes en France, mission « de haut niveau », 16 octobre 1964-décembre 1975.  
0005INVA/82, Mission de « Haut Niveau », Dossier de négociation, détail du contenu des négociations.

### ***Vietnam Réunifié***

0014INVA/365, Défense et Armée, défense nationale et description des forces armées vietnamiennes, renseignements militaires, espionnage, 1976-1980.  
0014INVA/382, Relations avec les états étrangers, Chine, conflit avec le Vietnam, 1976-juil 1978.

0014INVA/383, Relations avec les états étrangers, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, juin-déc.1978.

0014INVA/391, Relations politiques avec la France, Dossier général, 1976-1978.

0014INVA/392, Visite Nguyen Co Tach en France, oct. 1976 et oct. 1977.

0014INVA/393, Visite Pham Van Dong du 25-28 avril 1977, préparation, déroulement, janv. 1977-mai 1977

0014INVA/394, Visite de Louis de Guiringaud 3-12 septembre 1978, préparation, déroulement, Visite de Nguyen Duy Trinh, août-sept 1978, oct. 1978.

### ***Cambodge***

117QO/131, Coup d'état du général Lon Nol et destitution du roi Norodom Sihanouk réactions internationales, déclarations d Lon Nol, Cheng Heng et Sihanouk, création du Comité national de Sauvetage, mars-avril 1970.

117QO/133, Perscrutions des Vietnamiens résidant au Cambodge, réactions suite à l'affaire de Prasaut, études sur l'origine du mouvement de libération du Cambodge, avril 1970

117QO/134, Communiqués du gouvernement, situation militaire, destitution du Prince Sihanouk, réactions et revue de presse, loi martiale, avril-juin 1970.

117QO/135, Remaniement ministériel, procès du prince Sihanouk, évolution de la situation militaire, fiches biographiques, dossier Sim Dar, juillet 1970-fevrier 1977.

117QO/153, Dossier général- messages de Sihanouk a la nation depuis Pékin, création et programme politique du FUNK, constitution du GRUNK, composition du bureau politique du FUNK, mars 1970-mai1970.

117QO/154, Bulletins d'information du FUNK et du GRUNK, juin-août 1970.

117QO/163, Politique intérieure du Kampuchéa démocratique, janvier 1975-janvier 1976.

117QO/227, Conférence populaire Indochinoise de Phnom Penh, décembre 1964-avril 1965.

117QO/307, Question de la reconnaissance du nouveau régime, visites diplomatiques, protection des ressortissants français, déclarations à l'assemblée nationale, rapports sur l'avenir des relations entre la France et le Gouvernement de Phnom Penh, compte-rendu d'audience, mars-décembre 1970.

117QO/308, Relations entre France, Sihanouk et GRUNK, mars-décembre 1970.

117QO/309, Relations entre la France et la République Khmère, novembre 1970- décembre 1972.

117QO/310, Relations entre France, Sihanouk et GRUNK, janvier 1971- décembre 1972.

117QO/311, Relations entre la France et la République Khmère, juillet 1972- janvier 1974.

117QO/312, Relations entre France, Sihanouk et GRUNK, janvier 1973 - décembre 1973.

117QO/313, Relations entre France, Sihanouk et GRUNK, correspondances, entretiens, remaniement du GRUNK, deuxième Congrès national du Kampuchéa biographies de Messieurs Khieu Samphan, Thiounn Prasith, Thiounn Munn, leng Sarym Hou Youn, janvier 1974 - septembre 1973.

### *États-Unis*

91QO/759, Visite de Nixon à Pékin, juillet 1971-janvier 1972.

91QO/760, Visite de Nixon à Pékin, février 1972.

91QO/761, Visite de Nixon à Pékin, Mars 1972.

### *Nations Unies et Organisations internationales*

498INVA/1514, Aide humanitaire à l'Indochine, aide bilatérale française, 1974-1979.

498INVA/1515, Chine-Vietnam : affaire des Paracels et Spratley, 2 janvier 1974-30 août 1979.

498INVA/1516, Différends, Cambodge-Vietnam, 19 janvier 1978 à 25 janvier 1979.  
Chine-Vietnam, débats du Conseil de Sécurité et plainte du Kampuchéa, 14 février 1979 à 27 mars 1979.

### **Fond d'archives de Jean Sainteny**

1SA22/dr 3

### **Documents Diplomatiques Français (DDF)**

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1961, Tome I, Paris : Imprimerie Nationale, 1997, 1024 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1961, Tome II, Paris : Imprimerie Nationale, 1998, 823 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1962, Tome I, Paris : Imprimerie Nationale, 1999, 636 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1962, Tome II, Paris : Imprimerie Nationale, 1999, 669 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1963, Tome I, Paris : Imprimerie Nationale, 2000, 728 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1963, Tome II, Paris : Imprimerie Nationale, 2001, 711 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1964, Tome I, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien : Peter Lang, 2002, 710 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1964, Tome II, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien : Peter Lang, 2002, 651 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1965, Tome I, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien : Peter Lang, 2003, 882 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1965, Tome II, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2004, 873 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1966, Tome I, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien : Peter Lang, 2006, 995 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1966, Tome II, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien : Peter Lang, 2006, 1133 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1967, Tome I, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2008, 899 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1967, Tome II, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien : Peter Lang, 2008, 900 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1968, Tome I, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien : Peter Lang, 2009, 1087 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1968, Tome II, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2010, 1101 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1969, Tome I, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2011, 1105 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1969, Tome II, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2012, 1053 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1970, Tome I, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2014, 982 p.

Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères, *DDF*, 1970, Tome II, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt/M., New York, Oxford, Wien: Peter Lang, 2014, 875 p.

### **Discours et Rapport du gouvernement**

La déclaration du général de Gaulle, le 31 août 1963, *Le Monde*.

Charles de Gaulle, Discours pendant la conférence de presse tenue au Palais de l'Élysée, le 31 janvier 1964,

<http://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00382/conference-de-presse-du-31-janvier-1964.html>

Charles de Gaulle, Conférence de presse du 23 juillet 1964,

<https://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00095/conference-de-presse-du-23-juillet-1964.html>

Charles de Gaulle, Discours de Phnom-Penh, le 1<sup>er</sup> septembre 1966,

<http://www.charles-de-gaulle.org/wp-content/uploads/2017/03/Discours-de-Phnom-Penh.pdf>

### **Mémoire**

COUVE DE MURVILLE Maurice, *Une politique étrangère 1958-1969*, Paris : PLON, 1971, 500 p.

DE GAULLE Charles, *Mémoires d'espoir*, Paris : PLON, 1999, 1163 p.

FROMENT-MEURICE Henri, *Vu du Quai: Mémoires 1945-1983*, Paris : Fayard, 1998, 687 p.

FROMENT-MEURICE Henri, *Journal d'Asie: Chine-Inde-Indochine-Japon 1969-1975*, Paris : Editions L'Harmattan, 2005, 488 p.

MANAC'H Etienne, *Mémoires d'extrême-Asie*, Tome I, *La face cachée du monde*, Paris : Fayard, 1977, 593 p.

MANAC'H Etienne, *Mémoires d'extrême-Asie*, Tome II, *La Chine*, Paris : Fayard, 1980, 678 p.

MANAC'H Etienne, *Mémoires d'extrême-Asie*, Tome III, *Une terre traversée de puissances invisibles*, Paris : Fayard, 1983, 676 p.

## **Documentations chinoise :**

### **Les Archives du Ministère des Affaires étrangères de la Chine (AMAEC)**

#### ***Direction générale***

Dossier N. 102-00020-02, Situation en France en 1956.

Dossier N.102-00159-03, Collection des télégrammes en 1954.

#### ***Département des Affaires d'Europe***

Dossier N.110-00490-01, Situation en France et le général de Gaulle en 1959.

Dossier N.110-00544-01, Télégrammes concernant la France venus de l'ambassade de Suisse en 1960.

Dossier N.110-00545-03, -04, -10, -11, Télégrammes concernant la France venus de l'ambassade de Suisse en 1960.

Dossier N.110-00981-04, Relations entre la France et le Sud-Vietnam.

Dossier N.110-01123-01, Situation en France en 1962.

Dossier N.110-01222-05, Informations concernant la France en 1964.

Dossier N.110-01167-01, Visite de Faure au Cambodge en 1963.

Dossier N.110-01320-05, Situation en Europe.

Dossier N.110-01982-14, -16, Visite de Faure en Chine en 1963.

Dossier N.110-01984-02, -03, Conflit franco-américain et la relation sino-française.

Dossier N.110-01990-01, Travail après la reconnaissance mutuelle sino-française.  
Dossier N.110-01997-10, Questions concernant la reconnaissance mutuelle sino-française.  
Dossier N.110-01998-03, Points essentiels de propagande concernant la reconnaissance mutuelle sino-française en 1964.  
Dossier N.110-02002-02, Télégrammes venues de l'Ambassade en France en 1964.  
Dossier N.110-02007-05, Télégrammes venues du Ministère des Affaires étrangères de la Chine en 1964.

### ***Deuxième Département des Affaires d'Asie***

Dossier N.106-00080-02, Dossiers concernant la conférence de Genève de 1954.  
Dossier N.106-00886-01, Négociations franco-soviétique concernant les affaires vietnamiennes en 1965.  
Dossier N.106-01265-03, Entretien entre Chen Yi et Paye, le 8 janvier 1965.  
Dossier N.106-01266-07, Entretien entre Zhou Enlai et Paye, le 17 mars 1965.  
Dossier N.106-01268-04, Entretien entre Chen Yi et Malraux, le 22 juillet 1965.  
Dossier N.106-01270-05, Entretien entre Zhou Enlai et Chauvel, le 30 novembre 1965.  
Dossier N.106-01314-01, Position française sur les affaires vietnamiennes.

### ***Département des Organisations et Conférences internationales***

Dossier N.113-00391-01, Cambodge et les conférences internationales.  
Dossier N.113-00404-08, Conférence des non-alignés.  
Dossier N.113-00462-20, Questions concernant l'ONU.  
Dossier N.113-00439-02, Conférence internationale concernant le Cambodge.  
Dossier N.113-00441-02, -03, Conférence des non-alignés.

### ***Département du Protocole***

Dossier N.117-00408-08, Réception pour la fête nationale vietnamienne en 1959.  
Dossier N.117-00436-02, Visite des Français en Chine en 1958.  
Dossier N.117-00571-04, Réception pour la fête nationale vietnamienne en 1960.  
Dossier N.117-01139-03, Reconnaissance mutuelle sino-française en 1964.  
Dossier N.117-01140-05, Situation de l'Ambassade de Chine en France en 1964.

Dossier N.117-01144-04, Situation de l'Ambassade de France en Chine en 1964.  
Dossier N.117-01191-01, Situation de l'Ambassade de France en Birmanie en 1964.  
Dossier N.117-01692-01, Réception pour la fête nationale française en 1964.  
Dossier N.117-01700-01, Entretiens avec l'Ambassadeur du Nord du Vietnam en 1964.  
Dossier N.117-01759-01, Réception pour l'anniversaire de la fondation du FNL en 1965.  
Dossier N.117-01770-01, Réception pour la fête nationale française en 1965.

### **Les archives sélectionnées**

中华人民共和国外交部档案馆 编：《中华人民共和国外交档案选编（第一集），1954 年日内瓦会议》，北京：世界知识出版社，2006 年。Sous la direction des Archives du Ministère des Affaires étrangères de la Chine, *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Dang An Xuan Bian : 1954 Nian Ri Nei Wa Hui Yi*, (Les archives diplomatiques de la Chine populaire : la conférence de Genève de 1954), Pékin : World Affairs Press, 2006, 536 p.

中共中央文献研究室 编：《毛泽东外交选集》，北京：中央文献出版社、世界知识出版社，1994 年。CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Wai Jiao Xuan Ji* (Les documents diplomatiques de Mao Zedong), Pékin: Central Literature Publishing House and World Affairs Press, 1994, 658 p.

中共中央文献研究室 编：《刘少奇年谱，1946-1969》，北京：中央文献出版社、世界知识出版社，1996 年。CCCPC Party Literature Research Office, *Liu Shaoqi Nian Pu* (La chronique de Liu Shaoqi), 1946-1969, Pékin: Central Party Literature Press, 1996, 1215 p.

中共中央文献研究室 编：《周恩来年谱，1949-1976》，北京：中央文献出版社，1998 年。CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu* (La chronique de Zhou Enlai), 1949-1976, Pékin: Central Party Literature Press, 1998, 2153 p.

中共中央文献研究室 编：《邓小平年谱，1975-1997》，北京：中央文献出版社、世界知识出版社，2004 年。CCCPC Party Literature Research Office, *Deng Xiaoping Nian Pu*, (La chronique de Deng Xiaoping), 1975-1997, Pékin: Central Party Literature Press, 2004, 1383 p.

中共中央文献研究室 编：《毛泽东传》，北京：中央文献出版社，2004 年。CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Zhuan 1949-1976* (La biographie de Mao Zedong, 1949-1976), Pékin: Central Party Literature Press, 2004, 947 p.

中共中央文献研究室 编：《毛泽东年谱，1949-1976》，北京：中央文献出版社，2013 年。CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu* (La chronique de Mao Zedong), 1949-1976, Pékin: Central Party Literature Press, 2013, 3848 p.

中共中央文献研究室 编：《中共中央文件选集，1949.10-1966.5》，北京：人民出版社，2013 年。CCCPC Party Literature Research Office, *Zhong Gong Zhong Yang Wen Xian Xuan Ji* (Le recueil des documents du Comité central du PCC), 1949.10-1966.5, Pékin : People's Publishing House, 2013.

《陈毅传》编写组 编：《陈毅传》，北京：当代中国出版社，2006 年。Chen Yi Zhuan Bian Xie Zu (La rédaction de la biographie de Chen Yi), *Chen Yi Zhuan* (La biographie de Chen Yi), Pékin: Contemporary China Publishing House, 2006, 385 p.

中国社会科学院，中央档案馆 编：《中华人民共和国经济档案资料选编，对外贸易卷，1949-1952》，下卷，北京：经济管理出版社，1994 年。Sous la direction de Chinese Academy of Social Sciences et State Archives Administration, *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Jing Ji Dang An Xuan Bian, Dui Wai Mao Yi Juan, Dui Wai Mao Yi Juan* (La sélectionnée des Archives économique de la RPC, Commerce extérieur), 1949-1952, volume III, Pékin : Jing Ji Guan Li Publishing House, 1994, 1130 p.

中国社会科学院，中央档案馆 编：《中华人民共和国经济档案资料选编，综合卷，1953-1957》，北京：中国物价出版社，2000 年。Sous la direction de Chinese Academy of Social Sciences et State Archives Administration, *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Jing Ji Dang An Xuan Bian, Zong He Juan* (La sélectionnée des Archives économique de la RPC, Archives générales), 1953-1957, Pékin : Zhong Guo Wu Jia Publishing House, 2000, 1182 p.

中国社会科学院，中央档案馆 编：《中华人民共和国经济档案资料选编，对外贸易卷，1958-1965》，北京：中国财政经济出版社，2011 年。Sous la direction de Chinese Academy of Social Sciences et State Archives Administration, *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Jing Ji Dang An Xuan Bian, Dui Wai Mao Yi Juan* (La sélectionnée des Archives

économique de la RPC, Commerce extérieur), 1958-1965, Pékin : Zhong Guo Cai Zheng Jing Ji Publishing House, 2011, 668 p.

《当代中国》丛书编辑部 编：《当代中国军队的军事工作》，上卷，北京：中国社会科学出版社，1989年。Dang Dai Zhong Guo Cong Shu Bian Ji Bu (La rédaction de *La Série de l'Histoire contemporain de la Chine, Dang Dai Zhong Guo Jun Dui De Jun Shi Gong Zuo*, (Des opérations de l'armée chinois contemporain), volume I, Pékin :China Social Sciences Publishing House, 1989.

邓小平：《邓小平文选》，第二卷，北京：人民出版社，1994年。DENG Xiaoping, *Deng Xiaoping Wen Xuan* (La collection des documents de Deng Xiaoping), volume II, Pékin : People's Publishing House, 1994, 446 p.

邓小平：《邓小平文选》，第三卷，北京：人民出版社，1993年。DENG Xiaoping, *Deng Xiaoping Wen Xuan* (La collection des documents de Deng Xiaoping), volume III, Pékin : People's Publishing House, 1993, 432 p.

金冲及 主编：《周恩来传》，北京：中央文献出版社，1998年。Sous la direction de JING Chongji, *Zhou Enlai Zhuan* ( La biographie de Zhou Enlai ), Pékin : Central Party Literature Press, 1998, 2160 p.

刘少奇：《建国以来刘少奇文稿》，北京：中央文献出版社，2005年。LIU Shaoqi, *Jian Guo Yi Lai Liu Shaoqi Wen Gao* (Des manuscrits de Liu Shaoqi après l'établissement de la RPC), Pékin : Central Party Literature Press, 2005, 2396 p.

刘树发 主编：《陈毅年谱》，北京：人民出版社，1995年。Sous la direction de LIU Shufa, *Chen Yi Nian Pu* (La chronologie de Chen Yi), Pékin : People's Publishing House, 1995, 1227 p.

毛泽东：《建国以来毛泽东文稿》，第一册，北京：中央文献出版社，1987年。MAO Zedong, *Jian Guo Yi Lai Mao Zedong Wen Gao* (Des manuscrits de Mao Zedong après 1949), volume I, Pékin : Central Party Literature Press, 1987, 784 p.

毛泽东：《建国以来毛泽东文稿》，第四册，北京：中央编译局出版社，1990年。MAO Zedong, *Jian Guo Yi Lai Mao Zedong Wen Gao* (Des manuscrits de Mao Zedong après 1949), volume IV, Pékin : Central Compilation & Translation Press, 1990, 678 p.

毛泽东：《毛泽东文集》，第八册，北京：人民出版社，1999年。MAO Zedong, *Mao Zedong Wen Ji* (La collection d'ouvrages littéraires de Mao Zedong), volume VIII, Pékin: People's Publishing House, 1999, 446 p.

中华人民共和国外交部 编：《周恩来外交文选》，北京：中央文献出版社，1990年。Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères de la Chine, *Zhou Enlai Wai Jiao Wen Xuan*, (La collection des documents de Zhou Enlai concernant les affaires étrangères), Central Literature Publishing House, 1990, 556 p.

中华人民共和国外交部 编：《周恩来外交活动大事记，1949-1975》，北京：世界知识出版社，1993年。Sous la direction du Ministère des Affaires étrangères de la Chine, *Zhou Enlai Wai Jiao Huo Dong Da Shi Ji 1949-1975*, (La chronique des événements diplomatiques de Zhou Enlai 1949-1975), Pékin: World Affairs Press, 1993, 716 p.

裴坚章 主编：《中华人民共和国外交史，1949-1956》，北京：世界知识出版社，1994年。Sous la direction de PEI Jianzhang: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi, 1949-1956* (L'histoire diplomatique de la Chine populaire, 1949-1956), Pékin: World Affairs Press, 1994, 421 p.

沈志华 主编：《俄罗斯解密档案选编，中苏关系，第10卷，1963.1-1964.11》，上海：东方出版中心，2015年。Sous la direction de SHEN Zhihua, *E Luo Si Jie Mi Dang An Xuan Bian* (Les archives russes sélectionnées, la relation sino-soviétique), volume X, (janvier 1963-novembre 1964) : le conflit sino-soviétique, la chute de Khrouchtchev, la relation russo-vietnamienne, Shanghai : Orient Publishing Center, 2015.

沈志华 主编：《俄罗斯解密档案选编，中苏关系，第11卷，1964.12-1969.6》，上海：东方出版中心，2015年。Sous la direction de SHEN Zhihua, *E Luo Si Jie Mi Dang An Xuan Bian* (Les archives russes sélectionnées, la relation sino-soviétique), volume XI, (décembre 1964-juin 1969) : le conflit sino-soviétique concernant le problème du Vietnam, le conflit frontière entre la Chine et l'U.R.S.S., la crise de Cambodge, Shanghai : Orient Publishing Center, 2015.

沈志华 主编：《俄罗斯解密档案选编，中苏关系，第12卷，1969.7-1991.12》，上海：东方出版中心，2015年。Sous la direction de SHEN Zhihua, *E Luo Si Jie Mi Dang An Xuan Bian* (Les archives russes sélectionnées, la relation sino-soviétique), volume XII, (juillet 1969-décembre 1991) : le problème d'Indochine, la fin de la guerre du Vietnam, la

normalisation des relations sino-américaines, la détente sino-soviétique, Shanghai : Orient Publishing Center, 2015.

王泰平 主编：《中华人民共和国外交史，1957-1969》，北京：世界知识出版社，1998年。Sous la direction de WANG Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi, 1957-1969* (L'histoire diplomatique de la Chine populaire, 1957-1969), Pékin: World Affairs Press, 1998, 499 p.

王泰平 主编：《中华人民共和国外交史，1970-1978》，北京：世界知识出版社，1999年。Sous la direction de WANG Taiping: *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi, 1970-1978* (L'histoire diplomatique de la Chine populaire, 1970-1978), Pékin: World Affairs Press, 1999, 485 p.

世界知识出版社 编：《印度支那问题文件汇编》，第五集，北京：世界知识出版社，1965年。Sous la direction de World Affairs Press, *Yin Du Zhi Na Wen Ti Wen Jia Hui Bian* (La collection des documents concernant l'Indochine), volume V, Pékin : World Affairs Press, 1965, pp.628-629.

肖祖厚，李丹慧 主编：《云南与抗美援朝》，北京：中央文献出版社，2004年。Sous la direction de XIAO Zuhou et LI Danhui, *Yunnan Yu Kang Mei Yuan Yue* (Les archives de la province de Yunnan et l'aide chinoise au Vietnam pour lutter contre les États-Unis), Pékin : Central Party Literature Press, 2004.

姚百慧 主编：《中法建交多国档案选编》，北京：社会科学文献出版社，2016年。Sous la direction de YAO Baihui, *Selected Multinational Archives on the Establishment of Sino-french Diplomatic Relations*, Pékin: Social Sciences Academic Press, 2016, 287 p. *Yin Du Zhi Na Wen Ti Wen Jia Hui Bian*(La collection des documents concernant l'Indochine), volume 5, Pékin : World Affairs Press, 1965.

## **Le journal**

《人民日报》1949-1979 。 *Le Quotidien du Peuple*, 1949-1979.

## **Discours et Rapport du gouvernement**

毛泽东主席在全国政协会议第一届全体会议上的讲话（1949年9月21日）La déclaration du président Mao dans la Conférence consultative politique du peuple chinois, le 21 septembre 1949.

<http://cpc.people.com.cn/GB/64162/64165/70293/70314/4841107.html>

毛泽东主席在扩大的中央工作会议上的讲话（1962年1月30日）。Discours de Mao Zedong à la conférence centrale de travail, le 30 janvier, 1962.

<http://www.people.com.cn/GB/shizheng/8198/30446/30452/2195572.html>

中国共产党第八次全国代表大会关于政治报告的决议（1956年9月27日）。Le rapport politique du Huitième Congrès national du Parti communiste chinois, le 27 septembre, 1956.

<http://cpc.people.com.cn/GB/64162/64168/64560/65452/4442002.html>

中国共产党第八届中央委员会第十次全体会议公报（1962年9月27日）。Communiqué de la dixième Session plénière du Huitième Comité central du PCC, le 27 septembre 1962.

<http://cpc.people.com.cn/GB/64162/64168/64560/65353/4442078.html>

邓小平在联大第六届特别会议上的发言（1974年4月10日）

La déclaration de Deng Xiaoping à la 6e session de l'assemblée générale des Nations-Unies, le 10 avril 1974.

[www.people.com.cn/GB/shizheng/252/6688/6715/20011023/588430.html](http://www.people.com.cn/GB/shizheng/252/6688/6715/20011023/588430.html)

## **Mémoire**

陈叔亮：《回忆解决老挝问题的日内瓦会议和印度支那人民会议——外交工作回忆之二》，《外交评论》，1988年第3期。CHEN Shuliang, *Hui Yi Jie Jue Lao Wo Wen Ti De Ri Nei Wa Hui Yi He Yin Du Zhi Na Ren Min Hui Yi* (La mémoire de la conférence de Genève de 1962 et la conférence des Peuples d'Indochine), *Foreign Affairs Review*, volume III, 1988.

高永中 主编：《中国共产党口述史料丛书》，第5卷，北京：中共党史出版社，2013年。Sous la direction de GAO Yongzhong, *Zhong Guo Gong Chuan Dang Kou Shu Shi*

*Liao Cong Shu* (L'Histoire orale du PCC), volume V, Pékin : Zhong Gong Dan Shi Publishing House, 2013.

《中国军事顾问团援越抗法实录》编辑组：《中国军事顾问团援越抗法实录, 当事人的回忆》, 北京：中共党史出版社，2002年。Zhong Guo Jun Shi Gu Wen Tuan Yuan Yue Kang Fa Shi Lu Bian Ji Zu, *Zhong Guo Jun Shi Gu Wen Tuan Yuan Yue Kang Fa Shi Lu*, (Les Mémoires des conseillers militaires de la Chine pendant la guerre d'Indochine), Pékin : Zhong Gong Dan Shi Publishing House, 2002, 328 p.

童小鹏：《风雨四十年》，第2部，北京：中央文献出版社。TONG Xiaopeng, *Feng Yu Si Shi Nian* (Une Mémoire du Travaux de Zhou Enlai), volume II, Pékin : Central Compilation & Translation Press, 1996, 613 p.

伍修权：《在外交部八年的经历，1950.1-1958.10》，北京：世界知识出版社，1983年。WU Xiuquan, *Zai Wai Jiao Bu Ba Nian De Jing Li* (Mon travail dans le Ministère des Affaires étrangères de la Chine 1.1950-10.1958), Pékin : World Affairs Press, 1983, 111 p.

熊向晖：《我的情报与外交生涯》，北京：中共党史出版，2006年。XIONG Xianghui, *Wo De Qin Bao Yu Wai Jiao Sheng Ya* (Ma vie de l'espionnage et du diplomate), Pékin : Zhong Gong Dang Shi Publishing House, 2006, 514 p.

## **Documentations américaines:**

### **National Security Files**

#### ***Nixon Presidential Materials: U.S.-China Rapprochement: NSC Files/Henry A. Kissinger Office Files***

For the President's Files-China/Vietnam Negotiations

Box 1031, Exchanges leading up to HAK trip to China, December 1969- July 1971.

Box 1031, Material concerning preparations for HAK's first China trip, July 1971.

Box 1031, China-Public and Private moves toward a Presidential visit 1970-1971.

Box 1032, COOKIES II Chronology of exchange with PRC, February 1969-April 1971.

Box 1032, POLO I Record HAK visit to RPC July 1971.

Box 1033, China-Communiques & memorabilia HAK visit July 1971.

Box 1033, China-HAK memcons July 1971.

### **Foreign Relations of the United States (FRUS)**

FRUS, 1961–1963, Volume I, Vietnam, 1961.

FRUS, 1961–1963, Volume II, Vietnam, 1962.

FRUS, 1961–1963, Volume III, Vietnam, January–August 1963.

FRUS, 1961–1963, Volume IV, Vietnam, August–December 1963.

FRUS, 1964–1968, Volume I, Vietnam, 1964.

FRUS, 1964–1968, Volume II, Vietnam, January–June 1965.

FRUS, 1964–1968, Volume III, Vietnam, June–December 1965.

FRUS, Vietnam, January 1969–July 1970, Volume VI.

FRUS, Vietnam, July 1970–January 1972, Volume VII.

FRUS, Vietnam, January–October 1972, Volume VIII.

FRUS, Vietnam, October 1972–January 1973, Volume IX.

FRUS, Vietnam, January 1973–July 1975, Volume X.

FRUS, China, 1969–1972, Volume XVII.

FRUS, China, 1969–1972, Volume XVII.

FRUS, Southeast Asia, 1969–1972, Volume XX.

FRUS, 1969-1976, Volume E-15, Part 2, Documents on Western Europe, 1973-1976.

FRUS, 1977–1980, Volume XIII, China.

FRUS, 1977–1980, Volume XXII, Southeast Asia and the Pacific.

### **Documents publiés par Woodrow Wilson International Center for Scholars**

Cold War International History Project, Working paper No.22, *77 Conversations between Chinese and Foreign Leaders on the Wars in Indochina, 1964-1977*, Washington, D.C.: Wilson Center, 1998, 194 p.

CWIHP e-Dossier No. 53, *Sino-French Relations in the 1960s*,

<http://www.wilsoncenter.org/publication/“diplomatic-nuclear-explosion”-sino-french-relations-the-1960s>

### **Base de donnée**

Digital National Security Archive

### **Mémoire**

KISSINGER Henry, *White House Years*, Little, Brown and Company, 1979, 1521 p.

## **Bibliographie :**

### **Ouvrage :**

BATTISTELLA Dario, *Théories des relations internationales*, 4<sup>e</sup> édition mise à jour et augmentée, Paris : Sciences po Les Presses, 2012, 751 p.

BROCHEUX Pierre, *Hô Chi Minh : Du révolutionnaire à l'icône*, Lausanne : Payot, 2003, 337 p.

BU Weihua, *The History of the People's Republic of China*, volume VI, 1966-1968, Hong Kong: Research Center for Contemporary Chinese Culture, The Chinese University of Hong Kong, 2008, 834 p.

CADY John F., *The History of Post-War Southeast Asia*, Athens: Ohio University Press, 1975, 720 p.

中共中央马克思、恩格斯、列宁、斯大林著作编译局 编：《马克思恩格斯论中国》，北京：人民出版社，1997年。 Sous la direction de Central Compilation & Translation Bureau, *Ma Ke Si En Ge Si Lun Zhong Guo* (Les Articles de K.Marx et F.Engels concernés le problème de la Chine), Pékin : People's Publishing House, 1997, 181 p.

Sous la direction de CESARI Laurent, VARASCHIN Denis, *Les relations franco-chinoises au vingtième siècle et leurs antécédents*, Arras : Artois Presses Université, 2002, 292 P.

CESARI Laurent, *Les Grandes Puissances et le Laos, 1954-1964*, Arras : Artois Presses Université, 2007, 374 p.

CHEN Jian, *Mao's China and the Cold War*, Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 2001, 465 p.

CHRISTENSEN Thomas. J, *Useful Adversaries: Grand Strategy, Domestic Mobilization, and Sino-American conflict 1947-1958*, Princeton: Princeton University Press, 1996, 321 p.

CLYMER Kenton, *The United States and Cambodia, 1870-1969: From curiosity to confrontation*, New York: Rout-ledge Curzon, 2004, 224 p.

D'ENCAUSSE Hélène Carrère, *Le Général De Gaulle et la Russie*, Paris :Fayard, 2017, 288 p.

Sous la direction de FRANK Robert, *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris : Presses Universitaires de France, 2012, 796 p.

葛夫平：《中法关系史话》，北京：社会科学文献出版社，2011年。GE Fuping, *A Brief History of Sino-French Relations*, Pekin: Social Sciences Academic Press, 2011, 185 p.

Sous la direction de GARDNER Lloyd. C, GITTINGER Ted, *The Search for Peace in Vietnam, 1964-1968*, Texas: Texas A&M University Press, 2004, 416 p.

黄庆华：《中法建交始末 20世纪40-60年代中法关系》，合肥：黄山书社，2014年。HUANG Qinghua, *La Reconnaissance de la Chine par la France-les relations sino-françaises des années 40-60 du 20eme siècle*, He Fei : Huang Shan Press, 2014.

JOURNOUD Pierre, *De Gaulle et le Vietnam (1945-1969)*, Paris : Tallandier, 2011, 542 p.

Sous la direction de JOURNOUD Pierre et MENETREY-MONCHAU Cécile, *Vietnam, 1968-1976: La sortie de guerre / Vietnam, 1968-1976: Exiting A War*, Presses Interuniversitaires Européennes, 2011, 376 p.

Sous la direction de JOURNOUD Pierre, *L'évolution de débat stratégique en Asie du Sud-Est depuis 1945*, Études de l'IRSM, 2012-N°4.

JOYAUX François, *La Chine et le règlement du premier conflit d'Indochine (Genève 1954)*, Paris : Publications de la Sorbonne, 1979, 467 p.

KROUCK Bernard, *De Gaulle et la Chine : La politique française à l'égard de la République Populaire de Chine (1958-1969)*, Paris: Les Indes savantes, 2012, 637 p.

Sous la direction de LEFFLER Melvyn P., ARNE WESTAD Odd, *The Cambridge History of the Cold War* (volume I), Cambridge University Press, 2012, 662 p.

Sous la direction de LEFFLER Melvyn P., ARNE WESTAD Odd, *The Cambridge History of the Cold War* (volume II), Cambridge University Press, 2012, 680 p.

Sous la direction de LEFFLER Melvyn P., ARNE WESTAD Odd, *The Cambridge History of the Cold War* (volume III), Cambridge University Press, 2012, 712 p.

越南国防部军史研究院 编著, 廖贤春 等译, 《越南人民军历史》, 第二集, 南宁: 广西人民出版社, 1991年。Traduit par LIAO Chunxian, *Yue Nan Ren Min Jun Li Shi* (L'Histoire de l'Armée populaire vietnamienne) (version chinoise), volume II, Nannin, Kuangxi People Publishing House, 1991, 430 p.

LOGEVALL Fredrik, *Choosing War: The Lost Chance for Peace and the Escalation of War in Vietnam*, Berkeley, Los Angeles, London: University of California Press, 557 p.

MAC FARQUHAR Roderick, *The Origins of the Cultural Revolution*, volume III, Columbia University Press, 1999, 480 p.

MARTIN Claude, *La diplomatie n'est pas un dîner de gala*, La Tour-d'Aigues : l'Aube, 2018, 946 p.

森聡, *ヴェトナム戦争と同盟外交: 英仏の外交とアメリカの選択 1964-1968 年*, 東京大学出版会, 2009。MORI Satoru, *Wettonamu Sensou To Doumei Gaikou: Eifutu No Gaikou To Amerika No Sentaku 1964-1968* (La guerre du Vietnam et la diplomatie de l'Alliance: l'impact des initiatives de paix britanniques et françaises sur la politique américaine, 1964-1968), Tokyo: Tokyo University Press, 2009, 398 p.

MORGENTHAU Hans. J, *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, 7<sup>e</sup> edition, McGraw-Hill Higher Education, 2005, 725 p.

牛大勇, 沈志华 主编: 《冷战与中国的周边关系》, 北京: 世界知识出版社, 2004 年。Sous la direction de NIU Dayong et SHEN Zhihua, *Len Zhan Yu Zhong Guo De Zhou Bian Guan Xi* (Les relations entre la Chine et des pays voisins), Pékin : World Affairs Press, 2004, 672 p.

Sous la direction de NUENLIST Christian, LOCHER Anna, and MARTIN Garret, *Globalizing de Gaulle: International Perspectives on French Foreign Policies, 1958—1969*, Maryland: Rowman and Little field, 2010, 327 p.

PEYREFITTE Alain, *C'était de Gaulle*, Paris : Quarto Gallimard, 2002, 1954 p.

PORTER CHANDLER David, *The Tragedy of Cambodian History: Politics, War, and Revolution Since 1945*, New Haven: Yale University Press, 1993, 408 p.

QIAN Xiangli, *The History of the People's Republic of China*, volume V, 1962-1965, Hong Kong: Research Center for Contemporary Chinese Culture, The Chinese University of Hong Kong, 2008, 536 p.

RADCHENKO Sergey, *Unwanted Visionaries: The Soviet Failure in Asia at the End of the Cold War*, Oxford: Oxford University Press, 2014, 383 p.

ROBIN Thierry, *Le Coq face au Dragon : deux décennies de relations économiques franco-chinoises*, Paris: Librairie Droz, 2013, 600 p.

沈志华, 杨奎松 主编: 《中国与印度支那战争》, 香港: 天地图书有限公司, 2000 年。SHEN Zhihua, YANG Kuisong, *Zhong Guo Yu Yin Du Zhi Na Zhan Zhen* (La Chine populaire et les guerres d'Indochine), Hongkong : Cosmosbooks, 2000, 342 p.

沈志华: 《中苏关系史纲, 1917-1991》, 北京: 新华出版社, 2007 年。SHEN Zhihua, *Zhong Su Guan Xi Shi Gang, 1917-1991* (L'histoire des relations sino-soviétiques, 1917-1991), Pékin : Xin Hua Publishing House, 2007, 498 p.

SHEN Zhihua, *The History of the People's Republic of China*, volume III, 1956-1957, Hong Kong: Research Center for Contemporary Chinese Culture, The Chinese University of Hong Kong, 2008, 831 p.

SHEN Zhihua, *Mao, Stalin and the Korean War: Trilateral Communist Relations in the 1950s*, New York: Routledge, 2013, 249 p.

Sous la direction de SINGARAVELOU Pierre, *Les Empires coloniaux. XIXe-XXe siècle*, Lyon : PTS Histoire, 2013, 480 p.

SOUTOU Georges-Henri, *La guerre froide de la France 1941-1990*, Paris :Tallandier, 2018, 588 p.

陶文钊: 《中美关系史》, 第一卷, 1911-1949, 第二卷, 1949-1972, 第三卷, 1972-2000, 上海: 上海人民出版社, 2016 年。TAO Wenzhao, *Zhong Mei Guan Xi Shi* (L'histoire des relations sino-américaines), volume I, 1911-1949, volume II, 1949-1972, volume III, 1972-2000, Shanghai : Shanghai People Publishing House, 2016, 1270 p.

Sous la direction de TARLING Nicholas, *The Cambridge History of Southeast Asia: volume 2, part 2, From World War II to the Present*, Cambridge University Press, 2000, 384 p.

TERTRAIS Hugues, *Atlas de l'Asie du Sud-Est : Les enjeux de la croissance*, Paris: Editions Autrement, 2014, 96 p.

TERTRAIS Hugues, *L'Asie pacifique au XXe siècle*, Malakoff : Armand Colin, 2015, 128 p.

童青林: 《回首 1978 历史在这里转折》, 北京: 人民出版社, 2008 年。TONG Qinglin, *Hui Shou 1978, Li Shi Zai Zhe Li Zhuan Zhe* (1978, Le Tournant historique), Pékin: People's Publishing House, 2008, 418 p.

TUONG Vu, *Vietnam's Communist Revolution: The Power and Limits of Ideology*, New York: Cambridge University Press, 2016, 352 p.

TURPIN Frédéric, *Le gaullisme et l'Indochine, 1940-1956*, Lille : Presses Universitaires du Septentrion, 2000, 1237 p.

VAISSE Maurice, *La Grandeur : Politique étrangère du général de Gaulle*, Paris : Biblis, 2013, 726 p.

VOGEL Ezra.F, *Deng Xiaoping and the Transformation of China*, Cambridge: Belknap Press of Harvard University Press, 2013, 928 p.

徐农合 主编：《解放档案--中国人民解放军征战纪实》，北京：中共党史出版社，2006年。Sous la direction de XU Nonghe, *Jie Fang Dang An-Zhong Guo Ren Min Jie Fang Jun Zheng Zhan Ji Shi* ( L'histoire des opérations militaires de l'Armée populaire de libération), Pékin :Zhong Gong Dang Shi Publishing House, 2006, 2134 p.

杨明伟, 陈扬勇, 《周恩来外交风云》，北京：解放军文艺出版社，1998年。YANG Minwei, CHEN Yangyong, *Zhou Enlai Wai Jiao Feng Yun* (L'histoire diplomatique de Zhou Enlai), Pékin : Jie Fang Jun Wen Yi Publishing House, 1998, 409 p.

ZHAI Qiang, *China and the Vietnam Wars, 1950-1975*, Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 2000, 320 p.

ZHANG Xiaoming, *Deng Xiaoping's Long War, The military Conflit between China and Vietnam, 1979-1991*, Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 2015, 296 p.

张锡昌, 周剑卿: 《战后法国外交史, 1944-1992》，北京：世界知识出版社，1993年。ZHANG Xichang et ZHOU Jianqin, *Zhan Hou Fa Guo Wai Jiao Shi, 1944-1992* (Une Histoire Diplomatique de la France, 1944-1992), Pékin : World Affaires Press, 1993, 621 p.

中国军事顾问团历史编写组：《中国军事顾问团援越抗法斗争史实》，北京：解放军出版社，1990年。Zhong Guo Jun Shi Gu Wen Tuan Li Shi Bian Xie Zu (La rédaction de l'histoire de la mission militaire chinoise), *Zhong Guo Jun Shi Gu Wen Tuan Yuan Yue Kang Fa Dou Zheng Shi Shi* (L'histoire de la mission militaire de la Chine dans la guerre d'Indochine), Pékin : PLA Pressing House, 1990, 160 p.

**Article :**

陈兼：《越战初期中美之间特殊的“信息传递”》，《史林》，2004年第1期。CHEN Jian, *Yue Zhan Chu Qi Zhong Mei Zhi Jian Te Shu De Xin Xi Chuan Di* (Une filière de contact entre les États-Unis et la Chine pendant la guerre du Vietnam), *Historical Review*, 2004, No.1.

COGAN Charles, *Lost Opportunity or Mission Impossible: De Gaulle's Initiatives in China and Vietnam, 1963-1964*, *French Politics and Society*, vol. 13, n°1 (Winter 1995).

邓礼峰：《援越抗美述略》，《当代中国史研究》，2002年第1期。Deng Lifeng, *Yuan Yue Kang Mei Shu Lue*, (La politique chinoise concernant la guerre du Vietnam), *Dang Dai Zhong Guo Shi Yan Jiu* (L'étude de l'histoire contemporaine de la Chine), 2002, No.1.

冯一鸣：《“革命”与“中立”之间：中国对老挝初期政策探析——以第二次日内瓦会议筹备阶段为核心的考察》，《冷战国际史研究》，2016年第1期。FENG Yiming, *Between Revolution and Neutrality: Exploring China's Initial Policy toward Laos, with a focus on the preparatory stage of the Second Geneva Conference*, *Cold War International History Studies*, 2016, No.1.

FUJISAKU Kenichi, *La politique asiatique de la France après de Gaulle (1969-1972) : une approche multilatérale en rupture avec la politique de grande puissance*, *Relations Internationales*, 2008/2 (n° 134).

高屹：《邓小平新时期的外交战略思想述论》，《党的文献》，1996年第2期。GAO Qi, *Deng Xiaoping Xin Shi Qi De Wai Jiao Zhan Lue Si Xiang Shu Lun* (La stratégie diplomatique de Deng Xiaoping à la nouvelle époque), *Dang De Wen Xian* (Les Documents du PCC), 1996, No.2.

何慧：《1973年的柬埔寨危机与中美合作》，《国际观察》，2006年第2期。He Hui, *1973 De Jian Pu Zhai Wei Ji Yu Zhong Mei He Zuo* (La crise du Cambodge de 1973 et la coopération sino-américaine), *International Review*, 2006, No.2.

JOURNOUD Pierre, *Diplomatie informelle et réseaux transnationaux. Une contribution française à la fin de la guerre du Vietnam*, *Relations internationale*, 2009, No.4.

JOURNOUD Pierre, *Le rôle d'une « tierce-partie » dans l'ouverture d'une négociation de paix*, *Hypothèses*, 2001, No.1.

JOURNOUD Pierre, *Un « triangle stratégique » ? Le Vietnam entre la Chine et les États-Unis, depuis la fin de la Guerre froide*, *Bulletin de L'Institut Pierre Renouvin*, 2011, No.2.

李丹慧：《中苏关系与中国的援越抗美》，《当代中国史研究》，1998年第3期。  
LI Danhui, *Zhong Su Guan Xi Yu Zhong Guo De Yuan Yue Kang Mei* (Les relations sino-soviétiques et l'aide chinoise au Vietnam pour lutter contre les États-Unis), *Zhong Guo Dang Dai Shi Yan Jiu* (L'étude de l'histoire contemporaine), 1998, No.3.

牛军：《1962：中国对外政策“左”转的前夜》，《历史研究》，2003年第3期。NIU Jun, 1962 : *Zhong Guo Wai Jiao « Zuo Zhuan » De Qian Ye* (1962 :à la veille de la politique diplomatique de la Chine détour de « gauche »), *Historical Research*, 2003, No.3.

潘一宁：中国争取老挝中立的外交(1954—1957)，《东南亚研究》，2014年第2期。  
PAN Yining, *China's Diplomatic Efforts for Neutrality of Laos (1954-1957)*, *Southeast Asian Studies*, 2014, No.2.

SHEN Zhihua, *Sino-Soviet Relations and the Origins of the Korean War: Stalin's Strategic Goals in the Far East*, *Journal of Cold War Studies*, 2000, vol.2.

沈志华：《毛泽东与东方情报局:亚洲革命领导权的转移》，《华东师范大学学报(哲学社会科学版)》，2011年第6期。SHEN Zhihua: *Mao Zedong and the Eastern Information Bureau: The Transfer of Leadership in Asian Revolution*, *Journal of East China Normal University (Philosophy and Social Sciences)*, 2011, No.6.

沈志华，李丹慧：《中美和解与中国对越外交：(1971-1973)》，《美国研究》，2000年第1期。SHEN Zhihua and LI Danhui, *Sino-U.S. Reconciliation and China's Vietnam Policy*, *American Studies*, 2000, No.1.

孙代尧：《20世纪50年代中国急速向社会主义过渡的工业化背景分析》，《思想理论教育导刊》，2004年第2期。SUN Dairao, *The Background of the China's socialist transformation of industry in 1950s*, *Journal of Ideological & Theoretical Education*, 2004, No.2.

陶季邑：《美国关于中国20世纪70年代“一条线、一大片”外交战略研究述评》，武汉科技大学学报(社会科学版)，2014年第2期。TAO Jiyi, *Mei Guo Guan Yu Zhong Guo 20 Shi Ji 70 Nian Dai « Yi Tiao Xian, Yi Da Pian » Wai Jiao Zhan Lue Yan Jiu Shu Ping* (L'étude américain sur la théorie « un lien et un gros morceau » dans les années 1970), *Journal of Wuhan University of Science and Technology (Social Science Edition)*, 2014, No.2.

TURPIN Frédéric, *Georges Pompidou et la question cambodgienne : continuité et ajustement de l'héritage gaullien (1969-1974)*, Revue d'histoire diplomatique, 2002, n°1.

VAISSE Maurice, *La France et l'OTAN : une histoire*, Politique étrangère, 2009, No.4.

王永钦: 《1966-1976 年中美苏关系纪事》, 《当代中国史研究》, 1997 年第 6 期。

Wang Yongqin, *1966-1976 Zhong Mei Su Guan Xi Ji Shi* (Les changements des relations entre la Chine, les États-Unis et l'Union soviétique, 1966-1976), Contemporary China History Studies, 1997, No.6.

徐焰: 《1969 年中苏边界的武装冲突》, 《党史研究资料》, 1994 年第 5 期。Xu Yan, *1969 Nian Zhong Su Bian Jie De Wu Zhuang Chong Tu* ( Le conflit sino-soviétique en 1969 ), Dang Shi Yan Jiu Zi Liao (Les documents pour l'étude sur l'histoire du PCC), 1994, No.5.

杨奎松: 《新中国从援越抗法到争取印度支那和平的政策演变》, 《中国社会科学》, 2001 年第 1 期。YANG Kuisong, *Xin Zhong Guo Cong Yuan Yue Kang Fa Dao Zheng Qu Yin Du Zhi Na He Pin Zheng Ce De Yan Bian* (L'évolution de la politique chinoise pendant la guerre d'Indochine), Social Science in China, 2001, No.1.

YANG Kuisong, *Changes in Mao Zedong's Attitude toward the Indochina War, 1949-1973*, CWIHP Working Paper No.34, Wilson Center, February 2002.

杨奎松: 《建国前后中国共产党对资产阶级政策的演变》, 《近代史研究》, 2006 年第 2 期。Yang Kuisong, *The Evolution of the Chinese Communist Party's Policy toward the Bourgeoisie before and after the Establishment of the People's Republic of China*, Modern Chinese History Studies, 2006, No.2.

杨奎松: 《中美和解过程中的中方变奏: “三个世界”理论提出背景探析》, 《冷战国际史研究》, 第5卷, 北京: 世界知识出版社, 2007年。YANG Kuisong, *Zhong Mei He Jie Guo Cheng Zhong De Zhong Fang Bian Zou* (Le changement de la politique diplomatique chinoise dans le rapprochement sino-américain), Cold War International History Studies, volume IV, Pékin : World Affaires Press, 2007.

姚百慧: 《戴高乐一生没等到访华》, 《世界新闻报》, 2008 年 2 月 5 日。YAO Baihui: *Dai Gao Le Yi Sheng Mei Deng Dao Fang Hua*, (Le général de Gaulle n'a pas visité la Chine dans la vie), World News Journal , 5 février 2008.

<http://news.sina.com.cn/o/2008-04-25/155913794014s.shtml>.

姚旭：《抗美援朝的英明决策》，《中共党史研究》，1980年第5期。YAO Xu, *Kang Mei Yuan Chao De Ying Ming Jue Ce* (La sage décision du PCC pendant la guerre de Corée), *Zhong Gong Dang Shi Yan Jiu* (L'Histoire du PCC), 1980, No.5.

Yuko Tarikatra, *Reexamining de Gaulle's Peace Initiative on the Vietnam War*, *Diplomatic History*, volume 31, Issue 5, November 2007.

翟强：《中柬“特殊关系”的形成(1954-1965)》，《南洋问题研究》，2014年第1期。

ZHAI Qiang, *Zhong Jian Te Shu Guan Xi De Xing Cheng(1954-1965)* (L'établissement de la relation spéciale entre la Chine et le Cambodge, 1954-1965), *Southeast Asia Affairs*, 2013, No.1.

翟强：《周恩来与中柬合作关系的建立（1954-1965年）》，《南开学报(哲学社会科学版)》，2014年第1期。ZHAI Qiang, *Zhou Enlai He Zhong Jian He Zuo Guan Xi De Jian Li* (1954-1965) (Zhou Enlai et L'établissement de la relation khmer-chinoise, 1954-1965), *Academic Journal of Nankai University Philosophy, Literature and Social Science Edition*, 2014, No.1.

ZHANG Xiaoming, *Deng Xiaoping and China's Decision to go to War with Vietnam* *Journal of Cold War Studies*, vol.12, No.3, Summer, 2010.

ZHANG Xichang, *Souvenir de Zhang Xichang: Les négociations confidentielles et l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la France*, January 18, 2004, [http://french.peopledaily.com.cn/french/200401/18/fra20040118\\_64993.html](http://french.peopledaily.com.cn/french/200401/18/fra20040118_64993.html)

朱良：《无私无畏追求真理的王稼祥》，《炎黄春秋》，2006年第8期。ZHU Liang, *Wu Si Wu Wei Zhui Qiu Zheng Li De Wang Jiangxiang* (Wang Jiaxiang et Trois Coopération et Une Diminution de l'Aide Internationale), *Yan Huang Chun Qiu* (L'Histoire contemporaine de la Chine), 2006, No.8.

### **Mémoire et Thèse :**

关培凤：《战后法国对印度支那政策的演变与中法建交（1949-1964）》，武汉大学硕士学位论文，2004年。GUAN Peifeng, *L'Evolution des Politiques de la France sur des Problèmes de l'Indochine et l'Etablissement des Relations diplomatiques entre la France et la Chine 1949-1964*, mémoire de Master de l'Université de Wuhan, 2004

GAO Jiayi, *Une diplomatie réaliste dans le cadre de la Guerre froide – nouvelle recherche sur l’histoire des relations sino-françaises (1949-1969)*, thèse pour obtenir le grade de docteur de l’ENS Paris et l’ECNU, Sous la direction de Zhihua Shen et de Olivier Wieviorka, septembre 2015.

JOURNOUD Pierre, *Les relations franco-américaines à l’épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975*, thèse pour obtenir le grade de docteur de l’université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Robert Frank, septembre 2007.

## Index

### A

ACHILLE-FOULD Aymar, 365.  
ALPHAND Hervé, 312.  
ARNAUD Claude, 360,401,435,439,440,441,458.

### B

BALL George, 130,179,204.  
BARRE Raymond, 377,416,417,418,419,420,421,423.  
BETTENCOURT André, 208,272,273,274,275,276,290,291,292,293,295,296,355.  
BERARD Armand, 231.  
BOHLEN Charles, 199.  
BRETHERS Jean, 122,123,181,182.  
BREJNEV Léonid, 73,134,157,158,237,354,355.  
BROGLIE Jean de, 262, 305.  
BUNDY McGeorge, 127,131,197,222.

### C

CEAUSESUCU Nicolae, 278.  
CHAUVEL Jean,69,186,187,188,193.  
CHAYET Claude, 34,164,169.  
CHIRAC Jacques, 363,403.  
CHEN Dingmin, 82,83,100,128.  
CHEN Xilian, 381, 382,391.  
CHEN Yi,36,69,70,77,79,81,83,100,117,118,119,128,136,137,139,149,154,155,207,211,212,213,215,238,283.  
CHELEPHINE Alexandre, 195, 198.  
CHODRON DE COURCEL Geoffroy, 338, 375, 379.  
CLEVELAND Harlan James, 231.  
COMBAL Michel, 438,458.

COUVE DE MURVILLE Maurice, 7,34,36,102,106,107,109,123,125,129,130,131,132,134,135,137,171,173,179,193,200,201,202,210,211,225,226,227,232,233,276,277.

### D

DEBRE Michel, 87,88.  
D'ESTAING Valéry Giscard, 21,23,319,327,328,329,362,363,365,376,377,378,394,431,478.  
DENG Xiaoping,11,16,23,65,144,164,237,319,323,324,326,328,329,360,361,362,364,376,387,388,390,400,405,406,418,419,420,421,439,442,459,478.  
DO Muoi, 391.  
DONG Biwu, 288.  
DOUNG Van Minh, 310.  
FU Hao, 390,415.  
FAURE Edgar, 85,96,97.  
FROMENT-MEURICE Henri, 263,287,311,346,375.

### G

GANDHI Indira, 200.  
GAULLE Charles de, 3,4,5,6,7,8,18,19,20,21,22,23,36,41,42,71,74,75,77,78,79,80,81,84,85,86,88,89,90,91,94,95,96,99,100,101,102,103,104,105,106,108,109,110,111,112,117,121,124,125,129,141,154,157,158,159,164,165,166,167,168,169,170,171,172,174,177,180,182,183,184,186,187,191,192, 195,196,197,199,200,201,202,203,204,205,206,207,208,209,211,212,216,219,220,221,223,224,225,232,234,241,242,247,248,251,259,263,269,274,276,279,280,284,285,286,290,293,301,305,319,323,326,328,333,334,338,343,351,363,369,373,381,463,464,465,467,468,469,470,471,473,474,476,481.  
GOLBERG Arthur, 191, 192.

GUO Moruo, 288,289,291,292.

GUIRINGAUD Louis de, 431,432.

GROMYKO Andreï, 157,158,173.

## H

HABERER Jean-Yves, 375.

HA Van Lau, 151,221,223,224,226,227,229,225,450,456.

HAN Nianlong, 366,382,390.

HO Chi Minh, 46,47,55,67,68,93,121,151,152,195,196,224,225,236, 239,378,395.

HUA Guofeng, 385, 387,390,391,392,394,395,403,418.

HUANG Hua, 393,394,398,401,436,478.

HUANG Zhen, 102,103,104,105,106,109,129,130,132,200,210,211,216,285,287,295,296,298,299,338.

Huyen Van Tam, 180.

## I

IENG Sary, 432.

## J

JOBERT Michel,352.

JIANG Jieshi, 288,307.

JI Pengfei, 306,308,337,341,343,344,347,352.

JOHNSON Lyndon, 19,86,125,127,131,134,149,151,161,189,190,191,193,194,198,199,201,224,231,232,234.

## K

KENNEDY John, 18,19,85,86,94,113,160,201.

KENNEDY Robert, 221,222,223,226,241.

KHROUCHTCHEV Nikita, 63,64,65,74,82,237.

KIM Il Sung, 51,52.

KISSINGER Henry, 10,296,297,298,299,300,301,303,304,311,338,346,350,352,353.

## L

LALOUETTE Roger, 223.

LE Duan, 237,271,369,381,385, 393,394,395,396,400,410.

LE Duc Tho, 258,259,310,340,346.

LECLERCQ Patrick,411,412.

LEPRETTE Jacques, 444,447,448,449,452,453,454,455,457.

LEVITTE Jean-David, 431.

LI Xiannian, 251,273,288,291,292,358,393,395,397,404,406,411.

LIPKOWSKI Jean de, 270.

LIU Shaoqi, 36,44,45,46,47,57,93,102,103,104,112,144,146,162,170,172.

LON Nol, 208,249,250,252,255,256,257,259,260,261,262,264,266,268,269,275,277,351,352,353,354,355,363,471.

LUCET Charles,120,122,123,204,205,219,221,222.

LUO Guibo, 47,79,274,289,293.

LUU Van Loi, 219.

## M

MAI Van Bo, 153,154,155,179,220,223,224,225,226,227,228,229,230,231,232,233,310,400,409,429,458.

MALINOVSKI Rodion, 74.

MALO Charles, 389, 390,400,402,410,411,421,429,433.

MALRAUX André, 77,149,155.

MANAC'H Etienne, 36,119,122,123,127,128,134,152,153,155,172,173,177,178,179,180,181,182,183,184,187,188,203,205,210,212,213,220,221,222,223,224,225,226,227,228,229,230,233,241,251,259,262,263,272,273,275,284,285,286,287,288,289,290,299,301,313,337,339,340,341,345,346,347,351,352,353,360,366,380,382,470.

MAO Zedong, 14,15,16,17,18,19, 21,22,23,36, 37,41,43,44,45,46,47,48,49,50,51,52,53,54,55, 56,59,60,61,62,63,64,67,73,74,75,77,78,84,96, 104,108,111,112,113,114,115,134,143,145,146, 151,152,155,161,163,164,166,169,193,211,21 5,234,235,236,237,238,239,241,246,252,254,2 65,266,268,269,271,274,275,276,277,280,281, 282,283,289,291,293,295,297,303,304,307,30 8,319,320,321,322,323,324,325,331,349,359,3 60,379,381,385,387,388,394,416,442,462,464, 465,466,470,472,473,475,480,481,482.

MCNAMARA Robert, 197,198,204.

MOREL-FRANCOZ Robert, 109.

MUHAMMAD Ayub Khan, 148,149.

**N**

NIXON Richard,10,20,177,266,268,286,288,2 89,293,294,297,298,299,300,301,302,303,304, 305,307,311,313,314,327,346,350,351,352,35 3,354,380,473.

NGO Dinh Diem, 68,88.

NGO Dinh Nhu, 88.

NGUYEN Co Thach,240,371,373,375,389,396, 411,424,430.

NGUYEN Duy Trinh, 187,221,222,227,403.

NGUYEN Khac Huynh, 228.

NGUYEN Thi Binh, 313,346,347.

NGUYEN Thuong, 202,203.

NGUYEN Van Thieu, 307,310,311,345,346,34 7,356,357,363.

NORODOM Sihanouk, 58,69,89,113,121,140, 142,146,147,148,158,159,181,184,201,208,24 0,243,244,245,246,247,248,249,250,251,252,2 53,254,255,258,259,260,261,262,264,265,266, 268,269,270,271,273,274,275,277,299,301,35 0,352,353,354,355,384,426,434,437,471,472.

NOIVILLE Jean, 408,427,428,429.

**P**

PAYE Lucien, 36,94,102,103,109,110,111,117, 118,119,125,133,136,137,139,140,146,148,15 4,155,160,169,171,182,183,207,211,212,213,2 84.

PENG Dehuai, 63.

PENN Nouth, 269.

PEYREFITTE Alain, 159,242,301.

POL POT, 422,424,433,435,436,437,456.

POMPIDOU Georges,21,23,103,104,177,208, 260,261,263,269,274,278,294,295,296,298,30 2,319,327,328,349,350,351,352,353,354,355,3 62,471,473,478.

PHAM Van Dong, 87,115,153,179,187,189,20 3,226,237,243,253,264,300,369,372,373,374,3 75,376,377,378,379,385,392,393,395,403,405, 410,432,474.

PHAN Hien,372,378,392,411,438.

PHOUMI Nosavan, 110.

PHOUMA Souvanna, 59,69,70,87,110,111.

**Q**

QIAO Guanhua, 305,306,312,338,339,340,346, 355,357,358,365,366,475,476.

QUIRIELLE Simon, 18,87,205,221,380.

**R**

ROBIN Gabriel, 376.

ROCHEREAU Henri, 76,77.

ROGERS William Pierce, 352.

ROSTOW Walt, 222,233.

RUSSELL B. Richard, 198.

**S**

SAINTENY Jean, 219,220,296,298,299.

SAINT-MLEUX André, 34,168.

SCHUMANN Maurice, 251,256,257,258,262, 270,305,306,307,308,309,310,311,312,313,31 4,340,341,342,343,347.

SIRIK Matak, 249,252,258,260.

SONG Zhiguang, 119,122,127,128,121,135,152,212,287,398,458.

SOUPHANOUVONG, 60,110,111.

STALINE Joseph, 14,41,44,45,46,47,52.

STRONG Louis Anna, 73.

SMYSER W. Richard, 297.

SULLIVAN William H., 233.

**T**

TITO Josip Broz, 45,281.

**U**

ULANFU, 381.

U THANT, 181,231,232.

**V**

VO Cong Trung, 184.

VO Nguyen Giap, 47,113,228,302,382.

VO Van Sung, 313,372,374,376,423.

**W**

WALDHEIM Kurt, 340,341,444,459.

WALTERS Vernon, 298,299.

WANG Bingnan, 185.

WANG Jiaxiang, 65,66,67.

WEI Guoqin, 55.

WANG Youping, 384,389.

**X**

XIONG Xianghui, 283.

XUAN Thuy, 309, 346.

**Y**

YE Jianying, 215,357,358,382,387,390.

YZM Sambaur, 256,257,258.

**Z**

ZHANG Hanfu, 186.

ZHOU Enlai, 23,36,46,54,55,57,58,59,69,74,82,103,104,108,120,133,136,140,143,144,145,146,147,148,149,158,186,187,208,209,215,236,237,240,243,244,246,250,251,252,253,254,264,265,266,268,269,271,274,275,276,280,281,283,288,289,291,292,293,295,297,299,300,301,304,306,307,308,309,310,314,340,346,347,349,350,351,352,353,356,364,366,387,430.

ZHU De, 385.

## Annexe

### Sommaire

#### **Première Partie : Les objectifs sino-français concernant la reconnaissance mutuelle** ..... 523

Doc.1 Extraits de la lettre de Chen Dingmin à Chen Yi concernant les raisons pour lesquelles la Chine devait établir la relation diplomatique avec la France, le 21 janvier 1963..... 523

Doc.2 Extraits des instructions du Ministère des Affaires étrangères pour l'Ambassadeur de France en Chine, le 11 mai 1964..... 525

Doc.3 Extraits des instructions du Ministère des Affaires étrangères de la Chine à l'Ambassade de Chine en France, le 30 mai 1964..... 529

Doc.4 Entretien entre le général de Gaulle et l'Ambassadeur de Chine en France concernant la coopération sino-française sur le problème vietnamien, le 19 juin 1964. .... 530

#### **Deuxième Partie : Les entretiens entre les Chinois et les Français concernant les affaires internationales** ..... 537

Doc.5 Télégramme concernant l'entretien entre Chen Yi et l'Ambassadeur de France sur le problème vietnamien, le 8 janvier 1965. .... 537

Doc.6 Extraits du compte-rendu en chinois de l'entretien entre Chen Yi et l'Ambassadeur de France sur le problème vietnamien, le 8 janvier 1965..... 539

Doc.7 Télégramme concernant l'entretien entre Zhou Enlai et l'Ambassadeur de France en Chine sur le problème vietnamien, le 17 mars 1965..... 540

Doc.8 Télégramme concernant l'entretien entre Zhou Enlai et l'Ambassadeur de France sur le problème vietnamien, le 17 mars 1965..... 542

Doc.9 Extraits du compte-rendu en chinois de l'entretien entre Zhou Enlai et l'Ambassadeur de France sur le problème vietnamien, le 17 mars 1965..... 544

Doc.10 Télégramme concernant l'entretien entre Chen Yi et l'Ambassadeur de France sur le discours de Phnom Penh, le 16 novembre 1966..... 545

Doc.11 Documentation chinoise concernant le discours de Phnom Penh..... 548

Doc.12 Extraits du compte-rendu de l'entretien entre Mao Zedong et André Bettencourt sur les affaires internationales, le 13 juillet 1970. .... 549

Doc.13 Extraits du compte-rendu en chinois de l'entretien du lundi 13 juillet 1970, à Pékin, entre M. André Bettencourt, Ministre chargé du plan et de l'Aménagement du Territoire et le Président Mao Zedong..... 555

Doc.14 Extraits du télégramme concernant la visite officielle de Maurice Schumann en Chine en 1972..... 556

Doc.15 Extraits du résumé en chinois de l'entretien entre Zhou Enlai et Maurice Schumann concernant les problèmes internationaux et les relations sino-françaises, le 10 juillet 1972. .... 561

Doc.16 Extraits du résumé en chinois de l'entretien entre Mao Zedong et Maurice Schumann concernant les problèmes internationaux et les relations sino-françaises, le 10 juillet 1972. .... 562

#### **Troisième Partie : Les documents français concernant la relation sino-vietnamienne entre 1975-1979** ..... 563

Doc.17 Le point de vue du PCC concernant la situation vietnamienne après la chute de Saigon... 563

Doc.18 La position chinoise sur la relation entre la Chine et le Vietnam en 1976. .... 565

Doc.19 La position vietnamienne sur la relation entre la Chine et le Vietnam en 1977. ....	569
Doc.20 La position de Deng Xiaoping sur le conflit khméro-vietnamien.....	571
Doc.21 Les séances du Conseiller de sécurité de l'ONU concernant le conflit sino-vietnamien entre le 23 février et le 16 mars 1979.....	574

## Première Partie : Les objectifs sino-français concernant la reconnaissance mutuelle

Doc.1 Extraits de la lettre de Chen Dingmin<sup>1</sup> à Chen Yi concernant les raisons pour lesquelles la Chine devait établir la relation diplomatique avec la France, le 21 janvier 1963.

Source : AMAEC, La lettre de Chen Dingmin à Chen Yi, 110-01984-03, le 21 janvier 1963<sup>2</sup>.

- 5
1. 我与法国建交将是与美帝斗争又一次胜利。可以加深美法之间的矛盾，从而分化西方阵营。
  2. 充分说明我在不接触马列主义基本原则下，一贯遵循和平共处五项原则。愿与世界上所有社会制度不同的国家建立友好关系，再一次向全世界人民揭穿修正主义者及国际反动派对我诬蔑的谎言。
  3. 与法建交将导致其他西欧国家如：比利时、意大利、卢森堡等与我建交的可能。如能突破此关，就可以彻底粉碎美帝阻挠我国加入联合国的罪行及制造两个中国的阴谋。陷美帝在联合国的绝对孤立。
  4. 有利于我国争取至今仍依附于法帝国主义的非洲国家建交，扩大我国影响。如我国与非洲所有国家均建立正式外交关系，今后在联合国驱逐美蒋国民党，恢复我合法地位的斗争可操月生算。

1. L'établissement des relations diplomatiques avec la France serait une victoire dans la lutte contre les États-Unis. Cet événement diplomatique pourrait approfondir les contradictions entre les pays du camp occidental.

2. La reconnaissance mutuelle sino-française pourrait montrer que la Chine voulait établir des bonnes relations avec les pays dont les systèmes politiques étaient différents du système chinois, en se fondant sur les cinq principes de la coexistence pacifique.

<sup>1</sup> Chen Dingmin, correspondant de l'Agence de Presse Xinhua, était en fait un fonctionnaire chargé de la mission étrangère spéciale pour prendre le contact avec les Français et recueillir les informations.

<sup>2</sup> Ce document original n'est plus accessible au public depuis 2013.

3. L'Italie, la Belgique et le Luxembourg, influencés par la reconnaissance franco-chinoise, pourraient établir à leur tour des relations diplomatiques avec la Chine, ce qui pouvait aider la Chine populaire à entrer dans l'Organisation des Nations unies (ONU) et permettre d'isoler les États-Unis.

4. A la suite de l'établissement des relations diplomatiques franco-chinoises, la RPC pourrait accroître son impact dans certains pays de l'Afrique qui maintenaient des contacts étroits avec la France.

**Doc.2 Extraits des instructions du Ministère des Affaires étrangères pour l'Ambassadeur de France en Chine, le 11 mai 1964.**

Source : AMAE, 119QO/527, Instructions pour Monsieur Paye, le 11 mai 1964.

La question la plus importante sur le plan politique dont vous aurez à discuter avec le gouvernement chinois est le sort des Etats qui ont composé autrefois l'Indochine. Vous vous efforcerez naturellement de faire préciser par vos interlocuteurs leur politique à l'égard tant du Vietnam, du Cambodge et du Laos, que des autres Etats limitrophes de la Chine.

Nous avons eu avec la Chine une expérience relativement récente concernant cette région: il s'agit de la Conférence de Genève de 1961-62 sur le Laos. Le Maréchal Chen Yi avait, à cette époque, donné l'impression qu'il concevait la politique chinoise de manière réaliste. Considérant, suivant ses paroles, que les pays du Sud-Est asiatique (Nord Vietnam sans doute mis à part) n'étaient pas encore sûrs pour le communisme, il pensait que la meilleure solution était celle de la neutralité, c'est-à-dire du non engagement vis-à-vis des Etats-Unis, comme vis-à-vis de la Chine (et à l'époque, de la Russie). Il ne s'agissait pas, dans son esprit, d'un règlement perpétuel.

Il faut, bien entendu, faire la part du vocabulaire, notamment en ce qui concerne la distinction à faire ou à ne pas faire entre l'expansion du communisme en Asie et celle de la Chine. Il faut aussi faire la part des rapports de force. La Chine est encore, et pour longtemps, dans le besoin; elle ne se soucie sans doute pas d'avoir trop de charges militaires. Elle est obsédée d'autre part par la crainte des bases américaines qui entourent beaucoup de ses territoires qui ne sont pas limitrophes de la Russie.

Pour le Vietnam, la réunification et la neutralité de l'ensemble du pays ne seront possibles que si celui-ci échappe à l'influence exclusive de toute Puissance ou de tout groupe de Puissances. Ce "dégagement" ne peut être évidemment qu'une oeuvre de longue haleine. Il y faudra des années et de grands efforts. La question est de savoir si, à titre d'objectif lointain, la Chine populaire accepte une telle vue ou si, au contraire, elle maintient que le Vietnam du Nord communiste doit rester tel, et continuer à vivre dans son orbite. Nous pensons que, dans cette hypothèse, il n'y aurait guère de perspectives de pouvoir un jour atteindre l'objectif, qui est un Vietnam unifié, neutre et indépendant.

En attendant, et de toutes manières, il convient de chercher à résoudre les questions qui se posent au Sud-Vietnam. Américains et communistes s'y affrontent en une guerre de subversion où personne ne peut prétendre vaincre, et ce, exclusivement aux dépens de la population vietnamienne.

Nous ne voyons à une telle situation avantage pour personne. Les Etats-Unis ne peuvent espérer gagner. Ils ont les moyens, sans doute, de poursuivre indéfiniment leur soutien aux autorités de Saïgon, et ainsi de maintenir, en dehors de celles de Formose, une autre crise permanente autour de la Chine.

Le Vietnam du Nord, aidé par la Chine, ne peut non plus espérer gagner une franche victoire. Il compte sans doute sur la lassitude américains. Mais ceci peut le mener loin, ou longtemps, et en attendant, sa situation intérieure, déjà désastreuse du point de vue économique, continue à se détériorer.

Quant à la Chine, on ne voit pas non plus ce qu'elle

...

peut espérer à prolonger le conflit. Elle retarde à coup sûr le moment où elle pourra entrer en rapports normaux avec les Etats-Unis, ce qui, pour elle, est une condition nécessaire, non seulement de sa pleine rentrée sur la scène internationale mais d'une certaine stabilisation de la situation dans le Pacifique. Or, plus que quiconque, la Chine a besoin d'une longue période de calme pour pouvoir se concentrer sur son développement.

Si cette analyse est, au moins dans ses grandes lignes, exacte, les conditions politiques apparaissent réalisées qui permettraient de s'orienter vers une solution, c'est-à-dire vers un compromis.

La présence, ou l'influence prédominante soit de la Chine, soit des Etats-Unis, étant inacceptable pour l'autre partie, la seule hypothèse valable est celle de la neutralité.

Ceci signifierait du côté communiste le retrait de tout l'appui en hommes, en matériel et en propagande qu'ils accordent actuellement au Front de Libération National, lequel paraît être entièrement dirigé de Hanoï. C'est ce qui devrait cesser, en même temps que les Vietnamiens du Front de Libération devraient sortir de la clandestinité et participer à la vie publique vietnamienne.

A Saïgon devrait être créé un gouvernement national, réunissant forcément les diverses tendances politiques, et dont le programme essentiel devrait être l'indépendance; c'est dire qu'il ne devrait être ni communiste, ni pro-américain, le but à atteindre étant, conformément aux accords de 1954, la création d'un Vietnam réellement neutre.

Les Etats-Unis, de leur côté, devraient retirer

...

progressivement l'appui qu'ils accordent au gouvernement actuel de Saigon, et laisser se reconstituer une armée vietnamienne sur des bases nationales.

Je ne vous demande naturellement pas, bien au contraire, d'exposer ce qui précède à vos interlocuteurs. Il s'agit seulement de vous indiquer quelles sont les grandes lignes de la solution de neutralité que la France préconise.

Une telle solution ne pourrait être élaborée que dans une conférence internationale convoquée à cet effet, comme la précédente conférence de Genève. Une préparation soignée serait indispensable. Les conversations que vous aurez l'occasion d'avoir à Pékin, pourraient commencer à orienter les choses dans cette direction. C'est pourquoi ce dont vous ferez rapport sera communiqué, dans la mesure où nous l'estimerons possible et opportun, à nos autres interlocuteurs, à commencer par les Américains et les Russes.

J'observe enfin que, du côté des Etats-Unis, il y a peu d'illusion à se faire sur les possibilités d'un changement rapide de politique, compte tenu de la proximité relative des élections présidentielles. C'est un élément du problème qu'il n'est pas possible de négliger./.

**Doc.3 Extraits des instructions du Ministère des Affaires étrangères de la Chine à l'Ambassade de Chine en France, le 30 mai 1964.**

**Source :** AMAEC, Des principes de travail et des tâches d'Ambassade de la RPC en France (projet), le 30 mai 1964, 110-02002-02, pp.18-25<sup>3</sup>.

...

1. Il faut profiter du conflit franco-américain pour consolider et agrandir le front uni international anti-américain, mais il faut également ne pas miner le soutien aux mouvements de la libération nationale, ni la lutte contre l'impérialisme et contre le colonialisme.

2. Il faut profiter de la lutte de la France contre le condominium américano-soviétique sur la scène internationale, mais il faut rester vigilant vis-à-vis de la coopération franco-soviétique contre la Chine.

3. Il faut profiter du rôle de la France dans la lutte contre l'impérialisme américain en vue de limiter l'influence américaine en Asie du Sud-est, mais, dans certaines circonstances, il faut lutter également contre le néocolonialisme français qui pourrait gêner des mouvements révolutionnaires chinois.

4. Il faut profiter de la volonté de la France de développer une bonne relation avec la France, mais il faut lutter contre les politiques antichinoises du gouvernement français, comme à propos de Taïwan.

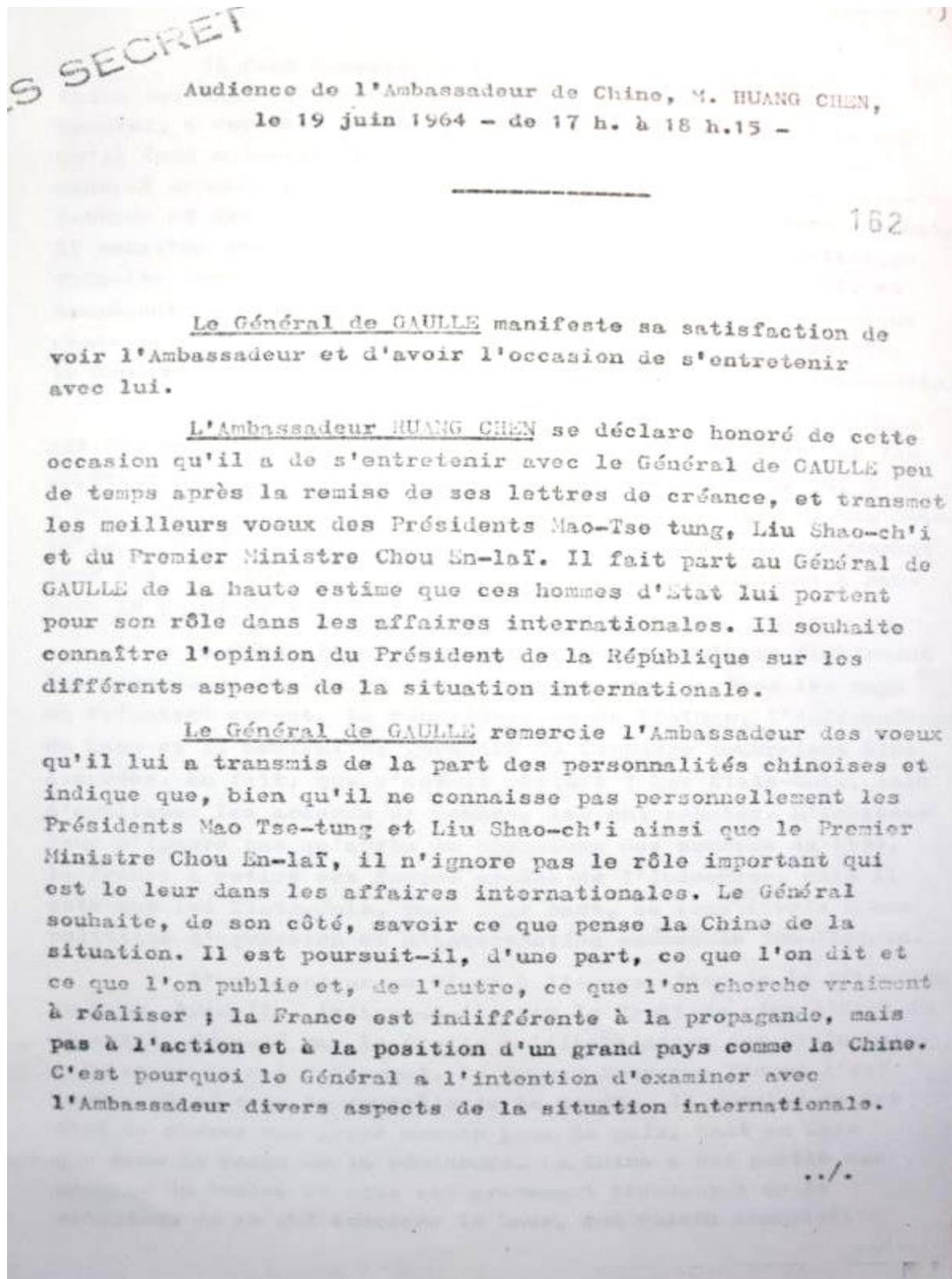
...

---

<sup>3</sup> Ce document original n'est plus accessible au public depuis 2013.

**Doc.4 Entretien entre le général de Gaulle et l'Ambassadeur de Chine en France concernant la coopération sino-française sur le problème vietnamien, le 19 juin 1964.**

Source : AMAE, 119QO/527, Audience de l'ambassadeur de Chine, M. Huang Chen, le 19 juin 1964.



Il faut considérer l'Asie, Or l'Asie est troublée. La Chine est plus intéressée que personne, ce qui est normal et naturel, à cet état de choses. Par zone troublée, il va de soi qu'il faut entendre le Vietnam, le Cambodge et le Laos. Le Général demande à l'Ambassadeur si, indépendamment des déclarations et des manifestations de propagande de son gouvernement, il serait en mesure d'apporter des précisions sur la politique chinoise face aux troubles en Asie du Sud-Est en général, et notamment dans les trois pays précités ; peut-il dire quelque chose de plus précis que ce qui est publié? ~~Ensuite~~ Ensuite, le Général indiquera, à son tour, ce qu'il pense des événements.

M. HUANG CHEN ne doute pas que le Général de GAULLE ait été parfaitement informé de la politique chinoise par les dépêches de l'Ambassadeur de France, M. Lucien PAYE, qui a eu l'occasion de rencontrer divers dirigeants chinois, M. Liu Shao-ch'i, M. Chou En-laï, M. Chen Yi et de s'entretenir longuement avec eux. L'Ambassadeur est heureux de pouvoir exposer à nouveau le point de vue de son gouvernement.

La République Populaire de Chine applique fidèlement les accords de Genève et est persuadée que, si tous les pays en faisaient autant, la réunification du Vietnam, l'indépendance du Laos et la neutralité garantie du Cambodge pourraient être assurées. En fait, que s'est-il produit ? Les Etats-Unis, loin d'appliquer les accords de Genève, les ont sabotés. L'Ambassadeur n'ignore pas qu'après la signature des accords de 1954, la France a retiré ses forces armées de l'Indochine, mais il note que les Etats-Unis, pour leur part, se sont <sup>au</sup> livrés à une politique d'agression et d'intervention ~~en~~ <sup>au</sup> Sud-Vietnam.

L'Ambassadeur en vient à l'aggravation de la situation au Laos, laquelle, indique-t-il, est le fruit du coup d'Etat du 19 avril, fomenté par la droite à l'instigation des Etats-Unis. A la suite de cet événement, le Prince Souvanna Phouma s'est trouvé placé sous le contrôle de la droite. Il résulte de cet état de choses une grave menace pour la paix, tant au Laos que dans le reste de la péninsule. La Chine a été partie aux accords de Genève et elle est gravement préoccupée de la situation en ce qui concerne le Laos, son voisin immédiat.

.../.

Le gouvernement chinois a encore noté que, par suite des agissements de la droite laotienne et de ceux qui la suivent aveuglément, le gouvernement d'union nationale laotien est devenu celui de la droite, qu'il est sous son contrôle. En d'autres termes le gouvernement du Prince Souvanna Phouma n'est plus un gouvernement d'union nationale. Les Etats-Unis ont tenté de s'annexer les neutralistes, mais ceux-ci, d'abord indignés de cette façon d'agir, ont fini par s'insurger. Les Etats-Unis en ont alors pris prétexte pour intensifier leur intervention, faisant appel à des unités venues de Thaïlande, envoyant leur VIIIème flotte dans les eaux de l'Indochine, ordonnant à leur aviation de bombarder Khang Kay, siège de la mission économique et culturelle de la République Populaire de Chine, où elle a fait un mort et cinq blessés, bien que cette mission fût placée sous le drapeau à cinq étoiles. Dans ces conditions, le Laos doit faire face à une guerre civile généralisée et se trouve totalement divisé.

La Chine souhaite, pour sa part, l'application des Accords de Genève et, sachant que la France veut comme elle la paix en Indochine, espère qu'elle sera favorable à un effort conjugué pour la convocation de la conférence des quatorze.

Les consultations unilatérales organisées par la Grande-Bretagne, d'où sont absentes la France et la Chine, ne peuvent donner aucun résultat car Vientiane est sous le contrôle de la droite ; cette initiative a donc rendu plus complexe la situation au Laos et l'a aggravée, mettant plus que jamais la paix de l'Indochine en danger.

La situation dans tout le Sud-Est asiatique subit le contre-coup de ces événements. Le gouvernement chinois en est gravement préoccupé. Il est favorable à la convocation des quatorze ; il espère que la Chine et la France pourront conjuguer leurs efforts pour que la conférence ait lieu, afin que soit restaurée et sauvegardée la paix en Indochine, que la réunification du Vietnam, la neutralité du Cambodge et l'indépendance du Laos deviennent autant de réalités. L'Ambassadeur demande au Général de GAULLE s'il pourrait maintenant lui faire connaître son opinion.

.../.

Le Général de GAULLE indique que la France désire sincèrement la paix en Asie et notamment dans le Sud-Est asiatique, non qu'elle soit directement impliquée, puisque à la suite des Accords de Genève elle a retiré <sup>ses troupes et</sup> ses forces, mais parce qu'elle croit que la paix est nécessaire en cette époque de progrès et de développement. La France veut s'employer à l'oeuvre de paix en Asie, et notamment dans le Sud-Est asiatique. Le Général croit que les Accords de 1954 étaient valables, qu'ils auraient constitué la seule façon d'assurer la paix, si toutefois ils avaient été appliqués scrupuleusement par toutes les parties intéressées, c'est-à-dire s'il n'y avait pas eu d'interventions. Dans l'évolution de la situation, il y a eu certes des torts de part et d'autre. Le Général est d'avis, comme l'a indiqué l'Ambassadeur Huang Chen et comme l'a également rapporté M. Faye, qu'il faut revenir aux Accords de Genève de 1954 et en assurer l'application, ce qui signifie, en d'autres termes, que doit être tenue une réunion des puissances qui s'étaient réunies en 1954, afin qu'elles réexaminent l'ensemble du problème et rétablissent la paix, sur la base de la non intervention. Dans ce contexte, le rôle de la Chine peut être capital. "On ne peut rien régler sans la Chine, il existe une possibilité de règlement avec elle". Comme l'a dit l'Ambassadeur, les gouvernants chinois ont indiqué à M. Faye qu'ils souhaitent cette réunion des quatorze. Le Général pense, de son côté, que les délibérations de Vientiane, de même que la proposition polonaise d'une conférence préparatoire, demeureront sans résultat ; ce qu'il faut, c'est aller jusqu'à une Conférence des quatorze, recommençant le travail de Genève ; le rôle de la Chine en ce domaine peut être capital.

L'organisation d'une Conférence dépend de la Chine et également d'autres pays, notamment des Etats-Unis. Ce n'est pas la France qui inspire la politique américaine. Si la Chine veut et propose la Conférence, appuyée en ce sens par la France, son action ne peut manquer d'avoir un grand retentissement. D'autres capitales devront encore être consultées ; New-Delhi, Moscou, Londres, Hanoï, Phnom-Penh, Louang-Prabang. Si l'Ambassadeur était invité par son gouvernement à prendre contact avec

.../.

le gouvernement français pour une action diplomatique en vue de la réunion d'une conférence des quatorze, si le gouvernement chinois était disposé à agir dans ce sens d'une manière active, le gouvernement français serait prêt à entrer dans cette voie.

M. HUANG CHEN remercie le Général de lui avoir fait connaître son opinion et indique qu'il pense que la Chine et la France ont le désir commun de voir la paix restaurée en Asie du Sud-Est. Il précise que les intentions pacifiques du gouvernement chinois ont été exposées dès la fondation de la République Populaire de Chine. Il regrette que les Etats-Unis aient, dès l'époque du Président Truman, appliqué une politique d'hostilité vis-à-vis de la Chine nouvelle et procédé à l'encerclement de son territoire par des bases militaires, à l'occupation de Formose, à l'envoi de la VIIème flotte dans le détroit qui sépare l'île du continent, faisant peser une grave menace sur la Chine du sud. En dépit de cette politique d'hostilité, le gouvernement chinois a poursuivi sa politique de paix qu'il a manifestée notamment par la fidèle application qu'il a faite des Accords de Genève, mais il s'est heurté à l'agression et à l'intervention des Etats-Unis.

La Chine, en tant que voisine immédiate du Laos, se préoccupe de la situation qui règne dans ce pays et a toujours appuyé l'application des accords de Genève ; elle a appuyé la proposition de conférence des quatorze énoncée par le Prince Sihanouk, puis par la France. L'Ambassadeur rappelle la lettre du Ministère des Affaires Etrangères chinois du 26 mai, puis celle du 9 juin, et indique que de nombreux pays ont manifesté leur assentiment. Il convient donc de décider du choix du lieu de réunion de <sup>la</sup> conférence, celle-ci pouvant se tenir aussi bien à Phnom-Penh qu'à Genève.

M. HUANG CHEN se déclare satisfait d'avoir entendu l'opinion du Président de la République et indique qu'il souhaite que la Chine et la France conjuguent leurs efforts pour provoquer la réunion d'une conférence des quatorze, ce qui ne manquerait pas d'exercer une profonde influence et serait hautement

../..

767

profitable au rétablissement de la paix au Laos et dans toute l'Indochine. Cette solution est en effet la seule qui soit concevable. Il faut espérer que la Chine et la France pourront coopérer étroitement pour l'ouverture d'une conférence de Genève le plus tôt possible. L'Ambassadeur espère que si tous les pays participant à la conférence de 1954 se réunissent à nouveau, si tous les Etats qui s'intéressent à la paix dans le Sud-Est asiatique conjuguent leurs efforts, ils mettront un terme à l'agression et à l'intervention des Etats-Unis qui retireront leurs forces. La paix sera alors assurée.

L'Ambassadeur se félicite d'avoir entendu le Général de Gaulle dire que la Chine est appelée à jouer un rôle capital dans ce domaine. Il précise qu'à son avis, la France sera, elle aussi, appelée à jouer un rôle capital. La Chine et la France sont de grands pays qui ont l'un et l'autre un rôle important à jouer dans le maintien de la paix. Le gouvernement chinois estime qu'aucun Etat parmi les quatorze ne doit être exclu de la conférence envisagée, de même qu'au sein du Laos, aucune des trois factions ne doit être écartée. Si, aussi bien en ce qui concerne les premiers qu'en ce qui concerne les seconds, l'une des factions était écartée, l'accord ne pourrait se faire.

Le Général de GAULLE indique qu'il croit que c'est bien une conférence des quatorze puissances qui doit se tenir, sans exclusion de personne, mais que, pour se réunir et réussir, il faut que tous les participants viennent à la conférence avec l'intention de parvenir à un accord et en se défaisant de l'esprit de récrimination. L'Ambassadeur a indiqué que tout le mal au Laos vient des Etats-Unis, mais les Etats-Unis disent qu'il vient du Vietminh et indirectement de la Chine. Il pense qu'il convient de faire des propositions et de s'occuper de l'affaire pour aboutir, mais pas cependant sous le signe de la récrimination. Si le Général est favorable à la convocation d'une conférence, c'est certes pour la paix en Indochine et au Laos, mais aussi parce qu'il souhaite que la Chine apparaisse dans le monde sur tous les plans, diplomatique, économique, culturel, que partout elle ait le rang qui lui

.../..

appartient. Pour la Chine nouvelle, la situation en Asie du Sud-Est fournit précisément l'occasion d'<sup>occuper</sup>~~avoir~~ ce rang ; il souhaite très sincèrement qu'elle saisisse cette occasion dans un sens de paix, de détente, de coopération.

Le Général remercie l'Ambassadeur de son aimable visite et indique qu'il ~~ne doute pas qu'il~~ aura l'occasion de s'entretenir à nouveau avec lui.

L'Ambassadeur HUANG CHEN remercie le Général de GAULLE d'avoir bien voulu le recevoir et d'avoir prononcé d'aimables paroles à son intention ; il indique qu'il est disposé à venir s'entretenir à nouveau avec le Général lorsque celui-ci voudra bien le convoquer, si cela peut contribuer à dégager une solution pacifique au Laos. Il remercie le Général de GAULLE de lui avoir fait part de son opinion.

Le Général de GAULLE répond en indiquant qu'il croit nécessaire de dire à nouveau qu'il estime que la Chine peut jouer un rôle capital et qu'une occasion s'ouvre à elle dans la diplomatie mondiale, pour le bien de paix. "C'est notre opinion, Cependant, la Chine fait ce qu'elle veut"./.

## Deuxième Partie : Les entretiens entre les Chinois et les Français concernant les affaires internationales

Doc.5 Télégramme concernant l'entretien entre Chen Yi et l'Ambassadeur de France sur le problème vietnamien, le 8 janvier 1965.

Lors de cet entretien, Chen Yi montra une position ambiguë sur la neutralisation du Sud-Vietnam

Source : AMAE, 119QO/529, Télégramme, n° 123/128, le 9 janvier 1965.

Edo. 2311  
TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE DU 6  
+ chrono

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ATTRIBUTIONS 2. AS AS  
3. AI  
AM SC EU EU PA

PEKIN LE 9 JANVIER 1965

RECU " " 13 H 15

M. T. A. R. SA  
→ CIV.

ASIE - OCEANIE  
9 JAN 1965  
DIVISION ASIE

NO 123-128

JE ME REFERE A MES TELEGRAMMES NO 118 ET 119-122.  
PASSANT A L'EXAMEN DE LA SITUATION AU SUD VIETNAM  
LE MARECHAL CHEN YI A MENTIONNE LES PROGRES DANS CE PAYS DE  
L'IDEAL NATIONALISTE, POUR INSPIRER LA LUTTE CONTRE LES ETATS UNIS.  
ON VEUT LA NEUTRALITE ET LA PAIX. LA MENACE COMMUNISTE,  
VOLONTIERS INVOQUEE PAR WASHINGTON POUR JUSTIFIER SON INTERVENTION  
N'EXISTE PAS. LE CHEF DU MOUVEMENT NATIONAL DE LIBERATION DU  
SUD VIETNAM, QUI A MAINTENANT UN REPRESENTANT ACCREDITE A PEKIN,  
EST NATIONALISTE ET NON COMMUNISTE.  
D'AILLEURS LA PACIFICATION DES ESPRITS ET LA CONCORDE SONT  
NECESSAIRES POUR LA RECONSTRUCTION DU PAYS, QUI DEMANDERA DES ANNEES.  
EN CHINE, PAR EXEMPLE, L'APPLICATION DU SOCIALISME DATE SEULEMENT  
DE 1954, ET N'A PU ETRE ENTREPRISE QU'APRES L'ECHEC DE "L'AGRESSION  
AMERICAINE" EN COREE. OR LA SITUATION ECONOMIQUE DU SUD VIETNAM  
EST ENCORE PLUS MAUVAIS QUE NE L'ETAIT, LORS DE LA REVOLUTION,  
CELLE DE LA CHINE. IL FAUDRA BEAUCOUP DE TEMPS POUR LA REDRESSER.  
COMME J'EVOQUAIS L'EVENTUALITE, AU SUD VIETNAM, D'UN PARTI  
DU CENTRE, ANALOGUE A CELUI DES NEUTRALISTES LAOTIENS ET  
SUSCEPTIBLE D'OFFRIR, POUR L'AVENIR PROCHAIN DU PAYS, CERTAINES  
GARANTIES POLITIQUES DE NATURE A FAIRE REFLECHIR LES ETATS UNIS  
SUR L'ESPOIR D'UN APAISEMENT DES ESPRITS, LE MARECHAL CHEN YI  
M'A REPONDU QU'ACTUELLEMENT LA SITUATION NE PERMET QU'A DEUX PARTIS  
D'EXISTER : LES NATIONALISTES ET LES PRO-AMERICAINS.  
IL S'EST REFERE AUX RECENTES DECLARATIONS DU PRESIDENT  
LYNDON JOHNSON ET DE MONSIEUR DEAN RUSK, SELON LESQUELLES LES  
AMERICAINS NE VEULENT NI SE RETIRER DU SUD VIETNAM NI ETENDRE LA  
GUERRE. ILS SE HEURTENT NEANMOINS DANS LE PAYS A DEUX DIFFICULTES  
TRES SERIEUSES : LA LUTTE DANS LES CAMPAGNES ET L'INSTABILITE  
DU GOUVERNEMENT DE SAIGON.

QUANT A LA TENDANCE POLITIQUE "CENTRISTE", ELLE EST INCLUSE, DIT-IL, DANS LE F N L COMME JE POURRAIS LE CONSTATER EN M'ENTREtenant AVEC LES REPRESENTANTS DU FRONT A PEKIN. SI L'ON EN CROIT LA PRESSE, DES TENDANCES DE CET ORDRE SE MANIFESTERAIENT AUSSI A SAIGON PARMIS LES BOUDHISTES NOTAMMENT ET MEME PARMIS LES MILITAIRES, MAIS ON NE PEUT EVIDEMMENT GARANTIR, POUR L'AVENIR, LA PARTICIPATION D'UN PARTI NEUTRALISTE A LA POLITIQUE SUD VIETNAMIENNE.

CE FUT L'OCCASION, POUR MOI DE MENTIONNER LA GARANTIE QU'APPORTERAIT, LA PAIX REVENUE, L'ORGANISATION D'ELECTIONS VRAIMENT LIBRES. LE MARECHAL A DECLARE QU'IL N'ETAIT PAS OPPOSE A CETTE IDEE, MAIS IL FAUT QUE LES AMERICAINS SE RETIRENT DU SUD VIETNAM, "COMME D'AILLEURS DE TAIWAN".

DEVANT MA SURPRISE A L'IDEE QUE DE TELLES CONDITIONS PUISSENT ETRE EVOQUEES AVANT LA REUNION D'UNE CONFERENCE QUE LE GOUVERNEMENT CHINOIS, COMME LE GOUVERNEMENT FRANCAIS, NE CESSAIT DE PRECONISER, MON INTERLOCUTEUR S'EST EMPRESSE D'AJOUTER QU'IL NE S'AGISSAIT PAS LA D'UN PREALABLE" MAIS QUE "LES AMERICAINS SERAIENT FATALEMENT CONDUITS A SE RETIRER".

J'AI REPONDU QUE L'ACCEPTATION PAR LES ETATS UNIS D'UNE CONFERENCE ET LEUR PARTICIPATION SERAIENT MOINS MALAISEES SI L'ON POUVAIT REUNIR DES CONDITIONS PERMETTANT D'OBTENIR CE RESULTAT. LE MARECHAL S'EST DECLARE FAVORABLE A CETTE IDEE ET M'A EXPRIME LE SOUHAI QUE LE GOUVERNEMENT FRANCAIS INTERVIENNE EN CE SENS - LES AUTORITES CHINOISES NE LE POUVANT PAS - AUPRES DU GOUVERNEMENT AMERICAIN.

JE M'EN SUIS TENU A CETTE DECLARATION, ESTIMANT QU'IL N'ETAIT GUERE POSSIBLE D'ALLER PLUS LOIN SUR UN SUJET AUSSI DELICAT ./.

PAYE

**Doc.6 Extraits du compte-rendu en chinois de l'entretien entre Chen Yi et l'Ambassadeur de France sur le problème vietnamien, le 8 janvier 1965.**

**Source :** AMAEC, Entretien entre M. Chen Yi, le Ministre des affaires étrangères de la Chine, et M. Lucien Paye, l'Ambassadeur de France, 106-01265-03, le 8 janvier 1965<sup>4</sup>.

...

Paye : En ce qui concerne le problème vietnamien, la Chine et la France ont beaucoup de points communs. Cependant, à mon avis, nous devons chercher un parti du centre au Sud-Vietnam, analogue à celui des neutralistes laotiens et susceptible d'offrir, pour l'avenir prochain du pays, certaines garanties politiques de nature à éviter une situation d'extrême violence. Les Américains hésitent encore s'ils doivent retirer leurs troupes du Sud-Vietnam. En fait, pour rétablir la paix dans la région vietnamienne, il faut réunir une conférence des quatorze. Il faut que les États-Unis y participent. Les Américains veulent obtenir des garanties.

Chen : D'après les récentes déclarations du président Lyon Johnson et de Monsieur Rusk, les Américains ne veulent ni se retirer du Sud-Vietnam, ni étendre la guerre. La lutte dans les campagnes et l'instabilité du gouvernement de Saïgon pourrait pousser les États-Unis à se retirer ou participer à une conférence internationale. En ce qui concerne un parti du centre au Sud-Vietnam, je pense que le FNL dirigé par M. Nguyen Huu Tho est un parti du centre. M. l'Ambassadeur peut contacter des représentants du Front à Pékin. Si l'on en croit la presse, des tendances de cet ordre se manifesteraient aussi à Saïgon parmi les bouddhistes notamment et même parmi les militaires, mais on ne peut évidemment garantir, pour l'avenir, la participation d'un parti neutraliste à la politique sud-vietnamienne. Le gouvernement chinois ne peut pas assurer aux États-Unis une élection générale au Vietnam.

Paye : Bien sûr. Dans la situation actuelle, il n'y a pas de garantie officielle.

...

Paye : Est-ce que vous pensez que la retraite des troupes américaines du Sud-Vietnam est une condition préalable à la réunion de la conférence de Genève ?

Chen : Cela dépend. Si le gouvernement américain ne retire pas ses troupes, la Chine voudra toujours participer à la conférence à laquelle les États-Unis assistent également. Nous pouvons persuader les Américains de retirer leurs troupes pendant la conférence. Mais le gouvernement américain ne voudra pas partir. Je pense que l'on peut continuer à lutter contre lui, si les Américains ne veulent pas mettre un terme à la guerre.

Paye : Le gouvernement français fera tout ce qu'il pourra pour persuader les Américains de participer à la conférence en vue d'éviter une guerre prolongée. L'acceptation par les États-Unis et leur participation seraient moins malaisées si on pouvait réunir des conditions permettant d'obtenir ce résultat.

Chen : Très bien ! J'espère que le gouvernement français pourra influencer la décision des États-Unis. Je suis désolé que le gouvernement chinois ne puisse pas l'influencer.

---

<sup>4</sup> La photocopie de ce compte-rendu original est interdite aux Archives des Affaires étrangères de la Chine. Ce document original n'est plus accessible au public depuis 2013.

**Doc.7 Télégramme concernant l'entretien entre Zhou Enlai et l'Ambassadeur de France en Chine sur le problème vietnamien, le 17 mars 1965.**

Lors de cet entretien, Zhou Enlai refusa les propositions gaullistes concernant le problème vietnamien

Source : AMAE, 119QO/529, Télégramme, n° 846/51, le 18 mars 1965.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE 0 90

DÉCHIFFREMENT

ATTRIBUTIONS 2. AS AS  
 3. AI AM  
 EU EU SC PA AL

PEKIN LE 18 MARS 1965  
 RECU " " " 15 H 15

N0846-51

*non révisée*

*Mars et*  
*1. pour Am Douc*  
*2. mes cambodjais*  
*conf sans ind jeal*  
*plus facile que Laos*  
*1 Am motin*

JE ME REFERE A MON TELEGRAMME NO 843-845.

POUR M. CHOU EN-LAI, LA SOURCE DE TOUTES LES DIFFICULTES ACTUELLES DANS LE MONDE DOIT ETRE CHERCHEE DANS LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS DEPUIS LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE. AFFERMIS DANS LEUR PUISSANCE PAR LES EPREUVES DE TANT D'AUTRES PAYS MEURTRIS ET EPUISES, FORTS DE LA DISPERSION DE LEURS TROUPES ET DE LEURS BASES MILITAIRES SUR PLUSIEURS CONTINENTS, ILS ONT CONSIDERE QU'ILS POUVAIENT DOMINER LE MONDE. SOUS LA FORME DU NEO-COLONIALISME, ILS INTRODUISENT LEUR INFLUENCE DANS LES PAYS NOUVELLEMENT INDEPENDANTS: ILS ONT AMENE AU VIETNAM APRES LE RETRAIT DES FORCES FRANCAISES, DES TROUPES DE PLUS EN PLUS NOMBREUSES: ILS S'ATTACHENT A DIRIGER LA POLITIQUE DES GOUVERNEMENTS FAIBLES, COMME ON LE CONSTATA MEME EN FRANCE AVANT LE RETOUR DU GENERAL DE GAULLE. ILS CREENT DES TROUBLES PARTOUT OU ILS VIENNENT ET SUSCITENT AINSI LA RESISTANCE DE LEURS VICTIMES ET LES CRITIQUES, VOIRE L'ANTIPATHIE, D'UN NOMBRE CROISSANT DE PEUPLES. " ILS CONSIDERENT QUE LE MONDE LEUR APPARTIENT, ALORS QUE PERSONNE NE LEUR A CONFERE UN TEL POUVOIR". MAIS, AJOUTE M. CHOU EN-LAI, " PLUS PROFONDS SERONT LES TROUBLES, PLUS GRANDS ET PLUS UTILES SERONT LES ENSEIGNEMENTS QUE LES PEUPLES DU MONDE EN RETIRERONT". ON S'EN APERCOIT AU VIETNAM ET AU LAOS.

OR, POUR PARVENIR A UNE SOLUTION DES ACTUELLES DIFFICULTES, LE PREMIER PRINCIPE EST DE SAVOIR QUI A RAISON. NOUS CONSIDERONS, DIT-IL, QUE LES ETATS-UNIS SONT DANS LEUR TORT, EN INTENSIFIANT LEUR AGRESSION ET EN "DECLARANT OUVERTEMENT LEUR VOLONTE D'ELARGIR LA GUERRE EN INDOCHINE POUR MENACER LA CHINE, LEUR FER DE LANCE EST DIRIGER CONTRE LA CHINE", QUI, D'AILLEURS, NE SE LAISSE PAS INTIMIDER ET, TOUT EN EVITANT LES PROVOCATIONS, " A DEJA PRIS DES DISPOSITIONS".

IL NE PEUT DONC ETRE QUESTION DE CEDER A LA MENACE ET DE S'ASSOIR A UNE TABLE POUR NEGOCIER SUR LA QUESTION DU VIETNAM. MAIS L'ATTITUDE DE LA CHINE N'EST PAS, POUR AUTANT, NEGATIVE. LES.../...

-- PAGE DEUX --

CONTACTS CONTINUENT ENTRE LES AMBASSADEURS DES DEUX PAYS A VARSOVIE. LA CHINE EST FAVORABLE A UNE CONFERENCE, A NEUF OU A QUATORZE PUISSANCES, POUR GARANTIR LA PAIX, L'INTEGRITE TERRITORIALE ET L'INDEPENDANCE DU CAMBODGE. ELLE EST AUSSI EN FAVEUR D'UNE CONFERENCE A QUATORZE POUR RESOUDRE LES PROBLEMES DU LAOS ET REVENIR A L'APPLICATION DES ACCORDS DE GENEVE DE 1962, SI L'ON PEUT, AU PREALABLE, PARVENIR A UNE ENTENTE DES TROIS FRACTIONS LAOTIENNES.

MAIS, POUR LE VIETNAM, DES NEGOCIATIONS " NE PEUVENT AVOIR UN SENS " QUE SI LES DEUX CO-PRESIDENTS ET LA FRANCE OBTIENNENT DES GARANTIES DE LA PART DES ETATS-UNIS : LA CESSATION DES BOMBARDEMENTS CONTRE LA RDVN ET LE LAOS, LA FIN DU " SABOTAGE " DU GOUVERNEMENT LAOTIEN, L'ACCEPTATION DU RETRAIT DES FORCES ARMEES AMERICAINES, LA RECONNAISSANCE A LA POPULATION DU SUD-VIETNAM DU DROIT DE GERER ELLE-MEME SES PROPRES AFFAIRES.

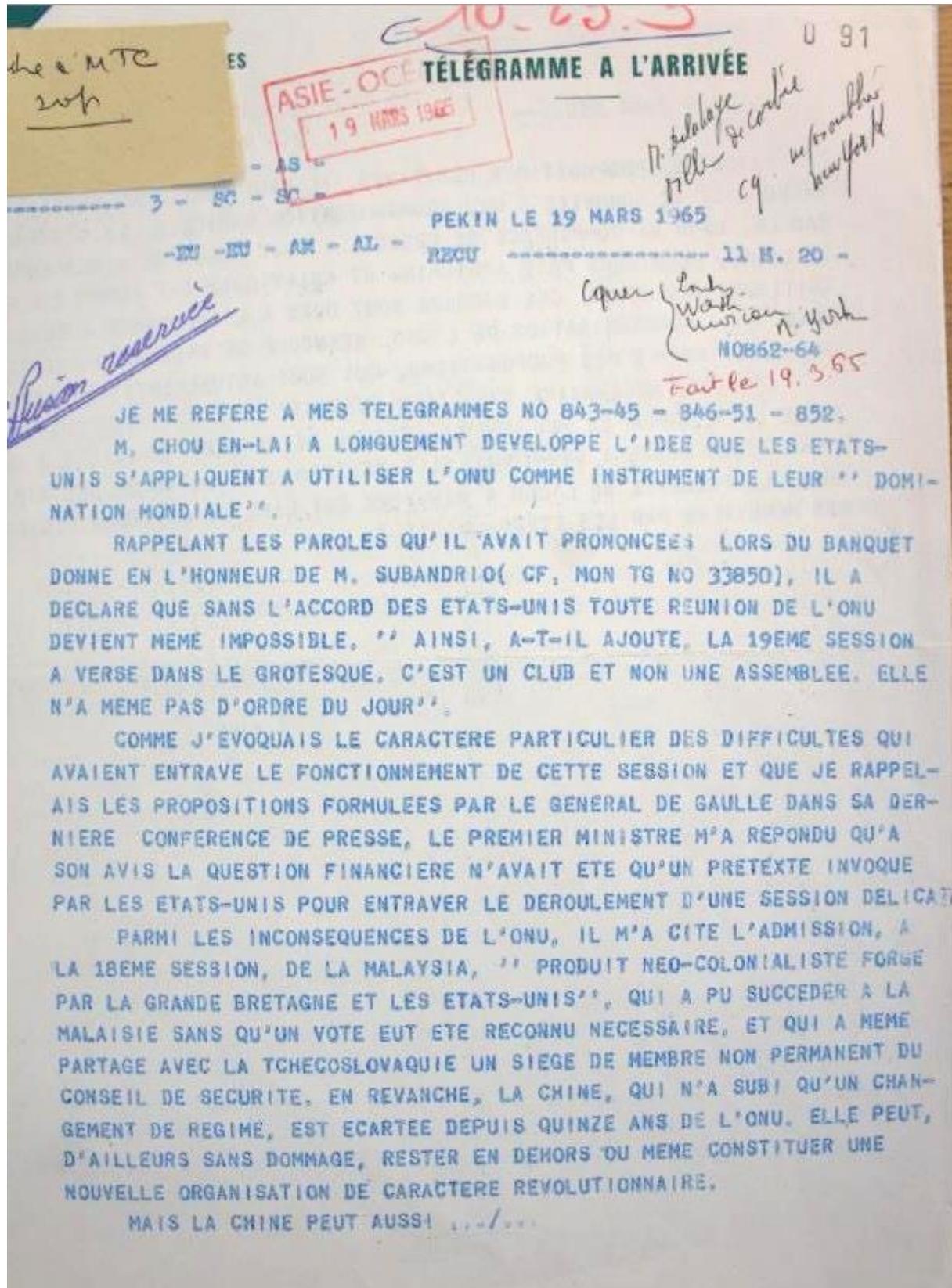
REVENANT SUR CETTE QUESTION AU COURS DE LA CONVERSATION, LE PREMIER MINISTRE A NETTEMENT REPRIS L'ENONCE DE CE PROCESSUS AUQUEL, SELON LUI, LA CHINE SE RALLIERAIT, SI LA FRANCE POUVAIT INFLUER SUR LA DECISION AMERICAINE. IL S'AGIRAIT D'OBTENIR D'ABORD UNE CONFERENCE SUR LE CAMBODGE QUI, " SI LES ETATS-UNIS ACCEPTENT, SE TIENDRA TRES FACILEMENT " ET PEUT " SERVIR D'EXEMPLE " ET PERMETTRE DE DECELER SI WASHINGTON " A QUELQUE DESIR DE PAIX ".

ON NE SAURAIT TOUTEFOIS SE DISSIMULER LES DIFFICULTES D'UNE TELLE ENTREPRISE, A EN JUGER PAR LA FERMETE INTRANSIGEANTE QUE M. CHOU EN-LAI N'A CESSÉ DE MONTRER TOUT AU LONG DE NOTRE CONVERSATION. /

PAYE

**Doc.8 Télégramme concernant l'entretien entre Zhou Enlai et l'Ambassadeur de France sur le problème vietnamien, le 17 mars 1965.**

Source : AMAE, 119QO/529, Télégramme, n° 862/64, le 19 mars 1965.



-- PAGE DEUX --

FAIRE DES PROPOSITIONS POSITIVES. IL FAUT QUE L'ONU REPARRE SES ERREURS ET SE SOUMETTE A UNE REORGANISATION RADICALE. LE GENERAL DE GAULLE, DANS SA CONFERENCE DE PRESSE, A FAIT ALLUSION A DES ERREURS DE L'ONU. PLUSIEURS PAYS AFRICAINS ET ASIATIQUES ONT FORMULE DES CRITIQUES ANALOGUES. CES ERREURS SONT DUES A L'INFLUENCE AMERICAINE. QUANT A LA REORGANISATION DE L'ONU, BEAUCOUP DE PAYS AFRO-ASIATIQUES ONT AUSSI AVANCE DES PROPOSITIONS, QUI SONT ACTUELLEMENT EN DISCUSSION.

S'IL EST NECESSAIRE QUE L'ONU SUBSISTE, IL CONVIENT QUE SON SIEGE SOIT, COMME LE PROPOSE LE GENERAL DE GAULLE, TRANSFERE A GENEVE  
" SI L'ONU RESTE A NEW-YORK, ELLE RESTERA DANS LA POCHE DES ETATS-UNIS. LA PRESENCE DE L'ONU A NEW-YORK EST LIEE AU CONTROLE DES AFFAIRES MONDIALES PAR LES ETATS-UNIS". /.

PAYE

**Doc.9 Extraits du compte-rendu en chinois de l'entretien entre Zhou Enlai et l'Ambassadeur de France sur le problème vietnamien, le 17 mars 1965.**

**Source :** AMAEC, Entretien entre M. Zhou Enlai et M. Lucien Paye, 106-01266-07, le 17 mars 1965<sup>5</sup>.

...

Zhou : Vous avez mentionné à deux ou trois reprises la conférence. On doit étudier cette question. Les États-Unis ont intensifié leur agression au Vietnam et leur massacre de la population du Sud-Vietnam. Ils ont débarqué des marines. Il y a eu six attaques contre le Nord-Vietnam depuis le février 1965. Dans ces circonstances, comment peut-on demander à la RDVN d'accepter la négociation ? Comment peut-on demander au FNL d'accepter la négociation ? Cela veut-il dire que l'on ne soumet devant la force ?

Paye : Le gouvernement français ne saurait considérer la question ainsi.

Zhou : C'est à la Chine que vous avez posé cette question parce que vous savez que les États-Unis en massant leurs troupes ont l'intention d'étendre la guerre et de menacer. Mais nous ne nous laissons pas intimider ; nous avons pris nos dispositions ; mais nous nous garderons aussi de provoquer ; face à la menace des États-Unis, il ne peut être question de s'asseoir à une table pour négocier. Cependant, nous ne nous opposons pas entièrement à la négociation...La France a dit qu'il fallait cesser le feu. La Chine, elle, n'a pas déclenché la guerre. Il faut que les États-Unis cessent le feu, c'est-à-dire les bombardements du Laos et de la RDV. Ce sont les États-Unis qui ont bombardé le Laos et la RDV. Si les États-Unis n'arrêtent pas le bombardement, les négociations sont impossibles. Les gouvernements français, soviétique et britannique doivent se tourner vers le gouvernement des États-Unis.

Paye : Vous avez raison, mais, dans une guerre, il faut toujours parvenir à une solution, soit par les combats, soit par la négociation. Cette dernière solution est la meilleure. Les États-Unis ne se sentent pas liés par les accords de 1954 qu'ils n'ont pas signés, non plus que le Sud-Vietnam. Il faut donc revenir à ces accords avec leur adhésion. Pour cela il est nécessaire de réunir une conférence autour d'une table, sans préalable. Ces sont les propositions du gouvernement français. On les a transmises aux États-Unis.

Zhou : On ne peut pas croire les Etats-Unis. Pourquoi la France s'abstient-elle d'exercer une action sur son alliée ? Jusqu'à présent, le gouvernement français n'a pas obtenu de son alliée l'arrêt des bombardements contre la RDV...Le gouvernement français n'a même pas encore obtenu des États-Unis l'acceptation d'une conférence sur le Cambodge. Pour la convocation d'une conférence sur le Cambodge, nous sommes d'accord, l'URSS est d'accord et la Grande-Bretagne hésite un peu. Si les États-Unis acceptent, la conférence se tiendra très facilement. Elle peut même être convoquée en Indochine. On peut commencer par le Cambodge pour donner un exemple.

...

---

<sup>5</sup> La photocopie de ce compte-rendu original est interdite aux Archives des Affaires étrangères de la Chine. Ce document original n'est plus accessible au public depuis 2013.

**Doc.10 Télégramme concernant l'entretien entre Chen Yi et l'Ambassadeur de France sur le discours de Phnom Penh, le 16 novembre 1966.**

Source : AMAE, 119QO/534, Télégramme, n° 3741/48, le 16 novembre 1966.

*E-10-23-4*  
**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**  
*10-3-1*  
**TÉLEGRAMME À L'ARRIVÉE**

**DECHIFFREMENT**  
U/L-

②  
**ATTRIBUTIONS**  
2/ AI AI  
3/ ASIAS AS  
DP2 AM EU EU SC SC

**ASIE - Océanie**  
**16 NOV. 1966**

*N. Delahaye*

PEKIN LE 16 NOVEMBRE 1966  
RECU LE \_\_\_\_\_ A 13H30

N03741-48

RESERVE  
-----  
*Reservée*

SUITE A MON TELEGRAMME PRECEDENT.

LES PHRASES DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES SUR L'ÉVENTUALITÉ D'UNE GUERRE AVEC LES ÉTATS-UNIS M'ONT PERMIS DE PASSER À LA QUESTION DU RÉGLEMENT DU CONFLIT VIETNAMIEU. J'AI RAPPELÉ LES DÉCLARATIONS DU GÉNÉRAL DE GAULLE À PHNOM PENH, PUIS AU COURS DE SA CONFÉRENCE DE PRESSE ET LA POSITION CONNUE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS.

M. CHEN YI M'A INDICÉ QUE CES TEXTES AVAIENT ÉTÉ ÉTUDIÉS AVEC SOIN À PEKIN. IL A TENU À RAPPELER QUE C'EST GRÂCE AU GÉNÉRAL DE GAULLE QUE L'AMITIÉ A ÉTÉ RÉTABLIE ENTRE LA CHINE ET LA FRANCE ET IL S'EST FÉLICITÉ DE LA "POLITIQUE D'OPPOSITION À LA DOMINATION DES DEUX GRANDES PUISSANCES" MÈNEE PAR NOTRE PAYS. LA CHINE, A-T-IL AJOUTÉ, EST D'ACCORD AVEC LA DEMANDE FAITE PAR LE GÉNÉRAL DE GAULLE TENDANT AU RETRAIT DES BASES MILITAIRES AMÉRICAINES: CELLES-CI ONT ÉTÉ ÉLIMINÉES DE FRANCE ALORS QUE LES ÉTATS-UNIS NE SE SONT PAS ENCORE RETIRÉS DE NOTRE PROVINCE DE TAIWAN.

DE MEME, LE GOUVERNEMENT CHINOIS EST D'ACCORD AVEC LA FRANCE POUR S'OPPOSER AU MONOPOLE NUCLEAIRE DES ÉTATS-UNIS ET DE L'URSS. IL SERAIT TRÈS DANGEREUX, A PRÉCISÉ LE MINISTRE, DE FOURNIR DES ARMES NUCLEAIRES À L'ALLEMAGNE DE L'OUEST. CELLE-CI, COMME LE JAPON, PEUT ÊTRE UNE SOURCE DE GUERRE. CERTES, IL NOUS EST DIFFICILE DE PARLER

.../...

PAGE DEUX

DES AFFAIRES ALLEMANDES, MAIS NOUS SOUHAITONS QUE LE GENERAL DE GAULLE PUISSE EXERCER UNE INFLUENCE SALUTAIRE DANS UN SENS PACIFIQUE.

QUANT AU VIETNAM, LORSQUE LE GENERAL DE GAULLE PRECONISE QUE LES ETATS-UNIS RETIRENT LEURS FORCES ARMEES DE CE PAYS, IL EXPRIME UNE OPINION JUSTE. A PHNOM PENH, IL A PROPOSE QUE LES PARTIES INTERESSEES NEGOCIENT POUR RESOUDRE LE PROBLEME: CES PROPOS IMPLIQUENT QUE L'ON RECONNAISSE LES DROITS DU FNL. NOUS SOMMES D'ACCORD SUR CES POINTS. CELA PROUVE QUE L'AMITIE SINO-FRANCAISE EST FONDEE.

LE MINISTRE A ALORS ECARTE L'IDEE D'UN RECOURS A LA CONFERENCE DE GENEVE POUR RESOUDRE LE PROBLEME VIETNAMIEU: CE SERAIT UN PIEGE TENDU PAR LES ETATS-UNIS, QUI CHERCHENT A INCITER LA GRANDE-BRETAGNE ET L'URSS A CONVOQUER UNE NOUVELLE REUNION. ILS ONT DEJA SABOTE UNE CONFERENCE ET ILS PEUVENT EN SABOTER UNE AUTRE. "NOUS NE PRECONISONS PAS QUE LES CINQ PUISSANCES, OU LES SIX PUISSANCES RESOLVENT LES PROBLEMES DU MONDE PAR DES NEGOCIATIONS. NOUS NE NOUS INTERESSONS PAS A LA POLITIQUE DES GRANDES PUISSANCES". LES PROBLEMES MONDIAUX, A-T-IL PRECISE, DOIVENT ETRE RESOLUS PAR TOUS LES PAYS, GRANDS ET PETITS. ET POUR EVITER TOUTE CONFUSION, IL A BRIEVEMENT REPRIS L'ARGUMENTATION HABITUELLE CONTRE L'ONU, DOMINEE PAR LES ETATS-UNIS.

J'AI RAMENE L'ENTRETIEN AU PROBLEME VIETNAMIEU EN RAPPELANT DEUX DES POINTS ESSENTIELS DES DECLARATIONS DU GENERAL DE GAULLE: LA PARTICIPATION NECESSAIRE DE LA CHINE A TOUTE NEGOCIATION SUR CETTE QUESTION ET L'APPEL AUX ETATS-UNIS POUR QU'ILS ACCEPTENT DE PRENDRE UN ENGAGEMENT DE RETRAIT DE LEURS FORCES DANS UN DELAI DETERMINE.

DANS SA REponse, M. CHEN YI A NETTEMENT DEFINI LES TROIS POSITIONS QUI S'ETAIENT DESSINEES JUSQU'A PRESENT SUR CE PROBLEME:

- ON ENGAGE LA NEGOCIATION ET LE RETRAIT DES FORCES S'EFFECTUE PAR LA SUITE, AU COURS DE LA NEGOCIATION. ..../....

U 101

PAGE TROIS

- ON DEMANDE D'ABORD LA GARANTIE DES ETATS-UNIS SUR LE RETRAIT PUIS ON OUVRE LA NEGOCIATION.

- ON EXIGE LE RETRAIT PREALABLE DES FORCES AMERICAINES AVANT TOUTE NEGOCIATION.

'' LE VIETNAM, M'A-T-IL DIT, S'EST PRONONCE EN FAVEUR DE LA TROISIEME PROPOSITION ET NOUS SOMMES D'ACCORD AVEC LUI''.

INTERROGE SUR LE POINT DE SAVOIR SI LA CHINE SOUTIENDRAIT EGALEMENT LE VIETNAM AU CAS OU CELUI-CI ACCEPTERAIT, EN DEFINITIVE, LA DEUXIEME PROPOSITION, LE MINISTRE A REPONDU, COMME IL ME L'AVAIT DEJA DIT, NOTAMMENT LE 14 JUILLET 1965: ''LES VIETNAMIENS ONT LE DERNIER MOT DANS CETTE AFFAIRE ET NOUS NE POUVONS PAS NOUS PRONONCER POUR EUX. TOUTEFOIS, S'ILS NOUS DEMANDENT NOTRE AVIS, NOUS LEUR CONSEILLERONS DE LUTTER JUSQU'AU BOUT''. ET IL A EXPLIQUE SA PENSEE EN INDIQUANT QUE LES ETATS-UNIS N'AVAIENT PAS HONORE LEURS ENGAGEMENTS DANS LE PASSE, NOTAMMENT A L'EGARD DE LA CHINE: LEUR PROMESSE N'ETAIT DONC PAS SUFFISANTE. COMME JE FAISAIS ALLUSION A L'INFLUENCE ET A LA GARANTIE EVENTUELLE DES AUTRES PUISSANCES INTERESSEES A UN REGLEMENT ET NOTAMMENT DE LA FRANCE, M. CHEN YI M'A REPONDU QUE LES ETATS-UNIS N'ECOUTERAIENT PAS EN CETTE MATIERE L'AVIS DES AUTRES./.

PAYE

## **Doc.11 Documentation chinoise concernant le discours de Phnom Penh.**

**Source :** Sous la direction éditoriale générale de Wang Taiping : *Zhong Hua Ren Min Gong He Guo Wai Jiao Shi*, 1957-1969 (L'histoire diplomatique de la Chine populaire, 1957-1969), Pékin : World Affairs Press, 1998, pp.381-382<sup>6</sup>.

...

En 1966, le président de Gaulle exécute une visite officielle au Cambodge. Il prononce le discours de Phnom Penh. De Gaulle critique fortement l'intervention américaine au Vietnam. Il pense que la lutte vietnamienne est une résistance nationale. De Gaulle propose trois étapes pour finir la guerre. Tout d'abord, il y a une garantie du retrait de l'armée américaine. Ensuite, les pays concernés par les problèmes indochinois participeront à une conférence internationale. Finalement, le retrait de l'armée américaine sera exécuté après la conférence. Le 16 novembre, Chen Yi, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères de la Chine, indique que le gouvernement chinois approuve les politiques françaises contre l'hégémonie et le monopole nucléaire américano-soviétiques, et contre les bases militaires américaines à l'étranger. Chen Yi souligne que le général de Gaulle a proposé le retrait de l'armée américaine du Sud-Vietnam et la reconnaissance des droits du FNL, et le gouvernement chinois est d'accord avec cela. Cependant, le gouvernement chinois ne pense pas que le problème vietnamien pourrait être résolu par le retour des accords de Genève, parce que les Américains les ont violés. Le gouvernement chinois se méfie d'eux.

...

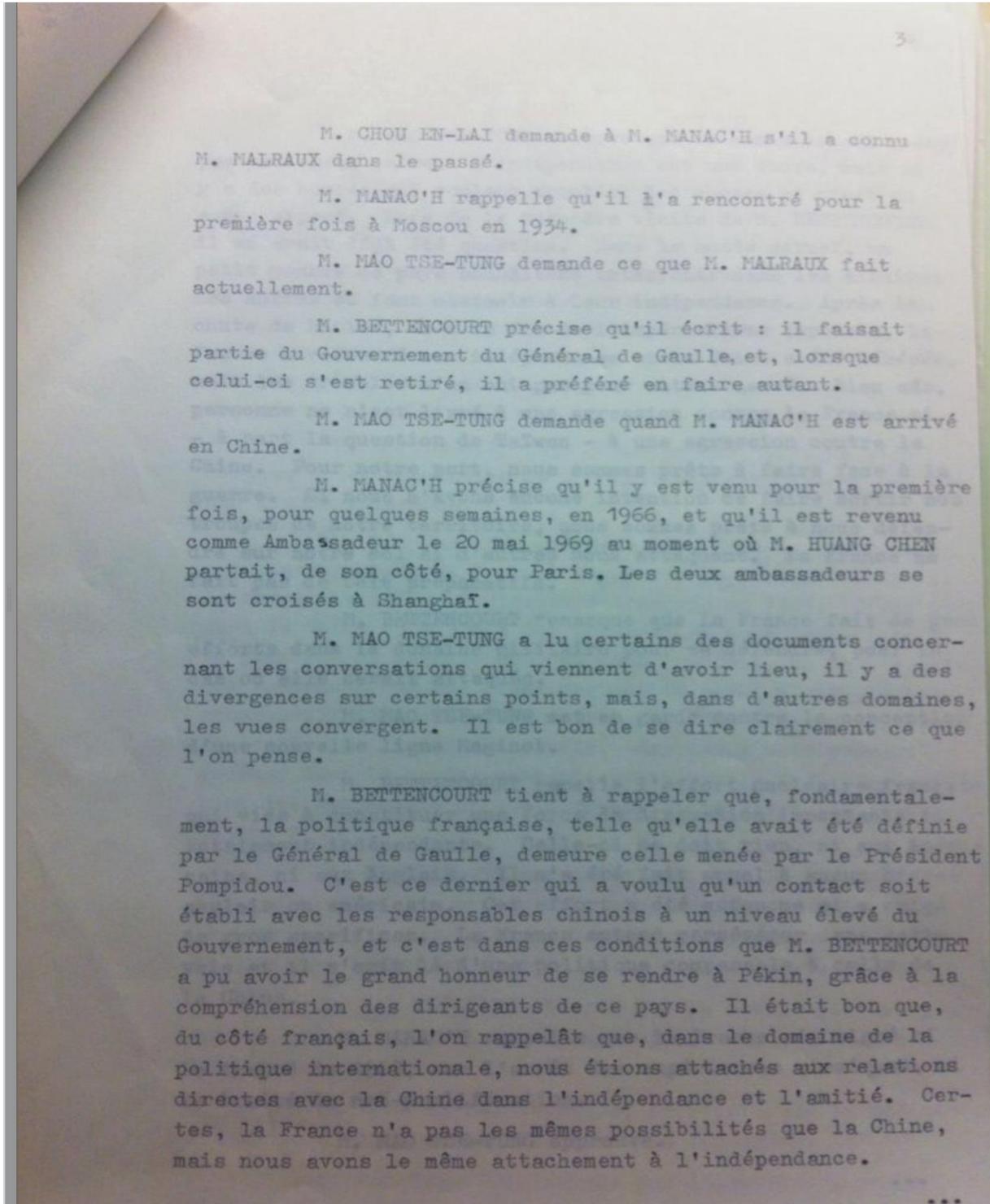
---

<sup>6</sup> Cette livre est considérée comme une collection des archives diplomatiques publiée par le PCC en Chine.

**Doc.12 Extraits du compte-rendu de l'entretien entre Mao Zedong et André Bettencourt sur les affaires internationales, le 13 juillet 1970.**

**(Doc.13, Les archives chinoises comportent un document semblable, présentant le même contenu)**

**Source : AMAE, 119QO/754, Entretien du président Mao Tsé-Toung avec M. Bettencourt, le 16 juillet 1970.**



M. MAO TSE-TUNG observe que le monde actuel n'est pas tellement calme. L'indépendance est une chose, mais il y a des hommes qui veulent troubler les choses et c'est un autre aspect. Lors de la dernière visite de M. BETTENCOURT, il en avait déjà été question. Dans le monde actuel, un petit nombre de pays souhaitent intervenir dans les affaires des autres et font obstacle à leur indépendance. Après la chute de Hitler, et à la fin de l'impérialisme japonais, la France a recouvré son indépendance et la Chine a été libérée, mais les troubles n'en ont pas pour autant cessé. Bien sûr, personne ne s'est livré à une agression contre la France ni - à part la question de Taïwan - à une agression contre la Chine. Pour notre part, nous sommes prêts à faire face à la guerre. Si nous n'avons aucune intention de faire sortir nos troupes de notre territoire, nous sommes prêts à nous défendre sur notre sol si d'autres nous attaquent. La France ne fait pas de tels préparatifs.

M. BETTENCOURT remarque que la France fait de gros efforts dans le domaine militaire pour se défendre, pour le cas où elle serait attaquée.

M. MAO TSE-TUNG met en garde contre la conception d'une nouvelle ligne Maginot.

M. BETTENCOURT rappelle l'effort nucléaire français qui vise à constituer une force de dissuasion importante et totalement indépendante. Celle-ci ne doit rien, ni aux Américains, ni aux Anglais. Il n'a été fait appel à aucun brevet anglais ou américain. Cet effort a été autonome et a exigé de gros sacrifices. La France entend persévérer dans cette voie et il s'agit là d'une politique comparable à celle de la Chine.

M. MANAC'H rappelle que la France n'a signé ni le traité de 1963, sur l'arrêt des expériences atomiques, ni le traité de non-prolifération.

M. MAO TSE-TUNG approuve.

...

Mao Tse-Tung évoque le problème de la position de la France et du Pakistan vis-à-vis de l'OTASE.

M. MANAC'H rappelle qu'en ce qui concerne l'OTASE, dans les faits, sinon dans la forme, la France ne porte plus grand intérêt à cette organisation. Notre présence a pris fin pratiquement en 1965, après la réunion de Manille. En effet, à cette époque, nous nous sommes trouvés en désaccord avec les autres membres du pacte sur le problème du Vietnam. La France, quant à elle, n'a pas accepté comme les autres le passage du communiqué concernant ce pays et elle a marqué nettement son désaccord. Depuis, elle n'est plus au comité militaire et aucun ministre français ne s'est plus rendu aux réunions de cette organisation. Le Pakistan, avec lequel nous avons des consultations, nous a imités un peu plus tard et est passé de l'abstention à l'absence.

M. MAO TSE-TUNG constate que, lorsqu'on parle d'alliés, tout dépend de la façon dont on les considère. Avec certains alliés, on peut être d'accord sur certains points, et en désaccord sur d'autres. Y a-t-il des troupes européennes qui participent à la guerre du Sud-Est asiatique ?

M. MANAC'H répond qu'il n'y a pas de troupes européennes. La France s'est à cet égard efforcée de faire comprendre ce problème aux pays européens et elle pense qu'à la longue elle a été entendue. En tout cas, les pays européens jugent de façon de plus en plus sévère cette guerre.

M. BETTENCOURT observe que la Grande Bretagne, qui reste très liée aux Etats-Unis pour bien des raisons, aimerait sans doute être plus indépendante qu'elle ne l'est actuellement.

M. CHOU EN-LAI demande si cela tient à l'avènement du parti conservateur au pouvoir.

M. BETTENCOURT constate que c'était déjà vrai auparavant et le nouveau Gouvernement ne semble pas penser différemment.

M. CHOU EN-LAI observe que c'est peut-être subjectivement vrai.

M. MAO TSE-TUNG rappelle que, lors de la première rencontre qui avait eu lieu en 1964 avec M. Bettencourt, il avait parlé en termes sévères de l'Angleterre. Il avait même demandé que la France fasse pression sur elle. Il n'en sera plus de même en 1970. Cette fois-ci il s'abstient de dire des choses désagréables. Cinq ou six ans ont passé...

M. BETTENCOURT constate qu'en ce qui concerne les Etats-Unis, en revanche, les choses n'ont pas changé par rapport à 1964.

M. MAO TSE-TUNG observe que, non seulement les choses n'ont pas changé, mais qu'elles ont empiré.

M. CHOU EN-LAI ajoute qu'il est difficile pour les Etats-Unis de tenir leur parole.

M. BETTENCOURT constate qu'un changement s'est produit, par rapport à il y a six ans, dans les relations entre l'Union Soviétique et la Chine, ce dont la France se réjouit.

M. CHOU EN-LAI demande de quelle sorte de changement il s'agit.

M. BETTENCOURT fait allusion à la prochaine venue d'un nouvel ambassadeur à Pékin.

M. CHOU EN-LAI rit et fait observer que ce n'est pas sûr. Les Soviétiques ont une position le matin et le soir cela peut changer. Nous avons une grande expérience en ce qui concerne l'Union Soviétique.

M. BETTENCOURT constate qu'il n'est pas facile d'être proches les uns des autres territorialement.

M. MAO TSE-TUNG le reconnaît à son tour. C'est évidemment plus facile pour la France, et elle a, à cet égard, plus de liberté que la Chine.

M. BETTENCOURT souligne que nous tenons à notre liberté de mouvement et de parole; nous souhaitons que les grandes nations puissent parler entre elles malgré les difficultés existantes.

M. MAO TSE-TUNG admet que l'on peut toujours parler.

...

M. CHOU EN-LAI rit aux éclats et LIN PIAO sourit.

M. Chou En-lai dit qu'entre Français et Chinois il est facile de parler, mais ce n'est pas si facile avec les autres (Etats-Unis et URSS). La France, par exemple, n'a pas occupé le territoire chinois et la Chine n'a pas attaqué la Corse.

M. BETTENCOURT constate que ce n'est pas encore le cas (rires de tous) et que, de toute façon, nous ne le croirions pas. L'important, c'est que sur les problèmes essentiels, les deux pays soient d'accord.

M. MAO TSE-TUNG s'entretient avec M. CHOU EN-LAI).

Il admet que c'est vrai sur un certain nombre de problèmes, mais pour des pays comme la Chine, la situation entre les deux grandes puissances n'est pas commode : on est pour ainsi dire enserré entre elles et comme en sandwich. (C'est M. CHOU EN-LAI qui propose l'image en riant franchement).

M. BETTENCOURT observe qu'une puissance de 750 millions d'habitants représente un véritable continent. Elle est donc moins enserrée que d'autres. Dans un climat de tension, la France le serait davantage entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique.

M. MAO TSE-TUNG n'en est pas convaincu.

M. BETTENCOURT remarque que la guerre la plus grave serait celle qui éclaterait entre les plus grandes puissances du monde, c'est-à-dire la Chine, l'Union Soviétique, les Etats-Unis; ces derniers pays ont plus de poids que tout autre sur les événements de la planète.

M. MAO TSE-TUNG ne pense pas que l'influence de la Chine soit déjà très importante. Le poids de la Chine ne pèse pas encore très lourd.

M. BETTENCOURT constate, en tout cas, qu'il ne peut pas y avoir de paix en Asie sans la caution de la Chine.

M. MANAC'H constate que, sur terre comme sur mer, la Chine est entourée de deux grandes puissances. Si

...

celles-ci s'entendaient pour régler les questions à deux, on courrait le risque de se voir imposer ici ou là des solutions forcées, mais la Chine dispose, nous semble-t-il, de moyens tactiques pour éviter cette convergence des deux grandes puissances. Quant à nous, l'une des idées que nous mettons en avant, est que les grands problèmes du jour, tels que ceux de l'Indochine et du Moyen-Orient ne peuvent être réglés uniquement par ces deux grandes puissances. En ce qui concerne l'Indochine, par exemple, il faut que d'autres pays, notamment la Chine et, naturellement avant tout, les populations directement intéressées, participent au règlement. Cette question se pose pour la France, comme pour la Chine dans les mêmes termes.

M. MAO TSE-TUNG se déclare très satisfait de l'entendre dire. Mais n'est-ce pas seulement votre sentiment personnel ?

M. BETTENCOURT confirme que telle est bien la position du Gouvernement français.

M. MAO TSE-TUNG estime qu'il y a là matière à conversation. Aux peuples de la région reviennent les problèmes intérieurs; quant aux affaires internationales, elles requièrent des consultations. Bien entendu, il ne faut pas que celles-ci soient limitées à une ou deux puissances.

M. MANAC'H rappelle que c'était déjà là l'idée qui présidait à l'échange de lettres entre M. CHOU EN-LAI et le Général de Gaulle, en octobre 1964, sur les questions nucléaires après la première expérience atomique de la Chine.

M. CHOU EN-LAI et M. MAO TSE-TUNG se consultent et M. CHOU EN-LAI confirme que tel était en effet le cas.

**Doc.13 Extraits du compte-rendu en chinois de l'entretien du lundi 13 juillet 1970, à Pékin, entre M. André Bettencourt, Ministre chargé du plan et de l'Aménagement du Territoire et le Président Mao Zedong.**

**Source :** CCCPC Party Literature Research Office : *Mao Zedong Nian Pu* (La chronique de Mao Zedong), 1949-1976, Pékin : Central Party Literature Press , volume VI, pp.309-310.

**Le 13 juillet**, Réunion à la Salle 118 au Palais du Peuple. Lin Biao, Zhou Enlai, Kang Sheng et Li Xiannian sont présents.

Bettencourt dit qu'il est bon que dans le domaine de la politique internationale, nous sommes attachés aux relations directes avec la Chine dans l'indépendance et l'amitié. Mao Zedong dit : « Le monde actuel n'est pas tellement calme. L'indépendance est une chose, mais il y a des hommes qui veulent troubler les choses. Je vous ai parlé de cette question lors de la dernière visite. Un petit nombre de pays souhaitent intervenir dans les affaires des autres et font obstacle à leur indépendance. Bien sûr, personne ne s'est livré à une agression contre la France, ni, excepté la question de Taïwan, à une agression contre la Chine. Pour notre part, nous sommes prêts à faire face à la guerre. Nous n'avons aucune intention de faire sortir nos troupes de notre territoire. Nous sommes prêts à nous défendre et à anéantir les ennemis sur notre sol si d'autres nous attaquent. Le monde est en train de changer. Qu'allez-vous faire ? Nous ne sommes pas chef d'état-major des deux superpuissances, nous sommes donc prêts à faire face à la guerre. Lorsque Bettencourt souligne qu'il n'est pas facile d'être proches les uns des autres territorialement. Mao Zedong dit : « C'est évidemment plus facile pour la France, et elle a, à cet égard, plus de liberté que la Chine. Dans la situation actuelle en Europe, il n'est pas facile pour la France et le Royaume-Uni de déclencher une guerre. En fait, vous ne vous intéressez pas aux affaires de l'OTASE. Lorsqu'on parle d'alliés, tout dépend de la façon dont on les considère. Avec certains alliés, on peut être d'accord sur certains points, et en désaccord sur d'autres. La Chine se trouve prise entre les deux superpuissances. Lorsque Bettencourt remarque que la Chine, l'Union Soviétique, les États-Unis ont plus de poids que tout autre sur les événements de la planète, Mao Zedong dit : « l'influence de la Chine n'est déjà pas très importante ». Manac'h, ambassadeur de France en Chine, dit : « Quant à nous, l'une des idées que nous mettons en avant, est que les grands problèmes du jour, tels que ceux de l'Indochine et du Moyen-Orient, ne peuvent être réglés uniquement par ces deux grandes puissances. Il faut que d'autres pays, notamment la Chine et les populations directement intéressées, participent au règlement ». Mao Zedong dit : « N'est-ce pas seulement votre sentiment personnel ? Ou est-ce la position du gouvernement français ? » Bettencourt dit : « C'est la position du gouvernement français ». Mao Zedong dit : « Il y a là matière à conversation. Aux peuples de la région reviennent les problèmes intérieurs ; quant aux affaires internationales, elles requièrent des consultations. Bien entendu, il ne faut pas que celles-ci soient limitées à une ou deux puissances ».

Doc.14 Extraits du télégramme concernant la visite officielle de Maurice Schumann en Chine en 1972.

Source : AMAE, 119QO/751, Télégramme circulaire, Voyage du Ministre en Chine, le 18 juillet 1972.

E 10 24 A -

DIRECTION D'ASIE OCEANIE  
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TELEGRAMME ALI DÉPART

Paris, le 18 juillet 1972

CIRCULAIRE 348

Réservé

MEME DIFFUSION QUE LE TELEGRAMME CIRCULAIRE

CORRECTIONNEX D'INFORMATION GENERALE

A/S Voyage du Ministre en Chine

Le Ministre, accompagné de Madame Schumann, s'est rendu en Chine à la tête d'une délégation comprenant le Secrétaire Général, le Directeur des Affaires économiques et financières, le Directeur des Services d'Information et de Presse, le Directeur d'Asie Océanie, le Directeur Adjoint des relations culturelles, scientifiques et techniques, le Chef du Cabinet et le Sous-Directeur d'Extrême-Orient.

Le Ministre est arrivé le 6 juillet au soir à Pékin par le courrier d'Air France Paris Shanghai qui avait reçu exceptionnellement l'autorisation d'atterrir. Il a séjourné dans la capitale chinoise jusqu'au 11 juillet et après un court arrêt à Shanghai a regagné Paris dans la soirée du même jour.

...

M. Schumann a eu quatre entretiens les 7, 8 et 10 juillet avec son collègue Monsieur Chi Peng-Pei qui était entouré notamment du Ministre Assistant des Affaires Étrangères M. Chang Wen-Chim et du Directeur d'Europe occidentale M. Hu Shu-Fu. Le Ministre chinois a offert le 7 juillet, en l'honneur du Ministre un dîner auquel furent conviés le corps diplomatique et de nombreuses personnalités chinoises dont le Ministre du Commerce extérieur. M. Schumann a de son côté offert le 10 juillet un déjeuner auquel a assisté M. Li Hsien-Mien Vice Premier Ministre. Dans l'après-midi du même jour le Ministre a eu avec Monsieur Chou En-Laï trois heures d'entretien interrompu par un dîner offert par celui-ci. C'est à l'issue de ce repas que le Premier Ministre a annoncé au Ministre que celui-ci allait être reçu par le Président Mao Tsé Tung. Cette audience, à laquelle le Ministre s'est rendu seul, a duré une heure et demie.

L'accueil particulièrement cordial réservé au Ministre et à ses collaborateurs, l'abondance des entretiens, leur caractère sérieux et approfondi, et bien entendu les audiences accordées par M. Chou En-Laï et surtout par le Président Mao qui n'avait reçu depuis le début de l'année que le Président Nixon et Mme Bandanaraïke, ont témoigné de l'importance que le Gouvernement chinois attachait à cette visite qui, comme ils l'ont eux-mêmes souligné, était la première d'un Ministre des Affaires Étrangères de l'Europe occidentale.

1° Les entretiens sur les questions internationales ont permis de constater qu'il existait entre la France et la Chine, à côté d'inévitables divergences, de larges zones de convergence. Celles-ci dérivent notamment d'une commune hostilité à un monde divisé en blocs, chacun soumis à l'hégémonie d'une puissance, et d'un égal attachement à une Communauté internationale fondée sur des relations d'égalité entre tous les États. C'est cette conception que le Ministre a exprimée en indiquant que pour sa part la France souhaitait l'avènement d'un monde non pas tant multipolaire que différencié. De leur côté les

...

dirigeants chinois ont souligné les profonds changements survenus ces derniers temps et le fait que l'on ne se trouvait plus, pour autant que l'on s'y soit jamais trouvé comme le croyait M. Dulles, devant un monde divisé en blocs homogènes.

2° Les dirigeants chinois ont confirmé le vif intérêt qu'ils portent aux questions européennes à propos desquelles ils ont posé de nombreuses questions.

En ce qui concerne la Communauté Economique Européenne, ils se sont nettement déclarés favorables au renforcement de la coopération entre les pays d'Europe occidentale, l'union de ceux-ci devant leur permettre de former une force indépendante susceptible de jouer un rôle de plus en plus important sur le plan international et de favoriser ainsi, en opposition aux "super-puissances" la stabilisation de la situation dans le monde et en Europe.

Des questions particulières ont été posées à M. Schumann en ce qui concerne tant la République Fédérale d'Allemagne que la Grande-Bretagne. A propos de la R. F. A. et de la prochaine visite de Monsieur Schroeder, les interlocuteurs de M. Schumann ont indiqué qu'ils avaient quelque peine à bien comprendre la situation actuelle dans ce pays, mais ils n'ont formulé aucune critique contre qui que ce soit. M. Schumann a indiqué qu'à son avis, la R.F.A. s'engagerait bientôt dans la normalisation de ses relations avec la Chine.

Les interlocuteurs du Ministre se sont interrogés d'autre part sur l'évolution récente de la Grande-Bretagne et des partis politiques britanniques à l'égard de l'Europe. Ils ont accueilli avec satisfaction le jugement positif formulé par M. Schumann à ce sujet.

Les dirigeants chinois ont également manifesté par leurs questions tout l'intérêt qu'ils portaient au développement de l'union monétaire entre les Dix et ont estimé que la situation du système monétaire international était largement due à la crise du dollar et à l'inconvertibilité de la monnaie américaine.

...

Le vœu a été émis de part et d'autre que sur cette question du désarmement, les deux gouvernements demeurent particulièrement en contact.

5° En ce qui concerne l'Asie, les dirigeants chinois ont observé que là aussi la situation demeurerait très tendue. Ils ont souligné toutefois qu'à leurs yeux la question prioritaire était celle de l'Indochine.

Sur cette question, dont ils déclarent qu'elle constitue, plus encore que celle de Corée ou de Taïwan, la clef de la détente en Asie, les dirigeants chinois ont rappelé qu'à leurs yeux les États-Unis portaient l'entière responsabilité de la situation actuelle et réitéré leur entier soutien aux propositions de règlement avancées par la R.D.V.N., le G.R.P., le Pathet-Lao et le G.R.U.N.K. Ils ont formulé l'espoir que la négociation de Paris s'achève favorablement. Ils ont rappelé l'exemple que le Général de Gaulle avait donné en mettant fin courageusement à la guerre d'Algérie. Ils ont indiqué que, selon eux, il ne pouvait y avoir de cessez-le-feu sans un règlement politique et se sont prononcés pour l'établissement à Saïgon d'un gouvernement à trois composantes, rappelant que la R.D.V.N. et le G.R.P. ne prétendaient pas installer un gouvernement communiste à Saïgon. Ils ont déclaré que le problème actuel n'était pas de réunir une nouvelle Conférence de Genève. Ils ont marqué qu'ils n'étaient pas hostiles à l'idée d'une neutralisation mais qu'il fallait d'abord que les forces venues de l'extérieur se retirent de la péninsule et que les peuples indochinois règlent leurs problèmes par eux-mêmes. Ils ont exprimé le vœu que la France joue un rôle plus positif.

M. Schumann, qui a rappelé les grandes lignes de la position française, a souligné notre intérêt pour la création en Indochine d'une zone de paix et de neutralité. Il a également indiqué, s'agissant du règlement lui-même, qu'une solution pourrait être trouvée dans la recherche simultanée d'un cessez-le-feu et d'une solution politique à Saïgon.

A propos du Cambodge, les dirigeants chinois se sont faits l'écho de la "déception" éprouvée par le Prince Sihanouk

...

à notre égard. Le Ministre a expliqué notre position.

Quant à la neutralisation du Sud-Est asiatique, les dirigeants chinois, tout en soulignant les obstacles qui actuellement s'y opposaient, notamment le maintien de l'O.T.A.S.E. et de bases américaines, en particulier en Thaïlande et aux Philippines, ont indiqué que c'était là un objectif raisonnable auquel aspiraient divers hommes d'Etat du Sud-Est asiatique et marqué leur hostilité à une conception de la sécurité fondée sur des "traités". M. Schumann a pris acte avec satisfaction d'une orientation générale qui lui paraît sur beaucoup de points conforme aux vues françaises.

A propos du Japon, l'on a estimé du côté chinois qu'avec l'arrivée au pouvoir de M. Tanaka, il y avait désormais quelque chose de nouveau et il semble qu'à Pékin l'on soit disposé à accueillir favorablement les déclarations faites par les nouveaux dirigeants japonais en vue de normaliser les relations avec la Chine.

L'on s'est également félicité, du côté chinois, du récent accord intervenu le 4 juillet entre les deux Corées et l'on estime que si les contacts pouvaient aboutir à la réunification, ce serait une bonne chose. La Chine souhaite cependant que la question coréenne soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale de l'O.N.U.

Bien qu'avec moins de chaleur, l'accord de Simla est de la même façon considéré par les dirigeants chinois comme un heureux commencement. Néanmoins leur jugement sur l'attitude de l'Inde dans le conflit avec le Pakistan et en raison du traité soviéto-indien est demeuré sévère. M. Chi Peng-Fei ayant déclaré que le comportement de la France pendant la crise avait suscité quelque étonnement, M. Schumann a expliqué notre position. Il a souligné notamment notre attachement au maintien de l'unité et de l'intégrité du Pakistan dans ses frontières actuelles.

6° S'agissant du Proche-Orient, M. Chi Peng-Fei a porté

...

**Doc.15 Extraits du résumé en chinois de l'entretien entre Zhou Enlai et Maurice Schumann concernant les problèmes internationaux et les relations sino-françaises, le 10 juillet 1972.**

**(Les archives publiées par le PCC présente seulement les paroles de Zhou Enlai concernant les relations sino-françaises)**

**Source :** CCCPC Party Literature Research Office, *Zhou Enlai Nian Pu* (La chronique de Zhou Enlai), 1949-1976, Pékin : Central Party Literature Press, 1998, volume II, p.535.

**Le 10 juillet**, lors de l'entretien entre Zhou Enlai et Maurice Schumann, ministre des affaires étrangères de la France, ils ont un échange de vues sur des questions politiques d'intérêt commun, par exemple, les problèmes indochinois, la situation européenne, le désarmement et les relations sino-françaises. Lors que Zhou Enlai parle des relations bilatérales, il dit : « la France est la première grande puissance occidentale qui établit les relations diplomatiques avec la Chine populaire. La France a une longue histoire et la riche culture. Les Français ont la tradition révolutionnaire. « La Marseillaise » et « L'Internationale » sont les chants révolutionnaires français qui sont chers au cœur de tous les Chinois ».

**Doc.16 Extraits du résumé en chinois de l'entretien entre Mao Zedong et Maurice Schumann concernant les problèmes internationaux et les relations sino-françaises, le 10 juillet 1972.**

**(Les archives publiées par le PCC présente seulement les paroles de Mao Zedong concernant la situation européenne et le conflit sino-soviétique)**

**Source :** CCCPC Party Literature Research Office, *Mao Zedong Nian Pu* (La chronique de Mao Zedong), 1949-1976, Pékin : Central Party Literature Press, 2013, volume VI, pp.438-439.

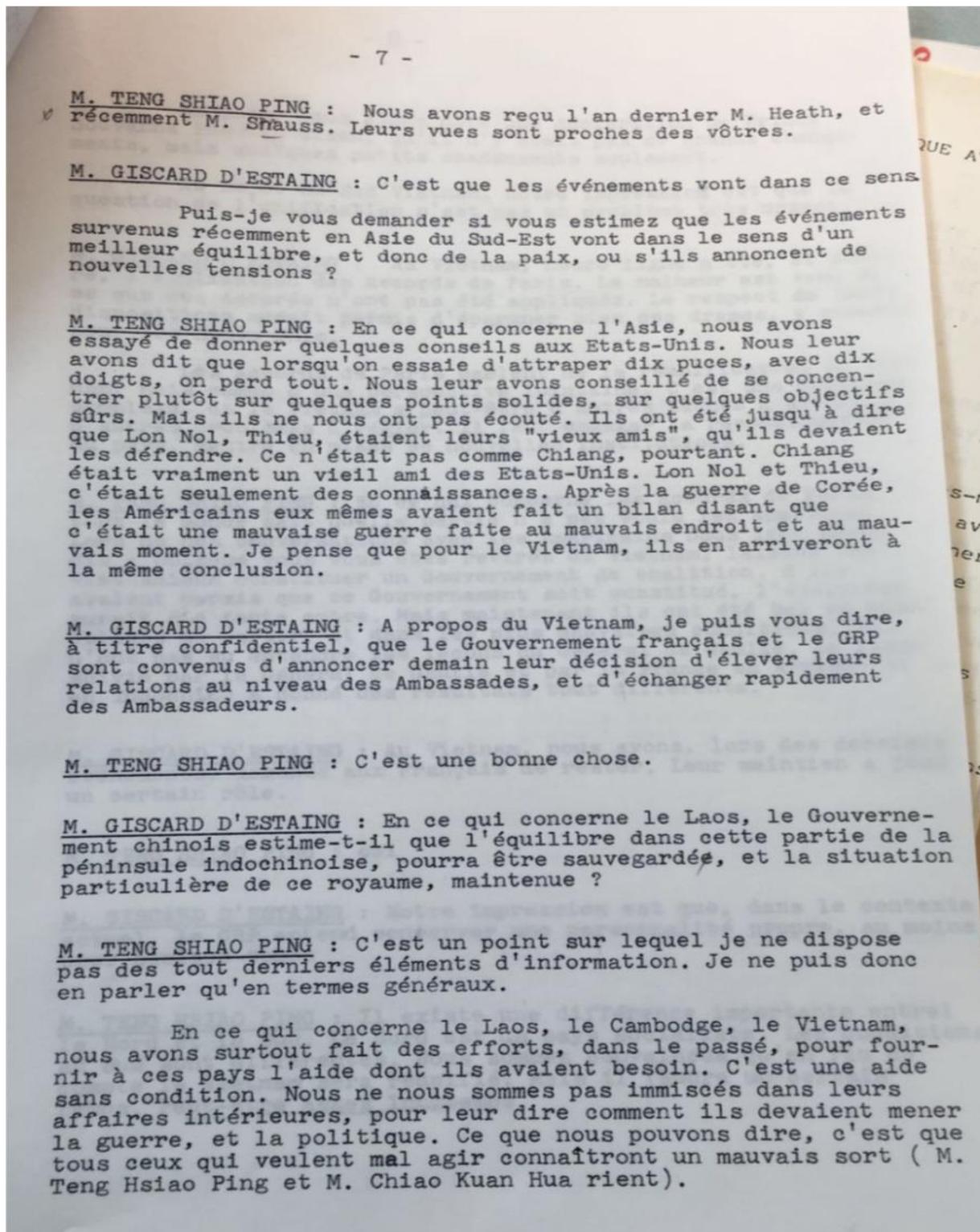
**Le 10 juillet**, l'entretien a lieu dans la résidence de Mao Zedong près de la piscine de Zhong Nan Hai. Zhou Enlai est présent.

Schumann dit à Mao Zedong que le Président Pompidou veut faire une visite officielle en Chine. Mao Zedong dit : « Très bien, Très bien ! Cette visite doit être une visite d'État de haut niveau. Ce niveau doit être plus haut que celui de la visite de Nixon en Chine ». Concernant la situation européenne, Mao Zedong dit : « J'espère qu'il y a une situation stable en Europe. Il y a une détente entre la France et le Royaume-Uni. J'appuie sans réserve votre politique. Le chiffre de la population des deux pays sont 100 millions. Il faut bâtir une Europe forte ». Concernant le conflit sino-soviétique, Mao Zedong dit : « Si l'URSS devait déclencher la guerre contre la Chine, nous serons prêts à faire face à la guerre. L'URSS déclenche sa guerre et nous faisons notre guerre. Nous combattons comme nous avons combattu Jiang Jieshi et les Japonais. J'utilise dix doigts pour lutter contre un de leurs doigts. C'est la tactique que les Vietnamiens utilisent maintenant. Nous ne serons jamais une grande puissance atomique. C'est pourquoi nous creusons des abris. Nous ne violons pas l'URSS. Si l'URSS veut nous violer, nous devrions lutter contre elle jusqu'au bout en vue d'éviter une possible frappe nucléaire ».

### Troisième Partie : Les documents français concernant la relation sino-vietnamienne entre 1975-1979

#### Doc.17 Le point de vue du PCC concernant la situation vietnamienne après la chute de Saigon

Source : AMAE, 118QO/21, Verbatim des entretiens du président de la République avec M. Teng Hsiao Ping, vice-premier ministre de la République populaire de Chine, mardi 13 mai 1975, 16h.



Au Laos, nous avons noté une déclaration du Prince Souvanna Phouma, disant qu'il n'y avait pas de grands changements, mais quelques petits changements seulement.

Au sujet du Sud Vietnam, notre impression est que la question de l'unification n'est pas un problème très urgent.

M. GISCARD D'ESTAING : Au Vietnam, notre ligne a été, et demeure, l'application des accords de Paris. Le malheur est venu de ce que ces Accords n'ont pas été appliqués. Le respect de leurs dispositions aurait permis d'épargner bien des drames, y compris pour les Etats-Unis.

Les Accords de Paris parlent de la réunification du Vietnam, mais comme d'une perspective lointaine. C'est une question complexe, et le Vietnam a peut-être d'autres tâches à accomplir, d'autres problèmes à régler. Il faut engager la reconstruction du pays, mettre en place de nouvelles institutions.

M. TENG SHIAO PING : En ce qui concerne les accords de Paris, tout le monde sait quelle partie n'a pas voulu les appliquer. Lors de nos conversations avec les Américains nous leur avons dit : puisque vous vous êtes retirés du Vietnam, laissez les Vietnamiens constituer un Gouvernement de coalition. S'ils avaient permis que ce Gouvernement soit constitué, l'évolution aurait été toute autre. Mais maintenant ils ont été bel et bien obligés de partir, et dans les plus mauvaises conditions. Ils n'ont pas su entendre les leçons du Général de Gaulle. La ligne suivie par le Général de Gaulle et par la France en Afrique et en Indochine a donné des résultats tout différents.

M. GISCARD D'ESTAING : Au Vietnam, nous avons, lors des derniers événements, demandé aux Français de rester. Leur maintien a joué un certain rôle.

M. TENG SHIAO PING : oui

M. GISCARD D'ESTAING : Notre impression est que, dans le contexte actuel, le GRP entend conserver une personnalité propre, au moins pour quelque temps

M. TENG HSIAO PING : Il existe une différence importante entre le Nord et le Sud. Le Nord est un pays socialiste. Les conditions au Sud sont différentes. Nous sommes convaincus qu'en fin de compte le Vietnam sera réuni. Mais il faudra un certain temps. Peut-être assez longtemps.

**Doc.18 La position chinoise sur la relation entre la Chine et le Vietnam en 1976.**

**Source :** AMAE, 14/INVA382, Télégramme, n° 171/179, Entretiens avec l'ambassadeur de Chine, le 14 mai 1976.

**RIBUTIONS**  
AS AS AS AS AS  
AI AI  
EU EU EU EU EU EU EU EU EU  
AM PA PA PA PA

KUALA LUMPUR, LE 14 MAI 1976  
RECU LE 17 A 4H28

DRESSE A DIPLOMATIE PARIS NO 171/179

+ DIRECTEURS +++  
-----

**B J E T :** ENTRETIENS AVEC L'AMBASSADEUR DE CHINE.

AU COURS D'UN ENTRETIEN QUE J'AI EU AVEC L'AMBASSADEUR DE CHINE, CELUI-CI A PROCEDE A UNE ANALYSE DE LA SITUATION DANS PLUSIEURS PAYS DU SUD-EST ASIATIQUE, DONT JE TRANSMETS AU DEPARTEMENT LES POINTS SAILLANTS.

**SITUATION EN MALAISIE :**  
LA MALAISIE, SELON MON INTERLOCUTEUR, EST UN PAYS RICHE ET DONT LA STABILITE POURRAIT ETRE ASSUREE SI ELLE REUSSIT A RESOUDRE LES TROIS PROBLEMES SUIVANTS : ELIMINER LE PAUPERISME, ASSURER L'EGALITE ENTRE LES RACES ET CORRIGER LES TROP GRANDES INEGALITES DES REVENUS. IL ESTIME EN REVANCHE QUE LE TERRORISME COMMUNISTE NE CONSTITUE PAS UN DANGER SERIEUX POUR LA SECURITE DU PAYS.

DE CES PROPOS L'ON PEUT DEDUIRE QUE LA CHINE NE JOUE ACTUELLEMENT LA VICTOIRE DE LA REBELLION ET QU'ELLE APPROUVE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT PUISQUE LES TROIS POINTS SUR LESQUELS

.../...

- PAGE DEUX -

ELLE ESTIME QUE DOIT SE PORTER L'ACTION DE CELUI-CI SONT PRECISEMENT LES OBJECTIFS PRIORITAIRES DU 3EME PLAN QUINQUENNAL ACTUELLEMENT EN VOIE D'ELABORATION.

2) VIETNAM :

AUX YEUX DE M. WANG YU P'ING, LES DIRIGEANTS VIETNAMIENS SONT AVANT TOUT DES NATIONALISTES. ILS ENTENDENT PRESERVER L'INDEPENDANCE DE LEUR PAYS ET NE LAISSERONT AUCUNE PUISSANCE ETRANGERE Y EXERCER UNE INFLUENCE PREDOMINANTE. IL EST POSSIBLE, A-T-IL AJOUTE, QUE TEMPORAIREMENT ET DANS DES CIRCONSTANCES PARTICULIERES, UNE SUPERPUISSANCE PUISSE BENEFICIER D'UN PRESTIGE OU D'UNE AUTORITE PLUS GRANDE QUE LES AUTRES. MAIS IL NE SAURAIT S'AGIR LA QUE D'UNE SITUATION TRANSITOIRE. IL ETAIT CLAIR QUE M. WANG YU P'ING FAISAIT ALLUSION A LA POSITION PRIVILEGIEE QUE L'ON ATTRIBUE ACTUELLEMENT A L'UNION SOVIETIQUE AUPRES DU GOUVERNEMENT D'HANOI.

MON COLLEQUE NE CROIT PAS DAVANTAGE QUE LE VIETNAM SOIT POUR L'INSTANT ENCLIN A SE LANCER DANS DES AVENTURES EXTERIEURES. IL EST, M'A-T-IL DIT, AVANT TOUT PREOCCUPE DE LA RECONSTRUCTION DU PAYS ET DE LA SOLUTION DES PROBLEMES POSES PAR LA REUNIFICATION. JE LUI AI DEMANDE S'IL PENSAIT QU'HANOI POURRAIT ETRE TENTE UN JOUR PAR LA CREATION D'UNE FEDERATION INDO-CHINOISE GROUPANT, SOUS SON AUTORITE, LE LAOS, LE CAMBODGE ET TOUTE OU PARTIE DE LA THAILANDE. IL M'A REPONDU TRES NETTEMENT : "C'EST IMPOSSIBLE".

3) LAOS :

IL A RECONNU CEPENDANT QU'HANOI EXERCAIT POUR L'INSTANT UNE INFLUENCE PREPONDERANTE A VIENTIANE ET QUE LES

.../...

DIRIGEANTS DES DEUX PAYS ETAIENT TRES PROCHES LES UNS DES AUTRES. SELON LUI UN PROBLEME RACIAL SE POSERAIT AU LAOS, ET LA RIVALITE ENTRE MEOS ET LAOS PROPREMENT DIT POURRAIT PRENDRE UN TOUR AIGU. CE POINT DE VUE POURRAIT LAISSER SUPPOSER QUE LA CHINE APPUIE PLUS OU MOINS DISCRETEMENT LES MINORITES ETHNIQUES DANS LEUR RESISTANCE AU GOUVERNEMENT DE VIENTIANE.

4) CAMBODGE :

MON COLLEGE N'A PAS ETE PARTICULIEREMENT PROLIXE SUR CE SUJET. IL N'A PAS CRAINT DE M'AFFIRMER QUE LE PRINCE SIHANOUK DEVAIT ETRE SATISFAIT DES DERNIERS CHANGEMENTS SURVENUS A PHNOM-PENH "CAR ILS CORRESPONDENT A SES SOUHAITS". IL PENSE QUE LE PRINCE PARTAGERA A L'AVENIR SON TEMPS ENTRE DES SEJOURS AU CAMBODGE ET DES VOYAGES A L'ETRANGER.

IL A ADMIS QUE LE GOUVERNEMENT DE PHNOM-PENH, POUR SE JUSTIFIER DES ACCUSATIONS PORTEES CONTRE LUI, AURAIT INTERET A ELARGIR LE CERCLE DE SES RELATIONS INTERNATIONALES.

5) RAPPORTS DE LA CHINE AVEC LES ETATS-UNIS :

ME REMEMORANT LES PROPOS TENUS PAR CHOU EN LAI A M. CHAUVEL EN 1965 ET QUE CELUI-CI M'AVAIT RAPPORTES, LORSQUE JE LUI AVAIS FAIT VISITE, A LA VEILLE DE MON DEPART POUR HANOI, IL Y A 10 ANS, J'AI DEMANDE A MON COLLEGE SI L'OBJECTIF DE LA POLITIQUE CHINOISE ETAIT TOUJOURS "DE REVENIR A LA SITUATION DE 1940, C'EST-A-DIRE D'OBTENIR LE RETRAIT TOTAL DE LA PRESENCE MILITAIRE AMERICAINE EN ASIE ET SON REPLI SUR LES RIVES ORIENTALES DU PACIFIQUE.

LA REPONSE DE M. WANG YU P'ING A ETE NUANCEE : "STRATEGIQUEMENT ET HISTORIQUEMENT, M'A-T-IL DIT, NOTRE BUT RESTE LE MEME MAIS IL Y A LIEU DE TENIR COMPTE DES CIRCONSTANCES

.../...

- PAGE QUATRE -

ACTUELLES. UNE MENACE DE CONFLIT PESE SUR LE CONTINENT ASIATIQUE DU FAIT DE L'UNION SOVIETIQUE. SI CELLE-CI ACCUMULE LES ARMEMENTS DE TOUT GENRE, «C'EST EVIDEMMENT AVEC L'INTENTION DE S'EN SERVIR UN JOUR. LE RETRAIT AMERICAIN CREERAIT UN VIDE QUI NE PROFITERAIT QU'A LA RUSSIE. IL APPARTIENT DONC AU PAYS CHEZ LESQUELS IL EXISTE DES BASES AMERICAINES, D'APPRECIER, EN FONCTION DE LEURS INTERETS PROPRES, DANS QUELLES CONDITIONS ILS PEUVENT ACCEPTER LEUR MAINTIEN. DEMEME QUE LE DEPART DES TROUPES AMERICAINES D'EUROPE, AFFAIBLIRAIT LA CAPACITE DE DEFENSE DE CELLE-CI, LA FERMETURE DES BASES AMERICAINES EN ASIE POURRAIT AFFECTER LA SECURITE ET LA STABILITE DU CONTINENT ASIATIQUE». ENCHAINANT D'AILLEURS SUR CE SUJET, MON INTERLOCUTEUR M'A PRECHE LE RENFORCEMENT DE LA COHESION DE L'EUROPE, POUR CREER UN CONTREPOIDS A LA PUISSANCE SOVIETIQUE.

DE CES PROPOS, DANS LA MESURE OU ILS SONT SINCERES, L'ON PEUT RETENIR, ME SEMBLE-T-IL, QUE PEKIN NE S'ALARME PAS OUTRE MESURE D'UN RENFORCEMENT DES LIENS ENTRE HANOI ET MOSCOU, QU'IL JUGE PROVISoire, MAIS QU'IL SURVEILLE LES PROGRES DE L'INFLUENCE RUSSE A VIENTIANE ET QU'IL EST PRET A METTRE LE LAOS EN DIFFICULTE S'IL ALLAIT TROP LOIN, A SON GOUT, DANS CETTE VOIE. LE CAMBODGE EST UN SUJET QUE MON COLLEQUE N'A ABORDE QU'AVEC UNE EVIDENTE RESERVE. ENFIN, IL SEMBLE QUE LA MALAISIE ELLE-MEME JOUISSE D'UN PREJUGE FAVORABLE A PEKIN DANS LA MESURE OU ELLE RESISTE AUX PROPOSITIONS SOVIETIQUES DE CREATION D'UN SYSTEME DE SECURITE COLLECTIVE EN ASIE. LE COUPLET SUR LE RETRAIT AMERICAIN D'ASIE NE FAIT, SANS DOUTE, QUE CONFIRMER CE QUI A PU ETRE DIT EN D'AUTRES LIEUX PAR DES VOIX PLUS AUTORISEES QUE CELLE DE L'AMBASADEUR DE CHINE A KUALA LUMPUR./.

QUIRIELLE.

**Doc.19 La position vietnamienne sur la relation entre la Chine et le Vietnam en 1977.**

**Source :** AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 2751/54, Conversations avec l'ambassadeur du Vietnam, le 30 novembre 1977.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TÉLÉGRAMME À L'ARRIVÉE  
PEKIN, LE 30 NOVEMBRE 1977  
RECU LE ----- 16H17

NO 2751/54

COMMUNIQUE VIA LE DPT A : BANGKOK NO 132/35 - HANOI NO 414/17 -  
MOSCOU NO 1974/77 - VIENTIANE NO 143/47 - WASHINGTON NO 1957/60

DECHIFFREMENT

ATTRIBUTIONS : (T)  
2. AS AS AS AS AS  
3. AI AI  
BE BE BE GE GE GE  
CE CE CE CE DJ IP  
ADRESSE DIPLOMATIE PARIS

- SERVICES -

A/S : CONVERSATIONS AVEC L'AMBASSADEUR DU VIETNAM -

*8/11* *Viet* *Kuala* *Singyou* *Naik* *Jakarta* *Tokyo* *Chine* *Sig*

S'ENTREtenant AVEC LE MINISTRE-CONSEILLER, L'AMBASSADEUR DU VIETNAM A EVOQUE BRIEVEment LA RECENTE VISITE QUE VIENT DE FAIRE M. LE DUAN EN CHINE. ELLE AVAIT ETE UTILE, A DDECLARÉ M. NGUYEN TRONG VINH, PUISQU'ELLE AVAIT PERMIS AUX DEUX PARTENAIRES D'EXPOSER SANS DETOUR LEURS POSITIONS RESPECTIVES. LE VIETNAM VOULAIT GARDER TOUTE SON INDEPENDANCE ET SOUHAITAIT ENTREtenir DES RELATIONS AUSSI BONNES QUE POSSIBLE AVEC LA CHINE. LES "AMIS CHINOIS" CONNAISSAIENT DEJA TRES BIEN LE POINT DE VUE VIETNAMIEN. APRES LE PASSAGE DU SECRETAIRE GENERAL DU P.C.V, "ILS LE CONNAISSENT ENCORE MIEUX". EN D'AUTRES TERMES, DIRIGEANTS CHINOIS ET VIETNAMIENS SEMBLent AVOIR FAIT ETAT DE LEURS DIVERGENCES DE VUE ET, APPAREMMENT, SANS GRAND ESPRIT DE CONCILIATION. (J'AJOUTE A CE PROPOS QUE MON COLLEGE OUEST-ALLEMAND DIT AVOIR RECUEILLI A BONNE SOURCE UNE INDICATION SELON LAQUELLE KENG PIAO AURAIT, PEU DE TEMPS AVANT LA VISITE, QUALIFIE DE "MAUVAISES" LES RELATIONS SINO-VIETNAMIENNES).

.....  
.../...

- PAGE DEUX -

DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE LES DEUX PAYS, M. NGUYEN TRONG VINH S'EST BORNE A DIRE QU'ELLE SE POURSUIVAIT. MAIS LE VIETNAM N'ETAIT PLUS EN GUERRE. LA NATURE ET LES CONDITIONS DE L'ASSISTANCE CHINOISE NE POUVAIENT PLUS ETRE CE QU'ELLES ETAIENT PAR LE PASSE.

SUR LES DIFFICULTES PRESENTES ENTRE LE KAMPUCHEA ET LE VIETNAM, NOTRE INTERLOCUTEUR, RECONNAISSANT LEUR IMPORTANCE, A REGRETTE QU'ELLES NE PUISSENT ETRE REGLEES A L'AMIABLE DU FAIT DES KMERS. IL N'Y AVAIT D'AUTRE ALTERNATIVE POUR LES VIETNAMIENS QUE DE S'OPPOSER SUR LE TERRAIN A TOUT EMPIETEMENT. ILS NE POUVAIENT EVIDEMMENT SE RESIGNER A ABANDONNER A LEUR VOISIN LA MOINDRE PARCELLE DE LEUR TERRITOIRE. LE VIETNAM POUR SA PART S'EN TENAIT AU RESPECT DE LA LIGNE DE DELIMITATION QUI AVAIT ETE TRACEE AU TEMPS DE LA PRESENCE FRANCAISE, ET ATTENDAIT DU KAMPUCHEA QU'IL ADOPTE LA MEME ATTITUDE. 301640./.

ARNAUD

**Doc.20 La position de Deng Xiaoping sur le conflit khméro-vietnamien.**

**Source :** AMAE, 14INVA/382, Télégramme, n° 334/340, Position chinoise sur le conflit khméro-vietnamien, le 20 janvier 1978.

*670-24-A* Visé Base *EO*  
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
*Les 23 + 14*  
TÉLÉGRAMME À L'ARRIVÉE *KIV*

**DECHIFFREMENT**

ATTRIBUTIONS :  
-----  
2 - AI AI AI  
3 - AS AS AS AS AS  
EU EU EU EU EU EU  
AM AM AM

*Diffusion Réserve*

PEKIN, LE 20 JANVIER 1978  
RECU LE 22 ----- 12H.29

ADRESSE A DIPLOMATIE PARIS NO 334/340

CQUE VIA LE DEPARTEMENT A : BANGKOK 66/72 - HANOI 66/72 -  
MOSCOU 128/134 - WASHINGTON 128/134 -

R E S E R V E  
*Diffusion Réserve*  
*Hand*  
*10/1*

DIRECTEURS

OBJET: POSITION CHINOISE SUR LE CONFLIT KHMERO-VIETNAMIEU.

AU COURS DE L'ENTRETIEN QU'A EU CE MATIN LE PREMIER  
MINISTRE AVEC TENG HSHAO-PING, LE VICE-PREMIER MINISTRE CHINOIS A  
EXPOSE LES VUES CHINOISES SUR LE CONFLIT KHMERO-VIETNAMIEU.

APRES AVOIR RAPPELE QUE LA CHINE N'AVAIT PAS PRIS OFFICIEL-  
LEMENT POSITION SUR LE CONFLIT PARCE QU'ELLE AVAIT "DES RELATIONS  
TRES INTIMES" AVEC LES DEUX PAYS EN CAUSE, TENG HSHAO-PING S'EST  
EXPRIME COMME SUIU:

CITATION  
-----

LA CHINE A BEAUCOUP AIDE LE KAMPUCHEA ET LE VIETNAM DANS  
LEUR GUERRE DE RESISTANCE CONTRE L'IMPERIALISME AMERICAIN, TOUTE-  
FOIS, EN RAISON DE L'ABSENCE DE FRONTIERE COMMUNE, L'AIDE FOURNIE  
AUX REVOLUTIONNAIRES COMBODGIENS N'A REPRESENTE QUE 2% DE L'AIDE  
CHINOISE AU VIETNAM, QUI A CONSISTE EN NOURRITURE, VETEMENTS, ARMES  
ET MUNITIONS, ET QUI A DEPASSE DE BEAUCOUP L'ASSISTANCE CONSENTIE  
PAR L'URSS A CE PAYS. UNE GRANDE PARTIE DE NOTRE AIDE AU KAMPUCHEA  
A D'AILLEURS DISPARU EN CHEMIN, NOUS N'AVONS JAMAIS SU OU ELLE  
ETAIT PASSEE, ET L'ON PEUT DIRE QUE C'EST EN S'APPUYANT SUR LEURS

/

- PAGE DEUX -

PROPRES FORCES QUE LES CAMBODGIENS SONT VENUS A BOUT DE L'ON NOL ET DES AMERICAINS.

LORS DE MA DERNIERE VENUE EN FRANCE, BEAUCOUP DE FRANCAIS S'INTERROGEAIENT SUR LA POLITIQUE D'EVACUATION DES VILLES PRATIQUEE PAR LES DIRIGENTS CAMBODGIENS: ON TOUVAIT CETTE POLITIQUE INHUMAINE. NOUS-MEME, A L'EPOQUE, NE SAVIONS PAS SI CETTE POLITIQUE ETAIT JUSTIFIEE. MAIS MAINTENANT NOUS AVONS CHANGE D'AVIS (SIC). SI LES DIRIGEANTS COMBODGIENS N'AVAIENT PAS EVACUE LES GRANDES VILLES, ILS CONNAITRAIENT AUJOURD'HUI DE GRANDES DIFFICULTES. APRES TOUT, CE SONT EUX QUI CONNAISSENT LE MIEUX LA SITUATION DANS LEUR PROPRE PAYS. D'AILLEURS, ILS N'AGISSENT PAS CONTRE LES FRANCAIS, MAIS CONTRE D'AUTRES.

AUJOURD'HUI, ON NE PEUT PAS DIRE QUE CE SONT LES CAMBODGIENS QUI ONT ATTAQUE: LA GUERRE A LIEU SUR LEUR TERRITOIRE, ET L'ON PEUT, DE PHNOM PENH, ENTENDRE LES COUPS DE CANON. LES VIETNAMIENS AFFIRMENT QUE LEUR TERRITOIRE A ETE ENVAHI EN CINQ ENDROITS DIFFERENTS: C'EST POSSIBLE. VOS JOURNALISTES M'ONT INTERROGE A CE SUJET. J'AI REPONDU BIEVEMENT QUE TOUTE AGRSSION, QUELLE QUE SOIT SON AMPLEUR, CONNAISSAIT FINALEMENT L'ECHEC. LES ETATS-UNIS EUX-MEMES N'ONT PU VAINCRE LE KAMPUCHEA. IL Y A UNE DIFFERENCE ENTRE LES GUERRES JUSTES ET LES GUERRES INJUSTES.

.../...

- PAGE TROIS -

EN REGLE GENERALE, NOUS NE PRENONS PAS POSITION SUR CE GENRE D'AFFAIRES. NOUS NOUS PRONONCONS POUR UN REGLEMENT PACIFIQUE, NEGOCIE. NOTRE ATTITUDE SE RESUME EN TROIS POINTS : CESSEZ-LE-FEU, RETRAIT DES TROUPES, NEGOCIATION SUR LA BASE DES CINQ PRINCIPES DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE.

DEPUIS DES DIZAINES D'ANNEES, LES VIETNAMIENS ONT EU LA NOSTALGIE DE LA GRANDE INDOCHINE. C'EST LA LE COEUR DU PROBLEME. CERTES, SI L'ON ENTRE DANS LES DETAILS, ON NE PEUT PAS DIRE QUE LES CAMBODGIENS NE SOIENT PAS FAUTIFS.

( REPODANT A UNE QUESTION DU PREMIER MINISTRE). IL Y A \_\_\_\_\_ DES FORCES DERRIERE LE VIETNAM -COMME DERRIERE L'INDE. PARTOUT OU IL Y A DES DESORDRES, IL Y A L'URSS, QUI ESSAIE D'EN TIRER PARTI.

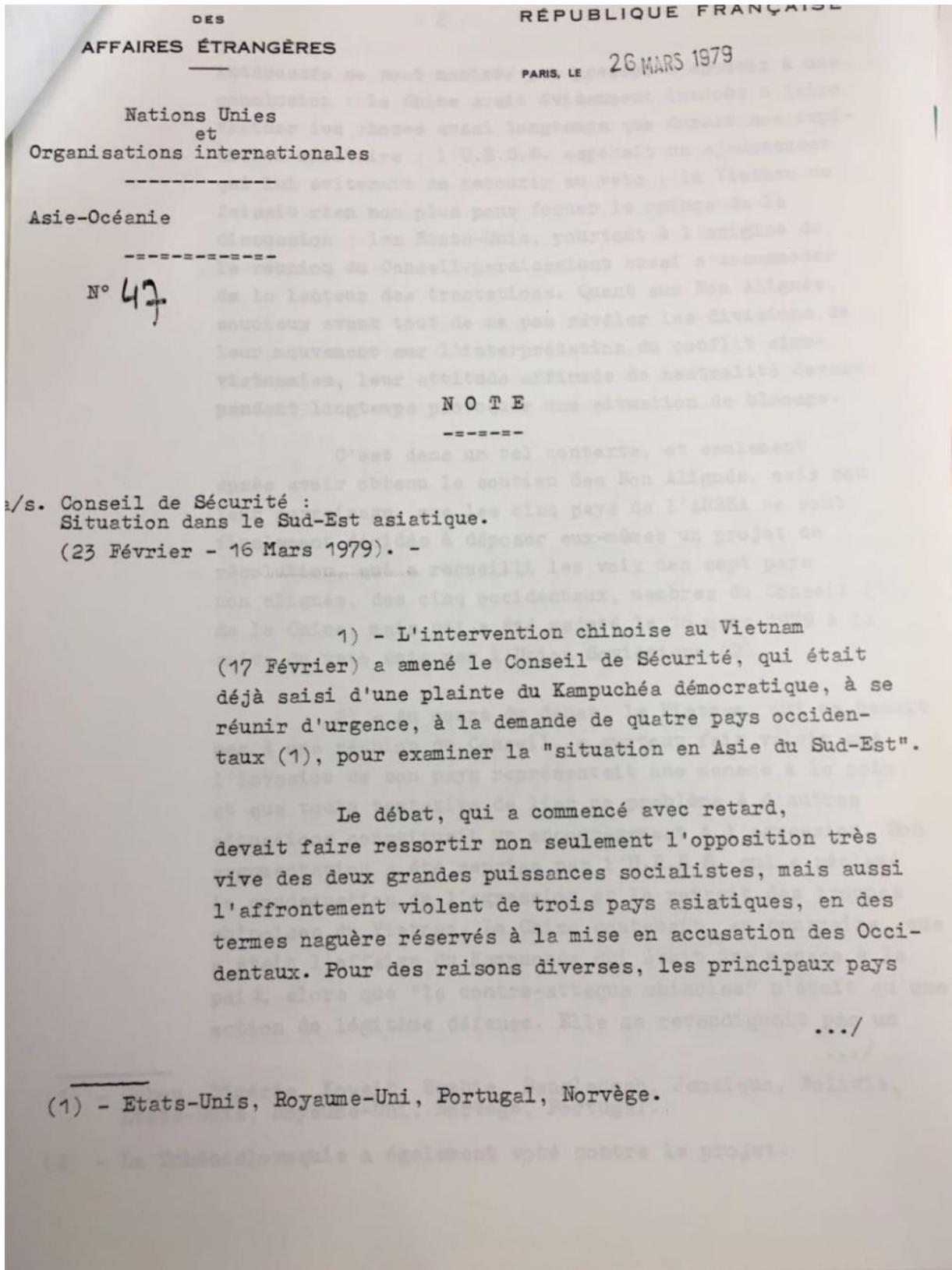
IL Y A DES GENS QUI DISENT QUE LA CHINE POURRAIT JOUER LE ROLE DE MEDIATEUR. MAIS CE N'EST PAS NOTRE AFFAIRE, ET D'AILLEURS CELA POURRAIT AUSSI BIEN COMPLIQUER LES CHOSES. POUR NOTRE PART, NOUS CONTINUERONS A AIDER LES DEUX PAYS , COMME NOUS LE LEUR AVONS PROMIS. DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE AU KAMPUCHEA, NOUS AVONS BEAUCOUP PLUS AIDE CE PAYS QU'AUPARAVANT.

FIN DE CITATION  
-----

.../...

**Doc.21 Les séances du Conseiller de sécurité de l'ONU concernant le conflit sino-vietnamien entre le 23 février et le 16 mars 1979.**

Source : AMAE, 498INVA/1516, Note, n°47, Conseil de Sécurité : Situation dans le Sud-Est asiatique. (23 Février-16 Mars 1979), le 26 mars 1979.



intéressés se sont montrés peu pressés d'aboutir à une conclusion : la Chine avait évidemment intérêt à faire traîner les choses aussi longtemps que durait son expédition militaire ; l'U.R.S.S. espérait un ajournement qui lui éviterait de recourir au veto ; le Vietnam ne faisait rien non plus pour forcer le rythme de la discussion ; les Etats-Unis, pourtant à l'origine de la réunion du Conseil, paraissaient aussi s'accommoder de la lenteur des tractations. Quant aux Non Alignés, soucieux avant tout de ne pas révéler les divisions de leur mouvement sur l'interprétation du conflit sino-vietnamien, leur attitude affirmée de neutralité devait pendant longtemps provoquer une situation de blocage.

C'est dans un tel contexte, et seulement après avoir obtenu le soutien des Non Alignés, mais non leur parrainage, que les cinq pays de l'ANSEA se sont finalement décidés à déposer eux-mêmes un projet de résolution, qui a recueilli les voix des sept pays non alignés, des cinq occidentaux, membres du Conseil (1), de la Chine, mais qui a été rejeté le 16 mars 1979 à la suite du veto émis par l'Union Soviétique (2).

2) - Au cours du débat, le Vietnam, qui ne tenait pas à une réunion du Conseil, a surtout fait valoir que l'invasion de son pays représentait une menace à la paix et que toute tentative de lier ce problème à d'autres situations constituait un encouragement à l'agression. Son argumentation a été reprise par l'U.R.S.S. qui a réclamé la condamnation de l'agression et le retrait des troupes chinoises du Vietnam. La Chine soutenait, au contraire, que c'était l'affaire du Kampuchéa qui était une menace à la paix, alors que "la contre-attaque chinoise" n'était qu'une action de légitime défense. Elle ne revendiquait pas un

.../

(1) - Gabon, Nigéria, Koweït, Zambie, Bangladesh, Jamaïque, Bolivie, Etats-Unis, Royaume-Uni, Norvège, Portugal.

(2) - La Tchécoslovaquie a également voté contre le projet.

pouce du territoire vietnamien et retirerait ses troupes. La Chine affirmait cependant, comme le Vietnam, que les deux affaires n'avaient rien à voir entre elles et proposait, sans autre précision, le recours à une négociation bilatérale pour le rétablissement de la paix. Les Non Alignés et les Occidentaux se sont montrés, de leur côté, prudents dans leurs interventions, en se prononçant d'une manière équilibrée pour le retrait des forces étrangères des territoires occupés.

Nous avons, pour notre part, souligné que "les forces d'intervention qui avaient pénétré au Vietnam devaient se retirer à l'intérieur de la frontière internationale" et rappelé la position que nous avons prise lors du dernier débat au Conseil de Sécurité sur le retrait des forces étrangères du Cambodge, en constatant que celui-ci n'était toujours pas effectif. Nous avons estimé, en outre, que l'instauration d'un ordre pacifique en Asie du Sud-Est passait nécessairement par une solution qui assurerait aux Etats de la péninsule indochinoise le maintien de leur indépendance et de leur intégrité territoriale dans un cadre de relations de bon voisinage avec tous les autres pays de la région.

3) - Avant d'en arriver au projet déposé par les pays de l'ANSEA, toute une série de textes a été envisagée. Les deux projets qui, officiellement déposés au départ par l'U.R.S.S. (condamnation de l'agression chinoise) et par la Chine (condamnation du Vietnam) se neutralisaient l'un l'autre, ont été rapidement écartés. Se sont alors succédées diverses propositions comprenant des formulations assez voisines, et préparées respectivement par la Norvège et le Portugal, par les pays de l'ANSEA, par les Etats-Unis, par Koweït et l'Inde, par le Royaume-Uni. Les Non Alignés s'étant ralliés, après beaucoup d'hésitations, au projet de l'ANSEA, c'est celui-ci qui en dernière analyse a été mis aux voix à la demande de la Norvège.

Le projet (1) établissait un lien entre les deux affaires dont avait été saisi successivement le Conseil de Sécurité et reflétait un certain équilibre dans ses dispositions. Il "regrettait" dans son préambule, aussi bien l'"intervention armée" dans les affaires du Kampuchéa que l'"attaque armée" contre le Vietnam. Il invitait toutes les parties aux "conflits" à ramener leurs forces dans leurs pays et à éviter un élargissement "des conflits". Il réaffirmait la nécessité de respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance d'autres Etats. Il acceptait enfin l'offre de bons offices du Secrétaire Général.

4) - Le scrutin a fait apparaître, à nouveau, l'isolement de l'Union soviétique, obligée d'user pour la seconde fois (2) en deux mois du veto pour éviter une condamnation implicite de son allié vietnamien. Elle a justifié son attitude en soulignant que le texte, qui mettait sur le même plan agresseur et agressé, ne pouvait que développer le goût de Pékin à donner des leçons. Quant à la Chine, dont on attendait l'abstention ou la non participation au vote, elle s'est prononcée, d'une manière qui a paru à beaucoup surprenante, en faveur du projet. Elle a, en effet, jugé habile de considérer que le texte, qui comportait des critiques évidentes à l'égard de sa propre politique, était, en fait, après le retrait de ses troupes (achevé, selon Pékin, deux jours auparavant) dirigé essentiellement contre le Vietnam ou pouvait être présenté comme tel. Elle rejoignait ainsi le sentiment majoritaire du Conseil de Sécurité, en manifestant une attitude positive qui contrastait d'autant plus avec celle de Moscou. Elle se tirait en définitive sans trop de dommage d'une affaire assez mal engagée au regard de l'opinion internationale. Le Vietnam a, de son côté, regretté l'orientation

(1) - Cf. en annexe.

(2) - Veto soviétique du 15 janvier 1979 à l'encontre d'un projet Non Aligné demandant le retrait des forces étrangères du Kampuchéa démocratique.

du débat qui avait cherché à détourner l'attention du véritable problème qu'était l'agression chinoise. Il s'est néanmoins adressé aux pays de l'ANSEA, co-auteurs du projet, pour les inviter à collaborer avec lui sur la base des principes d'indépendance, de neutralité et de liberté.

Pour ce qui nous concerne, nous avons indiqué que nous avons soutenu le projet de l'ANSEA parce que celui-ci se référait explicitement aux principes fondamentaux qu'étaient le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des Etats et à son corollaire, le non recours à l'usage de la force. Le texte qui cherchait à éviter toute escalade et tout élargissement des conflits répondait, par ailleurs, à notre souci constant de préserver la détente. Par notre vote, nous avons entendu exprimer à la fois notre opposition catégorique à la loi du plus fort, notre fidélité aux dispositions de la Charte et notre confiance dans la négociation pour résoudre les différends d'une manière pacifique.